

RÈGLEMENTATIONS SYNDICALES

ET

SOUS-CONCURRENCES OUVRIÈRES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le samedi 19 février 1910, à 1 h. 1/2

PAR

PAUL GEMÄHLING

Président : M. RAOUL JAY

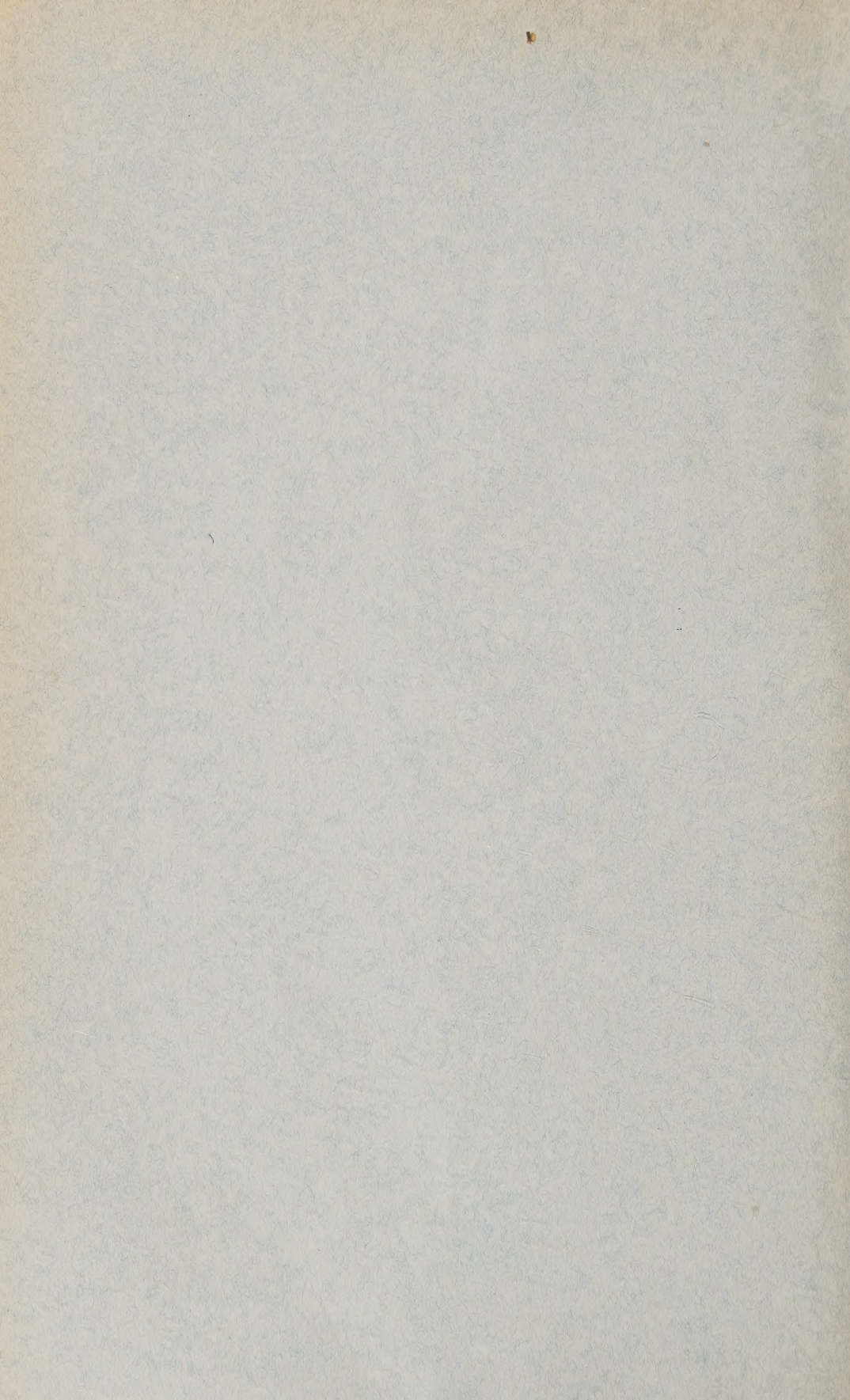
Suffragants : { MM. HITIER } Professeurs
CAPITANT }

PARIS

BLOUD ET C^{ie}

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

—
1910







Digitized by the Internet Archive
in 2026

RÉGLEMENTATIONS SYNDICALES

ET

SOUS-CONCURRENCES OUVRIÈRES

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

RÈGLEMENTATIONS SYNDICALES

ET

SOUS-CONCURRENCES OUVRIÈRES

*L'Acte public sur les matières ci-après
sera soutenu le 19 février à 1 heure et demie*

PAR

PAUL GEMÄHLING



Président : M. RAOUL JAY

Suffrageants : { MM. HITIER } Professeurs
CAPITANT }

PARIS

BLOUD ET C^{IE}

7, PLACE SAINT-SULPICE, 7

1910

PREMIÈRE PARTIE

THÉORIE GÉNÉRALE
DE LA
CONCURRENCE OUVRIÈRE

CHAPITRE PREMIER

L'OPTIMISME DARWINIEN & LA CONCURRENCE OUVRIÈRE

Au lendemain de l'effondrement de l'édifice réglementaire de l'Ancien Régime, et tandis que l'Economie politique commençait à se constituer à la manière d'une science, il put paraître qu'une ère nouvelle allait s'ouvrir devant le principe de concurrence. On voyait déjà en lui comme la clef de voûte de toute la doctrine et comme la règle intangible de la politique sociale.

Au sortir de la compression des vieilles règles, il semblait que tous les esprits fussent d'accord pour saluer, comme la source de toute régénération et de tout progrès, la liberté qui se levait à la fois dans l'ordre politique et dans l'ordre économique.

L'économie politique naissante ne semblait-elle pas trouver, elle aussi, précisément, son caractère et son prestige scientifiques dans la critique dédaigneuse à laquelle elle se livrait de l'empirisme grossier des réglementations anciennes, et dans le système de liberté naturelle qu'elle exposait et qui semblait l'élever par l'universalité et la pérennité de ses principes et de ses déductions jusqu'au rang des grandes sciences de la nature ?

N'était-ce pas, d'ailleurs, instaurer, dans l'organisation de la vie économique, les principes mêmes que la Révolution française avait proclamés dans les relations de la vie politique : la liberté des contrats, la libre disposition pour chacun

de son intelligence et de son activité, la libre accession de tous à tous les emplois (1).

Mais, c'était là une conception toute négative de la liberté : la liberté du travail se définissait par opposition à l'ancien régime, s'analysait purement et simplement dans l'absence d'entraves.

La liberté du travail n'apparaissait guère, chez les Physiocrates et les premiers économistes anglais, que comme une condition de bonne santé économique, facilitant les échanges, permettant et accélérant la distribution des richesses et la répartition des travaux. Mais on devait aller plus loin : faire de la libre concurrence la règle même de la justice et du progrès.

Le prodigieux succès de la doctrine évolutionniste dans tous les domaines ne devait pas moins renouveler les thèses de la science économique que celles des autres sciences ; ou devait, du moins, fournir aux défenseurs de certaines doctrines économiques des arguments nouveaux et impressionnants (2). Car on peut faire remarquer, et Darwin ne le dissimule pas, qu'avant l'apparition de l'*Origine des espèces*, le tableau du grand drame de la lutte pour l'existence avait déjà été brossé dans son horreur tragique par Malthus (3).

(1) « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits... Le but de toute association politique est la conservation des droits naturels et imprescriptibles de l'homme... L'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits... Tous les citoyens étant égaux à ses yeux (aux yeux de la loi) sont également admissibles à toutes dignités, places et emplois publics, selon leur capacité et sans autre distinction que celle de leurs vertus et de leurs talents. » (*Déclaration des droits de 1789*, art. 1, 2, 4, 6.)

« Nul genre de travail, de culture, de commerce ne peut être interdit à l'industrie des citoyens. » (*Déclaration des droits de 1793*, art. 17.)

(2) M. Barthélemy RAYNAUD a essayé une intéressante esquisse de cette transformation de la pensée économique. (*L'idée de concurrence en économie politique. Etude d'histoire des idées économiques*. — *Revue d'économie politique*, octobre 1903, p. 769 et s.)

(3) « C'est la doctrine de Malthus appliquée avec une intensité beaucoup plus considérable à tout le règne animal et à tout le règne végétal », écrit Darwin de sa propre doctrine. (*Origine des Espèces*, ch. III, édité. Barbier, 1876, p. 69.)

Mais le darwinisme y apportait quelque chose de plus. La science économique semble avoir été tentée, au cours de son histoire, de se rapprocher successivement de tous les types de sciences, au fur et à mesure que celles-ci subissaient l'engouement de la faveur publique. A l'origine, séduite par la simplicité et la rigidité des sciences physiques et chimiques, elle les prit pour modèle ; elle s'efforcera d'établir un système logique des lois statiques, de lois de fonctionnement, qu'il suffisait de ne pas contrarier pour que, ainsi que les grandes lois de la nature, elles assurassent la vie et la prospérité.

Sous l'influence de l'évolutionnisme notamment, la science économique devait se rapprocher du type des sciences biologiques ; les lois qu'elle avait découvertes devenaient des lois dynamiques, des lois de transformation, des lois de progrès. Le vieux libéralisme abstentionniste prenait une vigueur nouvelle, il se transformait en un individualisme conquérant, enhardi par l'affirmation du dogme nouveau de la sélection naturelle et de la persistance des plus aptes. L'optimisme darwinien venait ranimer l'optimisme providentialiste défailtant des premiers économistes (1).

Etendue au domaine économique, la doctrine de la sélection naturelle devait renforcer le principe de la concurrence, ouvrir devant lui des perspectives élargies : ce n'était plus là seulement une condition heureuse pour le bon fonctionnement économique, mais ce devenait le ressort même du progrès, la critère de la justice, l'instrument providentiel pour assurer le bonheur des individus et des sociétés.

Les économistes ont célébré la concurrence comme la grande force bienfaisante du monde vivant, égalisant les fortunes, multipliant les produits, les mettant plus rapidement, à meilleur prix, à meilleure qualité, à la disposition du consommateur, éliminant les incapables et les parasites, assu-

(1) « Quand nous réfléchissons à cette lutte, nous pouvons nous consoler avec la certitude que la guerre n'est pas incessante dans la nature, que la peur y est inconnue, que la mort est généralement prompte et que ce sont les êtres vigoureux, sains et heureux, qui survivent et se multiplient. » (*Ibid.*, p. 84.)

rant le triomphe des plus aptes, des plus forts, et l'on n'hésita pas à ajouter : des meilleurs... (1).



Mais en même temps que l'optimisme de la doctrine évolutionniste, exagéré encore par les néo-darwiniens, était soumis à une rigoureuse critique par l'opinion scientifique, ses applications au domaine économique n'étaient pas moins contestées. On fit observer que « les plus aptes », c'étaient peut-être les plus forts, ce n'étaient pas nécessairement les meilleurs : ce pouvaient être les plus habiles, les plus rusés, les plus déloyaux. La vie industrielle de chaque jour se chargeait, d'ailleurs, d'illustrer ces critiques et de compléter le tableau complaisamment tracé de la merveilleuse multiplication des produits et de l'abaissement des prix, fruits du libre jeu de la concurrence, par le spectacle des tromperies, des fraudes, des falsifications, de la mauvaise foi, de l'intensive exploitation des travailleurs qui l'accompagnent et qui, trop souvent, ont, elles aussi, la prétention de se présenter comme « l'âme du commerce ».

Ainsi, au lieu que la concurrence développe nécessairement la santé et la vie, elle entretient parfois le désordre et la ruine ; au lieu d'éliminer les incapables, elle engendre le parasitisme ; au lieu d'assurer le progrès, elle nous offre le spectacle de véritables régressions.

(1) « La concurrence est le procédé de sélection par excellence, le seul qui agisse avec précision, rapidité et sinon avec infailibilité, du moins avec une habituelle sûreté...

« ...La concurrence est la grande loi, non seulement de l'humanité, mais de la nature entière, du règne végétal comme du règne animal.

« C'est la gloire de l'Ecole scientifique du XIX^e siècle d'avoir découvert le rôle absolument prépondérant de la concurrence, qui est au monde vivant ce qu'est la gravitation au monde inorganique...

« ...La concurrence est la grande force, la principale du monde économique, c'est la force à la fois impulsive et régulatrice et coordinatrice par excellence ; en dehors d'elle, il n'y a que chaos, arbitraire, fantaisie et incertitude... » Paul LEROY-BEAULIEU : *Traité théorique et pratique d'Economie politique*, 3^e édit., tome I^{er}, p. 640 et 636.

« Considérée en elle-même, la libre concurrence offre cet inestimable avan-

C'est qu'en effet, comme le fait remarquer très justement Schmoller, « rien n'est plus faux que de considérer la concurrence ou la libre concurrence comme une simple organisation sociale, comme une forme constitutionnelle de l'économie nationale qu'on peut décréter par une loi et qui aura alors constamment les mêmes conséquences déterminées, qui produira une élimination prévue, qui aura un effet déterminé sur les prix et sur la production » (1).

Elle n'est qu'un instrument aux mains des hommes, et ses effets dépendront toujours du nombre, de la nature, de l'influence, du degré d'ambition, du plus ou moins de scrupules de ceux qui l'emploieront.

Nous ne pouvons trouver meilleure illustration de cette doctrine que dans le spectacle de la concurrence appliquée au travail humain.

Les prétentions de la concurrence à être respectée comme une loi de progrès et de vie se heurteront, ici du moins, aux plus formels démentis. Nous l'y verrons, sous la pression du nombre, de l'inégalité des besoins, de l'avidité désespérée des combattants, assurer le triomphe des classes les plus dégradées de concurrents, sur les individus les plus aptes et les plus sains, laisser se produire les sous-concurrences les plus ruineuses, capables, si l'on n'y prenait garde, de mettre en péril la santé sociale tout entière.

tage qu'elle confie le soin de décider dans chaque cas à ceux-là mêmes que la décision intéresse. Entre plusieurs choses offertes en vente, qui, mieux que l'acheteur, serait apte à manifester une préférence en connaissance de cause ? Qui, mieux que le patron, serait qualifié pour choisir, parmi les ouvriers qui se présentent, ceux qu'il emploiera ? Qui, mieux que les ouvriers, pour préférer tel patron ou tel autre ? La libre concurrence réalise donc ce qu'on appellerait en politique : le gouvernement du peuple par le peuple. Régime chimérique en tant que système de gouvernement, les conséquences d'un vote politique étant trop lointaines pour être appréciées sûrement par celui qui l'émet, mais excellent en matière économique, où chacun se prononce sur des faits qui le touchent directement avec la sûreté de vue que donne presque toujours le sentiment de l'intérêt personnel. » Paul BEAUREGARD, article du *Nouveau dictionnaire d'Economie politique* de Léon Say et Joseph Chailley, t. I^{er}, p. 532.

(1) SCHMOLLER : *Principes d'Economie politique*, L. III, § 159 ; traduction française, tome III, p. 108.

CHAPITRE II

LA PRESSION DE LA POPULATION SUR LES SALAIRES

- I. Les mouvements naturels de la population dans la doctrine classique. — II. L'armée de réserve du capital chez Karl Marx. — III. Les particularités essentielles de la concurrence ouvrière.

La concurrence ouvrière est loin d'occuper, dans les écrits des économistes contemporains, la place qu'elle occupait chez les premiers économistes de l'école classique.

En même temps que les revendications des travailleurs se sont placées, de plus en plus, au premier plan de l'actualité, il semble que certains des problèmes économiques profonds qui s'y rattachent aient perdu la notoriété qu'ils avaient naguère connue dans la doctrine scientifique.

C'est ainsi que, pour trouver une analyse attentive des phénomènes de la concurrence ouvrière, c'est aux premiers économistes de l'école anglaise qu'il nous faut remonter.

L'intérêt qu'ils portèrent à cette question et l'oubli dans lequel elle est tombée de nos jours s'expliquent aisément, si l'on songe aux doctrines qu'ils professaient relativement aux salaires et à la population.

I. — LES MOUVEMENTS NATURELS DE LA POPULATION DANS LA DOCTRINE CLASSIQUE.

Adam Smith et ses successeurs enseignaient, on le sait, qu'il existe, une certaine portion des capitaux affectés à l'industrie — le capital circulant — qui est destiné à l'entretien des ouvriers. C'est le fonds des salaires, le *wage-fund*. On conçoit comment, dans cette théorie, rien n'est plus inté-

ressant à connaître que le nombre des partageants car c'est de lui que dépend le montant du salaire attribué à chacun. C'est le rapport qui existe entre le chiffre de la population ouvrière et le fonds des salaires qui détermine le taux moyen des salaires individuels (1).

Mais cette simple concurrence des divers travailleurs dans le partage du fonds des salaires devait se compliquer du fait que le fonds des salaires pouvait varier et qu'en tous cas la population ouvrière devait nécessairement varier, et précisément sous l'action même des variations du fonds des salaires.

C'est ainsi que les premiers économistes furent amenés à construire leur mécanisme célèbre du mouvement des salaires lié à celui de la population et *vice versa* : le petit nombre des partageants accroissant la part de chacun, l'accroissement de la part de chacun augmentant le nombre des partageants — en vertu du principe alors incontesté dans l'école : un pain un homme (2) — et le salaire, soumis aux règles de l'offre et de la demande, tendant à se fixer sous la pesée du moindre excédent de population, au niveau juste suffisant pour permettre l'entretien normal d'une classe ouvrière en rapport avec les besoins de l'industrie.

Telle était la construction logique par laquelle les théoriciens tentèrent de trouver un point d'équilibre entre la population et la demande de main-d'œuvre.

(1) « Les salaires dépendent du rapport qui existe entre le chiffre de la population laborieuse et les capitaux quelconques affectés à l'achat du travail. » STUART-MILL : *Principes d'Economie politique*, Livre II, ch. XI, § 3. Tome I^{er}, p. 404.

(2) « Si cette demande (du travail) va continuellement en croissant, la rémunération du travail doit nécessairement donner au mariage et à la multiplication des ouvriers un encouragement tel qu'ils soient à même de répondre à cette demande toujours croissante par une population aussi toujours croissante. Supposez dans un temps cette récompense moindre que ce qui est nécessaire pour produire cet effet, le manque de bras la fera bientôt monter ; et si vous la supposez, dans un autre temps, plus forte qu'il ne faut pour ce même effet, la multiplication excessive d'ouvriers la rabaissera bientôt à ce taux nécessaire. Dans l'un de ces cas, le marché serait tellement dépourvu de travail, et il s'en trouverait tellement surchargé dans l'autre, qu'il forcerait bientôt le prix du travail à revenir à un taux qui s'accordât avec ce qu'exige-

Adam Smith essaya même de dégager les lois générales du salaire en fonction des divers états de la richesse nationale, c'est-à-dire suivant les variations du fonds des salaires (1).

a) Pendant la période de progression de la richesse nationale : les revenus et les capitaux croissant, le fonds des salaires augmentant, la demande de main-d'œuvre grandit nécessairement et elle ne pourrait grandir autrement — « la rareté des bras occasionne une concurrence parmi les maîtres qui mettent à l'enchère l'un sur l'autre pour avoir des ouvriers » — les salaires haussent.

La hausse des salaires entraînera l'accroissement de la population : la demande d'hommes réglant la production des hommes. Ce n'est donc qu'autant que le mouvement de progression de la richesse continuera et même s'accélérera que les salaires se maintiendront à ce taux élevé. Si, en effet, la progression de la richesse cessait de devancer celle de la population, la concurrence s'établirait au sein d'une classe d'ouvriers trop nombreuse et les salaires baisseraient. C'est là un point qu'a nettement aperçu Smith : il ne suffit pas que le fonds des salaires soit abondant, il faut encore qu'il croisse plus vite que la population (2).

b) Dans un état stationnaire de la richesse nationale, quelque grande que soit l'étendue du fonds des salaires, si l'état stationnaire se prolonge, « les bras se multiplieront au delà de la demande, il y aura disette constante d'emploi pour les ouvriers et ceux-ci seront obligés, pour en obtenir, d'enchérir au rabais les uns sur les autres. » L'excès de population

raient les circonstances où se trouverait la société. C'est ainsi que la demande d'hommes règle nécessairement la production des hommes, comme fait la demande à l'égard de toute autre marchandise ; elle hâte la production quand celle-ci marche trop lentement, et l'arrête quand elle va trop vite. » Adam Smith. (*Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, livre 1^{er}, ch. VIII, édit. Garnier, 1859, t. 1^{er}, p. 191.)

(1. *Ibid.*, p. 172 et s.

(2) « Ce n'est pas l'étendue actuelle de la richesse nationale, mais son progrès continu, qui donne lieu à une hausse dans les salaires du travail. » (*Richesse des nations*, t. 1, p. 174.)

pèsera sur les salaires. La concurrence ouvrière fera son apparition.

Mais, ici, du moins, pour maintenir un nombre suffisant à assurer la production nécessaire, la concurrence rencontrera une limite extrême et « malgré toutes les peines qu'elles ont à subsister, il faut bien que les plus basses classes d'ouvriers trouvent à se tirer d'affaire d'une manière ou d'une autre, assez du moins pour se maintenir dans leur nombre ordinaire. »

c) En cas de décroissance des fonds destinés à faire subsister le travail, il n'en serait pas de même : « Un grand nombre de ceux qui auraient été élevés dans des métiers d'une classes supérieure, ne pouvant plus se procurer d'ouvrage dans leur emploi, seraient bien aise d'en trouver dans les classes inférieures. Les classes les plus basses se trouvant surchargés non seulement de leurs propres ouvriers, mais encore de ceux qui y reflueraient de toutes les autres classes, il s'y établirait une si grande concurrence pour le travail que les salaires seraient bornés à la plus chétive et à la plus misérable subsistance de l'ouvrier. » — La concurrence ouvrière s'exercerait sans entraves.

Tout n'est pas à rejeter dans ces schémas, quelque entachés qu'ils soient de croyances abandonnées relativement au fonds des salaires et à l'action des hauts salaires sur le mouvement de la population. S'ils ne nous renseignent pas sur les circonstances extérieures qui provoquent la hausse et la baisse des salaires, ils ont eu le mérite de mettre nettement en lumière le mécanisme interne qui détermine leur taux, et de nous montrer le prix du travail humain livré à l'empire de la loi de l'offre et de la demande.

Sans doute, il reste à en déterminer les modalités particulières, et c'est ici que la doctrine des économistes anglais : Smith, Ricardo, Malthus, etc., ne peut plus nous satisfaire. L'erreur a été de présenter les mouvements corrélatifs des salaires et de la population comme des phénomènes généraux s'appliquant à la production tout entière et constituant comme le régulateur de la vie nationale.

Jamais le spectacle ne nous a été offert d'une population se limitant, dans un pays tout entier, au niveau exact des besoins de la production, pas plus que celui du taux général du salaire répondant au chiffre absolu de la population.

Et, en effet, cet ample et lent mouvement, tendant à proportionner automatiquement et rigoureusement la population sur les salaires et à rétablir, aussitôt, toute rupture d'équilibre, ne peut se concilier avec la marche accidentée de la production moderne toujours en état d'instabilité et de crise et dont les contractions et les expansions suivent un rythme autrement vif que celui que nécessiteraient la production et l'éducation de nouvelles générations. « Avant que la hausse des salaires ait effectué la moindre augmentation positive dans le chiffre absolu de la population réellement capable de travailler, on aurait vingt fois laissé passer le temps où il fallait ouvrir la campagne industrielle, engager la lutte et remporter la victoire » (1).

II. — L'ARMÉE DE RÉSERVE DU CAPITAL CHEZ KARL MARX.

Les fabricants ne peuvent attendre une ou deux générations pour étendre leur production et si la population ne croît pas naturellement assez vite pour satisfaire aux besoins de l'industrie, ou pour amener une baisse de salaires, les fabricants sauront y suppléer artificiellement (2).

C'est là un point qu'a eu le mérite de fortement dégager Karl Marx : A défaut d'un excès réel de population, le capitalisme fabrique une *surpopulation relative* qui exerce sur le taux des salaires une action autrement directe et déprimante qu'une surabondance diffuse de la population générale. C'est — quelle qu'en soit l'origine, — cette surpopulation momentanée, locale, sa constitution et ses mouvements qui sont seuls

(1) KARL MARX : *Le capital*, L. I, ch. XXV, § 3, édit. Roy, p. 282, col. 1.

(2) Faisons remarquer qu'alors, les industriels, en intensifiant la production, sont loin de favoriser l'augmentation *naturelle* de la population : ne pouvant pas attendre la génération future, ils recourent abusivement au travail des femmes et des enfants et contribuent ainsi à épuiser la race.

instructifs à connaître dans l'économie ouvrière contemporaine (1).

Ainsi se trouvait dégagé et mis au point ce qui se cachait de vérité dans les vues des premiers économistes sur les relations entre le chiffre de la population et le salaire.

Dans l'organisation industrielle moderne, les mouvements de population sont non plus absolus et généraux, mais relatifs et locaux, non plus organiques mais factices ; non plus rigoureux et harmoniques, mais grossièrement approximatifs. Ils se ramènent à la constitution de cette « armée de réserve du capital » qu'entretient l'instabilité de l'industrie moderne et qui, à son tour, contribue à accroître cette instabilité : « Si l'accumulation, le progrès de la richesse sur la base capitaliste, produit nécessairement une surpopulation ouvrière, écrit Marx, celle-ci devient à son tour le levier le plus puissant de l'accumulation, une condition d'existence de la production capitaliste dans un état de développement intégral. Elle forme une *armée de réserve industrielle* qui appartient au capital d'une manière aussi absolue que s'il l'avait élevée et disciplinée à ses propres frais. Elle fournit à ses besoins de valorisation flottants et indépendants de l'accroissement naturel de la population la matière humaine toujours exploitable et toujours disponible » (2).

(1) « Les variations du *taux général des salaires* ne répondent pas à celles du chiffre absolu de la population ; la proportion différente, suivant laquelle la classe ouvrière se décompose en armée active et en armée de réserve, l'augmentation ou la diminution de la surpopulation relative, le degré auquel elle se trouve tantôt « engagée » tantôt « dégagée », en un mot, ses mouvements d'expansion et de contraction alternatifs correspondant à leur tour aux vicissitudes du cycle industriel, voilà ce qui détermine exclusivement ces variations. » (*Ibid.*, p. 281, col. 2.)

(2) *Ibid.*, p. 279, col. 2.

Karl Marx, toujours préoccupé de sa théorie des crises, croyait même pouvoir assigner à ces alternatives d'emploi et de chômage de la classe ouvrière le même rythme que celui des crises chroniques de la production qu'il avait cru découvrir.

« La présence de cette réserve industrielle, sa rentrée tantôt partielle, tantôt générale, dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se retrouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal à peu près régulier, à part des autres secousses irrégulières, de périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation. » (*Ibid.*)

III. — LES PARTICULARITÉS ESSENTIELLES DE LA CONCURRENCE OUVRIÈRE.

Mais la physionomie de la concurrence ouvrière n'est pas encore complète, selon nous, et ne nous laisse pas apercevoir toute sa redoutable malfaisance. Il y faut ajouter deux particularités essentielles, que l'on n'a pas suffisamment mises en lumière jusqu'ici :

a) Tandis que l'on s'entend pour reconnaître que, — sans aboutir pour cela au monopole, comme l'ont affirmé certains écrivains socialistes (1) — la libre concurrence appliquée aux produits ou aux capitaux rencontre une certaine limite à la baisse des prix ou du taux de l'intérêt dans la réduction de l'offre des produits ou des capitaux (2). Ce correctif, lorsqu'il s'agit de la concurrence appliquée au travail humain, ne se retrouve plus et la concurrence ouvrière semble abandonnée sans frein à sa course vertigineuse.

C'est ainsi que l'on a fait remarquer qu'au cas où il se produirait une baisse du salaire à l'heure, une population ouvrière gagnant juste le nécessaire, au lieu de réduire l'offre de travail — seul moyen de paralyser la baisse et de préparer une hausse — accroîtrait encore l'offre de travail et aggraverait encore les conditions de la concurrence ouvrière en cherchant une compensation dans un travail plus prolongé (3).

Il y a donc là comme une tendance propre au travail humain qui le pousse vers un état de concurrence presque illimité.

(1) « Le monopole est le terme fatal de la concurrence, qui l'engendre par une incessante négation d'elle-même... »

« ...Le monopole est l'expression de la liberté victorieuse, le prix de la lutte, la glorification du génie ; c'est le stimulant le plus fort de tous les progrès accomplis depuis l'origine du monde. » PROUDHON : *Contradictions économiques*, 4^e éd., tome I^{er}, pages 220-221.

(2) On sait tout le parti qu'ont tiré de cette constatation les économistes de l'école libérale dans la construction de leur système d'harmonie naturelle.

(3) Cf. STUART-MILL : *Principes d'Economie politique*, Livre II, ch. XI, § 2, tome I^{er}, p. 401 ; C. COLSON : *Cours d'Economie politique*, Livre II, ch. I, p. 7.

b) Il y a plus. La concurrence ouvrière, nous venons de le voir, tant par ses accroissements internes (allongement de la durée du travail), que par ses accroissements externes (recrutement d'une armée de réserve pouvant englober des catégories indéfiniment extensibles de travailleurs : enfants, femmes, étrangers, etc.), est en quelque manière illimitée quant à son étendue. Elle ne l'est pas moins quant à sa profondeur. La concurrence ouvrière n'agit pas seulement, n'agit pas principalement par sa masse (1), elle agit encore et peut-être surtout, à notre sens, par les différences de qualité qu'elle recèle. Son vice particulier n'est pas seulement de mettre en présence des concurrents plus nombreux, mais des concurrents différents et semblant, parfois, n'être pas, pour ainsi dire, de même nature. Sans doute, la concurrence des produits met en présence des objets de qualités différentes, ou, pour parler plus rigoureusement, de coûts de production différents, mais la grande règle économique que sur un même marché il n'existe pour des produits identiques qu'un seul prix de vente, et que ce prix de vente est déterminé par le produit dont le coût de production est le plus élevé et qui est cependant encore nécessaire aux besoins de ce marché, suffit à prévenir, en temps normal, les effondrements excessifs. Pour la main-d'œuvre ouvrière, l'application de la même règle en arrive à produire des effets presque inverses, tant les « coûts de production » humains présentent de diversité et de compressibilité. Et c'est là qu'est le vice particulier de la concurrence ouvrière : *elle met en lutte des compétiteurs*

(1) C'est là ce qu'il y avait d'incomplet dans les observations des premiers économistes sur la pression de la population sur les salaires, et ce qui a pu faire rejeter par la suite cette explication comme notoirement insuffisante.

Présentant cette explication sous sa forme la plus simpliste, M. Paul Beauregard écrit : « Le rapport de la population aux emplois disponibles n'a qu'un rôle extrêmement restreint dans la fixation du taux du salaire et dans ses variations. »

Et il ajoute, plus loin, que la quantité des offres relativement aux demandes n'est pour rien dans la détermination de la limite inférieure au-dessous de laquelle ne peut s'abaisser le salaire ; celle-ci dépendant, dit-il, « des prétentions irréductibles de ceux qui cherchent à louer leur travail, mais non pas de leur nombre ». (*Essai sur la théorie du salaire*, p. 204.) Il semble, par la suite de son ouvrage, que l'auteur n'ait pas mesuré la portée de cette seconde partie de phrase.

ayant des besoins et des conceptions de vie, à ce point différents qu'il semble n'exister entre eux aucune commune mesure : c'est, par exemple, l'enfant et l'homme adulte ; le campagnard et le citadin ; l'Asiatique et le civilisé ; le travailleur en chambre et l'ouvrier en atelier ; l'amateur et le professionnel ; la jeune fille entretenue par sa famille et la veuve chargée d'assurer la subsistance de plusieurs enfants.

Quel rapport peut-il y avoir entre les exigences des uns et des autres ? L'action de ces « sous-concurrences » a ceci, en effet, de particulier, qu'en même temps qu'elle porte atteinte à ce qu'il y a de plus personnel et de plus sacré : le minimum vital des ouvriers, l'entretien de la vie humaine, elle joue sur ce qu'il y a de plus mobile et de plus élastique — de plus indéfiniment extensible comme aussi, semble-t-il, de plus indéfiniment réductible — les besoins humains, et non pas les besoins tels qu'ils résultent de la constitution physiologique de l'homme — qui offriraient une certaine fixité — mais tels qu'ils résultent des combinaisons infiniment variées de la vie sociale.

On nous objectera que dans le marché des produits aussi, la loi de substitution introduit des sous-concurrences, mais nous ferons remarquer qu'un grand nombre de mesures artificielles contribuent à fermer le marché, à le raffermir, tandis que la concurrence ouvrière, laissée à elle-même, se trouve ouverte à toutes les influences, aussi bien aux avilissements venus du dehors qu'aux dégradations qui se produisent sur place même et qui, comme nous venons de le voir, semblent n'avoir pas de limites, même pas celle du coût de production.

CHAPITRE III

CONCURRENCE OUVRIÈRE & THEORIE DU CONTRAT DE TRAVAIL

I. L'inégalité des parties lors de l'engagement. — II. Le problème spécial de la détermination du taux des salaires.

Ayant ainsi essayé de dégager les particularités du jeu de la concurrence ouvrière, nous voudrions, avant d'en examiner successivement chaque rouage, scruter sous ce jour nouveau deux des principaux problèmes de l'embauchage ouvrier : celui de l'inégalité des parties lors de la conclusion du contrat de travail et celui des causes qui fixent le taux des salaires. Nous sommes bien placés maintenant, nous semble-t-il pour en saisir l'explication intime.

I. — L'INÉGALITÉ DES PARTIES LORS DE L'ENGAGEMENT.

Arrêtons-nous d'abord à l'inégalité qui existe entre l'employeur et l'employé dans la conclusion de l'engagement fort improprement dénommé « contrat de travail ».

Ce n'est pas un spectre créé de toutes pièces par les agitateurs syndicalistes, mais un fait reconnu par les économistes bourgeois eux-mêmes et dès l'époque classique, que cette inégalité des parties dans l'établissement du contrat de travail.

On sait le tableau qu'en a tracé Adam Smith avec une netteté qui n'a pas été dépassée et qui mérite de demeurer comme l'exposé classique de la question :

« C'est par la convention qui se fait entre ces deux personnes, dont l'intérêt n'est nullement le même, que se détermine le taux commun des salaires. Les ouvriers désirent gagner le plus, les maîtres donner le moins qu'ils peuvent ;

les premiers sont disposés à se concerter pour élever les salaires, les seconds pour les abaisser.

« Il n'est pas difficile de prévoir lequel des deux partis, dans toutes les circonstances ordinaires, doit avoir l'avantage dans le débat et imposer forcément à l'autre toutes ses conditions. Les maîtres étant en moindre nombre peuvent se concerter plus aisément... Dans toutes ces luttes, les maîtres sont en état de tenir ferme plus longtemps. Un propriétaire, un fermier, un maître fabricant ou marchand, pourraient en général, sans occuper un seul ouvrier, vivre un an ou deux sur les fonds qu'ils ont déjà amassés. Beaucoup d'ouvriers ne pourraient pas subsister sans travail une semaine, très peu un mois, et à peine un seul une année entière. A la longue, il se peut que le maître ait autant besoin de l'ouvrier que celui-ci a besoin du maître, mais le besoin du premier n'est pas si pressant... » (1)

On a pu, depuis, reprendre ce tableau, le décomposer en ses divers éléments ; on ne l'a pas surpassé.

On a discerné les diverses causes d'inégalités qui pèsent sur l'ouvrier :

- a) Inégale faculté d'attente.
- b) Inégale habitude de la discussion.
- c) Inégalité d'informations.
- d) Inégale mobilité.
- e) Inégale participation à la rédaction du règlement d'atelier (1).

(1) *Richesse des nations* : Livre I, ch. VIII, édit. Garnier, 1859, t. I, p. 168-169.

Contrainte en quelque manière par l'autorité du maître, la littérature économique, si conservatrice à tant d'égards, n'a pas pu ne pas reprendre à son compte cette affirmation ; elle a fait écho aux paroles hardies de Smith, qui ne sont pas parfois sans offrir un piquant contraste avec les tendances personnelles de l'auteur.

Cf. J.-B. SAY : *Traité d'Economie politique*, Livre II, ch. 7, § 4, édit 1814, tome II, p. 89 ; de MOLINARI : *Les Bourses du travail*, Paris, 1893, p. 13 et 122 ; etc...

(1) C'est là une constatation qui est de la plus grande importance : lors de l'embauchage, l'ouvrier ne peut porter simultanément son attention sur tous les éléments qui s'offrent à lui comme un bloc ; il la concentrera sur le point essentiel : le salaire, parfois encore sur la durée du travail ; si ces deux

On n'a jamais assez insisté, à notre gré, sur l'inégalité la plus décisive de toutes : l'inégalité du nombre.

A ne mentionner que la première série de ces inégalités, on resterait dans un point de vue incomplet et contestable. On semblerait considérer l'inégalité qui se trouve à la base du contrat de travail, comme résultant uniquement d'une pression *directe et personnelle* de l'employeur sur l'employé. C'est là une constatation difficile à faire et l'argument pourrait être suspecté comme tendancieux.

Mais, plaçons-nous dans la réalité de la vie industrielle courante. Comment les choses se passent-elles ?

Croît-on qu'il va s'établir, au moment de l'embauchage, une sorte de marchandage, au cours duquel le patron ou son représentant essaiera, par des mesures d'intimidation, de décider l'ouvrier à se contenter de la rémunération en cours dans l'établissement. De pareils faits sont rares et tout au plus pourront-ils se produire quand il s'agira d'un ouvrier exceptionnel, d'un technicien particulièrement habile et dont on tient à s'assurer le concours.

Dans la généralité des cas, il en sera tout autrement : l'établissement offrira pour telle catégorie d'ouvriers un salaire déterminé ; le premier ouvrier qui se présentera saura parfaitement qu'il n'a aucune chance de faire modifier le salaire suivant ses exigences : l'uniformité de rémunération pour chaque catégorie d'ouvriers est une nécessité du grand atelier, et les conventions syndicales ne peuvent que consolider cette règle. Pas d'espoir donc, pour lui, de traiter de gré à gré : ce sera à prendre ou à laisser. L'employeur, d'ailleurs, ne sera pas tenté de le retenir par quelque concession, car il sait parfaitement que si celui-là ne l'accepte pas,

conditions lui agréent, il acceptera sans pouvoir le plus souvent apprécier et, en tous cas, sans pouvoir discuter les autres éléments du contrat pour importants qu'ils soient : intensité de l'effort, organisation des repos, répartition du travail, modalité du salaire, hygiène, sécurité, discipline, délai-congé, etc... ; l'uniformité nécessaire du régime du grand atelier, la rédaction unilatérale du règlement d'atelier lui imposeront du seul coup tout cela comme un véritable *statut* dont il lui aura été impossible, sous le régime du contrat individuel, de discuter séparément les éléments.

il s'en trouvera toujours un second ou un troisième pour l'accepter, ou même que le premier, après un jour ou deux de chômage, reviendra tout disposé à se soumettre à la règle qu'il estimait la veille inacceptable. Ainsi donc, l'employeur, plus sûrement que sur une pression personnelle, comptera sur la pression indirecte de la faim et surtout sur celle de l'armée des chômeurs. C'est l'action discrète, insidieuse, irréfragable, de celle-ci qui vaincra toutes les hésitations ou les répugnances et imposera à celui qui aura plus de charges de famille ou un sens de la dignité plus élevé le régime accepté par une foule anonyme de concurrents ayant des besoins moindres ou s'assurant au prix même des pratiques les plus immorales, une existence facile et sans responsabilités.

Tout le débat entre le chômeur et l'embaucheur tiendra dans cette simple et terrifiante formule : « Si vous ne le prenez pas, ce sera pour un autre. » Dans les salaires de famine acceptés par les ouvrières à domicile, on aurait peine à trouver trace, le plus souvent, d'une autre intimidation : « C'est avec les pauvres, disait Louis Blanc, que les riches se font la guerre » (1).

C'est ici qu'apparaissent dans toute leur puissance redoutable les particularités de la concurrence ouvrière que nous signalions tout à l'heure : cette pesée des chômeurs, l'employeur pourra, en quelque manière, la doser à son gré. Adam Smith signalait déjà la ligue tacite des maîtres s'opposant à la multitude ouvrière ; nous avons insisté sur la tendance au monopole, d'un côté, s'opposant à la tendance vers un état de concurrence presque illimité, de l'autre ; le patron pourra encore l'accentuer par l'afflux de nouvelles catégories d'ouvriers, en accroissant, comme nous le verrons, la mobilisation du travail.

Mais cela ne suffit pas et il nous faut ajouter une nouvelle inégalité existant, celle-là, entre les travailleurs eux-mêmes : l'inégalité de qualité entre les concurrents. C'est elle qui donnera à l'inégalité du nombre entre patrons et ouvriers

(1) *Organisation du travail*, 4^e édition, 1845, p. 158.

toute sa redoutable portée, car elle élargira sur place le champ immense où pourra s'approvisionner l'industrie en quête de main-d'œuvre à bon marché, en plaçant sous sa main l'infinie variété des besoins humains. Ainsi envisagée dans son ensemble, on saisit de quel poids la concurrence ouvrière pèsera dans la balance lors de la conclusion du contrat.

II. — LE PROBLÈME SPÉCIAL DE LA DÉTERMINATION DU TAUX DES SALAIRES.

Mais il nous faut examiner d'un peu plus près ce mécanisme, à propos de la détermination même du taux des salaires. Aussi bien, touchons-nous là à l'un des problèmes les plus controversés de l'économie politique : la fameuse « théorie des salaires », et, sans avoir l'outrecuidance de prétendre lui trouver ici une solution, nous croyons que ce que nous savons déjà du jeu de la concurrence ouvrière pourra y apporter quelque lumière.

Tenter d'expliquer les causes qui déterminent le taux des salaires, par la loi de l'offre et de la demande appliquée à la main-d'œuvre et prenant appui, là aussi, sur le coût de production — c'est-à-dire sur les besoins humains — n'est pas nouveau.

Déjà Adam Smith, ainsi qu'on l'a vu, soumettait les salaires à l'action d'une surabondance de population ouvrière et montrait le salaire s'abaissant dans certains cas, jusqu'au niveau strictement nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la classe laborieuse (1).

C'est cette théorie — connue dans l'histoire des doctrines

1. Cf. *Supra*, p. 12.

Il dit encore : « Le prix pécuniaire du travail est nécessairement réglé par deux circonstances : la demande du travail et le prix des choses propres aux besoins et commodités de la vie. La quantité des choses propres aux besoins et commodités de la vie qu'il faut donner à l'ouvrier est déterminée par l'état où se trouve la demande du travail, selon que cet état est croissant, stationnaire ou décroissant, ou bien selon qu'il exige une population croissante stationnaire ou décroissante, et c'est ce qu'il faut d'argent pour acheter cette quantité déterminée de choses qui règle le prix pécuniaire du travail... » (*Richesse des nations*, t. I, p. 197.)

économiques sous le nom de « théorie du salaire nécessaire » — que, dans son ensemble, l'école classique depuis Malthus et Ricardo jusqu'à Stuart Mill et J.-B. Say ne devait cesser de professer (1).

Et il n'est pas surprenant que tant que l'on crut que l'accroissement de la population était nécessairement plus rapide que celui de la production et des subsistances et ne pouvait qu'être accru par les hauts salaires on ait en même temps prédit une surabondance de bras entretenue à l'état chronique et déprimant constamment les salaires jusqu'au niveau strictement nécessaire à l'ouvrier pour vivre et se reproduire.

« Principe de population » et « Théorie du salaire nécessaire » semblaient s'appeler réciproquement. La ruine de l'un pouvait seule menacer l'autorité de l'autre.

Mais une célèbre et retentissante formule devait prolonger le crédit de la théorie du salaire nécessaire, en l'offrant à l'exécration populaire comme le symbole et la loi du régime capitaliste.

Ferdinand Lasalle, en 1863, formulait ainsi ce qu'il appelait la *loi d'airain des salaires* :

« La loi d'airain économique qui, sous le régime de l'offre et de la demande, règle les salaires se formule ainsi : Le

(1) « Par suite des causes qui règlent la population et qui accroissent l'espèce humaine, les salaires les plus faibles ne se maintiennent jamais au-dessus du taux que la nature et l'habitude exigent pour l'entretien des ouvriers. » MALTHUS, cité par GIDE et RIST : *Histoire des doctrines économiques*, p. 182-183.

« Le travail, ainsi que toutes choses que l'on peut acheter ou vendre et dont la quantité peut augmenter ou diminuer, a un prix naturel et un prix courant. Le prix naturel du travail est celui qui fournit aux ouvriers en général les moyens de subsister et de perpétuer leur espèce sans accroissement ni diminution... Le prix courant du travail est le prix que reçoit réellement l'ouvrier d'après les rapports de l'offre et de la demande, le travail étant cher quand les bras sont rares et à bon marché quand ils abondent. Quelque grande que puisse être la déviation du prix courant relativement au prix naturel du travail, il tend, ainsi que toutes les denrées, à s'en rapprocher... » RICARDO : *Principes de l'Economie politique et de l'impôt*, ch. V, *Collection des grands économistes*, Paris, Guillaumin, 1847, p. 67-68.

« En tout genre de travail, il doit arriver et il arrive en effet que le salaire de l'ouvrier se borne à ce qui lui est nécessaire pour lui procurer sa subsistance. » (TURGOR : *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, § VI, édit. Daire, p. 10.)

Et cetera...

salaire moyen ne dépasse jamais ce qui est indispensable, conformément aux habitudes nationales pour entretenir l'existence des ouvriers et continuer leur race. » (1)

Tel est le cercle implacable dans lequel, d'après lui, le régime capitaliste enserrerait la rémunération du travail...

Ainsi présentée, la « loi d'airain » de Lasalle soulève les mêmes objections que le « salaire nécessaire » des économistes.

Pour ces derniers, la loi du salaire nécessaire n'était pas particulière à une société déterminée, mais faisait partie de l'ensemble des lois, à la fois nécessaires et bienfaisantes, qui dominent le monde ; pour Lasalle, ce n'était là qu'une loi de l'ordre capitaliste. Mais les uns et les autres s'accordaient à lui reconnaître, dans l'état actuel des choses, un caractère inéluctable.

a) Les lois économiques, quelque conception métaphysique que l'on s'en fasse, ne sauraient, selon nous, prétendre à l'inexorabilité des lois du monde cosmique. L'homme est un être libre, et ses besoins, ses croyances, ses aspirations, tendront toujours à modifier le monde social, dans lequel il vit, et troubleront sans cesse l'harmonie logique, rêvée par les théoriciens, pour créer une harmonie vivante qui satisfasse sa raison et son cœur.

Au reste, l'expérience ne tarda pas à démentir les prédictions hasardées des économistes et des socialistes : les progrès de l'organisation ouvrière, le développement du contrat collectif au cours du xix^e siècle, manifestèrent d'une façon éclatante qu'une hausse des salaires, au-dessus du niveau strictement vital, était compatible avec l'ordre naturel et avec l'ordre capitaliste lui-même.

De même que Stuart Mill, devant les conquêtes du Trade Unionisme, s'était vu contraint d'abandonner sa théorie du

(1) Lettre ouverte au Comité central chargé de convoquer un Congrès ouvrier allemand général le 1^{er} mai 1863 à Zurich (*Offnes Antwortschreiben an das Central Comité*), d'après la traduction de Maurice Block : *Les Progrès de la Science économique depuis Adam Smith*, 2^e éd., t. II, p. 293.

fonds des salaires, il ne tarda pas à apparaître, aux yeux des plus prévenus, que les progrès ouvriers de la seconde moitié du xix^e siècle condamnaient trop évidemment le pessimisme de Lasalle. Et, quelque profitable que fût à leur propagande la vision dantesque évoquée par la loi d'airain, la plupart des théoriciens socialistes ne tardèrent pas à l'abandonner, au moins dans leurs écrits (1).

Tout est-il inexact dans cette vue des économistes et de Lasalle sur le mouvement des salaires ? Nous ne le croyons pas, mais où ils se sont mépris sur le caractère de cette loi, comme de toutes celles de l'ordre économique, c'est lorsqu'ils l'ont présentée comme un déterminisme fatal, lorsqu'ils ont parlé de « *loi d'airain* », de « *loi du salaire nécessaire* ». Avec les économistes, nous reconnaissons qu'il y a certaines « lois naturelles », certaines constances, dans l'ordre économique, mais c'est en entendant par là, non pas les manifestations de je ne sais quel « état de nature » théorique, mais les réactions qui se produiront mécaniquement, si l'homme ne s'y oppose, dans un milieu économique concret, milieu essentiellement *artificiel*, produit historique de tout un ensemble de conditions juridiques, morales, politiques, etc... Ces « lois naturelles » n'ont donc pas ce caractère de lois nécessaires, ni de lois normatives que lui attribuaient les économistes ; il s'agit là de simples tendances, de déterminismes partiels, qui ne joueront qu'autant que l'homme ne viendra pas en troubler le fonctionnement.

(1) On peut citer en ce sens Benoît MALON : *Manuel d'Economie sociale*, Paris, 1883, p. 223, etc. ; LIEBKNECHT (Congrès de Halle, 1890) ; G. DEVILLE : *Principes socialistes*, p. 128 ; JAURÈS : *Revue socialiste*, mars 1900, p. 263. etc., etc...

Par contre, dans une brochure publiée en 1878, Jules GUESDE souscrivait sans réserve à la formule de Lasalle et, selon son procédé habituel, en tirait les conséquences logiques extrêmes et traçait de la société contemporaine le tableau le plus dramatique et le plus évidemment inexact.

Il semble bien n'avoir pas, depuis cette époque, abandonné cette doctrine, car l'édition de sa brochure que nous avons sous les yeux : *La loi des salaires et ses conséquences* porte la date de 1906.

Elle est d'ailleurs éditée par la « Librairie du Parti socialiste » elle-même. Ce qui prouve que, si l'on aime à se prévaloir dans les milieux savants de l'opinion des quelques docteurs du socialisme qui ont répudié officiellement la loi d'airain, celle-ci n'en continue pas moins à figurer dans l'arsenal du Parti... *ad usum populi*.

C'est ainsi que s'exerce, selon nous, à l'état pur, si l'on peut dire, la loi des salaires et qu'elle tend effectivement à ramener la rémunération du travail au niveau des besoins essentiels de l'ouvrier.

b) La théorie de Lasalle, comme celle des économistes, a, en outre, le tort de reposer sur cette croyance que l'élévation des salaires au-dessus des frais d'entretien de l'ouvrier et de sa famille n'est pas possible parce que tout accroissement de rémunération au-dessus de ce niveau favoriserait les mariages prématurés et féconds (1). Or, c'est là, on le sait, une supposition que dément l'observation contemporaine. C'est qu'en effet les hauts salaires peuvent ouvrir deux voies fort différentes — que Malthus lui-même semble avoir par moments aperçues (2) — ou bien la multiplication des ménages accroissant la population ; ou bien le développement du confort et de la jouissance égoïste, se refusant aux charges de la paternité. Entre ces deux voies, on sait assez quelle est celle qu'ont choisie nos sociétés civilisées, et, contrairement aux prédictions des économistes, c'est dans la stérilité et l'aisance qu'elles se sont, en même temps, enlisées.

On le voit, c'est l'erreur relative au mouvement de la population qui, chez les économistes comme chez Lasalle, a affecté tout le système. L'écrivain socialiste a semblé croire, lui aussi, malgré la critique qu'avait fait Marx de cette théorie, que le mécanisme des concurrences ouvrières ne reposait que sur le mouvement naturel de la population et

(1) Lasalle semble bien en effet avoir partagé sur ce point l'erreur des premiers économistes : « Il (le salaire) ne peut pas s'élever d'une manière durable au-dessus de cette moyenne, écrit-il, parce que *avec une sensible amélioration de la situation des ouvriers, le nombre des mariages augmente et la population ouvrière se multiplie*, ce qui fait affluer l'offre de travail et baisser le salaire jusqu'à son niveau antérieur et au-dessous. » (*Eod. loc.*)

(2) « Les hauts salaires ou la faculté de disposer d'une grande portion des choses de première nécessité, peuvent produire des résultats bien différents ; tantôt c'est un accroissement rapide de la population et, dans ce cas, les salaires sont principalement employés à l'entretien de beaucoup de familles nombreuses ; tantôt c'est une notable amélioration dans la manière de se nourrir et une grande aisance qu n'est pas accompagnée d'une accélération proportionnée dans la marche de la population. » (MALTHUS : *Principes d'Economie politique*, édit. Guillaumin, 1846, p. 200-201.)

que c'était les grands mouvements démographiques qui déterminaient le salaire. C'est encore, en étant posée comme une relation entre le salaire de l'ensemble des ouvriers et le mouvement général de la population ouvrière, comme une loi s'imposant à l'économie nationale tout entière, et tendant vers un point d'équilibre entre la production et la population, que la théorie de Lassalle nous paraît fausse.

c) Non moins contestable serait cette théorie, si on identifiait les besoins de l'ouvrier avec ses besoins matériels, avec le coût de la vie. On n'a pas eu de peine à faire remarquer que, dans la majorité des cas, le salaire était supérieur à ce strict nécessaire, que semblait prévoir le pessimisme de la loi d'airain, et que les « habitudes nationales » tempéraient singulièrement la rigueur de cette loi maudite. Et serrant de plus près la formule, on a fait observer que si le salaire se proportionnait aussi exactement qu'on voulait bien le dire aux besoins individuels, il devrait, non seulement baisser en temps d'abondance, mais encore hausser en temps de disette ; or, il se produit, au contraire, ce phénomène qu'aux périodes de cherté, les ouvriers cherchent à travailler davantage et, par la concurrence qu'ils se font entre eux, contribuent à abaisser encore le prix du travail. La loi d'airain n'étant donc pas un frein à la baisse ne doit pas être davantage un obstacle à la hausse.

Toutes ces critiques nous paraissent sans répliques, appliquées aux formules de Lasalle et des économistes. Mais leur explication trop courte, leur mécanisme trop étroit ne sont-ils pas susceptibles d'un élargissement, et ce que nous savons des concurrences ouvrières ne nous laisse-t-il pas entrevoir une hypothèse plus féconde ?

Les économistes avaient vu juste, lorsqu'ils ont montré que la loi de l'offre et de la demande s'appliquait, sous un régime de libre concurrence, à la main-d'œuvre. Donc, les règles du salaire se calqueront sur celles du prix, et, de même que celui-ci est fixé sur un marché par le coût de production le plus élevé qui est cependant encore nécessaire sur

ce marché, le salaire se trouvera déterminé par ce qu'un économiste américain appelle : « la portion la plus chère de la quantité de travail nécessaire (1). »

Rien de plus favorable, semble-t-il au premier abord, pour les ouvriers. Au profit des premiers embauchés, n'allons-nous pas voir apparaître — comme pour les premières terres mises en culture — une sorte de rente différentielle ?

Il ne faut pas oublier, cependant, que, même dans la concurrence des produits, la fixation des prix au plus haut coût de production n'empêche pas que, sous l'influence de la loi de substitution, l'ensemble des prix ne tende vers le moindre coût de production.

Pour la main-d'œuvre, les particularités de la concurrence ouvrière que nous avons dégagées aggraveront encore ce correctif.

Le salaire ne s'établira pas dans un atelier d'après les besoins des ouvriers qui y sont occupés : un autre élément interviendra : les chômeurs ; ceux qui sont là, derrière la porte, quémandant une place et qui, dans cette longue attente, dans cet apprentissage de la misère et de la faim, ont appris à réduire leurs besoins, à abaisser leurs prétentions. Voilà de quelle manière l'excédent naturel ou artificiel de population ouvrière pèse sur les salaires, tant par son poids que par la différence d'exigences qu'il présente. Il suffit que cet excédent soit en nombre suffisant pour qu'il fasse la loi ou tout au moins pour qu'il contribue à abaisser le niveau de la portion la plus chère de travail encore nécessaire (2).

1) George GUNTON : *Wealth and Progress*, New-york, Appleton et Co, 1894.

(2) M. Paul BUREAU a exprimé avec sa vigueur habituelle ces pressions qu'exercent les sans-travail sur le salaire.

« Il ne faut pas oublier, dit-il, qu'en temps ordinaire le nombre des employés en quête d'ouvrage dépasse le nombre des emplois et de ce petit fait va sortir l'effroyable chose que voici : ces cinquante ouvriers en excédent que, dans notre hypothèse, la mine ne va pas embaucher, sont pourtant soumis aussi bien que les autres à l'inévitable nécessité de gagner leur vie et comme avant de pouvoir satisfaire ses besoins d'une manière à peu près normale et à peu près conforme à la dignité humaine, il s'agit de savoir si oui ou non on mourra de faim, si oui ou non on fournira du pain à sa femme et à ses enfants, il est manifeste qu'un certain nombre des ouvriers en chômage forcé se précipiteront au puits de la mine pour disputer le travail

Si cet excédent de population n'est pas suffisant, ou s'il n'abaisse pas assez bas ses exigences, le jeu de la concurrence sur la différence des besoins trouvera pour s'exercer des domaines indéfinis. C'est là ce que n'avaient pas assez aperçu les économistes et Lasalle, et ce qui rendait si étroit leur mécanisme : c'est que celui-ci ne joue pas seulement sur les besoins mais sur la *différence des besoins* ; qu'il ne s'appuie pas sur les besoins de chacun mais sur les besoins moyens du groupe ; qu'il ne s'arrête pas au salaire nécessaire mais peut descendre parfois au-dessous : au-dessous de ce qui est nécessaire à l'ouvrier pour vivre et se reproduire !

Sans passer en revue toutes les différences de besoins que nous relèverons les unes après les autres au cours de cet ouvrage, et sans insister sur la concurrence dont ces besoins inférieurs (femmes, enfants, étrangers, etc.) menacent les besoins normaux, signalons seulement en passant une de ces concurrences, la plus générale de toutes et la moins aperçue, celle que font aux ouvriers mariés et chargés de famille les ouvriers célibataires. Le dernier recensement accuse parmi les ouvriers de l'industrie proprement dite, 1.012.002 célibataires, contre 1.036.413 ouvriers mariés et 92.103 veufs. On conçoit quelle pression exercera sur l'ensemble des travailleurs cette majorité d'ouvriers dégagés des charges et des responsabilités familiales, sur les besoins desquels tendra à se fixer le salaire, contraignant les ouvriers chargés de famille ou à ne pas trouver d'emploi ou à réduire leurs prétentions en même temps que le nombre de leurs enfants (1).

à leurs camarades et accepter un salaire inférieur à celui qu'ils déclarent leur être indispensable.

...Les ouvriers de la sixième classe réduiront leurs prétentions au niveau des ouvriers de la cinquième, lesquels, à leur tour, pour ne pas laisser échapper un emploi qui les fait vivre, seront contraints d'abaisser leurs besoins au niveau de la quatrième et ainsi de suite, jusqu'à ce que de chute en chute on arrive non pas au niveau le plus bas auquel un homme puisse ramener ses besoins, mais au niveau le plus bas auquel l'inlassable pression de la concurrence peut ramener les besoins des familles ouvrières ayant peu d'enfants ». (*Le Contrat du travail*, p. 131-132).

(1) J.-B. SAY avait bien vu ce péril, mais il croyait en apercevoir un correctif : « Un homme qui n'a ni femme ni enfants, dit-il, peut fournir son travail

Mais il faut aller plus loin et donner à ce mécanisme toute son élasticité. Nous avons semblé ne faire intervenir jusqu'ici que les besoins matériels, le coût de la vie, les charges de famille. C'est là une vue notoirement incomplète et qui soulèverait toutes les critiques que l'on a adressées aux théories du salaire nécessaire, tel que semblaient l'entendre les économistes. La notion des besoins, qui intervient dans la détermination des salaires, est, selon nous, plus complexe, et comporte à la fois des nécessités physiologiques et des appréciations subjectives qui ne doivent pas être séparées. Et cette donnée n'est pas une création de l'esprit, propre à faciliter le raisonnement, la vie ouvrière quotidienne nous la présente parfois avec assez de fixité pour donner prise à l'analyse, sous la forme, par exemple, de cette idée de « salaire normal » que l'on trouve si profondément ancrée dans les cerveaux ouvriers.

C'est une tendance remarquable, en effet, d'un grand nombre de milieux ouvriers, que de s'efforcer d'atteindre un certain salaire correspondant à la satisfaction des besoins moyens de ce milieu et, ce salaire une fois atteint, non seulement d'opposer une vive résistance à tout ce qui pourrait le dégrader, mais encore de ne pas chercher à le dépasser si ce doit être au prix d'un plus grand effort.

Ainsi s'établit, pour chaque groupe ouvrier, une certaine consolidation autour d'un effort type correspondant à un salaire type qui sert d'étalon à toutes les appréciations indi-

à meilleur marché qu'un autre qui est époux et père. Si les célibataires se multipliaient dans la classe ouvrière, non seulement ils ne contribueraient point à recruter la classe, mais ils empêcheraient que d'autres puissent la recruter. Une diminution passagère dans le prix de la main-d'œuvre en raison de ce que l'ouvrier célibataire pourrait travailler à meilleur marché, serait bientôt suivie d'une augmentation plus forte, en raison de ce que le nombre des ouvriers déclinerait. Ainsi, quand même il ne conviendrait pas aux chefs d'entreprises d'employer des ouvriers mariés parce qu'ils sont plus rangés, cela leur conviendrait, dût-il leur en coûter un peu plus, pour éviter de plus grands frais de main-d'œuvre, qui ne tarderaient pas à retomber sur eux. » (*Traité d'économie politique*, livre II, ch. VII, 2^e édit., 1815, p. 80-81).

On trouve là encore un nouvel exemple de cette prévoyance à longue échéance qui tient tant de place dans toutes les déductions des économistes, nous ne pensons pas qu'elle soit guère le fait des industriels modernes, qui se préoccupent assez peu de ce qu'il adviendra dans deux ou trois générations...

viduelles. On pourrait le résumer ainsi : ne pas travailler moins, de peur de gagner moins, ne pas chercher à gagner plus de peur de travailler plus.

Dans le premier sens, on peut citer les efforts faits par les ouvriers pour n'accepter une réduction de la durée du travail (repos hebdomadaire, journée de dix heures) que sous la garantie que leur salaire hebdomadaire sera maintenu, leurs besoins restant les mêmes (1) ; parfois même que leur salaire sera accru, leurs occasions de dépenses devant se trouver par là multipliées (2).

Dans le second sens, il faut mentionner la tendance de certains groupes d'ouvriers qui, bien que payés aux pièces, ont conservé, très vivace, l'idée d'un salaire fixe, la notion de « journée » correspondant à un effort déterminé et d'après laquelle ils règlent leur production. Chez les ouvriers mineurs, par exemple, dont les mœurs et la situation particulières renforcent encore cette tendance (3), on a constaté que, généralement, toute hausse dans les salaires s'accompagnait d'une baisse dans la production journalière (4).

(1) Cf. *L'application de la loi de 10 heures et les salaires*. — *Bulletin de l'Office du travail*, mars, mai 1905.

(2) Dans ses intéressantes observations prises sur le vif, un enquêteur contemporain relate ce dialogue significatif :

— Ce sera bien ennuyeux la journée de huit heures.

— Pourquoi ? Parce que vous gagnerez moins ?

— Oh ! non. Il faudra bien que nous ayons le même salaire !...

— Pourquoi donc alors la journée de huit heures vous déplairait-elle ?

— Parce que nous aurons deux heures de plus par jour pour faire de la dépense.

(JACQUES VALDOUR : *La Vie ouvrière, observations recues*, p. 148).

(3) On y remarque en effet une certaine rareté de la main-d'œuvre, tandis que pour l'ensemble de l'industrie, la moyenne du chômage était en 1901 de 29,7 p. 1.000, elle n'était pour les mines et minières que de 4,7 p. 1.000. (Cf. MAX LAZARD : *Le chômage et la profession, contribution à l'étude statistique du chômage et de la profession*, Paris, Alcan, 1909, p. 137.

(4) Dans ses recherches sur le salaire des ouvriers des mines, M. François SIMIAND a finement analysé cette tendance. (Cf. notamment p. 241 et suiv., et 291 et suiv.)

Cf. En outre déposition de la Compagnie des mines de Douchy (Lourches) lors de l'enquête parlementaire sur les mines de 1902 : « L'ouvrier mineur de notre région se contente volontiers d'un salaire qui lui permette de satisfaire ses

Cette tendance vers un salaire stationnaire, que nous relevons dans ces groupes ouvriers, n'est qu'un indice, sans doute, mais un indice précieux que la base sur laquelle tend

besoins et il limite son effort au point voulu pour obtenir ce salaire (Enquête I, p. 165, cité par SIMIAND, ouv. cit., p. 216).

Un ingénieur en chef des mines, M. Charles LEDOUX, a noté également : « Dans la Loire, le système de la tâche proprement dite, n'existe plus que dans les mines de Rive-de-Gier, mais les habitudes qui en découlent ont tellement pénétré les ouvriers que, même là où ils sont payés à la benne, c'est-à-dire dans le bassin de Saint-Etienne, ils se limitent eux-mêmes au nombre qui leur permet d'atteindre le prix de la journée type et ils sortent de la mine quand ils l'ont réalisé. » (*L'organisation du travail dans les mines et particulièrement dans les houillères*, conférences, Paris, Chaix, 1890, p. 41.)

Il signale qu'en Angleterre les ouvriers payés à la tonne se limitent également à la production qui correspond au prix de la journée type (*Ibid.*).

En Belgique, les employeurs du textile se plaignent que les compagnards « contents d'un salaire de 8 ou 10 francs par semaine, on ne puisse obtenir d'eux l'effort nécessaire pour leur faire gagner 12 à 14 francs ». (Les salaires dans l'industrie gantoise, p. 73, d'après CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 373). Un fabricant de velours dans la Drôme se plaint également que, lorsque « les femmes de cette région avaient gagné un salaire de 1 fr. 50, elle arrêtaient leur métier et bavardaient entre elles, jugeant inutile de se fatiguer pour gagner davantage ». (*Temps* du 3 mars 1904, cité par CORNELISSEN, *ead loc.*).

Quelque peu probantes que soient toujours, à notre avis, des données aussi générales, les mouvements corrélatifs de la productivité et des salaires moyens des ouvriers des mines de houille françaises semblent laisser, cependant, assez bien apercevoir cette tendance : c'est aux époques où le salaire est le plus haut que la productivité est le plus faible :

Années	Salaire moyen par jour	Production par journée d'ouvrier
	fr. c.	kil.
1891.....	4 17	686
1892.....	4 24	682
1893.....	4 14	699
1894.....	4 14	714
1895.....	4 10	720
1896.....	4 10	725
1897.....	4 14	745
1898.....	4 23	750
1899.....	4 38	742
1900.....	4 66	721
1901.....	4 82	681
1902.....	4 57	670
1903.....	4 55	706
1904.....	4 53	689
1905.....	4 53	710
1906.....	4 75	698
1907.....	4 90	695

(Cf. *L'Industrie minière en France en 1907*. — *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1909, p. 384.)

à reposer le salaire doit bien être fournie par une appréciation des besoins.

Mais, redisons-le encore une fois : il ne s'agit pas là seulement des besoins purement matériels, du coût de la vie, mais encore de tout ce que l'individu, dans un milieu donné, estime indispensable à sa vie familiale, à sa vie intellectuelle, morale, sociale, — éducation des enfants, confort, hygiène du logement, dépenses intellectuelles, journaux, livres, cotisations syndicales, assurances, etc... (1). — Est-ce à dire qu'il suffit qu'un travailleur éprouve un caprice nouveau, désire se procurer une satisfaction supplémentaire pour qu'aussitôt son salaire hausse en proportion ? En aucune façon : il s'agit ici de psychologie collective et non de psychologie individuelle, et les *désirs* et les *caprices* individuels ne deviennent *besoins* — au sens large où nous employons ce mot — et ne sont susceptibles d'exercer une action sur les salaires qu'autant qu'ils sont devenus indispensables pour chaque individu et se sont incorporés aux habitudes de toute une collectivité. Il se produit alors une sorte de consolidation dont la tendance des ouvriers mineurs à maintenir leur salaire à un niveau constant nous offre un exemple typique.

L'expression américaine de « *standard of life* », étalon de vie, rend assez bien notre pensée, car elle se distingue nettement du coût de la vie, proprement dit, et laisse place à des appréciations subjectives.

C'est, croyons-nous, le *standard of life* courant dans un milieu ouvrier donné qui tend à déterminer le salaire ; c'est la différence de *standard of life* entre groupes ouvriers différents qui explique les différences des salaires ; c'est l'introduction, dans un certain milieu ouvrier, de travailleurs ayant un *standard of life* inférieur qui abaisse les salaires — c'est là le jeu des sous-concurrences ouvrières ; — c'est l'éléva-

(1) Aux Etats-Unis, par exemple, les assurances (assurance-vie et assurance-incendie) font partie intégrante du budget ouvrier (2,75 0/0 environ) et s'intégreront dès lors dans ce minimum irréductible pour de nombreuses catégories d'ouvriers.

tion du *standard of life* d'un groupe ouvrier qui détermine la hausse des salaires (1).

Au reste, si les économistes ont rarement aperçu ce point, la doctrine syndicale, élaborée par les ouvriers de tous pays, la discerne depuis longtemps.

On peut dire que l'action des Trade-Unions anglaises n'a pris toute son efficacité que lorsque celles-ci eurent abandonné des théories erronées sur les salaires, telle que celle de la productivité, pour adopter celle de « l'étalon de vie » et concentrer leur politique dans la revendication d'un certain minimum (2).

Le syndicalisme français ne professe pas une autre doctrine et l'a résumée nettement en cette formule :

« Les salaires s'élèvent en même temps que la conscience ouvrière et cette élévation des salaires est indépendante du coût de la vie (3). »

Sans doute, ainsi interprétée, la formule des économistes et de Lasalle perd sa simplicité et sa rigidité primitives, mais elle y gagne toute sa souplesse vivante et sa réalité.

(1) Nous ne disons pas du tout qu'il suffit que les habitudes ouvrières veuillent s'élever pour que le salaire hausse nécessairement : il y faut une autre condition : la prospérité de l'industrie, la possibilité de hausser les prix, etc... Mais ce sont là, selon nous, des *conditions* favorables, indispensables même, à la hausse, mais non la *cause* et la *mesure* de la hausse. Dans ses intéressantes recherches sur « *Le salaire des ouvriers des mines de charbon* », M. François SIMIAND croit pouvoir suggérer que les salaires sont déterminés par les prix (Cf. p. 159) ; nous n'y voyons, pour notre part, qu'une simple concomitance : les hausses de prix étant une *occasion* propice, pour les ouvriers, pour réclamer une hausse de salaire. Ne nous dit-il pas, d'ailleurs, lui-même, que les hausses de salaires ont presque toutes été déterminées par un mouvement de grève ? (Cf. p. 196-200.)

Par contre, nous pouvons faire remarquer qu'il y a quelques années il s'est produit, dans certaines industries du Nord, une hausse notable des prix : les patrons s'attendaient à voir les ouvriers réclamer une augmentation de salaires : il n'en fut rien ; à ce moment, les habitudes ouvrières étaient fixées à un certain niveau et il aurait fallu une propagande spéciale pour faire sentir aux ouvriers le besoin d'une hausse.

(2) V., par exemple, un article de Lloyd Jones, en 1874, dans *Beehive* (journal syndical) intitulé : « Les salaires doivent-ils être réglés sur le prix de vente. » Cf. WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 369-371, 381, etc...

(3) CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL : *La journée de huit heures*, brochure de propagande, 1906, p. 11.

Que l'on ne nous dise pas qu'ainsi élargie, elle perd ce qui faisait son originalité et ne nous apporte plus aucune lumière utile (1). Nous trouvons, au contraire, qu'en même temps qu'elle continue à s'opposer nettement aux théories qui font reposer la rémunération du travail sur la productivité spéciale ou générale ou sur les prix, cette théorie est la seule à mettre à nu les causes profondes et complexes qui agissent sur le mouvement des salaires et à nous en fournir une explication satisfaisante.

Elle nous explique, tout d'abord, comment et à quelles conditions le salaire peut s'élever et se maintenir au-dessus du *salaire nécessaire*, dans tous les milieux où les habitudes de vie et une forte cohésion syndicale constituent une digue suffisante pour empêcher les salaires de suivre leur tendance naturelle. Voici comment on peut, croyons-nous, se représenter le mécanisme de ce phénomène : les besoins, les désirs humains étant illimités, il existera toujours, au moins chez quelques individus, une tendance naturelle, latente, à la hausse des salaires ; cette tendance psychologique se heurtera à une tendance économique inverse à la baisse — que nous avons analysée plus haut et que les économistes avaient seule aperçue. Pour briser cette tendance à la baisse, il faudra que ces désirs et ces besoins cessent d'être individuels, mais s'incorporent à un groupe ouvrier assez important ; si ce groupe est à l'abri de la concurrence de travailleurs au rabais, et s'il est défendu par une organisation syndicale solide, il pourra, dans les conditions normales de l'industrie, obtenir une hausse de salaire. Mais pour que cette hausse soit durable, définitive, il faudra que non seulement ce groupe, mais que l'ensemble de la profession en soit arrivé à une certaine homogénéité d'habitudes qui oppose à toute tentative d'abaissement de salaire une sorte de cran d'arrêt impossible à

(1) « La loi d'airain, écrit COLSON, signifie tout simplement que dans chaque pays et à chaque époque, le salaire moyen permet à la famille de composition moyenne de vivre dans les conditions moyennes d'existence, lesquelles constituent le nécessaire pour la population ouvrière ; or, c'est là une pure tautologie. » (*Cours d'Economie politique*, livre II : Le Travail et les questions ouvrières, page 13.)

franchir. Telles sont les deux formes sous lesquelles les besoins commandent le salaire. Nous voyons donc par là comment les salaires — ainsi que cela résulte de l'expérience de toutes les nations industrielles (1) — peuvent arriver à s'élever notablement au-dessus du coût de la vie et à devancer même parfois les besoins d'une partie de la population ouvrière, et comment, cependant, ils n'ont obéi, pour s'élever, qu'à la poussée des besoins, et surtout comment ils n'ont pu se consolider à un certain niveau qu'en reposant sur des besoins devenus incompressibles.

Et notre théorie ne nous rend pas moins compte de ce phénomène, en apparence paradoxal : l'abaissement du salaire au-dessous du salaire nécessaire, pour certaines catégories de travailleurs, que ne protège même plus *la loi d'airain*. Reposant, en effet, sur une notion *sociale* des besoins, elle permet de comprendre comment, dans des milieux inorganisés et où existent de grandes différences de *standard of life* — où, en particulier, se fait sentir la concurrence de travailleurs ayant leurs besoins vitaux assurés par ailleurs — la rémunération du travail, reposant sur les besoins tels qu'ils se présentent dans un milieu donné, pourra s'abaisser au-dessous même de ce qui est, en général, strictement nécessaire à un être humain pour vivre. Nous espérons que notre démonstration du mécanisme des revenus accessoires (II^e partie, Ch. VIII) achèvera de manifester, sur ce point, l'utilité de notre théorie du salaire dans l'investigation scientifique.

On comprend, maintenant, après ce que nous avons dit, quelle importance prennent, dans notre théorie, les sous-concurrences ouvrières que nous allons maintenant étudier et dont la caractéristique est, précisément, de jouer sur des inégalités d'étalons de vie : c'est-à-dire sur ce que nous considérons comme le ressort même du salaire.

(1) Cf. Charles GIDE : *Economie sociale, les Institutions du Progrès social au début du vingtième siècle*, ch. I, § 1^{er}, L'accroissement des salaires au cours du dix-neuvième siècle, Paris, Larose, 1905, p. 63.

CHAPITRE IV

LES TENDANCES GENERALES DU MOUVEMENT INDUSTRIEL & LA CONCURRENCE OUVRIERE

- I. Remarques sur la mobilisation et l'immobilisation du travail. —
II. L'instabilité de l'industrie et désécialisation de l'ouvrier.

I. — REMARQUES SUR LA MOBILISATION ET L'IMMOBILISATION DU TRAVAIL.

Avant d'entrer dans le détail des diverses concurrences ouvrières que recèle la vie industrielle, il n'est pas inutile de jeter un coup d'œil d'ensemble sur les tendances générales de l'industrie et de la technique modernes et sur l'aggravation des concurrences ouvrières qui en résulte.

Une des caractéristiques les plus frappantes de l'organisation économique moderne est l'extrême mobilité des produits et des capitaux. L'économie tend à devenir de plus en plus une économie mondiale. Les industries elles-mêmes s'internationalisent et se déplacent, de nos jours, d'une manière inconnue jusqu'ici. Il n'est donc pas surprenant que l'on se soit préoccupé de donner à la main-d'œuvre la même mobilité et que l'on ait tenté, par divers procédés, de favoriser cette mobilisation du travail.

N'est-ce pas, d'ailleurs, l'enseignement même de la doctrine classique que le grand facteur de l'uniformisation des prix et de leur fixation au taux le plus bas est la parfaite mobilité des produits, des capitaux ou des travailleurs, dégageant les marchés encombrés et pourvoyant ceux en disette, brisant tout monopole abusif et assurant une répartition harmonieuse des produits au mieux des besoins ?

Dans l'économie ouvrière, ne peut-on pas en attendre d'aussi heureux effets ? Les travailleurs, connaissant mieux les besoins de l'industrie, quitteront les circonscriptions où ils sont en surabondance pour les circonscriptions où la demande de bras est élevée et les bras rares. Ainsi la mobilité des travailleurs réalisera, entre les diverses circonscriptions industrielles, une harmonieuse égalité, enrayant ici — pour le plus grand bien des ouvriers — une ruineuse dépression des salaires (1) ; ailleurs, s'opposant — pour le plus grand bien des patrons et des consommateurs — à leur hausse excessive.

Le développement des moyens de transports et, en particulier, l'organisation de trains ouvriers, semblait devoir assurer le plus grand avenir à ce mouvement.

Mais les ouvriers s'aperçurent vite que cette uniformisation des salaires, par la mobilisation du travail, ne pouvait entraîner pour eux qu'un abaissement des salaires ; c'est qu'en effet, les patrons n'avaient guère intérêt à cette mobilisation que si elle leur permettait d'introduire sur le marché du travail des éléments inférieurs, d'y déchaîner des concurrences au rabais. Et, sauf dans quelques grandes villes, dont les banlieues restent soumises à l'influence syndicale, les trains ouvriers n'ont guère servi qu'à introduire sur le marché du travail des campagnards ou des étrangers, qu'à fausser le jeu normal de la concurrence ouvrière (2).

Tandis que les ouvriers des villes se plaignaient de la mobilisation ouvrière, il s'est trouvé également de nombreux industriels pour la combattre.

Démentant les vues abstraites de l'économie classique, les plus récentes tactiques patronales, au lieu de favoriser la mobilité de l'ouvrier, semblent en effet, au contraire, compter sur son immobilité pour l'asservir.

(1) On sait que c'est dans ce dessein que M. de MOLINARI proposait aux ouvriers la constitution de Bourses du Travail et l'établissement d'une sorte de cote du travail destinée à les renseigner sur les besoins du marché et à conseiller utilement les chômeurs. (Cf. *Les Bourses du Travail*, Paris, 1893, notamment ch. XIV et XV.)

(2) Cf. *infra*, II^e partie : ch. III, section I^{re}, § II b et ch. V, § III.

On constate, dans plusieurs régions, un déplacement très caractéristique de certaines industries vers les campagnes (1). En dehors des moindres exigences de la main-d'œuvre qu'ils espèrent y trouver, les employeurs y sont déterminés par un autre motif : celui d'y pouvoir plus aisément rendre l'ouvrier sédentaire, de le lier plus étroitement au sol et à l'usine, de se le subordonner entièrement.

Maisons ouvrières, éconòmats, sociétés de secours mutuels, caisses de maternité, caisses de retraite, participation aux bénéfices et au capital, etc. (2), autant de chaînes dorées, par lesquelles river l'ouvrier à l'établissement, qui seront d'autant plus fortes dans un petit bourg ou dans une agglomération rurale, où toute la vie se concentre autour de l'usine.

Son salaire, son logement, sa nourriture, son médecin, l'ouvrier devra tout à la puissante Société à laquelle il a déjà vendu son travail. Elle interviendra à tous les moments de sa vie : naissance, mort, maladie, vieillesse ; elle l'entourera d'un réseau protecteur si serré que bientôt son horizon se rétrécira, qu'il ne vivra plus que par elle et que pour elle. Alors arrivera ce temps béni où, suivant l'espoir que me confiait, un jour, un industriel, « l'ouvrier appartiendra vraiment à son patron ».

En effet, quelle résistance ce malheureux pourra-t-il opposer aux tentatives du patron pour diminuer les salaires, mul-

(1) Cf. *infra*, ch. V, § II.

(2) Le mouvement actuel de propagande et de législation (loi du 12 juillet 1909 sur la constitution d'un bien de famille insaisissable) qui tend à rendre l'ouvrier propriétaire de sa maison, si intéressant qu'il soit au point de vue familial n'en présente pas moins de même un réel inconvénient au point de vue économique. Sans doute, il offre à l'ouvrier des garanties d'indépendance que ne lui procurent pas les œuvres de patronage, mais il n'en contribue pas moins à fixer l'ouvrier dans un lieu déterminé et, par là, à l'asservir aux conditions de l'industrie de la région, lui refusant la mobilité, qui, dans le régime industriel actuel, est parfois la meilleure sauvegarde pour le salarié et la condition indispensable de toute action syndicale effective.

Aussi les leaders de l'unionisme anglais, convaincus de ce danger, n'ont cessé de combattre toutes les mesures de ce genre tendant à rendre l'ouvrier propriétaire. (Cf. WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 401.)

L'institution des cités-jardins, si séduisante à tant d'égards, présente, à notre sens, les mêmes inconvénients dans les conditions actuelles de l'organisation ouvrière.

multiplier les heures supplémentaires, accroître la difficulté, la quantité ou l'insécurité de la production, modifier d'une manière quelconque les conditions du travail ou le règlement d'atelier (1) ? L'ouvrier sera soumis à une discipline de fer, contre laquelle il ne pourra même pas concevoir la possibilité d'une révolte.

Si, par aventure, dans une heure de fièvre, un sursaut d'indépendance le jetait hors de l'atelier pour faire prévaloir ses revendications par la grève, les lourdes chaînes qui le rivent à son maître ne tarderaient pas à lui faire sentir tout leur poids.

Les conséquences d'un renvoi ne se borneraient pas seulement pour lui à un chômage de quelques jours, suivi d'un nouvel embauchage, mais ce serait, en outre, le renvoi du logement (2), les versements aux caisses de secours abandonnés, peut-être le départ du pays... Toutes ces dépenses et toutes ces pertes, survenant au moment même où la gêne aura commencé à épuiser les quelques sous économisés.

Et, cette dépendance de l'ouvrier à l'égard de son employeur sera encore renforcée du fait que son effort de revendication sera privé de l'indispensable point d'appui que constitue le Syndicat. La solidarité d'entreprise, que l'on a

1° C'est ainsi par exemple que la situation particulière des tissages isolés au fond des vallées des Vosges a facilité l'introduction du travail sur quatre métiers, qui est en train de troubler si profondément l'industrie textile dans son ensemble. (Cf. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, tome I^{er}, p. 105.)

(2) Et ce n'est pas là une crainte imaginaire :

Un ouvrier de la Société P... et Cie, à Châtel (Vosges), s'étant mis en grève et n'ayant pas quitté sur le champ le logement qui lui était loué par la Compagnie, le tribunal de première instance d'Epinal, intervenant sur appel, a décidé, par un jugement du 15 novembre 1905, que « c'est en violation du contrat qui a stipulé : » Art. 28. — Tout ouvrier occupant un logement de « l'établissement doit en sortir en même temps qu'il quitte l'établissement, « qu'il le quitte après dénonciation ou par suite de renvoi immédiat » ; que Ferret a continué, après la cessation du travail, alors qu'il n'était plus ouvrier de l'établissement, à occuper le logement qui lui était fourni par l'usine ; qu'il doit, pour cette jouissance indue, des dommages-intérêts que les éléments des débats permettent d'évaluer à 20 francs, etc... » (*Bulletin de l'Office du travail*, mai 1906, p. 482.)

V. dans le même sens un arrêt de la Cour d'appel de Douai du 13 avril 1908. (*Id.*, août 1908, p. 772.)

tenté de développer, détendra les liens de la solidarité de classe, l'éloignement matériel consommera cette rupture. L'effort syndical sera brisé.

Tel est le rêve poursuivi par certains employeurs, la forme nouvelle que commence à revêtir la défense patronale. Plus n'est besoin du secours de la mobilité ouvrière. Bien mieux, n'a-t-on pas vu le directeur d'une grande usine du Hainaut se plaindre de l'effet des trains ouvriers et de la trop grande mobilité qu'ils entretiennent chez les travailleurs.

« S'ils demeuraient ici, disait-il, nous les aurions à de meilleures conditions et toujours prêts à les accepter (1). »

Il est permis de penser, à cet égard, que l'utilisation de la houille blanche, qui est une des découvertes les plus étonnantes du dix-neuvième siècle, est appelée à transformer aussi profondément l'économie ouvrière qu'elle a renouvelé la face de l'industrie moderne.

On voit quel spectacle incessamment varié et rempli de contradictions nous offre la vie industrielle, menaçant en même temps le travailleur d'un excès de mobilité et d'un excès d'immobilité et tirant de l'un comme de l'autre le même asservissement.

Néanmoins, malgré les tendances récentes vers l'immobilisation des travailleurs, c'est son extrême mobilité qui prédomine ; si parfois, elle est pour lui une sauvegarde et même un facteur de hausse des salaires (2), elle demeure la redou-

(1) Cité par Ch. L'EVESQUE : *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemin de fer*, thèse, Paris, p. 19, note 1.

Ce qu'est cette servitude de l'immobilité, l'exemple des tisserands campagnards nous l'apprendra : « L'ouvrier citadin peut changer de métier, dit l'un d'eux, si le sien ne l'entretient plus, mais l'ouvrier paysan est à la merci du fabricant et nous aussi. Nous acceptons l'ouvrage à n'importe quel prix, afin d'occuper notre matériel et de nourrir nos ouvriers qui sans cela mourraient de faim et seraient obligés de quitter le pays. » (Cf. CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 372.)

(2) C'est le cas notamment dans les métiers où existe une assez forte organisation syndicale et dont les membres ont l'habitude de faire leur tour de France : charpentiers, menuisiers, typographes, etc. Il s'établit ainsi un contact fréquent entre ouvriers des campagnes ou petites villes et ouvriers des grandes villes, qui ne peut qu'entretenir les salaires à un niveau élevé.

En Angleterre, le mouvement des travailleurs d'une ville à l'autre et même

table voie ouverte à la mêlée de toutes les sous-concurrences affamées, que nous allons voir se dérouler au cours de cet ouvrage.

II. — L'INSTABILITÉ DE L'INDUSTRIE ET LA DÉSPÉCIALISATION DE L'OUVRIER.

Mais en dehors de ces mouvements secondaires et artificiels, l'industrie moderne présente une instabilité constitutionnelle qui donne aux concurrences ouvrières un formidable champ d'action.

C'est le propre du régime industriel contemporain que de procéder par brusques alternatives de travail intensif et de chômage. Que ce soit la conséquence de crises de surproduction, du caractère saisonnier de l'industrie (1) ou de la brusque irruption du machinisme dans un métier, sans cesse des masses de chômeurs sont jetés sur le marché du travail. L'armée de réserve du capital se grossit incessamment de ces nouveaux arrivants et constitue dans les grandes nations industrielles, secouées par le machinisme, un réservoir

d'Angleterre en Australie est très répandu et facilité encore par l'organisation très perfectionnée du *viaticum*.

Le 17 avril 1899, M. Asquith disait à la Chambre des Communes : « Le travail mobile est la règle et le travail immobile l'exception, parmi la population industrielle. » Et M. John Burns ajoutait : « D'après les statistiques qui m'ont été communiquées par le secrétaire de *Heart of Oak Society*, il résulte que sur les 220.000 membres qui en font partie, il n'y en a pas moins de 120.000 qui se sont déplacés l'année dernière, soit une moyenne de 500 par jour. » (Cf. Yves GUYOT : *Les conflits du travail et leur solution*, p. 255-256.)

(1) M. de Rousiers nous a décrit le type d'un de ces « métiers où l'on passe », et qui ne nourrit son homme que pendant une partie de l'année. Il s'agit d'une fabrique de bicyclettes qui emploie 700 hommes en été et qui, aux approches de l'hiver, congédie la plus grande partie de son personnel.

« — Et que deviennent vos ouvriers lorsque vous les congédiez ? demanda-t-il.

« — Ceux qui appartiennent à une Union, les forgerons par exemple, s'adressent à elle pour avoir des secours de chômage ; les autres se tirent d'affaire comme ils peuvent. » (Cf. de ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 380-381.)

C'est d'une insécurité de ce genre que souffrent les métiers féminins de la mode livrés à une moyenne de 120 jours de chômage par année.

immense de misère, qui pèse lourdement sur l'industrie entière.

Et, ce qui est plus grave, c'est qu'en même temps que l'introduction du machinisme et le développement des moyens de communication déversent sur le marché du travail cette surabondance de travailleurs misérables, les barrières tutélaires qui, jadis, isolaient les divers métiers, les diverses circonscriptions régionales, les divers marchés nationaux, se trouvent minées par ces deux mêmes causes, en collaboration avec la division du travail. Sous leur action, les particularités de métier disparaissent ; les frontières professionnelles, régionales, nationales, s'évanouissent ; la production se ramène à une série d'actes élémentaires, simples et automatiques ; le marché du travail tend à s'uniformiser, et bientôt il semble que l'on ne se trouvera plus en présence que d'une immense masse mouvante et indifférenciée de travailleurs prêts à toutes les besognes et où, grâce au machinisme et à la division du travail, ouvriers qualifiés, manœuvres, hommes, femmes, enfants se trouveront sur un même plan, abandonnés sans défense en une bataille inégale.

Dans une économie où tout cloisonnement a disparu, et où les travailleurs deviennent de plus en plus interchangeables (1), on conçoit quelle importance revêtent les minores flux et reflux de main-d'œuvre, le champ presque infini qui s'ouvre devant les concurrences ouvrières.

(1) « De plus en plus les applications constamment développées du machinisme font évoluer le type de l'ouvrier de manufacture vers celui du commis de commerce. Le commis passe facilement d'un genre de commerce à un autre, des tissus aux denrées coloniales, de la nouveauté à l'ameublement, si bien qu'aujourd'hui le commerce de détail, servi par des aptitudes supérieures, ne se renferme plus dans telle ou telle branche, mais aboutit au grand magasin que nous connaissons. La manufacture ne saurait prétendre encore à un aussi large cadre, mais de même qu'un commis passe aisément d'un comptoir à un autre, de même l'ouvrier de fabrique passe aisément de la surveillance d'une machine à la surveillance d'une autre, du métier à tisser à la fabrique de chaussures, de la papeterie à la filature, etc. » (Paul de ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 334.)

Il faut avoir ce spectacle sans cesse présent devant les yeux si l'on veut donner aux diverses concurrences ouvrières que nous allons maintenant passer en revue toute leur portée et apprécier à leur valeur les efforts désespérés, touchants et vains, tentés par les travailleurs pour maintenir le « métier » d'antan et élever, autour de lui, des digues protectrices contre le flot niveleur qui s'avance vers eux.

DEUXIÈME PARTIE

LES

SOUS - CONCURRENCES

OUVRIÈRES

CHAPITRE PREMIER

LA CONCURRENCE DES ENFANTS

SECTION PREMIERE

L'Envahissement du métier

I. Causes générales de l'emploi des enfants dans l'industrie. — II. Le travail des enfants dans l'industrie française contemporaine : a) son étendue ; ses mouvements. — Les répercussions de la loi de 1900 ; b) procédés tendant à accroître la main-d'œuvre enfantine : fraudes sur l'âge, recrutement d'enfants assistés ou étrangers, accroissement de la durée du travail, allongement de la durée de l'apprentissage, l'escroquerie à l'apprentissage ; c) la véritable crise de l'apprentissage. — III. Influence du travail enfantin sur les conditions du travail des adultes.

I. CAUSES GÉNÉRALES DE L'EMPLOI DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE

Le remplacement des anciens ouvriers de métier par des catégories inférieures d'ouvriers, tel est l'un des effets les plus caractéristiques et les plus redoutables de l'introduction du machinisme (1).

La force musculaire de l'homme devient inutile, les bras

(1) B. DE LAFFEMAS, valet de chambre de Henri IV, dès le début du dix-septième siècle, faisait déjà remarquer que le premier effet des machines était, en réduisant l'effort physique, de permettre l'emploi de catégories d'ouvriers inférieurs.

Il citait « l'invention nouvelle de bluteaux pour faire bluter plus de farine en une heure qu'on n'en peut faire en un jour par la façon ordinaire, et où les enfants, dès l'âge de sept ans, les aveugles et les vieillards décrépits peuvent gagner leur vie assis et sans peine ni travail de corps ». Et il revenait encore sur cette idée : parlant de « l'invention nouvelle de faire filer en un seul atelier grande quantité de toutes sortes de laines, poils et cotons, lins, chanvres, filloelles et autres semblables étoffes, par les petits enfants, aveugles, vieillards manchots et impotents, assis à leur aise, sans travail ni peine de corps, plus en un jour qu'il ne s'en peut faire en trois jours par les quenouilles et en plus grande perfection ». (*Recueil présenté au Roi de ce qui se passa en l'Assemblée du Commerce.*)

de fer de la machine y substituent une énergie décuplée et aux monstres dociles suffisent la surveillance et la direction de la main légère d'un enfant ; bien mieux, la finesse des doigts enfantins, l'agilité de ses membres feront merveille pour saisir adroitement le fil et le rattacher ou pour courir le long des broches bourdonnantes de la filature, tandis que la petitesse et la sveltesse de sa taille lui permettront, dans le tissage, de se glisser plus aisément sous les métiers ou de circuler dans les étroits passages qui les séparent : et ce sera autant de terrain économisé !

On aperçoit déjà comment la malice humaine, aidée par d'implacables forces économiques, allait faire servir les admirables inventions de la Science, non point à alléger le lourd tribut de misère et d'effort, payé par les hommes au Travail, mais à y asservir une nouvelle catégorie d'esclaves : les enfants.

On sait à quelles atrocités se laissèrent emporter, au début de la révolution industrielle, les maîtres de tissages anglais, dans cette recherche avide d'une main-d'œuvre enfantine. Pour peupler leurs usines, installées au fond des vallées où ils étaient allés chercher la force des chutes d'eau, la classe ouvrière leur disputa longtemps ses enfants ; c'est alors qu'en désespoir de cause, les fabricants songèrent à s'adresser à l'Assistance publique pour qu'elle leur louât les enfants indigents ou orphelins de ses asiles !... Comme un pauvre bétail humain, les « enfants de paroisses » furent livrés, abandonnés, dès cinq ans parfois, corps et âme, aux usiniers avides, libres de tirer de ces pauvres corps d'enfants toute la substance utile, toute l'énergie productive. Nous n'avons pas ici à retracer leur martyre... (1)

En France, l'introduction du machinisme ne donna pas lieu à de moindres abus dans l'emploi des enfants. Les enquêtes, émouvantes dans leur volontaire modération, du docteur Villermé, en 1840, révèlent la présence d'enfants de

(1) Cf. Paul MANTOUX : *La révolution industrielle au dix-huitième siècle : essais sur le commencement de la grande industrie en Angleterre...*

six à huit ans dans les tissages du Nord et des Vosges, restant seize à dix-huit heures debout chaque jour, dont treize au moins dans une pièce fermée, sans presque changer de place ni d'attitude ! (1)

La simple mention de ces faits, et leur concordance, suffisent à nous révéler quelles forces économiques toutes-puissantes, nées des conditions nouvelles de l'industrie, allaient déterminer le recours aux enfants.

Rien ne met en un plus tragique relief leur caractère impérieux que la célèbre supplique de ces patrons de la ville de Mulhouse, élevant eux-mêmes la voix pour implorer le législateur de voter une loi qui, brisant la concurrence qui les étreignait, vint les empêcher de commettre les crimes abominables qu'ils perpétraient, chaque jour, dans leurs usines, en employant des enfants de cinq à six ans à un travail meurtrier (2).

S'il nous faut encore un exemple de l'inéluctable nécessité qui entraîne les industries naissantes à abuser des forces de l'enfance, tant qu'une législation protectrice n'est pas venue opposer ses barrières à l'aveugle concurrence, la jeune industrie japonaise nous l'offrira.

« Pendant qu'un nombre de plus en plus grand d'hommes robustes ne savent que faire de leurs bras, nous apprend une revue américaine, les patrons japonais tendent de plus en plus, afin d'abaisser le prix de la main-d'œuvre, à n'embaucher que des femmes et des fillettes.

« La statistique établit qu'actuellement 48.000 enfants, âgés de moins de quatorze ans, sont détenus dans des ateliers pendant quatorze heures par jour pour un salaire de 25 centimes (3). »

(1) Cf. D^r VILLERMÉ : *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie*. Paris, 1840, tome II, p. 87, 93, 116, etc...

(2) Au début de l'ère industrielle nouvelle, on relève une démarche analogue chez les patrons gantois. (Cf. *Les salaires dans l'industrie gantoise*. Industrie cotonnière, p. 117.)

(3) « Les grandes fabriques du Japon ont employé, en 1905, 587.851 personnes, dont 347.563 (ou 60 0/0) étaient des femmes. Environ 37.000 jeunes

Lisez encore la description d'une manufacture d'allumettes que nous rapporte un observateur français :

« Dans des ateliers sans air, mal éclairés, presque aucune machine, mais un grouillement d'enfants qui forment la presque totalité des ouvriers... A considérer ces pauvres petits enfants de six à huit ans, assis, côte à côte, dans des carrés de bois d'un mètre, entassant méthodiquement les brindilles phosphorées dans des boîtes d'allumettes, sans jamais se parler les uns aux autres, sans que la venue même d'un visiteur leur fasse lever les yeux, on comprend combien la surveillance est aisée et combien ce pauvre bétail humain est facile à manœuvrer et à conduire (1). »

Et voilà bien les deux précieuses qualités : bon marché et docilité, qui font de la main-d'œuvre infantine le pitoyable enjeu des batailles industrielles modernes : les industries naissantes s'en servent pour pouvoir amortir leur capital de premier établissement, les industries défaillantes pour prolonger leur existence, et si elles se risquent à perfectionner leur outillage, à acquérir de nouveaux engins, c'est dans l'espoir de pouvoir remplacer les ouvriers qualifiés par des manœuvres et des enfants.

Ainsi, les perfectionnements techniques, resserrant la concurrence, n'éliminent pas les incapables, mais ne progressent, le plus souvent, qu'à la faveur de l'exploitation des enfants.

Simultanément, il faut le noter, les nécessités de plus en plus pressantes du budget familial rejettent l'enfant, de

filles, âgées de moins de quatorze ans, travaillent quatorze heures par jour, dans ces bagnes, pour un salaire quotidien de 25 cents.

« Les autres établissements industriels, qui, étant moins importants, ne sont pas classés dans la catégorie des « grandes fabriques », ont occupé 767,000 personnes, dont 731,000 étaient des femmes et des enfants. » D'après la revue américaine le *World's Work*, cité par l'*Èveil démocratique* du 12 avril 1908.)

(1) EMMANUEL SAUTTER : *Le développement industriel et commercial du Japon et la main-d'œuvre japonaise*. (Musée social : Mémoires et documents, décembre 1907, p. 361-363.)

bonne heure, hors de la maison et le poussent vers l'atelier. S'il se trouve, encore, beaucoup de ménages ouvriers qui ont le courage d'élever une nombreuse famille : c'est qu'ils en attendent quelque compensation (1). L'habitude d'une vie plus confortable fera qu'au moment où — alors que le budget familial, surchargé par de nombreux enfants en bas âge, nécessiterait doubles ressources — la mère devra, cependant, pour se consacrer au ménage, renoncer au travail en atelier, l'enfant ne tardera pas à l'y remplacer et apportera au salaire paternel le complément nécessaire et souvent âprement exigé.

II. — LE TRAVAIL DES ENFANTS DANS L'INDUSTRIE FRANÇAISE CONTEMPORAINE.

A. — *Son étendue ; ses mouvements.*

Les répercussions de la loi de 1900.

145.484 garçons et 326.718 filles de moins de dix-huit ans, étaient, d'après le dernier recensement publié, employés au début du xx^e siècle dans l'industrie française ; soit 13,92 0/0 de la main-d'œuvre masculine et 28,22 0/0 de la main-d'œuvre féminine ; en sensible augmentation sur le recensement de 1896 où ces deux proportions n'étaient que de 11,65 et de 19,86 0/0 (2).

Si l'on préfère quelques proportions plus restreintes, établies atelier par atelier, une enquête de la Commission per-

(1) « La valeur des enfants, remarquait Adam Smith, est le plus grand de tous les encouragements au mariage. » (*Richesse des nations*, tome I, page 176.)

(2) *Résultats statistiques du recensement général de la population en 1901*, tome IV, p. 215.

Les chiffres que nous donnons ci-dessus comprennent à la fois les ouvriers et les employés de l'industrie. Depuis 1901, ces deux éléments ont été distingués et l'on obtient pour l'industrie (industries extractives, industries de transformation, transports) le chiffre plus précis de 925,443 ouvriers de moins de dix-huit ans, représentant 14,89 0/0 de la main-d'œuvre masculine, et 28,89 0/0 de la main-d'œuvre féminine.

manente du Conseil supérieur du Travail sur l'apprentissage nous offre les estimations suivantes (1) :

D'après 537 réponses, 1 apprenti au moins pour 10 ouvriers.

D'après 284 réponses, 2 apprentis au moins pour 10 ouvriers.

D'après 114 réponses, 3 apprentis au moins pour 10 ouvriers.

D'après 88 réponses, 4 ou 5 apprentis au moins pour 10 ouvriers.

D'après 27 réponses, 6 ou 12 apprentis au moins pour 10 ouvriers.

Mais nous saisisons, plus vivement encore, la marque de l'envahissement enfantin de certains métiers, par les quelques proportions globales suivantes :

Boulangerie-pâtisserie	21,84 0/0
Cartonnage.	24,29 0/0
Chaussures.	22,86 0/0
Industrie linière.	25,07 0/0
Reliure.	27,70 0/0
Imprimerie et gravure.	24,56 0/0
Fabrique de conserves.	34,96 0/0
Et cætera... (2).	

Sans pouvoir nous attarder à chacun de ces chiffres, nous voudrions attirer l'attention sur les proportions qui nous sont encore fournies en ce qui concerne l'imprimerie et sur lesquelles nous aurons à revenir plus loin. D'après l'enquête de l'*Office de Travail*, pour la période 1899-1901, on relève que « parmi les compositeurs et typographes, pour 5,500 ouvriers, il y avait 1,200 apprentis, soit plus de 1 apprenti pour

(1) CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, Onzième Session, 1902. *Apprentissage*. Enquêtes et documents (Rapport Briat), p. 196.

(2) *Résultats statistiques du recensement* (1901), tome IV, p. 223 et suiv.

5 ouvriers ; cette proportion s'abaisse à 1 pour 7 dans la Seine ; elle est de 1 pour 5 dans les grandes villes ; elle s'élève à 1 pour 3 dans les localités de moins de 5.000 habitants où l'on ne trouve guère que de petites imprimeries dont le patron travaille souvent lui-même ». (1.)

Mais, comme le remarque l'enquête, on ne saurait affirmer que la proportion de 1 apprenti pour 5 ouvriers, qui s'applique à l'ensemble des imprimeries touchées par l'enquête, représente la moyenne réelle : « il est possible en effet que les maisons qui occupent beaucoup d'apprentis aient évité de répondre au questionnaire ».

Il est permis de le croire, surtout lorsqu'on constate, d'après une enquête entreprise par les ouvriers eux-mêmes, des proportions singulièrement plus élevées même dans de grands centres.

Au lieu de la moyenne de 20 0/0 dégagée plus haut, nous trouvons en effet des moyennes de 33,22 0/0 pour Bordeaux, de 48,96 0/0 pour Le Havre et même, pour Montluçon, une moyenne de 53,57 0/0. (2.)

Nous en avons assez dit pour montrer la place considérable qu'occupe le travail enfantin dans l'industrie contemporaine et pour avoir fait sentir, par là, la réalité de la concurrence dont il menace les ouvriers adultes.

Une objection peut cependant se présenter à l'esprit : comment accorder que l'on se plaigne simultanément de la crise de l'apprentissage et de la surabondance des apprentis ?

Il y a là, semble-t-il, une surprenante contradiction dont l'élucidation, entre autres avantages, nous permettra de mieux préciser le caractère de cette crise de l'apprentissage, sur laquelle on a tant attiré l'attention.

(1) OFFICE DU TRAVAIL ; *Rapport sur l'apprentissage dans l'imprimerie*, 1899-1901). Cf. *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1907, p. 36.

(2) IX^e Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905. *Compte rendu*, p. 297.

N'a-t-on pas relevé, pour les typographes de Liège, la présence de 250 apprentis pour 157 ouvriers ! (VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, tome I, p. 97.)

L'étude d'un phénomène récent nous fournira la clef du mystère.

Nous voulons parler des inquiétants renvois d'enfants qui ont marqué l'application de la loi du 30 mars 1900, sur la durée du travail dans l'industrie.

Pour assurer aux enfants et aux femmes une durée maxima de dix heures de travail par jour, tout en ne troublant pas l'uniformité de régime, nécessaire à de nombreuses industries où les enfants et les femmes collaborent à la même fabrication que les hommes adultes, la loi du 30 mars 1900 avait pensé satisfaire à ces deux conditions en étendant à tout le personnel, employé dans ces établissements mixtes, le même régime de dix heures de travail journalier. Mais cette mesure devait avoir un contre-coup imprévu. Les établissements n'employant que des hommes adultes pouvant continuer, sous le régime du décret-loi du 29 septembre 1848, à pratiquer la journée de douze heures, les industriels soumis au régime nouveau des dix heures, se plaignirent de l'espèce d'infériorité légale où ils se trouvaient à l'égard de leurs concurrents et, pour éluder la réglementation que leur imposait la loi de 1900, ils se mirent à procéder à des renvois en masse de leurs apprentis, qui permettaient de faire ainsi rentrer leurs ateliers dans la catégorie des ateliers d'adultes (1).

Dès le lendemain même de la mise en vigueur de la loi, ce mouvement commença à se dessiner et il ne tarda pas à prendre une allure systématique et une extension inquiétante (2).

(1) L'inspecteur de Nantes cite le cas très typique d' « un industriel, important constructeur de machines agricoles, qui, tout récemment, a congédié cinq apprentis pour reprendre la journée d'onze heures, cet industriel étant concurrencé par trois autres établissements similaires où l'on fait douze heures avec un personnel exclusivement adulte ». (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1907*, p. 173.)

(2) Dès 1900, certains inspecteurs commencèrent à signaler des renvois d'apprentis (*Rapports en 1900* ; notamment p. 279.)

Et, en 1902, la Commission supérieure du travail pouvait écrire : « Il est difficile d'évaluer l'importance des renvois d'enfants qui se sont produits au cours de l'année 1902. On peut cependant avancer d'une façon certaine qu'on se trouve en présence non plus de faits purement individuels, mais d'un mouvement qui mérite de fixer l'attention. » (*Rapports en 1902*, p. XLII.)

On peut évaluer à plusieurs milliers le nombre des enfants qui ont été ainsi exclus de l'atelier. Malgré la brutalité du procédé, on pourrait être tenté de se féliciter de ce contre-coup de la loi de 1900, qui venait précisément éliminer de l'atelier l'excès d'enfants qui commençait à s'y manifester.

Mais, outre que ce mouvement commence déjà à se ralentir, un examen plus attentif du mécanisme même des renvois nous instruira sur ce que l'on pouvait attendre d'un tel mouvement.

Il faut, en effet, distinguer deux catégories d'enfants employés dans l'industrie :

a) *Les apprentis*. — C'est-à-dire les enfants qui entrent à l'atelier pour s'y initier, de bonne heure, à la technique compliquée d'un métier et qu'il est utile, pour l'avenir de l'industrie, d'embaucher, sinon en surabondance, du moins en nombre suffisant ;

b) *Les manœuvres*. — C'est-à-dire les enfants qui entrent à l'atelier, non pour des nécessités techniques, mais pour y constituer une main-d'œuvre plus docile et à meilleur marché que celle des adultes, et dont il est souhaitable de voir réduire le nombre dans la plus large mesure possible.

Et elle en donnait comme indice que la « proportion des jeunes ouvriers de moins de dix-huit ans, qui s'était généralement maintenue entre 85 et 86 0/0, était descendue en 1902 à 82 0/0 ». (P. XLII.)

En 1903, la Commission dresse un tableau d'ensemble de ce mouvement que l'on signale dans à peu près toutes les circonscriptions. (*Rapports en 1903*, p. XXXI-XXXVI.)

Depuis cette époque le mouvement semble s'être ralenti. Sans doute, il est difficile d'apprécier dans quelle mesure, car, dans tous les établissements ayant déjà congédié tout leur personnel enfantin, le refus d'embauchage passe plus inaperçu que les renvois, et, d'autre part, si les renvois en masse ont diminué, les renvois partiels subsistent : a) tantôt par mesure de représailles après un procès-verbal (Cf. *Rapports en 1907* : dans une fabrique de cycles, à Lille, un procès-verbal suffit à faire renvoyer d'un seul coup 120 enfants ; *Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908*, J. O., 30 octobre 1909, Annexe, p. 132.) ; b) tantôt pendant un surcroît de travail pour pouvoir porter la durée du travail au delà de la limite légale. (Cf. *Rapports en 1904*, p. 92 ; *Rapport de la Commission supérieure en 1908*, etc.)

Cependant un mouvement non seulement d'arrêt mais de reprise s'affirme de plus en plus (Cf. *Rapports en 1906*, p. 33, 88, 121, etc. ; *Rapport de la Commission supérieure en 1908*...) à mesure que la journée de dix heures entre dans les mœurs industrielles, les employeurs retrouvent tout leur avantage à employer la main-d'œuvre enfantine à bon marché, et l'illusoire dérivatif à la surabondance des enfants cesse alors de fonctionner.

Or, c'est exactement dans le sens opposé à celui que l'on aurait pu souhaiter que se sont exercés les renvois.

C'est dans les « métiers », chez les petits patrons, là où l'enfant pouvait le mieux apprendre un « état », mais où, ne se livrant pas à un travail immédiatement productif, il était une charge pour l'industriel, que les renvois ont pris le caractère le plus inquiétant par leur généralité et leur persistance : dans toutes les petites industries de ville ou de village : charrons, carrossiers, serruriers, fumistes, maréchaux-ferrants, menuisiers, charpentiers, mécaniciens, tonneliers, bourreliers, etc., autrefois considérées comme des pépinières d'apprentis, on a à peu près renvoyé tous les enfants (1).

Tandis que les apprentis de la petite industrie étaient expulsés par mesure d'économie, pour le même motif, les enfants manœuvres étaient conservés, et même recherchés. Partout, en effet, où le bénéfice, réalisé sur cette main-d'œuvre à bon marché, l'emporte sur celui que procureraient les deux heures supplémentaires permises aux adultes, mais pour un salaire plus élevé, l'industriel conserve les enfants. On l'a constaté dans les fabriques de chaussures, le textile, la couture, l'imprimerie, les tuileries, etc. (2). Bien plus, dans certains établissements, employant déjà en majorité des enfants, ce ne sont pas les apprentis qui ont été renvoyés, mais les ouvriers adultes : ne pouvant plus tirer de bénéfice d'une prolongation de travail de ceux-ci, on les a remplacés par une main-d'œuvre à plus bas prix.

L'inspecteur divisionnaire de Limoges a consigné dans son rapport de 1903 des exemples singulièrement inquiétants de cette élimination des adultes :

(1) *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904*, p. 34 (Limoges) : « Chez les petits industriels, charrons, serruriers, carrossiers, etc., dès la première visite il y a menace de renvoi de l'apprenti, et s'il y a procès-verbal, le renvoi est la règle. » ; *Rapports en 1907*, p. 75 (Nancy) : « Le mouvement de reprise s'accroît dans les établissements importants. Les petits patrons seuls, serruriers, mécaniciens, menuisiers, ont à peu près cessé de faire des apprentis. » ; Cf. *Rapports en 1903*, p. 155 (Bordeaux) ; *Rapports en 1905*, p. 59 (Dijon) ; *Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908*, loc. cit., p. 1232, col. 3.

(2) Cf. *Rapports en 1904*, p. 34, 35 (Limoges).

« Certaines tapisseries, et non des moindres par leur aspect et leur prix, écrit-il, sont exécutées presque exclusivement par des enfants de treize à quatorze ans. Il s'est fondé récemment à Bourganœuf, dans la Creuse, une fabrique de tapis, à points noués dits de la Savonnerie. Son personnel se compose de trente-quatre enfants, dont treize garçons et vingt et une fillettes, vingt-cinq femmes, un ouvrier...

« ...Cet exemple m'a frappé, ajoute-t-il, mais si c'est le plus original, il n'est pas le seul, tant s'en faut. J'ai cité l'an dernier des serruriers-mécaniciens qui n'occupaient presque exclusivement que des enfants, des imprimeurs de Châteauroux, de Tours et de Poitiers emploient aussi de grandes quantités d'enfants en qualité de compositeurs, par raison d'économie » (1).

Si nous étendions nos investigations jusqu'aux petits métiers de l'alimentation (pâtisserie, boucherie, charcuterie, etc.) et au petit commerce, nous y trouverions des exemples, plus saisissants encore, de cette surabondance d'enfants entretenue par le désir d'éviter le salaire d'ouvriers adultes. Dans la pâtisserie, on évalue le nombre des enfants à cinq mille, répartis dans les sept cents pâtisseries parisiennes. C'est un véritable gaspillage d'existences enfantines. Après avoir provoqué un afflux excessif de jeunes provinciaux dans cette profession, on les congédie après leurs trois ans d'apprentissage, au moment où ils seraient en droit de demander à leur métier de les faire vivre. Un quart à peine, estime-t-on, des jeunes gens engagés ainsi dans cette voie, trouvent à s'employer dans la profession, les autres sont livrés à toutes les incertitudes du chômage, ayant ainsi perdu quatre ou cinq ans de leur vie à un apprentissage dont ils ne pourront jamais tirer parti (2).

(1) *Rapports en 1903*, p. 32.

(2) Cf. OFFICE DU TRAVAIL : *La Petite Industrie (Salaires et durée du travail)*, tome I ; *L'Alimentation à Paris* (1893), rapport de M. DU MAROUSSEM, p. 94, 130, etc. GEORGE MÉNY : *Nos petits marmitons*; une brochure (collection de l'Action pupulaire), p. 3-4, etc.

On le voit, l'enfant qui entre à l'atelier est, de moins en moins, l'« apprenti » curieux et attentif s'initiant auprès du maître du métier à toutes les finesses de l'art qu'il aura à pratiquer un jour, il est la matière exploitable, docile et à bon marché, sur laquelle on spéculé pour réduire le coût de production ; il subira toutes les fluctuations du mouvement industriel : tant qu'il procurera un bénéfice, il sera ardemment recherché ; dès qu'il causera quelque gêne, on le congédiera (1).

C'est ainsi que l'on voit certains industriels, par un raffinement d'économie, n'embaucher des enfants que pendant le temps précis où il est avantageux de les employer ; mettant à profit les dérogations abusives au régime des dix heures, qui permettent de porter soixante fois par an la durée du travail des enfants à douze heures par jour (2), ils ont recours à l'organisation suivante que signale, par exemple, en 1904, l'inspecteur de la circonscription de Lille :

« Un industriel qui fait travailler couramment douze heures avec personnel d'adultes, remplace, à un moment donné, un certain nombre d'ouvriers par des enfants dont le salaire est bien inférieur ; les soixante jours épuisés, ces derniers sont congédiés et le travail de douze heures continue avec le personnel primitif (3). »

Et ceci nous amène à passer en revue quelques-uns des procédés auxquels, dans leur désir d'accroître le plus possible l'importance de la main-d'œuvre enfantine, les industriels

(1) Nous avons la contre-épreuve de la vérité de cette affirmation dans l'attitude des industriels à l'égard de la main-d'œuvre féminine, au lendemain de l'application de la loi de 1900 : les femmes, n'étant employées que là où elles procurent une économie de salaires, les industriels ont partout voulu conserver ce précieux bénéfice, aussi tandis que les inspecteurs signalaient l'extension des renvois d'enfants, ils faisaient remarquer à maintes reprises que ce mouvement de s'étendait pas aux femmes (Cf. *Rapports en 1902*, p. 9 ; *Rapports en 1904*, p. 34 et suivantes.)

(2) Sur les abus auxquels donne lieu cette dérogation. Cf. *infra*, p. 65, note 2.

(3) *Rapports en 1904*, p. 92.

ont recours pour augmenter soit le nombre des enfants, soit leur productivité.

Avant de terminer cependant l'étude des répercussions de la loi de 1900 sur l'emploi des enfants, il nous faut signaler une cause nouvelle qui, d'après les derniers rapports des inspecteurs du travail de Paris et de Nancy, pourrait devenir, par la suite, un correctif plus efficace à la surabondance des apprentis que la loi du 30 mars 1900 : c'est l'application de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail : certains industriels se déclarent, en effet, décidés à ne plus former d'apprentis à cause du taux trop élevé qu'exigent les Compagnies pour l'assurance des enfants (1).

B. — Procédés tendant à accroître la main-d'œuvre enfantine.

Fraudes sur l'âge. — C'est le premier procédé qui se présente, et c'est le plus grave. Lorsque l'offre de main-d'œuvre enfantine n'est pas assez abondante ou assez passive, à leur gré, les patrons étendent leur embauchage au delà des limites fixées par la loi ; ils recrutent des enfants n'ayant pas atteint l'âge réglementaire de treize ans (douze ans avec le certificat d'études et certificat d'aptitudes physiques) ; âge au-dessous duquel la loi de protection du 2 novembre 1892 n'avait pas cru qu'il était humain de laisser entrer l'enfant à l'atelier.

...Mais les industriels ne se sont pas embarrassés de ce souci, et, dès onze ans, dix ans, huit ans parfois, des inspec-

(1) « Le développement de l'apprentissage est encore entravé par une autre cause que la réglementation du travail, par une autre loi que celle de 1900. Ce qui tend peut-être le plus à réduire le nombre des apprentis dans les ateliers, c'est la loi sur les accidents, c'est le taux élevé de l'assurance pour les apprentis. Aussi, combien nombreux sont les chefs d'ateliers, qui, n'occupant régulièrement leurs ouvriers adultes que dix heures par jour, ne veulent plus employer d'enfants en qualité d'apprentis ! « Non, ne cessent-ils de répéter, nous ne pouvons plus faire d'apprentis : l'assurance nous prend trop cher pour les garantir contre les risques d'accident ! » (*Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908. J. O.*, 3 octobre 1909, p. 1232, col. 3.)

Cette majoration des primes ne nous laisse que trop deviner les mutilations dont les apprentis sont victimes au cours de leur travail...

leurs ont rencontré des bambins travaillant dans la grande industrie (1).

Pour avoir un aperçu de l'étendue du mal et de sa répercussion sur l'instruction des enfants, signalons que l'Inspecteur divisionnaire de Lille estimait, en 1907, à 30.000 le nombre des enfants ne fréquentant pas l'école d'une manière régulière ou ne la fréquentant plus du tout, dans sa circonscription (2).

A quelle exploitation il est possible de se livrer sur cette main-d'œuvre d'enfants de moins de douze ans, pliés déjà à la dure discipline de la misère ? On le devine aisément. En voici un exemple : Dans la circonscription de Lille, les enfants occupés avant l'âge légal ne reçoivent qu'un salaire inférieur de moitié à celui des enfants de treize ans et sont pourtant astreints au même travail et à la même production (3).

(1) L'inspecteur de Lille écrit, pour sa circonscription : « En 1903, il a été rencontré 354 enfants de neuf à douze ans occupés illégalement ; en 1904, le chiffre est inférieur : 226. *Mais ce qui s'est aussi abaissé, c'est l'âge ! Des contraventions ont été relevées pour des fillettes de huit ans !* » (*Rapports en 1904*, p. 87.) Et il signalait, dans des briqueteries, la présence de pauvres enfants travaillant sans souliers ni sabots, les pieds constamment dans l'humidité, même dans la mauvaise saison. « 91 avaient huit à douze ans, ajoute-t-il, et dans ce nombre étaient plusieurs petites filles !! » (*Ibid.*, p. 99.)

Et combien d'infractions échappent aux inspecteurs ! On pourrait presque dire que c'est l'exception, l'infime exception, qu'ils sont à même de contrôler.

A la ridicule insuffisance du nombre des inspecteurs par rapport au nombre écrasant de visites qui leur incombent — ce qui ne leur permet guère de visiter chaque établissement qu'une fois tous les deux ans ! — il faut ajouter les innombrables procédés auxquels ont recours les industriels pour déjouer leur surveillance, depuis le système d'informations préventives : télégraphe, téléphone, garçons d'hôtel, employés de chemins de fer, etc., qui signalent l'inspecteur avant même qu'il n'ait mis le pied dans l'usine et même dans la localité, jusqu'à la sonnette électrique qui, de la loge du concierge, avertit dans chaque atelier pour qu'on puisse faire disparaître les enfants en sous-âge dans les caves, étuves, water-closets, placards, etc...

(2) *Rapports en 1907*, p. 102.

Voici, par ailleurs, à titre d'indication, le nombre de contraventions à l'âge d'admission des enfants, relevées en 1907 dans quelques industries particulières : verreries et cristalleries, 151 ; briqueteries et tuileries, 51 ; établissements de bienfaisance, 37 ; fabriques de tulles et rideaux, 33 ; mode, confection, couture et lingerie, 29 ; imprimerie, 17 ; métallurgie, 16 ; carton, cartonnage et papeterie, 15 ; scieries mécaniques, 14 ; tissage de soie, 13.

Le total général est de 577. Il n'était que de 486 en 1906. (*Rapports en 1907*, p. xxxii.)

(3) *Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908. J. O.*, 3 octobre 1909, Annexe, p. 1231, col. 1.

Mais, si nous prenons le cas de la verrerie, nous verrons encore les abus se multiplier. Le plus pénible des labeurs modernes est également celui auquel sont associés le plus grand nombre d'enfants. On y comptait en 1907 4.538 enfants de moins de dix-huit ans, occupés de jour et 5.389 occupés alternativement de jour et de nuit (1). Gamins, cueilleurs et porteurs, auxiliaires indispensables de chaque poste, sont des enfants.

Le recrutement d'un tel personnel ne se fait pas sans difficultés ; les parents même les plus pauvres répugnent à soumettre leurs enfants à un aussi épuisant labeur (2) ; aussi, les patrons se sont-ils montrés particulièrement ingénieux pour se procurer, malgré tout, une abondante main-d'œuvre au rabais (3).

C'est tout d'abord l'emploi d'enfants au-dessous de l'âge légal.

On estimait qu'en 1901, dans certains établissements de la circonscription du Nord, la proportion des enfants âgés de neuf à douze ans dépassait 50 0/0 et l'on signalait que des petites filles de dix ans figuraient en grand nombre parmi ce personnel (4).

(1) *Rapports en 1907*, tableau n° 12, p. 472.

(2) « Dans les verreries, écrit l'inspecteur divisionnaire de Lille, il faut attribuer cette insistance à employer des enfants en sous-âge à la difficulté de trouver du personnel, à la concurrence des mines et aux conditions déplorable du travail. Les familles ouvrières, même celles qui comptent des verriers dans leur sein, hésitent de plus en plus à envoyer leurs enfants dans ces usines, où ils n'ont souvent, en échange d'un salaire peu élevé, que de mauvais exemples à recueillir et un travail pénible à exécuter. » (*Rapports en 1907*, p. 101.) V. cependant *infra* : Section III, § 1.

(3) L'emploi de cette main-d'œuvre enfantine semble même avoir fait l'objet d'ententes entre maîtres verriers, ayant pour but de fixer le nombre *minimum* d'apprentis obligatoire (?)

Voici, en effet, ce que nous lisons dans une circulaire d'un président de comité verrier patronal belge, datée du 22 juin 1883 : « 1° Tous les fabricants sont tenus, sous peine d'amende, d'avoir six apprentis sur place par four. » (Cf. VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, tome I, p. 121.)

(4) Cf. *Rapports en 1900*, p. 176, et *Rapports en 1901*, p. 160. L'inspecteur rapporte ce fait suggestif qu'à la suite de diverses contraventions pour emploi

Chaque année, les verreries fournissent le nombre le plus élevé de contraventions à l'âge d'admission ; mais, qu'on ne s'y trompe pas, la ridicule insuffisance des pénalités n'est pas faite pour les décourager d'une main-d'œuvre si lucrative ; l'article 26 de la loi du 2 novembre 1892 punit, en effet, toutes ces infractions d'une amende de 5 à 15 francs. (En cas de récidive, cette peine peut s'élever jusqu'à 100 francs, mais il est nécessaire que le second délit ait été constaté dans une période de douze mois, consécutive au premier : ce qui, étant données l'organisation de l'inspection du travail et l'ingéniosité des patrons, n'a guère de chance de se rencontrer.)

Ainsi conçue, l'amende ne représente plus aux yeux des industriels qu'un simple abonnement, qu'une sorte de prime, d'ailleurs très aléatoire, et que compensent largement les profits réalisés par l'emploi illicite d'une main-d'œuvre au rabais.

Recrutement d'enfants assistés ou étrangers. — Il y a, même parmi les enfants, des inégalités dont ne manquent pas de tirer parti certains employeurs ; les maîtres verriers notamment.

Sur les sollicitations dont ils les ont assaillies, l'Administration des Enfants-Assistés et certaines œuvres d'assistance privée ont eu parfois l'imprudence de leur abandonner leurs protégés. A quelle exploitation étaient soumises ces pauvres victimes, déjà habituées à la résignation ? Des scandales répétés, en ces dernières années, l'ont révélé (1).

d'enfants au-dessous de l'âge légal, les industriels verriers envoyèrent, en 1901, une délégation auprès du préfet du Nord et du ministre du commerce pour leur exposer leurs doléances et pour leur demander que l'administration de l'Assistance publique voulût bien leur confier ses pupilles. En diverses circonstances à cette époque, les patrons verriers avouèrent eux-mêmes publiquement que *l'effectif nécessaire pour remplacer leurs jeunes ouvriers employés illégalement par eux était de 800 à 1,000 enfants*.

1) L'inspecteur de Valenciennes, en 1904, nous rapporte comment, à la suite d'un procès-verbal retentissant dans une verrerie, les industriels renoncèrent à l'emploi en sous-âge des enfants de la localité et des environs et eurent l'idée de s'adresser « à une œuvre de placement familial, qui est

Les verriers de Normandie, de leur côté, font venir de pauvres enfants landais. Mais ce sont là des sources trop peu abondantes et encore trop peu lucratives ; il est des enfants encore plus nombreux, plus abandonnés et plus misérables : ce sont les enfants étrangers.

L'exposé de leur situation se rattache trop étroitement à la question de l'âge d'admission, pour que nous l'ajournions à notre étude générale de la concurrence des ouvriers étrangers.

C'est, en effet, pour échapper plus aisément aux formalités relatives à l'âge d'admission, grâce aux falsifications de livrets, que les industriels recourent à cette main-d'œuvre enfantine étrangère.

Enfants belges dans le bassin de Longwy, et les verreries, forges, fabriques de wagons, usines textiles de la région du Nord ; enfants italiens, dans les verreries de la Loire, du Rhône et de la banlieue parisienne, font l'objet de la spéculation la plus éhontée (1). Grâce à la véritable industrie qui

devenue une entreprise de la main-d'œuvre enfantine dans ces deux établissements appartenant à la même société. Une colonie d'enfants a été installée à Blanc-Misseron. Ces enfants sont, ou abandonnés, ou proviennent de familles nécessiteuses qui les ont embauchés sous la promesse qu'outre leur entretien, il leur serait pris un livret de caisse d'épargne destiné à recevoir une partie de leur salaire, et qu'hebdomadairement ils recevraient quelque menue monnaie. Or aucune de ces conditions n'est remplie. Aussi il ne se passe pas de semaine sans que quatre ou cinq de ces enfants, qui se plaignent de leur nourriture, ne soient jetés sur le pavé sans un sou et retournent généralement à Paris, vivant de la charité publique. Les commissaires de police ont depuis quatre mois recueilli un grand nombre de ces malheureux, qui ont été rapatriés aux frais du département... » (*Rapports en 1904*, p. 109-110.) En 1905, même situation.

1) En 1904, à côté de ces cas bien connus, les inspecteurs de Paris signalèrent des faits qui laissent deviner quelle main-d'œuvre malléable constituent ces enfants étrangers, complètement retranchés de la vie sociale ambiante.

Dans un seul atelier d'ébénisterie, un inspecteur a rencontré dix-huit enfants tous de nationalité hongroise, comme le patron lui-même. « Logés et nourris, absolument ignorants de la langue française, sans relations, sans famille à Paris, ils sont placés jour et nuit sous sa direction absolue. Une telle situation laissait deviner des abus que nous avons eu occasion de relever »

Un autre rapporte que, « dans un établissement d'imprimerie, considéré comme un orphelinat, sont employés de jeunes Arméniens, Bulgares et Grecs, originaires des provinces turques. Quelques-uns des Bulgares sont porteurs de passeports rédigés en bulgare et en français, sur lesquels l'âge est indiqué. Les autres sont dans l'impossibilité absolue de se procurer des pièces prouvant leur identité... » (*Rapports en 1904*, p. 16.)

s'est établie pour la falsification des actes de naissance et des livrets de travail, on parvient à les embaucher dès huit ans, dès sept ans parfois (1).

D'ignobles « padroni » parcourent les plus misérables provinces de l'Italie et se font livrer, pour 100 et 150 francs, tout un pauvre bétail humain, qu'ils feront ensuite embaucher, moyennant 35 ou 45 francs par mois, par les maîtres verriers, avides de jeune chair humaine. Il y a là une véritable traite d'enfants organisée en plein vingtième siècle (2).

Accroissement de la durée du travail. — Au lieu d'augmenter numériquement leur personnel enfantin, certains industriels préfèrent recourir à ce que l'on pourrait appeler un accroissement interne : un accroissement de sa productivité (3).

Ils enfreignent illégalement la durée réglementaire du travail et, en 1907, on relevait, de ce fait, pour les industries employant des femmes et des enfants, 3,319 contraven-

(1) Tous les ans, les inspecteurs signalent les fraudes dont sont l'objet les livrets délivrés à l'étranger : fausses dates de naissance, substitution d'un parent ou même d'un enfant étranger à la famille et moins âgé que le titulaire réel du livret, etc... (*Rapports en 1907* (Lille), p. 108 et 109.)

Il y a quelques années, on a découvert un faussaire italien qui *confessionnait, de toutes pièces, des états civils* et faisait ainsi embaucher de jeunes Italiens dans les verreries de la Loire. (Cf. Paul GEMAHING : *L'emploi des enfants dans les verreries*, revue *l'Enfant*, 15 janvier 1906, p. 42.)

A Paris, en 1907, on a trouvé plus simple : on a dérobé des livrets de travail dans une mairie. (*Rapports en 1907*, p. 3.)

(2) Cf. *Rapports en 1900* (Marseille), p. 377 ; Maurice ALLARD, article dans la *Voix des Verriers*. Cf. revue *l'Enfant*, article cité.) Malgré la circulaire ministérielle du 20 avril 1899, la loi italienne du 31 janvier 1901, la convention franco-italienne du 15 avril 1904 (art. 2), et les efforts combinés de l'inspection du travail et des consulats italiens, le mal est encore loin d'avoir disparu.

(3) M. DU MAROUSSEM nous montre comment, dans certaines industries à type semi-familial, l'exploitation des apprentis est rendue encore plus aisée sur ce point, du fait même de la pratique du logement de l'apprenti par le patron qui y est encore restée traditionnelle. A propos des jeunes charcutiers, il écrit : « Le logement, parfois la soupe, où deux garçons sont entassés par lit, permet d'éveiller les ouvriers de meilleure heure : cinq heures en été ; six heures, six heures et demie l'hiver. Le soir, ils peuvent prolonger plus avant dans la nuit cette tâche qu'aucune réglementation ne peut limiter. » (OFFICE DU TRAVAIL : *La Petite Industrie*, t. I, *L'Alimentation à Paris*, p. 273.)

tions (1), auxquelles il faut ajouter un millier de contraventions à l'interdiction du travail de nuit.

Une source non moins considérable d'abus résulte des infractions *légales* au régime des dix heures, autorisées si abusivement par le décret du 15 juillet 1893, et qui offrent, gracieusement, chaque année, aux industriels français, plus de trois millions d'heures supplémentaires de travail enfantin (2).

Au reste, alors même qu'ils risqueraient une contravention, les industriels s'en tireraient à bon compte, la jurisprudence tarifant, presque sans exception, à 5 francs les abus même les plus graves, tels que celui, rapporté par l'inspecteur de Lille, d'un malheureux garçon de seize ans qu'un entrepreneur de ramonage avait contraint à un travail de trente-six heures (3).

Cinq francs, on l'avouera, en pareil cas, ce n'est pas du travail payé trop cher !...

Allongement de la durée de l'apprentissage. — Escroquerie à l'apprentissage. — Voici encore un autre procédé pour accroître la quantité du travail à bon marché.

Jules Simon le dénonçait déjà, dans son *Ouvrière*, lors-

(1) *Rapports en 1907*, p. XLVII.

(2) On avait prévu, dans l'article 7 de la loi du 2 novembre 1892, que diverses tolérances pourraient être accordées, dans le but d'assouplir le régime légal aux nécessités de certaines industries saisonnières ou employant des matières périssables, telles que les fabriques de conserves de poisson que l'on avait spécialement en vue. Mais, ces quelques exceptions très déterminées devaient être transformées par la suite, par la faiblesse ministérielle, en une longue liste de *cinquante* industries, dont le caractère saisonnier peut paraître douteux : ameublement, appareils orthopédiques, bijouterie, corsets, distillerie, dorure pour ameublement et encadrement, imprimerie, parfumerie, reliure, tapisserie, etc. Et cette faculté n'est pas restée inutilisée : nous trouvons, pour l'année 1907, que les tolérances relatives à la prolongation de la durée du travail des enfants âgés de moins de dix-huit ans se sont élevées à 1,522,502 journées ; parmi lesquelles nous en relevons 358 pour les appareils orthopédiques, 8,912 pour la bijouterie, 60,023 pour la bonneterie, 97,150 pour la fabrication des chaussures, 86,624 pour l'imprimerie, 218,980 pour le tissage des étoffes de nouveauté, etc. (*Rapports en 1907*, tableau n° 13, p. 473.)

Voilà autant d'industries dans lesquelles la spéculation sur la main-d'œuvre au rabais se trouve encouragée par la loi elle-même...

(3) *Rapports en 1904*, p. 89.

qu'il parlait des profits, tirés par le maître, du travail gratuit des jeunes ouvrières, pendant les dernières années de leur apprentissage (1).

Dans toutes les professions où l'apprentissage fait encore l'objet d'un contrat, et notamment dans les industries de l'alimentation (2), les abus de cette sorte sont fréquents. Parfois, d'ailleurs, les ouvriers eux-mêmes, dans certains métiers qualifiés, favorisent cette pratique, afin de retarder l'admission de nouveaux concurrents dans le « métier » (3).

Mais il y a une exploitation encore plus odieuse : certains établissements arrivent à ne composer leur personnel que d'apprentis ou d'apprenties, sans avoir la moindre intention de les conserver plus tard, et, au moment où ceux-ci seraient en droit d'exiger un salaire, ils les congédient. On a cité, devant le Parlement des Nouvelles-Galles du Sud, en 1908, de nombreux exemples de jeunes ouvriers — et surtout de jeunes filles et de femmes — ayant, grâce à ce procédé, travaillé deux ans dans des fabriques sans rémunération. On cita le cas d'une couturière qui, pendant dix ans, ne paya aucun salaire ; elle engageait des jeunes filles, sous prétexte de les instruire dans la profession, puis les remplaçait par des ouvrières novices, dès qu'elles réclamaient un salaire (4).

Et l'on pourrait citer, en France, de nombreux cas analogues d'escroquerie à l'apprentissage, dans les professions

(1) Jules SIMON : *l'Ouvrière*, p. 49.

(2) Cf. *supra*, p. 57.

(3) Cf. *infra* : Section II, § 3 c.

(4) *Parliamentary Debates*, 2^e session 1908, p. 3184 et suivantes et 4066 et suivantes. — *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1909, p. xvii.

Aux Etats-Unis, M. Th. COTELLE signale également le cas de fabricants de machines à coudre qui annoncent qu'ils prennent *girls to learn trade*, les jeunes filles viennent et travaillent aux machines à coudre. Elles sont censées en apprentissage, mais le jour où elles réclament un salaire, on les met à la porte. C'est un moyen de se procurer gratuitement des ouvrières en renouvelant continuellement les prétendues apprenties. Cet acte frauduleux de l'employeur est puni, aux Etats-Unis, de cinq jours de prison et des frais. Il est à remarquer que les femmes employées ne peuvent pas être emprisonnées... » (*The sweating system*, p. 138, note.)

féminines, notamment, et aussi dans le commerce et les industries de l'alimentation.

C. — *La véritable crise de l'apprentissage.*

A travers tous ces procédés, on a pu constater le souci prédominant de l'industrie moderne de recruter en abondance de la main-d'œuvre enfantine et de tirer d'elle toute son énergie vitale.

Les nécessités du recrutement du métier suffisent-elles à justifier la présence de cette surabondance d'enfants dans l'industrie ? On ne saurait le prétendre. Sans doute, l'avenir du métier exige que l'on forme des apprentis, mais cette nécessité ne saurait être sérieusement invoquée dans la plupart des cas qui viennent de nous retenir. Qu'avant de devenir « fileur », il faille avoir été « rattacheur » ; « rentreur », avant d'être « tisserand » ; « cueilleur » ou « porteur », avant d'être « souffleur » verrier ; personne ne le contestera ; mais, peut-on sincèrement soutenir qu'il soit nécessaire pour cela que, dès treize ans, des enfants s'anémient, dans l'atmosphère humide et chaude des filatures, ou soient livrés à la consommation, devant les fours desséchants des verreries (1). Au lieu d'assurer l'avenir du métier, ne le compromet-on pas bien plutôt, en même temps que celui de la race ?

Ce n'est pas dès treize ans que dans la grande industrie moderne on peut utilement profiter de l'apprentissage (2).

(1) Les patrons ne peuvent eux-mêmes le prétendre et en sont réduits à ne pouvoir qu'invoquer : tantôt l'insuffisance de la main-d'œuvre, tantôt le taux réduit des salaires, tantôt aussi, hélas ! l'insistance des parents. Cf. *Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908*, J. O., 3 octobre 1909, Annexe, p. 1231, col. 1.)

(2) « Ce n'est pas en *regardant faire*, observe fort justement M. Coupat, secrétaire de la Fédération des ouvriers mécaniciens, *c'est en travaillant soi-même* à la fabrication que l'on apprend son métier... Un jeune homme d'intelligence normale qui commencerait à travailler dans un haut-fourneau, par exemple, à dix-huit ans, ne tarderait pas à en savoir aussi long que le *gamin* confiné depuis plusieurs années dans des besognes secondaires. Il apporterait, en effet, à son nouveau travail un esprit déjà formé, une capacité

La simplification des procédés de fabrication, par suite de l'extension du machinisme et de la division du travail, réduit encore progressivement les exigences de l'enseignement professionnel. Rares sont aujourd'hui les métiers qui nécessitent encore les longs apprentissages ; quelques semaines, quelques mois souvent, familiarisent le manœuvre de la veille au métier, jadis détenu par l'artisan.

Et, d'ailleurs, l'enfant embauché si précocement à l'atelier, sous prétexte d'y faire son apprentissage, n'y apprend pas le métier ; on le confine dans les pires travaux de manœuvres : on l'occupe à des transports, à des rangements ou à des balayages, voire même à des travaux domestique pour le compte personnel du patron, à moins qu'on ne l'emploie à faire des courses, aussi périlleuses pour sa sécurité que funestes à sa moralité.

Voilà quelle est la vraie crise de l'apprentissage.

On le voit, elle touche aux intérêts les plus élevés de la moralité publique et de l'avenir de la race ; mais, loin de porter, au moins, remède au mal qui nous occupe, elle ne fait guère que l'aggraver.

III. — INFLUENCE DU TRAVAIL ENFANTIN SUR LES CONDITIONS DU TRAVAIL DES ADULTES.

Nous n'aurons pas besoin d'insister longuement sur la menace que constitue, pour les ouvriers adultes, l'emploi de cette abondante main-d'œuvre enfantine.

Il convient, tout d'abord, de distinguer entre les enfants qui font véritablement leur apprentissage, et ceux qui ne sont employés que comme manœuvres et prennent ainsi la place d'ouvriers adultes.

d'attention et un sentiment de sa responsabilité qui font défaut chez l'enfant. *On s'intéresse à ce que l'on fait infiniment plus qu'à ce qu'on voit faire aux autres.* » Opinion rapportée par M. Et. MARTIN-SAINT-LÉON : *Le travail de nuit des adolescents dans l'industrie française*, p. 27.

Les premiers constituent, comme nous aurons occasion de le remarquer en étudiant les tactiques syndicales, à la fois une concurrence lointaine : l'encombrement futur du métier ; et une concurrence actuelle : la présence dans la profession d'une surabondance de main-d'œuvre au rabais ; tandis que c'est à cette seconde concurrence seule que se rattachent les enfants manœuvres.

Nous n'avons pas à parler, pour le moment, de l'encombrement éventuel du métier — qu'il est fort difficile d'apprécier — mais, seulement, des divers éléments sur lesquels peut influer la concurrence *actuelle* des enfants.

L'action directe exercée par la présence de ces travailleurs au rabais sur le marché du travail est indéniable, soit qu'elle s'exerce au sein de chaque atelier, en permettant au patron de diminuer les salaires des ouvriers adultes sous la menace d'une extension du travail infantin, soit que le travail infantin, localisé dans quelques établissements, pèse lourdement sur la concurrence interpatronale en avilissant les prix des travaux et, par contre-coup, les salaires (1).

Quand on saura que dans une même localité, à côté des ouvriers adultes payés 0 fr. 45 ou 0 fr. 50 le mille de lettres « levées », on trouve des enfants, recevant, pour le même travail, un salaire de 0 fr. 25, on comprendra quel germe destructeur est introduit par là dans la concurrence.

Et, qu'on le remarque — c'est là un point auquel on n'attache pas assez d'importance — alors même que le travail

(1) Les ouvriers typographes ont souvent signalé à leurs patrons qu'ils étaient, eux-mêmes, aussi intéressés que leurs ouvriers à lutter contre les imprimeurs marrons et à empêcher que la concurrence dans l'imprimerie ne soit faussée par la multiplication d'établissements précaires, ne parvenant à se maintenir qu'en recourant à la main-d'œuvre féminine ou infantine.

Mais les ouvriers semblent être les seuls à avoir eu le souci d'assurer une organisation normale de la concurrence. M. Keuser rapporte cette réponse — révélatrice de l'état d'anarchie des milieux patronaux — qui lui fut faite lorsqu'il se plaignait et s'étonnait que les employeurs ne cherchassent pas à imposer à leurs collègues le respect du tarif élaboré par la commission mixte : « C'est à vous ouvriers, répondit ce patron, c'est à vous de faire appliquer cette convention, de l'invoquer et de la faire appliquer par la grève si c'est nécessaire ! » (Cf. CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, onzième session, 1902, *Compte rendu*, p. 42 et suivantes.)

enfantin n'entraînerait pas un *avilissement positif* des salaires, il n'en exercerait pas moins une action négative et paralysante qui briserait toute tentative de hausse des tarifs, par la crainte qui pèserait sur les ouvriers adultes de se voir remplacés, à la moindre réclamation, par des enfants payés à moitié prix.

En dehors du salaire, enfin, cette concurrence peut agir, et de la même manière, sur tous les autres éléments du travail : durée, intensité, discipline de l'atelier, et opposer à tout essai d'amélioration le même frein énergique.

Un très significatif exemple de cette dépréciation générale de situation — le salaire se maintenant à un niveau élevé — nous est offert par les fileurs de coton de Gand. Par suite de la surabondance des apprentis, on n'embauche jamais un adulte dans les principales usines, le recrutement des fileurs se fait exclusivement par en bas et très laborieusement : pour devenir fileur, aujourd'hui, il faut parfois attendre jusqu'à trente et trente-cinq ans. Il semble qu'une fois parvenus à cette fonction tant désirée, les fileurs vont jouir d'une situation privilégiée. Il n'en est rien : *la surabondance des apprentis rend à ce point la perspective du chômage affreuse dans cette profession qu'elle fait d'eux les esclaves du régime qu'ils subissent et leur interdit d'y rien changer.*

« Les ouvriers, nous dit M. Varlez, se cramponnent littéralement à leur place de fileurs, et cette nécessité de s'entendre bien avec les patrons a fait d'eux la classe d'ouvriers la plus douce, la plus obéissante de la ville de Gand.

« Les fileurs sont parmi les travailleurs les mieux payés de Gand, mais ils savent qu'une réclamation intempestive, une observation déplaisante suffit à faire d'eux les plus misérables parmi les misérables. » (1)

(1) *Les salaires dans l'industrie gantoise*, I, Industrie cotonnière, p. 99.

Et cette perspective n'est pas imaginaire : « En 1897 et 1898, vingt-quatre fileurs, membres du syndicat, ont perdu leur place et ont dû chercher du travail. Parmi eux, deux seulement sont parvenus à rentrer en qualité de

Voilà une force paralysatrice que ce saisissant exemple ne nous permettra plus d'oublier !

Enfin, l'une des conséquences les plus douloureuses de cette entrée en masse des enfants à l'usine, sa contre-partie inévitable et préméditée, c'est l'élimination systématique des ouvriers, non seulement âgés, mais même adultes.

Tandis que les enfants entrent de plus en plus nombreux et de plus en plus jeunes à l'atelier, l'ouvrier, l'ouvrier adulte, l'homme de quarante et quarante-cinq ans parfois, s'en voit inexorablement chassé ou du moins, s'il tombe en chômage, se trouve dans l'incapacité de retrouver une place dans son propre métier. On m'a cité plusieurs grands établissements à la porte desquels on peut lire, les jours d'embauche, cette cruelle petite note : « On n'embauche pas au-dessus de quarante-cinq ans. D'une enquête, entreprise il y a quelques années, auprès des Fédérations ouvrières, il ressortit qu'un ouvrier ne peut plus trouver à s'embaucher après quarante ou cinquante ans environ dans la chapellerie ; après cinquante-cinq à soixante ans dans la peinture, et après quarante-cinq ans dans la voiture (1). La place est prise par les jeunes !

C'est un des plus tragiques aspects de la lutte pour la vie que le spectacle des générations s'écrasant les unes contre les autres, comme les flots de la mer, et poussant impitoyablement les vieillards vers la tombe.

Notre brutale civilisation industrielle en a encore accéléré le rythme, rejetant précocement dans le chômage et la misère ceux qui se sont usés à son service, pour s'emparer avidement de muscles jeunes, d'énergies neuves, pour les consommer à leur tour...

fileurs à Gand ; quatre ont dû se placer comme rattacheurs ou aides-fileurs ; un est rentré comme fleur à Roubaix ; trois ont dû s'adonner au colportage ; quatre sont devenus journaliers aux docks ; quatre ont trouvé en France un autre travail ; trois sont entrés dans un atelier de construction mécanique ; trois sont actuellement encore sans travail et n'ont pas renoncé à l'espoir incertain de trouver de la besogne professionnelle. » (*Ibid.*, p. 98.)

(1) Enquête de M. Georges COULON sur l'*Assistance aux valides trop âgés pour trouver du travail* (3^e Congrès national d'assistance publique et de bienfaisance privée, Bordeaux 1903, tome I. Rapport, p. 371 et suivantes et Enquête.)

SECTION II

La Défense ouvrière

- I. La limitation du nombre des apprentis par les syndicats français. — II. La limitation du nombre des apprentis dans quelques pays étrangers : Angleterre, Allemagne, Australie, Etats-Unis. — III. Mesures complémentaires de la limitation : a) allongement de la durée de l'apprentissage ; b) minimum de salaire. — IV. Mesures tendant à fermer l'entrée du métier : a) refus d'enseigner le métier ; b) établissement d'un droit d'entrée ; c) hérédité professionnelle.

Il est peu de concurrence qui soit aussi universellement et aussi vivement ressentie dans le monde du travail que la concurrence enfantine. L'envahissement du métier par les enfants, l'élimination des ouvriers adultes et « qualifiés » par la main-d'œuvre inhabile et à bon marché des enfants : c'est là une plainte incessante que l'on recueille, soit que l'on interroge quelque ouvrier mûri dans le métier, soit que l'on feuillette les journaux syndicaux ou les comptes rendus de Congrès corporatifs.

En dénonçant et en combattant la spéculation des patrons sur la main-d'œuvre enfantine, les ouvriers poursuivent une double fin :

1° Un but lointain et général : écarter du métier des concurrents futurs, maintenir un équilibre stable entre l'offre et la demande de travail dans toute la profession ;

2° Un but prochain et limité : se protéger, dans chaque

atelier, contre l'élimination des adultes ou l'avilissement des salaires résultant d'une surabondance de main-d'œuvre à bon marché.

Si la première préoccupation apparaît nettement dans certaines réglementations syndicales, telles que celles qui aboutissent à l'hérédité professionnelle ou au refus de faire des apprentis, elle est, le plus souvent, étroitement mêlée à la seconde et malaisée à discerner.

Nous allons donc examiner successivement les diverses réglementations tentées par l'action syndicale ouvrière (1) pour lutter contre la concurrence enfantine, tant en France qu'à l'étranger, et c'est surtout en essayant, dans une dernière section, d'apprécier leur efficacité et leur légitimité que nous ferons intervenir la distinction que nous venons d'indiquer entre celles qui visent à assurer l'équilibre du métier et celles qui ne sont que des mesures de défense immédiate.

I. — LA LIMITATION DU NOMBRE DES APPRENTIS PAR LES SYNDICATS FRANÇAIS.

C'est à limiter le nombre des apprentis employés dans chaque établissement ou, plus exactement, à fixer la proportion qui doit exister entre le nombre des apprentis et celui des ouvriers, que s'est particulièrement appliquée, tant par la grève que par le contrat collectif, l'action des ouvriers organisés français.

(1) Nous écartons volontairement de ces recherches l'examen de l'influence indirecte que les lois protectrices du travail pourraient exercer sur la concurrence enfantine, en faisant, par exemple, peser sur l'industriel employant des enfants, une charge supplémentaire (réduction de la durée du travail, élévation de l'âge d'admission, prescriptions relatives à l'apprentissage, etc.).

Dans ce chapitre, comme dans ceux qui vont suivre, nous voulons nous borner à l'étude des réglementations sorties de la pratique ouvrière ; elles trahissent plus vivement, selon nous, l'existence des concurrences que nous voulons découvrir et nous offrent la saveur de réactions toute spontanées où s'exprime en même temps que sa doctrine économique, l'idéal moral qui l'anime.

On compte chaque année un nombre assez constant de grèves ayant pour but d'obtenir cette limitation :

Années	Nombre de grèves	Nombre d'ouvriers	Réus- sités	Transac- tions	Echecs
1903.....	2	105	2	»	»
1904.....	4	253	2	2	»
1905.....	7	10,961	2	»	5
1906.....	7	3,001	»	»	7
1907.....	7	473	»	2	5

Parmi ces grèves, le plus grand nombre a éclaté dans la typographie ; aussi bien, dans cette réglementation, comme dans la plupart de celles que nous examinerons par la suite, est-ce la corporation qui est le plus attachée à cette méthode et qui, malgré les nombreux échecs qu'enregistre ce tableau, en a poursuivi le plus loin l'application. Nous allons donc nous y arrêter avec quelque détail.

Il semble que les protestations des ouvriers typographes contre la surabondance des apprentis soient aussi vieilles que l'imprimerie elle-même.

Dès 1539 ne voyons-nous pas éclater, parmi les typographes lyonnais, une grève qui devait durer plus de trente ans et qui ne cessa que lorsque le roi, en 1572, leur eut accordé, dans une Déclaration : que les maîtres ne pourraient avoir « plus de deux apprentis à chacune presse travaillante, c'est à savoir l'un à la presse et l'autre à la casse », nombre ne pouvant être dépassé que *si les ouvriers y consentent*, et à condition que ces apprentis surnuméraires ne soient employés qu'à des travaux de peu d'importance (1).

1. Déclaration donnée à Paris le 10 septembre 1572, et enregistrée le 17 avril 1572. Consulter sur les péripéties de cette grève H. HAUSER : *Ouvriers du temps passé*, p. 177-234.

Dans un factum qu'ils adressaient au roi, les compagnons exposaient ainsi leurs doléances sur la liberté illimitée d'embaucher des apprentis dont jouissaient les maîtres : « Il adviendrait par telle licence que les maîtres ne se serviraient que d'apprentis, auxquels tant s'en faut qu'ils donnent de gages, qu'ils ne leur baillent que la seule nourriture et encore parfois sous

Avec l'ère nouvelle de l'industrie contemporaine, cette protection tutélaire devait être, avec toutes les autres, emportée par le torrent de la concurrence déchainée. Mais si les théoriciens de la liberté du travail y saluaient un retour à l'économie naturelle et aux grandes harmonies providentielles, la vie n'en continuait pas moins à poser avec instance les mêmes problèmes, et sous une forme rendue de plus en plus aiguë par l'élan prodigieux qui emportait l'industrie.

Aussi la surabondance des apprentis ne tarde-t-elle pas à se faire sentir à nouveau dans l'imprimerie ; et, avec le même sûr instinct, voyons-nous les ouvriers typographes du dix-neuvième siècle reproduire, eux aussi, inlassablement, et dans les mêmes formes, le geste de défense tenté par leurs ancêtres, trois siècles auparavant.

A la commission chargée d'élaborer le tarif typographique de 1843, les délégués ouvriers réclament « qu'il soit pris des mesures pour limiter le nombre des apprentis, selon l'importance et les besoins de chaque atelier et régler la durée de l'apprentissage (1). »

Leur demande est repoussée ; mais ils persistent dans leur dessein et, le 20 mai 1862, nous les voyons adresser à l'empereur une pétition couverte par 2,400 signatures, où il est exprimé le désir « que le nombre des apprentis nécessaire sera successivement déterminé par une commission arbitrale mixte... » (2)

Plus heureux que leurs confrères parisiens, les typographes lyonnais étaient parvenus, dès le 8 avril 1848, à faire accepter à leurs patrons un tarif mixte, qui fut respecté pendant trois ou quatre ans, et d'après lequel le nombre des apprentis était fixé à 1 par 8 ouvriers et la durée de l'appren-

tain en tirent profit, à la ruine d'infinis pauvres compagnons, de leurs femmes et enfants ayant usé leur âge et industrie audit état, qui seraient contraints s'en aller à l'aventure et ranger au désespoir. »

Les ouvriers typographes modernes ne disent pas autre chose.

(1) *Office du Travail : Les Associations professionnelles ouvrières*, t. I, p. 710.

(2) *Ibid.*, p. 727.

tissage à trois ans (1). Ce tarif fut renouvelé à plusieurs reprises dans les mêmes termes (2). La revendication était, d'ailleurs, générale dans toute la profession (3).

Aussi, à peine constituée, la *Fédération typographique française et des industries similaires*, qui, en 1885, devait devenir la *Fédération des travailleurs du Livre*, eut-elle à s'occuper de cette question et, dans les statuts qu'elle établit dans son premier Congrès, tenu en 1881, inséra-t-elle parmi les buts poursuivis par la Fédération :

« ...De relever le niveau de l'art par une limitation raisonnable du nombre des apprentis, c'est-à-dire un apprenti au maximum pour dix ouvriers ; d'exiger qu'ils aient au moins douze ans et qu'ils aient obtenu leur certificat d'études ; de veiller à ce que leur éducation typographique soit sérieusement dirigée, pour les mettre à même de vivre de leur salaire après leur apprentissage. » (4)

L'orientation prise, dès l'origine, par la Fédération ne devait jamais se démentir. Si elle retoucha sur ce point ses statuts primitifs, ce fut pour en accroître la rigueur — en 1885, à ces prescriptions on ajouta la fixation d'une durée minima d'apprentissage de trois ans (5) — ou pour en assouplir l'application pratique selon l'état des forces de la Fédération. C'est ainsi que, très loyalement, au cinquième Congrès national (1889), le secrétaire général, M. Keufer, avertit ses confrères de l'impossibilité momentanée où ils se trouvaient de faire aboutir la limitation, se heurtant, d'une part, à l'hostilité des patrons contre toute commission arbitrale, et,

(1) *Ibid.*, p. 774.

(2) Tarif du 17 décembre 1868 (*Ibid.*, p. 779) ; Tarif du 13 mai 1880 (*Ibid.*, p. 783.)

(3) A Marseille, en 1848, à la suite d'une grève, les typographes imposèrent à leurs patrons la limitation du nombre des apprentis (*Ibid.*, p. 799).

(4) Premier Congrès typographique, Paris, 1881. (*Ibid.*, p. 827.)

(5) Troisième Congrès typographique, Paris, 1885. (*Ibid.*, p. 842.)

d'autre part, à la faiblesse de la Fédération ne lui permettant pas de recourir à la grève. Le Congrès se borna donc, à ce moment, à préconiser une propagande auprès des familles, destinée à leur faire connaître l'état réel de la typographie et à les décourager d'y engager leurs enfants (1).

Au septième Congrès, tenu à Marseille (1895), un fait nouveau devait se manifester.

Le délégué de Bordeaux annonça les résultats obtenus dans cette ville par une entente entre patrons et ouvriers, limitant le nombre des apprentis à un par six ouvriers, établissant un contrat d'apprentissage, fixant à quatre ans la durée de l'apprentissage et à quatorze ans l'âge d'entrée, etc.

C'était la preuve qu'une réglementation conventionnelle était possible ; diverses autres sections, d'ailleurs, avaient déjà conclu des accords analogues. Il ne s'agissait plus que de coordonner tous ces essais fragmentaires et de donner à toute la Fédération une attitude uniforme sur cette question ; le Congrès établit donc une proportion normale entre le nombre des ouvriers et celui des apprentis ; de plus, les ouvriers étaient autorisés à quitter le travail dans les maisons occupant un nombre d'apprentis supérieur au chiffre indiqué. — Par apprenti, on désignait tout typographe ne touchant pas le tarif syndical (2).

Ces prescriptions ne devaient pas rester un simple vœu unilatéral, mais la base même sur laquelle s'établirent par la suite de véritables conventions entre patrons et ouvriers, par lesquelles la typographie a frayé la voie aux conventions collectives qui se développèrent ensuite dans la plupart des corporations.

Les maîtres-imprimeurs, à leur Congrès de Bordeaux, en 1899, et les ouvriers typographes, à leur Congrès de Paris, en 1900, ratifièrent le *règlement d'apprentissage élaboré par la commission mixte permanente entre l'Union nationale des*

(1) Cinquième Congrès typographique, Paris, 1889. (*Ibid.*, p. 855-856.)

(2) Septième Congrès national typographique, Marseille, 1895. *Compte rendu*, p. 27 et p. 57. (Cf. *Assoc. profess.*, p. 869-870.)

maîtres-imprimeurs de France et la Fédération des travailleurs du Livre, et dont l'article 3 était ainsi conçu :

« Le nombre des apprentis (ceux à l'essai exceptés) dans chaque atelier ne devra pas être supérieur à la proportion d'un apprenti sur cinq compositeurs » (1).

Tel est le statut qui régit actuellement l'industrie de l'imprimerie, du moins dans la pensée des ouvriers organisés : car si, en effet, ce règlement reste une caractéristique de l'organisation des ouvriers typographes, si la Fédération du Livre (2), si même quelques patrons lui sont restés fidèles, il ne faut pas oublier que, comme la plupart des conventions collectives actuelles, son action ne repose que sur la bonne volonté des deux parties ou, plus exactement, sur la vigilance de celle qui est le plus intéressée à son observation. Le règlement apparaît notamment comme incapable de se défendre contre les agissements des imprimeurs marrons, fléau aussi redoutable aux ouvriers qu'aux patrons scrupuleux, mais contre lequel les ouvriers sont seuls à lutter (3) et avec une seule arme, et combien incertaine : la grève.



Si nous nous sommes étendus assez longuement sur les origines de la limitation établie par les ouvriers typographes, c'est qu'elle se présente comme le type le plus achevé et le plus célèbre que nous offre la vie syndicale française, mais elle est loin d'être la seule, sinon dans l'étendue de ses réalisations, du moins dans son esprit.

Dans certains milieux syndicalistes, on a souvent fait grief aux ouvriers typographes de cette politique défensive ; on y

(1) Huitième Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Paris, 1900, *Compte rendu*, p. 148.

(2) Le neuvième Congrès de la Fédération des travailleurs du Livre tenu à Lyon en 1905 a confirmé le règlement établi, en 1900, par le Congrès de Paris. (*Compte rendu*, p. 301 et 304.)

(3) Cf. La déclaration patronale que nous rapportons plus haut (p. 69, note 1.)

a vu la marque d'un corporatisme aveugle et égoïste, et les adversaires de la méthode réformiste ont eu beau jeu à s'indigner de la politique à courte vue de ces pauvres typographes, attardés dans l'ornière corporative.

C'est là une mauvaise arme de polémique ; et une rapide revue des tactiques adoptées dans les divers Syndicats nous aura vite convaincus que, s'il est vrai que la Fédération des travailleurs du Livre a poussé plus loin que les autres corporations la réglementation de l'apprentissage, la plupart de celles-ci seraient toutes prêtes à pratiquer la même politique, si elles souffraient du même mal et si elles se sentaient, surtout, assez fortes pour espérer l'enrayer.

Toute statistique d'ensemble sur ce point est illusoire et les seules enquêtes qui aient été faites ne peuvent être utilisées qu'à condition d'être commentées. C'est ainsi qu'un questionnaire de la commission permanente du Conseil supérieur du travail, en 1902, n'obtint, de la part des Syndicats ouvriers consultés, qu'une moitié seulement des avis en faveur de la limitation ; cette proportion variait, d'ailleurs, suivant les professions : chez les typographes, sur 62 réponses, 40 se prononçaient pour la limitation ; chez les métallurgistes, sur 8 réponses, 4 affirmatives ; chez les serruriers, 11 affirmatives sur 59 ; chez les mécaniciens, 10 affirmatives sur 35 ; enfin, chez les verriers, ouvriers et patrons se prononçaient contre la limitation (1).

Pour pouvoir tirer quelque conclusion de cette consultation, il faudrait examiner chacune de ces réponses en particulier : tantôt les oppositions à la réglementation, ou l'absence de réponse sur ce point, tiennent à ce que la concurrence des apprentis n'est pas sensible dans la profession ou

(1) CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, onzième session (1902). Enquête et documents (Rapport de M. Briat), p. 288.

Sur le soin avec lequel ont été rédigées la plupart de ces réponses, voici ce que nous dit M. Briat : « *Presque aucun avis* quant aux moyens à employer pour assurer la limitation. *Quelques avis* relatifs aux inconvénients auxquels la limitation permettrait de remédier : 1 dixième des réponses ont signalé, soit que la limitation atténuerait le chômage, soit qu'elle empêcherait l'abaissement des salaires, soit, dans quelques cas, qu'elle ferait obstacle au surmenage des apprentis. » (p. 496.)

que le Syndicat n'est pas assez fort pour envisager la possibilité d'une réglementation, ou qu'il se défie d'une intervention de la loi, parfois même, comme ce pourrait bien être le cas pour les verriers, à ce que les ouvriers adultes profitent eux-mêmes du grand nombre des apprentis ou enfin, tout simplement, à ce que certains Syndicats manifestent quelque défiance pour les initiatives émanant du Conseil supérieur du travail...

Bien plutôt que ces vastes et impersonnelles enquêtes, ou même que les quelques décisions de Congrès ou articles de statuts que nous allons citer, ce qu'il faudrait faire sentir, pour traduire fidèlement l'opinion ouvrière sur la question des enfants, c'est l'irritation sourde, la révolte instinctive que soulève, dans tous les milieux ouvriers, l'envahissement des apprentis. Ce sont ces sentiments collectifs, profonds et inexprimés, bien plutôt que quelques pauvres textes sans vie qu'il faudrait pouvoir faire passer dans ces pages.

Sans prétendre être complet, on peut relever des traces d'esprit réglementaire dans les métiers les plus divers : chapeliers (1), ouvriers du cuivre (2), ouvriers ferblantiers-boîtiers (3), cuisiniers, bouchers, ouvriers pâtissiers, ouvriers emballeurs (4), ouvriers horlogers, graveurs sur métaux, dia-

(1) Art. 86, statuts des approprieurs-chapeliers (1842) : « Dans aucun cas, il ne pourra y avoir deux apprentis dans la même boutique. » (*Assoc. prof.*, t. II, p. 482) ; art. 128, statuts de la Chambre syndicale des ouvriers chapeliers de Paris (1880) : « Un apprenti par fabrique et par catégorie tous les trois ans. » (*Ibid.*, p. 514.)

(2) Art. 4, statuts de la Fédération du cuivre (1894). (*Assoc. prof.*, t. III, p. 165.)

(3) Art. 1^{er}, § 6, statuts de la Fédération des ouvriers ferblantiers-boîtiers de France (1896) : Un apprenti par quinze ouvriers. (*Ibid.*, p. 20.)

(4) Vœu au X^e Congrès national corporatif, Rennes, 1898, *Compte rendu*, p. 361.

mantaires (1), maçons (2), bijoutiers (3), ouvriers de l'ameublement (4), se sont, à diverses reprises, prononcés en faveur de la limitation du nombre des apprentis.

Dans certains cas, la limitation du nombre des apprentis a même été poussée fort loin : jusqu'à conférer au Syndicat un rigoureux droit de contrôle sur l'admission dans le métier ; c'est ainsi que l'on trouve chez les ouvriers tonneliers marseillais cette règle, établie en 1880 :

« Le Syndicat veillera aux abus des apprentis, dans l'intérêt de la corporation : tout ouvrier à qui on fait offre d'un apprenti sera tenu d'en faire la demande au Syndicat et d'attendre qu'il l'autorise à le prendre. En outre, il s'engagera à ne le laisser travailler comme ouvrier que le jour où le Syndicat l'aura légalement autorisé » (5).

Chez les lithographes, on retrouve une réglementation minutieuse, un peu à la manière des typographes ; corporation peu nombreuse et « qualifiée », elle cherche, elle aussi, à diriger l'entrée dans le métier (6).

(1) Syndicats ouvriers du Doubs et du Jura réduisant le nombre des apprentis dans les fabriques de boîtes de montres, les ateliers de gravure et de guillochage de Besançon, les diamantaires de Saint-Claude. (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1907*. — Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Dijon, p. 52.)

(2) Compromis du 24 mars 1907 entre les ouvriers maçons et manœuvres et les entrepreneurs de maçonnerie de la ville de Nantes. (*Ibid.*, Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Nantes, p. 172.)

(3) Premier Congrès national de la Bijouterie-Orfèvrerie, mai 1909.

(4) Congrès de la Fédération nationale de l'Ameublement, septembre 1909.

(5) Art. 18, statuts de la Chambre syndicale des ouvriers tonneliers de Marseille (1880). (*Assoc. prof.*, t. II, p. 779.)

Le deuxième Congrès de la Fédération des travailleurs du Tonneau, Toulouse (1894) décide qu'aucun patron n'aura droit qu'à un apprenti, pour son service, quel que soit le nombre des ouvriers. (*Ibid.*, p. 799.)

(6) Art. 1^{er}, § 5, statuts de la Fédération lithographique française (1889) : « Limiter leur nombre de manière que, leur instruction lithographique terminée, ils soient à même de vivre de leur salaire. » (*Assoc. prof.*, t. I, p. 687.)

Deuxième Congrès national lithographique, Lyon 1894, protestation contre les écoles professionnelles ; formation d'apprentis dans la proportion de 10 0/0. (*Ibid.*, p. 694.)

Certains Syndicats joignent à ces réglementations toute une organisation de propagande préventive, destinée à décourager les parents de faire entrer leurs enfants dans le métier (1).

Mais il est un groupe de réglementations qui mérite de retenir notre attention, c'est celui des industries des Cuirs et Peaux.

C'est d'abord la petite corporation des ouvriers gantiers, dont les tendances organisatrices sont très remarquables et qui, dans presque tous les centres, pratique une politique de restriction.

Sans parler de la règle des gantiers de Paris, sur laquelle nous reviendrons plus loin (2), les gantiers de Millau, de Saint-Junien, de Chaumont édictent une limitation du nombre des apprentis.

Seuls, les gantiers de Grenoble font exception, et ceci mérite de fixer notre attention. C'est là, sans doute, le fruit de l'individualisme si marqué des ouvriers gantiers de cette région (3). Mais cela ne trahit-il pas aussi tout simplement l'impuissance presque absolue où ils se trouveraient de faire appliquer leur règlement à cause de la concurrence des apprentis des campagnes, qui est très active en cette région (4).

1) La Fédération des travailleurs du Livre, la Fédération de l'Aménagement ont eu recours à cette tactique.

2) C. c. *infra*, § IV c.

3) « La plupart des coupeurs auxquels nous avons demandé leur avis, nous dit M. Côte, nous ont exposé que cette limitation était une atteinte portée à la liberté, que le nombre des apprentis se régulariserait automatiquement, etc. » Léon Côte : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, thèse, Dijon, 1902, p. 111.

(4) N'est-ce pas ce qui semble* résulter de cette déclaration du délégué de Grenoble au Congrès national des ouvriers gantiers, Paris, 1901 :

« ...À Grenoble, la réglementation de l'apprentissage est des plus difficiles, à cause des campagnes sur lesquelles le Syndicat n'a encore aucune action. D'ailleurs, cette question est mal comprise par les ouvriers non syndiqués qui y voient une atteinte à la liberté. Cette question sera difficilement résolue à Grenoble, tant que l'organisation syndicale n'y sera pas plus forte. » (*Ibid.*)

Dans les autres centres, soit que l'action syndicale soit plus forte, soit que les réglementations soient peu appliquées, nous voyons les gantiers édicter les règlements les plus rigoureux : à Millau, « il est absolument interdit d'avoir plus d'un apprenti » et « tout ouvrier qui occupe un apprenti ne pourra en prendre un nouveau qu'après un délai de cinq ans à partir du jour de la sortie d'apprentissage de celui qu'il occupe ou de son renvoi justifié » (1).

C'est là un essai fort complet pour régulariser le recrutement du métier et maintenir un exact équilibre entre la main d'œuvre ouvrière et les besoins de la production. C'est, d'ailleurs, la pensée générale que manifestent les Congrès de cette petite corporation, trop restreinte et trop « qualifiée », jusqu'ici, pour ne pas être tentée par cette séduisante, mais, hélas ! chimérique espérance (2).

A côté des gantiers, les coupeurs de chaussures se sont également préoccupés de la limitation du nombre des apprentis (3) ; mais c'est surtout chez les mégissiers que le problème

(1) Règlement de l'apprentissage de l'Union syndicale des ouvriers gantiers de Millau, entré en vigueur le 15 octobre 1901. (*Ibid.* Annexes, p. 254.) Nous aurons à signaler plus loin les privilèges accordés aux fils de gantiers par ce règlement. (Cf. § IV c.)

A Saint-Junien, la règle est moins rigoureuse : le nombre des apprentis doit seulement ne pas dépasser celui des ouvriers. (Cf. *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904*, p. 35.)

(2) Le troisième Congrès international des gantiers, Paris (1895) décidait d'établir une limitation raisonnable du nombre des apprentis en établissant un maximum d'après les besoins de l'industrie. (*Assoc. prof.*, t. II, p. 119.) Et le Congrès national de 1900 émettait le vœu suivant :

« Le Congrès, considérant que la réglementation de l'apprentissage s'impose dans toutes nos sections pour que notre corporation ne soit pas envahie par un trop grand nombre d'ouvriers, ce qui deviendrait une cause plus grande de chômage et, par suite, un danger pour le salaire, invite toutes les sections à limiter strictement l'apprentissage aux besoins de la production normale de chaque centre par une sévère réglementation. » (Cité par CÔTE : *Ouv. cit.*, p. 118.)

Le quatrième Congrès national tenu à Chaumont en 1908 s'est prononcé également en faveur d'une limitation rigoureuse. (*Journal Le Gantier*, 1^{er} juin 1908.)

(3) A Limoges, en 1904, à la suite d'une grève de coupeurs de chaussures, un accord a fixé à 30 0/0 la proportion des apprentis. (*Statistique des grèves en 1905*, p. 749.)

a revêtu le caractère le plus aigu et a donné lieu aux réglementations les plus intéressantes.

Et c'est sans doute parce que, ainsi que l'expliquait le délégué d'Annonay au deuxième Congrès des mégissiers (1894), « l'apprenti mégissier, au lieu de rester deux, trois ou quatre ans dans un atelier sans être rémunéré, comme dans presque tous les métiers, gagne de suite, et s'il est un peu fort, il gagne presque sa vie. De là, affirmait-il, le nombre fabuleux d'apprentis qui se fait chaque année. A Annonay, pendant une période de trois années, de 1891 à 1894, malgré les mesures prises pour réglementer l'apprentissage, il en est entré 267, ce qui fait une moyenne de 90 par année, alors qu'une vingtaine auraient suffi pour combler les vides qui se produisent » (1).

Aussi, contre ce flot envahisseur, voyons-nous les Syndicats de mégissiers recourir aux procédés les plus variés de défense : à côté de l'hérédité professionnelle proprement dite, dont les quelques rares cas que nous offre la vie syndicale moderne se trouvent presque tous réfugiés dans les catégories professionnelles des cuirs et peaux, nous trouvons une pratique renouvelée des corporations anciennes : l'établissement de droits d'entrée ou de bienvenue. Ce sont là deux tactiques sur lesquelles nous aurons à revenir plus loin (2).

Sans choisir entre ces diverses méthodes sur lesquelles se divisent âprement les divers Syndicats, les Congrès de la Fédération nationale des Syndicats des ouvriers mégissiers de France n'ont cessé d'affirmer la nécessité d'une rigoureuse limitation du nombre des apprentis (3).

La crise aiguë qu'éprouvent si cruellement, depuis plusieurs années, la tannerie et la mégisserie et qui se traduit

(1) Deuxième Congrès de la Fédération des mégissiers, Paris, 1894. (Cf. *Assoc. prof.*, t. II, p. 156-157.)

2) V. § IV, b, c.

(3) Premier Congrès, Grenoble, 1893. (Cf. *Assoc. prof.*, t. II, p. 155) ; Deuxième Congrès, Paris, 1894, laisse à chaque syndicat le soin de prendre les mesures qui lui paraîtraient les plus favorables, « mais en prenant pour base de ne pas faire plus de 5 apprentis par 100 ouvriers ». (*Ibid.*, p. 157).

par des chômages dont les moyennes, depuis 1904, ont été de 34,7 0/0, 17,7, 18,2 et 30,6 en 1907 (1) (tandis que pour l'ensemble de l'industrie elles oscillaient entre 11,3 et 7,6 0/0), a fait renaître les plaintes des ouvriers mégissiers contre l'envahissement de la corporation par les apprentis, surtout par les apprentis venant de la campagne, tandis que, même en pleine saison, de nombreux ouvriers sont inoccupés et que ceux qui travaillent subissent, sous la pression de ce trop-plein d'ouvriers, une sensible diminution de salaires (2).

La crise éprouvée par la plupart des spécialités des cuirs et peaux les a donc fortifiées dans leurs réglementations, et ceci n'est pas sans intérêt.

On aime, en effet, souvent à représenter les Syndicats, qui ont recours à la limitation du nombre des apprentis, comme attardés dans l'ornière corporative, comme imprégnés d'esprit bourgeois ; or, il se trouve que la Fédération des cuirs et peaux passe pour l'une des plus pénétrées de l'esprit du syndicalisme révolutionnaire. Et ce ne sont pas seulement les petites corporations artisanes des gantiers ou des palissonneurs qui proclament l'utilité de telles réglementations, mais, écrivant récemment sur ce sujet, le secrétaire général de la Fédération, Dret, l'un des militants les plus notoires du syndicalisme révolutionnaire, tout en constatant l'insuffisance de ces limitations dans le régime de l'industrie capitaliste et le danger qui résulterait de leur généralisation simultanée dans toutes les professions, ne niait cependant en aucune manière leur légitimité ou leur utilité, en période de crise (3). Cela est à retenir.

Au reste, à plusieurs reprises, toutes les fractions de l'opinion syndicale eurent à se prononcer sur l'utilité d'une limitation du nombre des apprentis, et l'accord apparut una-

(1) *Enquête sur le chômage dans la tannerie et la mégisserie. (Bulletin de l'Office du Travail, janvier 1908, p. 34.)*

(2) *Ibid.*, juin 1908, p. 560 (Annonay) ; p. 565 (Grenoble).

(3) *Enquête ouvrière sur l'apprentissage (Mouvement socialiste, année 1908, p. 251).*

nime. Sans doute, au temps des premiers Congrès, les organisations ouvrières se tournaient volontiers vers le législateur pour lui demander d'intervenir (VIII^e Congrès corporatif, Tours, 1896 ; X^e Congrès, Rennes, 1898) (1) ; néanmoins, en 1900, le XI^e Congrès corporatif (5^e de la C. G. T.), s'il laissait aux Syndicats le soin de fixer la proportion utile, admettait, lui aussi, le principe de la limitation du nombre des apprentis (2).

Préjugé corporatiste ou saine tactique syndicale, l'opposition à l'abus du travail des enfants, par la limitation du nombre des apprentis, a reçu encore, il est intéressant de le noter, la consécration d'une assemblée aussi libre et avertie que le Conseil supérieur du Travail.

Sans doute, celui-ci, pour éviter le reproche de certains patrons de poursuivre la protection de l'ouvrier et non celle de l'apprenti (3), a-t-il enveloppé ses vœux en faveur de la limitation de considérants semblant s'inspirer avant tout des exigences de l'instruction professionnelle, de la protection nécessaire à l'apprenti, du tort causé par ceux qui exploitent les enfants aux patrons qui ont à cœur de donner un véritable enseignement professionnel, etc..., il n'en reste pas moins que ses discussions ont abouti à l'adoption d'un système qui

(1) Huitième Congrès national corporatif, Tours, 1896, *Compte rendu*, p. 134-137 : « Le rapporteur demande un maximum légal de un apprenti pour six ouvriers ou ouvrières ; » Dixième Congrès national corporatif, Rennes, 1898, *Compte rendu*, p. 361-363 : « Demande une loi fixant le nombre des apprentis, après enquête auprès des Chambres syndicales de chaque corporation. »

2) Onzième Congrès national corporatif, Paris, 1900, *Compte rendu*, p. 180 : « Si nous sommes tous d'accord pour reconnaître qu'il est bon de réduire au strict nécessaire le nombre d'apprentis à attribuer à chaque profession, nous devons reconnaître également qu'il est nécessaire que tous les enfants des travailleurs embrassent une profession afin de pourvoir à leur existence, etc., etc... »

(3) HEURTEAU, directeur de la Compagnie des chemins de fer d'Orléans : « Ce que vous voulez, ce n'est pas tant protéger l'apprenti lui-même que protéger l'ouvrier contre la concurrence de l'apprenti. C'est une atteinte à la liberté à laquelle je ne m'associerai pas. » (CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL : onzième session, 1902, *Compte rendu*, p. 91).

n'aurait pas de moins heureux résultats pour la protection des ouvriers que pour la protection des enfants :

« D. — Le Conseil supérieur du Travail émet le vœu que le Conseil des Prud'hommes ou, à son défaut, le Tribunal compétent, en cas d'abus graves, puisse, sur la proposition de l'inspecteur du travail ou de la commission locale professionnelle, quand elle existe, ou d'office quand elle n'existe pas, réduire et limiter par jugement le nombre d'apprentis d'un établissement...

« E. — Le Conseil... émet le vœu que, en ce qui concerne l'apprentissage et la limitation du nombre des apprentis, la loi permette sans ambiguïté aux commissions mixtes syndicales ayant conclu des conventions sur ces matières d'ester en justice pour faire la preuve du préjudice causé à tout ou partie des contractants par la concurrence déloyale provenant d'abus commis en ces matières. » (1).

Avant de passer à l'étude des autres procédés employés par la classe ouvrière pour conjurer la surabondance des enfants, un rapide coup d'œil sur les tactiques syndicales à l'étranger renseignera sur la généralité de cette première pratique.

1° Des Commissions départementales, instituées pour surveiller l'application de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, se sont parfois prononcées, elles aussi, en faveur d'une limitation du nombre des apprentis : Commission départementale de Bourges en 1904, 1 apprenti par 5 ouvriers *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904*, p. 44).

Dans une proposition de loi déposée le 18 octobre 1904 (Doc. parl. n° 1973, *Journal Officiel*, 1904, Annexes, sess. extraord., p. 49), M. Henri Michel a repris ce projet du Conseil supérieur du Travail et dans un article 9 il prévoit que le nombre des apprentis d'un établissement pourra être réduit : « 1° Si l'instruction professionnelle des apprentis est compromise par suite de leur trop grand nombre ou en raison de la mauvaise tenue de l'établissement. » (A la législature suivante, le 8 mai 1907, il a repris cette proposition (Doc. parl. n° 936 : *Journal Officiel*, 1907, Annexes, p. 287).

Le 17 mars 1905, il avait en outre déposé une proposition tendant à modifier l'article 6 de la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels et reproduisant les termes du vœu E du Conseil supérieur du Travail, tendant à conférer aux Commissions mixtes le droit d'ester en justice (Doc. parl. n° 2326, *Journal Officiel*, Annexes, p. 318).

II. — LA LIMITATION DU NOMBRE DES APPRENTIS DANS QUELQUES PAYS ÉTRANGERS.

Angleterre. — C'est un phénomène qui a toujours frappé les observateurs que la généralité de la restriction du nombre des apprentis en Angleterre (1).

Il semble qu'il y ait là comme une survivance tenace de ces règlements des vieilles guildes que nous signalait déjà Adam Smith (2).

Et il est vrai que l'on ne constate pas, en Grande-Bretagne, la même solution de continuité qu'en notre pays, entre les réglementations d'ancien régime et les réglementations modernes.

Les célèbres « statuts des apprentis » codifiant les ordonnances de la guilde médiévale se poursuivent au seizième et au dix-septième siècle, jusque sous Jacques I^{er} et Charles I^{er} (3). Mais lorsque, au dix-huitième siècle, le triomphe des idées individualistes et l'irruption de la machine eurent brisé ces barrières protectrices, nous voyons aussitôt les artisans se retourner vers le législateur, pétitionner, constituer des clubs pour réclamer le renforcement des vieilles règles ; bonnetiers, chapeliers, lissierands, imprimeurs sur calicot, cordonniers, etc., se jettent dans une agitation désespérée (4).

Entre 1810 et 1812, nous voyons encore un grand nombre d'associations ouvrières s'unir pour louer les services d'un avoué qui poursuivait les maîtres coupables d'employer des « ouvriers illégaux », c'est-à-dire des hommes qui n'avaient

(1) MANTOUX et ALFASSA (*La crise du Trade-Unionisme*, p. 161) considèrent le phénomène comme « très général ».

Barthélemy RAYNAUD : *Le contrat collectif de travail*, p. 137 : « C'est un point auquel on attache une grande importance de l'autre côté du détroit, » etc., etc...

2 *Richesse des nations*. I. I^{er}, ch. X, sect. II.

(3) Cf. SIDNEY et Béatrice WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, traduction française, p. 47-48.

(4) *Ibid.*, p. 52, 53, 56, 58, etc.

pas gagné, par l'apprentissage, le droit d'entrer dans le métier (1).

Des centaines de pétitions en faveur des lois sur l'apprentissage continuaient à pleuvoir de toutes les parties du pays : 300,000 signatures étaient pour le maintien, contre 2,000 pour l'abrogation. Les maîtres s'associaient souvent aux prières des ouvriers (2).

Mais les industriels et les économistes pesaient sur la pensée des gouvernants ; et un Act de George III devait balayer toutes les clauses des statuts relatives à l'apprentissage (3).

Mais si la doctrine des gouvernants s'était totalement détournée des principes de l'ancienne organisation du travail, l'instinct ouvrier, avec une persistance remarquable, y était resté fidèle, et nous allons le voir reconstruire, avec ses propres moyens, le vieil édifice auquel la loi ne voulait plus prêter sa consécration ; on fut parfois tenté de voir en eux des innovateurs, tandis qu'ils ne faisaient que continuer le geste que des siècles d'habitude avaient imprimé dans l'esprit d'innombrables générations d'artisans.

C'est presque sans transition que les couteliers, par exemple, qui, sous l'ancienne organisation du travail, étaient de petits artisans, propriétaires de leur meule, et pratiquaient une stricte limitation du nombre des apprentis, pour atténuer la concurrence interpatronale (4), furent amenés à recourir à la même politique restrictive lorsque, privés de la possession de leurs outils, ils furent contraints de s'embaucher chez des patrons et eurent à souffrir de la concurrence ouvrière des enfants (5).

(1) *Ibid.*, p. 60.

(2) *Ibid.*, p. 62.

(3) Act. 54, George III, c. 96.

(4) Cf. WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 37.

« A Sheffield un statut de la corporation interdit à tout maître coutelier d'avoir plus d'un apprenti à la fois » nous dit, en 1776, Adam SMITH (*Richesse des nations*, édit. 1859, t. I, p. 233).

(5) DE ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 75, etc. ; MANTOUX et ALFASSA : *La crise du Trade-Unionisme*, p. 132-135. Nous aurons à indiquer plus loin le caractère particulièrement rigoureux des réglementations des couteliers. (Cf. § IV b.)

Ailleurs, chez les verriers de flint, le même principe est affirmé avec non moins de vigueur en cette maxime, qui est comme le refrain de leur organe, vers 1850 :

« Attention à la règle et arrière les enfants ; car c'est le fonds du mal, le secret de notre progrès, le cadre dans lequel travaille notre société et l'espoir des futures générations. » (1).

C'était, d'ailleurs, à cette époque, une croyance encore vivace dans de nombreuses professions — les imprimeurs et les mécaniciens en étaient particulièrement des exemples — que l'ouvrier qui avait dûment fait son apprentissage, comme le docteur ou l'avocat, a le droit d'exclure de sa profession « l'homme qui n'est pas en règle » (2).

La vie ouvrière contemporaine, au témoignage des observateurs, ne nous offre pas de moindres exemples de ce que ceux-ci considèrent volontiers comme des survivances factices, et où nous ne sommes pas loin de voir des nécessités vitales.

Le groupe des industries du Bâtiment — plâtriers, maçons, tailleurs de pierre, charpentiers — se distingue notamment par ses règles restrictives (3).

Chez les charpentiers et menuisiers de Belfast (Irlande), une convention collective (1891) fixe la proportion à deux apprentis pour huit à douze menuisiers, et à trois apprentis pour douze à vingt ouvriers ; chez les plâtriers de Manchester, elle est de trois apprentis, quel que soit le nombre d'ouvriers (4).

Mais cette politique restrictive n'est pas un privilège des métiers du Bâtiment ; on en relève également des traces dans

1) WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 210.

2' *Ibid.* Nous retrouverons d'ailleurs cette idée lorsque nous étudierons la lutte des ouvriers qualifiés contre « les ouvriers irréguliers », *infra*, ch. VII.

3) PAUL DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 47 ; WEBB : *Industrial Democracy*, p. 460.

(4) DE ROUSIERS : *Ouvrage cité*, p. 47.

les professions les plus diverses : fabricants de chaudières et ouvriers de constructions navales (1), textile (Irlande) (2), chapeliers de feutre, verriers (*Flint glass cutters and makers*), lithographes (3), etc...

Tout comme de ce côté-ci du détroit, c'est encore l'imprimerie qui nous offre l'exemple de la réglementation la plus développée et aussi la plus originale. La limitation, en effet, revêt ici un double caractère : tandis que, d'une part, elle fixe une proportion entre le nombre des apprentis et celui des ouvriers pour les petits établissements, elle établit, par ailleurs, pour les grands établissements, un nombre maximum qui ne peut pas être dépassé, quelle que soit l'importance de l'établissement :

A Glasgow, aucune imprimerie ne peut avoir plus de dix apprentis ; à Leeds, sept ; à Hull, trois.

A Manchester, « afin d'ajuster la balance de l'offre et de la demande et maintenir une juste rémunération du travail, le nombre maximum d'apprentis dans chaque établissement reconnu sera de trois pour l'atelier de composition et de deux pour l'atelier des machines » (4).

Nous nous trouvons ici en présence d'un des exemples les plus nets des deux fins que peuvent poursuivre ces limitations : tantôt se bornant à empêcher la dépréciation des salaires, causée par une surabondance d'enfants dans l'atelier, tantôt poursuivant un dessein plus général et plus lointain : la restriction à l'entrée du métier ; la prévention d'un encombrement ultérieur de la profession.

Telle est, dans son ensemble, l'attitude de la classe ou-

(1) Convention de 1894 entre l'Union des fabricants de chaudières et ouvriers de constructions navales et les diverses Associations de patrons : 2 apprentis pour 7 ouvriers. (DE ROUSIERS, p. 248-49 ; WEBB, p. 456.

(2) DE ROUSIERS, p. 294.

(3) WEBB, p. 462... Nous aurons l'occasion de compléter plus loin cette liste en étudiant deux autres procédés en usage dans certaines Unions anglaises : l'hérédité professionnelle et la durée de l'apprentissage.

(4) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 466.

rière anglaise à l'égard de la surabondance des enfants dans l'industrie. Nous verrons plus loin comment elle complète parfois ces mesures ; il nous suffit, pour le moment, d'avoir montré que si elle est loin d'adopter dans son ensemble la politique restrictive, nombreuses sont, cependant, les professions qui y sont encore demeurées fidèles (1).

Allemagne. — C'est toujours la corporation des typographes que nous trouvons en tête des professions réglementées. Le célèbre tarif commun des imprimeurs allemands, régissant tout l'empire, contient une échelle détaillée de l'apprentissage pour la composition et l'impression (2) ; les militants syndicalistes en attendent, disent-ils, la diminution du chômage dans leur profession, et, par conséquent, des frais que leur occasionne l'assistance des « sans-travail » (3).

(1) M. et Mme WEBB ont essayé d'apprécier, d'après le nombre de leurs adhérents, l'importance des Unions qui pratiquent la limitation avec des nuances diverses. Ils les classent ainsi :

	Membres
Unions édictant une véritable restriction du nombre.	15.000
Unions édictant une restriction relative..... (Liberté laissée au père de famille).	25.000
Unions édictant une restriction nominale, mais permettant un recrutement suffisant du métier.....	50.000
	90.000
Unions conservant la limitation, mais métiers ouverts en fait.....	500.000
Unions n'édictant pas de limitation d'apprentis :	
Transports et agriculture.....	250.000
Textiles, mines, etc.....	650.000
Total.....	1.490.000

(*Industrial Democracy*, p. 474, note.)

(2) § 13. Cf. Jean LEROY : *Le contrat collectif de travail en Allemagne*, thèse, Paris, 1909, Annexes.

En Belgique, la Fédération du Livre se distingue, également, par une politique corporative plus accentuée que celle de la plupart des autres métiers et a établi une limitation du nombre des apprentis. (Cf. VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles d'artisans et ouvriers en Belgique*, t. I, p. 70 ; VARLEZ : *Quelques pages d'histoire syndicale belge*, p. 121.

(3) Cf. André DUPIN : *Du mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande*, thèse, Paris, 1902, p. 295.

Dans divers Congrès corporatifs récents, nous avons relevé des vœux manifestant que, pas plus que leurs camarades français, les travailleurs allemands ne se résignaient à l'olymnique passivité que leur recommandaient les économistes libéraux (1). Fait curieux, d'ailleurs, l'article 54 des statuts-types établis par les syndicats *Hirsch-Dunker*, dont on connaît cependant assez les principes de libéralisme économique, prévoit la limitation du nombre des apprentis (2).

Australie. — En Australie, c'est non seulement par la voie unilatérale des statuts syndicaux ou celle des conventions collectives entre patrons et ouvriers que s'affirme le principe de la lutte contre la surabondance des apprentis, mais c'est encore dans la loi elle-même. Parmi les attributions des comités de salaires institués dans l'État de Victoria, depuis 1896, les législations australiennes s'accordent à placer le droit de

(1) Neuvième Congrès des garçons coiffeurs allemands. Brème, 1907 ; Congrès des employés de commerce allemands de Leipzig, Berlin, 1904. (Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1907, p. 592 et 594.)

(2) DUPIN, p. 357.

On trouve également en Allemagne des limitations analogues dans la petite industrie, qui se trouve organisée, on le sait, sous forme corporative.

L'article 128, alinéa 2, de la *Gewerbeordnung* du 26 juillet 1897, organisant le régime corporatif, prévoit même qu'au cas où les statuts de la corporation n'auraient pas pris de disposition touchant la proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des ouvriers, le ministre du commerce pourra y pourvoir lui-même, par voie d'ordonnance. C'est ainsi, par exemple, que par une ordonnance du 25 juin 1907, le ministre d'État du duché de Brunswick est intervenu pour fixer le nombre maximum d'apprentis typographes et imprimeurs :

(*Bulletin de l'Office international du travail*, 1908, p. III.)

D'après une enquête officielle allemande, 536 corporations avaient, en 1904, fixé elles-mêmes le nombre maximum des apprentis (*Bulletin de l'Office du travail*, juin 1908, p. 581).

En Autriche, une organisation corporative analogue fonctionne dans la petite industrie ; les charpentiers d'Innsbrück fixent, par exemple, une proportion de 3 apprentis pour 1 ouvrier, et les cordonniers, de 1 apprenti pour 10 à 12 compagnons. (Paul Louis : *La Corporation autrichienne*. — *Musée social. Mémoires et documents*, novembre 1904, p. 267.) Une loi du 5 février 1907, complétant la *Gewerbeordnung* autrichienne (art. 100, a), a institué, à l'instar de la législation allemande, la réglementation administrative en l'absence de réglementation statutaire. (*Bulletin de l'Office international du travail*, 1907, p. 40-41.)

On voit donc, par là, comment tout essai d'organisation du travail se traduit par une limitation du nombre des apprentis.

fixer la proportion d'enfants qui pourront être employés dans les ateliers (1).

Dès leur constitution, plusieurs de ces comités, composés mi-partie de patrons et mi-partie d'ouvriers, furent amenés, sur les plaintes des ouvriers, à régler le nombre des apprentis ; c'est ainsi que le Conseil de la boulangerie le fixa à un pour trois ouvriers ; le Conseil de la confection adopta la même proportion, tandis que, dans l'ébénisterie, elle était de un apprenti pour quatre hommes ou trois femmes (2).

C'est encore par la voie des Cours d'arbitrage que les Syndicats ont essayé de faire triompher le principe de la limitation du nombre des apprentis, qu'ils parvenaient, d'ailleurs, à faire admettre dans la plupart de leurs conventions collectives. En Nouvelle-zélande et aux Nouvelles-Galles du

[1 Depuis l'Act de Victoria du 30 octobre 1903 (art. 93 et 95), il ne s'agit plus, à proprement parler, de la limitation du nombre des *apprentis*, c'est-à-dire des enfants liés au patron par un *contrat d'apprentissage*, d'ailleurs très rigoureusement contrôlé par l'administration, mais des *improvers* littéralement : ceux qui se perfectionnent, c'est-à-dire « des apprentis qui ne sont pas liés par un contrat d'apprentissage obligeant le patron à enseigner à l'apprenti, pendant une période de trois années, l'exercice de l'industrie ou de la profession » ; il s'agit donc bien là précisément des enfants embauchés comme simples manœuvres, à cause de leur bon marché.

Le dernier texte de l'Etat de Victoria régissant cette question, les Acts des 6 octobre et 12 décembre 1905, sur les fabriques et magasins, disposent : « Art. 91 : En fixant les salaires et tarifs, en vertu des présentes dispositions, tout Comité spécial fixera également le nombre absolu ou proportionnel des *improvers* qu'il est permis d'occuper dans une fabrique, un atelier, magasin ou local... » Le Comité peut fixer une proportion différente d'*improvers* de l'un ou l'autre sexe (art. 91, § 2 *in fine*). (Cf. *Annuaire de la législation du travail*, 9^e année, 1905, p. 344.

Le dernier Act de l'Australie du Sud, codifiant les lois relatives aux fabriques, loi du 21 décembre 1907, reproduit textuellement ces dispositions (art. 93, § V.). (Cf. *Annuaire de la législation du travail*, 11^e année, 1907, p. 551.)

Des dispositions analogues figurent dans la législation du Queensland — loi du 15 avril 1908, art. 21 (*Bulletin de l'Office international du travail*, année 1908, p. 185), et des Nouvelles-Galles du Sud — loi de 1908, art. 27 d (*Ibid.*, p. 337).

Une loi douanière, même, se rattachant aux tendances de la *New protection* et que nous citons plus loin, fait figurer la limitation du nombre des apprentis parmi les conditions de travail minima, exigées des industriels pour l'exemption de la taxe. (Cf. *infra*, Ch. III, sect. II, § IV b.)

On voit quelle extension le principe de la limitation du nombre des apprentis prend de plus en plus dans la vie sociale australienne.

(2) Cf. Albert MÉTIN : *Le Socialisme sans doctrines : Australie et Nouvelle-Zélande*, Paris, Alcan, 1901, p. 140, 141, 144.

Sud, notamment, un grand nombre de sentences de Cours d'arbitrage ont consacré ce principe cher aux ouvriers, en fixant habituellement la proportion à un apprenti pour trois ouvriers (1).

Etats-Unis. — Les plus vieilles Unions américaines sont restées fermement attachées à la politique restrictive : la confrérie internationale des forgerons applique la règle (1 apprenti pour 5 ouvriers) adoptée également par l'Association internationale des mécaniciens et l'Union internationale des mécaniciens. La confrérie des mouleurs-mécaniciens, celle des ouvriers en cuivre, les cigariers, les tailleurs se réservent le droit de déterminer le nombre des apprentis. Pour l'Union internationale des typographes, il est de 1 pour 10 ouvriers ou de 1 pour 5, selon les villes (2).

Mais un revirement semble se manifester dans la politique des Syndicats américains, qui mérite de retenir notre attention.

Déjà, en 1893, dans un rapport, M. Rolles signalait que les règles d'apprentissage d'un certain nombre d'Unions avaient une tendance à devenir moins restrictives, les Unions ayant reconnu qu'elles avaient le double inconvénient de pousser les fabricants à perfectionner leurs machines et de fermer la carrière des bons métiers aux enfants de la classe ouvrière (3).

Depuis cette époque, ces inconvénients n'ont fait que s'accroître ; les progrès de la division du travail et du machinisme vont sans cesse éliminant la main-d'œuvre, effaçant les différenciations de métier et rendant accessibles aux travailleurs non qualifiés les métiers autrefois réservés aux techniciens.

Et ce mouvement de disqualification revêt, aux Etats-Unis,

(1) Cf. BERTRAND NOGARO : *L'arbitrage obligatoire et la propagation du contrat collectif en Australasie*, thèse, Paris, 1906, p. 59-60.

(2) E. LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, Paris, 1898, t. I, p. 211-218.

(3) *Pennsylvania Industrial Statistics*, 1893, 20 D, cité par LEVASSEUR, *ouv. cit.*, p. 218.

toute sa gravité à cause de l'existence de l'immense réservoir des immigrants. Instituant une intéressante opposition entre la politique syndicale des vieilles Unions anglaises et celle, plus progressive, des jeunes Unions américaines, un écrivain syndicaliste américain attribuait récemment à cette cause le revirement de tactique syndicale que nous signalons.

« Le marché du travail, écrit-il, a été inondé d'une telle quantité d'ouvriers étrangers, se contentant de petits salaires, que toute cette politique de restriction ne peut pas et ne pourra jamais être pratiquée en ce pays comme elle l'a été en Angleterre » (1).

Ceci nous est une indication à retenir de la fluidité traîtresse de la vie économique avec laquelle doit compter tout essai d'organisation du travail.

III. — MESURES COMPLÉMENTAIRES DE LA LIMITATION.

A. — *Allongement de la durée de l'apprentissage.*

Il y a un moyen de donner à cette limitation du nombre des entrées dans le métier une portée encore plus considérable : c'est, non seulement de réduire le nombre des apprentis, mais encore de maintenir ceux-ci le plus longtemps possible au rang des apprentis ; avec ces deux règles combinées, on arrive à maîtriser complètement le renouvellement du métier et à le ralentir à son gré.

Les statuts des corporations du Moyen-Age avaient bien saisi quelle force donnait l'emploi simultané de ces deux procédés et on sait comment ils en étaient arrivés parfois à un allongement de la durée de l'apprentissage n'ayant plus aucun rapport avec les nécessités de l'instruction professionnelle.

De nos jours, les Syndicats de certaines professions ne devaient pas se priver d'un aussi précieux secours, partout

(1) W. E. WALLING : *Le syndicalisme en Amérique*. — *Mouvement socialiste*, mai 1907, p. 397.

où il existe à proprement parler un « apprentissage », et où l'enfant est embauché sous le prétexte de s'initier au métier.

Au premier abord, l'allongement de la durée de l'apprentissage semble devoir être surtout profitable au patron ; ne sera-ce pas favoriser sa spéculation sur du travail non payé ? Si on l'empêche par ailleurs de faire porter sa spéculation sur un grand nombre d'enfants, ne lui permet-on pas ici de se rattraper en faisant durer plus longtemps sur chacun son exploitation ?

Il faut l'avouer, les ouvriers ne se sont pas laissés arrêter par cette considération, et ceci nous dévoile un des caractères attristants de cette lutte des ouvriers adultes contre les enfants, sur lesquels nous reviendrons plus loin : tant que leur intérêt a été conforme à celui de l'enfant, nous avons vu les ouvriers réclamer pour l'apprenti une formation professionnelle sérieuse et dénoncer la spéculation patronale y mettant obstacle par une surabondance des apprentis. Mais lorsque le mal leur est apparu inévitable, dans les métiers où l'apprentissage est indispensable et où l'on ne peut songer à écarter totalement l'enfant de l'atelier, les ouvriers ont essayé de tirer le meilleur parti possible de cette nécessité ; ils se sont, de concert avec les maîtres, retournés ouvertement, cette fois, contre les enfants. On a pu citer des Syndicats retardant indéfiniment pour les malheureux apprentis le moment où ils pourraient toucher un salaire complet ; d'autres les abandonnant à l'exploitation patronale, les livrant par des engagements de six et de sept ans.

Les typographes d'Edimbourg, par exemple, exigent, sans qu'aucune raison technique ne le justifie, une durée minima d'apprentissage de *sept ans*.

« En fait, dit le contremaître d'un atelier de composition, il arrive souvent qu'un homme est aussi bon ouvrier après deux ans, presque toujours après cinq ans, qu'au terme de ces sept années d'apprentissage, mais l'Union tient la main à ce qu'il reste apprenti tout ce temps-là » (1).

Et la raison en est facile à découvrir : c'est que l'apprenti,

(1) De ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 81.

pendant tout ce temps, reçoit la moitié du salaire d'un ouvrier et que *c'est grâce au bénéfice ainsi réalisé sur le travail de l'apprenti que le patron peut payer les hauts salaires des ouvriers qualifiés.*

Certaines autres Unions anglaises, dans le bâtiment, ne semblent pas poursuivre une politique moins intéressée lorsqu'elles abandonnent aux patrons, par des engagements qui les leur asservissent pour des périodes de six et sept ans, les apprentis — innocentes rançons des privilèges concédés en échange à l'aristocratie des ouvriers unionistes et à leurs propres enfants (1).

En France, les organisations ouvrières, dans leur ensemble, recourent peu à cette limitation indirecte et se bornent le plus souvent à la limitation pure et simple. Dans le règlement d'apprentissage élaboré en 1900 par la Commission mixte de la typographie, la durée de l'apprentissage se trouve fixée, cependant, à cinq ans. Mais ces dispositions sont rares, et il faut un métier aussi soumis aux règles anciennes de « métier » que la typographie pour les y trouver respectées (2).

Aux Etats-Unis, certaines Unions insistent également pour qu'il soit donné à l'apprenti une *connaissance étendue du métier* (3), qui, en même temps qu'elle empêchera la spécialisation du jeune ouvrier, retardera son entrée définitive dans le métier. Ce sont, en général, dans les vieilles Unions (forgerons, mouleurs, ouvriers du cuivre, typographes) que l'on relève ces durées réglementaires de l'apprentissage, qui, d'ailleurs, en général, n'ont vraiment rien d'abusif (4).

(1) Cf. Réglementation des maçons (WEBB : *Industrial Democracy*, p. 460) ; les plombiers exigent *sept années* d'apprentissage, malgré la grande simplification de leur métier (DE ROUSIERS : *ouv. cit.*, p. 93).

(2) Les ouvriers chapeliers de Paris, statuts de 1880, imposent également une durée d'apprentissage (3 ans). (*Assoc. prof.*, t. III, p. 165.) C'est encore d'ailleurs une profession où dominent les tendances corporatistes.

(3) A. VIALATTE : *L'industrie américaine*, p. 214.

(4) 3 ans chez les forgerons, 4 ans chez les mouleurs, 3 ans chez les ouvriers en cuivre, 4 ans chez les typographes. (Cf. LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 211, 214, 216.)

Et donc cette mesure, qui assurait tant d'efficacité aux réglementations de l'ancien régime, tend à disparaître avec l'apprentissage lui-même, pour faire place à des méthodes mieux adaptées aux caractères modernes de l'industrie.

B. — *Minimum de salaire.*

L'usage du minimum de salaire devait suggérer à l'action ouvrière australienne une de ces méthodes nouvelles : la fixation d'un minimum de salaire pour les apprentis. Etablir un minimum de salaire pour les apprentis : ce n'est plus se borner à réglementer l'apprentissage dans les quelques industries où il subsiste, c'est attaquer le mal dans sa racine et dans son étendue, c'est atteindre, directement, la spéculation sur la main-d'œuvre enfantine à bon marché, dépréciatrice de salaires, c'est protéger l'enfant en même temps que l'ouvrier contre les méfaits du travail au rabais.

C'est dans cette voie que s'est, dès longtemps, engagé l'Etat de Victoria qui, en même temps qu'il confiait à des comités de salaires, ainsi que nous l'avons vu plus haut, le soin de fixer le nombre et la proportion des jeunes ouvriers qu'il est permis d'occuper dans un établissement, les chargeait d'établir pour ceux-ci un tarif de salaire minimum (1).

(1) L'article 91 des lois sur les fabriques et magasins de l'Etat de Victoria (Act du 12 décembre 1905 modifié par l'Act du 23 décembre 1907) est ainsi conçu :

« Art. 91. — 1) En fixant les salaires et tarifs, en vertu des présentes dispositions, tout comité spécial fixera également le nombre ou la proportion des *improvers* qu'il est permis d'occuper dans une fabrique, un atelier, magasin ou dans tous travaux, industries ou affaires, ainsi que les *prix ou tarifs de salaires minimums qui devront être payés aux apprentis et improvers* concourant à la préparation ou à la fabrication, totale ou partielle, de marchandises visées par une décision du comité spécial, ou travaillant dans une industrie profession ou entreprise visée par décision du comité spécial.

« 2) En fixant ces salaires, le comité pourra tenir compte de l'âge, du sexe et de l'expérience des apprentis ou *improvers* visés, établir une échelle des salaires et tarifs à payer suivant l'âge, le sexe et l'expérience desdits apprentis et *improvers*, et fixer une proportion différente des *improvers* de l'un ou de l'autre sexe. »

(Cf. *Annuaire de la Législation du travail*, 9^e année (1905), p. 344, et *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1909, p. 145.)

De plus, la loi fixe un salaire minimum général de 2 sh. 6 d. par semaine. (Act de 1905, art. 48.)

Aux Nouvelles-Galles du Sud, l'Act du 24 décembre 1908, destiné précisé-

La combinaison de ces deux règles a abouti au régime suivant : dans la boulangerie, il y a quelques années, en même temps que le salaire minimum des ouvriers adultes était de 1 fr. 25 par heure, le nombre des apprentis au-dessous de dix-huit ans était fixé à un par trois ou fraction de trois ouvriers, et chaque apprenti devait recevoir au moins 6 fr. 25 par semaine (1).

Dans la confection, le comité a établi le salaire hebdomadaire des apprentis suivant une échelle, qui commence au minimum de 3 fr. 10 par semaine pendant le premier mois, pour s'élever à 13 francs par semaine pour les onze mois suivants et croître ainsi, d'année en année, jusqu'à des salaires de 37 et 43 francs par semaine ; de cette manière, l'apprenti se trouve attaché au métier qu'il a choisi et il est détourné d'en changer inconsidérément pour accepter ailleurs des salaires de début (2).

On ne saurait nier qu'il y ait dans cette combinaison de la limitation du nombre des apprentis et de la fixation d'un minimum de salaire, un ensemble qui est bien l'arme la plus efficace que l'on puisse désirer pour enrayer la spéculation

ment à prévenir l'escroquerie à l'apprentissage que nous signalons plus haut (p. 66), prescrit (art. 4) un minimum de salaire de 4 shillings par semaine. (*Bull. de l'Off. internat. du travail*, année 1909, p. 20.)

En Nouvelle-Zélande, l'Act de 1908 sur les fabriques institue la progression suivante (art. 32) :

« a) Toute personne occupée à un titre quelconque dans une fabrique aura le droit de recevoir de l'occupant, à raison de son travail, telle rémunération qui aura été convenue, cette rémunération ne pouvant toutefois être inférieure à 5 shillings par semaine pour la première année de service dans l'industrie, à 8 shillings par semaine pour la seconde année, à 11 shillings en plus par semaine pour la troisième année, et ainsi de suite, à raison de 3 shillings en plus par semaine pour chaque année ultérieure de service dans la même industrie, jusqu'à concurrence de 20 shillings par semaine ; après quoi, le salaire ne pourra être inférieur à 20 shillings par semaine. » (*Bulletin de l'Office international du travail*, année 1909, p. 40.)

Au Queensland, l'Act de 1900 sur les fabriques, modifié en 1908, institue une progression analogue (art. 45). (*Bulletin de l'Office international du travail*, année 1909, p. 271.)

(1) Albert MÉTIN : *Le socialisme sans doctrines : Australie et Nouvelle-Zélande*, 1901, p. 140-141.

(2) Cf. *Les conseils de salaires de l'Etat de Victoria en 1902*. (*Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1904, p. 52.)

sur le travail des enfants, tout en permettant un suffisant recrutement pour le métier.

IV. — MESURES TENDANT A FERMER L'ENTRÉE DU MÉTIER.

Si les divers procédés que nous venons de passer en revue — sauf cependant ceux relatifs à l'allongement de la durée de l'apprentissage — acceptent généralement l'afflux dans le métier de nouveaux éléments, renoncent à en contrôler rigoureusement l'entrée et se bornent à défendre les ouvriers du métier contre la dépréciation de salaire et les risques d'élimination dont ils sont menacés par une surabondance d'enfants, certaines organisations ouvrières ont voulu aller plus loin, elles ont voulu tenter de régulariser à leur gré le recrutement du métier, d'établir un irréalisable équilibre entre l'offre de bras et les besoins de la production, de ne s'ouvrir que quand bon leur semblerait et à qui bon leur semblerait.

Ce sont ces règles spéciales que nous allons maintenant examiner.

A. — *Refus d'enseigner le métier.*

C'est cette préoccupation qui explique la mauvaise volonté non équivoque que manifeste la généralité des ouvriers lorsqu'il leur faut enseigner le métier à ceux qui seront demain leurs concurrents sur le marché du travail (1).

Aussi voyons-nous dans certaines professions les ouvriers s'ingénier à empêcher l'apprenti de s'initier aux secrets du métier, surtout lorsque la tâche est facile et que l'apprenti est étroitement associé au travail de l'ouvrier.

(1) « Un inspecteur de la région du Nord signale que... les ouvriers n'aiment pas à former des apprentis, car, étant payés aux pièces, il leur est désagréable de perdre leur temps à donner des conseils. Et puis il y a aussi cette considération que l'apprenti peut entrer en concurrence avec l'ouvrier qui l'a formé, et cette considération purement égoïste n'est point négligeable en l'espèce, et peut être considérée comme l'un des obstacles que rencontre l'apprentissage à l'atelier, si recommandable à d'autres points de vue. » (*Rapport de la commission supérieure du travail en 1908, Journal officiel*, 3 octobre 1909, Annexe, p. 1232, col. 3.)

« Chez les conducteurs, disait le rapporteur au deuxième Congrès lithographique, les apprentis se font presque d'eux-mêmes ; ce sont le margeur et le receveur, par la vue constante de la machine, et, disons-le aussi, hélas ! souvent par la négligence du chef d'équipe, qui se fait carrément aider par son margeur pour le calage et l'encrage des pierres, la composition des couleurs, etc... » (1).

Les lithographes belges manifestent les mêmes appréhensions et ont adopté exactement la même attitude (2).

Le Syndicat ouvrier des tapisseurs de Tourcoing défend de même aux tireurs de corde qui aident le tisserand de se tenir devant le métier, de peur qu'ils n'apprennent ainsi, insensiblement, à tisser (3).

Dans le même sens, on peut citer encore des règles comme celles des Chevaliers de saint Crépin (Union américaine d'ouvriers cordonniers) :

« Aucun membre de la Société n'instruira ou n'aidera à instruire dans le métier un individu quelconque avant que la loge n'en ait donné l'autorisation par un vote des trois-quarts des membres présents (4). »

(1) Cf. *Associations professionnelles*, t. I, p. 693-694. C'est cette peur de la formation d'apprentis qui a amené les lithographes, ainsi que nous le verrons plus loin, à favoriser l'emploi des femmes qui, elles du moins, ne menacent pas de prendre leur place. (Cf. *infra*, Ch. II, Section II, § II c.)

(2) Cf. E. VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, t. I, p. 106.

(3) Cf. *Enquête parlementaire sur l'Industrie textile*, t. II, p. 411. Un délégué du syndicat justifiait cette tactique en déclarant : « Nous avons une grande quantité de camarades inoccupés : aussi nous cherchons à faire le moins d'apprentis possible. Les patrons, au contraire, cherchent à faire le plus d'ouvriers possible, pour trouver de la main-d'œuvre lors des grèves. » (*Ibid.*, p. 439.)

(4) LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 246.

Nous avons rapporté plus haut une règle analogue chez les ouvriers tonneliers marseillais :

« ...Tout ouvrier à qui on fait offre d'un apprenti sera tenu d'en faire la demande au syndicat et d'attendre qu'il l'autorise à le prendre. En outre, il s'engagera à ne le laisser travailler comme ouvrier que le jour où le syndicat l'aura légalement autorisé. » (Cf. *supra*, p. 81.)

Enfin, il faut rapprocher de ces tactiques l'hostilité si souvent manifestée par les Syndicats ouvriers contre les écoles professionnelles (1), qui introduisent sur le marché du travail des concurrents affranchis des règles syndicales et en lesquels ils dénoncent des adversaires capables des pires sarrasinages (2).

B. — Etablissement d'un droit d'entrée.

Pour raréfier le nombre des concurrents, certaines organisations ont encore recours à un procédé renouvelé du régime des anciennes corporations : l'établissement d'un droit d'entrée ou de bienvenue dans le métier.

C'est notamment parmi les anciennes coutumes conservées par les industries des cuirs et peaux que nous en trouvons des exemples.

La Chambre syndicale des mégissiers de Grenoble, grâce à l'établissement d'un droit d'entrée, variant de 20 à 100 francs, se félicite d'avoir vu ainsi diminuer le nombre des apprentis (3).

1^{er} Cf. les critiques analogues adressées aux orphelinats : *infra*, ch. VI, section II.

(2) Cf. Deuxième Congrès national lithographique, Lyon, 1894. (*Assoc. prof.*, t. I, p. 693.

En mai 1897, le journal *La Fédération lithographique* rapportait le fait suivant : « On nous apprend, écrivait-il, qu'un élève de l'Ecole Estienne, sorti d'apprentissage après quatre années d'études, est entré dans la maison E... comme conducteur au prix de 5 francs par jour, remplaçant un ouvrier payé 10 francs... » (*Ibid.*, p. 695.) Voilà qui n'a pas dû peu contribuer à confirmer les lithographes dans leurs préventions antérieures à l'égard des écoles professionnelles.

(3) « Qui ne se souvient, il y a sept ou huit ans seulement, de l'énorme quantité d'apprentis qui se faisaient toutes les années ? Presque toujours embauchés comme manœuvres, ils étaient mégissiers l'année d'après. Quelles seraient aujourd'hui les conditions du travail et à quel prix seraient descendus les salaires, si le syndicat n'avait pas été là pour poser une limite à l'augmentation croissante des membres de la corporation, pendant que les procédés chimiques et le perfectionnement du matériel réduisaient de deux tiers le façonnage des peaux ? »

« Depuis les mesures prises par le syndicat, il se fait à peine 10 apprentis par an ; auparavant, c'étaient 25 à 30 compagnons nouveaux qui venaient accroître d'autant le nombre des chômeurs. »

Le Mégissier, du 1^{er} octobre 1897. Cf. *Assoc. prof.*, t. II, p. 152.)

On sait quel instrument puissant la fixation des droits d'entrée fut entre les mains des maîtres dans la seconde période du régime corporatif pour asseoir leur privilège ou pour favoriser leurs propres enfants.

Les mégissiers ne se sont pas moins servi des inégalités, si aisées à introduire dans l'établissement des droits d'entrée, pour créer un régime de faveur au profit des fils de mégissiers, et pour écarter du métier leurs concurrents les plus dangereux.

La Chambre syndicale des mégissiers d'Annonay applique la règle suivante :

« Nul apprenti ne sera admis dans les ateliers de mégisserie s'il ne consent à verser à la caisse du Syndicat :

« 1° Pour les fils de père mégissier syndiqué : 20 francs ;

« 2° Pour les fils dont le père exerce tout autre métier dans la localité : 50 francs ;

« 3° Pour les jeunes gens de la campagne et les fils des ouvriers palissonneurs : 200 francs » (1).

On comprend quelle souplesse unique offre un tel instrument pour doser les admissions dans le métier : qu'il s'agisse de favoriser les fils d'ouvriers, d'écarter telle ou telle concurrence spéciale, voire même de satisfaire telle ou telle rancune.

Grâce à elle, les mégissiers ont pu établir des conditions particulièrement rigoureuses pour se protéger contre l'invasion des apprentis des campagnes qui menace sans cesse leur métier ou pour user de représailles à l'égard des ouvriers palissonneurs, qui pratiquent vis-à-vis d'eux la même politique d'exclusion.

En Angleterre, nous trouvons également quelques vieilles Unions, encore maîtresses du métier, qui ont recours au jeu des droits d'entrée.

Chez les maçons de briques, ces droits s'élèvent à 500 et 750 francs ; chez les charpentiers et menuisiers, ils varient

(1) *Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie. — Bulletin de l'Office du travail*, juin 1908, p. 561.)

entre 250 et 1,250 francs ; seuls — appréciable privilège — les fils d'ouvriers du métier sont exonérés de cet écrasant tribut. L'admission même au Syndicat présente une inégalité de traitement du simple au double (1).

Nous voyons apparaître ici les premières traces de privilège familial, il nous reste à étudier le type le plus achevé de réglementation restrictive : le métier fermé : l'hérédité professionnelle.

C. — *Hérédité professionnelle.*

Certaines corporations ont été plus loin ; non contentes d'accorder aux fils d'ouvriers un droit de préférence sur les autres, elles ont voulu leur assurer le monopole du métier.

La doctrine de la liberté du travail n'a pas encore mordu sur ces cercles clos, ou plutôt, ils sont trop en contact avec les réalités brutales de la concurrence pour se payer de mots, et, objets de scandale ou de dérision pour les théoriciens de l'individualisme, ils nous offrent ce curieux anachronisme de Syndicats ouvriers reconstituant, en plein vingtième siècle, une hérédité professionnelle.

Ce sont quelques métiers à personnel réduit, à clientèle restreinte, à procédés de fabrication traditionnels, et n'ayant pas subi de modification essentielle... La tentation était trop forte pour eux et trop légitime, d'essayer de fermer le métier, de le soustraire aux grands vents du dehors, aux envahissements brusques, aux concurrences meurtrières, et, au milieu de notre monde industriel, instable et impersonnel, de constituer un petit asile clos où l'on travaillerait en famille.

Ou bien ce sont encore quelques métiers où l'apprenti **est** embauché directement par l'ouvrier, et on comprend aisément quels mobiles tout naturels ont poussé ces artisans à appeler près d'eux un fils, un parent, un ami plutôt qu'un manœuvre de rencontre.

(1) Fils d'ouvrier syndiqué : deux shellings, six pence.

Fils d'ouvriers non syndiqué : quatre shellings, quatre pence.

(De ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 46.)

En France, c'est dans les industries des cuirs et peaux que semblent s'être réfugiées presque toutes les mesures de ce genre.

La plus célèbre de toutes est celle de la *Chambre syndicale des ouvriers gantiers du département de la Seine* (1891), dont les statuts sont formels :

« Art. 5. — Aucun membre ne pourra prendre un apprenti. Il ne sera fait qu'une seule exception à cette règle : le père de famille peut apprendre le métier à ses fils. » (1).

Il est une autre spécialité des cuirs et peaux qui, plus généralement encore que les gantiers, est jalousement attachée au principe de l'hérédité professionnelle : ce sont les mégissiers palissonneurs. Dans toute la France, sauf à Millau, ils ont conservé fidèlement leur privilège. Et cela n'a pas été sans susciter entre eux et les autres catégories de mégissiers, et particulièrement les palissonneurs de Millau, de très vifs conflits, allant parfois jusqu'à des cas de supplantage par des syndiqués qu'évinçait ce privilège familial (2).

Industrie en pleine crise, la mégisserie a surtout voulu, par là, se défendre contre l'afflux de campagnards qui la menaçait et assurer aux travailleurs urbains, élevés dans le métier, la jouissance de leur gagne-pain (3).

(1) *Assoc. prof.*, t. II, p. 111. Les autres syndicats de gantiers, tout en pratiquant une limitation rigoureuse, n'ont pas adopté l'hérédité professionnelle. Quelques-uns d'entre eux, cependant, celui de Millau entre autres, favorise l'embauchage des fils de gantiers : tandis que les pères des autres corporations ne peuvent faire admettre qu'un seul de leurs fils dans la ganterie, les gantiers peuvent y faire entrer tous leurs fils (art. 6 et 7, statuts de 1901). (COTE : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, Annexe, p. 254.)

(2) Cf. *Assoc. prof.*, t. III, p. 151.

(3) Au deuxième Congrès national de la Fédération des mégissiers, Paris, 1894, le délégué de Châlons s'exprimait ainsi :

« Nos patrons, pour se créer une armée de travailleurs de réserve, ne trouvaient rien de mieux que d'embaucher une quantité de gens de la campagne, en partie petits propriétaires, ayant des besoins moindres que nous puisqu'ils avaient quelques revenus de leur lopin de terre, et les patrons, profitant de cette circonstance, les employaient à des prix dérisoires et au détriment des fils de mégissiers. C'est ce qui a amené le syndicat à préconiser l'hérédité professionnelle, qui est aujourd'hui un fait accompli. » (*Assoc. prof.*, t. II, p. 156.)

D'ailleurs, pour juger équitablement la politique de ces corporations, il faudrait rapprocher de ces mesures de privilège les mesures de solidarité et d'entraide qui y sont si vivaces et qui établissent entre les membres de la corporation un égalitaire partage du travail.

Un autre cas d'hérédité professionnelle a été encore signalé — dans le textile cette fois. — Le Syndicat des pareurs et encolleurs de chaînes de Saint-Quentin réserverait, paraît-il, l'apprentissage aux fils, neveux ou frères d'ouvriers de la corporation. Et il se serait même produit ce fait curieux qu'aucun de ceux-ci n'ayant voulu entrer dans le métier, on y aurait manqué d'apprentis, et que, des patrons ayant voulu embaucher d'autres apprentis, une grève aurait été déclarée pour faire respecter le principe de l'hérédité professionnelle (1).

En Angleterre, quelques Unions, à type archaïque, nous offrent également des exemples d'hérédité professionnelle.

Les charpentiers de Belfast, qui pratiquent une limitation rigoureuse, y joignent une tolérance, relative aux fils d'unionistes, qui aboutit en fait au régime de l'hérédité : « Lorsque le plus âgé des apprentis, disent leurs statuts, sera dans sa dernière année d'apprentissage, le maître pourra prendre un apprenti de plus, mais à la condition que cet apprenti soit le fils d'un membre » (2).

Sheffield, avec ses petites Unions locales de couteliers, est demeuré l'exemple classique du métier fermé, profitant du monopole de fait dont il jouit pour ne s'ouvrir qu'aux fils d'unionistes. La plupart des spécialités de la coutellerie y pratiquent l'hérédité professionnelle (3).

Webb cite encore diverses Unions : *Britannia Metal Smiths*

(1) D'après M. TOURON. (CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, onzième session, 1902, *Compte rendu*, p. 85-86.)

(2) Cf. DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 48.

(3) Cf. MANTOUX et ALFASSA : *La Crise du Trade-Unionisme*, p. 132-135 ; de ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 76.

(forgerons), *Razor Hafters* (emmancheurs de rasoirs), *Scythe guiders*, où, seul, le nombre des apprentis dont le père est étranger à la profession est limité, mais où les fils d'ouvriers du métier peuvent être embauchés sans limite (1).

En Belgique, quelques vieilles Unions à type corporatif ont conservé des règles analogues : chez les chapeliers, ne sont admis que les fils ou frères de sociétaires (2) ; il en est de même chez les teinturiers ; chez les confiseurs, si le principe n'y est par affirmé, la direction de l'apprentissage appartenant aux ouvriers, les apprentis se trouvent être presque tous fils ou neveux des ouvriers (3).

Quant à l'Union des gantiers belges, elle reproduit, dans ses termes mêmes, la règle des gantiers parisiens, que nous avons citée (4).

Mais, si curieux que soient ces vestiges de métiers fermés, ils ne doivent pas nous faire illusion ; nous ne les rencontrons guère que dans des corporations peu nombreuses et profitant de circonstances exceptionnelles. Si elles sont intéressantes à titre de curiosité sociale et de document psychologique, elles ne présentent aucune importance comme fait économique.

(1) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 458-459.

(2) VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, t. I, p. 26.

(3) *Ibid.*, p. 59.

(4) *Ibid.*, p. 56.

SECTION III

Appréciation
des mesures de défense ouvrière

I. La brutalité ouvrière à l'égard des enfants. — II. Critiques adressées à la limitation du nombre des apprentis. — III. Efficacité et avenir des mesures de limitation du nombre des apprentis.

Avec les réglementations que nous venons de passer en revue, se pose, déjà, la question troublante que nous trouverons à chaque page de cet ouvrage : de telles atteintes portées à la concurrence et au principe de la liberté du travail, de telles prétentions des Syndicats à fermer le métier ou, du moins, à en contrôler rigoureusement l'entrée, sont-elles légitimes ? Sont-elles même efficaces ?

C'est avec véhémence que l'on s'est élevé contre elles, au nom du principe de la liberté du travail et de la liberté des contrats, et que l'on a évoqué, à propos de ces tendances du syndicalisme moderne, le spectre abhorré des anciennes corporations !... (1).

Ces déclarations ne tiennent pas, selon nous, devant la

(1) « Limiter le nombre des apprentis, s'écriait M. Auguste Callet à l'Assemblée nationale législative, le 25 décembre 1850, n'est-ce pas limiter dans un temps donné le nombre des ouvriers et celui des maîtres ? N'est-ce pas interdire à une infinité de personnes l'accès des professions industrielles ? Ce système conduit au rétablissement des corporations que nos pères ont abolies... »

« ...Nous avons peut-être trop insisté, disait-il en concluant son réquisitoire indigné, nous avons peut-être trop insisté sur des propositions si manifestement contraires à la liberté individuelle, à la liberté des contrats, à la liberté du travail, à l'esprit même de toute notre législation. Mais, quoique ces questions ne méritent pas en elles-mêmes un long examen, elles empruntent une certaine gravité aux préoccupations dont elles sont l'objet et aux illusions qu'elles ont fait naître dans la classe ouvrière. » (Cf. CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL : *Apprentissage*, Enquête et documents, p. 34.)

réalité des faits : nous avons montré le caractère anormal et menaçant que revêt la concurrence du travail enfantin dans l'industrie moderne : rien ne nous apparaît plus légitime et plus nécessaire que les efforts tentés par les travailleurs pour enrayer cette exploitation effrénée, aussi funeste à leurs intérêts qu'à l'avenir de la race.

Sans doute, nous n'allons pas jusqu'à préconiser la généralisation du système de l'hérédité professionnelle, qui reconstituerait les révoltants privilèges qui ont marqué la fin de l'ancien régime... encore que, dans les quelques exemples que nous offre la vie ouvrière française, nous ne trouvions pas matière à indignation ; car, dans ces quelques métiers en crise qui se débattent, nous ne voyons pas quel progrès social il y aurait à ce que les fils d'ouvriers élevés dans le métier fussent remplacés par des campagnards dont on chercherait seulement à exploiter les prétentions modestes.

Au reste, notre régime industriel moderne est mal venu à flétrir ces misérables atteintes au principe intangible de la liberté du travail, tandis qu'il tolère et consacre tant et de si grands privilèges. De nos jours encore, tout comme autrefois, où on se trouvait, dès douze ans, à la tête d'un régiment ou d'une nation, n'est-ce pas de père en fils que se transmettent les plus importantes fonctions sociales : administration de domaines, gestion de fortunes considérables, direction de plusieurs centaines d'ouvriers ?... Voilà d'autres atteintes à la libre concurrence et à la sélection des plus aptes, et qui ont d'autres répercussions économiques et une autre malfaisance sociale que ces quelques pauvres statuts d'artisans, fiers de leur art, rêvant, au milieu des tempêtes de la concurrence, de conserver à leurs fils le modeste gagne-pain dans lequel a vieilli leur père.

...Mais ce ne sont là, nous l'avons dit, que quelques touchantes exceptions ; le problème doit être examiné plus sérieusement, dans son ensemble.

I. — LA BRUTALITÉ OUVRIÈRE A L'ÉGARD DES ENFANTS

Certains sont tentés, tout d'abord, de ne voir dans cette hostilité des ouvriers contre les enfants, qu'un écrasement brutal des faibles, qu'un égoïsme étroit.

Hélas ! nous ne le pouvons nier, il y a bien souvent, dans l'attitude de la classe ouvrière à l'égard des enfants, une brutalité, un cynisme moral, une insensibilité cruelle qui blessent et révoltent. Ce serait un pénible chapitre à écrire, que celui des violences, des injustices, de la dépravation infligées aux enfants par les ouvriers adultes. Sur ce point, la conscience ouvrière est d'une singulière indécatesse. Que de fois n'avons-nous pas vu de pauvres petits de douze ou de treize ans, revenant des verreries, et dont le corps était douloureusement marqué par les sévices des ouvriers avec lesquels ils travaillaient ? Qui n'a vu, encore, dans nos rues, quelque maigre apprenti s'échinant aux brancards, tandis qu'un fort gaillard escortait, à distance, le triste équipage, ou, la main négligemment posée à l'arrière de la voiture, semblait tout autant se faire traîner par elle que secourir le pauvre petit ployant sous le harnais.

Si l'on ne respecte pas leurs corps, comment respecteraient-on leurs âmes ? Et c'est là quelque chose d'atroce à penser, que la pudeur même d'un enfant ne parvienne pas à faire cesser les plaisanteries obscènes de l'atelier (1).

C'est un peu comme un souffre-douleur, sur lequel peut s'apaiser cette inextinguible soif de vengeance qui s'empare de l'homme qui a subi une réprimande injuste ou simplement blessante, que les ouvriers considèrent l'enfant. Dans un milieu où la vie est rude, où chacun a à supporter plus qu'il ne peut, c'est sur lui que retombe, trop souvent, l'excès de fatigue ou de colère des hommes.

(1) Un délégué verrier à un Congrès de la Fédération nationale du Verre, 15 septembre 1902, avait le courage de le reconnaître : « Dans aucun milieu, disait-il, le langage n'est plus grossier et plus immoral que dans les verreries. Sans égard pour les jeunes gens, des filles bien souvent, on use envers eux de qualificatifs honteux... » (*Compte rendu*, p. 6.)

« Les apprentis, confessait un jour un ouvrier, devraient former un Syndicat contre les ouvriers. (1).

Le mépris de l'enfant, s'il ne revêt pas toujours une forme brutale et ne se traduit pas par des violences extérieures, se manifeste, le plus souvent, par une profonde indifférence, par une méconnaissance absolue de la faiblesse et des droits de l'enfant.

Tout jeune, dès douze ans, on s'efforcera de le faire embaucher, sans pitié pour sa faiblesse. On voit des parents falsifier des livrets de travail, se faire complices des pires violations de la loi, pour livrer précocement leurs enfants aux industries les plus homicides (2).

Chez certains ouvriers payés aux pièces, cette âpreté au gain a donné naissance aux exigences les plus cyniques : des fileurs de coton réclameront de leurs patrons que chaque ouvrier ait sous ses ordres deux enfants au lieu d'un, « tout autre arrangement, disaient-ils, entraînant nécessairement une diminution des gains des fileurs » (3). On connaît encore l'attitude tristement célèbre des mineurs du Durham et du Northumberland, qui, durant de si longues années, firent une opposition acharnée à toute tentative de fixation légale de la journée de huit heures, pour cette unique raison — que cachaient mal les déclarations de principes anti-interventionnistes dont ils aimaient à la parer — que, grâce à une

(1) VANDERVELDE (*Enquête sur les Assoc. prof.*, t. I, p. 59) signale les abus dont sont l'objet les apprentis confiseurs et rapporte cette déclaration d'un ouvrier confiseur : « Les apprentis devraient former un syndicat contre les ouvriers. Renvoyés impitoyablement quand ils déplaisent au compagnon qui les fait travailler, congédiés bien souvent alors qu'ils commencent à gagner leur vie, beaucoup d'entre eux sont en outre victimes de mauvais traitements. »

(2) « Notons la complicité des pères de famille, ouvriers verriers, qui travaillent aux pièces et ont tout intérêt à faire embaucher leurs propres enfants ou de jeunes enfants, car si les enfants manquent, la production baisse et l'ouvrier est le premier atteint. »

Rapport d'un inspecteur du travail de la circonscription du Nord. (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1900*, p. 176.) Cf. *Rapport de la commission supérieure du travail en 1908*.

(3) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 475, note 1.

organisation du travail particulière à ces comtés, les ouvriers organisés en équipes ne faisant à peu près que six heures tandis que les enfants employés à divers travaux accessoires restaient dix heures sous terre (1), la réduction de la journée à huit heures ne devait profiter qu'aux enfants et, provoquant une transformation absolue du mode de travail pratiqué dans les deux comtés, risquait d'allonger la durée de travail privilégiée des ouvriers adultes (2).

Il y a, dans cette attitude, trop générale, hélas ! de la classe ouvrière vis-à-vis des enfants, comme une oblitération de la conscience morale.

« Combien de vous, disait courageusement un jour Vandervelde à un auditoire ouvrier, s'indigneraient justement s'ils étaient grossièrement apostrophés, rudoyés, brutalisés par un contremaître, et combien de ceux-là font supporter à leurs femmes et à leurs enfants le rude traitement qu'ils ne toléreraient pas de la part de leur maître ? » (3).

Il est à regretter que les Syndicats n'aient pas le courage, eux aussi, de faire entendre parfois à leurs adhérents ces mâles vérités, et n'aient pas entrepris de redresser, sur ce point, la conscience ouvrière.

Mais ces préoccupations égoïstes ne suffisent ni à expliquer ni à condamner la lutte entreprise par les ouvriers organisés contre le travail des enfants :

(1) Au Congrès des mineurs tenu à Leeds, en 1863, un des leaders des mineurs du Durham, William Crawford, déclarait nettement qu'« un bill de huit heures ne pourrait être appliqué dans son district. Il désirait que *les enfants travaillassent dix heures par jour, et les hommes six heures.* » WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 327 ; Cf. de ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 224-225 ; Ed. Guyot : *La durée du travail dans les mines de Grande-Bretagne*, thèse, Paris, 1908, p. 46 et s.)

(2) Au Congrès du *Labour Party*, en 1909, les ouvriers textiles du Lancashire manifestèrent un même esprit d'égoïsme en s'opposant obstinément à l'élévation de l'âge de la fréquentation scolaire. Ils furent pris vivement à partie par divers militants qui dénoncèrent « l'esclavage de l'enfance ouvrière » et « la mauvaise habitude des ouvriers du Lancashire de vendre leurs enfants aux capitalistes. » (Cf. *L'Humanité*, du 8 février 1909.)

(3) Discours publié dans *Le socialisme en Belgique*, par DESTRIÉE et VANDERVELDE, p. 252.

Nous avons dégagé, plus haut, la réalité de cette concurrence ; il nous reste à examiner l'efficacité des mesures qu'on lui a opposées.

II. — CRITIQUES ADRESSÉES A LA LIMITATION DU NOMBRE DES APPRENTIS

Et, tout d'abord, qu'elles y parviennent ou non, qu'elles l'avouent expressément ou qu'elles le dissimulent, la plupart des réglementations que nous venons de parcourir visent plus loin, on l'a pu constater, qu'à enrayer la spéculation sur le travail enfantin à bas prix : toutes sont animées de l'espoir de régulariser, par ce moyen, la concurrence ouvrière dans tout le métier, d'établir, autrement que par les brutales répressions des crises et des chômages, un exact équilibre entre l'offre et la demande de travail, dans chaque profession.

Limitation du nombre des apprentis, fixation d'une durée minima d'apprentissage, refus d'enseigner le métier, établissement de droits d'entrée élevés, hérédité professionnelle : autant d'instruments plus ou moins complets, plus ou moins efficaces, par lesquels s'affirme cette volonté persistante, cette illusion tenace de la classe ouvrière.

N'est-ce pas encore ce désir de contrôler elles-mêmes et de maîtriser complètement la concurrence ouvrière que trahissent des conventions comme celles des Unions de verriers d'Ecosse ou d'Irlande, qui s'engagent, comme contrepartie à la limitation du nombre des apprentis, qu'elles ont obtenue des patrons, à procurer à l'industrie, et à leurs frais, toute la main-d'œuvre dont elle aurait besoin ? (1).

C'est à la vie elle-même, aux tendances de l'évolution économique, que nous demanderons ce qu'il faut penser de cette prétention et de l'avenir de ces réglementations.

a) C'est d'abord la marche du mouvement industriel, c'est l'évolution technique que nous devons interroger.

(1) Cf. de ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 60.

Dans son livre sur *la Question ouvrière en Angleterre*, M. Paul de Rousiers a tenté de nous en esquisser le tableau : il nous a retracé la lutte tragique des anciens métiers, atteints, se défendant, succombant enfin sous l'irrésistible poussée du machinisme envahissant ; il nous a montré les vieilles Unions tentant de dresser leurs barrières devant le flot dévastateur, et impuissantes, non seulement à fermer le métier, mais même à établir un équilibre normal entre le nombre des travailleurs et celui des emplois.

Tant que le métier reposait sur la capacité technique de l'ouvrier et ne répondait, d'autre part, qu'à une clientèle restreinte, la limitation était possible, et elle l'est restée pour quelques petits métiers, tels que les industries du bâtiment, les verriers d'Irlande ou les couteliers de Sheffield, qui, jouissant d'un véritable monopole (1) — monopole technique ou monopole commercial — ont pu vivre paisiblement à l'abri de cette digue protectrice.

Mais, dès que la spécialité du métier commence à être entamée par l'évolution industrielle, il n'en est plus de même. Avec le régime nouveau, c'est, en même temps que le caractère technique du métier qui s'altère par la division du travail, le machinisme et la despécialisation ; le marché qui s'étend, par suite de la production par masses ; le champ de la concurrence qui s'aplanit et s'élargit.

Sans doute, à ce moment, sentant les frontières naturelles du métier s'effacer, les Unions recourent aussitôt aux barrières artificielles : elles multiplient, fortifient leurs règlements, à mesure qu'elles voient se lever à l'horizon de nouvelles concurrences : l'invasion des enfants, des femmes, des manœuvres...

« Le métier devient plus facile, renforçons l'apprentissage », leur fait dire M. de Rousiers, ironiquement. Et c'est là, on ne saurait le nier, leur mouvement instinctif.

Mais la poussée du machinisme se fait de plus en plus vigoureuse, la brèche s'élargit, les pauvres barrières sont vite

(1) Cf. de ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 62 (verriers) ; p. 75 (couteliers) ; *Le Trade-Unionisme*, p. 49 (métiers du bâtiment).

emportées, et les Unions, désarmées, restent avec leurs règlements draconiens... mais impuissants.

Ce sont les typographes unionistes d'Edimbourg, avec leur durée d'apprentissage de sept ans, évincés de toutes les compositions de journaux par le triomphe de la linotype (1).

Ce sont les plombiers, dont le travail se trouve réduit à la simple opération de la pose et à de menues réparations, âprement concurrencés par les manufactures d'appareils de chauffage, d'éclairage, d'eau, etc... (2).

Ce sont les tonneliers, les mécaniciens (3), les mouleurs, les ouvriers de la chaussure (4), de plus en plus impuissants à maintenir leurs règlements restrictifs devant la simplification croissante du métier, devant la marche progressive du machinisme.

Plutôt que d'avouer leur impuissance à conjurer le mal, les unionistes préfèrent nier l'existence même de celui-ci :

« Si nous allions trouver M. Robert Neil (grand entrepreneur de charpentes), déclare M. Chandler, secrétaire général des Charpentiers et Menuisiers Unis, et que nous lui propositions de limiter le nombre des apprentis, il se moquerait de nous. A quoi bon imposer une pareille contrainte ? Les grands *Masters binders* n'ont pas de tendance à faire beaucoup d'apprentis. Ils ne cherchent pas à diminuer un peu leurs dépenses de salaires en faisant travailler des enfants, comme le font certains petits patrons. La question ne se pose plus de la même manière. »

« M. Chandler aurait pu ajouter, remarque M. de Rousiers, que sa profession, plus ouverte et plus atteinte que les autres métiers du bâtiment par le machinisme, a renoncé depuis longtemps à cette politique impossible pour elle » (5).

(1) De ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 85-88.

(2) *Ibid.*, p. 93.

(3) *Ibid.*, p. 95 et suivantes.

(4) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 483-487.

(5) De ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 61-62.

Ainsi, il semble que nous en arrivions à cette décevante conclusion que, tant que le métier est protégé par la difficulté naturelle de l'apprentissage, les réglementations syndicales sont appliquées ; mais qu'au moment même où les barrières techniques s'abaissent, où le métier est brusquement ouvert à tous les envahissements, les barrières protectrices perdent du même coup leur efficacité et se brisent entre les mains des Unions, au moment même où celles-ci ressentent le plus impérieusement le besoin de les appliquer.

b) Il est une autre cause à l'impuissance de ces réglementations à assurer un contrôle effectif sur l'entrée du métier : c'est que, effective dans les établissements de grande importance, là où la surveillance est aisée et l'organisation ouvrière vigoureuse, la limitation est à peu près inexistante dans les petits établissements où elle serait le plus nécessaire et où tendra, dès lors, à se concentrer le travail enfantin.

Ainsi s'introduit dans l'économie fermée qu'on voudrait constituer, un redoutable germe désorganisateur.

Nous avons déjà signalé le phénomène pour l'imprimerie : tandis que dans les villes, en effet, la proportion des apprentis est de un pour sept ouvriers pour le département de la Seine, et de un pour cinq dans les grandes villes, elle s'élève communément, dans les petites localités, à un pour trois (1), et encore est-il permis de penser que les pires abus ne se sont pas eux-mêmes dénoncés (2).

De même, nous avons montré comment les imprimeurs marrons, véritable fléau de la profession, se dérobaient à l'application des conventions collectives et entretenaient des milieux échappant totalement au contrôle syndical (3).

(1) Et il est des causes spéciales et profondes qui poussent à cette multiplication des apprentis dans les petits centres, c'est la désertion des ouvriers adultes, attirés vers les grandes villes.

(2) Cf. *supra*, p. 53.

(3) Nous pourrions en dire autant des usines d'enfants que l'on signale au fond de certaines provinces. C'est un problème que nous reprendrons avec plus d'ampleur dans des chapitres ultérieurs, quand nous étudierons le travail des campagnes et le travail en chambre.

Et ce défaut des réglementations syndicales semble se trouver, en quelque manière, consacré, lorsque l'on se trouve en présence de règles aussi étranges que celles adoptées par les typographes anglais qui, on s'en souvient, tandis qu'elles fixent un maximum d'apprentis pour les grandes usines, se contentent d'établir une proportion assez souple pour les petites. Là où la règle devrait être plus sévère, elle s'adoucit ! C'est que si le contrôle syndical peut exercer tous ses droits dans le grand atelier, il expire au seuil du petit atelier, où l'imprimeur à la main se fait aider par un apprenti, et il a fallu, ici, exiger peu pour avoir chance d'obtenir quelque chose.

Mais, c'est reconnaître par là son impuissance à limiter le nombre total des personnes entrant dans la profession et, par le maintien même de cette règle, faire, en pratique, du métier un « métier ouvert ». Et cette fissure a ceci de particulièrement funeste qu'elle introduit précisément, dans la concurrence, des travailleurs inorganisés et à bon marché.

Cette règle syndicale, en effet, ainsi que le lui reprochent S. et B. Webb (1), permet l'emploi du plus grand nombre d'enfants dans les petites entreprises — là où ils se forment le moins — tandis qu'elle le réduit dans les grands ateliers — où ils pourraient recevoir une meilleure formation technique. Ces apprentis, mal formés, de la campagne, venant ensuite dans les villes y constitueront une redoutable armée de réserve non syndiquée, si les Unions les repoussent ; ou, si elles les acceptent pour pouvoir établir des conventions collectives, elles admettront ainsi dans leur sein des travailleurs n'ayant pas fait leur apprentissage réglementaire, elles ruineront l'autorité de leurs propres prescriptions.

III. — EFFICACITÉ ET AVENIR DES MESURES DE LIMITATION DU NOMBRE DES APPRENTIS

a) C'est bien, en effet, la tendance caractéristique de l'évolution industrielle moderne, qu'exprimait M. de Rousier :

(1) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 464 et suivantes.

sous l'action du machinisme et de la division du travail, les anciennes frontières des métiers tendent à s'abaisser, l'ouvrier se « despecialise », « l'apprentissage » technique perd de plus en plus sa nécessité, l'industrie semble tendre à n'être plus qu'une immense surface plane et toujours en voie de transformation, où les hommes, en état d'instabilité croissante, se déplaceraient d'une région à l'autre, passeraient d'une profession à une autre, et, tels ces gymnastes quittant brusquement un trapèze pour en saisir un autre, ne devraient compter que sur leur présence d'esprit et leur énergie pour se dégager des crises industrielles, mettant à chaque instant leur sécurité en péril. Telle est l'image tragique mais virile que se fait cet auteur, du mouvement industriel.

C'est donc avec quelque pitié ou plutôt avec un mépris dédaigneux et tranchant, qu'il nous retrace les efforts puérils et impuissants des pauvres artisans, s'efforçant de maintenir leurs barrières artificielles, leur équilibre factice, au lieu de se jeter hardiment dans le courant vigoureux et sain qui les emporte... mais pour les entraîner vers une vie plus riche et plus intense.

Sans doute, nous ne nions pas la part de vérité que contient ce tableau, et nous constatons volontiers la difficulté extrême, la presque impossibilité où se trouvent certains métiers, bouleversés par le machinisme, à maintenir intactes leurs réglementations, spécialement celles fixant une excessive durée d'apprentissage. Lorsque l'apprentissage n'existe plus, de pareilles exigences ne peuvent longtemps être respectées.

Mais nous croyons — c'est une idée sur laquelle nous aurons à revenir fréquemment — qu'il y aurait danger, tout en critiquant les constructions factices des vieux syndicats, à se laisser aller soi-même, à reconstruire une économie tout aussi abstraite. Il ne faudrait pas cependant s'hypnotiser à ce point sur la mobilité et la fluidité de la vie industrielle moderne que l'on finisse par ne plus se la représenter que comme un tourbillon vertigineux d'atomes, déplaçant les individus en un clin d'œil d'une région dans une autre, d'un

métier dans un autre métier, sans qu'aucune résistance soit possible, aucune digue efficace : toutes ces réglementations syndicales ne reposant que sur un sable mouvant.

L'économie concrète nous offre un autre spectacle. Et une distinction, en particulier, s'impose, à cet égard, entre l'industrie anglaise ou américaine et l'industrie française. S'il se peut qu'en Angleterre, l'allure générale de l'industrie, le caractère des industriels, le tempérament des ouvriers tendent à se rapprocher du schéma esquissé par les théoriciens de l'économie moderne.

En France il est loin d'en être de même : soit routines et préjugés traditionnels, soit culture morale différente, l'industrie, dans notre pays, revêt un tout autre caractère : parvenue à un degré moindre de concentration, elle présente une assez grande diversité et est loin de cet état de simplification théorique où toutes les barrières disparaissent ; il existe encore, du fait des conditions techniques, ou des habitudes morales, des différenciations de métiers très marquées dans notre pays ; l'apprentissage, malgré tout, y demeure une certaine réalité, un point d'appui pour certaines réglementations ; si, sans doute, des allongements abusifs de durée ne pourraient être appliqués, la machine (la linotype elle-même dans l'imprimerie) n'a pas encore fait s'évanouir la base de pareilles réglementations.

La concurrence interpatronale, enfin, dans notre pays, du fait de l'existence d'établissements de grandeurs très différentes et du fait d'une morale professionnelle très lâche, est volontiers anormale et anarchique. « Les grands *masters brinders* n'ont pas tendance à faire beaucoup d'apprentis », déclarait tout à l'heure le secrétaire d'une Union anglaise. En France, du fait de l'existence d'établissements précaires et de chefs d'industries peu scrupuleux, la multiplication des apprentis est un phénomène naturel dans la concurrence, une arme de guerre courante à laquelle les plus grands et les plus sérieux établissements ne répugnent pas, à l'occasion. Et donc nous croyons que le péril existe et qu'une action de défense

ouvrière est possible et légitime. Quelles en seront, maintenant, les limites ?

b) Les faits que nous avons rapportés plus haut semblent les indiquer. Sans doute, il n'y aurait pas lieu de conclure de l'inefficacité relative des réglementations syndicales à l'égard des petites villes et des campagnes à leur inutilité foncière. Nous aurons occasion de le montrer, à mesure que nous avancerons dans cette étude, c'est à toute l'action syndicale que l'on pourrait opposer ce reproche : toujours quelque élément lui échappe, quelque concurrence nouvelle se reconstitue au moment même où elle pensait avoir bouché toutes les fissures. La critique vaudrait, même contre toutes les mesures légales auxquelles échappent tant d'abus, grâce à l'extension du travail à domicile...

Mais si cet argument ne suffit pas à ruiner, selon nous, le fondement de toute mesure limitant le nombre des apprentis, il nous révèle au moins l'échec inévitable de toute prétention à fermer le métier, à exercer un contrôle sur *tout* le métier et à établir un exact équilibre entre l'offre et la demande de travail dans chaque profession.

Ainsi se trouve radicalement brisé l'un des desseins les plus chers à l'action ouvrière. Par suite de l'instabilité de la vie industrielle, de sa fluidité interprofessionnelle et inter-régionales, le métier restera inévitablement ouvert ; si l'action ouvrière peut parvenir à régulariser, à paralyser momentanément et localement l'embauchage ; ses efforts seront vains dans la généralité des cas, lorsqu'elle tentera de fermer ou d'ouvrir à son gré le métier aux aspirants.

Cette constatation nous rassure sur l'urgence du danger que l'on s'est plu à signaler, qu'en constituant ainsi des cloisons étanches entre les professions, qu'en s'isolant dans une défense étroitement corporative, certains syndicats troublaient la libre répartition des jeunes ouvriers entre les diverses industries, les écartant de certains métiers constitués en fiefs privilégiés à hauts salaires, pour les rejeter vers des professions moins organisées où la surabondance des concurrents entretiendrait une misère grandissante.

Et l'on ajoute — c'est une objection analogue à celle des repréailles possibles que soulève toute mesure protectionniste — que cette mesure, tendant à se généraliser partout, le cercle abandonné à l'exploitation libre se rétrécissant, l'exploitation irait s'y intensifiant.

Après ce que nous avons dit, il nous semble que le danger n'est pas aussi grand que l'on veut bien le dire et se trouve corrigé par les lacunes même de la réglementation que nous avons montré inévitables. Cette objection a ceci de remarquable qu'elle est de plus en plus présentée au nom des intérêts généraux de la classe ouvrière et par des militants syndicalistes qui s'en font une arme contre les méthodes réformistes (1).

Tout en reconnaissant l'étroitesse de vues corporatistes de certains syndicats réformistes, nous ne pouvons sur ce point leur donner tort.

Et la formule même des règles syndicales françaises, prévoyant une simple proportion entre le nombre des apprentis et celui des ouvriers, laisse voir, au reste, qu'il ne s'agit là que d'un modérateur assez souple pour pouvoir suivre les mouvements de la classe ouvrière et les besoins de la production.

1) « Un court instant, nous avons cru à cette possibilité (de limiter le nombre des apprentis), mais un examen de la réalité nous a montré la naïveté de cette mesure. Aujourd'hui, dans presque toutes les corporations, le nombre des ouvriers est trop élevé ; les chômeurs augmentent dans des proportions énormes, et vouloir limiter le nombre des apprentis pour chaque corporation, c'est empêcher une grande quantité de jeunes gens de travailler, de gagner leur pain. Cette limitation, appliquée dans quelques corporations, rejeterait dans d'autres tous les futurs ouvriers, et si, partout elle était appliquée, que ferait la jeunesse ? Mise dans l'impossibilité de travailler, cette jeunesse serait, par la volonté des ouvriers adultes, réduite à la plus hideuse situation. La limitation est aussi impossible, parce qu'il y a trop de bras réduits à travailler ; elle est contraire à l'intérêt ouvrier, car, après une certaine période, elle créerait une classe d'ouvriers qualifiés, dont les avantages seraient faits d'une plus grande misère des non-qualifiés. » (V. GRIFFUELHES : *L'Action syndicaliste*, p. 18-19.)

M. de Fleury rapporte dans le même sens cette opinion d'un unioniste mécanicien, membre de l'*Independent Labour Party* : « Les abus de l'apprentissage sont évidents, mais sa limitation en entraînerait de plus grands encore. Si nous restreignons le nombre des apprentis, les jeunes se tourneront vers d'autres métiers, qui eux aussi chercheront à se défendre. On y emploiera les mêmes procédés, et ces entraves auront pour conséquence de placer une partie de la population ouvrière dans l'impossibilité de gagner sa vie. » (In de ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 275.)

Des deux effets qu'attendaient les ouvriers, en limitant le nombre des apprentis, le premier n'est donc ni possible ni désirable.

Quant au second, au contraire, tendant à enrayer la spéculation sur le travail à bon marché et la dépression des salaires, qui en résulte, nous le tenons pour légitime et praticable.

Légitime, car il tend à débarrasser l'industrie et la concurrence d'un germe funeste de désorganisation.

Praticable car il respecte le libre mouvement de l'industrie moderne et se limite à la répression d'un abus.

Au reste, une voie nouvelle s'ouvre, selon nous, à ces limitations : ce sont les conventions collectives relatives à l'organisation du travail. Loin de marquer la fin de ces réglementation, les conventions collectives ne feront qu'en étendre et en fortifier l'application. Au lieu de n'être que le vœu théorique et unilatéral d'un petit groupe de syndiqués — impuissants à en obtenir la réalisation partout où ils ne sont pas la majorité dans la profession, ou ne parviennent pas, par la grève ou la mise à l'index, à établir leur hégémonie — les limitations, grâce aux conventions collectives, pourront être fixées par un accord entre les deux parties, s'assouplir aux nécessités du recrutement du métier et s'imposer souverainement à l'ensemble de l'atelier ou même de la profession (1).

Longtemps encore, donc, nous le pensons, les ouvriers moins stoïques que ne le voudrait M. de Rousiers, mais trop meurtris par la concurrence de la vie industrielle concrète, inséreront dans les conventions qu'ils passeront avec les employeurs, des clauses fixant la proportion des apprentis

(1) L'exemple des conventions collectives passées entre patrons et ouvriers dans l'imprimerie française et allemande nous montre l'utilisation de ce nouvel instrument. V. également le contrat collectif conclu entre la « Itala », société industrielle d'automobiles et la Fédération métallurgique à Turin (art. 5). (Cf. NAST : *Des conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, Amexé, p. 348.)

et prévoyant pour eux un salaire minimum. Avec cet instrument très précis, ils conjureront, fort légitimement selon nous, et sans porter atteinte à aucun principe essentiel, ce fléau de toute saine organisation du travail : la spéculation sur le travail enfantin.

CHAPITRE II

LA CONCURRENCE FEMININE

SECTION PREMIERE

L'Entrée des femmes à l'atelier

I. Ses causes. — II. Caractères et étendue du travail féminin dans l'industrie moderne. — III. L'infériorité des salaires féminins. — Recherche d'une théorie explicative. — IV. L'influence de l'emploi des femmes dans l'industrie sur l'emploi des hommes et les conditions générales du travail.

I .— SES CAUSES.

Après la concurrence des âges, la guerre des sexes.

Nous n'avons pas à aborder ici le grand problème du féminisme qui est appelé à modifier si profondément, dans l'avenir, toute l'organisation sociale ; ni même à étudier dans son ensemble le problème du travail industriel des femmes. Nous ne voulons nous occuper ici que d'exposer aussi brièvement que possible la lutte entre le travail masculin et le travail féminin tel qu'elle se poursuit dans l'industrie moderne.

Les diverses causes qui ont, soit déterminé, soit permis l'emploi de plus en plus étendu des enfants dans l'industrie, n'ont pas tardé à y entraîner la femme à sa suite.

a) Pour elle aussi — et plus nettement encore que pour l'enfant — c'est l'avènement du machinisme qui a marqué le point de départ de son exode vers l'usine. Et cela par un double mécanisme : 1° En brisant entre ses mains les outils qui la faisaient vivre à son foyer, les perfectionnements mécaniques ont mis la femme en demeure de suivre à l'usine les divers travaux qui lui étaient brusquement arrachés : filage, tissage, bobinage, etc.;

2° En simplifiant les opérations de fabrication, en transformant les travaux de force en travaux d'adresse, le machinisme préparait à la femme une place toute naturelle à l'atelier.

Et le mouvement s'est accompli avec une régularité remarquable. Nous n'avons pas à retracer toute cette évolution, partie de l'invention de la machine à filer en Angleterre, vidant les foyers et appelant un nombre grandissant de femmes à l'atelier (1), et se poursuivant, depuis, dans toutes

(1) Cette simple statistique empruntée à l'industrie anglaise rendra cette progression saisissante :

Années	Hommes	Femmes
1841.....	1.030.600	463.600
1851.....	1.324.200	997.900
1861.....	1.357.200	1.150.100
1871.....	1.385.500	1.203.200
1881.....	1.401.900	1.299.500
1891.....	1.576.100	1.447.500

(Cité par Lily BRAUN : *Le Problème de la femme. Son évolution historique ; son aspect économique*, traduction française, p. 315.)

Cf. Egalement Paul LEROY-BEAULIEU : *Le Travail des femmes*, p. 28 ; dans les industries textiles de la Grande-Bretagne et de l'Irlande, vers le milieu du siècle dernier, on a relevé des augmentations de 80 0/0 du personnel féminin.

Aux Etats-Unis, le début de l'industrie textile mécanique provoqua un non moins vigoureux appel à la main-d'œuvre féminine ; en même temps que les enfants des hospices, on recruta les femmes des campagnes que l'on attirait par des primes alléchantes destinées à vaincre leurs défiances. (Cf. Carroll D. WRIGHT : *Evolution industrielle des Etats-Unis*, p. 203.)

Au Japon, le phénomène est identique : on racole, grâce à des promesses fallacieuses, des ouvrières des champs, que l'on loge dans des cités ouvrières et que l'on soumet à une véritable séquestration. (Cf. Emmanuel SAUTTER : *Le développement industriel et commercial du Japon et la main-d'œuvre japonaise*. — Musée social : *Mémoires et Documents*, année 1907, n° 13, p. 367 ; VIALATTE : *L'Avenir économique du Japon*, p. 90 ; SAITO KASHIRO : *La protection ouvrière au Japon*, p. 43.)

les industries, au fur et à mesure qu'elles étaient atteintes par la transformation technique : l'introduction de la femme dans l'industrie suivant, en quelque manière, pas à pas, les progrès du machinisme.

Le phénomène, du reste, se poursuit encore avec la même régularité automatique sous nos yeux : avec la substitution du métier continu au métier renvideur, nous voyons l'ouvrière fileuse et la bobineuse remplacer le fileur, le ratta-cheur et le bâcleur ; avec les derniers perfectionnements du métier dans le tissage et les apprêts (1), avec les machines à découper dans la chaussure et le cartonnage, avec la machine à composer dans la typographie, nous voyons la femme entrer dans des métiers que, naguère, des nécessités techniques, ou les conditions de l'apprentissage lui interdisaient ; dans la mégisserie, nous voyons un nombre croissant de femmes employées aux diverses façons que les hommes étaient seuls à pouvoir donner avant l'emploi des machines (2) ; il n'est pas jusqu'à la métallurgie qui, grâce aux machines-outils, ne semble devoir être, un jour, accessible aux femmes !... (3)

(1) A l'occasion de l'application de la loi de dix heures, un inspecteur indiquait cette transformation très nette dans une usine pour les apprêts de la mousseline et du tulle, région de Lyon :

« Aux métiers fixes d'autrefois dirigés par des hommes adultes, écrivait-il, on a substitué les dérailleuses sans fin dont la conduite est moins pénible et qui peuvent être dirigées en partie par des femmes. » (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail, en 1903*, p. 226.)

(2) « La proportion des ouvriers-manœuvres et des femmes à salaire plus faible que les ouvriers du métier — l'heure 0 fr. 40 à 0 fr. 50 au lieu de 0 fr. 60 — a augmenté.

« Dans la Seine, les ouvriers sont opposés à l'emploi des femmes aux diverses façons, qu'ils étaient seuls à donner, avant l'emploi des machines. En Amérique, dans une usine similaire à une de nos grandes usines françaises, on a compté de 5 à 600 femmes pour un personnel total de 1.600 ouvriers ; dans la Seine l'usine similaire n'occupe que 300 femmes et seulement au lissage, travail fait à la machine. » (*Enquête sur la mégisserie et la tannerie. — Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1908, p. 348.)

(3) Dans une usine d'automobiles, à Clairmarais (Marne), M. Merrheim n'affirme-t-il pas que, parmi les sept cents ouvriers occupés, on compte de *cent à cent cinquante femmes conduisant quatre tours pour un salaire ne dépassant pas 2 fr. 50 par jour ?* (*Voir du Peuple*, 21 juillet 1907.)

Partout, la succession des deux phénomènes apparaît avec une remarquable netteté. Cette extension du travail féminin ne pourrait-elle pas rencontrer du moins un certain correctif dans l'accroissement même du machinisme. On a cru, parfois, pouvoir l'indiquer. Et des enquêteurs américains ont attribué la décroissance du nombre des femmes dans certaines branches de l'industrie à l'accroissement de vitesse des machines qui, rendant le travail plus intense, et augmentant la tension de nerfs, dépassait les forces de l'organisme féminin. La portée de cette observation nous paraît cependant singulièrement atténuée par l'observation que nous relevons quelques lignes plus bas, chez les mêmes auteurs, que *les femmes ont été remplacées par des immigrants* (1). Il n'a donc pas suffi, nous le voyons, d'une modification technique pour éliminer les femmes, il a fallu encore qu'une main-d'œuvre, à meilleur marché qu'elle, vienne s'offrir... Voilà, en effet, le seul correctif que l'on puisse entrevoir à l'emploi croissant des femmes et nous sommes, ainsi, amenés à examiner la seconde cause principale de leur emploi.

b) Si le machinisme est la cause occasionnelle qui permet l'entrée de la femme dans l'industrie, la cause déterminante, qui fait ardemment rechercher la main-d'œuvre féminine et pousse à modifier, s'il le faut, pour en faciliter l'emploi, le machinisme lui-même : c'est son bon marché.

C'est, très secondairement, ses qualités techniques et c'est, au premier chef, les faibles salaires dont elle se contente qui la désignent à la préférence patronale.

C'est par sa misère, et par sa misère presque seule, que la femme est parvenue à conquérir sa place dans l'industrie (2).

Ce fait suffit à révéler toute la gravité du problème.

1) Walter E. WEYL and A. M. SAKOLSKI : *Conditions of entrance to the principal trades* (Bulletin of the Bureau of Labor (Washington) n° 67, novembre 1906, p. 726 et 727.)

(2) Au prix de quelles misères et de quelles humiliations la femme ouvrière a conquis douloureusement son droit au travail, dans un tableau réunissant des traits épars dans mille enquêtes, Mme Lily BRAUN nous l'a retracé en des pages émouvantes. (*Ouv. cit.*, p. 332-342.)

II. — CARACTÈRES ET ÉTENDUE DU TRAVAIL FÉMININ DANS L'INDUSTRIE MODERNE.

Sans prétendre que le travail industriel des femmes ne date que de l'introduction du machinisme (1), on peut faire remarquer, cependant qu'il a pris avec l'industrie du XIX^e siècle une physionomie nouvelle :

C'est d'abord son extraordinaire importance. C'est là, en effet, un fait nouveau que le nombre considérable de femmes de toutes conditions se livrant à un travail professionnel. Et, le problème déborde le cadre de l'étude particulière qui nous occupe, ses causes ne se ramènent pas seulement aux deux faits économiques que nous avons indiqués, elles plongent dans les profondeurs mêmes de la vie sociale, c'est la désorganisation familiale, l'excédent de naissances du sexe féminin, l'émancipation intellectuelle des femmes, la mortalité plus grande des hommes et leur éloignement pour le mariage, les conditions plus difficiles de la lutte pour la vie, en même temps que le renchérissement de la vie urbaine ou le développement du goût du confort dans la classe ouvrière, etc.... Ce sont tous les courants de la vie et de la psychologie sociales qu'il nous faudrait énumérer pour rendre compte de ce grand fait nouveau et aux conséquences imprévisibles, qu'est l'entrée de la femme dans la vie économique.

Outre son volume, le travail féminin moderne présente encore un caractère nouveau : sa répartition : tandis qu'il se

(1) On sait, en effet, comment Colbert s'était déjà particulièrement attaché à encourager le travail des femmes dans les manufactures. Il adressait, par exemple, le 22 septembre 1667, une lettre aux Maire et Echevins d'Auxerre où nous lisons : « Je vous prie aussy de me faire scavoir s'il y a des femmes de considération qui assistent aux ouvrages qui se font dans la... manufacture pour donner l'exemple aux autres. » Et il ajoutait dans une autre lettre que, par suite du travail féminin « les ouvrages en seront plus beaux, meilleurs et beaucoup mieux achevés ». (Cf. DES CILLEULS : *Histoire et régime de la grande industrie en France au dix-septième et dix-huitième siècle*, p. 346, note n° 870.)

trouvait confiné autrefois dans certaines professions, spécifiquement féminines, nous le voyons s'étendre aujourd'hui, peu à peu, à toutes les professions, presque sans distinction.

Et la vieille question des empiètements qui n'a jamais cessé de mettre aux prises travail féminin et travail masculin, s'est, de nos jours, presque complètement retournée : alors que, jadis, le travail féminin avait à se défendre, sur son propre domaine, contre les empiètements du travail masculin (1), c'est lui, maintenant, qui tend à entamer les positions les mieux assurées du travail masculin.

Nous allons essayer de donner une impression d'ensemble de ces deux caractères nouveaux du travail féminin.

D'après le dernier recensement publié, celui du 24 mars 1901, pour une population active totale de 19.715.075 personnes (armée comprise), on comptait 12.910.565 hommes et 6.804.510 femmes.

(1) On sait la vivacité de ces conflits durant toute l'ancienne organisation du travail et les premières difficultés rencontrées par les femmes pour faire reconnaître leur droit au travail.

Le 30 mars 1676, nous voyons le roi obligé, pour protéger les couturières contre les usurpations des maîtres-tailleurs, d'ériger celles-ci en communautés, considérant, dit l'édit, « qu'il est assez dans la bienséance et convenable à la pudeur et à la modestie des femmes et filles de leur permettre de se faire habiller par des personnes de leur sexe lorsqu'elles le jugeraient à propos ».

LESPINASSE : *Les Métiers et Corporations de la Ville de Paris*, t. I, p. 233.)

En Angleterre, sous Edouard III, une loi fut nécessaire pour défendre aux hommes l'usage de la quenouille et du fuseau, afin que les femmes pussent avoir un moyen de vivre (Transactions of the national association for the promotion of social science, 1863, cité par Paul LEROY-BEAULIEU : *Le Travail des Femmes*, p. 15).

En France, en 1789, une pétition de femmes au roi ne s'exprimait pas autrement : « ...Pour obvier à tant de maux, Sire, nous demandons que les hommes ne puissent exercer, sous aucun prétexte, les métiers qui sont l'appanage des femmes, soit couturière, brodeuse, marchande de modes, etc., etc ; que l'on nous laisse au moins l'aiguille et le fuseau ; nous nous engageons à ne manier jamais ni le compas ni l'équerre. »

En 1848, les femmes se plaignaient encore de voir « des jeunes gens entassés dans ces innombrables magasins. Que signifient en vos mains viriles, raillaient-elles, cette multitude d'objets frivoles et réminins dont vous nous faites ridiculement valoir le bon goût et l'élégance, etc., etc., ? »

M. TIXERANT : *Le féminisme à l'époque de 1848*, thèse, Paris, 1908, p. 133-134.

Voici la part qu'elles tendent à occuper dans chacune des branches du travail :

	1896 Pour 1.000 personnes actives	1901 Pour 1.000 personnes actives
Pêche	65 femmes	73 femmes
Agriculture	325 —	327 —
Industrie	324 —	337 —
Commerce	349 —	371 —
Professions libérales..	288 —	236 —
Service domestique..	820 —	810 — (1)

Mais, mieux que ces chiffres généraux, quelques chiffres, relatifs à des industries déterminées, nous feront sentir la masse ouvrière représentée par le travail féminin :

Ce sont les 199.174 ouvrières du vêtement ; les 60.966 ouvrières de l'industrie lainière (66,35 femmes pour 100 hommes) ; les 59.327 ouvrières du tissage et les 20.049 ouvrières de la filature du coton (113,90 femmes pour 100 hommes) ; les 67.317 ouvrières de la soie (270,41 femmes pour 100 hommes) ; les 60.231 lingères ; les 57.269 ouvrières du blanchissage et de la teinture ; les 29.517 ouvrières de la dentelle ; les 27.900 ouvrières des chapeaux ; les 21.103 ouvrières de la passementerie et rubans ; les 20.661 ouvrières de la chaussure et de la ganterie ; les 20.024 ouvrières de la bonneterie ; les 19.509 ouvrières de la fabrication des toiles (59,72 femmes pour 100 hommes) ; les 16.491 ouvrières de l'industrie linière (87,97 femmes pour 100 hommes) ; les 13.430 ouvrières de la

(1) En 1901, le nombre des *ouvrières* et *ouvriers* proprement dits — c'est dans le sens strict de ce mot qu'il sera désormais employé ici par nous — se répartissait ainsi entre les diverses branches industrielles :

	Femmes	Hommes
Industries extractives	4.453	236.353
Industries de transformation	894.278	2.189.880
Manutention et transports	175.865	315.364

tabletterie et broserie ; les 12.072 ouvrières de l'imprimerie et de la gravure (26,57 femmes pour 100 hommes), etc. (1).

Mais, en dehors de sa masse, ce qui est caractéristique du travail féminin moderne et ce qui accroît l'acuité et la généralité des conflits, c'est sa dissémination dans les branches les plus diverses et les plus imprévues de l'industrie.

En dehors des métiers proprement féminins : lingerie, dentelles, broderie, fleurs et plumes, confection, repassage, etc., où la main-d'œuvre est exclusivement ou en majorité féminine (2) ; en dehors des industries comme celles du textile, où les femmes sont entrées dès longtemps à l'atelier et où l'agilité de leurs doigts, en même temps que leur spécialisation antérieure — alors que les opérations s'accomplissaient à la main — peuvent expliquer leur emploi ; nous voyons les femmes pénétrer, et pour une part importante, dans les métiers les plus divers et qui, par leur rudesse ou leur insalubrité, semblaient devoir rester l'apanage exclusif des hommes :

Tabacs : 13,329 femmes (689.12 f. pour 100 h.) (3) ; fabrication du papier : 11,496 f. (52.50 f. pour 100 h.) ; fabrication de cartes et de cartonnages : 11,097 femmes (166.30 f. pour 100 h.) ; savonnerie : 3,330 ; stéarinerie : 1,300 ; fabriques d'huiles et graisses animales : 1,300 ; caoutchouc et gutta : 2,678 (46.26 f. pour 100 h.) ; allumettes : 1,223 (208.70 f. pour 100 h.) (3) ; reliure : 2,486 ; vannerie : 3,556 ; cuirs et peaux :

(1) Voici, sur l'accroissement de la proportion des femmes dans quelques-unes de ces professions, quelques chiffres caractéristiques :

	1896		1901
	Pour 100 hommes		Pour 100 hommes
Industrie de la soie....	260,25 femmes		270.41 femmes
Industrie du coton....	110,40 —		113,90 —
Industrie de la laine....	62,56 —		66,35 —
Industrie du lin.....	65,16 —		87,97 —
Fabricat. de cartonnages	124,50 —		166,30 —
Industries du livre....	23,58 —		26,57 —

(2) Cf. la longue liste des métiers où les femmes sont en majorité. *Résultats statistiques du Recensement de la population en 1901*, t. IV, p. 203.

(3) *Les Manufactures de tabacs et d'allumettes de l'Etat en 1907*. — *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1909, p. 390 et 393.

Les autres chiffres sont empruntés au recensement général de 1901.

4,614 ; fabriques d'ustensiles de bois : 5,359 ; ébénisterie : 3,908 ; etc., etc...

Et il semble qu'il n'y ait aucun métier qui leur soit fermé, même les plus pénibles, même ceux que le respect de leur sexe devrait, semble-t-il, leur interdire ; nous relevons, en effet, les industries suivantes :

Forges et taillanderie : 5,306 femmes (4.25 f. pour 100 h.) ; clouterie et articles de fer et d'acier : 4,807 femmes (26.99 f. pour 100 h.) ; briqueterie et tuilerie : 2.081 f. ; poterie : 1.199 f. ; sciage de bois : 1.188 f. ; verrerie (11.78 pour 100 h.) ; chaudièrerie, plâtrerie : 392 femmes ; terrassement et maçonnerie : 356 femmes ; plomberie, couverture, fumisterie, etc... (1).

On voit jusqu'où peut s'étendre, dans sa marche envahissante, la vague du travail féminin moderne.

III. — L'INFÉRIORITÉ DES SALAIRES FÉMININS. — RECHERCHE D'UNE THÉORIE EXPLICATIVE.

Il nous faut insister sur la raison profonde, la cause déterminante de cet embauchage croissant des femmes dans l'industrie : les salaires infimes dont elles se contentent.

Et ce caractère est plus frappant, cette raison est encore plus déterminante ici que pour les enfants ; car, tandis que l'enfant, pour un salaire dérisoire, n'accomplit, le plus souvent, que des tâches secondaires, que de menus travaux, la

(1) Nous avons déjà cité le cas de femmes employées dans la construction d'automobiles. M. Dupin, de son côté, rapporte qu'il a vu à Munich des femmes occupées à décharger des wagons de charbon, d'autres montant au sommet des échafaudages les pierres et le mortier nécessaires aux maçons ; vers 1898, on estimait que 7,862 femmes et 625 jeunes filles étaient employées dans l'industrie du bâtiment, surtout dans le Sud de l'Allemagne. (DUPIN : *Du mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande*, p. 198.)

Au Japon, on imagine que le travail féminin donne lieu aux mêmes abus : « Je n'oublierai jamais, nous dit M. Sautter, le spectacle d'une femme employée au chargement du charbon à bord de notre bateau à Nagasaki, portant sur la tête une manne dont la noire poussière tombait sur la tête inconsciente et endormie de son baby de quelques mois attaché dans un sac entre ses épaules. » (EMMANUEL SAUTTER : *Le développement industriel, etc.*, p. 367.)

femme, pour ce même salaire, accomplit un effort productif régulier, effort productif identique, dans certains cas, à celui de l'homme adulte. Et pour ce travail analogue, parfois même, répétons-le, *absolument identique*, la femme touchera un salaire qui pourra aller jusqu'à être *inférieur de moitié* à celui de son concurrent masculin.

La démonstration générale de l'infériorité des salaires féminins n'est plus à faire, et nous n'avons pas à y insister ici ; mais ce qu'il importe de discerner, pour ce qui nous occupe, ce n'est pas si cette infériorité se manifeste entre l'ensemble des métiers féminins et l'ensemble des métiers masculins, car dans ce cas on pourrait invoquer l'influence de causes particulières, mais si, dans un même métier, pratiqué simultanément par des hommes et par des femmes, on relève des différences appréciables de salaires, ne pouvant pas être expliquées par une différence de productivité.

Voici, par exemple, pour quelques industries employant simultanément à des travaux analogues, des hommes et des femmes, quelques chiffres significatifs :

	Hommes	Femmes
Fabrique de caoutchouc (Paris).	5 fr. 45	2 fr. 85
Fabrique de papier (Paris).....	6 fr.	3 fr. 10
Imprimerie (Paris).....	7 fr. 10	3 fr. 55
Brochure (Paris).....	6 fr. 55	2 fr. 90
Couperie de poils (Paris) (1)....	7 fr. 10	3 fr. 15
Ouvriers en peignes (Yonnax)...	5 fr.	3 fr.
Vermicelliers (Valence).....	3 fr.	1 fr. 75
Bonneterie (Falaise).....	3 fr. 50	2 fr. 25
Chapeletiers (Saumur) (2).....	4 fr.	1 fr.

(1) Salaires relevés à Paris, 1894-1893. OFFICE DU TRAVAIL : *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, tome I (département de la Seine), tableau III.

(2) Salaires relevés en 1906 par des conseils de prud'hommes. DIRECTION DU TRAVAIL : *Salaires et durée du travail, coût de la vie pour certaines catégories d'ouvriers en 1906* (extrait de l'*Annuaire statistique* pour 1906), tableau II.

Mais, ces quelques chiffres, pris au hasard, et dépourvus de commentaires, ne nous laissent pas apercevoir quelle similitude peut exister entre la tâche accomplie par la femme et celle accomplie par l'homme.

Dans la filature, nous avons déjà quelques points de comparaison : la productivité des métiers continus surveillés par des femmes est plus grande que celle des métiers renvideurs dirigés par des hommes, et quelle que soit — ceci dit pour ceux qui rattachent la rémunération du travail à son degré d'intensité — la différence d'effort physique qui peut exister entre les deux, elle ne suffit pas à expliquer les différences de salaires que nous rencontrons.

	Fileurs	Ouvrières de métiers continus
Lille	6 fr. 46 par jour	2 fr. 74 par jour
Lille	5 fr. 77 —	3 fr. 19 —
Vosges	4 fr. —	2 fr. —
Tourcoing ...	5 fr. —	3 fr. — (1)

Mais ici encore, nous n'avons pas de commune mesure rigoureuse. Il faut que nous en arrivions à la typographie pour trouver la démonstration irréfutable de la théorie que nous esquissions au début de cet ouvrage. Il ne s'agit plus, dans ce cas, d'un travail analogue, équivalent, mais d'un travail *rigoureusement identique* : celui de la composition typographique payée aux pièces, et dont l'unité est *le mille de lettres levées*. Il semble qu'il s'agit là d'une mesure rigoureusement objective, d'une tâche précise et qu'il semble impossible — qu'elle soit accomplie par un ouvrier marié ou célibataire, du Nord ou du Midi, du sexe masculin ou du sexe féminin — de ne pas payer au même tarif, le travail étant le même et ne pouvant être affecté d'aucune manière par ces différences. Or il n'en est absolument rien.

« 10,000 lettres composées et corrigées par un homme, écrivait en 1898 un patron imprimeur, valent, au tarif de

(1) *Enquête parlementaire sur l'Industrie textile*, t. IV : Relevés de salaires.

Blois et d'Orléans, 4 fr. 50. Les mêmes 10,000 lettres, composées et corrigées par une femme, ne valent plus que 2 francs, 2 fr. 50, 3 francs ou 3 fr. 50, que la compositrice soit blonde ou brune, jolie ou laide ; le même travail n'est pas payé au même tarif simplement parce que c'est une femme » (1).

On voit ce que devient la valeur d'un mille de lettres « levées » ; comme on dit dans le métier, suivant que c'est le produit du travail d'un homme ou d'une femme. Alors que le tarif du mille est, pour les hommes, en province, de 0 fr. 50 environ, on le voit s'abaisser, pour les femmes, à 0 fr. 25 et même à 0 fr. 17 (2).

Et la machine à composer a été loin d'égaliser la rémunération :

A Paris, pour 4,500 lettres à l'heure, soit 36,500 lettres pour une journée de huit heures, un compositeur à la machine touchera 10 fr. 50 ; pour un même travail, une compositrice ne touchera que 7 fr. 50...

Nous pourrions amonceler ici les exemples.

Dans les métiers même où la femme est recherchée à cause de ses qualités techniques particulières — pour la distribution des billets de chemins de fer, par exemple, que les femmes accomplissent avec plus de rapidité que les hommes

(1) Emmanuel RIVIÈRE : *Le travail de la femme dans l'industrie typographique*, une brochure, Blois, 1898, p. 9.

(2) Cf. Charles POISSON : *Le salaire des femmes*, p. 40.

Que l'on examine ce tableau comparatif des salaires payés par quatre maisons d'imprimerie dans une petite localité, et l'on imaginera ce que peut, dans de telles conditions, y devenir la concurrence :

1° L'une emploie des ouvriers syndiqués = 0 fr. 45 ou 0 fr. 50 le mille et 0 fr. 45 ou 0 fr. 50 l'heure ;

2° Une autre emploie des ouvriers non syndiqués = 0 fr. 40 le mille et 0 fr. 45 l'heure ;

3° Une autre emploie des ouvriers typographes en conscience = 3 fr. 50 par jour et des compositrices aux pièces = 0 fr. 25 le mille ou 2 fr. 50 par jour, à condition d'un minimum de production quotidien de 10.000 lettres, sinon le salaire est proportionnel à la production ;

4° La quatrième est une œuvre charitable n'occupant que des femmes recrutées à l'étranger, nourries et logées.

(FACDOUEL : *La Fédération des travailleurs du livre*, thèse, Lyon, 1904, p. 193, note .)

— on relèverait la même injuste infériorité des salaires féminins.

Pour faire saisir à quel point est conventionnelle, ou plutôt scandaleusement arbitraire, cette choquante inégalité entre les sexes, citons le cas bien suggestif de ces confectionneuses de vêtements d'hommes payées pour un certain article 4 francs, tandis que le même article était payé aux hommes 6 francs, et qui trouvèrent cette ingénieuse combinaison d'envoyer chercher et reporter l'ouvrage par leur mari. Grâce à cet innocent subterfuge, elles parvinrent à toucher le complément de salaire dont, par la plus injustifiable spéculation, on essayait de les frustrer (1).

Nous sommes suffisamment éclairés maintenant par les faits pour apprécier la valeur des ingénieuses théories par lesquelles les économistes ont prétendu expliquer cette insolite différence entre les salaires féminins et les salaires masculins.

Suivant leur préférence personnelle pour telle ou telle théorie générale du salaire, ils ont eu recours à leur explication favorite.

Les uns en ont cherché la cause dans la productivité moindre de la femme (2). — S'il est des cas où l'on pourrait être tenté de trouver des confirmations à cette hypothèse, nous avons, croyons-nous, cité quelques cas qui y sont radicalement irréductibles ; quand pour *un travail rigoureusement identique, accompli dans le même laps de temps*, nous avons trouvé des différences de salaires allant jusqu'à $\frac{2}{5}$ et presque jusqu'à la moitié, nous sommes, me semble-t-il, avertis que ce n'est pas vers la qualité objective du travail accompli qu'il nous faut tourner les yeux pour y chercher l'explication, mais vers la qualité subjective de l'agent humain.

On a invoqué encore l'infériorité des besoins de la

(1) Cf. POISSON : *Le salaire des femmes*, p. 133.

(2) Paul BEAUREGARD : *Essai sur la théorie du salaire*, p. 349.

femme (1). — *Présentée sous cette forme, et comme une notion individuelle*, cette théorie ne paraît guère résister à l'examen. Il semble bien que, considérée individuellement, la femme soit douée d'autant de besoins que l'homme ; et, en admettant même qu'à un point de vue physiologique, on puisse découvrir quelque différence, elle sera minime — M. Paul Leroy-Beaulieu a essayé de déterminer cet écart : il l'évalue à 1/16 (2) — et il est, en tout cas, d'autres besoins et d'autres charges qui pèsent sur la femme ouvrière et qui sont assez légers à l'homme : la femme qui travaille sera souvent une mère, chargée d'enfants, veuve, divorcée, abandonnée ; dira-t-on que ses besoins et ses charges sont inférieurs à ceux de l'ouvrier célibataire ou même de l'ouvrier marié, mais dont le travail de la femme ou des enfants complète le salaire ? Les besoins de la femme sont donc insensiblement inférieurs, parfois même supérieurs à ceux de l'homme, sans que le salaire s'en trouve affecté.

Il nous faut donc chercher, à notre tour, une explication qui rende plus complètement compte de tous les faits que nous venons de relever : l'examen des conditions particulières dans lesquelles s'exerce ici la concurrence ouvrière servira peut-être à nous mettre sur la voie.

Un premier fait nous frappe tout d'abord : c'est la surabondance des concurrentes dans toutes les professions où les femmes sont engagées ; c'est, d'autre part, l'exiguïté des débouchés qui lui sont jusqu'à présent ouverts. Si nous avons indiqué, plus haut, comme caractéristique du travail féminin moderne sa dissémination dans un nombre de plus en plus étendu de branches de la production, cela est, en effet, très appréciable si on le compare au travail féminin ancien, étroitement confiné dans les industries féminines de l'aiguille, cela l'est beaucoup moins si on le compare au flot grandissant des femmes se livrant à un travail professionnel.

(1) STUART MILL : *Principes d'Economie politique*, t. I, p. 461.

(2) PAUL LEROY-BEAULIEU : *Le travail des femmes*, p. 132.

Si les débouchés se sont multipliés, c'est sous la pression d'une surabondance des femmes ouvrières et dans une proportion bien moindre. Longtemps confinées, par tradition et par la résistance masculine, dans un nombre restreint de métiers, lorsque ceux-ci n'ont plus été capables de les contenir, lorsque l'encombrement qui y sévissait a provoqué des horreurs telles que celles que nous offre encore le travail de la lingerie ou de la confection à domicile, les femmes se sont jetées dans d'autres voies ; mais, là encore, elles s'y sont portées en masse, suivant quelques grands courants très marqués, et, à cause de leur absence d'instruction technique antérieure, elles ont choisi de préférence les métiers les plus faciles, les tâches inférieures, accessibles à tous après quelques semaines ou quelques mois d'apprentissage, et, là encore, elles ont rencontré ou provoqué l'engorgement, elles ont entraîné après elles, dans les nouveaux métiers où elles avaient pu se faire une brèche, toutes les mœurs de misère et de concurrence dont elles avaient cherché à s'évader.

Mais cela ne suffirait pas à rendre compte de tout le phénomène (1) — car il est des métiers masculins encombrés, où la dépression des salaires n'a jamais atteint un tel niveau — s'il ne s'y joignait deux particularités, inhérentes au caractère propre de la femme, inhérentes, en quelque manière, à sa constitution. A la quantité des compétitrices, il nous faut joindre la diversité de leur qualité.

a) Un fait, selon nous, domine le travail féminin, c'est que, si indépendante, si délaissée qu'elle soit, la femme, dans le domaine économique, sera toujours considérée, qu'elle le veuille ou non, comme rattachée et participant à un groupe

(1) Sans doute, on a pu voir en lui un facteur important de l'infériorité des salaires féminins ; nous persistons à penser que ce n'est pas le seul.

« — Si les femmes valent pour vous autant que les hommes, demandait-on à un patron, pourquoi ne pouvez-vous pas les payer davantage ? »

« — Nous donnons, répondit-il, autant que les autres, et nous ne donnons pas plus, parce que pour une fille qui est placée il y en a douze qui attendent sa place. » Miss Helen CAMPBELL : *Prisoners of Poverty*, p. 175, cité par LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 401.

social lui procurant le nécessaire, et comme ne cherchant dans son travail qu'un salaire d'appoint et non la totale satisfaction de ses besoins vitaux.

Sans doute, cette conception trouve un terrain de culture tout préparé dans l'intérêt patronal, qui l'entretient et s'en recommande comme d'un principe de haute moralité sociale, mais, à la longue, une prétention aussi irréaliste ne pourrait subsister, en face de tant de cas de femmes isolées (orphelines, veuves, divorcées, abandonnées) que présente la vie ouvrière quotidienne, si les règles de fer de la concurrence ouvrière ne venaient, de gré ou de force, ramener les conditions de travail de la femme isolée, qui cherche dans son salaire toute sa subsistance et celle parfois de ses enfants, au niveau des exigences de celles qui trouvent, au foyer paternel ou conjugal, une compensation à l'insuffisance de leur gain. Tel est, selon nous, le mécanisme central qui commande tous les problèmes du travail féminin (1) ; il prend sa naissance dans la constitution même de la femme et semble vouloir se venger, cruellement, de celles qui ont renoncé à la vie familiale ou en ont été privées et en dehors de laquelle elles semblent vouées à ne trouver que l'insécurité et la misère.

b) Mais il est une seconde cause, moins irréfragable, celle-là, et qui tient au caractère moral de la femme ; son influence n'est, cependant, pas moins active dans l'état actuel de nos mœurs, et contribue à donner au jeu du mécanisme économique que nous venons de découvrir tout son caractère de nécessité. Il s'agit de l'absence d'esprit de résistance et de cohésion syndicale propre aux milieux féminins.

Entraînées à la passivité par une fausse éducation, mêlées à un fort contingent d'ouvrières de passage (jeunes filles travaillant jusqu'à leur mariage, femmes veuves ou abandonnées venues tard au métier), les femmes ouvrières ne constituent pas un milieu homogène, elles n'ont pas encore acquis

(1) Sur le fonctionnement de ce mécanisme des salaires d'appoints. Cf. *infra*, chapitre VIII : *Une concurrence intestine : Les revenus accessoires.*

les mœurs d'un prolétariat et offrent les plus attristants exemples d'individualisme et d'insouciance. Là est le vice interne du travail féminin. Ainsi que nous aurons à le dégager à la fin de cet ouvrage, pour qu'apparaisse une certaine cohésion ouvrière et à plus forte raison le groupement syndical, deux conditions sont nécessaires : d'une part, le sentiment de l'existence de certains intérêts communs et permanents à défendre contre des prétentions adverses, et, d'autre part, une certaine indépendance de pensée et une certaine force de volonté capables de soutenir la résistance nécessaire à la défense de ces intérêts (1).

Or, dans la plupart des milieux féminins, ni l'une ni l'autre de ces conditions n'existe : nombreuses sont les femmes qui ne font que traverser le métier et à qui manque ce sentiment de la permanence de leur sort ; nombreuses sont d'autre part, celles qui préfèrent solidariser leur sort à celui du patron, dans l'espoir d'en obtenir quelque avantage immédiat, plutôt que de le solidariser avec le sort de leurs compagnes de misère et, à plus forte raison, avec le prolétariat masculin qui, d'ailleurs, en les repoussant, les enracine encore, trop souvent, dans cet individualisme.

Enfin, malgré les révoltes frémissantes qu'elles peuvent manifester, peu de femmes sont capables d'une résistance ferme, calme et persévérante et ont conscience de ce qu'exigerait leur dignité de travailleuses. Et ceci est appelé à avoir les plus funestes conséquences, ainsi que nous l'allons voir, non seulement sur le salaire, mais encore sur l'ensemble des conditions du travail (2).

Il n'est donc point surprenant que, dans ces conditions, cette masse ouvrière en soit restée au stade élémentaire et

(1) Cf. *infra*, III^e partie, ch. I, § II : *Genèse de l'idée syndicale*.

(2) Devant une commission d'enquête autrichienne, en 1896, un entrepreneur justifiait le fait que les heures supplémentaires sont payées à un taux plus élevé aux hommes qu'aux femmes, en disant que les hommes auraient fait grève et les femmes non. (Cité par CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 224, note 1.)

Il n'y a souvent pas d'autre explication à toutes les inégalités que nous venons de constater !

atomique où la concurrence entre ouvriers l'emporte sur la défense collective et la solidarité. C'est là toute la leçon et tout le vice que porte en elle la concurrence féminine.

IV. — L'INFLUENCE DE L'EMPLOI DES FEMMES DANS L'INDUSTRIE SUR L'EMPLOI DES HOMMES ET LES CONDITIONS GÉNÉRALES DU TRAVAIL.

Il nous reste à dégager, rapidement, les diverses répercussions de l'emploi de la femme sur le travail de l'homme.

a) C'est, tout d'abord, l'éviction. On a évoqué bien souvent l'époque où la grande industrie textile naissante, en Angleterre, vidait les foyers des femmes et des enfants, tandis que l'homme, privé brusquement de tout gagne-pain, restait au foyer pour s'occuper du ménage et soigner les enfants en bas âge (1).

Le même phénomène s'est produit au début de toutes les industries faisant appel à la main-d'œuvre féminine. On le constate de nos jours au Japon (2).

On a nié que cette éviction fût définitive et, se servant de l'argument par lequel on essaie également de prouver que les machines n'expulsent pas l'ouvrier, mais le déplacent provisoirement pour le rappeler ensuite et lui ouvrir des débouchés de plus en plus larges, on nous montre que le placement des hommes dans l'industrie suit régulièrement le mouvement normal de la population et que, par conséquent, le travail des femmes vient combler le vide qui resterait inoccu-

(1) En 1840, pour 10.721 femmes mariées travaillant dans 412 fabriques du Lancashire, leurs maris se répartissaient ainsi :

5.314 seulement employées dans les mêmes fabriques ;

3.927 occupés ailleurs ;

821 sans travail ;

659 sur lesquels les renseignements manquent.

Ainsi 821 pères de famille au moins étaient nourris par le travail de leurs femmes !

(2) « Pendant qu'un nombre de plus en plus grand d'hommes robustes ne savent que faire de leurs bras, les patrons japonais tendent de plus en plus, afin d'abaisser le prix de la main-d'œuvre, à n'embaucher que des femmes et des fillettes. » (Revue américaine *The World's work*, 1907-1908.)

cupé sans lui (1). Ces chiffres généraux nous paraissent n'apporter aucune lumière à cette question. Ils ne font que nous montrer qu'au cours de leur vie, d'un recensement à l'autre, la masse ouvrière est parvenue à se placer, que des milliers ou des millions d'hommes ne sont pas restés d'une manière permanente sans emploi, que de nouveaux débouchés se sont créés et que certaines prédictions pessimistes, à la Malthus, sont erronées. Nous en convenons. Mais ils ne nous renseignent pas sur le danger d'éviction immédiat, prochain, dont le travail féminin menace le travail masculin, et qui, sans l'acculer toujours au suicide ou à l'oisiveté perpétuelle, l'expose du moins à la perte de son gagne-pain traditionnel, au chômage, aux salaires de débuts et à l'apprentis-

(1) Mme Lily BRAUN dresse cette statistique comparative sur le mouvement de la population en général et celui de la population ouvrière dans divers pays :

	Sur 100 hommes au premier recensement il y en a au second	Sur 100 ouvriers au premier recensement il y en a au second	Sur 100 femmes au premier recensement il y en a au second	Sur 100 ouvrières au premier recensement il y en a au second
Allemagne	115	116	114	120
Autriche	108	119	108	147
France	101	114	102	99 (*)
Etats-Unis	126	124	124	140

(Le problème de la femme : son évolution historique, son aspect économique, p. 361.)

(*) Le mouvement d'arrêt que semble indiquer cette statistique n'a été pour la France que momentané, et pour le recensement de 1896 le tableau se présente ainsi :

Hommes	Ouvriers	Femmes	Ouvrières
100	151	100,35	115

On comprendra aisément combien un semblable tableau est impuissant à nous renseigner sur ce qui nous intéresse et comment de nombreuses causes individuelles ou collectives ont pu déterminer l'entrée de catégories nouvelles d'hommes dans l'industrie, établissant ainsi une certaine corrélation entre le progrès de la population et celui du mouvement industriel, mais masquant en revanche le nombre d'ouvriers restés en chômage par suite de l'encombrement inopiné du marché du travail par la main-d'œuvre féminine.

Pour l'Allemagne, de 1882 à 1895, M. LEVINSKI indique une progression plus marquée du travail des femmes de 23,60 0/0, tandis que celle de la population n'était que de 14,48 0/0. (*La maternité et l'évolution capitaliste. — Revue d'Economie politique*, 1909.)

sage dans un métier nouveau. Telle est la hantise, la seule hantise véritable des ouvriers.

Or, on ne saurait considérer cette crainte comme chimérique : il est vrai que, là où la femme entre à l'atelier, elle tend à éliminer l'homme : quand la femme entre dans le tissage, la filature, la fabrique de chaussures, la typographie, c'est pour prendre la place de l'homme, c'est pour contraindre celui-ci à changer de spécialité, à changer d'atelier, à changer de région ou même de métier.

Voilà ce que savent les ouvriers : partout où la femme s'offre pour un même travail que pour l'homme, elle tendra à le remplacer.

Lors même que son travail serait proportionnellement moins productif, lors même qu'elle ne pourrait pas être employée aussi longtemps, l'avantage resterait encore assez sensible pour tenter le patron. C'est ainsi que l'on a pu remarquer que la réduction de la journée de travail à dix heures, à la suite de la loi de 1900, n'a entraîné à peu près aucun renvoi de femmes (1).

Bien mieux, elle a constitué une sorte de prime en faveur de l'emploi des femmes, puisque l'avantage que l'on pouvait avoir dans les ateliers mixtes à employer encore des hommes, dont la journée de travail pouvait être prolongée jusqu'à douze heures, disparaissait devant l'égalisation des conditions de travail pour tous, réalisée par la loi des dix heures. Cette égalisation ne pouvait qu'inviter à embaucher le plus grand nombre possible de femmes. Et les ouvriers se sont tellement bien aperçu qu'il ne devaient leur maintien dans ces industries qu'à l'inégalité de traitement dont ils bénéficiaient, que l'on a vu certains d'entre eux protester contre le régime des dix heures, qui leur faisait perdre ce privilège

(1) Cf. *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail*, Notam : 1902, p. 9 (Paris).

A Lille (*Ibid.*, p. 119), on signale cependant des renvois de femmes, mais c'est dans des cas où deux équipes peuvent assurer la marche de l'usine sans discontinuité. L'avantage, dans ces conditions, est trop évident.

et les mettait, dans la concurrence avec les femmes, sur un pied d'égalité qui ne pouvait que leur être défavorable (1).

On trouve une raison analogue à l'opposition de certains ouvriers à l'introduction des machines qui, simplifiant et égalisant la tâche, leur fait perdre le privilège dont ils jouissaient du fait de leur force physique et permet aux femmes de s'offrir en concurrence avec eux pour les mêmes emplois de surveillance, avec les mêmes chances de capacité physique et l'écrasante supériorité de leurs prétentions dérisoires (2).

Partout, donc, où la femme peut s'offrir dans de mêmes conditions techniques que l'homme, elle a des chances d'être employée à sa place. Sans doute, des considérations d'organisation intérieure, de discipline, etc., pourront parfois contrarier cette tendance, mais dans la généralité des cas, c'est elle qui l'emportera.

La préférence accordée aux femmes se fera encore sentir lorsqu'il s'agira de licencier une partie du personnel, pendant une période de morte-saison ou pour toute autre cause : on conservera de préférence les femmes à l'atelier (3).

Mais il est encore un autre cas de supplantage qui risque de laisser dans la classe ouvrière d'indélébiles ressentiments contre les femmes, c'est le supplantage en cas de grève (4).

(1) Cf. Protestation d'un syndicat d'ouvriers textiles, près de Romorantin, en 1903. (*Rapports en 1903*, p. 32.)

(2) Cf. *infra*, Ch. VII, § I.

(3) C'est une constatation fréquemment faite que les femmes et les enfants ne chôment pas tandis que les hommes chôment.

M. Varlez invoque certaines causes techniques, particulières aux femmes, qui expliqueraient cette différence. (*Les salaires dans l'industrie gantoise. I. Industrie cotonnière*, p. 99-100.) Les cas qu'il cite sont assez particuliers, et il semble bien que dans la généralité des cas ce soient les causes purement économiques que nous avons mises en lumière qui soient déterminantes.

(4) C'est ainsi qu'à la suite de cas de supplantage par des femmes, lors de la grève des linotypistes parisiens, dont nous parlons plus loin, les ouvriers firent apposer une affiche où on lisait :

« Les directeurs de journaux de nuit, désarmés devant la cohésion de leurs équipes, depuis huit jours, font appel au concours de la main-d'œuvre féminine.

On comprend, en effet, quelles ressources offre aux patrons cet immense troupeau, docile, inorganisé, repoussé de partout, partout en surabondance, toujours en quête de travail. Aussi ne se gênent-ils pas pour y recourir, dans le dessein de briser la solidarité ouvrière.

Nous en avons eu un exemple récent lors de la grève des linotypistes parisiens, durant laquelle les maîtres-imprimeurs eurent recours aux femmes, non seulement le jour, mais encore — malgré les prescriptions formelles de la loi du 2 novembre 1892 (art. 4) — la nuit. La question a été portée devant la Chambre des députés, et le ministre du travail a déclaré que pour onze jours, ou plutôt onze nuits, un total de 184 contraventions avaient été dressées par l'inspection du travail (1).

Mais ce ne sont pas quelques francs d'amende qui pourront empêcher les patrons de recourir à ces auxiliaires (2) ; et, en temps normal, comme en temps de grève, les femmes restent une main-d'œuvre précieuse à employer, même en violation de toutes les prescriptions de la loi.

Mais, alors même que l'entrée de femmes dans l'industrie

« L'acceptation de celle-ci détermine deux faits : 1° les compositrices et les linotypistes constituent pour nous, maintenant, *un élément jaune que nous devons combattre à outrance* ; 2° une violation à l'article 4 de la loi du 2 novembre 1892 sur le travail de nuit des femmes et des enfants. »

(1) Chambre des députés, séance du 8 février 1909. *Journal officiel* du 9 février, p. 300, col. 3.

Et combien d'infractions ont échappé aux quelques inspecteurs, opérant en pleine nuit et entourés d'embûches de toutes parts : on a décrit toutes les mesures organisées autour des ateliers pour avertir de l'arrivée de l'inspecteur : employés ou directeurs placés en faction dans la rue ou dans le couloir, sonnette électrique chez le concierge, etc... Un inspecteur remontant, cinq minutes après son premier constat, trouvait deux femmes aux machines, qui ne s'y trouvaient pas lors de sa première visite. (G. SERGENT : *Lois de façade*. — *Humanité* du 8 février 1909.)

(2) Est-il besoin de faire remarquer à nouveau que les simples amendes encourues (5 à 16 fr. et, en cas de récidive, 16 à 200 fr.) sont sans proportion avec la perte que causerait l'arrêt total ou partiel d'un atelier ou même l'humiliation de céder à ses ouvriers ? Certains patrons ne déclaraient-ils pas nettement qu'ils continueraient à employer ce personnel, malgré les contraventions, et qu'ils préféreraient payer les amendes prévues par la loi que de céder aux exigences de leurs ouvriers. (*Ibid.*)

n'aurait provoqué aucune crise aiguë, et n'aurait entraîné l'élimination d'aucun ouvrier masculin, leur présence seule, dans l'économie ouvrière, n'en constituerait pas moins un réel danger.

On imagine volontiers l'action dépressive que peuvent exercer les salaires dérisoires, dont elles se contentent, sur le taux général de la rémunération du travail.

Il ne faut pas perdre de vue qu'alors même que l'on ne constaterait pas une dépression positive, et que les ouvriers auraient été assez fortement organisés pour maintenir leurs salaires, la seule présence de salaires inférieurs est une menace, et, en tout cas, un frein contre toute possibilité de hausse ultérieure.

Et l'on ne sait jusqu'où pourra aller la concurrence de ce travail au rabais : non seulement son bon marché lui permet de rivaliser avantageusement avec l'effort musculaire des hommes, mais on l'a vu parfois tenir tête aux machines elles-mêmes !

« L'industrie, par un singulier retour des choses, écrit M. Charles Poisson, a recours à la femme pour concurrencer la machine. Je puis citer un cas précis qui m'a été signalé par un fabricant de chaussons, pantoufles et chaussures légères. Cet industriel employait primitivement des hommes à divers travaux. D'autres maisons, afin d'abaisser leurs tarifs de vente, employèrent des ouvrières, qu'elles payaient moitié moins que les hommes. Le patron dont il s'agit, pour pouvoir offrir à sa clientèle des prix aussi bas que ceux pratiqués ailleurs, installa des machines perfectionnées, donnant une grande production. N'importe, les femmes produisent, chez les concurrents, à aussi bon compte que les machines » (1).

On a là un raccourci tragique du prix auquel est acheté parfois, le merveilleux bon marché, dont les économistes rendent grâce au machinisme.

(1) Charles Poisson : *Le salaire des femmes*, p. 155-156.

Mais, nous voulons y insister, on n'aurait qu'une idée incomplète et trompeuse des conflits ouvriers, si on les faisait tenir tout entiers dans le chapitre du salaire.

Il y a d'autres éléments dans les conditions du travail et, sur ceux-là, le travail féminin exerce une action tout aussi redoutable, plus redoutable même.

a) C'est d'abord la discipline de l'atelier : le règlement d'atelier, les amendes. — Comment ne pas voir que la femme, naturellement docile et résignée, constituera, pour le patron, un précieux auxiliaire lorsqu'il s'agira d'imposer à l'ensemble de l'atelier un régime plus rigoureux ou de résister aux revendications d'un groupe d'ouvriers.

b) Il en sera de même lorsqu'il voudra apporter une modification dans l'intensité ou les procédés du travail. — La femme acceptera aisément ces modifications et, lorsqu'il s'agira d'introduire une nouvelle machine ou d'accroître la vitesse de la production, l'employeur se servira d'elle comme d'entraîneur, pour décider le personnel tout entier à accepter le régime nouveau.

c) Les ouvriers se plaignent encore que l'emploi des femmes entretienne le travail aux pièces. Tandis que dans certaines industries : la typographie, par exemple, les ouvriers expérimentés et consciencieux parviennent parfois à être payés au temps, il est de règle que pour stimuler les ouvriers inférieurs, moins habiles ou moins actifs (femmes, enfants, demi-ouvriers), on leur impose le travail aux pièces. Ainsi, dans certaines corporations qui s'efforcent d'abolir ce mode de rémunération, la présence des femmes y met obstacle.

d) Enfin, d'une manière plus générale, la présence d'un grand nombre de femmes dans une industrie rend impraticable l'application généralisée des règlements syndicaux, le contrôle du Syndicat sur tout le métier. Il n'est pas besoin d'insister pour montrer que c'est notamment l'échec de tous les règlements sur l'apprentissage — l'entrée des femmes dans le métier faisant une brèche dans les essais de limitation absolue du nombre des concurrents tentés par l'action syndicale, et accroissant la proportion des travailleurs à bon

marché que la fixation d'un nombre proportionnel d'apprentis avait pour but de réglementer ; — il en est de même de toutes les autres règles qui peuvent être édictées : réduction de la journée de travail, opposition au machinisme, au travail aux pièces, etc., etc...

La femme, docile à l'autorité patronale, et non syndiquée, minera sourdement tous les essais d'organisation du travail et de souveraineté syndicale (1).

Tels sont les effets variés qu'exerce l'emploi des femmes dans l'industrie. Ils suffisent à expliquer, sinon à justifier, l'âpreté qu'a mise le travail masculin à se défendre contre ce redoutable adversaire.

(1) C'est ainsi encore, par exemple, que la campagne entreprise en 1906 par la Fédération des travailleurs du livre, pour obtenir la journée de 9 heures et 7 fr. 20, n'a pu réussir que très partiellement, en province surtout, parce qu'elle avait négligé un des éléments essentiels de la concurrence : les femmes. Celles-ci continuant à travailler 10 heures et pour des salaires de 5 à 6 francs, non seulement empêchèrent la règle nouvelle d'être appliquée dans un grand nombre d'établissements, mais, encore, introduisirent par là, dans la concurrence interpatronale, un germe d'avilissement des prix, qui mit un grand nombre d'autres employeurs dans l'incapacité de supporter une pareille charge.

SECTION II

La Défense ouvrière

- I. L'entrée de la femme dans la typographie et la résistance syndicale. — II. Tactiques de certains syndicats tendant à interdire à la femme l'accès de la profession : a) l'exclusion pure et simple ; b) l'interdiction d'enseigner le métier ; c) une exception : des ouvriers favorisant l'entrée de la femme dans le métier. — III. Tactiques nouvelles : l'admission conditionnelle de la femme : a) les exigences masculines : à travail égal, salaire égal ; b) la syndicalisation des femmes ; c) l'action légale : l'efficacité d'un minimum de salaire. — IV. L'avenir du travail féminin.

Le premier geste de la classe ouvrière masculine en face de cette nouvelle rivale, pénétrant sur un domaine qui avait semblé jusqu'alors réservé aux seuls hommes, fut un geste de répulsion — et de répulsion totale.

C'est qu'il ne s'agissait plus ici de régulariser, de doser, en quelque manière, l'entrée dans le métier de travailleurs destinés à y pénétrer tôt ou tard ; on se trouvait en face d'une concurrence nouvelle qui apparaissait inopinée, superflue, anormale, et dont on pensait pouvoir se débarrasser par un simple geste de résistance.

On sait qu'il n'en a rien été et qu'avec les progrès du machinisme et la surabondance des femmes recourant au travail, le travail féminin a lentement, irrésistiblement, pénétré la plupart des branches de l'industrie.

Malgré l'étendue et la persistance de cet envahissement, les travailleurs n'ont pas désarmé et, malgré la stérilité de leurs tentatives, ils ont, pour la plupart, maintenu intacte leur traditionnelle attitude doctrinale.

Un exemple d'envahissement progressif d'un métier par la main-d'œuvre féminine et l'évolution parallèle de l'opinion des travailleurs organisés de cette profession nous en fournira une confirmation.

I. — L'ENTRÉE DE LA FEMME DANS LA TYPOGRAPHIE
ET LA RÉSISTANCE SYNDICALE.

Le plus intéressant exemple que nous ayons, à cet égard, est celui de la typographie. Tandis que certaines industries, telles que le textile, sont submergées, pénétrées de toutes parts par la main-d'œuvre féminine, et cela depuis longtemps, la typographie nous offre le cas d'une industrie en pleine crise, luttant pied à pied contre tout nouvel envahissement, partagée entre des sentiments contradictoires et ne se décidant pas à renoncer à une résistance opiniâtre, mais impuissante.

Si, dès 1840, on cite une imprimerie parisienne, la maison Didot, qui, sous prétexte de philanthropie, commence à employer des femmes (1), ce n'est qu'en 1862 que se manifeste le premier conflit. Au moment même où une commission mixte entre patrons et ouvriers était réunie, sur l'initiative du Ministre de l'Intérieur, pour élaborer un nouveau tarif de salaires, M. Le Clère, imprimeur, rue Cassette, introduisait des femmes compositrices à un salaire inférieur au tarif et, le 21 janvier, congédiait six ouvriers. Tous les ouvriers, sauf deux, quittèrent le travail le lendemain, et quelques-uns d'entre eux devaient être, sur la plainte du patron, arrêtés comme coupables du délit de coalition (2).

Quelques semaines s'étaient à peine écoulées que, le 22 mars, un autre imprimeur parisien, M. Paul Dupont, introduisait des compositrices dans ses ateliers de Clichy, avec un tarif réduit de 30 0/0. Les ouvriers essayèrent vainement, par des pourparlers, de faire changer la situation. A la suite d'un vote émis dans les ateliers, et réclamant une augmentation de tarif, cinq compositeurs de l'imprimerie Dupont furent

(1) D'après M. Keufer, communication à une séance de « la Crypte », citée par E. RIVIÈRE : *Le travail de la femme dans l'industrie typographique*, 1898, p. 27.)

(2) OFFICE DU TRAVAIL : *Les Associations professionnelles ouvrières*, t. I., p. 725.

arrêtés par la police, sans que cette arrestation eût été motivée par le moindre désordre, sans que le travail eût été abandonné (1).

La question du travail féminin était posée, et sous les plus défavorables auspices.

Dans le rapport rédigé par les quatre typographes, faisant partie de la fameuse délégation ouvrière envoyée par l'Etat à l'Exposition universelle de Londres, en 1862, la question du travail des femmes est abordée ; les rapporteurs se défendent de combattre un sexe, ils ne luttent, disent-ils, que contre un « instrument d'abaissement de salaire... un travailleur à prix réduit. » Et ils ajoutent :

« N'oublions pas de rappeler que l'introduction des femmes a eu lieu dans deux ou trois imprimeries, au moment même où se discutait la demande d'augmentation des ouvriers compositeurs ; cela suffit amplement à démontrer le but que l'on cherchait à atteindre (2). »

L'embauchage des femmes se généralisait, notamment dans les ateliers de composition des journaux (3) ; une cause nouvelle allait encore accélérer le mouvement à Paris : à la suite de la grande grève de 1878 qui dura trois mois, les typographes obtinrent une partie de l'augmentation qu'ils réclamaient ; mais cette hausse de salaires ayant entraîné un renchérissement du prix des travaux, ceux-ci, en grand nombre, quittèrent la capitale, et, pour pouvoir lutter contre la concurrence de province, les imprimeurs parisiens commencèrent à recourir à la main-d'œuvre féminine ; à partir de ce jour,

(1) *Assoc. prof.*, tome I, p. 726.

(2) *Ibid.*, p. 729.

(3) Voici par exemple quelques faits relatifs aux journaux de Lyon : en 1880, le *Courrier de Lyon* emploie des femmes (*Assoc. prof.*, t. I, p. 782) ; en janvier 1881, le *Républicain du Rhône* remplace ses ouvriers en grève par des femmes ; en juin 1881, le *Nouvelliste* et la *Décentralisation* font de même (*Ibid.*, p. 784) ; en 1887, le *Salut public* (*Ibid.*, p. 789) ; en 1891, le *Petit Lyonnais* et l'*Action Sociale*, de nuance socialiste, sont composés par des femmes (*Ibid.*, p. 792), etc., etc.

On trouverait des faits analogues à Marseille, Lille, etc...

celle-ci allait devenir un organe régulier de la concurrence économique de la profession (1).

Aussi, dès son premier Congrès, la Fédération typographique française devait-elle être contrainte d'aborder ce problème irritant. Dès ce moment, elle pose le principe dont elle ne devait jamais se départir, de « s'opposer par tous les moyens légaux au travail de la femme dans la corporation » (2) et lui refuse l'entrée au Syndicat, même au cas où elle serait payée au tarif (3).

Il est, cependant, intéressant de noter quelques-unes des évolutions de la pensée des ouvriers typographes sur ce point :

En 1883, au deuxième Congrès, l'affirmation n'est pas moins énergique (4), mais voici qu'en 1885, au troisième Congrès, à côté de l'intransigeance théorique, apparaît une certaine tolérance pour les femmes appartenant à des industries similaires, adhérentes à la Fédération des travailleurs du Livre :

« Toute femme admise dans un Syndicat similaire sera reçue dans la Fédération au même titre que l'homme, c'est-à-dire avec les mêmes devoirs et les mêmes droits (5). »

(1) KEUFER : *Communication citée*. (RIVIÈRE : *broch. citée*, p. 27.). Plusieurs patrons déclarent : « Si l'on ne veut pas que la province, qui paie très peu les typographes, accapare tous les travaux, nous sommes obligés de lui tenir tête par l'emploi des « petites mains ». (*Ibid.*, p. 32.) « Le patron ne peut soutenir la concurrence de province sans femmes. Aussi à Paris, partout où à peu près, emploie-t-on des femmes pour la composition », (*Ibid.*, p. 33), etc...

(2) Art. 1^{er}, § 8 des statuts. Premier Congrès typographique, Paris, 1881. (*Assoc. prof.*, tome I, p. 827.)

(3) Résolution votée à l'unanimité moins une voix. (*Ibid.*, p. 830-831.)

(4) Résolution adoptée par 23 voix contre 3 et 3 abstentions :

« Ecarter par tous les moyens légaux, même à salaire égal, la femme de l'atelier et particulièrement de l'atelier de composition, sa présence constituant un danger permanent d'avilissement du prix de la main-d'œuvre dans ces derniers ateliers, où elle entre non point comme auxiliaire mais bien comme concurrente. » Deuxième Congrès typographique, Paris, 1883. (*Assoc. prof.*, page 836.)

(5) Résolution votée par 23 voix contre 17. Troisième Congrès typographique, Paris, 1885. (*Ibid.*, p. 843.)

Était-ce une conception nouvelle qui se manifestait au sein de la Fédération ? Le Comité central l'expérimenta. Au Congrès de 1887, il chercha une arme nouvelle et plus efficace contre la concurrence des bas salaires féminins et proposa de « chercher tous les moyens propres à empêcher la femme de devenir un instrument d'avilissement de salaire, en suscitant la création de Syndicats féminins, destinés à maintenir le tarif et arrêter la décadence du métier ».

C'était là une trop grande hardiesse, et il semblait que, par là, on reconnaissait le « droit » des femmes au métier, on leur y donnait une situation juridique. Aussi, à une forte majorité, le projet fut-il repoussé (1).

Par contre, on s'efforçait de renforcer les mesures défensives, et, en 1892, on faisait figurer, parmi les cas de grève autorisés par la Fédération, le remplacement de fédérés par des femmes (2).

C'est que l'entrée des femmes dans la typographie se fait de plus en plus menaçante : en 1896, on comptait 23,58 femmes pour 100 hommes ; en 1901, la proportion s'élève à 26,57. Et l'on ne cesse de signaler partout l'existence d'imprimeries de femmes qui, par leur concurrence, contraignent irrésistiblement les autres établissements à ce mode de travail et généralisent ainsi le mal (3).

(1) Repoussé par 49 voix contre 18. IV^e Congrès de la Fédération française des Travailleurs du Livre, Paris, 1887. (*Assoc. prof.*, p. 851.)

Au V^e Congrès de la Fédération, Paris, 1889, ce projet devait rencontrer le même sort. (*Ibid.*, p. 856).

(2) Art. 17, § 2 des statuts, adopté par 57 voix contre 18 :

« Les fédérés remplacés par des femmes dans les maisons où il n'en existe pas ; — dans les maisons où il y a des compositrices, les fédérés ne seront considérés comme grévistes que lorsque leur remplacement par ces dernières aura été précédé d'une proposition d'abaissement de salaire. » VI^e Congrès de la Fédération, Paris, 1892. (*Compte rendu*, p. 33.) — Cf. IV^e Congrès, 1887, (*Assoc. prof.*, p. 851 et note).

(3) « Certaines industries, réservées autrefois aux hommes, se voient de plus en plus envahies par les femmes. Je citerai entre autres l'imprimerie ; grâce à une dextérité incontestable et à des salaires moins élevés, les imprimeries à femmes font aux imprimeries exclusivement masculines une concurrence redoutable : de pareilles imprimeries existent à Limoges, Montluçon, Châteauroux, Tours... » Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Limoges. (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1900*, p. 57.)

On comprendra qu'en face de cette marée montante, quelques militants de la Fédération se soient pris à réfléchir et à se demander si la tactique adoptée jusque-là était la plus habile et la plus efficace, et s'il n'aurait pas mieux valu se concilier l'adversaire, la gagner à la cause syndicale, plutôt que de la repousser dans l'inorganisation et l'acculer aux plus ruineux sarrazinages.

Quelques membres du Comité central eurent ces scrupules et essayèrent de laver leur Fédération de l'accusation d'égoïsme professionnel que leur adressèrent de nombreux milieux syndicaux (1). Et il sembla, un moment, qu'ils avaient triomphé : en 1900, un vœu est émis que « la Fédération du Livre accepte dans ses rangs la femme à salaire égal pour travail égal » (2).

Mais, à y regarder de près, rien encore n'était changé, et, si ce nouveau vœu marquait une intéressante évolution dans la pensée de quelques syndicalistes clairvoyants, il ne faisait, dans l'esprit de la plupart, qu'exprimer, sous une forme plus facile à justifier, la même volonté d'exclusion systématique : la femme n'étant, dans aucun cas, embauchée à un tarif égal à celui de l'homme.

Aussi bien, en 1905, tout paraît-il être remis en question, et, par deux fois, des déclarations se prononcèrent en faveur de l'exclusion à outrance de la femme.

Le Comité central, toujours préoccupé de se défendre contre les reproches d'égoïsme corporatif qui lui sont adressés (3), propose de modifier les statuts de la Fédération en y introduisant cette nouvelle formule :

(1) Cf. VIII^e Congrès de la Fédération française des travailleurs du Livre, Paris, 1900. (*Compte rendu*, p. 40.)

(2) *Ibid.*, p. 42.

(3) « Keufer croit qu'il est plus habile de ne plus nous montrer aussi intransigeants si nous voulons conquérir plus de sympathies dans le monde ouvrier qui ne voit pas les choses sous le même angle » lisons-nous dans le résumé des discussions. IX^e Congrès de la Fédération, Lyon, 1905. (*Compte rendu*, page 103.)

« Combattre l'emploi de la femme dans l'imprimerie lorsqu'elle est une cause d'abaissement des salaires. » (1).

Et le même débat théorique s'ouvrit sur cette proposition. Hamelin défendit généreusement l'entrée de la femme dans la typographie, revendiquant, pour elle aussi, le droit au travail, lorsqu'elle est embauchée au même tarif. « Il n'est pas démontré que sa présence y devienne un danger pour nos intérêts, surtout si nous savons l'associer à nos revendications », déclare-t-il. Et il signale nettement le vice de cette politique d'exclusion systématique : c'est qu'elle est impuissante : « la femme est entrée dans l'imprimerie et elle y restera comme concurrente de l'homme, parce qu'on a eu la maladresse de l'éloigner des organisations typographiques, au lieu de l'y attirer ». Il montre que les femmes sont aussi capables que les hommes de faire leur devoir syndical, et il cite le cas de femmes qui, à Issy, ont fait sortir de l'atelier les hommes qui ne voulaient pas faire leur devoir.

Mais ce sentiment sembla peu partagé, et l'on vit Sergent penser atteindre les dernières limites de l'esprit de conciliation en proposant de préconiser, *jusqu'au prochain Congrès*, l'organisation des femmes et, en cas d'insuccès, de reprendre la lutte à outrance.

Cette mise en demeure ne trahit pas un bien vif désir de voir s'organiser peu à peu les masses féminines !

Mais certains typographes, plus nettement, reprennent l'attitude traditionnelle de la Fédération : ils montrent la femme favorisant le travail aux pièces, rendant illusoire la réglementation de l'apprentissage, ruinant toute l'œuvre d'organisation péniblement accomplie jusque-là. Et, malgré la pression des faits, l'éloquence d'Hamelin, l'habileté de Keufer, voici que le Congrès se termine par une nouvelle déclaration de guerre à outrance, par une affirmation d'intransigeance absolue :

« Le Congrès, considérant que le travail de la femme dans l'imprimerie entraînerait l'avilissement des salaires et pour-

(1) *Ibid.*, p. 95.

rait avoir des conséquences plus fâcheuses encore, donne mandat au Comité central de s'opposer par tous les moyens dont il dispose à l'admission de la femme dans les ateliers de composition, même quand elle est rétribuée au tarif syndical. » (1).

C'était maintenir le § 8 de l'article premier dans sa rédaction primitive, celle de 1883 (2). C'était se rattacher à la tradition constante de la Fédération du Livre, depuis son origine.

On le voit, la typographie nous offre un exemple de fidélité doctrinale qu'aucun fait n'a pu altérer. Et elle reste, aujourd'hui encore, et quelles que soient les difficultés qu'elle rencontre et les sacrifices qu'il lui en coûte (3), fidèle à une seule politique : celle de l'exclusion totale.

II. — TACTIQUES DE QUELQUES SYNDICATS TENDANT A INTERDIRE A LA FEMME L'ACCÈS DE LA PROFESSION.

A. — *L'exclusion pure et simple.*

La typographie n'est pas la seule profession à n'avoir pas désarmé.

Chaque année, l'on voit des grèves éclater pour réclamer

(1) Motion présentée par les délégués d'Alger. (*Ibid.*, p. 104.)

(2) Le § 8 de l'article 1^{er} se trouvait donc maintenu sous cette forme, qui est celle qui figure dans les statuts actuels de la Fédération :

« 8° D'écarter par tous les moyens légaux la femme de l'atelier de composition où elle n'entre point comme auxiliaire, mais bien comme concurrente, sa présence y constituant un danger permanent d'avilissement des prix de main-d'œuvre ; cependant, toute femme appartenant à un syndicat similaire sera admise à la Fédération au même titre que l'homme, c'est-à-dire avec les mêmes droits et les mêmes devoirs. » (*Ibid.*, p. 105.)

(3) On aura une idée de l'intérêt primordial que la *Fédération* attache au maintien de ce principe, lorsqu'on saura qu'à Lyon, en 1891, la seule mise à l'index, pour ce motif, d'un petit journal à nuance socialiste, l'*Action sociale*, coûta à la Fédération une somme de 3,750 francs. (*Assoc. prof.*, tome I, p. 792.)

l'exclusion de la main-d'œuvre féminine (1) ; des statuts, des vœux de Congrès grondent encore des menaces.

Nous ne serons pas surpris de trouver au premier rang la corporation des gantiers, dont le troisième Congrès international (1895) décida :

« D'écarter par tous les moyens légaux le travail de la femme dans la coupe du gant comprenant le dolage, le dépeçage et l'étavillon » (2).

Non moins catégorique est la Fédération des ouvriers ferblantiers boîtiers :

« Ecarter par tous les moyens légaux la femme de l'atelier où elle n'entre point comme auxiliaire, mais bien comme concurrente... (3). »

Dans les statuts de la Chambre syndicale des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine, en outre des dispositions que nous citons plus loin, nous relevons parmi les conditions d'admission au Syndicat :

« N'être pas marié avec une coupeuse exerçant toujours la profession (4). »

Aussi ne serons-nous pas surpris de la lutte que cette corporation n'a cessé de mener contre l'introduction des fem-

(1) Voici, pour les cinq dernières années, le tableau des grèves provoquées par ce motif :

Années	Nombre de grèves	Nombre d'ouvriers	Réussites	Transactions	Echecs
1903	6	775	2	»	4
1904	2	45	2	»	»
1905	»	»	»	»	»
1906	3	127	2	»	1
1907	7	258	1	1	5

(2) Troisième Congrès international des gantiers, Paris, 1895. (*Assoc. prof.*, tome II, p. 119.)

(3) Art. 1^{er}, § 7 des statuts de 1896, Fédération des ouvriers ferblantiers boîtiers de France. (*Assoc. prof.*, tome III, p. 241.)

(4) Art. 1^{er}, § 7, statuts révisés le 17 juin 1894. (*Assoc. prof.*, tome II, p. 75.)

nées dans leur métier (1), lutte qu'avec le progrès du machinisme, ainsi que nous l'avons montré plus haut, elle semble devoir être bien impuissante à rendre véritablement efficace.

A côté de ces quelques professions irréductibles, il en est d'autres : cordonnerie, mégisserie, etc., que nous aurons occasion de citer tout à l'heure et qui se résignent à l'entrée de la femme dans l'atelier lorsqu'elle y est payée au même tarif que les hommes.

Nous ne devons pas être surpris de trouver, à l'égard du travail féminin, une réglementation moins riche qu'à l'égard du travail enfantin : ceci peut s'expliquer par deux considérations opposées :

a) C'est, d'abord, que le travail des femmes se présente avec moins de généralité que le travail des enfants et qu'il est encore un assez grand nombre de métiers masculins qui, protégés par leur qualification ou la nature de leur travail, n'ont pas été, jusqu'ici, entamés par la concurrence féminine, ou ne l'ont été que très partiellement. Pour eux, donc, le problème n'existe pas.

b) C'est, par contre, qu'en certains métiers le travail féminin a pris une telle extension qu'il a complètement submergé le travail masculin — dans les textiles, par exemple — et que, depuis longtemps, les ouvriers ont compris qu'ici toute tentative de résistance serait vaine et ne ferait qu'accélérer leur élimination.

Ce n'est donc que dans les industries en période de crise, ayant encore conservé quelque qualification de métier et certaines traditions d'esprit corporatiste, et commençant, par ailleurs, à être entamées d'une façon inquiétante par le travail

(1) En 1894, les coupeurs de chaussures de Lyon se mirent en grève contre l'introduction de femmes ; le patron renouça à son projet et aucun autre patron ne chercha à employer des femmes au travail de la coupe. (*Assoc. prof.*, tome II, p. 86.) En 1898, grève à Fougères pour le même motif. (*Ibid.*, pages 89-90.). Etc., etc...

féminin, que nous trouvons un plan de défense un peu systématique et des efforts désespérés pour défendre le métier.



La vie syndicale étrangère nous offre un spectacle identique.

Angleterre. — En Angleterre, les vieilles Unions d'ouvriers qualifiés ont longtemps pratiqué une rigoureuse politique d'exclusion et l'on en a cité qui frappent ceux de leurs membres qui acceptent de travailler avec des femmes, tout d'abord d'une amende et, en cas de récidive, de l'exclusion (1).

M. de Rousiers rapporte même le cas des peigneurs de laine du Yorkshire qui, bien que submergés par le travail féminin, maintiennent toujours intact le principe de l'exclusion ; l'enquêteur croit trouver la raison de cette attitude dans l'inorganisation de ce métier, le manque de travail, l'organisation particulière des tâches, etc... (2).

Ce qui est vrai c'est que, quelles que soient les conditions particulières de leur métier, toutes les Unions ont commencé par user de tous les moyens possibles pour écarter la femme ; ce n'est qu'en face de leur impuissance à aboutir dans leur prétention, que les plus souples d'entre elles ont modifié la tactique et, puisque le métier ouvrait ses portes à cette concurrente nouvelle, ont jugé plus politique de lui ouvrir aussi celles des Unions. C'est ainsi, par exemple, que les typographes anglais ont évolué de l'exclusion, préconisée en 1848, à l'admission des femmes comme membres — décidée en 1886 — à la condition qu'elles soient payées aux mêmes tarifs que les hommes (3). Encore, ne faudrait-il pas trop être dupe des apparences et nous montrerons tout à l'heure

(1) Ouvriers en perles (*Pearl Button Makers*), Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, page 498.

(2) DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 299.

(3) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 499.

que cette générosité de façade n'est pas exempte de quelque hypocrisie.

Belgique. — Les associations belges à type corporatif — chapeliers (1), typographes (2) — sont restées fidèles à la politique d'exclusion dans toute sa rigueur, manifestant les affinités qui les unissent aux organisations-sœurs de France.

B. — *L'interdiction d'enseigner le métier.*

Certains syndicats font porter leur politique d'exclusion sur un point précis, particulièrement important pour eux : l'enseignement du métier aux femmes.

C'est ce dont se préoccupe par exemple la chambre syndicale des coupeurs et brocheurs en chaussures de la Seine :

« Tout adhérent convaincu de diriger un atelier de femmes ou de leur montrer à travailler dans le métier sera exclu de la Chambre syndicale » (3).

Les ouvriers coiffeurs interdisent également « de donner des leçons de coiffure dans les cours professionnels aux femmes afin d'éviter une concurrence redoutable » (4) et mettent à l'index tout patron qui enfreindrait cette règle (5).

Mais il y a, ici, ceci de particulier, que les ouvriers se trouvent, dans cette politique, d'accord avec les patrons qui ne seraient pas moins menacés qu'eux par la constitution de salons de coiffure composés et dirigés par des femmes (6).

(1) VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, t. I, p. 28.

(2) *Ibid.*, p. 103, statuts fédéraux : « 5° s'opposer par tous les moyens au travail de la femme dans la composition. »

(3) Art. 8, statuts de 1887 de la Chambre syndicale des coupeurs et brocheurs en chaussures du département de la Seine. (*Assoc. prof.*, tome II, p. 71.)

(4) Vœu du Congrès de la Fédération des Syndicats d'ouvriers coiffeurs. Lyon, 1904. (LUQUET : *La Fédération des ouvriers coiffeurs, Mouvement socialiste*, 15 février 1905, p. 253.)

(5) Vœu du Congrès de la Fédération, Bordeaux, 1905 : seule tolérance pour les femmes ou filles de coiffeurs. (*Ibid.*, p. 254.)

(6) Une réunion *mirte* entre patrons et ouvriers réclama en effet l'extension de cette mesure à toute la corporation. (*Ibid.*, p. 255.)

La question de l'enseignement professionnel féminin n'a pas moins inquiété les typographes, il y a quelques années, lorsqu'il a été question de créer un cours de typographie pour les jeunes filles à l'école La Martinière, de Lyon. Les typographes lyonnais adressèrent même, à ce moment, une pétition au Ministre du Commerce qui provoqua une longue discussion au Conseil supérieur du Travail sans, d'ailleurs, qu'aucune doctrine précise ni aucun acte positif s'en dégagât (1).

C. — Une exception : des ouvriers favorisant l'entrée de la femme dans le métier.

Tandis que nous venons de voir de nombreuses corporations lutter énergiquement contre l'emploi des femmes, il est piquant de relever un groupe d'ouvriers qui, non seulement l'accepte, comme les ouvriers du textile, mais encore le sollicite : c'est le cas que nous offrent les ouvriers lithographes. Nous aurons la raison de cette curieuse contradiction dans la protestation que fit entendre, contre toute restriction au travail féminin, le délégué de Marseille au deuxième Congrès national lithographique, déclarant qu'à Marseille, la femme est considérée « comme auxiliaire des lithographes qui la préfèrent à tout autre, attendu qu'elle ne peut pas, comme certains jeunes gens, prendre à un moment donné l'emploi de conducteur » (2).

On voit le motif de cette prédilection inattendue pour le travail féminin : il s'agit, pour les lithographes, de réaliser

1. CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL, deuxième session, juin-juillet 1892, *Compte rendu*, p. 117-144.) Cf. Rapport de la Commission, (*Ibid.*, p. 232-240.)

Les typographes lyonnais se fondaient, dans leur demande de non-crédation d'un cours professionnel féminin, sur les motifs suivants :

1^o La situation des typographes lyonnais est déjà très compromise, des femmes étant déjà employées dans certains ateliers ;

2^o Le cours augmenterait le contingent d'ouvrières et aggraverait par conséquent la concurrence contre les hommes ;

3^o Ce serait une cause nouvelle d'avilissement des salaires ;

4^o L'insalubrité notoire de la profession pour les hommes : plus grave encore pour les femmes

2. Deuxième Congrès national lithographique, Lyon, 1894, *Assoc. prof.*, tome I, p. 693.)

le dessein qui leur tient tant à cœur (1) : empêcher la multiplication, si facile dans leur métier, des apprentis, éliminer de la profession les futurs concurrents.

On retrouve là, en quelque manière, une état d'esprit analogue à celui qui anime, d'après M. de Rousiers, ces patrons bijoutiers anglais qui cherchent à occuper de préférence des femmes dans leurs magasins, parce que celles-ci ne montent pas de maisons concurrentes (2).

Les conducteurs lithographiques belges redoutant, eux aussi, que les apprentis, qui travaillent auprès d'eux comme marges, finissent par devenir aptes à être employés comme conducteurs, favorisent également l'emploi des margesuses (3).

C'est qu'il y a là, semble-t-il, entre ces deux concurrents à bon marché du travail de l'homme : la femme et l'enfant, une étrange solidarité : si l'on chasse l'un de l'atelier, l'autre y rentre. Il semble que les ouvriers n'aient que le choix entre l'un ou l'autre mal sans jamais espérer pouvoir parvenir à les extirper tous les deux et à réaliser leur dessein de réserver aux seuls ouvriers masculins la possession du métier : lorsqu'entre 1892 et 1897, la chambre syndicale des coupeurs et brocheurs de chaussures de Paris tenta une lutte vigoureuse pour l'élimination des femmes, elle y parvint ; mais en compensation de l'élimination des coupeuses, elle dût consentir à leur remplacement par des jeunes gens et le nombre croissant des *petites mains* ne tarda pas à devenir une nouvelle plaie dans le métier (4).

De même, il serait à craindre qu'une lutte trop vigoureuse contre les apprentis, dans une corporation, ne pousse à l'extension du travail des femmes : n'est-ce pas un peu la leçon de l'expérience des ouvriers typographes ?

(1) V. *supra*, p. 81 et 102.

(2) Cf. *La Question ouvrière en Angleterre*, p. 122.

(3) Cf. E. VANBERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, tome I, p. 106.

(4) Cf. *Associations professionnelles*, tome II, p. 77.

III. — TACTIQUES NOUVELLES : L'ADMISSION CONDITIONNELLE DE LA FEMME DANS LE MÉTIER.

Le geste brutal d'exclusion, qui résume l'attitude primitive des ouvriers dans tous les pays, tend, de plus en plus, devant l'irrésistible poussée économique, qui fait entrer les femmes dans l'industrie, à s'incliner vers l'admission de cette nouvelle compétitrice.

Les travailleurs ont dû laisser s'engager la femme dans le métier, mais ont-ils pu se désintéresser de cet élément de misère qui s'introduisait avec elle : l'infériorité des salaires féminins ? Aucun groupe ouvrier au monde ne l'a pu et c'est sur ce nouveau terrain que la lutte s'est engagée : moins brutale dans la forme, mais aussi âpre dans le fond, et, hélas ! presque aussi vaine jusqu'à présent dans ses résultats.

Trois facteurs sont intervenus jusqu'ici en ce sens : les exigences masculines ; les revendications féminines ; l'action légale. Nous allons les passer successivement en revue.

A. — *Les exigences masculines : à travail égal, salaire égal.*

Telle est l'essentielle et toute évidente affirmation, à l'égard du travail féminin, dans laquelle se cantonnent, à l'heure actuelle, l'unanimité des ouvriers masculins.

Rien ne semble, tout d'abord, plus simple, plus juste ; et l'on pourrait croire qu'autant les travailleurs devaient rencontrer d'obstacles dans leur brutale et égoïste politique d'exclusion, autant, sur ce nouveau terrain, ils allaient rencontrer des appuis et en premier lieu chez les ouvrières elles-mêmes, dont ils apparaissent comme les libérateurs.

Il n'en est rien, cependant ; et lorsque certains syndicats ou certains congrès proclament : « la suppression des femmes comme ouvrières dans notre industrie, à moins que leur salaire ne soit égal à celui des hommes » (1), le correctif de

(1) Chambre syndicale des ouvriers de la chèvre maroquin, mouton et parties similaires du département de la Seine, (*Assoc. prof.*, tome II, p. 222.) Congrès de la cordannerie, Paris, 1889. *Ibid.*, p. 62. Premier Congrès national de la Fédération des ouvriers mégissiers de France, Grenoble, 1893. *Ibid.*, page 155. Etc.

la seconde phrase n'atténue guère la portée de la première déclaration et s'il marque une intéressante évolution doctrinale, ils ne recouvrent pas moins l'un et l'autre une même politique économique, une identique arrière-pensée masculine.

Quoi qu'il en soit, telle est l'attitude que, sous la pression des nécessités, ont adopté de plus en plus, par tous pays, les syndicats ouvriers, et telle est, il est intéressant de le souligner, la généreuse tradition affirmée, avec quelques nuances de pensée cependant, par le syndicalisme français au cours de plusieurs de ses congrès nationaux.

Dès 1887, le II^e Congrès national corporatif proclamait :

« En attendant la Révolution sociale...

« Considérant que tous les êtres humains ont droit à l'existence et que dans l'état actuel de la production il est possible de satisfaire aux besoins de chacun.

« ...Le congrès, comme réformes immédiates et à titre provisoire réclame :

« ...3^o Salaire égal pour les deux sexes » (1).

En 1888, le III^e Congrès semblait se placer dans une idéologie révolutionnaire moins abstraite, et, faisant à l'avenir de la race d'importants sacrifices, il écartait la femme mariée de l'atelier, mais sans porter atteinte cependant à la liberté absolue du travail des autres femmes.

« Considérant :

« Que le travail des femmes et des enfants dans les usines et manufactures est une monstruosité engendrée par l'exploitation capitaliste qui doit disparaître avec elle, qu'il est en tout point contraire au rôle naturel de la femme dans une société bien organisée, nuisible au développement physique et intellectuel de l'enfant et principalement cause de la dégradation morale de tous deux.

« Considérant, d'autre part, que la maternité étant une

1) Deuxième Congrès national corporatif, Moulleuon, 1887, *Compte rendu*, page 86.

des plus importantes fonctions sociales, il est de toute nécessité d'en assurer l'exécution dans les meilleures conditions possibles au point de vue de la reproduction de l'espèce ; que la santé et la bonne constitution physique de l'enfant dépendant surtout de celle de la mère, il ne saurait être permis qu'elles puissent être compromises par elle.

« Conclut :

« 1° Que tout article de loi établissant l'infériorité de l'ouvrier vis-à-vis du patron et de la femme vis-à-vis de l'homme doit être supprimé.

« 2° Egalité du salaire de la femme à celui de l'homme, basée sur le temps de travail ;

« 4° Suppression complète pour la mère de famille de tout travail en dehors de l'entretien de son ménage et des soins à donner aux enfants » (1).

Et au X^e Congrès, à Rennes, en 1898, nous relevons dans la résolution adoptée ces assez curieuses déclarations :

« Que dans tous les milieux nous nous efforcions de propager cette idée que *l'homme doit nourrir la femme*.

« Que pour la femme veuve ou fille, obligée par conséquent de subvenir à ses besoins, il soit entendu que la formule à travail égal, salaire égal, lui sera appliquée.

« ...Empêcher l'homme d'accaparer les travaux et les emplois appartenant à la femme, et réciproquement, empêcher également la femme d'enlever à l'homme le travail lui incombant naturellement.

« ...Empêcher par tous les moyens possibles le travail de la femme, dans certaines professions, telles, par exemple, que bonnes de café, de brasserie, etc... qui sont une cause de démoralisation empêchant l'émancipation féminine » (2).

On voit quelles hautes préoccupations morales et familiales s'alliaient à un généreux égalitarisme, aux premiers temps du syndicalisme français.

(1) III^e Congrès national corporatif, Bordeaux, 1888, *Compte rendu*, p. 6.

(2) X^e Congrès national corporatif, Rennes, 1898, *Compte rendu*, p. 313.

Il est permis de dire que le syndicalisme contemporain n'a guère retenu de cela que l'égalitarisme, mais, du moins, s'y tient-il et, dans ses déclarations officielles, se refuse-t-il à exclure la femme du travail, se bornant à exiger pour elle le même salaire que pour l'homme.

Mais on le comprendra, ces exigences unilatérales de la part des ouvriers masculins, si elles peuvent régler l'admission ou l'exclusion du syndicat, si elles peuvent être parfois efficaces — lorsque, pour la première fois, dans une profession en majorité masculine et solidement organisée, apparaît un petit groupe de femmes, ou encore lorsqu'une forte organisation masculine est parvenue à imposer et à maintenir un rigoureux tarif uniforme de salaires aux pièces (1) — dans la généralité des cas, partout il s'agira d'un véritable envahissement du métier par les femmes, elles seront vouées à l'insuccès s'il ne se trouve parmi les femmes aucun esprit de résistance : si la revendication d'un salaire égal ne s'élève des rangs mêmes des intéressées.

De là l'idée d'organiser la main-d'œuvre féminine.

B. — *La syndicalisation des femmes.*

Il est à remarquer que les ouvriers masculins manifestent peu d'entrain à cette œuvre. Nous relevions tout à l'heure l'attitude hésitante, presque hostile, de la Fédération des Travailleurs du Livre. Ce n'est pas un cas isolé. Cet état d'esprit ne laisse pas que de surprendre : une fois la femme admise, par nécessité, dans le métier, le mieux n'est-il pas de l'organiser, de l'associer à l'œuvre défensive commune d'en faire une alliée et non une adversaire ?

Et cependant, chez la plupart des militants ouvriers on

1) C'est le cas, d'après Webb, des tisseurs du Lancashire : « Un tarif uniforme (*standard rate*), défini, pratiquement inaltérable dans les cas individuels, sert par lui-même à prévenir la concurrence des sexes. » WEBB : *Industrial Democracy*, p. 501.)

Nous croyons aussi que le développement des conventions collectives parviendrait à régulariser, à moraliser la concurrence implacable que se font les deux sexes : mais cela exige un développement d'organisation syndicale et d'éducation féminine que la plupart des groupes industriels, la France en particulier, sont loin d'avoir atteint.

constate quelque insouciance, disons mieux : une véritable répugnance à syndicaliser les femmes : c'est qu'ils verraient là comme la consécration d'un principe qu'ils n'ont jamais voulu reconnaître : le principe même du travail des femmes. Aider les femmes à s'organiser, ce serait, en quelque manière, leur créer un statut normal dans la profession, les y établir comme dans une demeure définitive. Or, cela, les travailleurs ne le veulent pas. Quelque progrès qu'aient faits parmi eux les idées d'émancipation féministe, ils persistent à considérer la femme comme une subordonnée et le travail féminin comme un phénomène anormal, qu'ils tolèrent mais ne veulent pas contribuer à consacrer. Et c'est ainsi qu'ils préfèrent souffrir de la concurrence d'ouvrières inorganisées, travaillant au rabais, mais traquées et boycottées, plutôt que d'abandonner cet espoir d'une élimination possible et d'en faire des alliées, payées au tarif syndical, se mêlant à leurs organisations, mais élevées dans le métier au rang de concurrentes régulières.

Aussi, parmi les syndicats qui professent le principe de la syndicalisation des femmes, en voyons-nous fort peu prendre à cœur l'œuvre nécessaire de propagande et de recrutement, y consacrer une part importante de leur activité et de leurs ressources.

Deux procédés s'offrent pour la syndicalisation des femmes :

a) *L'admission pure et simple des femmes dans les syndicats existants.* — C'est le procédé le plus simple et le plus efficace : le recrutement se fait aisément, la propagande se poursuit tout normalement et les liens de solidarité s'établissent plus forts entre travailleurs des deux sexes réunis pour la défense des mêmes intérêts. C'est cette solution qu'adoptent généralement les corporations où le travail de la femme est solidement implanté, et où celle-ci est admise par les patrons et les ouvriers sur un pied de presque complète égalité avec l'homme. Mais il est des associations professionnelles, jalouses de leurs traditions et imbues aussi de ce pré-

jugé, si tenace en particulier dans les milieux ouvriers, de l'infériorité de la femme, qui n'acceptent pas cette collaboration qui les mettrait sur le même rang que la femme — que *leurs* femmes bien souvent — et les obligerait, dans les réunions syndicales, à plus de dignité et à une plus grande modération de parole et de pensée. Ils rejettent donc les femmes dans des organisations purement féminines, c'est-à-dire, en fait, trop souvent, dans l'inorganisation. C'est l'attitude des syndicats à types corporatifs. On en trouverait des exemples dans de nombreuses vieilles Unions anglaises, et, en France, dans la mentalité générale des typographes.

b) *La constitution de syndicats purement féminins.* — Ce procédé, vers lequel inclinent certains groupes de travailleurs masculins, présente, à nos yeux, pour leurs intérêts, des inconvénients qu'ils semblent ne pas assez mesurer, tant il sont, dans ce cas, aveuglés par la seule pensée d'exclure le plus possible la femme de la vie normale du métier et de n'avoir avec elle aucun rapport de cordialité et de collaboration.

Cette solution, en effet, ne fait, en général, qu'aggraver singulièrement le conflit : si, à la rigueur, l'admission des femmes au syndicat commun pouvait être présentée comme une provisoire tolérance, tendant à atténuer les oppositions d'intérêts ; la constitution d'un syndicat féminin distinct, dans le métier, semble, au contraire, consacrer le droit de conquête des femmes et il est non seulement à craindre, mais il est constaté que, dans ce cas, le syndicat, dirigé exclusivement par des femmes, ne tarde pas à s'imprégner d'un esprit d'hostilité et de rivalité contre les hommes. Il devient une étroite coalition des intérêts féminins, *non pas contre les patrons mais contre les ouvriers masculins*, et se préoccupe bien moins d'améliorer la situation des femmes et d'atténuer la concurrence désastreuse qu'elles font aux hommes par leurs conditions inférieures de travail, que d'organiser le placement de leurs membres *à n'importe quelles conditions*, quand ce ne sera pas de les mener prendre la place des ouvriers en grève (1).

(1) Lors d'une grève d'ouvriers typographes, à Nancy, on a cité le cas

Telles sont les conséquences qu'une inintelligente exclusion ne tarde pas à engendrer, rendant impossible tout espoir d'une solidarité ultérieure, entre travailleurs arrivés à ce point de rivalité.

Examinons maintenant l'état et les tendances de la syndicalisation des femmes dans quelques pays industriels.

France. — En France, la syndicalisation des femmes est infime. On comptait 88.906 femmes syndiquées au 1^{er} janvier 1908 (1), ce qui représente environ 9,20 0/0 de l'effectif syndical total, alors qu'au travail les femmes, en adoptant la même classification, représentent 50 0/0 environ de l'ensemble des travailleurs. Et, d'autre part, tandis que les hommes sont syndiqués dans une proportion de 12 à 13 pour cent environ, les femmes ne le sont qu'à raison de 3 pour cent à peine. On voit dans quel état de profonde inorganisation la propagande syndicale, malgré l'accroissement cependant fort remarquable que l'on relève en ces dernières années (2), a laissé jusqu'à présent les femmes.

Mais, il faut le noter, ce n'est guère que dans un nombre restreint de catégories professionnelles, où les femmes sont depuis longtemps installées comme ouvrières, où elles sont même en grande majorité, que l'on trouve des effectifs syndicaux féminins de quelque importance : Tabacs, Textiles, Allumettes, Vêtements. Partout ailleurs, dans les industries où précisément elles font aux hommes la concurrence la plus

de la secrétaire d'un syndicat de femmes typographes menant des compositrices remplacer les ouvriers grévistes. (Cité par SERGENT, 9^e Congrès de la Fédération française des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 99.)

1. DIRECTION DU TRAVAIL : *Annuaire des Syndicats professionnels*, 16^e année, 1908-1909, p. XXXV-VI.

2.	En 1900 on comptait	27,044	femmes syndiquées.		
	En 1901	—	32,065	—	—
	En 1902	—	42,874	—	—
	En 1903	—	43,720	—	—
	En 1904	—	59,708	—	—
	En 1905	—	69,405	—	—
	En 1906	—	69,355	—	—
	En 1907	—	72,260	—	—

acharnée, aucun effort ne semble avoir été fait pour les syndiquer.

Dans les professions où les femmes ont définitivement conquis droit de cité, c'est le syndicalisme mixte qui est le plus généralement adopté : *Fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs de France* (1), *Fédération des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes de France*, *Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières du Textile* (2), etc...

Sans doute, ce n'est pas à dire que toute inégalité en soit bannie : nous ne parlons pas des inégalités de cotisations (3),

1) Il arrive assez souvent qu'il existe deux organisations distinctes : un syndicat d'ouvriers et un syndicat d'ouvrières : mais, généralement, l'un et l'autre sont adhérents à la fédération, ce qui n'empêche pas une assez vive rivalité d'éclater parfois entre les deux groupes. Cf. la constitution d'une *Chambre syndicale des ouvrières de la manufacture de tabacs de Marseille*, lors d'une grève en 1886. *Assoc. prof.*, tome II, p. 604-605.

Cette Chambre refusa toujours de se fondre en un syndicat unique : elle fut d'ailleurs exclue de la Fédération, et il s'est formé depuis un *Syndicat des ouvrières aux tabacs fédérés*, qui marche d'accord avec le syndicat masculin. *Ibid.*, p. 606.) En 1895, le Syndicat de la manufacture de Toulouse se scinda également, à la suite de dissensions, en deux groupes, l'un d'ouvriers, l'autre d'ouvrières, qui restèrent cependant l'un et l'autre adhérents à la fédération. Une situation analogue existe à Dijon et à Lyon. (*Ibid.*, p. 622.) Par contre, les syndicats de la région parisienne sont mixtes : *Syndicat des ouvriers et ouvrières aux tabacs de Paris*, *Gros-Cailion*, etc. (*Ibid.*, p. 613.)

2) Même dans le textile, la part des femmes à l'action syndicale est loin d'être en rapport avec celle qu'elles occupent dans le travail : Chambre syndicale ouvrière textile de Lille, 1,245 hommes, 712 femmes : Ch. synd. ouv. text. de Roubaix, 6,531 h., 2,796 f. : Ch. synd. ouv. text. de Tourcoing, 350 h., 50 f. : Assoc. synd. de l'Ind. text. d'Armentières, 1,100 h., 400 f. : Synd. fraternel de l'Ind. text. d'Armentières, 850 h., 300 f. : Union ouv. synd. de l'Ind. text. d'Armentières, 1,200 h., 775 f. : Ch. synd. des tisseurs de Lyon, 400 h., 52 f. : Ch. synd. des ouv. et ouvrières du tissage mécan. lyonnais, 90 h., 310 f. : Ch. synd. des travailleurs de l'Ind. text. de Saint-Étienne, 4,785 h., 125 f.

Il existe, en outre, quelques syndicats purement féminins, tels que le Syndicat des ouvrières des Industries textiles réunies de Roubaix, 1,920 f. : et les nombreux petits syndicats de la filature de Tourcoing.

Tous les chiffres que nous citons plus haut sont empruntés au dernier *Annuaire des Syndicats* (1908-1909) : ils ne doivent être considérés que comme très approximatifs.

(3) Fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures de tabacs de France, statuts de 1891, art. 4 : « La cotisation fédérative est ainsi fixée : 10 centimes par homme et par mois et 5 centimes par femme et par mois. » *Assoc. prof.*, tome I, p. 618.) Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes de Pantin et Aubervilliers, statuts de 1892, art. 12 : « Tout adhérent s'engage à verser : Ouvrier, 1 franc de

qui peuvent trouver leur cause dans l'inégalité des salaires et s'expliquer par le désir de gagner à l'œuvre syndicale le plus grand nombre possible d'ouvrières — encore que cela ne suffise pas à justifier l'inégalité d'indemnisation pour fonction syndicale (1) — mais nous voulons parler de certaines inégalités de droits par lesquelles s'affirment la prétention des hommes à s'assurer le monopole de la direction du syndicat : témoin cette disposition qui, depuis 1872, n'a cessé de figurer dans les statuts de la Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Roubaix :

« Les femmes attachées à la fabrique de Roubaix seront admises à jouir des bienfaits de la Chambre syndicale. Mais elles ne pourront adresser d'observations ou de propositions à la Chambre syndicale que par écrit et par l'intermédiaire de deux de ses membres » (2).

Taceant mulieres !

Quant aux essais de syndicats purement féminins, dans l'industrie, ils n'ont guère été jusqu'ici très florissants (3) et n'ont eu que rarement occasion d'exercer une action économique réelle.

Angleterre. — On nous a parfois montré, sous l'influence rénovatrice du Nouvel Unionisme anglais, les métiers jadis les plus exclusivistes se mettant à « aider par tous les moyens

droit d'entrée et 50 centimes par mois : l'ouvrière, 50 centimes de droit d'entrée et 25 centimes par mois. » (*Ibid.*, p. 557.) La Fédération nationale des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes de France fixait, en 1892, la cotisation fédérative de même que la Fédération des tabacs citée plus haut ; mais, à son congrès de 1896, elle a établi un tarif unique. (*Ibid.*, p. 561 et note.)

1) Chambre syndicale des ouvriers et ouvrières des manufactures d'allumettes de Paulin et Aubervilliers, statuts de 1892, art. 21 : « Une indemnité de 50 centimes par heure aux hommes et de 30 centimes aux femmes sera allouée à ceux qui seront appelés, pendant le travail, à remplir une fonction de la société. » (*Ibid.*, p. 557.)

(2) Art. 10, statuts de 1872 de la Chambre syndicale ouvrière de Roubaix. *Assoc. prof.*, tome II, p. 383.) La Chambre syndicale ouvrière de l'industrie textile de Roubaix et environs, reprit en 1890 ces dispositions dans ses statuts. *Ibid.*, p. 397.)

3) Quelques centaines de membres à peine dans les plus importants. Cf. sur ce mouvement syndical purement féminin : DE CONTESSON : *Les Syndicats professionnels féminins*, une brochure, Paris, Bloud, 1910.

la formation d'Unions spéciales parmi les femmes ouvrières », et des ouvriers qualifiés ouvrir généreusement les portes de leurs Unions à leurs concurrentes de la vieille (1).

C'est là un tableau qui dissimule cependant encore bien des ombres. Sidney et Beatrice Webb, qui nous l'ont tracé n'ont-ils pas dû, eux-mêmes, dans un ouvrage ultérieur, déplorer la profonde insouciance à organiser les femmes que manifestent un grand nombre de corporations (cordonniers, fileurs de coton, ouvriers en papier, tailleurs, etc...) (2).

Ce qu'il faut avouer, en effet, c'est que les femmes occupent encore en Angleterre, comme en tous pays, une place infime dans l'organisation syndicale.

Dans une intéressante critique de l'attitude des Unions anglaises à l'égard de la main-d'œuvre non qualifiée, W.-E. Walling décompose ainsi, pour 1901, les statistiques de femmes syndiquées : pour un total d'un peu plus de 4 millions d'ouvrières à cette époque, on comptait 120.000 syndiquées, dont 108.000 dans les seules industries textiles ; sur les 12.000 autres, plus de la moitié serait répartie entre trois industries ; resteraient 6.000 femmes syndiquées, représentant des industries employant plus d'un demi-million d'ouvrières (3).

Les dernières statistiques que nous ayons eues entre les mains, celles de 1906, accusent un total de 162.453 ouvrières syndiquées, et un effectif total d'unionistes de 2.106.283, et prêtent aux mêmes observations : l'immense majorité des femmes syndiquées est encore signalée comme appartenant à l'industrie textile (4).

Et ceci nous indique un fait sur lequel nous aurons à revenir, que c'est seulement là où les femmes se trouvent en majorité ou au moins établies dans le métier depuis longtemps et dans une situation définitive et inexpugnable, que

(1) WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, trad. franç., p. 461.

(2) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 427 etc.

(3) W.-E. WALLING : *Le Syndicalisme en Amérique — Mouvement socialiste*, avril 1907, p. 536.

(4) Cf. *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1908, p. 368.

l'esprit syndical a le plus de chance de se développer parmi elles. L'industrie cotonnière du Lancashire nous offre, enire autres, une excellente illustration de ce principe : les femmes y sont entrées en même temps que les hommes, avant eux, même, parfois (1) ; elles y sont en majorité le plus souvent, et ont une habileté professionnelle telle qu'elles ne risquent aucune éviction de la part des hommes (2). Aussi, n'est-il pas surprenant qu'elles se soient engagées sans appréhension dans la voie syndicale dont elles n'ont à attendre que des avantages ; et que les hommes aient eu la clairvoyance de comprendre quel intérêt puissant il y avait, pour eux, à organiser cette immense masse féminine qui sans cela aurait lourdement pesé sur le marché du travail (3).

En dehors du textile, il faut le reconnaître, apparent ou occulte, l'ostracisme demeure ; ou, quand, par hasard, l'Union s'ouvre aux femmes, c'est dans l'espoir de les mieux

(1) Dès 1788 — avant la vapeur — on trouvait dans les filatures anglaises de coton 31.000 ouvrières à côté de 26.000 hommes et 35.000 enfants. (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, tome III, p. 1.208, cité par Henriette-Jean BRUNHES : *Le Mouvement syndical féminin*, extrait de la *Réforme sociale*, 1^{er} juin 1905, p. 5.

(2) « Il devait être bien difficile d'organiser cette grande masse de travailleurs, composée de manœuvres et de femmes. [60 0/0 de femmes !]

« Les femmes du Lancashire, spécialement celles qui sont employées dans les usines textiles, ont été moins rebelles à l'organisation que les ouvrières des autres métiers. Les femmes ici ont toujours été employées au cardage, elles ne craignent pas de voir les hommes se servir du Trade-Unionisme pour leur enlever des places qu'elles n'ont point usurpées. Elles ne craignent pas la politique commune à certaines associations d'hommes : inviter les femmes à devenir membres de l'Union, les forcer ensuite à exiger les mêmes salaires qu'eux, s'arranger ainsi à ce que les femmes n'y soient plus employées. Ici, le travail de la femme vaut autant que celui de l'homme, elle le fait aussi bien et dans les mêmes conditions. » (DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 314.

(3) « Les chefs ont parfaitement compris qu'il serait fatal de traiter les femmes en quantités négligeables dans une industrie où elles sont en majorité. Ils ont donc associés hommes et femmes dans les mêmes combinaisons, sans distinction d'aucune sorte. Le principal résultat a été que le salaire des tisserands des deux sexes a été exactement le même, et, fait presque aussi important, la coopération des femmes est devenue assurée dans toutes les branches et toutes les revendications de l'industrie cotonnière. » (Marie DRON-SART : *Les Trade-Unions féminines en Angleterre — Correspondant*, 25 février 1899, page 732.)

Bien instructive, à cet égard, est la comparaison de cette industrie cotonnière de Lancashire avec l'industrie lainière dans le même comté, ou avec les diverses industries textiles du Yorkshire, par exemple : sans qu'on puisse invoquer

expulser du métier ; ce n'est qu'une phase de la lutte. Il est à noter cependant que certaines vieilles Unions ont dû, sur ce point renoncer à des traditions anciennes, à des attitudes théoriques que n'ont pas encore abandonnées certains de nos syndicats français : c'est ainsi que, depuis 1886, la Société des Compositeurs typographes de Londres a déclaré admettre comme membres les compositrices, à condition qu'elles soient payées aux mêmes tarifs que les compositeurs (1).

Un trait dans l'organisation des femmes en Angleterre mérite de retenir notre attention : ce sont les rapports qui unissent les groupes féminins et masculins.

Tout l'abord, de même que les femmes ont dû conquérir de haute lutte leur droit au travail, c'est malgré de très vives résistances qu'elles ont conquis leur droit au syndicat. C'est d'une origine purement féminine, grâce à l'inlassable propagande de Mrs Emma Paterson, que put se constituer le *Comité de protection et de prévoyance pour les femmes* en 1874, et, plus tard, la *Ligue des Trade-Unions féminines* : à cette époque, les ouvriers manifestaient une vive défiance à l'égard de tout essai d'organisation des ouvrières, mais, peu à peu, devant leur impuissance à expulser les femmes, ils se résignèrent, non par « philanthropie fraternelle », mais par intérêt bien compris à favoriser leur syndicalisation (2).

Et — ceci révèle un sens économique averti — malgré leur caractère exclusiviste et traditionnel, les vieilles Unions préférèrent *s'ouvrir aux nouvelles venues plutôt que de les*

aucune différence en ce qui concerne l'habileté des individus, les fluctuations du marché ni aucune autre cause économique. on relève des écarts de salaires de 15 à 30 0/0. Toute cette différence repose uniquement sur la différence dans l'étendue et la direction de l'organisation des travailleurs. Dans le premier groupe, ouvriers et ouvrières sont fortement organisés ; dans les autres groupes, il n'existe peu ou pas de syndicats. Cf. Marie DRONSART : *Ibid.*, p. 732 et 733.

(1) En 1897, WEBB signalait qu'une femme avait été admise comme membre de la Société des compositeurs de Londres sur la preuve qu'elle gagnait le tarif normal de salaire. (*Histoire du Trade-Unionisme*, p. 461, note.) Depuis cette époque, les statistiques syndicales accusent plusieurs centaines d'ouvrières typographes syndiquées, mais sans spécifier si c'est dans les rangs de la Société des compositeurs.

(2) Cf. Marie DRONSART : *article cité*, p. 717, 733.

laisser s'organiser en dehors des Unions masculines, c'est-à-dire, à n'en pas douter, contre elles.

Aussi, dans presque toutes les industries, voyons-nous les leaders syndicalistes préconiser le groupement des ouvriers et des ouvrières dans une même *combinaison*. Mais l'orgueil masculin ne perd pas cependant tous ses droits, et, dans de nombreuses associations mixtes, où les hommes sont en minorité, ce sont eux seuls qui, cependant, détiennent la direction. Quoique leur gestion ne soulève pas de réclamations de la part des femmes — ce qui est la preuve que les intérêts féminins sont bien défendus ainsi — on peut trouver là une preuve que les hommes ne cherchent guère à faire l'éducation de leurs associées et à les faire participer à leur administration (1). C'est là un préjugé regrettable.

Une importante leçon nous est cependant donnée par la clairvoyance économique des unionistes anglais : c'est le danger que constituerait la création de syndicats féminins autonomes qui ne feraient qu'enraciner les antagonismes entre sexes. Au reste, les protagonistes du mouvement syndical féminin anglais sont les premières à le déconseiller (2), et les syndicats purement féminins sont fort rares (3).

L'expérience anglaise nous fournit là un principe capital dans la solution du problème ouvrier féminin.

Allemagne. — En Allemagne, les groupes féminins les plus importants, réunissant plusieurs milliers de membres, sont

(1) Cf. Marie DRONSART : *art. cité*, p. 732 et 734.

2) La Ligue unioniste féminine recommande l'indépendance dans ces trois seuls cas :

1° S'il n'existe pas d'Union masculine ; 2° s'il en est une qui ferme ses portes aux ouvrières ; 3° si celles-ci exercent un métier dont les hommes sont exclus.

Dans tous les autres cas, elle recommande énergiquement l'union. (Cf. Marie DRONSART : *art. cité*, p. 734.)

3) « Les syndicats féminins sont si rares en Angleterre et si récents, remarque Henriette Jean Brunhes, que miss Mac Arthur, secrétaire des Trade-Unions de femmes, écrivait récemment qu'elle se refuse à donner sur ces syndicats une appréciation motivée. » (H. J. B. : *art. cité*, p. 11.) C'est là un trait frappant de l'état d'esprit des militantes féministes anglaises, qui paraîtra bien étrange dans nos milieux français.

également unis aux syndicats masculins : Tabacs, Textiles, Métal, etc. (1).

L'esprit syndical et la mentalité féminine

Mais on ne saurait attribuer seulement à la mauvaise volonté ou à l'insouciance des syndiqués masculins l'infime développement du syndicalisme féminin : les ouvrières y sont elles-mêmes le pire obstacle.

Nous avons dit, plus haut, les raisons générales qui rendent la femme réfractaire au groupement syndical.

Pour la revendication précise : « à travail égal, salaire égal » et pour la propagande syndicale qui s'en inspire, des causes plus impérieuses encore interviennent, dont il faut mesurer la portée.

C'est toute la question du travail féminin qui est ici en jeu. Nous l'avons dit, si la femme est avidement recherchée par l'industrie moderne, c'est, sans doute, dans certains cas, pour son habileté technique particulière, c'est aussi pour sa docilité à l'égard du régime du travail établi, mais, répétons-le, si le patron accepte les inconvénients particuliers qui accompagnent le travail de la femme, s'il accepte les charges légales qu'il entraîne, c'est que le bas prix du travail féminin compense largement tous ces désavantages.

(1) *Handbuch des Frauenbewegung*, tome II, p. 246 (cité par Henriette JEAN-BRUNHES : *Le Mouvement syndical féminin*, extrait de la *Réforme sociale* du 1^{er} juin 1905, p. 14.)

Les diverses tendances du syndicalisme allemand ont fréquemment proclamé l'urgence de la syndicalisation des femmes.

Le sixième Congrès des Syndicats chrétiens, Breslau, recommanda : « Une organisation intense et méthodique pour les ouvrières des industries qui occupent des femmes. » (H. GERRY : *En Allemagne, Associations professionnelles chrétiennes*, une brochure (collection de l'*Action populaire*), p. 20.) Mais, tandis que les syndicats socialistes admettent les femmes sur le pied d'égalité, les syndicats chrétiens semblent surtout avoir en vue de se subordonner les éléments féminins, en annexant à leurs syndicats une union protectrice pour les ouvrières, placée sous la direction du bureau du syndicat. (Cf. DUPIN : *Du Mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande*, p. 198-208.)

Le recrutement féminin dans les syndicats socialistes a fait en ces dernières années d'importants progrès ; alors qu'aux environs de 1900 ils ne comptaient parmi leurs adhérents que 40,666 femmes, on en comptait, en 1907, 136,927, en augmentation de 15 0/0 sur l'année 1906. (Cf. *Le Mouvement syndical en Allemagne en 1907* — *Bulletin de l'Office du Travail*, octobre 1908, pages 1,001 et 1,002.)

La femme n'entre et ne se maintient dans l'industrie que grâce à l'infériorité de son gain sur celui de l'ouvrier ; tout ce qui tend à combler cette inégalité, tout ce qui rapproche le salaire de la femme de la règle de justice, à travail égal salaire égal, prépare l'élimination de la femme, de l'atelier, le patron n'ayant aucun intérêt, pour un même salaire, à employer des femmes alors que, dans l'état actuel de notre législation, il lui serait possible d'employer deux heures de plus des ouvriers masculins (1).

Aussi les ouvrières savent-elles bien à quoi tient leur privilège sur le marché du travail et ce qui leur en coûterait de réclamer un salaire égal à celui des hommes.

« Dans cette profession, déclarait le délégué du Syndicat de la Brosserie parisienne, au X^e Congrès corporatif de Rennes, on emploie beaucoup de femmes, et elles sont payées 30 et 10 0/0 meilleur marché que les hommes. On leur a proposé de se syndiquer et de demander ensuite un salaire égal à celui des hommes. Elles ont répondu que les patrons, dans ce cas, préféreraient n'employer que des hommes, et elles ont refusé » (2).

1) C'est ainsi, par exemple, qu'en 1894, les coupeurs en chaussures lyonnais ayant été assez forts pour imposer à leurs patrons un tarif égal pour les femmes, les patrons renoncèrent à leur projet et n'introduisirent pas de femmes dans leurs ateliers. Cf. *Assoc. prof.*, tome II, p. 86.

2) X^e Congrès national corporatif, Rennes, 1898, *Compte rendu*, p. 178. M. Cornelissen cite un cas curieux et qui semble contredire, à première vue, cette loi économique. C'est celui des ouvriers diamantaires de Paris, qui, d'après l'enquête de l'Office du Travail (1891-1893), serait la seule industrie en France où ait été observé l'application du principe de l'égalité des salaires. L'enquête invoquait, comme explication, la difficulté de l'apprentissage. Fort justement, M. Cornelissen a recherché une explication plus satisfaisante et il l'a trouvée dans l'état particulier de l'organisation ouvrière : des déclarations du secrétaire de la Chambre syndicale des ouvriers diamantaires de Paris, il résulte que cette unification des tarifs pour tous les ouvriers, sans distinction de sexe, a été obtenue grâce à l'organisation syndicale très forte des travailleurs de cette profession. Mais, le point le plus intéressant à noter, pour nous, c'est qu'il s'agit là, dans la plupart des cas, d'ateliers primitivement composés exclusivement d'ouvrières payées à des salaires très bas ; tout l'effort du Syndicat (Cf. *L'Ouvrier diamantaire* du 1^{er} juin 1905) fut d'y amener l'introduction d'hommes et de constituer ainsi des ateliers mixtes où le tarif de façon se releva peu à peu, sans que les femmes, en majorité, pussent être exclues ou privées des avantages concédés aux hommes (Cf. Christian CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 258, 259 et note).

Nous nous trouvons ici en présence, comme tout à l'heure pour les car-

Bien révélateur à cet égard est le tarif de la bonneterie de Leicester (*Leicester Hosiery*), qui établit pour les femmes un salaire de *quelques centimes* inférieur à celui des hommes, celles-ci sachant bien qu'exiger un salaire égal serait s'exposer au renvoi (1).

Telle est la loi économique du travail féminin qu'il ne faut pas perdre de vue.

Mais, on pourra nous objecter que si les femmes ne trouvent, à peu près, jamais à s'embaucher au même tarif que les hommes, c'est donc que leur travail ne *vaut* pas autant que celui de leurs concurrents masculins et qu'il est donc illégitime de réclamer pour elles l'égalité de tarifs.

Nous préciserons ainsi notre pensée : au point de vue *moral* et en justice, il nous paraît impossible de ne pas payer le mille de lettres au même prix, qu'il ait été levé par un homme ou par une femme. Mais, au point de vue *économique*, nous constatons que dans le régime industriel actuel, tant à cause des inconvénients particuliers du travail de la femme (grossesses, plus grande impressionnabilité nerveuse, moins grande résistance à la fatigue musculaire), qu'à cause du régime légal (limitation de la journée de travail à dix heures),

denses du Lancashire, d'une industrie où les femmes sont à ce point enracinées que, d'une part, une mentalité syndicale s'y est naturellement développée et que, d'autre part — c'est le cas des diamantaires — une égalisation de salaire ne peut provoquer leur exclusion qui priverait l'industrie d'ouvrières qui lui sont indispensables par le nombre ou la qualité. Ce sont là des cas exceptionnels qui ne contredisent nullement la loi économique que nous dégageons plus haut.

1) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 502.

On comprend, par contre, beaucoup moins, l'explication que donne M. Paul Beauregard de certaines infériorités de salaires : « Dans l'industrie des bijoux d'acier, écrit-il, les femmes remplissent exactement le même rôle que l'homme et le remplissent tout aussi bien. Pourtant leur salaire est un peu (très peu) inférieur, et cela parce que l'ouvrier n'admettrait pas qu'une femme fût aussi payée que lui : son amour-propre y résiste. » BEAUREGARD : *Théorie du salaire*, p. 341-342.

C'est là un cas tout à fait exceptionnel et qui ne peut avoir une grande portée : il s'agit là d'ouvriers bien peu éclairés sur les phénomènes économiques et chez lesquels l'orgueil masculin masque les plus clairs enseignements de la vie industrielle. Le fait que cette industrie se pratique sans doute en partie à domicile ne pourrait-il pas aussi contribuer à expliquer cet état d'esprit ?

un patron, contraint de payer un même salaire aux deux sexes, préférera employer des hommes, à cause de la plus grande productivité — *qui restera peut-être éventuelle* — qu'il peut en attendre.

Voilà de quel ordre est, croyons-nous, l'infériorité du travail féminin, elle se rattache moins à l'effort productif, envisagé en lui-même, qu'à ses conditions, mais elle n'en domine pas moins toute l'organisation actuelle de l'industrie et nous amène à cette navrante conclusion qu'il semble bien que, dans les conditions présentes, il est à peu près impossible à la femme d'obtenir une stricte justice : égalité de salaire pour un effort *objectivement* identique ; mais que, si elle se maintient dans l'industrie et parvient même à en évincer l'homme, ce n'est que par la concurrence la plus ruineuse et pour elle et pour lui : à coups de misère !...

C. — L'action légale : efficacité d'un minimum de salaire.

Nous n'avons pas à parler ici des diverses mesures qui ont été préconisées parfois pour exclure totalement ou partiellement la femme du travail industriel (visant soit certaines industries : insalubres ou dangereuses ; soit certaines catégories de femmes, les femmes mariées notamment) outre que cette seconde mesure nous paraîtrait, sous sa forme brutale, injuste, dangereuse et impraticable dans l'organisation actuelle de l'industrie (1) ; nous ne voulons nous occuper ici que des mesures issues de l'initiative ouvrière, et tendant, non à supprimer mais à régulariser la concurrence de la femme.

Aucun principe n'est plus cher aux ouvriers que celui du minimum de salaire, nous le leur verrons réclamer à propos de chacune des concurrences que nous examinerons par la suite.

Dans l'Etat de Victoria, l'extension qu'a prise cette pratique

(1) En Allemagne, un mouvement d'opinion assez fort s'était dessiné en ces dernières années en faveur de mesures de ce genre, mais il se heurta à une opposition absolue lors de la révision de la loi industrielle. (Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1908, p. LXXIII.

devant permettre d'apporter, là comme sur d'autres points, un frein salutaire à la spéculation sur le travail à bon marché (1).

Mais, il ne faut pas se le dissimuler, les ouvriers ne souffrent pas seulement de ces sous-concurrences sur lesquelles seul a prise un minimum légal de salaire ; ils souffrent encore et surtout, dans la plupart des métiers, de la concurrence plus serrée que leur fait un écart minime qui sépare les deux tarifs mais qui suffit à maintenir la femme à l'atelier et, en tous cas, *paralyse la hausse des salaires masculins*.

Si l'on peut donc souhaiter, en vue de la protection de la femme, l'établissement d'un minimum de salaire, la protection des salaires masculins ne pourra être obtenue que par des instruments plus souples et plus précis : le développement de l'organisation syndicale et l'établissement de conventions collectives.

IV. — L'AVENIR DU TRAVAIL FÉMININ

Que conclure de ce bref aperçu d'un des plus troublants problèmes modernes, dont nous n'avons voulu retenir qu'un

(1) En dehors de l'organisation des Conseils de salaires dont nous avons parlé plus haut (v. *supra*, p. 93 et 99) et qui fonctionnent dans certaines industries, la plupart des lois australiennes fixent un minimum de salaire général, au-dessous duquel aucun ouvrier, dans n'importe quelle industrie, ne peut être occupé.

Victoria : Act du 6 octobre et 12 décembre 1905, art. 48 : « b) Les personnes employées dans les fabriques ou ateliers ou occupées à la préparation ou à la fabrication d'articles pour la vente devront recevoir un salaire hebdomadaire de 2 shellings, 6 pence au moins. » Cf. *Annuaire de la législation du travail*, 9^e année, 1905, p. 331 ;

Australie du Sud, Act du 21 décembre 1907, art. 114 : salaire hebdomadaire de 4 shellings. Pénalité : 10 livres d'amende (*Ibid.*, 11^e année, 1907, p. 563) ;

Queensland : Lois de 1900 à 1908, art. 45 : 5 sh. au-dessous de 21 ans, 15 sh. au-dessus (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1909, p. 271 ;

Nouvelle-Zélande : Act de 1908, art. 32 : établit une progression allant de 5 sh. à 20 sh., suivant la durée d'occupation (*Ibid.*, année 1909, p. 40) ;

Nouvelles-Galles du Sud : Act. du 24 décembre 1908, art. 4 : 4 sh. (*Ibid.*, p. 49).

La plupart de ces mesures ont été précisément adoptées pour faire cesser l'exploitation dont étaient victimes les femmes.

aspect limité celui de la concurrence entre sexes sur le terrain de la grande industrie.

Aucune des solutions absolues que l'on propose ne peuvent nous satisfaire.

L'exclusion totale de la femme de l'industrie, que préconisent, un peu aveuglément, certains philanthropes et, avec moins de désintéressement, certains ouvriers, serait, il faut le proclamer hautement, si elle était possible, une révoltante injustice, une cruauté sans excuses et qu'il y aurait quelque pharisaïsme à cacher sous des prétextes familiaux, alors qu'elle atteindrait des milliers et des milliers de pauvres femmes isolées, jeunes filles, veuves ou abandonnées, qui ont droit à tirer leur subsistance d'un travail honnête, au même titre et dans les mêmes conditions que les hommes et que l'on rejetterait par cette mesure dans les horreurs clandestines du travail en chambre ou, il faut avoir le courage de l'envisager en face, dans l'infamie de la prostitution. L'égoïsme masculin ou la naïveté philanthropique ne doivent pas être laissés libres d'établir ainsi une classe de parias.

Est-ce à dire que toute mesure, portant atteinte au droit qu'a la femme de vivre de son travail, doive être condamnée. En aucune façon, dans ce domaine pas plus qu'en aucun autre de la vie sociale, la liberté absolue n'est inoffensive et nous ne condamnerons pas les ouvriers à un impossible et funeste stoïcisme en face d'un mal certain.

Mais il faut distinguer.

Et, tout d'abord, convient-il de faire remarquer que les ouvriers mêmes qui protestent le plus véhémentement contre l'invasion des femmes dans leur métier, ne sont pas souvent sans encourager, de leur côté, leurs femmes ou leurs filles, à se livrer à un travail lucratif. Il y a là une certaine hypocrisie que se sont plu, parfois, à mettre dans un relief féroce certains syndicalistes logiques (1).

1) « Si la femme élimine l'homme de l'atelier, c'est la faute de l'homme qui y conduit lui-même sa femme et ses filles dans le but d'augmenter le bien-être de son intérieur », disait le délégué du Syndicat de la Cordonnerie ouvrière de France au dixième Congrès national corporatif de Rennes, 1898.

Mais, la leçon est plus profonde : si le travail de la femme est cause du faible taux des salaires masculins, s'il peut, même — ainsi que nous le ferons voir plus loin — être cause de l'infériorité du salaire du mari de la femme qui travaille (1), il se trouve aussi en être la conséquence.

Là est le nœud du problème, l'inextricable cercle vicieux dans lequel nous nous débattons et qui tend vers une extension presque indéfinie du travail féminin, soit à l'atelier, soit à domicile.

Que ce soit par suite de l'insuffisance du salaire masculin à assurer à la famille le strict nécessaire (à cause du renchérissement du coût de la vie), que ce soit par suite de la multiplication des besoins ou du goût croissant du confort, les budgets ouvriers modernes tendent, de plus en plus, à ne s'équilibrer que grâce à l'appoint du salaire de la femme. C'est là une constatation certaine dont il faut tenir compte. Ce serait donc la plus grave et la plus malfaisante erreur que de professer que la femme mariée ne devant pas travailler, tous les autres cas doivent être considérés comme des cas anormaux, que l'on ne doit pas prendre en considération dans l'établissement des principes.

Tout en ne pensant pas que l'activité économique de la femme soit indispensable à l'établissement de l'égalité morale, sociale et même politique que nous désirons voir régner entre les sexes, nous estimons que, dans tous les cas où la femme est contrainte d'aborder la vie industrielle, une égalité économique absolue doit lui être assurée avec ses concurrents masculins.

(*Compte rendu*, p. 179 ; V. également p. 180 : un délégué de la Chambre syndicale de la Typographie).

Devant les typographes eux-mêmes, un membre du Comité central de la Fédération du Livre, Hamelin, ne craignait pas de répondre à un interrupteur qui lui demandait ce que devait faire un typo, mari d'une compositrice qui prend la place d'un compositeur : « Quelle est la situation d'un typographe dont la femme va prendre la place d'un ouvrier tailleur ou d'un ouvrier de tout autre métier. Vous trouvez cela naturel parce que vous n'en êtes pas atteint directement. » Neuvième Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 101).

Et toutes ces critiques ne sont pas mauvaises pour démasquer les étroitesse d'un certain corporatisme.

1. Cf. *infra*, ch. VIII : Une concurrence intestine : les revenus accessoires.

Au reste, quoi qu'on pense de la place de la femme dans l'activité industrielle, la politique pratique à adopter nous paraît devoir être la même.

Si on ne l'envisage que comme une phase transitoire et déplorable, engendrée par l'insuffisance du salaire du mari : l'objectif que l'on devra poursuivre sera d'amener le plus tôt possible la rémunération du travail masculin à ce que certains moralistes ont appelé le *salaire vital*, le *salaire familial*, permettant à la femme de rester au foyer. Le meilleur moyen d'arriver à ce résultat ne sera-t-il pas à côté de l'action revendicatrice masculine, d'organiser les femmes et de réclamer pour elles un salaire égal à celui de l'homme ? Cette propagande aura ce double effet de tarir la ruineuse concurrence que les bas salaires féminins font aux salaires des hommes et de favoriser d'autre part l'élimination des femmes hors de l'industrie.

Si l'on considère, au contraire, la participation des femmes au travail industriel comme un phénomène normal et durable, engendré, soit par un désir de bien-être supplémentaire, soit par la nécessité pour la femme isolée de pourvoir à ses besoins, le mieux sera, ici encore, de l'organiser et de l'aider à faire hausser ses salaires ; ce qui, à la fois, permettra d'atteindre plus rapidement et complètement le but visé en même temps qu'à limiter et atténuer les effets funestes de son emploi.

Le travail féminin est un fait trop inéluctable pour qu'on puisse espérer le supprimer et qu'il soit même légitime de vouloir trop brutalement l'enrayer. L'impuissance des réglementations syndicales sur ce point est singulièrement instructive.

Sans doute, nous comprenons l'œuvre défensive entreprise par certains syndicats pour ralentir et limiter à l'origine l'envahissement de leur métier par une main-d'œuvre au rabais ; mais, lorsque leurs barrages ont été submergés et qu'il leur faut bien, de gré ou de force, accepter cette concurrente nouvelle, la seule œuvre féconde, la seule œuvre digne d'eux est de l'associer à l'œuvre syndicale commune, s'ils ne veulent

pas voir se constituer, en dehors d'eux et contre eux, un immense et misérable prolétariat féminin, inconscient troupeau toujours prêt à tous les sarrazinages et contractant, dans cette vie en marge de l'action syndicale, les plus dégradantes mœurs de résignation et de servilisme.

C'est donc vers l'organisation des femmes que devraient se tourner les militants ouvriers, vers l'organisation syndicale allant jusqu'à la revendication de l'égalité des salaires. Sans doute, cela ne sera pas sans favoriser l'élimination des femmes de certains métiers, mais cela contribuerait aussi à spécialiser le travail féminin dans certaines professions, vraiment adaptées à son caractère, et où il serait recherché à cause de ses qualités particulières, et non à cause de ses salaires au rabais. C'est une loi vérifiée en sociologie que la concurrence et la lutte pour la vie tendent vers l'un ou l'autre de ces dénouements : l'élimination ou la différenciation (1). Nous croyons qu'il serait opportun, à défaut du premier, de nous orienter délibérément vers le second (2).

L'œuvre immédiate est donc d'organiser les femmes, soit en faisant tomber l'ostracisme qui les éloigne du syndicat et en les assimilant aux groupes déjà existants, soit en créant

(1) Cf. DURKHEIM : *De la division du travail social*, notamment Livre II, ch. II, § III.

(2) Mme Lily BRAUX croit pouvoir relever une tendance en ce sens dans ces quelques faits : « L'affluence du travail des femmes vers de certains métiers, écrit-elle, est d'autant plus forte que le développement industriel du pays, dont il s'agit est plus avancé. Prenons par exemple la fabrication des dentelles, la broderie et le travail au crochet : l'Allemagne compte 7 0/0, l'Angleterre par contre 88 0/0 d'ouvrières ; ou encore la reliure et le cartonnage qui occupent en Allemagne 32 0/0, en Autriche 33 0/0 ; en Angleterre 71 0/0 d'ouvrières. Une industrie particulièrement caractéristique est aussi celle de l'ébénisterie : elle occupe en Allemagne 1/2 0/0, en Angleterre 15, en Amérique 7 0/0 de femmes. Inversement, il apparaît que le travail des femmes a une part très minime en d'autres métiers dans les pays industriellement avancés. Prenons par exemple la verrerie : l'Autriche compte 32 0/0, l'Allemagne 12, l'Angleterre 8 et l'Amérique 1/2 0/0 de travailleuses ; ou encore la typographie et l'imprimerie qui occupent en Autriche 16, en Allemagne 14 et en Angleterre 5 0/0 seulement de travailleurs femmes. » Lily BRAUX : *Le problème de la femme. Son évolution historique ; son aspect économique*, traduction française, t. I, p. 378-379.)

pour elles des sections distinctes mais fortement unies au groupe masculin, sous peine de fournir un aliment nouveau à la rivalité meurtrière des sexes.

Sans doute, il subsistera encore ainsi un prolétariat féminin qui mériterait les malédictions de Michelet, mais il aura, du moins, été élevé à des mœurs de dignité qui l'ennobliront et il participera à l'élan et aux généreux espoirs du prolétariat, au lieu d'en être le honteux et sournois ennemi intérieur.

CHAPITRE III

LA CONCURRENCE DES OUVRIERS ETRANGERS

SECTION PREMIERE

Les progrès de l'immigration dans les pays industriels

I. Causes économiques de l'émigration et de l'immigration. - II. La question du travail étranger en France : *a)* main-d'œuvre résidente ; *b)* ouvriers passant la frontière ; *c)* briseurs de grèves ; *d)* usines françaises à l'étranger.

Parmi les diverses catégories d'ouvriers inférieurs dont la concurrence se fait sentir sur le marché du travail, celle des ouvriers étrangers est parmi les plus redoutées.

Avec eux, en effet, au plus haut degré, se manifeste ce que nous considérons comme le ressort essentiel de la concurrence ouvrière : une inégalité de besoins, une différence d'idéal de vie.

On comprendra qu'il nous soit impossible de donner ici un aperçu, même succinct, de la manière dont se pose, dans les principales nations industrielles, cet énorme problème, aux aspects si divers, tour à tour politique, ethnique, démographique, moral, économique, qui est en train de renouveler la physionomie des vieilles luttes de races, les transformant de plus en plus en compétitions commerciales et en rivalités ouvrières, ce qui est le point que nous allons spécialement examiner.

Avant de passer en revue les diverses formes sous lesquelles se manifeste en France la concurrence du travail étranger, il nous suffira de jeter un rapide coup d'œil d'en-

semble sur les conditions générales du double mouvement de l'immigration et de l'émigration pour en saisir aussitôt le caractère économique essentiel et du même coup aussi la gravité.

I. — CAUSES ÉCONOMIQUES DE L'ÉMIGRATION ET DE L'IMMIGRATION.

Et, tout d'abord, à quelles sources s'alimentent ces grands fleuves humains qui sillonnent le globe ?

La réponse à cette simple question nous révélera déjà à quelles causes profondes obéissent ces courants migrants et quel en est le caractère.

Lorsqu'on réfléchit aux causes qui doivent, dans un pays, déterminer un mouvement d'émigration, une cause toute simple, toute organique se présente à l'esprit : l'excès de population. Et c'est bien ainsi qu'instinctivement on se représente l'émigration lorsqu'on songe, par exemple, au courant migrateur chinois ou japonais et que l'on en prévoit l'extension future.

Une observation précise dissipera cette illusion : l'Angleterre et l'Allemagne, malgré leur prodigieux accroissement de population, sont loin de tenir une place proportionnelle à cet accroissement parmi les pays d'émigration (1).

1) Quelque approximatifs que soient toujours de pareils chiffres d'ensemble, on peut montrer, en classant quelques-uns des principaux pays européens d'après leur émigration, leur accroissement de population et leur densité, comment ces divers éléments ne sont pas en raison directe les uns des autres.

Emigration en 1900 ou 1901 pour 10.000 hab.	Excédents annuels des naissances 1881-1900 pour 10.000 hab.	Densité en 1900 ou 1901 habitants par k. q.
Italie 164)	Allemagne (125)	Angleterre (215)
Autriche-Hongrie (131)	Angleterre (125)	Italie (113)
Irlande (102)	Italie (106)	Allemagne (104)
Portugal (37)	Autriche-Hongrie (103)	Autriche-Hongrie (73)
Angleterre (31)	Portugal (96)	Portugal (58)
Russie (30)	Irlande (51)	Irlande (54)
Espagne (26)	Espagne (51)	Espagne (37)
Allemagne (4)		Russie (20)

Nous avons emprunté les éléments de ces calculs : pour l'émigration, au livre de M. René GONNARD : *L'émigration européenne au XIX^e siècle, passim*,

L'exemple de l'Allemagne est particulièrement typique et nous montre que des causes toutes autres que les visées d'impérialisme économique et même que le mouvement de la population règlent le volume de l'émigration : c'est à l'époque où l'Etat allemand était faible ou du moins ne représentait pas encore la force économique qu'il est aujourd'hui, c'est alors que sa population était la plus faible, que son émigration était la plus forte ; tandis qu'à cette époque nous voyons le courant émigrant s'élever jusqu'à 200,000 âmes ; au début du vingtième siècle, malgré la progression continue et formidable de sa population, le courant migrateur se ralentira et oscillera entre 20 et 30,000 âmes.

C'est qu'un fait nouveau s'est produit, une force nouvelle est intervenue qui a paralysé cette émigration spontanée du trop plein de population ; ce fait, c'est l'industrialisation croissante de l'empire allemand (1) ; l'exode rural n'est pas pour cela arrêté, il en est au contraire souvent aggravé, mais l'industrie des villes l'intercepte au passage, l'empêche d'aller se déverser dans le courant international ; et ce développement industriel a été tel qu'il a suffi jusqu'ici à retenir ces masses rurales désertant la terre et à absorber l'accroissement normal de la population.

Ainsi donc, c'est moins l'abondance de la population que le régime agricole qui semble favoriser le mouvement d'émigration. Et, en effet, ce sont bien les pays agricoles, et pas nécessairement les plus peuplés, qui fournissent le plus abondant contingent d'émigrants : Italie, Russie, Pologne, Espagne, Chine. En Italie, les masses émigrantes sont des masses rurales, ce sont les pauvres villages du Sud, pauvres parce qu'agricoles et incapables de soutenir la concurrence étrangère, qui

et, pour la démographie, à la *Statistique internationale du mouvement de la population d'après les registres de l'état-civil*, publiée par l'Office du Travail, p. 1 et p. 70).

1) M. René GONNARD a fait nettement ressortir cette influence de l'industrialisation allemande contrariant le mouvement de l'émigration. (Cf. *L'émigration européenne au XIX^e siècle*, p. 125 et suivantes.)

exportent chaque année le flot abondant de leurs misérables travailleurs de la terre (1). C'est l'« émigration de la faim ».

Tel est le grand ressort de l'immense mouvement d'émigration : né de la misère, c'est avec cette misère qu'il ira assiéger de son peuple de manœuvres les riches nations industrielles et qu'il essayera de s'y frayer une place.

Selon la manière dont ils sont tributaires du travail étranger, on peut répartir en trois groupes les pays vers lesquels se dirige le flot des émigrants.

a) Ce sont d'abord les pays neufs ou prospères qui, par la fascination de leur richesse ou de leur liberté, attirent les misérables et les proscrits du monde entier et qui, d'ailleurs, réclament pour la mise en valeur de leurs terres et les besoins de leur industrie une main-d'œuvre abondante et à bon marché.

Ce que peut devenir, dans de tels pays, le problème de l'immigration, l'exemple des Etats-Unis le révèle. On peut dire que ce problème en est venu à dominer presque toute la vie ouvrière américaine et qu'il commence même à renouveler l'aspect des questions diplomatiques elles-mêmes. Au cours du dix-neuvième siècle, une population de plus de 25 millions d'âmes a pénétré ainsi aux Etats-Unis. A côté de la masse énorme des immigrants européens (2), peu à peu s'est glissé le filet insidieux, silencieux, destructeur, de l'invasion chinoise, s'offrant aux industriels pour une poignée de

(1) Ce sont les régions agricoles : Vénétie, Calabre, Basilicate, Sicile, qui fournissent le plus d'émigrants. Le chiffre total de l'émigration italienne, qui était d'environ 300.000 avant 1900, était en 1906 de 787.977. Et cet exode paysan est tellement normal et nécessaire à ce pays que le gouvernement se préoccupe d'écartier tous les obstacles qui pourraient l'entraver ou le ralentir.

Pauvres également et paysans, les émigrants russes : et aussi les hongrois, qui occupent une place hors de proportions dans le mouvement de l'émigration européenne et qui, en 1907, déversaient encore 193.460 des leurs aux Etats-Unis.

2) En 1907, sur une immigration totale de 1.285.349 personnes, on comptait 1.190.566 Européens, se répartissant ainsi entre les principales nationalités : 285.731 Italiens, 258.943 Russes, 193.466 Hongrois, 144.992 Autrichiens, 56.637 Anglais, 37.807 Allemands, 36.580 Grecs, 9.731 Français, etc... (*Rapport du commissaire général de l'immigration pour 1907*, p. 21. Cf. Charles SALVY : *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales*, thèse, Paris, 1908, p. 207.)

riz, se livrant à eux, par contrat, pour des périodes de cinq ans, reconstituant au profit des capitalistes une nouvelle main-d'œuvre servile, avec laquelle les ouvriers américains étaient incapables de rivaliser. Quand, sur les injonctions de ceux-ci, le marché du travail américain fut fermé aux coolies chinois, non moins irrésistible, une nouvelle concurrence se leva : sobre, intelligente, docile, infatigable, la main-d'œuvre japonaise fit la conquête de l'industrie américaine, tandis que la vague chinoise, refoulée, allait porter ailleurs sa dévastation (1).

On voit quelle ampleur et quelle gravité peut prendre, en de tels pays, l'immigration étrangère (2), et avec quelle acuité se pose alors la lutte troublante entre deux niveaux de vie différents, plus que cela : entre deux conceptions de vie, et comment ici la vieille lutte entre le riche et le pauvre semble prendre une autre figure.

(1) Les Chinois, en ces dernières années, ont gagné l'Amérique du Sud : on en trouve également un grand nombre employés dans les mines d'or du Transvaal : au début de 1907, pour 19.000 travailleurs blancs et 111.000 travailleurs indigènes, on y comptait 53.000 Chinois. Ils ont, d'autre part et dès longtemps, pénétré en Australie où, dans les obscures échoppes d'ébénisterie, ils se livrent, non seulement avec les ouvriers australiens, mais entre eux, à une meurtrière concurrence au rabais : leur nombre même a diminué dans la lutte. « Après s'être élevé de 66 en 1880 à 320 en 1886, il retombait à 246 en 1894. La quantité d'ouvrage restait pourtant la même qu'auparavant, mais par l'effet de la concurrence, chaque travailleur devait accepter une tâche plus considérable et se résigner à des conditions de moins en moins favorables. Aussi le salaire hebdomadaire oscillait-il de 68 fr. 25 (maximum très rarement atteint) à 20 et 25 fr., tandis qu'autrefois il avait été de 75 fr. en moyenne. » (MÉTIN : *Le socialisme sans doctrines*, p. 136.)

2) L'Angleterre, si elle n'est pas rongée par les rats asiatiques, nous offre dans certaines industries spéciales un exemple analogue par suite de l'immigration russe (95.245 en 1901) et italienne (24.684), qui porte également une atteinte redoutable à l'étalon de vie de l'ouvrier national partout où la subdivision des tâches et le machinisme ont permis à ces émigrants d'employer leur travail de manœuvres (industries de la chaussure, du vêtement, du meuble, etc.) : dans toutes ces industries, ils ont enraciné le système de travail aux pièces et tous les abus du *sweating system*. On comprendra ce que peut être leur influence lorsque dans l'industrie de la chaussure, à côté de 4 à 5.000 syndiqués, on comptera 40.000 étrangers. Tandis que le problème du chômage se pose de la façon la plus douloureuse en Angleterre, on a pu citer devant la commission d'enquête de 1902 le cas d'une fabrique de meubles de Tottenham, la Compagnie Lebus, occupant 2.600 Russes et Polonais, et à la porte de laquelle on pouvait lire cet avis : « *No English need apply.* » Les Anglais ne doivent pas s'adresser ici. (Cf. Auguste MONNIER : *Les indésirables*, Paris, Larose, 1907 ; André E. SAYOUS : *L'entre-exploitation des classes à White Chapel*, Musée Social. Mémoires et documents, 1902, n° 5.)

b) A l'extrémité opposée, les pays retardataires sont également tributaires du travail étranger, mais leur industrie naissante ne réclame plus ici le troupeau des travailleurs à bon marché, mais un état-major industriel, un corps d'ouvriers d'élite, de contremaîtres, d'ingénieurs formés aux méthodes modernes et destinés à venir encadrer et diriger les travailleurs nationaux encore inhabiles.

C'est le cas de la Russie, de l'Espagne, de l'Italie, du Japon même, demandant aux nations européennes les plus avancées des chefs de fabrication expérimentés. On ne peut pas dire qu'il existe, dans ce cas, un problème de l'immigration (1).

c) Enfin, entre ces deux extrêmes, se placent les pays où le travail des ouvriers étrangers est limité à certaines industries, à certaines régions, à certaines époques. Parfois ce travail est complémentaire de celui des nationaux (2); le plus souvent, il n'est recherché qu'à cause de son bon marché et comme arme de lutte en période de crise économique et surtout de conflit ouvrier. C'est le cas que nous offre la France; c'est celui que nous allons maintenant plus complètement étudier.

II. — LA QUESTION DU TRAVAIL ÉTRANGER EN FRANCE.

A. — *La main-d'œuvre résidente.*

La population de nationalité étrangère résidant en France

(1) Les « Rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers, adressés au ministre des affaires étrangères » par les consuls français en 1890-1891 (Cf. *Recueil de Rapports sur...* 13 fascicules, Berger-Levrault, édit., Paris, 1890-91), nous permettent de distinguer les pays où la main-d'œuvre étrangère est surtout composée d'ouvriers supérieurs, ces pays étant par ailleurs, à cause de leur pauvreté, bien plutôt des pays d'émigration que d'immigration : Russie (Rapport, p. 105), Espagne (Rapport, p. 31), Portugal (Rapport, p. 66), Italie (Rapport, p. 30).

(2) Parmi les pays et les travaux où la main-d'œuvre étrangère semble être complémentaire de la main-d'œuvre nationale, on peut citer : Allemagne (spécialement dans l'agriculture où se fait sentir une pénurie de main-d'œuvre; rapp. Herbet, p. 79-80 et 219); Suisse (bâtiment, terrassement, construction de chemins de fer; rapp., p. 33); Danemark (insuffisance de main-d'œuvre nationale; rapp., p. 48); Pays-Bas (rapp., p. 45), et Hongrie (rapp., p. 91); situation analogue.

En France, on estime également que le travail étranger a ce caractère complémentaire pour les travaux de terrassement, la construction des chemins de fer et l'agriculture.

s'est accrue de façon considérable durant la dernière moitié du dix-neuvième siècle et a plus que doublé depuis cinquante ans (1). Elle représentait, au dernier recensement, 2,7 pour 100 de la population totale. Mais c'est surtout la population active qui a augmentée (2), et spécialement le chiffre des salariés, des ouvriers proprement dit.

C'est donc pour y exercer une profession qu'un si grand nombre d'étrangers pénètrent sur le territoire français.

Voici, par ordre décroissant, entre quelles nationalités se répartissaient, en 1901, les ouvriers travaillant en France :

	Hommes	Femmes
Italiens	98,826	20,372
Belges	87,191	21,148
Espagnols	17,189	3,307
Allemands	14,667	5,209
Suisses	14,248	2,858
Luxembourgeois	4,885	1,328
Anglais	2,207	448
Autrichiens	2,174	291
Autres nationalités...	7,250	1,694
Ensemble	248,637	56,655

On le remarque, les deux immigrations les plus importantes pour la France sont celles des pays à la fois les plus proches de nous et où les habitudes de vie de la classe ouvrière sont le plus notoirement inférieures à celles des ouvriers français. Ceci suffit à nous indiquer que, par sa qualité, autant que par sa quantité, la concurrence des ouvriers étrangers en France sera vivement ressentie.

(1) 1851.....	379.289	1881.....	1.001.090
1861.....	506.381	1886.....	1.126.531
1866.....	655.036	1891.....	1.130.211
1872.....	740.668	1896.....	1.051.907
1876.....	801.754	1901.....	1.033.871

(2) Elle dépassait, au recensement de 1901, 3 pour 100 de la population active totale.

Si, par rapport à l'ensemble de la main-d'œuvre industrielle, les ouvriers étrangers ne sont que dans la proportion d'environ 6,5 0/0, ce rapport s'élève notablement si l'on examine certaines professions où la main-d'œuvre étrangère semble être particulièrement concentrée : dans le terrassement et la construction, sur 337,359 ouvriers, on compte 23,502 Italiens, 7,287 Belges et 1,118 Espagnols ; dans le textile, sur 274,221 ouvriers, on compte 20,667 Belges ; dans l'industrie des métaux ordinaires, sur 439,211 ouvriers, on compte 11,382 Belges et 7,335 Italiens ; dans la verrerie et la céramique, sur 122,874 ouvriers, on compte 8,101 Italiens et 3,763 Belges ; dans les mines, sur 177,359 ouvriers, on compte 5,554 Italiens et 4,331 Belges ; dans les industries de l'alimentation, on compte 4,258 Italiens et 3,664 Belges ; dans les industries chimiques, 5,866 Italiens et 2,250 Belges ; dans les industries du bois, 5,074 Italiens et 4,032 Belges, etc... (1).

(1) Voici la répartition générale des ouvriers étrangers en France entre les diverses branches du travail industriel :

		Ind. Agriculture		Ind. de trans- formation Transports	
		—	—	—	—
Anglais	hommes	123	12	896	299
—	femmes	12	»	306	47
Belges	hommes	10.904	5.666	65.249	3.087
—	femmes	1.746	110	10.195	2.299
Luxembourgeois	hommes	704	154	3.187	563
—	femmes	123	1	649	332
Allemands	hommes	1.535	403	11.108	779
—	femmes	252	»	3.152	787
Suisses	hommes	3.755	217	8.632	799
—	femmes	376	1	1.682	336
Autrichiens	hommes	114	80	1.777	102
—	femmes	40	1	220	35
Espagnols	hommes	6.721	799	8.123	945
—	femmes	1.257	8	1.411	427
Italiens	hommes	9.780	9.434	64.008	11.586
—	femmes	2.814	69	10.477	5.874
Divers	hommes	602	134	5.573	607
—	femmes	54	1	1.330	199

(Résultats statistiques du recensement de la population en 1901, tome IV, Résultats généraux, tableau xxii.)

Et, si nous pénétrions dans certaines spécialités, les proportions s'élèveraient encore : dans l'industrie des huiles végétales, bougies, parfumerie : 23,18 0/0 ; dans les entreprises de canalisation : 22,17 0/0 ; dans le moulage de plâtre : 17,74 0/0 ; dans les produits pharmaceutiques : 18,02 0/0 ; dans la métallurgie : 14,61 0/0, etc..., et pour les femmes, dans l'industrie linière : 16,22 0/0 ; dans la taille et le polissage des pierres : 15,59 0/0 ; dans la fabrication des ustensiles de bois : 14,52 0/0, etc...

Et il nous faudrait encore, pour donner une physionomie exacte de la répartition de la main-d'œuvre étrangère, en montrer la concentration dans certains départements-frontière, dont la population se trouve parfois composée pour 10 et 15 0/0 d'étrangers (Nord, Bouches-du-Rhône). On comprend avec quelle acuité se pose là le problème de la concurrence étrangère. Mais elle ne se limite pas à ces seules régions et pénètre à travers tout le pays et sous sa forme la plus redoutable : les familles italiennes ou belges n'immigrent guère que dans les départements voisins des frontières, mais les hommes seuls pénètrent jusqu'au cœur même du pays (Ardèche, Isère, Loire, Lozère, Rhône, etc...), pour s'y livrer aux travaux du bâtiment ou s'embaucher comme manœuvres dans l'industrie. On signale même jusque dans le département de la Seine des professions qui menacent d'être presque entièrement accaparées par des travailleurs étrangers (1).

Pour ne pas avoir l'étendue et le caractère de l'immigration aux Etats-Unis et en Angleterre, l'immigration française, on le voit, n'est cependant pas négligeable.

Sans doute, ces travailleurs résidants, immergés le plus

(1) Voici ce que dit à ce sujet le Rapport de la Commission supérieure du Travail pour l'année 1908 : « On signale dans un certain nombre de rapports le nombre de plus en plus élevé des ouvriers étrangers rencontrés dans un certain nombre d'établissements industriels. C'est ainsi que, dans les ateliers de confection de vêtements de Paris, les ouvriers de nationalité étrangère sont signalés comme en majorité et que, dans certaines spécialités de l'industrie de la confection des chapeaux, la proportion atteindrait 75 pour 100. Dans la bijouterie, on peut, d'après un inspecteur, évaluer à un quart au moins la proportion des ouvriers étrangers. » *Journal officiel*, 3 octobre 1909. Annexe, p. 1230, col. 3.)

souvent au milieu d'une importante population ouvrière nationale, et associés à ses mœurs et à ses revendications, n'exerceront pas une très apparente action déprimante sur les salaires ; beaucoup d'entre eux seront embauchés aux mêmes tarifs que leurs camarades français. Et cependant, leur présence n'en constitue pas moins un danger pour le milieu ouvrier où ils se trouvent. Il y aura toujours, entre les besoins, les habitudes de vie de l'ouvrier belge ou italien travaillant en France et ceux de l'ouvrier français, un écart suffisant pour que le patron puisse spéculer sur lui et que le taux des salaires tende à être ramené au niveau des besoins les moins élevés. Habitué à une vie frustrée, sans famille souvent (1), s'accommodant de conditions de nourriture et de logement auxquelles répugnent les ouvriers français, l'ouvrier étranger constitue, dans la plupart des cas, une menace pour l'étalon de vie du camarade français près duquel il travaille.

Quand son influence ne sera pas positive, elle sera négative : elle opposera un frein à toute amélioration et contribuera à maintenir la dépression de toute une industrie (2).

(1) Au recensement de 1901, on comptait sur 550.058 étrangers de sexe masculin résidant en France, de toutes situations sociales, 287.762 célibataires, 229.975 mariés, 26.699 veufs et divorcés, 5.722 d'état de famille non déclaré.

V. d'autre part ce que nous disons plus haut au texte sur la pénétration des ouvriers seuls dans l'intérieur du pays.

(2) C'est l'action qu'exercent notamment les immigrants dans les industries à domicile, dans un grand nombre de pays : New-York et Londres, les deux plus grands ports de débarquement des émigrants sont également les deux centres où le *sweating system* a atteint toute son horreur et semble presque impossible à extirper.

A Boston, les personnes occupées par des *contractors* se répartissent ainsi :

Américains	249
Allemands	6
Juifs	448
Irlandais	176
Italiens	215
Portugais	13
Total.....	1.107

(Tableau du Bureau de la statistique du travail de Massachusetts. Cf. COTELLE : *Le sweating system*, p. 155.)

A Londres, les industries de la chaussure, du meuble, du vêtement, de la

Point n'est besoin, d'ailleurs, que ces ouvriers soient très nombreux dans une industrie pour amener cette dépression. C'est là un fait constaté, qu'il suffit au patron d'une minorité asservie, asservie par son petit nombre même, pour paralyser tout effort ouvrier (1).

C'est plus nettement encore, en ce qui concerne l'organisation générale du travail, que cette influence d'ouvriers étrangers sera sensible.

Redisons-le une fois encore, le régime du travail ne se résume pas tout entier dans le taux des salaires ; cent autres éléments le composent, et c'est sur tout cet ensemble de conditions spéciales tenant aux habitudes de la race, à son point d'honneur particulier, que la différence entre ouvriers de diverses nationalités se fera vivement sentir.

Mais, pour nous en tenir à quelques cas précis, c'est particulièrement lorsqu'il s'agira d'introduire quelques modifications au régime du travail que l'employeur aura recours à la docilité des ouvriers étrangers, qu'il leur offrira même des avantages particuliers. Lorsqu'il voudra mettre en marche une nouvelle machine (2), modifier un tarif (3), transformer

lingerie, où les étrangers sont les plus nombreux, sont également les plus misérables. (Cf. MOXNIER, *ouv. cit.*, SAYOUS, *ouv. cit.*)

A Paris, on signale que l'industrie à domicile de la confection pour hommes emploie de plus en plus des ouvriers étrangers Russes, Polonais, Roumains, Bulgares, etc... (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1907*, p. 2.; *Rapport de la Commission supérieure du Travail en 1908*, cf. *supra*.)

Cela n'est pas fait pour atténuer la misère chronique de ces tristes industries.

(1) M. Louis Aubert fait ces suggestives remarques sur ce que l'on pourrait appeler la « balistique » patronale :

« Alors qu'aux Hawaï où les Japonais dominent le marché du travail, on voudrait neutraliser leur action avec des Chinois ou des blancs ; en Californie, c'est avec les Japonais qui n'y sont encore qu'une minorité qu'on voudrait abattre la tyrannie des Unions. » L. AUBERT : *Problèmes californiens* (*Revue de Paris*, 15 juillet 1907, p. 279.)

(2) « Leur immigration (des ouvriers belges) est favorisée par ce que ce sont particulièrement eux qui ont accepté les premiers le système de conduire deux métiers à chaîne-fil, puis à grande et petite largeurs. » (Rapp. du Syndicat ouvrier textile de Lille. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, t. II, p. 282.)

(3) « Les ouvriers étrangers sont plutôt mieux traités que les nationaux,

un procédé de fabrication, il appliquera tout d'abord la réforme aux ouvriers étrangers, espérant, avec cet argument décisif, peser plus irrésistiblement sur la volonté des autres ouvriers et briser toutes leurs résistances, et ainsi, peu à peu, un régime basé sur l'acceptation des ouvriers étrangers tendra à s'établir dans toute la profession.

B. — Ouvriers passant la frontière

Si les ouvriers étrangers résidants peuvent, dans une certaine mesure, contracter les mêmes habitudes, les mêmes besoins, les mêmes exigences que la masse ouvrière au milieu de laquelle ils vivent, s'ils peuvent même un jour être gagnés par la propagande syndicale, il ne saurait en être de même de ceux qui, chaque jour ou chaque semaine, passent la frontière pour chercher à l'étranger un salaire modeste peut-être, mais qui vaut mieux encore pour eux que la misère ou la famine au foyer.

C'est le problème qui se pose notamment dans le nord de la France. Vandervelde nous a décrit la misère paysanne belge, arrivée à un tel degré que l'exode « apparaît le seul dérivatif efficace aux souffrances du prolétariat des campagnes » (1).

En grand nombre, ils s'embauchent en France pour les travaux saisonniers agricoles, mais nombreux aussi ils s'abattent dans toute la région industrielle qui touche la frontière : dans les usines métallurgiques du bassin de Longwy, dans les tissages et les filatures de la région roubaisienne et tourquen-

car bien souvent on compte sur eux pour faire accepter des diminutions de salaire. » (Rapp. des rubanniers de Commines. *Ibid.* p. 547.)

En 1904, « les ouvriers de la Société anonyme de construction de Slip-Way, à Dunkerque, avaient droit à des majorations de salaire pour le travail de nuit, pour les corvées hors de l'atelier, pour les travaux difficiles ou dangereux... »

Une équipe d'ouvriers belges étant venue à Dunkerque réparer un navire et ayant travaillé au même prix la nuit que le jour, le directeur du Slip-Way voulut établir le même régime dans ses ateliers et décida la suppression de toutes les majorations de salaire ». (Cf. *Statistique des grèves*, 1904, p. 528).

(1) E. VANDERVELDE : *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, Alcan, p. 169.

noise, dans la maçonnerie, les terrassements, etc... Et la concurrence de ces ouvriers, passant chaque jour ou chaque semaine la frontière, est encore favorisée et étendue par l'organisation particulière des trains ouvriers belges dont nous avons déjà parlé (1).

C'est par centaines de mille que sont délivrés, en Belgique, les coupons de semaine ouvriers. En 1901, c'est tout près de 4 millions de semaines de travail qui ont été ainsi mobilisées, ou, si l'on préfère, l'équivalent de 80,000 travailleurs qui se sont déplacés chaque jour ou chaque semaine pour se rendre à leur travail (2). Et c'est d'une véritable exportation de travail qu'il s'agit, car on ne relève pas seulement, dans le tableau des distances, des parcours de quelques kilomètres, mais un grand nombre représentant 20, 30, 40 kilomètres et l'on trouve même des ouvriers allant jusqu'à 100 kilomètres de leur résidence (3). C'est dire qu'il ne s'agit pas seulement

(1) Cf. *supra*, I^{re} partie, ch. IV.

Sur l'organisation particulière de ces trains, Cf. Charles L'EVESQUE : *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemins de fer*, thèse, Paris, 1907, p. 91-96.

(2) Voici le tableau des coupons de semaine délivrés en 1901 à des ouvriers travaillant dans l'industrie privée (Cf. VANDERVELDE, *ouv. cit.*, Annexe IV, p. 301).

6 voyages simples par semaine.....	24.293 coupons.
7 voyages simples par semaine.....	1.027 coupons.
6 voyages aller et retour par semaine..	3.072.980 coupons.
7 voyages aller et retour par semaine..	238.479 coupons.
1 voyage aller et retour par semaine..	659.787 coupons.

(3) Voici pour 1897 le tableau des distances des billets ouvriers (*Ibid.*, Annexe V).

Distances	Nombre de coupons délivrés	Nombre d'ouvriers (à raison de 50 coupons par année)
De 1 à 5 kil.....	241.038	4.820
De 6 à 10 kil.....	766.260	15.323
De 11 à 15 kil.....	441.875	8.837
De 16 à 20 kil.....	324.496	6.489
De 21 à 25 kil.....	232.664	4.733
De 26 à 30 kil.....	129.629	2.592
De 31 à 35 kil.....	55.596	1.112
De 36 à 40 kil.....	39.644	793
De 41 à 45 kil.....	18.695	374
De 46 à 50 kil.....	10.806	216
De 51 à 55 kil.....	6.783	135
De 56 à 60 kil.....	7.924	158
De 61 à 70 kil.....	5.113	102
De 71 à 100 kil.....	505	10

d'un mouvement analogue à celui des banlieues parisiennes, mais d'un déplacement de travail qui se déverse d'une façon sensible sur toute notre industrie du Nord.

Les populations ouvrières de nos villes frontière regardent avec défiance ces travailleurs mornes et pauvres qui viennent chaque jour travailler en France, ces « pots-de-beurre », comme elles les appellent en patois flamand, à cause du pot de beurre — symbole de leur redoutable sobriété — dans lequel ils apportent leur repas.

Pendant longtemps, on a pu prétendre que le système de notre législation sur les accidents du travail, par l'espèce de prime qu'il semblait donner involontairement à l'emploi d'ouvriers migrants, contribuait encore à accentuer ce mouvement (1).

Depuis cette époque, si, dans les centres éloignés de la frontière, un certain ralentissement s'est manifesté dans l'embauchage des ouvriers belges, les villages frontière n'en continuent pas moins à subir la même invasion. Nous avons pu voir, dans le petit village d'Halluin, au cours d'une enquête personnelle, ces longues files d'ouvriers et d'ouvrières regagnant, après le travail, la frontière belge et couvrant les routes de leur armée compacte.

Pour une population ouvrière de 10,000 personnes environ, on peut compter, à Halluin, indépendamment des nombreux

(1) L'article 3 (c) de la loi du 9 avril 1898, malgré l'amendement apporté sur ce point par la loi du 31 mars 1905, décide en effet qu'au lieu de recevoir en cas d'incapacité permanente une rente annuelle durant leur vie entière, « les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée ».

La convention franco-belge du 21 février 1906, ratifiée le 12 juin 1906, est venue faire cesser fort heureusement cette inégalité préjudiciable, tout aussi bien aux étrangers qu'aux nationaux eux-mêmes : son article 1^{er} stipule : « Les sujets belges, victimes d'accidents du travail en France, ainsi que leurs ayants droit, seront admis au bénéfice des indemnités et des garanties attribuées aux citoyens français, par la législation en vigueur... » (Cf. *Bull. de l'Office du Travail*, juillet 1906, p. 718.)

Des arrangements analogues ont été passés par la France avec le Luxembourg (Convention du 27 juin 1906) et avec l'Italie (arrangement du 9 juin 1906) (Cf. *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1907, p. 350 et suivantes) et enfin tout récemment avec la Grande-Bretagne (Convention du 3 juillet 1909). (Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1909, p. 299.)

étrangers résidants, 6,000 Belges passant journellement la frontière pour venir s'employer dans les tissages, les fabriques de tapis ou autres établissements halluinois. Quelques-uns de ces ouvriers partent de chez eux à trois heures et demie du matin pour y rentrer à dix heures et demie le soir ; on en cite qui viennent non seulement de Menin ou des autres villes ou villages frontrière, mais même de Thourout, c'est-à-dire de plus de trente kilomètres. Cependant, le chômage est établi à l'état endémique à Halluin ; il suffit de parcourir les rues de la petite ville durant les heures de travail, pour rencontrer partout des groupes de chômeurs flânant et causant en attendant le jour de l'embauche. D'après les statistiques municipales, le nombre des ouvriers en chômage se serait élevé, à de certaines époques, jusqu'à 40 et 15 0/0.

On comprend le ressentiment sourd de la population halluinoise contre ces envahisseurs. Sans doute, en ces dernières années, un assez grand nombre de ces ouvriers belges se sont rattachés à des Syndicats, mais à des Syndicats situés en Belgique, c'est-à-dire dans un pays où les salaires sont déjà inférieurs aux salaires français...

Mais, ce dont se plaignent surtout les ouvriers halluinois — du moins les ouvriers qualifiés du textile — c'est moins d'un avilissement actuel des salaires par le travail au rabais d'ouvriers belges, que d'une dépression ancienne que le travail d'ouvriers belges en grand nombre consolide sans cesse, et qui a permis à la concurrence patronale de s'établir sur cette base, de telle sorte que les salaires de 15 à 18 francs par semaine des ouvriers d'Halluin semblent presque impossibles à faire hausser et pèsent même sur toute la région avoisinante. On le voit, l'influence de cette migration étrangère n'est pas seulement localisée à quelques centres particuliers.

Mais il y a plus. Ce mouvement d'ouvriers étrangers qui franchissent chaque jour la frontière, et dont on évalue le nombre total à 300.000, favorise une tactique encore plus inquiétante.

Certains industriels étrangers, pour éluder les tarifs de

douane française, ont recours à ce procédé : ils transportent leur industrie ou créent des succursales en France, à quelques kilomètres de la frontière, où ne sont employés que des étrangers qui viennent le matin et retournent le soir chez eux. Continuant ainsi à profiter du bas prix de la main-d'œuvre et affranchis des droits d'entrée qui protègent notre industrie nationale, ils peuvent faire impunément sur le marché français la plus désastreuse concurrence au rabais à notre industrie.

Cette fraude qui rend inexistante nos mesures de protection douanière et qui échappe jusqu'ici à toute répression, menace de désorganiser gravement certaines industries et exerce ses répercussions, non seulement sur la région frontalière, mais sur l'industrie nationale toute entière (1).

C. — *Briseurs de grèves.*

Concourant à déterminer ou à maintenir un avilissement des salaires, entraîneurs dans les modifications d'outillage ou d'organisation du travail imposées par le patronat, les ouvriers étrangers servent encore fréquemment de briseurs de grèves. C'est là, en effet, dans l'état de désorganisation sociale où nous sommes, une éventualité à envisager. Et l'on sait comment, en particulier, au cours du grand conflit des dockers d'Anvers, l'organisation patronale eut recours à l'im-

1. Pour faire cesser cette violation systématique de notre législation douanière, M. Ceccaldi proposa, à la séance du 29 décembre 1909 de la Chambre des députés, d'établir une zone douanière, dans les limites de laquelle les patrons employant des ouvriers migrants seraient astreints à une taxe équivalant au cinquième des salaires payés à ces ouvriers. A la suite d'une fort intéressante discussion devant le Parlement, il parvint tout au moins à obtenir l'introduction dans le projet de tarif général des douanes de cette déclaration de principe :

Art. 9 (nouveau). — Tout industriel ou commerçant occupant plus de cinq ouvriers ou employés n'ayant pas leur résidence habituelle en France sera soumis à une taxe dont le montant et les conditions de recouvrement seront déterminés par la loi de finances.

« Cette taxe ne pourra en aucun cas excéder la surcharge imposée aux ouvriers français, par rapport aux ouvriers étrangers des pays limitrophes, par les droits de douane français sur les objets d'alimentation. »

(*Cf. Journal officiel* du 30 décembre 1909, p. 3860-3867, 3870-3874.)

portation de navires entiers de sarrazins anglais et allemands (1). En France, à plusieurs reprises, on a vu des patrons recruter des ouvriers à l'étranger pour remplacer leurs ouvriers en grève et, récemment encore, on citait le cas d'un directeur de carrières de pierre dans l'Yonne qui avait ainsi embauché, comme briseurs de grève, des ouvriers hollandais (2). Nous aurons occasion, lorsque nous parlerons, plus loin, de la solidarité ouvrière internationale, de revenir sur ce genre de supplantage. (Section II, § IV c, *infine*.)

D. — Usines françaises à l'étranger.

Enfin, l'influence du travail étranger ne s'exerce pas seulement directement : elle se fait également sentir à distance.

Nous avons en vue, ici, non pas la concurrence commerciale internationale, sur laquelle nous aurons à présenter, plus loin, quelques observations, mais un phénomène récent qui mérite de retenir l'attention : la création d'usines à l'étranger par certains établissements français.

C'est là un mouvement qui, avec le progrès de la législation ouvrière, des exigences syndicales et des mesures fiscales, ne pourra que s'accroître ; par ce moyen, les patrons parviennent à compenser et parfois à éluder les diverses charges légales qui leur incombent en même temps que, s'appuyant sur la différence du prix de la main-d'œuvre de leurs diverses usines, ils sont plus fortement armés pour réduire les revendications de leurs ouvriers français.

C'est ainsi qu'on nous citait le cas d'un important tissage du Nord qui a établi une usine en Italie, où il n'emploie que des femmes travaillant sur des métiers Northrop. On comprend que l'écart existant entre les conditions de travail ainsi

(1) Cf. J. STECKMAN : *La grève du port d'Anvers*, Mouvement socialiste, janvier 1908, p. 57.

(2) Lors d'une grève des ouvriers des carrières de pierres de Ranvières, la maison F... embaucha ainsi 15 ouvriers hollandais. (Cf. *Humanité* du 10 décembre 1908.)

obtenues et celles de son usine du Nord, n'employant que des hommes travaillant sur d'anciens métiers, lui permettra, à la moindre difficulté, de faire passer la totalité ou la plus grande partie de ses travaux à sa maison italienne, ou tout au moins de tenir sous cette menace ses ouvriers français, pour décourager leurs revendications.

Des patrons calaisiens et caudrésiens possèdent ainsi des fabriques de tulle en Pologne (1) ; des fabricants de Roubaix et de Lyon ont établi des maisons de tissage en Russie et en Amérique (2) ; des teinturiers lyonnais font teindre à Moscou et à Côme (3).

Dans l'industrie du meuble, qui a fait naguère la célébrité du faubourg Saint-Antoine, les patrons ont adopté une tactique analogue, depuis une dizaine d'années, pour la fabrication des sièges, notamment. Ils envoient des modèles en Italie et les font reproduire par masse dans les vallées du Piémont pour des salaires infimes, ne conservant à Paris qu'un atelier de deux ou trois ouvriers pour la fabrication des modèles (4).

Et, dans cette voie, on ne sait trop où le développement des moyens de communication nous mènera...

« Une Société française, ayant des usines en France, qui

1) Cf. Rapport de V. Renard, secrétaire de la Fédération nationale ouvrière de l'industrie textile. (*Enquête parlementaire de l'industrie textile*, t. II, p. 295.)

2) *Ibid.* et déposition du maire de Lyon, M. Augagneur, devant la Commission d'enquête. (*Enqu. parl.*, t. III, p. 151.)

Certains patrons d'Amiens et de Roubaix invoquent que la production de leurs établissements de l'étranger est réservée à l'exportation, et que c'est le seul moyen pour eux de pouvoir tenir tête à leurs concurrents sur les marchés étrangers. Cf. *Enqu. parl.*, t. I, p. 104 ; t. II, p. 184.

(3) Déposition Augagneur. *Enquête parlementaire*, t. III, p. 151.)

(4) Sur un total de 613.524 kilos de meubles importés en France en 1905, l'importation italienne représente 436.644 kilos, tandis qu'en 1880 elle n'était que de 3.286 kilos. Aussi, au lieu de 3.000 sculpteurs parisiens que l'on comptait à cette époque, n'y en a-t-il plus que 1.500, et fort inégalement occupés. Tandis qu'on relève le chiffre énorme des importations, on est frappé de la faiblesse de celui des exportations de sièges : 426.845 kilos, alors que la France avait naguère la réputation de la sculpture sur meubles. Ce chiffre d'ailleurs tranche sur la balance des autres meubles où l'exportation l'emporte de beaucoup sur les importations. (Cf. Albert THOMAS : *Humanité* des 20 juin et 1^{er} juillet 1907.)

tire une partie de ses matières premières de France, a établi au Japon une succursale fabriquant exactement les mêmes produits et faisant venir les matières premières de France ; où cette succursale écoule-t-elle exclusivement ses produits ? En Angleterre. Malgré les frais de transport (15,000 kilomètres à l'aller et au retour), malgré les frais de douane, la Société en question trouve plus de profit à faire confectionner au Japon ses produits à destination d'Europe que de créer de nouvelles usines en France. » (1).

De même encore dans l'industrie parisienne du meuble, les patrons ne se bornent plus à faire reproduire leurs modèles en Italie ou en Autriche-Hongrie, mais commencent à recourir au Japon ou à la Chine. On a signalé le cas de buffets ornés de sculptures Renaissance française, valant chez nous 1.300 francs, et que l'on importe du Japon pour 100 ou 150 francs (2).

Ceci nous ouvre, n'est-il pas vrai ? des perspectives imprévues sur les formes que pourront revêtir à l'avenir les concurrences ouvrières...

Et la situation ne fait que s'aggraver d'année en année.

Importations de sièges sculptés

	1906	1907
Belgique	68.661	105.776
Autriche-Hongrie	10.747	21.165
Italie	407.951	464.294

Exportations de sièges sculptés

	1906	1907
Allemagne	1.892.213	311.568
Belgique	164.632	132.851
Italie	14.679	rien

(Chiffres cités à la Chambre des députés, 2^e séance du 22 décembre 1909 ; *Journal officiel* du 23 décembre, p. 3667, col. 3.)

(1) ENIMANUEL SACTTER : *Le développement industriel et commercial du Japon et la main-d'œuvre japonaise*. Musée Social ; Mémoires et documents, 1907, n^o 13, p. 362.

(2) Cité par M. Le Foyer lors de la discussion sur le nouveau tarif général des douanes (Chambre des députés, 2^e séance du 22 décembre 1909 ; *Journal officiel*, 23 décembre, p. 3667, col. 1.)

SECTION II

La Défense ouvrière

I. La lutte contre la main-d'œuvre jaune : a) la politique d'exclusion aux Etats-Unis ; b) l'Australie fermée. — II. Les mesures contre l'immigration et l'opinion ouvrière anglaise. — III. Les ouvriers français et le travail étranger. — IV. Les armes de la protection du travail national : a) le principe de la politique d'exclusion ; b) la défense douanière contre les pays à bas salaires ; un Protectionnisme ouvrier ; c) la syndicalisation des étrangers et la solidarité internationale des travailleurs.

Nous ne serons pas surpris de voir l'attitude des ouvriers des divers pays varier suivant la gravité du péril qui les menace. Sans doute, il ne nous sera guère possible de tirer quelque enseignement, pour la France, de la politique des Syndicats étrangers en cette matière ; du moins, il n'est pas sans intérêt, croyons-nous, de dégager le caractère économique de leurs manifestations concordantes et d'apprécier la gravité de ces mesures et leurs conséquences.

I. — LA LUTTE CONTRE LA MAIN-D'ŒUVRE JAUNE

A. — *La politique d'exclusion aux Etats-Unis.*

L'attitude de la classe ouvrière américaine à l'égard de l'immigration est célèbre.

De bonne heure, les Etats-Unis se préoccupèrent de filtrer le flot que les nations du monde entier charriaient jusqu'à eux : depuis 1847 jusqu'en 1875, ce sont les préoccupations sanitaires qui dominent ; en 1875, s'y joignent des préoccupations morales ; ce n'est qu'en 1882 que, sous l'effort du parti ouvrier, apparaissent les premières mesures économiques qui ne cesseront d'être renforcées par toute une série de lois successives jusqu'à l'Act du 20 février 1907 (1), imposant,

1) *An Act to regulate the immigration of aliens into the United-States*, 20 février 1907. (Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 76.

d'une part, une taxe de 4 dollars à tout étranger abordant sur le territoire des Etats-Unis et faisant, d'autre part, figurer parmi les catégories d'étrangers qui ne seront pas admises sur le territoire de l'Union, non seulement les « indigents » et « les personnes qui paraissent devoir constituer une charge publique », mais plus explicitement les « ouvriers engagés « par contrat » qui ont été amenés ou encouragés à l'aide d'offres ou de promesses d'emploi, à la suite de contrats oraux, écrits ou imprimés, explicites ou tacites, à se transporter aux Etats-Unis en vue de se livrer à des travaux de tous genres exigeant ou non une habileté professionnelle » (section 2) (1).

Ainsi se trouvent partiellement déjoués les embauchages d'ouvriers à l'étranger pour briser les grèves ou peser sur les conditions du travail de leurs ouvriers, comme en pratiquèrent, vers 1870, à l'occasion de grandes grèves, certaines Compagnies minières et certaines entreprises de chemins de fer américaines (2).

Plus intéressante pour nous que le fonctionnement même de la loi, est l'attitude de la classe ouvrière à l'égard de son application. Rapidement, elle en fit sa chose ; non seulement elle s'en occupa longuement dans ses Congrès (3), mais encore on vit les Unions payer des gens à elles pour aller s'embarquer dans des ports allemands ou italiens avec les immigrants et

(1) Les seules exceptions à ces interdictions sont étroitement déterminées dans les derniers alinéas de la section 2, l'un d'eux dispose : « Il est permis d'introduire aux Etats-Unis des ouvriers qualifiés, s'il est impossible de trouver aux Etats-Unis des ouvriers de la profession inoccupés. »

L'autre consacre la libre admission des « acteurs, artistes conférenciers, chanteurs, ministres de tout culte, professeurs de collèges ou séminaires, de personnes appartenant à une profession savante reconnue ou de personnes employées exclusivement comme serviteurs attachés à la personne ou à la famille ».

(2) Les sections 4 et 5 de cet Act établissent une amende de mille dollars pour « toutes personnes, sociétés, compagnies ou corporations », coupables « d'avoir d'une façon quelconque fait les frais de voyage ou aidé ou encouragé le transport ou la venue aux Etats-Unis d'une ou plusieurs personnes engagées par contrat. »

(3) Cf. LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 469.

désigner en débarquant, aux inspecteurs, ceux qui tombaient sous le coup de la loi, tandis que, par ailleurs, elles s'efforçaient de faire recruter parmi les militants unionistes les inspecteurs eux-mêmes : c'est ainsi qu'à une certaine époque le commissaire général de l'immigration lui-même était un ancien grand-maître des Chevaliers du Travail (1).

On voit avec quelle vigilance l'action ouvrière s'est attachée à l'application de la loi (2) et quel caractère de défense ouvrière ces mesures n'ont pas tardé à prendre.

Mais il ne suffit bientôt plus aux ouvriers américains de se défendre contre les ouvriers de métier engagés par contrat, le progrès du machinisme et de la déspecialisation les mit bientôt en compétition avec la foule immense de ces immigrants débarqués aux Etats-Unis, sans engagement, mais prêts à s'offrir pour tous ces emplois de manœuvres que multipliait l'industrie moderne (3).

Aussi, de bonne heure, contre certaines catégories d'entre eux particulièrement redoutables, la classe ouvrière améri-

(1) Cf. VIGOUROUX : *La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, p. 302.

(2) M. Levasseur rapporte ces quelques faits amusants, qui montrent jusqu'où pouvait aller parfois cette intolérance : lorsqu'il était à New-York, on racontait, dit-il, que « la musique de la garde royale prussienne, qui devait donner des concerts à Chicago, avait été arrêtée au port sur la dénonciation de la Ligue musicale des musiciens, comme ayant été engagée à prix d'argent et que, pour obtenir son laisser-passer, elle avait dû prouver par un concert que ses membres étaient des artistes et non de vulgaires travailleurs ; on racontait aussi qu'un cuisinier engagé à Paris, avec des gages considérables, par un des plus riches New-Yorkais, n'avait pu — arrivant sur le même bateau que son maître — débarquer qu'après que le maître et lui eurent affirmé par serment qu'il n'y avait pas d'engagement ». (LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, t. I, p. 468.)

C'est pour éviter ces extensions abusives du principe de l'interdiction que l'Act de 1907 a prévu les exceptions que nous avons indiquées dans une note précédente (p. 207, note 1).

(3) Parmi les *skilled laborers* eux-mêmes, c'est-à-dire les ouvriers aptes à diriger une machine, les statistiques officielles nous montrent que le plus grand nombre sont des immigrants de fraîche date : à New-York, Chicago, Pittsburg, la proportion des ouvriers de cette catégorie est respectivement de 60, 70 et 75 0/0. Certains métiers ont même été complètement abandonnés aux immigrants.

Cf. Achille VIALATTE : *L'industrie américaine*, p. 202-203.

caine préconisa-t-elle des mesures rigoureuses. Contre la main-d'œuvre chinoise, notamment, ce fut la guerre à outrance. Non seulement les Unions mettaient à l'index et boycottaient les ateliers où travaillaient des Chinois (1), mais encore, dès 1874, au Congrès de Rochester, voyons-nous les *Chevaliers du Travail* et la *Fédération* d'accord pour réclamer « l'interdiction d'importer » des gens appartenant à des races « serviles » et obtenir, le 17 mars 1891, à la suite d'une action tenace et d'innombrables conflits, pleine satisfaction ; une convention passée par le gouvernement, stipulait que, pendant dix ans, l'entrée d'ouvriers chinois était interdite sur le territoire américain. Bien que n'ayant pas été officiellement renouvelée, cette convention continue à être appliquée aujourd'hui encore.

Mais bientôt la concurrence jaune allait se manifester à la classe ouvrière américaine sous une nouvelle forme tout aussi redoutable ; les coolies chinois trouvèrent des successeurs : les coolies japonais ; depuis la guerre russo-japonaise notamment, le flot des Japonais débarquant en Californie n'a fait que monter sans relâche : en 1906, on estimait qu'il en était débarqué plus de 1.000 par mois dans le port de San-Francisco (2).

On sait par quels incidents, qui tinrent en émoi la vieille Europe et faillirent troubler la paix du monde, se manifesta dans la presqu'île californienne, vers la fin de 1906, l'hostilité antijaponaise.

Certains n'ont voulu voir dans la persécution qui se déclina contre les Japonais qu'un aveugle ressentiment de race, nous croyons que le problème est plus complexe et que sa dominante en Californie était une question de concurren-

(1) On sait notamment que la pratique du *label*, qui depuis cette époque, a eu une si grande fortune dans l'action syndicale américaine a été innovée vers 1874 par les cigariers de San Francisco, qui imaginèrent l'apposition du label blanc pour distinguer leurs cigares de ceux fabriqués par des « Chinois galeux ». (Cf. Vigouroux : *ouv. cit.*, p. 69.)

(2) D'après un discours du député californien Jul. Kahn. (*Congress Record*, 18 févr. 1907, p. 3557. Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1907, p. XXVIII.)

rence ouvrière. C'était la révolte des travailleurs californiens contre l'envahissement de leur marché du travail par une main-d'œuvre aux besoins réduits, aux prétentions modestes (1), venue là en rivale, impossible à gagner aux mœurs américaines et à l'action syndicale, ne vivant que par la concurrence au rabais qu'elle fait aux travailleurs américains. Là est le fond même de l'agitation antijaponaise et l'on voit quels intérêts vitaux pour les ouvriers américains y sont engagés (2):

L'Act du 20 février 1907 a essayé de donner quelque satisfaction à l'opinion ouvrière ; sans prohiber ouvertement et totalement l'entrée des Japonais, il tente d'y parvenir indirectement ou, du moins, d'en tarir une des sources les plus importantes, en déjouant un subterfuge employé par les coolies japonais pour pénétrer sur le territoire américain malgré les conventions passées par leur gouvernement. Le gouvernement japonais s'était, en effet, engagé à ne plus délivrer à ses sujets de passeports pour le continent américain, mais seulement pour les colonies américaines : les coolies se munissaient donc d'un passeport pour Hawaï et s'embarquaient pour Honolulu, mais, à peine avaient-ils mis le pied dans le « paradis de l'océan Pacifique », que — leur gouver-

(1) On nous objectera peut-être que les Japonais venant aux Etats-Unis pour y faire fortune ou du moins pour y gagner leur vie, ne doivent pas se contenter de rémunérations si infimes. Sans doute, ils viennent en Californie attirés par les hauts salaires qu'ils pensent y toucher, mais ces salaires ne sont hauts que comparativement à ceux qui leur seraient payés dans leur pays : un charpentier, gagnant 29 sous par jour au Japon, croira trouver la fortune en touchant 50 sous par heure à San Francisco : un plâtrier, 75 au lieu de 30 ; un tailleur de pierres, 56 1/4 contre 34 ; un poseur de briques, 75 contre 37 ; un forgeron, 40 et un tiers contre 26 (chiffres cités au Sénat de Washington le 7 janvier 1907) ; mais même en faisant plus que décupler son salaire, le Japonais n'atteint pas l'Européen.

Et puis, il ne faut pas perdre de vue que ses besoins étant infiniment plus réduits, il consentira plus aisément que ce dernier à des réductions.

De plus, la concurrence industrielle elle-même se trouve puissamment affectée du fait de l'existence d'entreprises entièrement japonaises, qui contribuent à déprimer à la fois les salaires et les prix.

(2) *The Japanese and Korean Exclusion League*, qui mène une énergique campagne pour obtenir l'extension aux Japonais et aux Coréens de l'Act qui exclut les Chinois, prétend compter dans l'Etat de Californie 78.500 membres, qui presque tous sont membres de syndicats ouvriers. (Cf. Louis AUBERT : *Problèmes californiens. Revue de Paris*, 15 juillet 1907, p. 253.)

nement n'ayant plus aucun droit sur eux — ils prenaient le premier paquebot en partance pour San-Francisco et pénétraient librement aux Etats-Unis, grâce à cette simple escale (1).

C'est cet abus qu'une disposition du récent Act sur l'immigration a prétendu faire cesser (2) ; et déjà une ordonnance présidentielle du 14 mars 1907 a fait application de cette mesure aux ouvriers, qualifiés ou non, Japonais et Coréens, porteurs de passeports à destination du Mexique, du Canada et d'Hawaï (3).

On sait que l'hostilité antijaponaise ne s'en est pas trouvée apaisée et qu'elle a gagnée maintenant à peu près tous les Etats du Pacifique (4), y entretenant une agitation et y éclatant parfois en manifestations qui n'ont pas été sans risquer,

(1) Ce moyen détourné d'immigration vers les Etats-Unis était parvenu à prendre des proportions invraisemblables : du 1^{er} juillet 1904 au 30 juin 1905, on comptait 11.132 personnes quittant Hawaï pour les côtes américaines du Pacifique, et du 1^{er} juillet 1905 au 31 décembre, on en relevait 2.671, dont environ 300 Coréens, 75 Chinois, et le reste Japonais. Ce mouvement fut si considérable qu'une ligne se créa en 1903 à Hawaï pour retenir les coolies japonais et les empêcher d'émigrer aux Etats-Unis. La culture de la canne à sucre à Hawaï emploie en effet en grande partie la main-d'œuvre japonaise : en 1892, l'industrie sucrière y occupait 63,38 0/0 de Japonais ; en 1902, 73,46 0/0 ; en 1905, 65,80 0/0 ; devant cette diminution, l'industrie sucrière s'inquiéta du mouvement encouragé par les entrepreneurs de Californie et des Etats occidentaux en quête de main-d'œuvre à bon marché pour des travaux d'horticulture, d'agriculture, de construction de voies ferrées, etc..., et elle essaya de l'enrayer, mais sans succès, par la constitution de la *Central Japanese League*, à la tête de laquelle fut placé le consul général du Japon.

Cf. *Report of the Commissioner of Labor in Hawaï*, *Bulletin of the Bureau of Labor*, n° 66, septembre 1906, d'après le *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. XXVIII.

(2) Section 1^{re} *in fine* de l'Act du 20 février 1907 :

« Si le président constate que des passeports délivrés par un pays étranger à ses nationaux en vue de se rendre dans un pays autre que les Etats-Unis, dans une province insulaire des Etats-Unis ou dans la zone du Canal, sont utilisés en vue de permettre aux porteurs de pénétrer sur le territoire continental des Etats-Unis, au détriment des conditions de travail appliquées sur ce territoire, il pourra refuser aux nationaux du pays délivrant lesdits passeports, en provenance d'un pays autre que les Etats-Unis, le droit de pénétrer sur le territoire continental des Etats-Unis. » *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 77.

(3) Ordonnance et règlement d'application. *Ibid.*, p. 96-98.

(4) Presque simultanément au cours de l'hiver 1909, les législatures des Etats de Californie, de Nevada, de Nébraska, de l'Orégon et même de New-York ont été saisies de propositions répétées et la plupart draconiennes contre les

à plusieurs reprises, de faire du moins belliqueux des océans le théâtre d'opérations guerrières.

Si nous avons insisté sur la concurrence du travail étranger, sur un continent aussi éloigné et aussi différent du nôtre, c'est que nulle part le problème n'y apparaît davantage dans tout son relief.

Ce que nous avons déjà dit, et ce qui va suivre, révèle la force toute-puissante du courant de l'immigration jaune qui, refoulée ici, reparaît là et donne presque l'impression de quelque force naturelle indestructible.

Mieux que partout ailleurs, nous saisissons ici comment la concurrence, livrée à elle-même, loin d'assurer le triomphe des plus aptes et des meilleurs, ne tendrait à rien moins qu'à dégrader tous les progrès sociaux et moraux déjà acquis, et à ramener les civilisations avancées au niveau des civilisations inférieures.

B. — L'Australie fermée.

Rejeté des Etats-Unis, l'intarissable flot asiatique se déverse sur les pays moins bien protégés (1). Mais, partout, la même résistance se prépare, montrant à quel sûr instinct collectif de conservation elle correspond.

Les *Trade-Unions* canadiennes commencent à réclamer, elles aussi, l'abolition des mesures qui autorisent les Japonais à entrer au Canada (2) ; dans la Colombie britannique, à

Japonais : les uns demandaient leur exclusion pure et simple ; d'autres, l'obligation pour eux de constituer des écoles séparées ou encore la séparation obligatoire des ouvriers japonais et chinois d'avec les ouvriers américains ; certains dissimulaient, derrière une demande générale d'interdiction pour les étrangers d'acquérir des terres en Californie, leur ostracisme contre les Japonais.

Le ton de ces motions n'était pas moins belliqueux que leur dessein : celle de l'Etat de Nevada qualifiait les Japonais de « parasites du monde ».

(1) Cf. sur la dissémination du travail chinois, CAILLEUX : *La question chinoise aux Etats-Unis et dans les possessions des puissances européennes*. Paris, Rousseau, 1898.

(2) Cf. Résolution du 23^e Congrès annuel des métiers et du travail du Canada (*Trades and Labour Congress of Canada*), 16 septembre 1906, Winnipeg (Manitoba). — Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, page 582.

Cependant la loi sur l'immigration chinoise (chap. 95 des statuts révisés de 1906) a été adoucie par une loi du 20 juillet 1908.

Vancouver, notamment, une « Ligue pour l'expulsion des Asiatiques » poursuit une active campagne. Dans l'Etat de l'Equateur, un décret du 1 septembre 1889 exclut formellement les Chinois ; dans l'Afrique occidentale (1), au Cap (2), au Natal (3), les mesures se multiplient contre l'immigration chinoise ou indienne, soit par une exclusion directe, soit en exigeant des immigrants qu'ils sachent signer et écrire en caractères d'un pays européen.

Mais ce sont, comme bien l'on pense, les colonies australiennes qui ont poussé le plus loin les mesures protectrices.

Dès 1881, l'Etat de Victoria, les Nouvelles-Galles et la Nouvelle-Zélande avaient limité le nombre des Chinois immigrants à un par cent tonneaux, sur n'importe quel navire, et les avaient frappés d'un droit de 250 francs (4) ; de plus, l'immigration polynésienne et canaque était complètement enrayée.

Mais, en dehors des Acts spéciaux relatifs à l'immigration (5), l'action ouvrière australienne est parvenue à faire inscrire dans la législation générale sur les fabriques et les magasins, toute une série de mesures qui réduisent singu-

(1) Ordonnance du 5 août 1906.

(2) Acts du 22 décembre 1902 et du 21 décembre 1906 : Acts du 10 août 1904 et du 15 août 1906 sur l'exclusion des Chinois.

(3) Act du 5 mai 1897, abrogé par les Acts du 13 septembre 1903 et du 19 janvier 1906.

Act n° 25 de 1891 complété par les lois n° 17 de 1895, n° 14 de 1897, n° 1 de 1900, n° 48 de 1901, n° 4 de 1903 et n° 39 de 1905, visant spécialement l'immigration indienne.

Le Parlement anglais s'est également beaucoup occupé, vers 1906 notamment, des mesures à prendre à l'égard de l'emploi de la main-d'œuvre chinoise dans les mines du Transvaal.

(4) Cf. Albert MÉTIN : *Le Socialisme sans doctrines*, p. 76-78.

(5) L'Act. confédéral du 31 décembre 1905, sur les immigrants engagés par contrat pour exécuter des travaux manuels dans la Confédération australienne, dispose (art. 5) « que l'admission de ces immigrants est soumise à l'approbation du ministre, qui ne doit approuver les conditions du contrat que s'il est convaincu :

« a) Que le contrat n'a pas été conclu à l'occasion d'un conflit industriel ou en vue d'exercer une influence sur ledit conflit ; et b) que le patron par contrat pour exécuter des travaux annuels dans la Confédération austra-

lièrement l'avantage que trouveraient les employeurs à recourir au travail chinois.

Par exemple, d'après la législation de plusieurs Etats, tout établissement où travaille un seul Chinois est considéré comme une fabrique et soumis aux règlements (1). Pour les fabriques employant des Chinois, un chapitre spécial, dans plusieurs de ces lois, détermine rigoureusement la durée du travail journalier et hebdomadaire et organise des moyens de contrôle particuliers (2). Enfin, dans l'industrie du meuble, où pullulent les Chinois, un timbre spécial doit être apposé sur les objets fabriqués, portant l'une des mentions suivantes, soit « Travail européen seulement » (*European labour only*), soit « Travail chinois » (*Chinese labour*), soit encore « Travail européen et autre » (3).

De cette façon l'opinion australienne, dont l'éducation comme acheteur est très développée, sait sur quels établissements faire porter son boycottage.

Mais les ouvriers australiens ont essayé encore de se défendre contre l'avisement des salaires résultant du travail

ne peut facilement se procurer sur le territoire de la Confédération un ouvrier au moins aussi habile et aussi qualifié ; c) que les diverses conditions de salaire et de travail, garanties par contrat à l'immigrant, sont aussi favorables que celles ordinairement accordées aux ouvriers de la même catégorie et de la localité dans laquelle le contrat doit être exécuté.

L'immigrant doit, en outre, n'avoir pas encore débarqué sur le territoire confédéral. (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1909, p. 17.)

(1) Etat de Victoria : Act. du 6 octobre 1905 portant codification des lois relatives au contrôle et à la réglementation des fabriques, ateliers et magasins (art. 5). (*Annuaire de la Législation du Travail*, 9^e année, 1905, p. 307.)

Nouvelle-Zélande : Act. de 1908 sur les fabriques (art. 2 f). (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1909, p. 27.)

Queensland : Act. de 1900 sur les fabriques (art. 4). (*Ibid.*, p. 256.)

(2) Etat de Victoria : Act. de 1905 (sixième partie, section II). Le travail est interdit avant sept heures et demie du matin et après cinq heures du soir ; le samedi après deux heures de l'après-midi ; le dimanche toute la journée. En cas de présomption de travail clandestin, c'est à l'employeur à faire la preuve. (*Loc. cit.*, p. 329.)

En Australie du Sud, l'Act. du 21 décembre 1907 (septième partie, division 2) reproduit ces dispositions. (*Annuaire*, 11^e année, 1907, p. 536.)

(3) Victoria : Act. du 6 octobre 1905 (huitième partie, art. 69, § 3, 4, 5, 6 et 71).

Australie du Sud : Act. du 24 novembre 1904 sur le timbrage des meubles. (*Bulletin de l'Office international du travail*, année 1906, p. 323.)

chinois, par des mesures plus directes. Lorsque les premières mesures furent prises sur le travail des Chinois en atelier, on constata la fermeture des manufactures et l'augmentation du travail à domicile ; et dans certaines spécialités, comme l'ébénisterie, les ouvriers chinois, par ce moyen, étaient parvenus à remplacer complètement les européens. On espéra, lors de l'établissement de Conseils spéciaux (*Special Boards*), dont nous avons déjà parlé, et qui sont chargés de fixer un minimum de salaire pour certaines professions, que l'on allait pouvoir couper le mal dans sa racine. L'ébénisterie et les diverses autres professions où sévissait le travail chinois furent parmi les premières soumises à des Conseils. Mais, tandis que dans les autres professions, sous l'action des Conseils de salaires, les conditions du travail s'amélioreraient (1), la situation restait la même dans les métiers atteints par le travail chinois, où l'application des mesures de protection rencontre de grosses difficultés : les salaires donnés au Chinois ne peuvent être vérifiés ; malgré les contraventions, ils prolongent la durée du travail ; l'apposition de la marque est souvent inefficace (2)... Aussi, les ouvriers syndiqués australiens se rattachent-ils, de plus en plus, à une politique d'exclusion radicale, et l'arrivée au pouvoir du Parti ouvrier a-t-elle marqué une ère de répression à outrance, destinée à faire triompher le principe de l'« Australie aux blancs » (3).

Il n'était pas inutile de montrer cette concordance de poli-

1) Cf. *infra*, p. 259, note 1.

2) Cf. Louis VIGORROUX : *L'évolution sociale en Australasie*, p. 390.

3) Le correspondant du *Temps* à Sydney rapporte (4 février 1909) ces faits qui montrent la vivacité de la lutte entre l'invasion jaune et le gouvernement australien :

« L'introduction de ces émigrants prohibés est déjà devenue une industrie organisée et lucrative. Les agents qui prennent sur eux de leur ouvrir les portes du Commonwealth se font payer, dit-on, 2,500 francs par tête. Ils se sont entendus à Hong-Kong avec les débardeurs du port. Ceux-ci, en embarquant la cargaison, y ménagent un système complet de couloirs et de chambres secrètes. Le gouvernement ouvrier a sur-le-champ fait voter une loi qui frappe les armateurs d'une amende de 2,500 francs par individu découvert caché sur leurs bâtiments, et, dès le premier jour, huit délinquants ont été extraits de la cale d'un paquebot à son arrivée à Sydney. »

tique entre tant d'Etats différents, mais tous également soucieux d'assurer leur droit à la vie.

II. — LES MESURES CONTRE L'IMMIGRATION ET L'OPINION OUVRIÈRE EN ANGLETERRE.

En Angleterre, il est plus malaisé qu'aux Etats-Unis ou en Australie de rattacher à l'action ouvrière les mesures législatives qui ont été adoptées récemment (1) ; aussi les laissons-nous de côté, comme extérieures à notre sujet.

Il nous faut seulement noter la curieuse manière dont se posa le problème, et se répartirent les opinions, au cours des discussions parlementaires qui précédèrent le vote de l'Act de 1905.

C'est ainsi que l'on vit ceux qui se donnaient comme les représentants de la classe ouvrière : John Burns et Keir Hardie, entre autres, nier la réalité de la concurrence des immigrants et s'élever même contre les « mesures artificielles de protection » (2) qui étaient proposées. Il fallut que l'on en vint à proposer l'admission d'ouvriers engagés par contrat, pour que Keir Hardie se décidât à proposer un amendement prohibitif (3). Cette attitude assez singulière du Parti ouvrier, au cours des débats, s'explique par la manière dont, sur la terre classique de la grande querelle doctrinale entre libre-échangistes et protectionnistes, devait se poser le

(1) Act. du 11 août 1905, *Alien's Act*, 5, Edward VII, ch. 13. (Cf. Aug. MONNIER : *Les Indésirables*, Paris, Larose, 1907.) La seule disposition à portée économique qui s'y trouve est le paragraphe 3 de l'art. 1^{er}, qui qualifie « indésirable » tout individu ayant des moyens insuffisants d'existence.

(2) Keir Hardie, séance du 19 février 1904. (Cf. MONNIER, p. 180, voir également p. 214 note : Keir Hardie affirme « c'est en vain que vous consulterez les rapports des Congrès généraux des Trade-Unions pour y trouver une allusion quelconque à cette innovation ou une marque d'approbation en sa faveur ».)

(3) Il était ainsi conçu : « L'étranger sera également déclaré indésirable et refusé au débarquement s'il arrive dans ce pays avec un contrat de travail ou pour y prendre la place d'un ouvrier anglais pendant une grève. » Mais, plus logiques que lui, les amis libre-échangistes de Keir Hardie repoussèrent cet amendement comme entaché de protectionnisme. (Cf. MONNIER, p. 214, note.)

problème de l'immigration. Quelque réaliste que soit le caractère anglais, la grande controverse douanière passionne trop les esprits pour qu'ils puissent en faire abstraction dans un tel débat, aussi est-ce suivant l'opinion personnelle de chacun sur le libre-échange des produits que fut tranchée la question du libre-échange des travailleurs.

Les leaders traditionnels des deux écoles intervinrent pour soutenir, sur ce point encore, leur doctrine : tandis que M. Balfour se défendait de poursuivre aucune fin économique et déclarait n'avoir en vue que de protéger la sécurité anglaise contre les « indésirables », M. Chamberlain démontrait comment toutes les mesures de protection contre le travail à bas prix ne trouvaient leur fondement logique que dans l'idée protectionniste, et résultaient nécessairement de principes comme celui posé par la *Fair Wages Resolution*, décidant qu'aucune commande de l'Etat ne pourrait être donnée par le gouvernement à des patrons ne payant pas des salaires raisonnables : si l'on veut ces salaires raisonnables, il faut vouloir également les moyens de les protéger (1). Et, bon gré mal gré, la logique des choses doit nous pousser vers le protectionnisme...

Tandis que les parlementaires ouvriers s'engageaient à fond dans la thèse libre-échangiste, la masse ouvrière, plus réaliste, ne se résignait pas à supporter aussi aisément, au nom d'un principe, la concurrence au rabais de l'immigration. Si Keir Hardie pouvait arguer du silence des Unions pour condamner les mesures défensives, c'est que la voix des pauvres Unions de métiers *unskilled*, ravagés par la concurrence étrangère, est faible et ne parvient pas toujours jusqu'aux oreilles des assemblées solennelles de l'aristocratie satisfaite des Unions d'ouvriers qualifiés ; mais il suffit de se pencher vers elles pour entendre leurs plaintes : « Notre Union, dit le représentant de l'ébénisterie devant la Commission d'enquête de 1902, est composée d'ébénistes français et allemands en assez grand nombre. Ils sont les bienvenus !

(1. Cf. MONNIER, p. 210 et 212.

En effet, nous n'avons aucune objection à faire contre le *skilled labour* étranger. Il n'en est plus de même de l'*unskilled labour* importé ! Le pays doit impitoyablement fermer ses portes aux travailleurs à bon marché qui gâchent le métier (1) ».

Mêmes doléances de la part des ouvriers de la chaussure : c'est-à-dire dans les deux professions les plus atteintes par l'immigration (2).

III. — LES OUVRIERS FRANÇAIS ET LE TRAVAIL ÉTRANGER

En France, le problème du travail étranger n'occupe sans doute qu'assez peu de place dans les préoccupations générales de la classe ouvrière : limité à certaines régions, à certaines professions il affecte peu l'économie ouvrière générale, mais il n'en est pas moins une cause latente de malaise et de ressentiment qui a provoqué à plusieurs reprises dans notre pays des conflits d'une extrême violence : aux salines d'Aigues-Mortes, aux mines de Liévin, de Carmaux, de Lens, de véritables batailles ont eu lieu naguère entre ouvriers français et ouvriers italiens ou belges (3). Mais en dehors de ces éclats tragiques on trouve peu de trace d'une hostilité de la classe ouvrière française contre le travail étranger (4) : quel-

(1) *Ibid.*, p. 84 et suivantes.

(2) Et même l'on pourrait trouver un vœu, émis en 1895 par un congrès de Trade-Unions, qui ferait s'évanouir complètement l'affirmation de M. Keir Hardie :

« A cause du préjudice causé à un grand nombre d'industrie et de Trade-Unions par l'immigration en masse d'étrangers sans ressources, le Congrès demande au gouvernement de prendre des mesures nécessaires par bill, inspection officielle ou ordre du conseil, pour empêcher le débarquement d'étrangers pauvres qui n'ont pas de moyens de subsistance apparents. » (Cf. LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, tome I, p. 455.)

(3) Cf. Yves LEFEBVRE : *L'ouvrier étranger et la protection du travail national*, thèse, Paris, p. 14 ; SIMIAND : *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France*, p. 353.

(4) Cf. notamment les réponses des syndicats ouvriers à l'enquête parlementaire sur l'industrie textile.

ques articles de statuts (1), quelques stipulations de conventions collectives (2), tout au plus, trahissent l'existence du mal. Au reste, le travail étranger en France ne présente des inconvénients graves que lorsqu'il s'agit surtout d'ouvriers inférieurs : italiens ou belges, or, cette concurrence n'est vraiment importante ou bien que dans des régions où les travailleurs français sont liés aux travailleurs étrangers par un tempérament commun, des habitudes de vie presque communes — c'est le cas dans certaines localités du Nord, pour les ouvriers belges, et du Midi, pour les piémontais — et où, d'ailleurs, s'ils voulaient les éliminer, ils ne le pourraient pas, ceux-ci étant en immense majorité ; ou bien encore que dans des professions tout à fait désorganisées, ravagées par le *sweating-system* (3), et impuissantes par là à se défendre.

On comprend donc que la pensée syndicale ait eu rarement occasion de s'exprimer sur ce point, dans notre pays, et de se traduire en des attitudes précises.

On peut dire seulement que le tempérament même du syndicalisme français semble l'éloigner de toute mesure d'exclusion radicale, et dans les quelques circonstances où il a été amené à préconiser des mesures pour protéger l'ou-

(1) Syndicat des peintres français et parties assimilées, statuts du 1^{er} mars 1895 : « Art. 1^{er}. — ...lutter contre l'envahissement chaque jour plus étendu de notre corporation par les ouvriers étrangers qui est la véritable cause du chômage permanent que nous subissons en même temps que la baisse des salaires. » *Associations professionnelles*, tome IV, p. 378.) Également, Syndicat français des ouvriers peintres, statuts de 1901, art. 2. *Ibid.*, p. 384.

(2) Contrat passé entre la Compagnie des transbordements maritimes et les représentants des ouvriers des ports, docks, etc. de Marseille, 1^{er} mai 1903 : « Dans la mesure du possible, la priorité sera accordée aux ouvriers français dans toutes les manipulations des quais et, pour les appels, aux syndiqués. » (Cf. DE SEILHAC : *Contrats collectifs. Musée social, Mémoires et Documents*, 1908, p. 283 ; Cf., également, p. 291-292.)

(3) C'est le cas par exemple des ébénistes parisiens, qui se plaignent vivement de l'envahissement de leur métier par des ouvriers italiens se nourrissant de quelques sous de macaroni et vivant dans la plus sordide misère. Les tailleurs se plaignent également de l'abondance des étrangers, qui entraîne le chômage d'un grand nombre de coupeurs français. Cf. ORLICK DE TRAVAIL : *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, 1891, tome I, page 575.)

vrier français contre l'éviction et l'abaissement des salaires, résultant du travail étranger, c'est dans la voie d'une simple proportion entre le nombre des ouvriers étrangers et celui des ouvriers français et d'un minimum de salaire qu'il s'est surtout engagé (1).

C'est ainsi que, tout en « considérant que les ateliers et chantiers de France sont de plus en plus envahis par des étrangers travaillant au rabais et faisant baisser le salaire des nationaux », le III^e Congrès national corporatif des Syndicats ouvriers de France, en 1888, à Bordeaux, préconisait un minimum de salaire et repoussait tout projet de taxe de séjour, « décidé, disait-il, à sauvegarder le droit à la vie par le travail du prolétariat français qu'il représente, mais repoussant comme contraire à l'union indispensable des travailleurs l'expulsion ou la limitation de la main-d'œuvre étrangère... » (2).

C'est là, on peut le dire, la caractéristique généreuse du syndicalisme français et ici encore, comme pour plusieurs autres problèmes, c'est avant tout dans l'établissement d'un minimum de salaire qu'il place ses espérances (3).

Si la classe ouvrière française paraît peu préoccupée, dans

(1) Voir par exemple le vœu déposé, au Congrès de la C.G.T. à Amiens, par les délégués d'Alger, réclamant la limitation de la main-d'œuvre étrangère à 10 0/0 et l'établissement d'un minimum de salaire. (15^e Congrès national corporatif (9^e de la C.G.T.), Amiens 1906. *Compte rendu*, p. 234.)

(2) III^e Congrès national corporatif, Bordeaux, 1888. *Compte rendu*, p. 9.

(3) Au II^e Congrès national corporatif (Montluçon 1887), les Chambres syndicales de la métallurgie de Montluçon et de Vierzon, établissant un logique parallèle entre la protection des produits et celle du travail humain, avaient déjà préconisé un minimum international de salaire :

« Considérant que quantité de produits nationaux sont actuellement protégés contre les produits similaires étrangers par des tarifs dits de douane, et que les producteurs nationaux ont au moins autant de titres à la protection de l'Etat que les marchandises sorties de leurs mains,

« Le deuxième Congrès national des Syndicats ouvriers demande :

« 1^o Qu'en faveur de la marchandise travail nationale un tarif soit établi, au-dessous duquel ne pourraient être employés les ouvriers de nationalité étrangère ;

« 2^o Que pour l'établissement de ce *tarif minimum* les Chambres syndicales ouvrières soient consultées comme ont été consultées les Chambres de commerce pour la fixation des droits de douane. » (2^e Congrès national corporatif, Montluçon, 1887. *Compte rendu*, p. 71 et 88.)

son ensemble, de « protéger le travail national », rien n'est plus curieux, par contraste, de voir combien l'activité parlementaire s'est dépensée sur ce point. C'est à M. Millerand, lors de son passage au ministère du Commerce qu'est dû le seul essai de limitation du travail étranger qui figure dans nos règlements (1) ; car on ne saurait compter comme telle, malgré son titre fallacieux, l'anodine loi de 1893 (2).

De plus, à chaque législature, de nombreuses propositions sont déposées préconisant les systèmes les plus divers : taxe de séjour, taxe militaire, taxe sur l'employeur, taxe sur l'employé et l'employeur, fixation de la proportion d'ouvriers étrangers pour chaque établissement, salaire minimum, etc... (3). C'est peut-être un des sujets sur lequel on a le plus constamment tenté de légiférer, et où on ait le moins abouti.

(1) Le décret du 10 août 1899, sur les conditions du travail dans les marchés passés au nom de l'Etat, réalise le système auquel semble se rallier l'opinion ouvrière : il impose à la fois aux entrepreneurs de payer à tous leurs ouvriers un salaire normal et de « n'employer d'ouvriers étrangers que dans une proportion fixée par l'administration, selon la nature des travaux et la région où ils sont exécutés ». (Art. 1^{er}, § 2.) On sait que les deux autres décrets du 10 août 1899, relatifs aux conditions du travail dans les marchés passés au nom des départements et ceux passés au nom des communes et établissements publics de bienfaisance, tout en invitant ces diverses administrations à insérer ces clauses dans leurs cahiers des charges, laissent cependant cette insertion facultative.

Antérieurement à ces décrets, une tentative réglementaire avait été faite par le Conseil municipal de Paris, qui avait décidé, le 2 mai 1888, de fixer à un dixième la proportion d'ouvriers étrangers pouvant être employés dans ses adjudications. Le Conseil d'Etat annula cette disposition le 21 avril 1890, comme constituant une violation de l'ordonnance du 14 novembre 1837 et du principe de la liberté des conventions entre patrons et ouvriers.

Une trace récente de l'hostilité du Conseil d'Etat à l'extension par voie administrative de cette limitation du nombre des ouvriers étrangers peut être relevée dans son Avis des 19 et 26 décembre 1907, où il repousse l'insertion de clauses de ce genre dans les cahiers des charges des concessions de mines. (Cf. *Bulletin de l'Office du Travail*, février 1908, p. 174-176.)

(2) Loi du 8 août 1893, relative au séjour des étrangers en France et à la *protection du travail national*.

Cette loi se borne, pour toute protection économique, à exiger de « tout étranger arrivant dans une commune pour y exercer une profession, un commerce ou une industrie », une déclaration de résidence faite à la mairie...

(3) Cf. Emile MAS : *La main-d'œuvre étrangère en France*, *Revue politique et parlementaire*, mars 1904 ; Paul PIC : *Traité élémentaire de législation industrielle*, *Les lois ouvrières*, 3^e édition, n° 259 et suivants, p. 160 ; et les « Etats des projets et propositions de loi relatifs aux questions ouvrières et

Le contraste est frappant entre l'intérêt que semblent devoir porter à cette question, dans un intérêt tout politique, les députés nationalistes des départements de l'Est et du Nord en particulier, et la presque complète indifférence que manifestent à son égard les organisations ouvrières.

IV. — LES ARMES DE LA PROTECTION DU TRAVAIL NATIONAL

a) *Le principe de la politique d'exclusion*

Comment trouver en soi assez d'assurance pour porter sur ces immenses conflits un jugement souverain ?

Les concurrences ouvrières s'élèvent ici jusqu'à l'un des plus troublants problèmes qui puisse se poser à notre conscience d'homme, celui de la concurrence des races sur la terre et de la répartition équitable du globe entre les membres de la grande famille humaine.

Bornons-nous à quelques observations précises afférentes à notre sujet.

Ramener les conflits ouvriers que nous venons de relater à d'ataviques rancunes de races ou à de simples préjugés nationalistes est, nous l'avons vu, impossible : la question du travail étranger, dans tous les cas que nous avons examinés, est essentiellement un problème économique dans ses ori-

gines sociales soumis à l'examen du Parlement français » publiés au début de chaque année par le *Bulletin de l'Office du Travail*.

Au cours de la législature qui va finir, on ne compte pas moins de quatre propositions de loi sur ce sujet : Proposition de loi relative aux salaires des ouvriers étrangers et ayant pour but de prévenir la dépression de la main-d'œuvre ouvrière, déposée par M. Jules Coutant, député, le 14 juin 1906 (Doc. parl. n° 108, *J. O.*, p. 592) ; Proposition de loi portant modification de la loi du 8 août 1893 relative au séjour des étrangers en France et à la protection du travail national, déposée par MM. Lebrun et Villejean, le 20 mars 1907, renvoi à la Commission d'hygiène publique (Doc. parl. n° 872, *J. O.*, p. 249) ; Proposition de loi ayant pour but de compléter la loi du 8 août 1893 sur la protection du travail national, déposée par M. Defontaine, député, le 10 mai 1907, renvoi à la Commission du travail (Doc. parl. n° 942, *J. O.*, p. 308), nouvelle proposition déposée le 19 janvier 1909, renvoi à la Commission du travail (Doc. parl. n° 2252).

V. encore le débat du 29 décembre 1909 à la Chambre des députés, *Journal officiel* du 30 décembre 1909, p. 3860-3867 et 3870-3874.

gines et dans ses répercussions. Quels que soient les excès démagogiques auxquels ait pu donner lieu l'agitation japonaise en Californie, nous voyons moins la trace d'une répugnance ethnique du « blanc » contre le « jaune », que de la défense économique de l'étalon de vie de l'ouvrier civilisé menacé par une main-d'œuvre prête à toutes les besognes et satisfaite d'un salaire de famine, dans la lutte antijaponaise, entreprise par les travailleurs américains, succédant à une lutte antichinoise inspirée de motifs identiques (1).

Le problème, pour quitter le domaine de l'impulsivité des haines de races et entrer dans celui d'une organisation rationnelle du travail, n'en est pas moins troublant, il ne l'est même que davantage.

Nous y trouvons, plus vive que jamais, l'angoisse qui s'attache à ces répartitions d'immenses masses humaines. Si, pour d'autres concurrences entre ouvriers d'une même profession ou d'un même pays, nous avons pu souhaiter qu'aux mesures d'exclusions succédât un partage de travail qui satisfasse nos exigences de justice et d'égalité, tout en sauvegardant les progrès déjà acquis de liberté et de dignité humaines ; peut-il en être de même sans péril entre nations et races différentes ?

Ce sont deux conceptions de vie, deux civilisations, deux humanités qui sont ici en présence, peut-on sacrifier la plus avancée à la plus grossière ? Nous ne le pensons pas. Et, quelque pitié que l'on puisse éprouver pour cette immense et misérable troupeau d'Asiatiques, repoussé de partout, grouillant comme une fourmilière errante, en quête de subsis-

(1) Très significative à cet égard nous paraît l'attitude de la célèbre association des Chevaliers du Travail qui, après avoir affirmé dans ses statuts et ses manifestes : « réunir en un seul troupeau tous les métiers honorables, sans égard pour la nationalité, le sexe, la croyance et la couleur », et proclamé encore : « nous ne reconnaissons aucune race, couleur ou croyance comme plus favorisée qu'une autre ». (Cf. Pierre-Claudio JANET : *Les chevaliers du Travail. Musée social*, 1899, p. 345 et 307) ; après avoir admis, à partir de 1880, les nègres dans ses rangs, refuse de considérer les Chinois « comme membres de la grande famille humaine » et réclame contre eux des mesures d'exclusion.

C'est que c'est là l'ennemi économique, implacable, innombrable, inassimilable et dont la reconnaissance par la classe ouvrière américaine équivaldrait pour celle-ci à un suicide.

tance, il nous paraît impossible qu'une nation, parvenue à réaliser un certain degré non seulement de confort matériel, ce qui est peu, mais surtout de civilisation morale et sociale, puisse accepter de s'ouvrir sans réserve à toutes les concurrences du dehors et de laisser s'effriter son étalon de vie, sous l'action de races inférieures qui ne pourraient que l'abaisser, sans s'élever elles-mêmes de façon appréciable. Ici la concurrence loin de favoriser le progrès, d'assurer la sélection des plus aptes, entraînerait les plus lamentables régressions vers un niveau inférieur de dignité humaine.

Il y a des conditions minima de vie sociale au-dessous desquelles une nation ne peut plus descendre lorsqu'elle y est une fois parvenue et qu'il peut même être utile à l'humanité tout entière qu'elle conserve. Nous croyons qu'entre la race blanche et la race jaune, c'est ce minimum essentiel qui est en jeu.

Au reste, les voyageurs les moins suspects de complaisance pour la démagogie (1), estiment avec nous, qu'aux Etats-Unis des mesures d'exclusion sont parfaitement légitimes et cela non seulement à l'égard de l'immigration jaune, qui apparaît totalement inassimilable, mais encore de certaines catégories d'immigrants européens, qui pourront peut-être s'assimiler un jour, mais dont pour le moment le niveau de vie est trop notablement inférieur à celui de la classe ouvrière américaine pour pouvoir être acceptées par elle sur un pied d'égalité (2).

(1) « La proscription des Chinois est un des actes brutaux de la lutte pour la vie, la démocratie ouvrière défend son bien-être. Les restrictions à l'immigration européenne procèdent en partie du même sentiment. Quand on regarde de loin l'ensemble des faits, on est porté à blâmer ce sentiment et la politique égoïste qui l'inspire : quand on voit de plus près, on devient à certains égards plus indulgent. » (E. LEVASSEUR : *L'ouvrier américain*, tome I, p. 467.)

(2) C'est là la critique qu'opposent les ouvriers américains aux immigrants italiens : « Vous n'avez pas de Trade-Unions et aussitôt que nous avons des difficultés avec nos employeurs, on nous menace tout de suite de nous faire remplacer par des Italiens. On n'a même pas attendu que des conflits aient éclaté pour en amener un très grand nombre, si bien que leur seule présence constitue pour nous une perpétuelle menace.

« Aujourd'hui, nous avons des milliers de sans travail dans toutes les

On a cru cependant pouvoir contester la réalité d'un avilissement des salaires par les travailleurs étrangers en arguant que, les salaires tendant à s'uniformiser, les ouvriers étrangers même originaires d'un pays pauvre ne tarderaient pas à obtenir un salaire très voisin de l'ouvrier indigène (1). Nous avons déjà fait observer que, bien qu'arrivant à décupler leur salaire, les ouvriers japonais étaient encore loin d'atteindre en général la rémunération des ouvriers américains (2). En tous cas, l'uniformité vers laquelle tendent les salaires peut aussi bien se réaliser, et on le reconnaît, par la baisse des uns que par la hausse des autres. Nous pensons que partout où les étrangers se trouveront en majorité, ou constitueront un petit noyau d'entraîneurs, leur action déprimante sur les salaires sera certaine, car, ou bien ils ne trouveront pas à s'embaucher, ou ils serviront les desseins du patronat. Au reste, redisons-le une fois encore, le salaire n'est pas le seul élément du contrat menacé par le travail étranger ; les conditions d'hygiène, le régime de la discipline,

industries, et nous tenons, en dehors de notre intérêt personnel, à ce que les milliers de mécontents qui viennent chez nous restent dans leur propre pays. Les institutions surannées et monarchiques de l'Europe cesseront alors de se perpétuer et des réformes s'imposeront. » Lettre de S. Gompers, président de la Fédération américaine à Merlino, délégué des ouvriers italiens. (Cf. Vigoreux : *La concentration des forces ouvrières*, p. 230.)

(1) Cf. COLSON : *Cours d'économie politique*. Livre deuxième : *Le Travail et les Questions ouvrières*, p. 15 :

« De même que le Chinois qui travaille aux Etats-Unis, le Piémontais qui vient en France faire des terrassements ne s'y contente nullement des salaires dont il se contenterait dans son pays. Il est vrai qu'il est généralement payé sensiblement moins cher que l'ouvrier indigène ; ce n'est en effet qu'en acceptant un salaire moindre qu'il peut se faire embaucher à la place des ouvriers du pays ; mais à moins qu'un afflux continu de travailleurs habitués à des salaires inférieurs et à une vie plus dure ne vienne déprimer le taux des salaires d'une manière permanente, l'étranger originaire d'un pays pauvre, malgré ses besoins moindres, ne tarde pas à obtenir un salaire très voisin de celui de l'ouvrier indigène, inférieur seulement dans la mesure nécessaire pour triompher de la répugnance plus ou moins grande que les entrepreneurs éprouvent à l'employer à raison de sa nationalité. C'est un fait constant que la différence de salaire en un même lieu, pour les ouvriers de race différente, s'atténue très rapidement soit par la hausse des salaires des uns, soit par la baisse des salaires des autres... »

(2) Cf. *supra*, p. 210, note 1.

peuvent être non moins fortement affectés par la différence de niveau de vie et d'habitudes des races en présence.

En France, encore qu'avec moins d'acuité et surtout de généralité, le problème se pose pour la main-d'œuvre belge et italienne ; celle-ci entretient dans certaines régions ou certains métiers des conditions de vie intolérables pour les ouvriers français. On fait parfois observer que, dans notre pays, le travail étranger semble non pas éliminer la main-d'œuvre française, mais se proportionner à ses lacunes : ce sont les besognes abandonnées par les travailleurs français, que sont venus recueillir les travailleurs étrangers (terrassements, déchargements, etc. ; en agriculture : arrachage des betteraves dans le Nord, vendanges dans le Midi). On a même été jusqu'à suggérer que les faibles salaires dont ils se contentent, pour des tâches inférieures, permettraient d'accorder plus aisément les hauts salaires que réclame l'ouvrier français pour les tâches supérieures qu'il exécute (1).

Et, tout d'abord, ce ne sont pas seulement dans des métiers où la main-d'œuvre française fait défaut que sévit le travail étranger, mais dans nombre d'autres professions déjà encombrées (2) ; quant aux travaux désertés par les ouvriers français, ils le sont, nous semble-t-il, pour des motifs qu'il faut distinguer : pour des raisons d'ordre psychologique : les ouvriers français se refusant à accomplir certains travaux qu'ils jugent trop durs ou trop répugnants pour eux (travaux de manœuvres, déchargements, terrassements, agriculture, etc.), et, sur ce point, il semble bien, en effet, que tant que les ouvriers français n'auront pas abandonné leurs préventions, ou que les conditions de ces travaux ne se seront pas modifiées, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère, moins exigeante, restera pour les employeurs une nécessité ; mais il est permis de se demander s'il ne se joint pas parfois, à la désertion de certains travaux par la main-d'œuvre fran-

(1) Cf. MAS, *art. cit.*

(2) Cf. *supra*, p. 194 et 195.

çaise une autre cause qui est les faibles salaires qui y sont payés, à cause précisément de la prédominance dans ces professions du travail étranger.

Et, d'autre part, outre que le bénéfice, que l'on propose aux ouvriers français de tirer du bas prix payé aux ouvriers étrangers, répugne à leurs sentiments égalitaires, cette situation sera, croyons-nous, assez exceptionnelle et, partout où il s'agira de tâches analogues, la loi économique qui tend à l'uniformisation des salaires, pour un même travail, dans une même région, fera de l'existence persistante de bas salaires au milieu d'un groupe de travailleurs, une menace suffisante, dirigée contre le groupe entier, pour justifier les plaintes ouvrières.

Les deux mesures que préconisent habituellement les travailleurs français sont d'ailleurs les plus souples et les plus justes puisqu'elles tendent presque tout autant à protéger l'étranger que le national. Ce sont celles déjà appliquées aux travaux de l'Etat, par les décrets Millerand : une limitation proportionnelle du nombre des ouvriers étrangers dans chaque entreprise et un minimum de salaire.

Mais on a critiqué ces mesures unilatérales de défense ouvrière et l'on a proposé de rechercher cet équilibre stable des forces ouvrières du dedans et du dehors dans un système d'accords internationaux, « beaucoup plus fécond et plus conforme à l'idéal de justice dont s'honorent les sociétés modernes » (1).

Nous n'en disconvenons pas, mais qu'on prenne garde de nous faire lâcher la proie pour l'ombre. Si des accords internationaux, tels que le traité de travail franco-italien du 15 avril 1904, où les conventions internationales relatives au travail de nuit des femmes et à l'emploi du phosphore blanc, réalisent un type supérieur de réglementation, profitable en dernière analyse à toutes les nations contractantes, nous ne voyons pas bien comment certaines d'entre elles consenti-

(1) Paul PIC : *Traité élémentaire de législation industrielle. — Les lois ouvrières*, 3^e édition, n° 264, p. 165.

raient à faire disparaître l'inégalité des salaires qui existe entre leurs émigrants et les travailleurs des autres nations alors que c'est sur cette inégalité que repose le jeu de l'émigration qu'elles favorisent.

Tant que les accords internationaux ne toucheront pas au chapitre des salaires — et les auteurs qui les préconisent ne sont pas près de le leur conseiller — c'est aux conventions collectives et aux législations nationales qu'il faudra nous résigner à confier le soin de s'opposer à ces concurrences au rabais (1).

*B. — La défense douanière contre les pays à bas salaires :
Un protectionnisme ouvrier*

Les bas salaires étrangers ne viennent pas seulement porter leur concurrence redoutable sur le marché du travail, ils agissent encore, on l'a vu, à distance. Les syndicats ouvriers qui repoussent si brutalement, dans certains pays, le travail pauvre qui demande à s'embaucher, ont-ils discerné cette influence lointaine des produits du travail pauvre ? Protectionnistes à l'égard des travailleurs, le sont-ils également à l'égard des produits ?

On sait l'éloquente réponse qu'offrent à cette question les deux pays où le bien-être ouvrier est le mieux assuré : l'Australie et les Etats-Unis, qui, tous deux, complètent leurs rigoureuses mesures contre l'immigration par les tarifs douaniers les plus prohibitifs et élèvent, autour de l'étalon de vie privilégié auquel ils sont parvenus, une double muraille protectrice.

Les tendances si intéressantes du « nouveau protectionnisme » (*New Protection*) qui se manifestent, en ce moment, en Australie, ne peuvent que renforcer et rendre plus populaires encore les mesures douanières en en faisant des instruments au service de l'amélioration des conditions du tra-

(1) Une mesure, notamment, s'imposerait immédiatement : l'interdiction d'aller embaucher, dans leur pays, des ouvriers étrangers, pour les utiliser comme briseurs de grèves.

vail (1). Certaines de ces mesures, en effet, soumettent les industriels locaux, en compensation de la protection dont ils bénéficient, à une taxe souvent fort élevée dont ils ne peuvent s'exempter qu'en se soumettant aux conditions normales de salaires et de durée de travail établies par les Chambres ou les Tribunaux d'arbitrage (2). Et les lois générales elles-mêmes, de 1906 et 1907, sur la protection des industries australiennes, vont jusqu'à exclure catégoriquement de la protection douanière, « toutes professions dans lesquelles, de l'avis du contrôleur ou du juge, la majorité des travailleurs ne reçoivent pas une rémunération suffisante (*adequate remuneration*), ou sont soumis à d'injustes régimes ou conditions de travail et d'emploi (*unfair terms or conditions of labour employment*) » (3).

C'est là le plus remarquable exemple de protectionnisme complet et équitable au service non d'une classe mais de la nation entière que nous ait jamais offert la politique douanière internationale et, sur ce point comme sur tant d'autres, l'Australie ouvre aux autres nations les voies les plus nouvelles de justice sociale.

Bien loin de telles conceptions est encore l'opinion ouvrière officielle en Angleterre. Nous montrions tout à l'heure quel empire exerçait le principe libre-échangiste sur l'esprit

(1) Cf. sur cette intéressante orientation législative. (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. LIII à LV ; année 1908, p. LXXXIII à LXXXVIII.

(2) La loi de 1906 sur les taxes d'excise sur les spiritueux contient la disposition suivante : « Il sera perçu, en outre des taux stipulés, un droit d'un shilling par gallon si l'employeur n'accorde pas aux ouvriers, dans le délai d'un an à partir de la présente loi un salaire « *fair and reasonable* ». (juste et raisonnable) pour une semaine de quarante-huit heures ; l'employeur sera également tenu de maintenir une proportion équitable entre le nombre des ouvriers et des apprentis s'il veut jouir de la détaxe ci-dessus indiquée. » (Cf. Charles DESCHARS : *L'organisation du travail en Australie — Revue politique et parlementaire*, septembre 1908, p. 584.)

Cf. également loi n° 16 de 1906, du 12 octobre 1906 sur les taxes d'excise sur les machines agricoles. (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 499.)

(3) Lois de 1906 et 1907 sur la protection des industries australiennes, art. 16. (*Id.*, année 1908, p. 325.)

des leaders du *Labour Party* et comment, jusque dans la question de l'immigration, ceux-ci faisaient cause commune avec les libéraux. Le dernier Congrès du *Labour Party*, le 27 janvier 1909, à Portsmouth, nous a offert le spectacle d'un état d'esprit identique : un délégué ayant proposé un amendement dans lequel il était dit que le libre-échange était peut-être responsable du chômage dont souffre la classe ouvrière, la majorité des congressistes repoussa l'amendement...

M. Yves Guyot s'étonnait un jour de trouver ainsi chez les Trade-Unionistes anglais ce qu'il considérait comme une contradiction. « Ils veulent, disait-il, la liberté du commerce et la réglementation du travail ! » (1).

C'est bien exactement, selon nous, ce qui caractérise la philosophie du Trade-Unionisme, telle qu'elle se dégage des ouvrages de Béatrice et Sidney Webb, et c'est ce qui permet à certains économistes comme M. Paul de Rousiers et M. Paul Bureau, de présenter le syndicat, conçu sur le type anglais, non seulement comme compatible avec l'organisation capitaliste, mais même comme une pièce indispensable de l'édifice industriel moderne. Mais c'est aussi par là que l'Unionisme anglais diffère si intimement de l'esprit du syndicalisme français.

Pour le trade-unioniste anglais, le seul objectif de l'action syndicale doit être de parvenir à établir dans toute la profession une *commun rule*, — une règle commune — ou, comme ils disent encore, un *standard rate*, — un tarif étalon — et un *normal day* — une journée type, — qui constitueront comme le statut inviolable de toute la profession. Une fois ces sortes de boucliers établis, à l'abri desquels la classe ouvrière se trouvera protégée, le syndicat laissera les capitalistes parfaitement libres de conduire leur industrie à leur guise, de se livrer à telles spéculations qu'il leur plaira ; du moment qu'ils ne chercheront pas à porter atteinte au statut consacré de la classe ouvrière, c'est même d'un œil favorable que celle-ci verra s'accélérer le mouvement industriel, s'intensifier

(1) YVES GUYOT : *Les conflits du travail et leur solution*, p. 40.

la concurrence patronale ; elle s'en réjouira comme consommatrice et favorisera le régime libre-échangiste. Par ailleurs, elle s'inquiétera assez peu de transformer le régime **capitaliste** et se contentera de jouir paisiblement de la **place** avantageuse que, par son union et sa force, elle est parvenue à s'y assurer.

Il en est tout autrement en France où, ni la situation de la classe ouvrière, ni ses aspirations ne ressemblent à celles des unionistes anglais.

Moins à l'abri des répercussions de la direction de l'entreprise, moins étrangers à celle-ci ou, du moins, loin de s'en désintéresser, songeant obstinément à la conquérir un jour, les travailleurs français et le syndicalisme français ne reconnaissent guère de domaine réservé, pas plus dans l'organisation industrielle que dans l'organisation sociale.

S'ils n'usent pas toujours, dans la direction commerciale, du droit d'intervention qu'ils se reconnaissent, ils n'hésitent pas à s'en servir, en période de crise ; ils sentent pour un moment leurs intérêts solidaires de ceux du patron, ils le disent et cela n'altère pas un moment la vivacité de leur conscience de classe.

Il y a, dans cette attitude, un mélange d'incohérence et d'esprit pratique qui tranche sans doute avec le caractère si défini, avec l'attitude si simple de la classe ouvrière anglaise : celle-ci veut maintenir son étalon de vie, accentuer la solidarité de classe, se désintéresser de la direction de l'industrie, traiter avec le patron comme avec un simple commerçant achetant du travail ; la classe ouvrière française, plus mobile, plus incertaine mais plus idéaliste, poursuit d'autres desseins : sans doute, elle oppose vivement ses intérêts à ceux du patronat, entre elle et lui le fossé semble infranchissable, mais elle ne se désintéresse pas pour cela de la marche de l'industrie : par suite du régime prédominant de petite industrie, elle sent son sort lié à celui de l'entreprise, bien plus, elle se considère comme ayant des droits sur l'usine, droits achetés par toute la substance ouvrière qui y a été consommée et qui lui donneront **un** jour, par je ne sais quelle prescrip-

tion d'usage, le pouvoir d'en exproprier les gérants provisoires.

Ce sont tous ces sentiments et toutes ces nécessités économiques qui lient l'ouvrier français à son usine, et font que les Syndicats les plus révolutionnaires ne répugnent pas à revendiquer certaines mesures de protection, même si celles-ci doivent profiter partiellement à leurs employeurs.

C'est ainsi que les ouvriers du meuble de Paris poursuivent une active campagne en faveur des tarifs d'entrée sur les bois ouvrés, pour se défendre contre l'envahissement des meubles camelotes que leurs patrons eux-mêmes, ainsi que nous l'indiquions plus haut, font fabriquer à des salaires de misère par les pauvres artisans des vallées italiennes ou d'Autriche et de Suisse. Ici, la concurrence est plus directe, aussi, à part quelques craintes de mesures de représailles, l'opinion ouvrière est-elle chez les sculpteurs très ferme pour réclamer des droits élevés à l'importation (1).

Même attitude chez les verriers. On ne saurait douter des tendances révolutionnaires qu'affiche leur Syndicat, qui ne cesse de critiquer vivement le caractère « corporatif » de l'Union verrière belge, et, cependant, nous le voyons s'associer ouvertement à la demande des industriels, pour obtenir une élévation des tarifs protecteurs : et il s'agit ici d'un problème plus vaste que pour les ébénistes ; c'est la concurrence des produits étrangers sur le marché français, et même celle que font les produits étrangers aux produits français sur les marchés étrangers, que les ouvriers verriers ont en vue, lorsqu'ils demandent des tarifs protecteurs contre les produits des ouvriers belges ou allemands à bas salaires (2).

(1) Cf. MUTSCHLER : *Un Syndicat protectionniste* — *Revue syndicaliste*, mars 1909 ; Albert THOMAS (*Humanité* du 20 juin et du 1^{er} juillet 1907).

(2) Le secrétaire de la Fédération nationale des travailleurs du Verre, Charles DELZANT, dans un article de la *Voix des Verriers* (15 janvier 1909), indique la double concurrence dont se plaignent les verriers français de la part des pays à bas salaires : concurrence sur les marchés étrangers, concurrence sur le marché français :

« La France produit plus de verre à vitres qu'elle n'en consomme, un quart au moins de sa production était jeté à l'exportation ; or, depuis l'abais-

Dans une industrie comme celle des mines, dont la production limitée à un nombre de bassins déterminés, les cours relativement uniformes et la forte organisation ouvrière et patronale constituent un type particulier d'économie simple, les points limites, où les intérêts patronaux et les intérêts ouvriers sont solidaires, sont plus nettement aperçus que partout ailleurs. Aussi, à plusieurs reprises, en même temps qu'ils se préoccupaient d'enrayer l'accumulation des stocks résultant de la surproduction nationale (1), les Congrès miniers ont-ils réclamé l'élévation des tarifs de protection contre les charbons étrangers (2), et, récemment encore, en application des décisions de leur Congrès national de Montceau, la réunion du Conseil national des mineurs du 13 janvier 1909 décidait, sur ce point, une démarche auprès du ministre.

sement des salaires acceptés en Belgique, les prix du verre ferment l'exportation au verre français, depuis lors, ce qui allait au dehors reste en magasin. C'est pour nous du chômage en perspective et le même abaissement des salaires permettant aux verres belges d'arriver sur le marché français, il y aura d'autant plus de chômage pour nous qu'il en entrera.

« ... Les bouteilles allemandes, fabriquées à salaires plus bas que les nôtres — nous le pensons — nous ferment également l'exportation et viennent de plus en plus en France ; chaque année leur chiffre grossit. » Il signale le même danger pour le verre blanc, les articles d'éclairage et de gobeletterie, et conclut : « Que feraient les camarades allemands à notre place ? Ils feraient comme nous, ils se défendraient contre la concurrence de la production des ouvriers à bas salaires. »

M. Goniaux signalait, lors de la discussion du nouveau tarif général des douanes, que les ouvriers verriers du Nord chômaient, depuis quelques années, trois ou quatre mois par an. (Chambre des députés, deuxième séance du 1^{er} décembre 1909 ; *Journal officiel* du 2 décembre 1909, p. 3069.)

(1) Cf. La politique très caractéristique des mineurs à cet égard, soit par voie de limitation internationale de la production (*Assoc. prof.*, tome I, p. 430, 431 et 434), soit par voie de chômages collectifs nationaux (*stop days*). (MANTOUX et ALFASSA : *La crise du Trade-Unionisme*, p. 48-59.)

(2) Au Congrès de la Fédération nationale des mineurs, en 1896, à Decazeville, le vœu suivant fut adopté :

« Considérant que la faveur qui est accordée aux combustibles étrangers dans nos ports et sur nos réseaux de chemins de fer met nos charbonnages dans un état d'infériorité sur les marchés ;

« Considérant que cette situation est préjudiciable aux travailleurs du sous-sol qui voient avec inquiétude le nombre des jours de chômage augmenter ;

« Considérant que les tarifs de pénétration créés en 1866 sont devenus une cause de perturbation pour l'exploitation des charbons français ;

« Le Congrès invite le gouvernement à rapporter ces tarifs, à en organiser de nouveaux favorables au transport de nos houilles et à exclure des fournitures de la Guerre, de la Marine et autres services de l'Etat, les charbons, les cokés et les agglomérés d'origine exotique. » (*Assoc. prof.*, tome I, p. 411.)

Enfin, citons encore le cas des ouvriers mégissiers et gantiers qui, dans la crise que traverse leur industrie, font cause commune avec leurs patrons, non seulement pour se protéger contre certaines productions à bon marché, mais encore pour conquérir de nouveaux débouchés à leurs produits : ils réclament notamment, pour étendre leur exportation, la modification des conventions douanières avec les Etats-Unis (1).

Certains militants syndicalistes condamnent cependant les droits protecteurs. Dans son rapport à la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile, le secrétaire de la Fédération nationale ouvrière, V. Renard, combattait les tarifs protecteurs qui, disait-il, ont mis les industriels à l'abri de la concurrence et leur ont permis, plutôt que de renouveler leur outillage, de tirer tout leur profit d'une spéculation sur la main-d'œuvre (2).

C'est, en effet, le vice d'un grand nombre de mesures de protection artificielle que d'engendrer le parasitisme. Aussi bien, n'entreprenons-nous pas de les justifier toutes ici ; mais il est un autre parasitisme que l'on ne peut davantage accepter, c'est celui des concurrences au rabais. Tant que la concurrence étrangère stimule les patrons à améliorer leur outillage, les empêche de s'enliser, à l'abri des barrières douanières, dans la routine et le parasitisme, son influence ne peut qu'être tonifiante, mais lorsqu'elle n'agit que pour faire peser sur les salaires normaux d'un pays les salaires de famine de la misère étrangère, ce n'est plus un progrès, mais une dégradation qu'elle provoque.

C'est sur cette distinction entre la concurrence normale et les sous-concurrences que l'on doit juger les mesures proposées (3).

(1) *Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie*. (Bulletin de l'Office du Travail, juin 1908, p. 564 et 569-570.)

(2) Cf. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, 1904, tome II, p. 294.

(3) A l'appui de ses revendications protectionnistes, MUTSCHLER, un des militants de la Fédération de l'ameublement, fait ressortir fort justement cette distinction :

« Si la suprématie de la concurrence italienne ou belge, dit-il, provenait

Dans le premier cas, il y a réellement un accroissement d'utilité sociale dont on peut se réjouir ; dans le second, il n'y a qu'une dégradation du *standard of life* ouvrier, dont la collectivité ne peut se trouver enrichie.

Rien donc n'est plus sain, ni plus légitime, que le protectionnisme élaboré par le syndicalisme français.

Mais on voit quelle transformation subit, de ce fait, la vieille doctrine protectionniste. Tandis que, dans la pensée de List, la protection douanière n'était qu'une phase provisoire de l'évolution d'un pays, destinée à empêcher son industrie naissante d'être broyée, avant d'être arrivée à maturité, par ses concurrents adultes, l'instrument ici se retourne et, cessant d'être une protection des faibles contre les forts, il devient le rempart des forts contre les faibles, des riches contre les pauvres. Par la voix de Patten, les Etats-Unis revendiquent le droit de se défendre contre la camelote étrangère (1). Voici que le développement de l'action syndicale vient de son côté confirmer cette théorie nouvelle et, non contente de repousser de son domaine les travailleurs pauvres, lutte encore contre les produits qu'engendre leur misère.

c) La syndicalisation des étrangers et la solidarité internationale des travailleurs

Ce que les ouvriers ne peuvent pas obtenir par la contrainte, ils cherchent à l'obtenir par la persuasion et le développement d'une solidarité librement consentie.

C'est là, sans doute, la solution la plus en harmonie avec

du fait d'un outillage plus perfectionné ou d'un avantage résultant du prix ou de la qualité de la matière première, nous n'aurions qu'à nous incliner. Mais ce n'est point le cas. Le fait que ces industriels produisent à meilleur marché, tient uniquement à la différence du salaire, différence qui est trop grande pour que nous puissions la compenser par une intensité plus grande de notre production. » (*Revue syndicaliste*, mars 1909.)

(1) PATTEN, professeur d'Economie politique à l'Université de Pensylvanie : *Les fondements économiques de la Protection*. Traduct. Lepelletier, Paris, Giard et Brière.

toute doctrine reposant sur la solidarité ouvrière, qui cherche moins à écraser ses rivaux qu'à les gagner et à les émanciper. Qu'on le remarque cependant, autant cette doctrine nous apparaît féconde, et souvent même la seule légitime, lorsqu'il s'agit d'ouvriers, séparés par des rivalités momentanées, ou par une simple différence de degré dans l'éducation sociale (femmes, manœuvres, etc...), autant elle présente de difficultés lorsqu'il s'agit de l'appliquer à des concurrents étrangers et surtout à certaines catégories d'entre eux.

Aux Etats-Unis, par exemple — bien que l'on ait pu citer à de certaines époques les efforts tentés par la Fédération américaine pour organiser les ouvriers japonais (1) — on peut dire que cette œuvre a à peu près totalement échoué. C'est que l'on se trouve là en présence d'une race, non seulement rivale, mais presque complètement inassimilable, ayant des besoins, des habitudes de vie, disons plus, une conception du bonheur (2) en telle opposition avec l'idéal poursuivi par les travailleurs occidentaux qu'il semble à peu près impossible de trouver entre eux les éléments profonds et durables d'une commune conscience de classe.

Il n'en est pas de même pour toutes les catégories d'immigrants européens : toutefois, le raisonnement qui consiste à dire que les immigrants européens quittant leur pays pour se procurer plus de bien-être, prennent assez vite les habitudes des Américains et, par suite, leurs exigences et en arrivent aisément à se syndiquer, est un peu sommaire. Il n'est pas vrai de dire que toutes les catégories d'immigrants se mettent rapidement au niveau de la vie ouvrière américaine (3) : si cela est vrai pour les ouvriers anglais, alle-

(1) Vers 1897, notamment, des meetings furent organisés aux Etats-Unis pour tenter de gagner les Japonais à l'action syndicale. (Cf. VIGOUROUX : *La concentration des forces ouvrières*, p. 232.)

(2) Venus aux Etats-Unis pour assurer leur existence, faire des économies et retourner dans leur pays, ils ne peuvent participer à l'élan des ouvriers américains pour réaliser leur idéal syndical et transformer l'organisation de l'industrie.

(3) Cf. A. VIALATTE : *L'industrie américaine*, p. 266-267.

mands, français, tchèques, etc..., il n'en est pas tout à fait de même des pauvres paysans italiens ou des juifs de Russie qui, déprimés par une longue misère, apportent avec eux des habitudes de vie inférieure qu'il ne sera pas aisé de leur faire dépouiller ; de plus, il ne faut pas oublier qu'ils savent parfaitement que, s'ils exigeaient exactement le même traitement que les ouvriers nationaux, ils perdraient aussitôt la précieuse prime à l'embauchage que leur constitue leur misère.

Néanmoins, de ce côté, l'exclusion hors des organisations ouvrières ne se justifierait pas et un effort de syndicalisation peut être efficacement tenté, car il se trouve là au moins des germes de conscience de classe et de solidarité susceptibles d'être appelés à la vie.

Dans la plupart des pays européens, où les différences de races entre concurrents sont moins profondes, c'est à la propagande syndicale que les ouvriers confient avant tout le soin de réduire les rivalités internationales. En Allemagne, un journal syndical spécial est publié pour les Italiens ; en Suisse, les Bourses du travail possèdent des interprètes pour les ouvriers étrangers ; en France, les Syndicats sont largement ouverts aux ouvriers étrangers : à Marseille, le journal de la Bourse du travail, l'*Ouvrier syndiqué*, publie des articles en plusieurs langues ; et l'on a même vu, dans certaines régions, des ouvriers étrangers prendre la tête du mouvement syndical et soutenir presque à eux seuls d'importants mouvements de grève (1).

C'est donc du développement international de l'esprit syndical que l'on doit attendre dans les pays européens, sauf certains cas particuliers, l'atténuation de la concurrence des ouvriers étrangers (2). Le meilleur correctif serait également

(1) Lors des grèves de 1905, dans le bassin minier et métallurgique de Longwy, ce sont des ouvriers italiens qui dirigèrent presque tout le mouvement

(2) La sixième Conférence internationale des Centres syndicaux réunie à Paris en août 1909, s'est préoccupée en particulier de faciliter l'admission dans

de pousser à l'organisation ouvrière dans les pays d'émigration et aussi au développement industriel qui, sans doute, susciterait pour l'avenir de nouveaux concurrents commerciaux, mais tarirait au moins ces ruineuses sous-concurrences ouvrières.



Mais, si l'organisation permanente des immigrants étrangers offre encore bien des difficultés, il est un point sur lequel la conscience ouvrière internationale nous a déjà offert d'admirables exemples de solidarité qui, à la fin de ce chapitre tout assombri de luttes fratricides, nous ouvrent de réconfortantes perspectives d'avenir : c'est le refus de servir de supplanteurs en cas de grève. C'est là, sans doute, le point le plus vif de la vie ouvrière, mais, sur ce point du moins, la conscience ouvrière a commencé à s'éveiller.

les syndicats étrangers d'ouvriers immigrants déjà syndiqués dans leur pays d'origine.

Le Congrès socialiste et corporatif de Stuttgart (18-24 août 1907) n'a voulu préconiser, lui aussi, comme solution au grave problème de l'immigration, que l'organisation ouvrière :

« ...4° Les associations ouvrières de tous les pays doivent s'inspirer des principes généraux suivants :

« a) Admission sans restriction des immigrants à faire partie des associations de tous les pays ;

« b) Perception d'un droit d'entrée convenable pour faciliter leur inscription ;

« c) Faculté de passer sans frais, d'une association d'un pays dans celle d'un autre, pour ceux qui auront acquitté toutes leurs obligations envers la première association ;

« d) Conclusion de contrats entre les syndicats des divers pays, en vue d'arriver à une solution précise de la question et de faciliter l'application de ces principes dans les divers pays ;

« 5° De secourir les associations professionnelles des pays dans lesquels se recrutent surtout les émigrants. »

Pour les pays d'origine des émigrants, il préconisait une propagande analogue :

« 1° Organiser une propagande active en faveur du syndicalisme ;

« 2° Faire connaître aux ouvriers et proclamer ce que sont réellement les conditions de travail dans les pays vers lesquels se portent les émigrants ;

« 3° Utilité pour les syndicats de s'entendre avec les associations du pays d'émigration pour agir de concert dans les questions d'émigration et d'immigration. »

(Cf. *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 572.)

A plusieurs reprises déjà, des ouvriers étrangers, allemands, belges, hollandais, embauchés en France pour remplacer des grévistes, se sont refusés à prendre la place de leurs camarades en grève et ont même parfois exigé des patrons qu'ils pourvoient à leur rapatriement (1).

Mais si l'on peut citer quelques exemples de cette solidarité entre ouvriers européens — encore que, dans la mêlée égoïste des intérêts, ils soient assez rares (2) — c'est un exemple unique, dans les annales de la lutte implacable entre les deux mains-d'œuvre rivales du marché californien, que l'acte de solidarité qui se manifesta en 1906 entre travailleurs japonais et travailleurs américains : des patrons de San-Francisco s'étant efforcés, pour abattre leurs ouvriers, de remplacer les grévistes par des sarrazins jaunes, ainsi que cela s'était toujours pratiqué dans le passé, on vit, cette fois, des propagandistes japonais parcourir les quartiers habités par leurs compatriotes, organiser des meetings pour leur expliquer l'identité d'intérêts de tous les prolétaires, et, à la suite de cette propagande, plusieurs milliers d'ouvriers japonais, qui s'étaient laissés embaucher, quitter en masse les ateliers (3).

Sans doute, cet éveil de la conscience ouvrière jaune a été trop fugitif et reste trop isolé pour autoriser l'espoir d'une syndicalisation générale des jaunes : autre chose est de céder momentanément, en période de crise, aux objurgations de militants, autre chose est de se réconcilier de façon permanente avec celui dont on convoite la place ; mais, cette manifestation n'en montre pas moins quel facteur nouveau décisif cet éveil de la conscience ouvrière peut introduire dans les plus ataviques conflits d'intérêts et de races.

(1) Un cas de ce genre s'est présenté, par exemple, à la fin de 1908, pour des ouvriers hollandais embauchés par une entreprise de carrières de l'Yonne. (Cf. *Humanité* du 10 décembre 1908.)

(2) On sait par exemple comment des ouvriers anglais acceptèrent de venir supplanter les dockers belges pendant la grève d'Anvers.

(3) Cf. *Eveil démocratique* du 28 octobre 1906.

CHAPITRE IV

OUVRIERS EN CHAMBRE & OUVRIERS EN ATELIER

SECTION PREMIERE

Le Mouvement actuel d'extension du travail en chambre

I. Ses causes, ses caractères. — II. Son influence sur les conditions générales du travail en atelier. — III. Son influence sur le statut légal du travail.

I. — SES CAUSES ; SES CARACTÈRES.

Nous avons déjà noté quelques-unes des rigoureuses solidarités qui lient les misères ouvrières les unes aux autres et maintiennent dans l'organisation du travail comme un fonds de souffrances et d'exploitation qui semble indestructible : lorsque la femme disparaît de l'atelier, l'enfant y entre ; là où l'enfant est exclu, les femmes sont employées en grand nombre ; à peine a-t-on chassé des Etats-Unis la main-d'œuvre chinoise que surgit l'invasion japonaise...

Le travail en chambre nous est un exemple de compensation analogue : tous les efforts tentés par l'action ouvrière ou la loi pour organiser le travail industriel semblent avoir leur

douloureux retentissement et comme leur rançon dans une aggravation des horreurs du *sweating system* où nous allons maintenant pénétrer.

C'est un lieu commun, sous la plume des écrivains solidariques, que l'implacable solidarité qui, liant le sort des forts à celui des faibles, en arrive à subordonner les vainqueurs à leurs propres victimes. Ils empruntent volontiers, pour illustrer leur thèse, un exemple à l'hygiène sociale et nous montrent qu'au fur et à mesure que les quartiers s'assainissent, que les rues et les boulevards s'élargissent, les misérables se trouvent réduits à s'exiler du centre, ou, bien plutôt, à reconstituer, dans les îlots épargnés par la pioche des démolisseurs, des foyers de surpeuplement et d'infection qui menacent leurs orgueilleux expropriateurs. Sournoise revanche de la misère contre les triomphes apparents et momentanés des plus forts.

C'est un spectacle analogue que déroule, dans l'économie ouvrière moderne, la lutte entre le travail en chambre et le travail en atelier.

Refoulée, écrasée par le triomphe du machinisme et de la grande industrie, la misère ouvrière réfugiée dans l'ombre du travail en chambre se venge à coups de misère et oppose à son vainqueur triomphant des armes empoisonnées.

L'histoire industrielle nous permet en effet de discerner, dans certaines industries, cette singulière révolution ; le travail à la main détrôné, écrasé par le travail à la machine, l'industrie à domicile disparaissant devant les grands établissements produisant par masse des produits de type uniforme et de qualité moyenne ; puis, bientôt, le travail à domicile renaissant grâce aux progrès même de la division des tâches, l'assemblage des pièces se faisant seul à l'atelier et d'immenses portions de la production, notamment dans les articles de luxe et dans les articles à bon marché, reconquises par le travail à domicile, semblant parfois nous donner la décevante vision d'avenir d'un progrès économique résultant non pas du perfectionnement technique et d'une plus saine organisation du travail, mais d'un raffinement nouveau dans l'exploitation humaine, d'une régression de parasitisme social

capable de tenir tête et même de l'emporter sur les inventions de la science.

L'étendue de l'industrie à domicile, englobant près de deux millions et demi de travailleurs ne laisse pas que d'être impressionnante. Les industries les plus diverses et les plus inattendues en sont affectées : pour le textile, on trouve 76.000 ouvriers environ travaillant à domicile ; pour la bonneterie, 13.000 ; la fabrication des dentelles, 51.000 ; la passementerie, 9.500 ; la confection des vêtements, 531.000 ; la lingerie (draps, torchons, mouchoirs, chemises, etc.), 103.000 ; le montage des parapluies, 1.600 ; la fabrication des chapeaux de femmes et d'hommes, 3.000 ; les fleurs artificielles et les perles, 10.400 ; le blanchissage et la teinture, 127.000 ; la vannerie, la sparterie, 10.600 ; les crins et plumes, 2.000 ; la fabrication d'objets de cuir, 13.000 ; la fabrication de chaussures et la ganterie, 110.000 ; le sciage de bois et la menuiserie, 98.000 ; la fabrication des tonneaux, le creusage des sabots, etc., 47.000 ; l'ébénisterie, 16.000 ; la tabletterie, broserie, 11.000 ; la ferronnerie, 22.000 ; la fabrication des limes, 600 ; la clouterie et la serrurerie, 3.500 ; la serrurerie de bâtiment, 7.000 ; la fabrication des armes, 1.000 ; la chaudronnerie, fonderie, construction mécanique, 20.000 ; la chaudronnerie et le repoussage du cuivre et du bronze, 7.000 ; la ferblanterie, 7.000 ; l'horlogerie, 14.000 ; la bijouterie, 1.000 ; la taille et le polissage des pierres, 13.000, etc. (1).

On le voit, toutes les matières sont travaillées à domicile depuis le papier, les étoffes et le bois jusqu'au fer, à l'acier et au marbre, sans parler de la confiserie et des produits alimentaires.

L'industrie à domicile n'est donc pas seulement une survivance d'anciens métiers d'artisans démantelés par le progrès industriel moderne. Tandis que ces formes périmées

(1) *Résultats statistiques du recensement de la population en 1901*, tome IV, Résultats généraux ; travailleurs isolés, p. 644 et suiv.

Ce sont là malheureusement des chiffres très généraux et qui ne permettent pas de distinguer la petite industrie et le travail en chambre proprement dit. Ils n'en constituent pas moins une indication suffisante sur les spécialités où avec plus ou moins d'extension est pratiqué le travail en chambre.

reculent devant la grande industrie mécanique ; c'est toute une autre industrie à domicile qui tend à se développer et à gagner de nouveaux métiers (1).

C'est que des raisons puissantes poussent les employeurs à développer ce mode de production, grâce auquel les problèmes les plus importants de l'économie industrielle se trouvent réalisés :

a) *L'entretien d'un atelier* et les frais généraux qu'il entraîne sont supprimés, — loyer, impôts, chauffage, éclairage, machines, fournitures, tout passe à la charge de l'ouvrier.

Un bureau pour la distribution et la réception de l'ouvrage, parfois un petit atelier pour l'assemblage des pièces, les réparations ou les retouches, voilà tout l'appareil d'une industrie à domicile.

b) *L'organisation du personnel* perd toutes ses difficultés ; — plus de surveillance ni de responsabilité : aux relations irritantes de subordination se substituent des rapports purement commerciaux ; la surveillance de l'ouvrier fait place au refus pur et simple du produit ; en cas de production insuffisante, pas de reproches, une simple baisse des tarifs toujours acceptée ; pas de renvois en masse à la morte-saison, mais une cessation de distribution d'ouvrage ; plus de revendications ni de grèves ; l'éparpillement des ouvriers et leur

(1) C'est ainsi, par exemple, que, tandis que d'un recensement à l'autre, on constate une diminution chez les tisserands de coton (17,398 en 1896 ; 12,129 en 1901) ; chez les tisserands de laine (13,023 en 1896 ; 7,119 en 1901) ; chez les tisserands de soie (43,578 en 1896 ; 28,444, en 1901) ; chez les sabotiers (50,464 en 1896 ; 46,624 en 1901) ; chez les ébénistes (19,086, 16,072) ; etc... on relève, par contre, une augmentation dans des industries naguère exercées en atelier : chaussures et ganterie (95,559 en 1896 ; 110,184 en 1901) ; confection des vêtements (516,547 en 1896, 531,314 en 1901) ; fabrication des parapluies (1,289 en 1896 ; 1,681 en 1901) ; etc., etc...

Les statistiques allemandes attestent un double mouvement identique ; tandis que les industries artisanes diminuent (filatures, tissage, etc...) les petits ateliers à domicile où travaillent des auxiliaires sous la direction du chef ont augmenté en nombre et en personnel : ainsi, on constatait, en 1895, l'augmentation de 31.000 tailleurs, 9.000 menuisiers, 800 cordonniers, 6.000 vanniers, etc., travaillant à domicile. (Cf. BOURGUIN : *Les Systèmes socialistes et l'Evolution économique*, 2^e édition, 1906, Annexe III, 2^e, p. 412 ; Jan-St LEWINSKI : *La Maternité et l'Evolution capitaliste*. — *Revue d'Economie politique*, juillet 1909, p. 527.)

isolement les empêchant de se connaître et les maintenant dans un état constant de concurrence.

c) *Les charges légales* sont éludées ; après l'affranchissement de toute responsabilité économique et de toute responsabilité morale, l'affranchissement de toute responsabilité légale : d'un seul coup, dans l'état actuel de notre législation, toutes les réglementations sur le travail des enfants et des femmes, le travail de nuit, la durée du travail, l'hygiène et la sécurité, les accidents du travail, le repos hebdomadaire sont écartées grâce au recours au travail en chambre.

Ainsi, à chaque invention nouvelle, à chaque nouvelle exigence syndicale ou légale, le travail est-il sollicité de fuir l'atelier ; sans doute des causes multiples le retiennent ; mais dans certaines industries, la tentation est trop forte, l'atelier disparaît et le travail en chambre se développe.

II. — SON ACTION SUR LES CONDITIONS GÉNÉRALES DU TRAVAIL EN ATELIER.

Et, cependant, on semble ne pas apercevoir assez la menace que l'extension de cette forme de travail constitue, non seulement pour les travailleurs à domicile eux-mêmes — c'est un point qui, hélas ! n'a été que trop douloureusement mis en lumière, en ces dernières années (1) — mais encore pour les travailleurs occupés à l'atelier. C'est ce seul point que nous ayons à aborder ici.

Comment ne pas voir, pourtant, la pression irrésistible qu'exerceront sur les conditions générales de l'industrie, ces milliers d'êtres, se disputant âprement le travail, ne se connaissant pas les uns les autres, toujours prêts à accepter soit une même besogne pour un salaire de plus en plus réduit,

(1) D'innombrables enquêtes officielles et privées ont mis à nu, en ces dernières années, ces misères navrantes.

Cf. Notre bibliographie spéciale, § 4. V. également, outre les deux chapitres suivants, ce que nous disons du mécanisme de la concurrence dans le travail féminin à domicile dans notre chapitre VIII, § 2 : les enseignements économiques du travail à domicile.

soit, pour un même prix, un nombre d'heures de travail illimité et aux pires conditions.

Le travail à domicile, dans certaines industries, c'est l'abaissement du salaire de l'ouvrier en atelier que l'on tiendra sans cesse sous la menace de lui enlever le travail, pour le donner à faire à domicile.

C'est ainsi que, dans certaines industries, les employeurs ayant toujours à leur merci un troupeau misérable de petits façonniers, vivant dans une situation économique des plus précaires, se faisant une concurrence effrénée les uns aux autres, prêts à accepter les salaires les plus infimes plutôt que de ne pas couvrir leurs frais généraux, se servent des prix dont ceux-ci se contentent pour établir leurs prix de série et imposer des réductions de salaires à leurs ouvriers en atelier. L'usage croissant des machines-outils, fabricant par série des pièces interchangeables, et les facilités de crédit qu'accordent les grandes entreprises industrielles ou commerciales de fournitures, permettent ainsi dans certaines branches de la production à de nombreux ouvriers de s'établir à leur compte, de constituer de petits ateliers, composés le plus souvent, d'enfants, et de peser lourdement sur les conditions générales du travail normal en atelier. Le cas se présente dans certaines spécialités de l'industrie automobile (1).

Mais, alors même que l'on ne noterait pas toujours une

(1) M. Loyau signale la décroissance des prix de série dans les ateliers, résultant de la concurrence de ces petits façonniers, « travaillant avec acharnement, conduisant deux ou trois tours, faisant 15 et 16 heures de travail par jour dans les tranches des échéances de traites. »

« Ces compétitions nombreuses de quémandeurs à court de travail et de crédit fournissent au patronat, dit-il, l'occasion de donner ses commandes à des prix dérisoires, il trouve là aussi l'estimation la plus réduite du travail de série en cours dans ses ateliers, ce qui lui permet, par des arguments probants, s'appuyant sur les prix des façonniers, de convaincre et faire consentir à l'ouvrier des diminutions... » (*Réveil des Mécaniciens*, mai 1907.)

Dans le Nord, dans l'industrie du polissage du marbre, les ouvriers travaillant en usine se plaignent également de l'abaissement de salaires qui résulte de la concurrence des ateliers de famille. (*Rapport de la Commission supérieure du travail sur l'application de la loi de 1892, pendant l'année 1908*. — *Journal officiel* du 3 octobre 1909. Annexe, p. 1230, col. 2.)

altération directe des salaires à l'atelier (1), le travail à domicile n'en exercerait pas moins une influence certaine en déterminant les limites rigoureuses que les prétentions des ouvriers en atelier ne pourront dépasser sous peine de voir fuir le travail chez les ouvriers à domicile.

M. Aftalion a voulu cependant démontrer que les salaires pour une même industrie pouvaient, en atelier, s'élever notablement au-dessus de ceux payés aux ouvriers à domicile (2). Mais il est bien obligé, toutefois, de convenir que ce sont là des salaires encore faibles et il croit pouvoir l'expliquer par l'insuffisante habileté du personnel nouveau. Sans doute, le personnel étant payé aux pièces, son inexpérience peut avoir provisoirement quelque influence sur sa rémunération, mais nous, qui ne professons pas comme M. Aftalion que les variations du salaire suivent la productivité, nous croyons, au contraire, y voir la confirmation que tant qu'il ne s'agira pas de travaux différents — le travail à la main et le travail à la machine, dans la plupart des exemples choisis, constitue déjà une certaine différence, dans la classe d'ouvriers recrutés — et, à habileté égale, le taux de salaires des ouvriers en atelier ne pourra s'élever d'une manière générale ni se maintenir longtemps, dans une circonscription donnée, beaucoup au-dessus du point où il serait avantageux à l'industriel de recourir au travail à domicile.

Et lorsqu'on songe aux avantages qu'offre le bas prix auquel arrive à s'offrir le travail à domicile, on comprendra la menace que contient pour certaines industries pratiquées dans leur majeure partie en chambre, ce truisme apparemment anodin.

Pour ne prendre que quelques chiffres globaux de la

(1) Sidney et Béatrice WEBB font, en effet, observer : « Ce n'est pas que les travailleurs employés à domicile soient actuellement payés, à des salaires plus bas que ceux qui travaillent à l'atelier... la concurrence des ouvriers du dehors avec ceux du dedans entraîne l'abaissement des salaires des uns et des autres. » (*Industrial Democracy*, p. 545, note.)

(2) Cf. AFTALION : *Le développement de la fabrique et le travail à domicile dans les industries de l'habillement*, 1906, quatrième partie, chapitre I.

récente enquête de l'Office du Travail, il résulte pour l'industrie de la lingerie à Paris que sur 217 ouvrières étudiées :

4 gagnent moins de 0 fr. 05 à l'heure ; 51 gagnent de 0 fr. 06 à 0 fr. 10 ; 54 gagnent de 0 fr. 11 à 0 fr. 15 ; 45 gagnent de 0 fr. 16 à 0 fr. 20.

Soit 27 0/0 gagnant 0 fr. 10 au plus par heure, et 44 0/0 ne dépassant pas 0 fr. 20.

Ces salaires de famine sont la règle, notamment dans les industries féminines dominées par une implacable concurrence, sur laquelle nous aurons à nous appesantir.

On comprend que les conditions de *sweating-system* du travail en chambre — diminution de salaire pour un même travail, ou pour un même salaire accroissement de la quantité de travail, surmenage, docilité de la main-d'œuvre — tendent à réagir sur les conditions générales du travail en atelier.

Mais l'action la plus sensible qu'exerce en France le travail en chambre est encore la menace qu'il porte au statut légal de la classe ouvrière.

III. — SON INFLUENCE SUR LE STATUT LÉGAL DU TRAVAIL.

Parmi les causes d'extension du travail à domicile que nous avons signalées, la plus active, en ces dernières années, s'est trouvée être l'espèce de prime à l'atelier de famille qui résulte de notre législation du travail.

Les rapports de l'inspection du travail ont, à plusieurs reprises, indiqué la gravité de ce phénomène.

Dès 1899, l'inspecteur divisionnaire de Lille écrivait :

« C'est par le travail à domicile dans ces ateliers dits de famille que les patrons semblent avoir trouvé le moyen d'échapper aux conditions légales du travail. En relation avec des commissionnaires ou entrepreneurs d'ouvrages, qui se chargent de la distribution de la matière première et de la réception des produits finis, ils obtiennent, suivant les cas, la fabrication partielle ou totale de leurs produits, à des con-

ditions fort avantageuses, sans avoir le souci d'un personnel à surveiller et d'un atelier à diriger. »

Et il signalait le développement de ce système pour le découpage des tulles et dentelles aux environs de Calais et de Caudry, pour la confection à Lille et à Amiens, les chaussures à Auxy-le-Château, la serrurerie dans le Vimeu, la fabrication du linge et de la batiste dans le Cambrésis, la bonneterie, etc... (1).

De son côté, l'inspecteur de Limoges écrivait, en 1902, ces lignes fort nettes :

« Les ateliers de famille non soumis à la loi de 1892 s'étendent de plus en plus et *ce n'est pas fortuitement, mais à dessein et en vue précisément de se soustraire à la loi* ; c'est ainsi que le piquage des bottines, la confection, la lingerie sont pratiqués au dehors, dans presque tous les centres (2). »

Au reste, voici, saisies sur le vif, les raisons mêmes du recours au travail à domicile et ses conséquences :

« A la suite d'un procès-verbal dressé dans une fabrique de lingerie pour emploi d'enfants en sous-âge, de filles âgées de moins de seize ans au travail des machines à coudre mues par des pédales, l'industriel fut condamné. Aussitôt après le prononcé du jugement, l'atelier, qui occupait une trentaine de filles et de femmes, fut licencié ; les machines furent transportées chez les ouvrières et, depuis lors, de petites filles de dix et douze ans peuvent travailler impunément avec leurs mères ou leurs sœurs, de douze à quinze heures par jour (3). »

Les exemples de ce genre sont nombreux : tantôt, pour éluder la loi de 1900 et prolonger la durée du travail des adultes à l'atelier, tantôt pour pouvoir recourir impunément au travail de nuit, les patrons donnent tout ou partie de leur

(1) *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1899*, p. 181.)

(2) *Rapports*, en 1902, p. 43.

(3) *Rapports*, en 1903 (Lille), p. 79.

travail à faire au domicile des ouvrières (1) ou sont prêts à y recourir au premier procès-verbal (2).

Et ce mouvement est signalé dans les industries les plus diverses : dans la fabrication des limes, à Cosne (3) ; dans la lingerie, à Bourges, où un fabricant, qui n'a que 6 ou 7 ouvrières en atelier, en occupe 1.500 au dehors (4) ; à Poitiers, c'est la soude pour lessive qui est transportée, pour être mise en paquets, au domicile d'ouvrières ; à Moulins, trois maisons de fourrures occupent environ 40 femmes en atelier et plus de 300 au dehors (5) ; et on relèverait des exemples analogues dans la lingerie, la bonneterie, la coutellerie, la chaîneterie, l'horlogerie (6), etc... et il n'est pas jusque dans l'industrie

(1) Au Mans, par exemple, on signale en 1902 qu'un certain nombre d'industriels (galochiers, chaussures), occupant des femmes, ont organisé le travail à domicile pour conserver pendant 12 heures leur personnel adulte. (*Rapports*, en 1902, p. 174.)

L'inspecteur de Lille, en 1904, signale le cas d'une maison de nouveautés et confections, ayant une nombreuse clientèle, qui occupe quelques ouvrières seulement, et n'a jamais demandé l'autorisation ni envoyé d'avis de veillée. Interrogé à ce sujet par Mme l'inspectrice, le patron répondit avec une certaine ironie : « J'ai loué à côté de chez moi un appartement pour une famille d'ouvrières composée de quatre personnes, la mère et ses trois filles ; survient-il un deuil, un mariage, les quatre femmes passent les nuits s'il le faut : les robes sont livrées au moment voulu, et je réalise mon bénéfice sans courir le risque d'un procès-verbal. » (*Rapports*, en 1904, inspect. de Lille, p. 86 ; Cf. également inspect. de Nantes, p. 150.)

« A Aurillac, pour la fabrication des parapluies, il y a deux fois plus d'ouvriers à domicile que de personnes occupées dans les fabriques. Ces ateliers de famille ont surtout augmenté depuis le rejet de la dérogation (Inscription à l'art. 5 du décret du 15 juillet 1893), sollicitée par les fabricants de parapluies et d'ombrelles d'Aurillac. » (*Rapport de la Commission sup. du travail*, en 1908. — *Journal officiel*, p. 1230, col. 2.)

(2) A Rouen, un manufacturier en tapis a constitué une cité ouvrière sur son terrain et dans son voisinage, et est prêt à y organiser un transport de force électrique et à y confier des travaux à ses locataires lorsqu'il en sera besoin. (Cf. *Rapports*, en 1904, inspect. div. de Rouen, p. 113.)

(3) *Rapports*, en 1904 (Inspect. div. Dijon), p. 54.

(4) *Ibid.* (Inspect. div. Limoges), p. 32.

(5) *Rapports*, en 1906 (Inspect. div. Poitiers), p. 30.

(6) Cf. *Rapports*, en 1906 (Inspect. div. de Limoges), p. 57 ; (Inspect. div. de Rouen), p. 225 ; *Rapports*, en 1905 (Inspect. div. de Dijon), p. 56 ; (Inspect. div. de Lyon), p. 272 ; *Rapports*, en 1906 (Inspect. div. de Limoges), p. 30, etc...

du bâtiment où, pour échapper à la législation limitant les surcharges des enfants et fixant des mesures de sécurité pour les échafaudages, il ne se crée des ateliers de famille (1).

Sans doute, il est malaisé d'apprécier l'étendue de ce mouvement, et, dans ses rapports annuels, la commission supérieure du travail semble même, depuis quelques années, pouvoir indiquer qu'un certain ralentissement se produit et que pour certains travaux mieux soignés un mouvement de retour à l'atelier se dessine, pour permettre l'emploi des machines, une fabrication plus régulière, une livraison plus rapide des commandes pressées, etc... (2).

(1) Un inspecteur a rencontré à Poitiers « un ouvrier qui, perché sur un échafaudage sommaire, crépissait une maison. Il était aidé de ses deux fils, dont l'un, très au courant, répondit à l'inspecteur qu'ils étaient en atelier de famille. » (*Rapports*, en 1904 (Inspect. div. de Poitiers), p. 33.)

(2) En 1906, la Commission supérieure écrit :

« ...Malgré les abus qu'ils révèlent, les faits qui précèdent ne permettent point de conclure à un accroissement de l'importance des ateliers de famille.

« Il semblerait plutôt qu'on se trouve en présence d'un mouvement limité à quelques industries très spéciales, et que, malgré l'introduction signalée dans quelques-uns de ces ateliers de moteurs mécaniques, la tendance générale soit plutôt en faveur d'une centralisation toujours accrue des moyens de production. Aussi, malgré leurs efforts, les petits ateliers ne parviennent-ils en général qu'à vivre d'une existence fort précaire, en attendant qu'ils disparaissent définitivement.

« Déjà des inspecteurs signalent que le nombre de ces ateliers n'a point accru dans leurs circonscriptions. D'autres font part des mécomptes éprouvés et de la réduction considérable de ce mode de production.

« Il est certain que deux facteurs agissent pour ou contre le développement des ateliers de famille. L'un de ces facteurs, le bon marché de production dans les industries fortement centralisées, agit par une progression continue. Au contraire, l'autre facteur, qui est la possibilité d'un travail indéfiniment prolongé, comporte forcément une limite. Aussi, la lutte que l'atelier de famille essaie d'entreprendre est fatalement inégale, malgré les avantages qu'il retire du régime de liberté.

« Il reste, cependant, des cas particuliers, tels que la lingerie et la confection sur mesure, pour lesquelles il n'y a pas de concurrence possible de la part de la grande industrie. Il reste également la situation transitoire de l'atelier à domicile cherchant à faire vivre, à force de travail, un personnel concurrencé par la grande industrie. »

(*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1906*, Rapport de la Commission supérieure du travail, p. XXV.)

En 1907 : « Toutes ces constatations, si intéressantes qu'elles soient au point de vue documentaire, ne donnent guère un aperçu statistique d'ensemble du travail à domicile en France, et ne permettent par suite d'évaluer, ni son importance comparative par rapport au travail en atelier, ni ses progrès. »

(*Rapports*, en 1907.) Cf. Même observation en 1908. (*Journal officiel* du 3 octobre 1909, Annexe, p. 1230, col. 2.)

Mais, cette année encore, cependant, pour certaines industries (lingerie, broderie, fleurs, etc...) et pour certaines régions, les inspecteurs signalent l'extension du travail à domicile (1), éludant les plus élémentaires mesures de protection établies par les lois (2).

Nous espérons avoir assez fortement marqué de quel péril le développement du travail en chambre menaçait le statut légal du travail industriel (3). Tant que cette fissure subsistera dans la réglementation, non seulement la résistance patronale pourra opposer une inquiétante menace aux revendications ouvrières, mais même les mesures existantes seront mises en péril par la pression des ateliers inorganisés

(1) Inspect. div. de Nancy : « Le nombre des ateliers de famille non réglementés s'accroît chaque année, notamment dans la région de Saint-Quentin, où l'inspecteur signale dans l'industrie de la broderie l'extension de 1.400 de ces établissements ; à Reims, où l'industrie de la fleur artificielle prend de plus en plus d'extension ; dans les arrondissements de Verdun et de Commercy (Meuse), par suite du développement de la broderie... » Inspect. div. de Rouen : « Ces ateliers sont en grand nombre dans la région, parce que les industries s'y prêtent. » Toulouse : « L'inspecteur déclare que les ateliers de famille non soumis aux lois sont nombreux dans sa section », etc... (*Rapport de la Commission supérieure du travail pour 1908.*)

(2) Dans le canton de Souilly (Meuse), l'inspecteur de cette région signale, en 1908, que l'industrie du bois de brosse ne se fait plus en usine pour ainsi dire, mais dans des ateliers de famille échappant à l'action du service. Les femmes et les enfants seraient occupés, toute la journée, à tourner des roues verticales actionnant la machine sur laquelle le père travaille.

« De jeunes enfants travailleraient ainsi pendant treize ou quatorze heures par jour et déserteraient les écoles dès dix ou onze ans. (*Ibid.*)

(3) Il est une forme partielle de travail à domicile qui n'est pas moins funeste à la réglementation des heures de travail, c'est la coutume, assez répandue dans certains métiers — surtout de femmes — de faire emporter, par les ouvrières, de l'ouvrage à finir chez elles après la journée de travail.

On a cité le cas caractéristique, à Fives (Nord), de diverses maisons de filatures qui, avec la réduction de la journée de travail, ne pouvant plus garder leurs petites apprenties que dix heures et demie, les renvoyaient avec de l'ouvrage à faire à domicile. (*Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, tome II, p. 268.)

Une enquête viennoise a relevé cette pratique dans les industries les plus diverses : reliure, confiserie, galvanisation, confection de vêtements, industries des métaux (limage des cuillers à soupe), fabrication de tubes à cigarettes, couture de chapeaux de paille, etc... (Cf. CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 228, note.)

C'est cette pratique qu'interdit une disposition de la nouvelle loi alle-

L'exclusion de la femme de l'atelier, sous l'influence de la loi ou de l'action syndicale, ne fait, on le voit, que déplacer sa concurrence et qu'en accroître la virulence. C'est un point qu'il est bon de ne pas oublier.

mande sur les fabriques. (Loi du 28 décembre 1908, modifiant la *Gewerbeordnung*) :

« § 137, a). — Les jours où les ouvrières ou les jeunes ouvriers ont été occupés dans l'établissement pendant la durée autorisée par la loi, aucun travail à exécuter en dehors de l'établissement ne peut leur être donné par l'employeur, ni leur être remis pour le compte de tiers... » (*Bulletin de l'Office international du travail*, année 1908, p. 402.)

Voir de même l'Act de Nouvelle-Zélande de 1908 sur les fabriques (art. 31). (*Bulletin de l'Off. intern. du trav.*, année 1909, p. 39.)

Certains syndicats essaient également de lutter contre cette pratique : Art. 17 des statuts de la Chambre syndicale des chromistes-similistes de la photogravure (*Assoc. prof.*, t. I, p. 671) ; Syndicat des ouvriers tailleurs allemands (SAROUS : *Entre-exploitation des classes populaires*, p. 312, note 4), etc...

SECTION II

La Défense ouvrière

- I. Essais de campagnes syndicales. — II. Conseils de salaires. —
III. Hostilité des syndicats contre les petits établissements.

I. — ESSAIS DE CAMPAGNES SYNDICALES.

Tandis que les artisans du moyen âge traquaient impitoyablement le travail en chambre clandestin, qui menaçait le statut établi par la corporation, les travailleurs modernes semblent ne s'être guère soucié, jusqu'ici, de cette concurrence.

Il n'y a pas lieu d'en être surpris : c'est que, précisément, le travail à domicile entraîne, là où il sévit, une telle désorganisation, une telle atonie des forces ouvrières que, non seulement aucun mouvement de résistance ne s'y manifeste, mais que la gravité même du mal y passe presque inaperçue, tant il semble indéracinable.

Certaines professions, cependant, qui ne sont que partiellement entamées, se défendent encore et sentent que toutes leurs réglementations syndicales sur l'apprentissage, les salaires, la durée du travail, tous leurs efforts pour réduire le chômage et régler la production risquent de se trouver ruinés par cette invisible fissure (1).

Ce sont particulièrement les contrecoups indirects du travail en chambre que signalent habituellement ces profes-

(1) Aucune organisation de travail ne peut en effet s'accommoder d'un tel élément destructeur. Les corporations modernes de petits artisans, en Autriche notamment, signalent avec insistance le péril dont les menace le travail fait à bon marché à domicile. (Cf. BRANTS : *Le régime corporatif au XIX^e siècle*, Paris, Lecoffre, 1894, p. 63.)

N'était l'état d'anarchie et d'insouciance économique où vivent les industriels français, eux aussi, devraient être unanimes à bannir d'une saine organisation du travail ces formes dégradantes de la concurrence.

sions (bonnetiers (1), gantiers (2)) ; ils se plaignent que la durée excessive de la journée de travail chez les ouvriers à domicile soit une cause de surproduction, entraînant à la longue des chômages et un avilissement des salaires (3). On sait la place que tient dans les conceptions ouvrières ce spectre de la surproduction.

Mais chez les gantiers, où la cohésion professionnelle est poussée fort loin, on a signalé d'autres dangers encore :

« Le travail en chambre est mauvais, dit un délégué au Congrès international de Bruxelles, parce qu'il soustrait l'ouvrier aux influences de l'atelier, qui est le meilleur foyer de propagande ; parce que l'ouvrier en chambre peut être enclin, puisqu'il n'est pas contrôlé par ses compagnons, à accepter du travail à vil prix, parce qu'il peut, à son aise, travailler jour et nuit pour accaparer le plus d'ouvrage possible, etc... (4). »

Enfin, point particulièrement grave dans cette profession, le travail à domicile rend vaines toutes mesures de réglementation de l'apprentissage.

Plus heureux que leurs confrères français, les ouvriers gantiers allemands et suédois sont parvenus, grâce à une forte organisation syndicale, à supprimer presque complètement le travail à domicile (5).

Mais, au milieu de cette presque unanimité des ouvriers

(1) Cf. *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1902* (Inspect. div. de Dijon), p. 69.

(2) Cf. Le journal *Le Gantier*, organe des centres de ganterie de langue latine, 1^{er} mars 1903.

(3) Certaines professions le combattent, notamment parce qu'il entretient dans le métier le système du travail aux pièces.

(4) Premier Congrès international des ouvriers gantiers, Bruxelles, 1892. (Cf. *Associations professionnelles*, tome II, p. 115.)

(5) Cf. LÉON CÔTE : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, p. 123 ; VERHART, secrétaire de la Fédération des gantiers (*Revue syndicaliste*, 15 janvier 1906).

gantiers de tous les pays contre le travail à domicile (1), il faut citer le petit groupe des gantiers de Grenoble, dont l'individualisme fait tache au milieu de la profession, et qui préfèrent travailler chez eux (2). A côté de leur amour de l'indépendance, un motif économique les pousse, disent-ils, qui est d'empêcher, par ce moyen, la division du travail et l'invasion de leur métier par les femmes et les enfants. Mais il faut remarquer aussi, comme nous aurons occasion de le signaler plus loin, que ce qui caractérise la ganterie à Grenoble c'est la prédominance du travail en banlieue et à la campagne ; on comprend, dès lors, que cette prédominance de campagnards ait donné à la ganterie grenobloise son type d'industrie à domicile et constitue un obstacle durable à sa concentration en atelier (3).

Une des industries parisiennes les plus misérablement rongées par le travail à domicile est l'ébénisterie, où sévit le système tristement célèbre de la « trôle », c'est-à-dire l'offre aux marchands en gros ou aux particuliers de meubles fabriqués à domicile par de petits façonniers, avec l'aide de leurs femmes ou de leurs enfants, et parfois d'un ou deux ouvriers ou apprentis, des immigrés le plus souvent, italiens, allemands ou suisses.

Jusqu'en 1906, existait, avenue Ledru-Rollin, une exposition publique des meubles des « trôleurs ». Ce qu'étaient ces marchés de la faim, conclus par des intermédiaires abusant de la misère de ces pauvres gens pour leur imposer les contrats les plus lésionnaires, quand ce n'étaient pas les conditions

(1) Encore en 1908 « dans la région de Millau, où les fabricants de ganterie occupent plus de 800 personnes à domicile, une tentative a été faite sur l'initiative de la Bourse du travail pour empêcher cette dissémination du travail et réserver le travail pour les ouvriers des ateliers ». (*Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908.*)

(2) CÔTE, *ouv. cit.*, p. 120.

(3) Dans le cousage des gants, on comptait, au recensement de 1901, dans le département de l'Isère, 293 hommes et 1.003 femmes en atelier contre 1.493 hommes et 4.003 femmes travaillant à domicile. (*Résultats statistiques du Recensement général de la population en 1901*, tome II, p. 495.)

les plus immorales, tous les enquêteurs nous en ont laissé un tableau navrant (1).

On se doute de la redoutable concurrence qu'une telle foire au rabais pouvait faire aux travailleurs en atelier ; aussi, en 1906, sur les plaintes, réitérées depuis quinze ans, des Syndicats patronaux et ouvriers, a-t-elle été supprimée, patrons et ouvriers étant d'accord pour protester contre ce mode de travail qui dépréciait la production, diminuait les salaires des ouvriers et portait un préjudice considérable aux maisons sérieuses (2).

Mais, hélas ! cela n'a fait, il faut le craindre, que déplacer le mal : la « trôle » subsistera et, puisqu'on lui a fermé ce marché, elle ira de porte en porte offrir ses meubles au rabais, semant partout sa meurtrière concurrence.

M. de Rousiers nous a tracé, pour l'Angleterre, le tableau de ces misérables ouvriers-mendiants (3) ; il se répète avec une similitude frappante, chaque jour, au faubourg Saint-Antoine, nous avertissant une fois de plus que les prix surprenants de bon marché que l'on attribue naïvement au progrès de la machine et aux bienfaisantes lois de la sélection économique, ne sont, bien souvent, que le fruit d'une savante exploitation humaine et du parasitisme social.

La confection n'est pas moins désorganisée par le travail en chambre : les « occasions », les « articles réclames » des grands magasins tendent sans cesse à avilir les salaires géné-

(1) Cf. DU MAROUSSEM : *La question ouvrière*, tome II, *Ebénistes du Faubourg Saint-Antoine*, ch. IV ; George MÉNY : *Le travail à bon marché*, première partie, ch. II et p. 185-186. On signale des tables de salon ovale en acajou verni vendues 23 fr., des buffets Henri II à 90 fr., et des fauteuils à 14 et 16 fr., etc...

(2) Cf. MÉNY, p. 17.

(3) « A court d'argent, ils promènent leur meuble sur une charrette à bras et vont l'offrir aux portes des magasins de gros, parfois à des particuliers qui passent. Aux approches de Noël, alors que le travail se ralentit partout et que tout Anglais pense au *pudding* familial, les offres de ce genre se font plus fréquentes et l'on voit des meubles vendus aux deux tiers de leur valeur. » (De ROUSIERS : *La question ouvrière en Angleterre*, p. 143.)

raux de la profession et à les ramener au niveau des conditions de travail des pauvres esclaves du *sweating-system*.

Ce n'est guère qu'en Angleterre que les ouvriers organisés ont entrepris une lutte énergique contre le travail à domicile (1).

A l'instar de l'Union des ouvriers bottiers et cordonniers, le Syndicat des tailleurs a mis l'abolition du *Home work* en tête de son programme. Nul mieux que les Trade-unionistes, qui attribuent tant d'importance à l'établissement d'une « règle commune » pour toute la profession, ne devait comprendre quelle répercussion le régime des travailleurs à domicile (les heures de travail libres, au lieu du *Normal Day* : les salaires de hasard, au lieu du *Standard Rate* ; le contrat de travail individuel, au lieu du *collective bargaining*) doit exercer sur les salaires, la durée du travail, les conventions collectives des travailleurs en atelier (2).

Aussi, à diverses reprises, ont-ils tenté un énergique effort pour restreindre le travail en chambre : en mai 1891, les tailleurs de Londres suscitèrent une grève, englobant 1,400 ateliers, pour réclamer des « ateliers sains », proclamant que c'est l'affaire de l'entrepreneur, non de l'ouvrier, de fournir le local où le travail doit être fait. A l'automne de la même année, des cortèges parcoururent les rues où travaillent les tailleurs en chambre, pour essayer à la fois d'éveiller le courage de ces malheureux exploités et d'attirer l'attention du public ; précédés d'un grand drapeau, ils marchaient au son d'une musique alternativement triste et subitement gaie.

Mais, hélas ! tout cela fut vain. Comment espérer soulever cette masse immense de victimes résignées, submergées à Whitechapel par le flux de l'immigration ?

(1) Au 40^e Congrès des Trade-Unions de Grande-Bretagne et d'Irlande, Bath, 1907, le vœu suivant fut adopté : « Convaincu que les bas salaires, dans les industries où sévit le *sweating system*, constituent une menace permanente pour les ouvriers organisés, le Congrès invite le gouvernement à proposer l'établissement d'un salaire minimum légal dans certaines industries sur les principes adoptés par M. Arthur Henderson dans le bill qu'il a présenté au Parlement. » (Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1907, p. 580.)

(2) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 252, 325, 326, 539 — 544.

En 1906, les tailleurs de l'East-End tentèrent encore un nouvel effort contre les entrepreneurs, mais sans plus de succès (1).

Dans d'autres pays, les travailleurs de la confection se débattent également ; en 1896, c'est la grande grève des ouvriers de la confection de Berlin ; en 1903, celle des tailleurs de Lausanne ; par ailleurs, en Allemagne, les tailleurs, dans leurs conventions collectives, sont parvenus, dans certains cas, à interdire le travail à domicile ou, dans d'autres, à obtenir une majoration de salaires lorsque les travaux sont exécutés à domicile (2).

A Paris, dans la confection sur mesure, un geste fut tenté, en avril 1906, par la Chambre syndicale des ouvriers tailleurs et couturières de la Seine, qui essaya de soulever l'opinion en placardant une affiche dénonçant les maisons qui faisaient confectionner des costumes tailleurs « par des ouvrières travaillant en chambre, dans des taudis où la tuberculose ou d'autres maladies contagieuses sont à l'état endémique ». Mais cette propagande même dut cesser devant les poursuites de certains patrons dénoncés (3).

Et le lourd linceul se referma sur les misérables esclaves du travail en chambre...

II. — CONSEILS DE SALAIRES.

Peut-on attendre de la mise à l'index et de la pression sur les patrons ou de la syndicalisation des travailleurs à domicile quelques résultats décisifs ? Il serait imprudent de le croire.

(1) Cf. H.-E. BARRAULT : *La réglementation du travail à domicile en Angleterre*, thèse, Paris, 1906, deuxième partie, ch. IV.

(2) Cf. Jean LEROY : *Le contrat collectif de travail en Allemagne*, thèse, Paris, p. 122.

On relève également des stipulations interdisant le travail à domicile dans les conventions collectives des fondeurs de caractères.

(3) Cf. *Bulletin des Ligues sociales d'acheteurs*, 1^{er} trimestre 1907, p. 41.

Le travail à domicile procure aux patrons de trop importants avantages pour qu'ils y renoncent aisément, sous la poussée des travailleurs de l'atelier. Quant à la syndicalisation des ouvriers en chambre, elle se heurte aux plus insurmontables difficultés matérielles et morales : dispersion des travailleurs, absence de relations entre eux, individualisme, concurrence d'ouvriers amateurs, etc...

C'est donc, il faut le reconnaître, dans une autre voie qu'il faut chercher un remède à l'inégalité funeste qui existe entre les conditions du travail en chambre et celles du travail en atelier.

Ce n'est guère que de l'intervention légale que l'on puisse attendre, semble-t-il, dans l'état actuel de la question, une solution un peu étendue et un peu profonde qui rétablisse l'équilibre des charges entre le travail à domicile et le travail en atelier et qui, nous ne craignons pas de le dire, touche résolument le point vif de cette concurrence : le salaire.

C'est vers l'institution, par la loi, de conseils chargés de fixer un salaire minimum (1) que se sont, d'instinct, tournés

(1) C'est en 1896, dans l'Etat de Victoria, que furent institués les premiers *Special Boards* (conseils spéciaux), destinés notamment à fixer un minimum de salaire. On eut en vue, tout d'abord, les industries les plus atteintes par le *sweating system*, et c'est pour elles que l'on reconnut au gouvernement le pouvoir de constituer d'office des conseils de salaires¹; les premières professions organisées sous conseil furent d'abord celles de la confection, de la lingerie de femmes, de la chemiserie, de la chaussure, de l'ébénisterie, de la confiserie, de la bonneterie, etc...

Grâce aux tarifs élaborés par les divers *Special Boards*, dont les décisions ont force de loi, d'appréciables augmentations ont été observées dans les industries à domicile, naguère les plus misérables : en voici quelques exemples : Salaire moyen hebdomadaire : Chaussures : 1896, 29 fr.; 1902, 35 fr. 40. — Brosserie : 1896, 28 fr. 85 ; 1902, 39 fr. 10. — Vêtements : 1896, 25 fr.; 1902, 28 fr. — Meubles : augmentation de 13 fr. par semaine. — Bijouterie : augmentation de 9 fr. 20, etc... (Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, janvier 1904, p. 53.)

On estime qu'en 1908 il existait, dans l'Etat de Victoria, environ 51 conseils de salaires, dont les décisions affectaient plus de 50.000 ouvriers des deux sexes sur les 70.000 qu'accusent les statistiques officielles. (Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, août 1908, p. 774.)

Et des résultats particulièrement intéressants pour ce qui nous occupe ici ont été obtenus, tant par ces Conseils de salaires que par les Cours d'arbitrage ; c'est ainsi que M. Deschars, ancien consul de France à Sydney, a cité l'exemple d'un jugement du président de la Cour d'arbitrage des Nouvelles-Galles du Sud (1906), qui, après avoir constaté que le travail des femmes...

les travailleurs australiens lorsqu'ils constatèrent le mouvement systématique qui, par la fermeture des usines soumises à l'inspection et la distribution du travail à domicile, soustrayait à la législation du travail et au contrôle syndical plus de la moitié des ouvriers de certaines industries.

C'est par cette voie de l'organisation de Conseils, composés de patrons et d'ouvriers et parmi ceux-ci, à la fois, de représentants des travailleurs à domicile et de travailleurs en atelier, chargés d'établir des tarifs publics de salaires, que l'on pourra, à la fois, améliorer le sort des uns et protéger celui des autres, en empêchant les salaires de famine et de prostitution des parias du travail en chambre d'entraîner dans une même déchéance les salaires des travailleurs en atelier.

C'est d'ailleurs vers cette solution que, sous l'impulsion énergique de l'*Anti-sweating League*, appuyée par l'opinion ouvrière (1), l'Angleterre vient de s'engager. Autant pour le relèvement des malheureuses victimes du *sweating-system* que pour le problème particulier qui nous occupe, c'est la seule voie de salut. Nous n'avons pas ici à examiner les

tailleurs à domicile est plus pénible que celui des femmes tailleurs à l'atelier, *décida que le travail aux pièces à domicile devait être payé plus cher que le travail aux pièces à l'atelier* : ce qui permit à ces femmes, gagnant naguère de 15 à 16 shellings par semaine, pour des journées de 14 à 15 heures, de toucher aujourd'hui 25 shellings par semaine pour un travail hebdomadaire de 48 heures.

(Cf. C. DESCHARS : *La lutte contre le sweating en Australie et en Nouvelle-Zélande*. — Communication à la première Conférence internationale des Ligues sociales d'acheteurs, Genève, 1908. (*Compte rendu*, p. 515-518.)

(1) 40^e Congrès des Trade-Unions de Grande-Bretagne et d'Irlande, Bath, 1907 :

« Convaincu que les bas salaires, dans les industries où sévit le *sweating system*, constituent une menace permanente pour les métiers organisés, le Congrès invite le gouvernement à proposer l'établissement d'un salaire minimum légal dans certaines industries sur les principes adoptés par M. Arthur Henderson dans le bill qu'il a présenté au Parlement. » (Cf. *Bulletin de l'Office international du travail*, année 1907, p. 580.)

41^e Congrès, Nottingham, 1908 : vœu en faveur de la proposition Toulmin. (*Ibid.*, année 1908, p. 535.)

solutions législatives proposées ; il nous suffit d'en avoir indiqué la portée et d'en avoir fait désirer la réalisation (1).

III. — HOSTILITÉ SYNDICALE CONTRE LES PETITS ÉTABLISSEMENTS.

L'action syndicale et la hausse du niveau de vie de la classe ouvrière n'aboutissent pas seulement à lutter contre le travail à domicile, mais encore contre toutes les organisations industrielles qui font obstacle à l'efficacité du contrôle syndical et à la rigoureuse surveillance de l'application des lois ouvrières : c'est ainsi que les fortes organisations syndicales ont été rapidement amenées à dénoncer comme un danger les petits établissements, où les réglementations syndicales ne sont pas observées — par suite, spécialement, de l'absence d'ouvriers syndiqués dans la maison pour en exiger l'observation. Dès lors, les prescriptions relatives à l'apprentissage, à la durée du travail, au tarif syndical y étant impunément violées, introduisent, de proche en proche, dans toute la profession, un germe funeste de désorganisation.

Nous avons signalé ce phénomène dans la typographie française (2).

En Angleterre, les Trade-Unions affirment plus nettement encore leur hostilité contre les petits patrons, qu'elles combattent comme une forme inférieure de la production, et déclarent ouvertement leur préférence pour les grands établissements avec leur armée d'employés et leur hiérarchie

(1) En France, un mouvement d'opinion en faveur de cette institution a commencé à se dessiner. — Cf. Deux articles de M. Raoul JAY (*Eveil démocratique*, 16 août et 6 septembre 1908). M. de Mun a déposé également en ce sens une proposition de loi devant la Chambre des députés.

D'une circulaire élaborée par un Congrès de syndicats indépendants du Sud-Est, tenu à Lyon le 13 mars 1908, signalons encore ce vœu : « Que la rémunération des femmes travaillant chez elles soit fixée d'après le tarif de façon à l'atelier. »

Enfin, la 5^e assemblée des délégués de l'*Association internationale pour la protection légale des travailleurs* (Lucerne, septembre 1908) n'a pas craint de recommander à ses membres l'étude et la propagande de l'idée des conseils de salaires. (Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, novembre 1908, p. 1123.)

(2) V. *supra*, p. 117.

bureaucratique, avec lesquels les conventions collectives sont plus aisées à passer, et où s'établissent tout naturellement des conditions uniformes de travail (1).

Sans doute, ce n'est là le fait que des organisations fortement constituées et à caractère commercial, et l'on peut penser que la concentration de l'industrie allant jusqu'aux cartels ou aux trusts et renforçant la défense patronale, les ferait peut-être changer d'avis. Ce n'en est pas moins une tendance curieuse à signaler.

Au reste, il n'est pas malaisé de discerner que l'action combinée des exigences syndicales et de la législation du travail tend à écraser la petite industrie et à favoriser les grandes entreprises qui, seules, peuvent s'accommoder de ce nouveau régime et pallier, par un accroissement de production, un perfectionnement de l'outillage ou une organisation du personnel par roulement, les charges imposées par la réduction de la journée de travail, le repos hebdomadaire, la hausse des salaires, etc...

Ainsi, la remarque est piquante à faire, tant qu'elle se meut sur le terrain économique et ne recherche qu'à assurer plus de bien-être à ses membres, l'action syndicale, loin d'entraver le mouvement naturel du capitalisme, ne fait que le renforcer et l'accélérer.

(1) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 545-550.

CHAPITRE V

LA CONCURRENCE PROVINCIALE & CAMPAGNARDE

I. L'exode du travail à domicile vers les campagnes. — II. Les usines aux champs. — III. L'exode rural et l'envahissement du marché urbain.

I. — L'EXODE DU TRAVAIL A DOMICILE VERS LES CAMPAGNES.

Il nous faut descendre encore d'un degré, car il existe des salaires encore plus bas que ceux des manœuvres des villes ou des femmes à domicile, puisqu'il existe des besoins moindres encore : ceux des ouvriers des petites villes, ceux des femmes des champs.

Le coût de la vie, le loyer, tout est moins cher, en province qu'à Paris, à la campagne qu'à la ville ; les salaires y pourront donc être plus bas encore, et des industries, à la recherche de main-d'œuvre au rabais, y glisseront peu à peu, insensiblement.

Les industries féminines de la lingerie et de la confection à domicile nous ont, en ces dernières années, offert un exemple saisissant de ces glissements insensibles de degré en degré, vers des catégories d'ouvriers de plus en plus misérables, de moins en moins exigeantes ; on les a vues, de la grande ville, gagner la petite ville, puis la campagne, et, là encore, s'enfoncer vers des campagnes de plus en plus reculées, quittant les plaines riches et populeuses pour les plateaux désolés.

ou les montagnes pauvres, où la vie est encore plus rude et les besoins plus réduits.

Et ce mouvement se poursuit avec une continuité remarquable. Les industries à domicile, délaissant les centres normaux où elles avaient pris naissance et où elles étaient indispensables, livrent au chômage ou à la misère les ouvriers des villes, pour aller chercher ailleurs des victimes plus résignées et industrialiser les campagnes (1).

La Normandie, le Berry, la Sologne, les campagnes flamandes, les montagnes du Centre et des Vosges sont depuis longtemps atteintes par la pieuvre insatiable ; par milliers, les machines à coudre se sont répandues jusqu'au fond des hameaux (2).

Ici, c'est le représentant d'une maison de la ville qui vient chaque semaine, à jour fixe, au village, avec une voiture, pour distribuer l'ouvrage et reprendre celui qui est achevé (3) ; ailleurs, ce sont les épiciers, merciers et marchands de rouennerie qui servent d'intermédiaire aux grands magasins de

(1) Cf. Les plaintes des ouvrières parisiennes contre le travail des campagnes : OFFICE DU TRAVAIL : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, tome I, Paris, n° 111, 112, 116, p. 195 et 199.

(2) Cf. Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Limoges (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1900*, p. 57).

En 1908, le même inspecteur écrit au sujet du département du Cher : « Cette région étant essentiellement agricole, les femmes sont disponibles pour un travail que l'on met à leur portée ; il n'est pas une seule maison de paysan ou de petit bourgeois qui ne compte quelque ouvrière en lingerie. » (*Rapport de la Commission supérieure du Travail, Journal Officiel*, 3 octobre 1909, Annexe, p. 1230, col. 1.)

Dans la ville de Bourges, la Société des fournitures militaires distribue à un millier d'ouvrières de la campagne des travaux de finissage de vêtements militaires (*Ibid.*)

Déjà, en 1896, pour la confection des vêtements ouvriers notamment, M. du Maroussem signalait cette exode vers la province et la campagne :

« Les confections de velours-coton, par exemple, le classique uniforme du charpentier, du terrassier, disait-il, ont presque entièrement quitté Paris ; leur patrie d'origine est maintenant Lille et Amiens. La confection de toile s'est installée à Lille et Armentières. Même évolution pour les corsages de marchands de vins, les blouses. L'alpaga, jadis florissant à Paris, a eu le même sort. » (OFFICE DU TRAVAIL : *La Petite Industrie (salaires, durée du travail)*, tome II, le Vêtement à Paris (1896), p. 305. Cf. également p. 316-317.)

(3) Cf. pour la confection de vêtements aux environs de Lille, *Rapports... en 1899*, p. 181 ; pour la lingerie en Sologne, *Rapport de la Commission supérieure en 1908*, loc. cit.

Paris (1). Parfois, ceux-ci veulent pousser eux-mêmes plus avant ; ils installent un courtier sur place (2), qui circule en voiture dans les villages environnants, distribuant du linge à ourler, et allant jusque dans les campagnes les plus reculées pour « découvrir de la main-d'œuvre nouvelle » (3).

« La lingerie, remarque un entrepreneur, fait tache d'huile. On en confectionne constamment en de nouvelles régions et à des prix inférieurs (4). » Et cette marche en avant, vers une main-d'œuvre plus docile et à meilleur marché, semble n'avoir pas de limites ; après les montagnes du Centre, on pénétrera jusque dans l'Aveyron ou le Gers, à moins qu'on n'aille chercher les petits bergers des Vosges pour les mettre en concurrence avec les pauvres lingères ou brodeuses, mères de famille, de Lyon ou de Paris (5).

Que l'on songe à ce qui doit résulter, pour le salaire, de cette opposition entre un grand centre urbain et des milieux agricoles, où des travailleurs ont des besoins à ce point réduits ; aussi les salaires de famine payés aux ouvriers des villes qui travaillent à domicile commencent-ils à être tristement célèbres et, tandis que, dans la généralité des industries, on constate une hausse des salaires, l'industrie à domicile nous offre ce paradoxal exemple, non seulement d'une immo-

(1) Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Limoges : « Presque tous les épiciers, merciers et marchands de rouennerie ont leurs magasins remplis de lingerie à la disposition des femmes de la campagne qui la prennent et la rapportent en venant au marché ; le marchand y trouve son compte, car il paie souvent avec sa propre marchandise... ; il n'est pas rare de voir dans les gares de volumineux sacs étiquetés : Louvre, Bon-Marché, etc... » (*Rapports... en 1906*, p. 31.)

(2) Rapport de l'inspecteur divisionnaire de Limoges : « De nombreuses maisons de Paris recherchent des courtiers et cette nouvelle industrie a fait éclore des vocations insoupçonnées ; c'est ainsi qu'un libraire de Paris a vendu son fonds pour venir s'installer confectionneur de lingerie à Montrichard, dans le Loir-et-Cher. » (*Rapports... en 1906*, p. 30.)

(3) Cf. pour la région de Valençay (Indre), *Rapports... en 1906*, p. 30.

(4) OFFICE DU TRAVAIL : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, t. II, p. 32, déclaration d'un fabricant de lingerie de Chateaufort-sur-Cher.

(5) Cf. BONNEVAY : *Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, p. 46.

bilité, mais encore, parfois, d'un abaissement des prix de façons. C'est que, comme nous l'avons déjà indiqué, le salaire ne dépend pas de la productivité du travail ni même du coût de la vie, mais du niveau général des besoins des ouvriers concurrents ; or, à mesure que l'industrie à domicile atteint des catégories nouvelles de travailleurs à bon marché, le niveau général tend à baisser, à baisser au-dessous même des besoins stricts de certaines catégories de concurrents qui n'ont plus, alors, qu'à se retirer ou à mourir de faim en travaillant.

II. — LES USINES AUX CHAMPS

Mais il n'y a pas que les industries de la lingerie et de la confection qui souffrent du travail des campagnes ; nombreuses sont les industries, soit à domicile, soit même en atelier, qui sont désorganisées par lui. Nous avons noté plus haut quels motifs puissants poussaient les industriels à monter leurs usines le plus loin possible des centres ouvriers (1).

La ganterie, qui se prête aisément à la dispersion des travaux, devait particulièrement être éprouvée par la concurrence des campagnes (2). Sans parler de la région de Grenoble, dont on connaît le caractère particulier, et où la majorité ou à peu près des ouvriers travaillent chez eux, dans la banlieue ou à la campagne (3), la concurrence des campagnes et de la province s'est fait sentir jusque sur la ganterie parisienne et, dès 1895, un délégué au Congrès de la Fédération universelle des ouvriers gantiers traçait ce tableau

(1) Cf. *supra*, p. 37-40.

(2) Cette situation se retrouve en divers pays. Cf. par exemple l'Enquête viennoise citée par CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 327, note 2.

En 1904, les gantiers de Saint-Junien tentèrent même une grève pour obtenir la suppression du travail à la campagne (Cf. *Statistiques des grèves en 1904*, p. 746).

(3) Le travail des champs, détruisant la finesse des mains, nuit à l'habileté de l'ouvrier gantier et déprécie son travail : nouvelle raison pour lui payer généralement des salaires inférieurs.

qui nous fait toucher du doigt le mécanisme implacable qui entraîne vers les campagnes des industries tout entières.

« Notre situation à Paris est absolument déplorable, disait-il ; il y avait à Paris de 1,200 à 1,500 gantiers ; aujourd'hui, nous sommes de 300 à 350. Des maisons importantes ont disparu ; d'autres se sont transportées aux environs de Paris, ont fait faire le travail au *système* ou par des femmes...

« D'autres sont allées à Grenoble ou à Millau.

« Après la disparition de la maison Buscarlet (à la suite d'une mise à l'index), le Syndicat a été accusé, pour avoir voulu maintenir le salaire ici, de cette disparition ; et il s'est trouvé un nombre de chômeurs bien plus considérable ; il aurait donc fallu accepter le prix de province pour garder cette maison ? » (1) se demande anxieusement le rapporteur.

Telle est, en effet, la cruelle nécessité où la pression de la concurrence provinciale accule les ouvriers parisiens : ou accepter les prix de la province, ou voir fuir le travail.

Et, qu'on le remarque, cette concurrence provinciale et campagnarde joue d'une façon particulièrement serrée, car elle est volontairement suscitée et entretenue par les employeurs, et s'exerce fréquemment entre les divers établissements d'une même entreprise.

Car, de même que nous avons cité des industriels qui possèdent des établissements à l'étranger pour mieux résister aux revendications de leurs ouvriers français, innombrables sont les entreprises qui transportent une partie de leur production en province ou à la campagne, y trouvant non seulement, ainsi, un bénéfice direct, mais escomptant, en outre, qu'elles pourront, par là, plus aisément peser sur leurs ouvriers des centres urbains.

Dans le Nord, notamment, depuis quelques années, on a signalé un véritable exode de tissages et de filatures vers les Vosges ; déjà plusieurs entreprises y ont transporté une partie de leurs métiers et semblent prêtes à s'y installer définitive-

(1) Troisième Congrès de la Fédération universelle des ouvriers gantiers, Paris, 1895. Cf. *Associations professionnelles*, t. II, p. 112.

ment, un jour, à la moindre difficulté avec leurs ouvriers. Et, cependant, comment demander à ces ouvriers de Roubaix, de Tourcoing, de s'accommoder longtemps de l'écart qui existe entre leur niveau de vie et celui des misérables campagnards des vallées étroites et isolées des Vosges, où les ateliers nouveaux vont s'installer. Par ce moyen, on arrive à confier à un bâcleur, que l'on paie 1 fr. 50, dix à douze métiers à tisser, au lieu que, pour un même travail, à Roubaix, il faudrait six personnes, dont un ou deux tisserands payés 3 à 4 francs. Dans la filature, tandis que les salaires moyens dans le Nord sont d'environ 4 francs — et qui trouverait cela excessif ? — le salaire moyen, dans les Vosges, est de 2 francs par jour (1). Tandis qu'à Tourcoing un ouvrier fileur gagne environ 5 fr., dans les Vosges son salaire ne dépasse jamais 4 francs ; tandis que les femmes employées aux métiers continus gagnent à Tourcoing plus de 3 francs, elles gagnent dans les Vosges environ 2 francs, etc... On comprend quelle menace constitue pour les ouvriers des grands centres industriels la coexistence dans une même entreprise de pareils écarts de salaires, que l'action niveleuse de la concurrence — qui ne peut s'accommoder longtemps d'une différence de coût de revient et, par conséquent, de prix de vente — tendra sans cesse à réduire, jusqu'à leur égalisation au taux le plus bas.

Au reste, c'est là un mal auquel est en proie l'industrie textile tout entière, et partout les employeurs, pour résister aux revendications de leurs ouvriers, les menacent de faire exécuter le travail à la campagne.

A Lyon, on estime que c'est de la grève de 1885 que date l'exode des métiers à bras dans la campagne : sur 40 à 50,000 métiers à bras, on en compte 3 à 4,000 seulement à Lyon ; pour les métiers mécaniques, il en est de même, et l'on estimait en 1901 que, pour 3,000 métiers intra-muros, on en

(1) Cf. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, tome V, p. 346. Sur la condition des tissages dans les vallées des Vosges, Cf. déposition du président de la Chambre de commerce d'Epinal (*Enq. parl.*, t. IV, p. 244).

comptait 34 à 36,000 battant pour Lyon dans la banlieue et dans les départements voisins (1).

Comment s'étonner, après cela, de l'insuccès de toute grève d'ouvriers tisseurs, lorsqu'ils se heurtent à une telle dissémination des métiers dans la campagne (2) ? Le seul résultat d'une grève dans de pareilles conditions est, le plus souvent, l'abaissement des tarifs. Pour les mousselines, un façonnier, devant la commission d'enquête, déclarait : « Lors de notre grève, nous avions les 60 dents qui étaient payés 12 centimes ; à la fin de la grève, ils étaient payés 10 centimes ; maintenant, ils sont payés 8 centimes (3). »

C'est que les campagnards, sans parler même ici des ressources accessoires que leur procure le travail agricole et dont nous analyserons ailleurs l'influence, jouissent du triste privilège, dont ils se montrent parfois âprement jaloux (4).

(1) Rapport de la Chambre syndicale de la fabrique lyonnaise (*Enq. parl.*, t. III, p. 45).

(2) C'est là, en effet, l'écueil de presque tous les mouvements de revendications dans le textile.

« Depuis 1885, constate le rapport de la Chambre syndicale patronale de la fabrique lyonnaise, plusieurs grèves de tisseurs ont eu lieu, mais sans grande envergure. Elles ont été limitées à la banlieue, et, par suite de la dissémination des métiers, elles n'ont pas eu de portée. » (*Enq. parl.*, t. III, p. 46.)

C'est ainsi, par exemple, qu'en 1891, les veloutiers de Lyon faillirent voir échouer l'application de la journée de dix heures parce qu'ils n'avaient pas obtenu son extension aux usines de la campagne (*Assoc. prof.*, t. II, p. 326) et qu'en 1894, ils ne purent imposer une augmentation des salaires parce qu'ils ne purent obtenir le concours des ouvriers de la campagne. (*Ibid.*, p. 335.)

C'est encore à cet écueil que se heurtèrent dans le Nord, en 1903, les grandes grèves des textiles et ce qui rendit si difficile l'élaboration d'un tarif commun, que réclament en ce moment même les ouvriers textiles du Nord, en grève depuis de longues semaines.

(3) Déposition du président du Syndicat des façonniers de Lyon (*Enq. parl.*, t. III, p. 123). Cf. Déclarations d'un patron d'Armentières, *infra*, p. 275.

(4) Voici en effet ce que dit, devant la Commission d'enquête, un délégué de la Chambre de commerce de Saint-Etienne, à propos d'un tarif adopté en 1900 à la suite d'une grève : « Les ouvriers des campagnes n'avaient consenti à faire cause commune avec leurs camarades que si, dans l'arrangement dont il était question, on leur permettait, à eux qui se reconnaissaient moins habiles, de travailler à des conditions plus basses. De sorte que le travail devait être payé à la campagne 20 0/0 de moins qu'à la ville. » (*Enq. parl.*, t. III, p. 235.)

Touchante modestie de ces campagnards ! Mais qu'on soit bien assuré que cette infériorité de la qualité de leur production, qu'ils avouent, ne dut guère empêcher les employeurs de profiter de cette avantageuse exception au tarif.

de pouvoir se contenter de salaires de famine : le coût de la vie est peu élevé à la campagne, les besoins sont moindres, les mortes-saisons plus aisées à supporter, sans parler des cas où de singulières faveurs viennent leur permettre, par un allongement de la durée du travail, de compenser l'infériorité du salaire (1).

D'autres industries encore souffrent de la concurrence provinciale ou campagnarde. Citons, par exemple, l'ébénisterie, où, presque autant que la concurrence étrangère, la concurrence des fabriques installées à la campagne ou en province exerce une influence déprimante sur les conditions de travail des ouvriers parisiens (2).

Si, dans la typographie, le Syndicat a été, jusqu'ici, assez fort pour s'opposer à l'altération du tarif syndical assuré à ses membres, par contre, depuis la grève de 1878, des travaux en grand nombre n'ont cessé de quitter Paris ; non seulement les livres, mais encore de nombreux travaux commerciaux s'exécutent maintenant en province, et les imprimeurs parisiens n'ont plus guère conservé que les journaux, les périodiques et quelques petits travaux courants. Un second effet de la concurrence de la province, dans la typographie, qui est non moins sensible aux ouvriers, a été l'emploi croissant de la main-d'œuvre féminine dans les imprimeries parisiennes : seul moyen, de l'avis à peu près unanime des patrons, de pouvoir tenir tête à la concurrence provinciale (3).

Ainsi, on le voit, le travail des provinces et des campagnes pose aux ouvriers parisiens et des grands centres ce dilemme : ou l'abaissement des salaires, ou le chômage. Les mieux

(1) C'est ainsi qu'aux environs de Saint-Etienne le courant électrique, servant à la fois à la force motrice et à la lumière, est utilisable sans interruption : ce qui permet le travail de nuit à la campagne, tandis qu'il est impossible à la ville ; aussi voit-on plusieurs personnes de la famille se relayer au métier pour en obtenir le maximum de rendement. (Cf. *Enq. parl.*, p. 272 et 299.)

(2) DU MAROUSSEM : *La question ouvrière*, t. II, Ebénistes du faubourg Saint-Antoine, p. 183 et s.

(3) Cf. *supra*, p. 153, note 1.

organisés acceptent le chômage, les autres coulent dans la misère.

III. — L'EXODE RURAL ET L'ENVAHISSEMENT DU MARCHÉ URBAIN.

Mais il est d'autres formes encore sous lesquelles se manifeste la concurrence que font aux ouvriers urbains ceux de la province ou de la campagne. Quand ils ne peuvent attirer à eux les travaux, ils viennent les disputer jusque sur le marché du travail des villes elles-mêmes.

Analogue à la concurrence des ouvriers étrangers, tantôt permanente, tantôt accidentelle ; tantôt naturelle, tantôt artificielle ; tantôt n'apportant qu'un complément indispensable parfois à la main-d'œuvre urbaine, tantôt y introduisant le germe destructeur d'un noyau de travailleurs dociles et à bon marché déprimant tout le marché du travail ou fournissant encore des équipes de supplanteurs, la concurrence provinciale et campagnarde enveloppe de toutes parts le travail urbain.

Il est malaisé d'apprécier l'influence de l'exode rural qui, chaque année, déverse dans les villes, déjà surpeuplées, ses masses énormes de manœuvres en quête de travail. Sans pouvoir apprécier, pour chaque année, le mouvement de migration périodique qui se produit dans certaines industries parisiennes — l'émigration limousine dans l'industrie du bâtiment en particulier — il est à remarquer que la population professionnelle de la plupart des grands centres industriels est alimentée en grande partie, parfois même en majorité, d'ouvriers originaires d'autres départements.

L'industrie de Paris et de la région parisienne est tributaire de la province pour plus des deux tiers au moins de sa main-d'œuvre ; une concentration analogue se remarque autour des autres grands centres (1).

(1)	Population d'origine	Emigration d'originaires	Immigration de provinciaux	Balance de l'émigration et de l'immigration urbaine
Seine	521.050	184.660	1.249.113	+ 1.064.453
Rhône	239.963	73.887	231.562	+ 157.675
Gironde	276.492	42.774	133.244	+ 90.470
Bouches.-du-Rh. .	167.780	32.846	117.053	+ 84.207

En dehors de quelques plaintes précises (1), le phénomène — dans les grandes villes surtout, comme Paris — est trop complexe et étendu pour offrir des observations instructives ; tout au plus pourrait-on établir un parallèle entre la progression de l'émigration provinciale et la progression du chômage. Mais nous estimons que ces statistiques, auxquelles certains auteurs se plaisent, ne peuvent donner qu'une fausse apparence de précision ; quant aux données que pourrait nous fournir l'étude de telle ou telle industrie, nous n'avons pu en réunir les éléments (2).

Il est des causes qui, en certains pays, aggravent singulièrement cette concurrence paysanne : c'est, notamment, l'organisation des trains ouvriers, dont nous avons eu l'occasion de parler à plusieurs reprises. Grâce à eux est réalisée la parfaite mobilité des travailleurs, la suppression de tous les frottements, de toutes les résistances qui retenaient, jusque-là, loin du marché du travail urbain, des catégories importantes de concurrents ; les travailleurs urbains n'ont plus seulement à redouter la concurrence des travailleurs de banlieue ou l'irruption accidentelle d'un petit groupe de provin-

Le département du Nord, toutefois, à cause sans doute de l'afflux d'étrangers et de son abondante population naturelle, présente une immigration provinciale inférieure à son émigration :

Population d'origine : 650.460 ; émigration : 125.578 ; immigration provinciale : 69.565 ; Cf. *Résultats statistiques du recensement général de la population en 1901*, tome IV, Résultats généraux, p. 115.

(1) Les ouvriers mégissiers, par exemple, travaillant dans de petites villes, sentent vivement la dépréciation de salaires qui résulte pour eux de l'emploi de campagnards.

« Nos patrons, dit le délégué de Chaumont au deuxième Congrès de la Fédération des Mégissiers, en 1894, pour se créer une armée de travailleurs de réserve, ne trouvaient rien de mieux que d'embaucher une quantité de gens de la campagne..., les employaient à des prix dérisoires, au détriment des fils de mégissiers. » (*Assoc. prof.*, t. II, p. 156).

Cf. Plaintes analogues à Annonay (*Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie. — Bulletin de l'Office du Travail*, juin 1908, p. 560).

(2) On a parfois prétendu que l'émigration rurale n'avait pas exercé une funeste influence sur les salaires urbains (Cf. Jean GUILLOU : *L'émigration des campagnes vers les villes et ses conséquences économiques et sociales*). Nous ne sommes pas en mesure d'affirmer le contraire ; en tous cas, elle exerce à n'en pas douter une influence paralysatrice, et, venant grossir l'armée des sans-travail, accroît l'insécurité de l'emploi des travailleurs urbains.

ciaux, mais encore la concurrence permanente d'un afflux sans cesse renouvelé de travailleurs au rabais venus du fond des campagnes ; la masse ouvrière est incessamment brassée, malaxée, abaissée par l'intervention de ces nouveaux éléments.

Le phénomène s'observe en Belgique, où l'organisation des trains ouvriers, particulièrement développée, a établi, entre les circonscriptions rurales et les circonscriptions industrielles, une constante communication.

Dans ce cas, les trains ouvriers ne servent plus à décongestionner les grandes villes et à permettre aux travailleurs urbains d'habiter la banlieue, ce qui est, pour la région parisienne leur seule fonction, ils deviennent un important et redoutable instrument économique. Sans doute, ainsi que nous l'avons fait observer, cette mobilité peut contribuer à maintenir les salaires et à les égaliser par la mise en contact d'ouvriers urbains avec des masses paysannes qui, sans cela, isolées, seraient livrées sans défense à la pression patronale (1), mais elle met aussi entre les mains des employeurs — et ceci est grave — une armée de réserve presque indéfiniment extensible (2).

En France, c'est en temps de crise que l'influence de cette armée de réserve provinciale et paysanne se fait le plus vivement sentir.

En période de conflit latent ou aigu avec leurs ouvriers, on voit des employeurs faire annoncer à grand renfort de réclame dans les campagnes que l'on désire embaucher des ouvriers pour un travail facile et à des prix alléchants

(1) Cf. *supra* : Première partie, ch. IV : « Mobilisation et immobilisation du travail. »

(2) Aux déclarations d'un industriel belge que nous rapportions plus haut (p. 40), et qui se plaignait d'être obligé, pour recruter de la main-d'œuvre à bon marché, d'envoyer des agents spéciaux fort loin dans les campagnes flamandes — les paysans, grâce à la mobilité du travail, étant devenus plus exigeants que lorsqu'ils étaient rivés étroitement au sol et sous la dépendance absolue d'une seule entreprise — il faut ajouter celles d'un autre directeur d'usine métallurgique de Seraing qui, tout en confirmant l'opinion du premier, avouait à M. Mahaim ce que le premier oubliait : à savoir que leur armée de réserve n'avait jamais été si vaste qu'elle l'était devenue, grâce aux trains ouvriers à tarif réduit. (Cf. Charles L'Evesque : *La mobilisation du travail, et le transport des ouvriers par chemin de fer*, p. 19, note 1).

En 1908, de Concarneau, Pont-Aven, Fouesnant, partirent ainsi de pauvres pêcheurs bretons que des agents de Compagnies minières du Nord, profitant de la misère qui sévissait sur les côtes par suite de la crise sardinière, étaient venus racoler. Hélas ! les promesses faites n'étaient qu'un appât offert à la crédulité de ces pauvres gens et, après quelques semaines de désillusions, il durent, sans un sou en poche et la plupart à pied, regagner leur pays natal, tels des vagabonds, par les grands routes (1).

Pour empêcher ces désertions, les patrons, en temps de grève surtout, prennent les précautions les plus minutieuses et l'on en a vu qui séquestraient les malheureux et inconséquents briseurs de grève qu'ils avaient fait venir des campagnes, les nourrissant et les logeant sous bonne garde, dans des baraquements construits à cet effet, et leur interdisant toute communication avec l'extérieur (2).



Il n'est qu'un moyen de tarir l'afflux des ruraux vers les villes ou l'exode des travaux vers les campagnes, c'est de faire cesser l'opposition de tarifs qui existe entre la campagne et la ville, c'est, comme pour le travail à domicile, d'unifier les salaires.

C'est une question dont se préoccupent vivement les ou-

(1) Cf. *Éveil démocratique* du 8 mars 1908.

(2) En novembre 1908, un entrepreneur de travaux du Métropolitain fit ainsi publier au son du tambour, dans divers villages des Côtes-du-Nord, des offres alléchantes de travail pour des travaux de terrassements. Il faisait signer au préalable aux immigrants l'engagement suivant : « Je soussigné... demeurant à..., m'engage à me rendre, sitôt que j'en serai avisé, sur les chantiers de l'entreprise P..., et à y travailler pendant une durée minima de trois mois. Ce délai atteint, les frais de voyage qui seront avancés par l'entrepreneur, resteront à sa charge.

« Je travaillerai en qualité de terrassier, moyennant le prix de 60 centimes de l'heure, et je recevrai, en outre, une indemnité de 1 franc pour chaque journée passée dans le souterrain. » (*Humanité* du 26 novembre 1908.)

Le salaire réclamé par le Syndicat était de 0 fr. 80.

Soumis à un régime de claustration absolue, mis dans l'impossibilité d'avoir la moindre communication avec le dehors, il ne fallut rien moins qu'une grève générale des terrassiers et de toutes les professions solidaires, englobant plus de 4.000 ouvriers pour exercer une pression suffisante sur le patron et obtenir leur expulsion.

vriers du textile, si éprouvés par la concurrence des campagnes. Depuis quelques années, ils ont porté tout leur effort vers l'unification des tarifs (1) et en ce moment même, dans la région lilloise, ils soutiennent, depuis plusieurs semaines, une dure grève pour arriver à ce résultat.

Mais c'est là un problème qui déborde ce cas particulier et qui mérite, par les intéressants aperçus économiques qu'il nous ouvre sur les aboutissants de l'action syndicale, de faire l'objet d'une étude particulière. (III^e partie, Ch. II, § II, a.)

(1) Cf. V. RENARD : *Dans le textile, unifions nos tarifs.* — *Humanité*, tribune syndicale du 3 mai 1909.

« Les tisseurs du Cambrésis, par leur organisation syndicale, ont imposé le tarif unifié pour tous leurs articles... ; les tisseurs du Sud-Est l'ont imposé en partie à leurs employeurs, et ils sont décidés à en poursuivre l'application plus que jamais ; les syndicats ouvriers et patronaux du tulle et de la dentelle de la région lyonnaise viennent de signer un contrat collectif pour cinq années, dans le but d'atténuer la concurrence qui les épuise ; les trieurs de laine sont en bonne voie de réussite pour l'unification de leurs tarifs ; les cotonniers de la Seine-Inférieure, sur nos conseils, sont en train d'y travailler ; les tisseurs de la vallée de la Lys, région d'Armentières, qui tissent la toile et sont concurrencés par les campagnes et certaines localités citadines, étudient les différents prix payés dans chacune d'elles et s'apprentent à revendiquer l'application générale d'un tarif unifié... »

Là encore, les ouvriers supportent seuls la charge de cette œuvre de moralisation de la concurrence, et les meilleurs d'entre les patrons se bornent à appeler de leurs vœux la réussite d'une *grève générale ouvrière*.

Un patron d'Armentières, lors de la grande grève de 1903, faisait les remarquables déclarations suivantes :

« Nous sommes les premiers à déplorer, croyez-le bien, l'échec de la grève générale. Les ouvriers ont eu grand tort de lancer leur mouvement sans une entente préalable. Ils vont avantager les mauvais au détriment des bons... »

« — Et votre intérêt vous commande de mettre fin à la grève ? »

« — Mais oui... à la condition que les grévistes aient satisfaction... »

..... La diversité des tarifs de la main-d'œuvre est la plaie de notre industrie. En demandant l'unification des tarifs, le Syndicat travaille pour nous autant que pour lui... La guerre des tarifs est une calamité. Elle nous a valu trois longues grèves. La dernière a abouti au tarif de 1889. Nous l'avons appliqué... mais nombreux furent les industriels qui le violèrent. Certains, plutôt que de l'observer, fondèrent des usines aux environs de Lille, à la Gorge-Estaire, à Bailleul, à Hazebrouck, etc... C'est ainsi que, d'une usine à l'autre, la différence des prix de façon s'élève jusqu'à 20 0/0. Prenons un exemple : le treillis militaire. Je paie 11 centimes la façon d'un mètre de cette toile. L'un de mes confrères, à cinq kilomètres d'ici, rogne sur ce prix 2 à 3 centimes et 1 centime sur la préparation. Pour un grand nombre d'industriels imprévoyants, mal outillés et intéressés, toute l'économie doit être prise sur le salaire. C'est absurde. » Cité par V. RENARD, Rapport à la Commission d'enquête parlementaire sur l'industrie textile, (*Enq. parl.*, t. II, p. 297-298.)

CHAPITRE VI

PRISONS-USINES—COUVENTS-OUVROIRS—SOLDATS-OUVRIERS

SECTION PREMIERE

Le Travail pénitentiaire

- I. Les plaintes ouvrières. — II. Importance réelle du travail pénitentiaire : *a*) concurrence générale ; *b*) usines pénitentiaires. — III. Mécanisme de l'avilissement des salaires dans l'organisation du travail pénitentiaire. — IV. La concurrence des prisonniers libérés. — V. La légitimité du travail des prisonniers. Ses conditions indispensables.
-

I. — LES PLAINTES OUVRIÈRES.

Il semble que, dans son impuissance à discerner et à maîtriser les véritables concurrences qui l'oppriment, le prolétariat ait voulu, à tout prix, trouver des responsables. C'est ainsi qu'il a été amené à prêter je ne sais quelle puissance magique et malfaisante à la concurrence du travail des prisons et des couvents, dans laquelle il est bien près de voir, parfois, l'unique cause de ses maux.

Déjà, en 1848, c'était un des sujets de doléances favoris de la classe ouvrière, et l'on sait que, sur leurs pétitions répétées, le gouvernement provisoire crut pouvoir trancher d'un

coup cette grave question (1). Hélas ! cette improvisation législative, éclos dans ce tourbillon généreux qui souleva tous les problèmes et en pressentit la solution, devait disparaître avec lui, et un an ne s'était pas écoulé que le travail des prisons était restauré (2) et devait braver, jusqu'à nos jours, la réprobation ouvrière.

Il est peu de Congrès ouvriers, du moins pendant la première période, qui ne se soient prononcés pour l'abolition pure et simple du travail dans les prisons, couvents, ouvroirs, etc... C'était devenu, à un certain moment, comme une clause de style (3) ; et si, d'ailleurs, les récents Congrès corporatifs de la Confédération Générale du Travail n'enregistrent plus aussi régulièrement ces plaintes, ce n'est pas que le sentiment ouvrier ait changé sur ce point, mais que, impuissants à agir eux-mêmes en cette matière, les Syndicats ne pourraient qu'adresser des vœux aux ministres ou aux parlementaires, ce qui serait contraire aux principes qu'affiche un certain syndicalisme.

(1) « Le Gouvernement provisoire ;

« ...Considérant que les travaux d'aiguille ou de couture organisés dans les prisons et dans les établissements dits *de charité* ont tellement avili le prix de la main-d'œuvre, que les mères, les femmes et les filles des travailleurs ne peuvent plus, malgré un labeur excessif et des privations sans nombre, faire face aux besoins de première nécessité.

« ...Décrète :

« Art. 1^{er}. — Le travail dans les prisons est suspendu.

« Art. 3. — La même mesure s'applique aux travaux accomplis par des militaires en activité de service ou recevant de l'Etat la solde, l'entretien, la nourriture et le logement.

« Art. 4. — A l'avenir, les travaux exécutés, soit dans les prisons, soit dans les établissements de charité ou dans les communautés religieuses, seront réglés de manière à ne pouvoir créer pour l'industrie libre aucune concurrence fâcheuse. » (Décret-loi des 24-26 mars 1848.)

(2) Loi des 9 et 13 janvier 1849.

(3) Cf. notamment deuxième Congrès national corporatif, Montluçon, 1887 (*Compte rendu*, p. 89) ; sixième Congrès national corporatif, Nantes, 1894, (*Compte rendu*, p. 90) ; huitième Congrès national corporatif, Tours, 1896 (*Compte rendu*, p. 132 et 161) ; neuvième Congrès national corporatif, Toulouse, 1897 (*Compte rendu*, p. 117 et 129).

V. en outre pour la typographie : *infra*, p. 282, note 2 ; pour le textile : neuvième Congrès national des ouvriers de l'industrie textile : vœu en faveur de la suppression des travaux de sparterie dans les prisons. (*L'ouvrier textile*, 1^{er} septembre 1907.)

Mais si les ouvriers n'agissent plus auprès du Parlement, d'autres les ont remplacés, et il ne se passe pas d'année où, lors de la discussion du budget des services pénitentiaires, des interventions ne se produisent sur l'instigation des commerçants pour réclamer la protection du travail libre contre la concurrence de la main-d'œuvre pénale (1).

I. — IMPORTANCE DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE

A. — Concurrence générale.

Il nous faut examiner maintenant la réalité de ces griefs et essayer de discerner dans quelle mesure le travail des prisons mérite le reproche qui lui est adressé de porter un préjudice aux ouvriers de l'industrie libre par une double concurrence : concurrence de quantité et concurrence de prix.

La concurrence de quantité n'est pas la moins àprement dénoncée, et le fait seul que la main-d'œuvre pénale arrache aux travailleurs de l'industrie privée des travaux qui leur seraient échus sans cela suffit à condamner radicalement, aux yeux de certains, le travail des prisons.

Examinons donc la portée de cet argument à l'aide des chiffres qui nous sont fournis par les derniers rapports de l'administration pénitentiaire (2).

(1) Cf. Chambre des députés : séance du 8 novembre 1907 ; 2^e séance du 13 novembre 1908 ; à titre d'indication, la Chambre, dans cette séance, a réduit de 20.000 francs le crédit du chapitre 58 (régie directe du travail) ; 1^{re} séance du 26 novembre 1909.

D'autre part, une Commission interministérielle a été constituée, qui poursuit en ce moment l'étude des moyens par lesquels pourrait être réalisé le principe posé par la motion Léveillé, adopté par la Chambre des députés en 1896 et tendant à réserver à l'Etat la consommation directe des produits de la main-d'œuvre pénale.

(2) MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR : *Statistique pénitentiaire pour l'année 1906*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements pénitentiaires présenté à M. le ministre de l'Intérieur par M. Schrameck, directeur de l'Administration pénitentiaire, Melun, imprimerie administrative, 1908. V. également le résumé publié par le *Bulletin de l'Office du Travail*, mars 1909, p. 281.

Au 31 décembre 1906, la main-d'œuvre pénale se répartissait ainsi :

Catégories d'établissements	Nombre d'établisse- ments	Nombre de tra- vailleurs	0/0 du nombre des détenus
Maisons centrales :			
<i>Hommes</i>	9	4.432	86
<i>Femmes</i>	2	463	87
Pénitenciers agricoles (<i>hommes</i>)	2	301	94
Maisons d'arrêt	365	10.223	70

Etablissements d'éducation
correctionnelle :

<i>Garçons</i>	15	2.171	90
<i>Filles</i>	10	435	96

Son rendement économique peut être ainsi apprécié pour les deux seules catégories dont nous ayons à nous occuper ici.

Maisons centrales :

1.356.210 journées d'hommes,	
141.741 journées de femmes,	
donnant comme produit du travail (gratifica- tions comprises	1.878.448 07

Maisons d'arrêt :

2.905.278 journées de travail,	
produit du travail.....	1.679.450 01

Soit : 4.403.229 journées de travail produisant 3.557.898 08

Telle est l'importance économique générale du travail des prisons (1). Mais il importe de savoir entre quelles industries

(1) Pour connaître l'importance exacte du travail *industriel*, il conviendrait de soustraire de ces chiffres la part afférente au service intérieur économique et agricole : entretien des bâtiments composant la Maison centrale, travaux divers, qui, pour les Maisons centrales, en 1906, représentait 242,701 journées d'hommes et 29,560 journées de femmes, évaluées à 297,250 fr. 04, et pour les Maisons d'arrêt représentait 301,081 fr. 37.

il se répartit : on ne compte pas moins de 140 spécialités industrielles représentées, dont voici les plus importantes :

Pour les maisons centrales :

Serrurerie, quincaillerie, etc. (307.133 fr.) ; cordonnerie (217.491 fr.) ; menuiserie, ébénisterie, fabrique de chaises, etc. (134.529 fr.) ; fabrication des boutons (131.104 fr.) ; imprimerie (114.882 fr.) ; brosserie, plumceaux, balais (83.597 fr.) ; toiles et tissus métalliques, bourses de métal (77.329 fr.) ; faux-cols et manchettes, couture et repassage (76.843 fr.) ; corsets (68.963 fr.) ; tissage de fil, coton, laine et soie (54.092 fr.) ; tailleurs (53.733 fr.) ; chaussonnerie (43.112 fr.), etc.

Pour les maisons d'arrêt :

Chaussonnerie (235.549 fr.) ; papiers, découpage, pliage, etc. (141.986 fr.) ; couture, lingerie, etc. (96.318 fr.) ; agrafes, aiguilles, etc. (88.231 fr.) ; serrurerie, quincaillerie, etc. (81.380 fr.) ; brosserie (78.099 fr.) ; cardage, bobinage, etc. (66.072 fr.) ; sparterie, empaillage de chaises (61.274 fr.) ; cartonnage (59.027 fr.), etc., etc.

Cette statistique sommaire nous renseigne déjà sur l'importance respective des principales industries pénitenciaires. Et, de ce tableau d'ensemble, on peut, semble-t-il, conclure que la concurrence de quantité faite au travail libre par le travail pénitenciaire ne doit pas être très sensible. La part de la production pénitenciaire par rapport à la production totale de chacune de ces industries, sauf peut-être dans quelques petits métiers, est infime.

Mais ces chiffres généraux ne suffisent pas à nous faire saisir l'action réelle et les répercussions du travail pénitenciaire sur le marché du travail : pour pouvoir apprécier dans quelle mesure les ouvriers d'une circonscription et d'une profession déterminées souffrent de l'accaparement des travaux et de l'avilissement des salaires que provoque le travail pénitenciaire, il nous faut savoir, en outre, comment sont groupés les détenus exerçant une même profession ; si leur travail est spécialisé et industrialisé et n'arrive pas, parfois, à constituer

de véritables « usines pénitentiaires », produisant en gros et pouvant alors, dans certains cas, apporter une perturbation véritable sur un marché spécial.

B. — *Usines pénitentiaires.*

C'est cette concentration industrielle de la main-d'œuvre pénale qui a fait l'objet des plus vives attaques de la classe ouvrière.

De fait, il est réel qu'un certain nombre de maisons centrales en sont arrivées à se transformer en véritables établissements industriels, s'efforçant de produire le plus économiquement et le plus intensivement possible. On peut citer comme exemple de cette tendance la broserie de Pontoise ; l'imprimerie de Melun (240 ouvriers) ; la fabrique de corsets de Riom (53 ouvriers) ; celle de Thouars (72 ouvriers) ; la fabrique de faux-cols et manchettes de Rennes (245 ouvriers) ; la fabrique de toiles métalliques de Riom (140 ouvriers) ; le tissage de Fontevault (124 ouvriers) ; la broserie de Clairvaux (88 ouvriers), etc... (1).

Cette industrialisation s'accroît, et s'accroît, le fait mérite d'être noté, dans la mesure même où l'administration pénitentiaire, se conformant à la motion Lévêillé, fait exécuter par les prisonniers des produits destinés à la consommation de l'Etat, dans la mesure où s'étend la régie directe.

Pour répondre à d'importantes commandes des ministères de la guerre et de la marine, l'administration pénitentiaire proposait, il y a quelques années, pour la Maison de Clairvaux, l'acquisition de 300 métiers à tisser la toile supplémentaires ; à Poissy, on proposait de faire fabriquer environ 1,200,000 brosses diverses pour le ministère de la guerre, et 25,000 paires de brodequins ; à Fontevault, on fabrique actuellement 30,000 couvertures de campement pour le minis-

(1) Cf. *Statistiques*, tableaux xxiv et xxv, et Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1910 (ministère de l'intérieur : services pénitentiaires), par M. Charles DELONCLE, député. Doc. parl., Chambre, Annexe n° 2754. (*Journal officiel*, 1909., p. 1699.)

tière de la guerre, et plus de 3,500 autres couvertures destinées au ministère des colonies, et l'administration demandait de lui confier, en outre, la fabrication de couvertures diverses pour le ministère de la guerre, faisant un total de 96,500 couvertures environ ; à Melun, on a proposé d'installer un atelier de menuiserie pour la fourniture de meubles aux sous-officiers, etc... (1).

A la maison centrale de Melun, s'est constituée une importante imprimerie administrative, qui n'a pas été, comme on s'en doute, sans soulever les protestations des typographes (2). Exécutant de nombreux travaux pour divers services administratifs, l'imprimerie de Melun peut figurer parmi les grands ateliers typographiques, avec ses 200 ouvriers, dont 91 compositeurs, son matériel de machines très complet (4 machines double-raisin et coquille ; 4 machines en blanc, même format ; 3 machines litho ; 1 minerve, etc.), ses 980,000 kilos de matériel de réserve, ses 900,000 kilos de bardeaux de caractères neufs, représentant au total un matériel que l'on a pu évaluer à 2 millions de francs (3).

Sans doute, dans ces cas-là, l'industrie pénitentiaire ne fait qu'enlever à l'industrie libre une partie de sa production, mais ne porte pas atteinte à ses salaires. Et nous reconnaissons parfaitement à l'Etat le droit de soustraire, dans un but d'intérêt social, une partie de la fabrication des objets dont il a besoin, à l'industrie privée ; néanmoins, on ne saurait nier que, dans certains des cas que nous venons de citer, cette perte doit être sensible dans certaines industries, et que cette trop

(1) Cf. PELISSE : Chambre des députés, 1^{re} séance du 26 novembre 1909, *Journal officiel*, 27 novembre, p. 2954, col. 2 et 3 ; G. SERGENT, broch. cit., p. 30 ; etc.

(2) Au neuvième Congrès de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, le vœu suivant fut adopté : « Le Congrès invite le Comité central à prendre l'initiative d'une pétition qui sera adressée dans le plus bref délai au ministre de l'Intérieur pour lui demander la suppression de l'Imprimerie pénitentiaire de Melun. » (*Compte rendu*, p. 350). — V. en outre : CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE : *L'Imprimerie de la Maison centrale de Melun, son développement, ses travaux, sa concurrence*, une brochure de G. Sargent, Paris, 1909 ; L. et M. BONNEFF : *La Prison contre les chômeurs* — *Humanité* des 22 novembre et 7 décembre 1908...

(3) G. SERGENT, broch. cit., p. 21.

grande concentration et industrialisation de la main-d'œuvre prisonnière puisse constituer un danger (1).

III. — MÉCANISME DE L'AVILISSEMENT DES SALAIRES DANS L'ORGANISATION ACTUELLE DU TRAVAIL PÉNITENTIAIRE.

Mais le travail exécuté dans les prisons ne se borne pas seulement à arracher aux ouvriers de l'industrie privée des travaux auxquels ceux-ci prétendent avoir droit ; il tend encore, en livrant une partie de ses produits au commerce, à avilir les prix et, par répercussion, les salaires, dans plusieurs des professions où il s'exerce. Si cette seconde concurrence suscite moins unanimement les plaintes des industriels, elle est, par contre, particulièrement sensible aux travailleurs.

A première vue, rien ne paraît plus évident : quelle catégorie plus redoutable d'ouvriers inférieurs imaginer, en effet, que ces réclusionnaires astreints au travail forcé et dont les besoins sont réduits au minimum, puisqu'ils se trouvent soustraits aux charges normales de la vie sociale ? Et l'on cite les salaires de misère que reçoivent, en effet, ces pauvres travailleurs : 2 fr. 27 au maximum pour les hommes et 1 fr. 25 pour les femmes ; et, si l'on voulait arguer que c'est sans doute leur inexpérience qui explique cette faible rémunération, les salaires aux pièces des ouvriers typographes (0 fr. 23 à 0 fr. 28 le mille de lettres, selon les corps (2), alors que les ouvriers syndiqués sont payés pour un même travail 0 fr. 80) suffirait à nous montrer qu'il s'agit là d'une infériorité qui tient à la nature même de la main-d'œuvre prisonnière et que l'inexpérience ne suffit pas à elle seule à expliquer.

Mais on a objecté que ces salaires, si faibles fussent-ils, n'étaient pas l'élément important à considérer, car la concu-

(1) On attribue, en particulier, le chômage dont souffrent les ouvriers de l'Imprimerie nationale au fonctionnement de l'Imprimerie pénitentiaire de Melun. (*Rapport fait au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général de l'exercice 1910* (Budget annexe de l'Imprimerie nationale), par M. Emmanuel Brousse, député. (Doc. parl. Annexe n° 2747. *Journal officiel*, 1909, p. 1628.)

(2) *L'imprimerie centrale de Melun*, p. 18.

rence pénitentiaire n'est pas une concurrence de salaires, mais une concurrence de produits, et c'est donc le prix seul des produits pénitentiaires qui importe. D'ailleurs, ont ajouté certains, alors même que ces produits seraient livrés sur le marché commercial à des prix inférieurs, on ne voit pas comment la quantité, souvent infime et *en tout cas rigoureusement limitée*, de la production pénitentiaire pourrait influencer sur un marché commercial étendu et théoriquement illimité, et y déterminer une dépression des prix (Paul Leroy-Beaulieu). A s'en tenir à la loi économique classique d'après laquelle les prix tendent à se fixer sur un même marché au niveau de celui des produits dont le coût de revient est le plus élevé, et qui est, cependant, encore nécessaire aux besoins de la consommation, il semble, en effet, que les produits pénitentiaires, en minorité sur le marché, soient impuissants à agir sur les cours et à influencer, par conséquent, les salaires. Et il en serait effectivement ainsi si, dans ce cas, comme dans beaucoup d'autres l'économie concrète n'offrait une complication beaucoup plus grande et des influences psychologiques qui viennent troubler la simple et belle harmonie qu'avait cru découvrir l'économie abstraite.

Or, le travail pénitentiaire repose précisément sur une organisation particulière qui va nous révéler quel est le véritable mécanisme de l'abaissement réel des salaires que peut entraîner le travail des prisons.

Les produits pénitentiaires ne sont pas, en effet, offerts directement par l'Administration au public, qui, après avoir absorbé tout d'abord de préférence les produits pénitentiaires à cause de leur bon marché (à moins qu'il ne s'en éloignât à cause de leur médiocre qualité), se retournerait ensuite vers les produits de l'industrie privée et serait bien contraint d'accepter quelques-unes au moins de ses exigences ; dans la généralité des cas, surtout lorsqu'il s'agit de la fabrication d'objets destinés à être vendus au public, la production industrielle pénitentiaire est soumise à un mode d'organisation assez grossier et que voici : la direction et la responsabilité complète du travail des détenus sont abandonnées à un entre-

preneur — un confectionnaire — ayant le plus souvent lui-même un établissement en ville ou travaillant pour le compte d'un établissement industriel ou commercial. L'Administration lui livre les locaux, le matériel, la main-d'œuvre ; il en dispose à son gré et verse seulement en échange, à l'Administration, le salaire gagné par les détenus. Sur ces salaires, une partie seulement (de 1 à 4 dixièmes) sera effectivement touchée par ceux-ci — moitié pendant leur détention, pour améliorer leur ordinaire, et moitié à l'époque de leur libération — le reste est le profit industriel de l'Administration.

Sans doute, l'Administration est en partie intéressée à ce que la rémunération du travail des détenus ne soit pas dérisoire, et, pour empêcher la spéculation sur la main-d'œuvre pénitentiaire, les règlements ont prescrit que les salaires des détenus devaient être conformes aux tarifs des ouvriers de l'industrie privée (1). Mais cette mesure s'est trouvée impraticable, et une fissure par laquelle ont passé tous les abus n'a pas tardé à s'ouvrir : on ne peut comparer, en effet, la productivité du travail inexpérimenté de la main-d'œuvre pénale avec celle des ouvriers de métier, aussi les entrepreneurs ont-ils obtenu qu'il soit tenu compte de cette différence par des rabais compensateurs (2). Par là n'ont pas tardé à reparaitre les pires abus (3) et s'est introduit sur le marché du travail, par un mécanisme à la fois économique et psychologique que nous allons examiner, le plus funeste germe de désorganisation.

Nous sommes ici, en effet, en présence d'un cas analogue

(1) Arrêté du 15 avril 1882 : « Art. 5. — Les prix doivent être exactement conformes à ceux qui sont payés dans l'industrie libre pour des ouvrages identiques... » Cf. art. 6, 9, 10.

(2) *Ibid.* « ... pour des ouvrages identiques, déduction faite des frais spéciaux au travail pénitentiaire. »

(3) Cf. sur les vices du régime de l'entreprise : Roux : *Le travail dans les prisons et en particulier dans les Maisons centrales*, thèse, Paris, 1901 ; COLOMBAIN : *La concurrence pénitentiaire en France (travail des prisons, travail libre)*, thèse, Lyon, 1904 ; GLEYES : *De l'organisation du travail dans les prisons et du pécule des détenus*, thèse, Toulouse, 1904, etc...).

à celui que nous avons déjà rencontré à plusieurs reprises : celui d'un industriel faisant confectionner un même produit par des ouvriers payés à des tarifs différents. Or, une telle inégalité ne pourra, pas plus ici qu'ailleurs, subsister longtemps, et, peu à peu, les tarifs inférieurs du travail pénitentiaire en sont venus à servir de prix de séries à l'établissement correspondant, puis à gagner de proche en proche toute la profession.

Et cette action déprimante a cette particularité que, en dehors de son champ d'action directe et économique, elle étend encore sur des professions entières une intimidation purement psychologique. Nous avons noté les dispositions particulières de l'imagination ouvrière à l'égard du travail des prisons ; les entrepreneurs savent en tirer parti et tiennent habilement sous sa hantise leurs victimes, pour les mieux rançonner, avec cette menace : « Si vous n'acceptez pas le travail à ce prix-là, je le ferai exécuter en prison ». Cette habile tactique produit ses effets et contribue à maintenir, sous la plus illusoire des menaces, un grand nombre d'industries féminines à domicile notamment.

C'est un fait remarquable, en effet, que la place infime, par rapport à la production totale, qu'occupe dans certaines de ces industries, le travail pénitentiaire : les travaux de la broderie, dentelles, fleurs, etc., sont évalués, par exemple, à 26,674 francs ; la couture, la lingerie, etc., à 98,386 fr. ; la confection, à 55,971 fr. Et, qu'on le remarque, ce sont là des travaux exécutés presque uniquement pour l'administration pénitentiaire elle-même ou pour d'autres administrations publiques. Et, cependant, il est peu de professions où la hantise imaginaire du travail des prisons soit plus vivace : pour la plupart des misérables victimes du *sweating-system*, c'est lui la cause de tous leurs maux (1).

La croyance en ce danger imaginaire, ou du moins déme-

(1) Des erreurs d'attribution de ce genre ont eu lieu de tout temps : ouvriers tailleurs en 1849, ouvriers selliers en 1877, vanniers de l'Aisne en 1878, etc... (Cf. ROUX : *ouv. cit.*, p. 131 et 132 ; GLEYSSES : *ouv. cit.*, p. 83.)

surément exagéré, qu'ont soin d'entretenir les entrepreneurs, est d'autant plus funeste qu'elle empêche ces pauvres ouvrières de discerner les véritables causes de leur misère — surabondance des compétitrices pour des travaux n'exigeant aucun apprentissage, concurrence des campagnes, salaires d'appoint, etc... — et détourne ainsi, en plaintes stériles contre un lointain adversaire, les efforts qu'elles pourraient tenter pour s'affranchir, en s'organisant et en détruisant les concurrences intestines qui seules les ruinent.

IV. — LA CONCURRENCE DES PRISONNIERS LIBÉRÉS.

Les ouvriers adressent encore une critique au travail des prisons, et ceci explique leur hostilité particulière contre la spécialisation et l'industrialisation du travail pénitentiaire : c'est que celui-ci constitue encore une nouvelle fissure, par laquelle des travailleurs irréguliers s'introduisent dans la profession organisée. De même qu'ils redoutent l'envahissement du marché du travail par les femmes, les étrangers, les campagnards, qui échappent à l'emprise des règles syndicales, de même ils redoutent, dans le détenu ouvrier d'aujourd'hui, le libéré sarrazin de demain. Et, plus les travaux auxquels on occupera les prisonniers auront un caractère professionnel et par conséquent une valeur de moralisation et de relèvement, plus les professions organisées se sentiront menacées.

Sans doute — et ceci ne laisse pas que d'être assez décevant pour ceux qui attendent du travail pénitentiaire la réadaptation du délinquant à la vie professionnelle et sociale — le directeur de la maison de Melun a pu dire : « Je dois faire remarquer qu'ils (les détenus) éprouvent de très sérieuses difficultés pour obtenir du travail dans la vie libre, à leur sortie de prison, parce qu'ils se trouvent dans l'impossibilité d'indiquer dans quelles maisons ils ont travaillé antérieurement. En ce qui concerne particulièrement l'imprimerie, je puis affirmer ici qu'il n'est pas à ma connaissance qu'un typographe, sorti de la maison centrale de Melun, ait pu se pro-

curer du travail dans un atelier libre après sa libération ; il en va à peu près de même de tous les autres métiers appris en prison » (1). Cependant, il n'en reste pas moins probable que le détenu qui aura appris en prison un métier cherchera à l'exercer à l'occasion par la suite, et, à cause même de cette suspicion qui le poursuivra, il sera amené à accepter des conditions toujours inférieures à celles établies par le Syndicat ; il sera voué presque inévitablement au sarrazinage. Le secrétaire de la Chambre syndicale typographique parisienne affirme, d'ailleurs, connaître plusieurs typos qui ont ainsi pénétré dans la profession, après avoir fait leur apprentissage à Melun, et il cite même le cas d'un maître-imprimeur du Centre qui recrute avec prédilection des libérés de Melun, à cause de leur bon marché (2).

Il y a donc là encore une troisième forme de concurrence qui n'est pas la moins redoutable de toutes.

V. — LA LÉGITIMITÉ DU TRAVAIL DES PRISONNIERS. — SES CONDITIONS INDISPENSABLES.

Comment accorder ces deux intérêts importants : celui du détenu d'une part, pour qui le travail est à la fois un facteur de moralisation et de relèvement et le moyen de se constituer un petit pécule, et d'autre part celui des ouvriers libres, honnêtes, chefs de famille, que l'on ne peut cependant pas réduire à la misère ou au chômage, pour les remplacer par des prisonniers ?

On a proposé de ne faire accomplir aux détenus aucun travail productif susceptible d'être accompli par des ouvriers libres et de les confiner dans des travaux d'entretien de la prison, dans la construction, les travaux agricoles, ou encore de les employer à des œuvres d'intérêt public que l'on ne

(1) Séance de la Commission de régie directe du travail du 17 février 1908, cité par G. SERGENT, *brochure citée*, p. 27.

(2) *Ibid.*, p. 28.

peut accomplir faute de main-d'œuvre et de ressources (reboisement, irrigation, défrichement, etc.).

L'idée est séduisante, et nous croyons que l'on pourrait lui faire une place parmi les solutions proposées au problème du travail pénitentiaire ; mais il faut noter que, sur les 5,127 hommes détenus dans les Maisons centrales en 1906, on ne comptait pas plus de 600 cultivateurs et 1,213 journaliers, manœuvres, terrassiers, etc., soit 1.813 hommes seulement que l'on ne détournerait pas de leur profession. Mais les autres ?... S'il ne s'agit de faire travailler les détenus que pour les arracher à l'oisiveté et leur donner des habitudes *morales* de travail, cette solution est suffisante ; mais si l'on poursuit, en outre, le dessein de profiter de leur passage en prison pour leur mettre entre les mains un métier stable et rémunérateur, qui leur permette de s'encadrer plus tard dans un milieu sain et de se réadapter ainsi à la vie normale, ce ne sont pas de telles tâches de manœuvres qui les arracheront aux emplois de hasard et de vagabondage dont on veut les éloigner (1).

Ce n'est donc qu'une partie seulement du personnel des Maisons centrales, et que le personnel des Maisons d'arrêt, où les détentions sont plus courtes et l'apprentissage impossible, qui pourraient être occupés à ces travaux d'utilité publique (2).

Mais le problème subsisterait pour les autres, pour ceux précisément à propos desquels les plaintes sont les plus vives. Maintiendrons-nous donc, pour ceux-là, l'idée de relèvement

(1) Pour la même raison devraient être également proscrits, selon nous, des Maisons centrales certains métiers que l'on est surpris de voir figurer pour une part aussi importante :

Abats-jour (23,394 fr.) ; cartonnage, boîtes en carton (2,303 fr. 40) ; découpage de papiers, sacs en papier (8,514 fr.), etc.

Métiers de misère qui ne peuvent que préparer des victimes nouvelles au *sweating system*.

(2) Cela détournerait ainsi le travail dans les Maisons d'arrêt de certains petits métiers où ils ne peuvent que contribuer à accroître la misère des pauvres travailleurs à domicile, qui s'y livrent : cartonnage (59,027 fr.) ; découpage de papier (141,986 fr.) ; enveloppes de bouteilles (16,000 fr.) ; échelas, ligots (12,282 fr.) ; triage de légumes (37,149 fr.), etc., etc...

par le travail que nous soutenions tout à l'heure et qui aboutit toujours, en dernière analyse, à arracher directement ou indirectement aux ouvriers libres certains travaux qui, sans cela, leur seraient échus, et à introduire dans certaines professions de nouveaux concurrents, et, il est à le craindre, le plus souvent, des concurrents au rabais ?

Sans doute, des raisonnements comme ceux-ci sont impressionnants : dans l'industrie privée, les travaux exécutés par l'imprimerie de Melun représenteraient, au minimum, chaque année, deux-cent mille francs de salaires. On compte, en permanence, quatre à cinq cents typos en chômage : ils trouveraient là une occupation pour la plus grande partie de l'année.

Et cependant, nous croyons que l'intérêt en jeu — le relèvement du condamné — est trop grand pour qu'on puisse le sacrifier aux prétentions, si légitimes qu'elles puissent paraître, des ouvriers de métier. Il nous semble donc que le travail pénitentiaire peut et doit être maintenu, mais à la condition et à la condition seulement que les trois règles suivantes soient rigoureusement appliquées :

1° Suppression complète des entrepreneurs. S'il est, en effet, un genre de travail où, en dehors des considérations que nous avons déjà indiquées, la régie directe par l'Etat s'impose, c'est bien, semble-t-il, un service dont le personnel est placé sous l'autorité administrative par des mesures de contrainte exceptionnelles et au nom d'un droit supérieur de la collectivité dont celle-ci n'a pas le droit de disposer au profit d'intérêts particuliers (1).

(1) Rien n'est plus choquant, par exemple, que cette phrase attribuée par L. et M. Bonnet au directeur de la Maison de Poissy durant une séance de la Commission interministérielle : « *J'ai à Poissy un important atelier de cordonnerie pour un industriel de Paris.* »

On a signalé fréquemment la spéculation éhontée de certains fabricants sur la main-d'œuvre pénitentiaire ; ce simple document, lu en 1906 par M. Bellan au Conseil général de la Seine, fera ressortir, mieux que tout ce que nous pouvons dire, l'état d'esprit qui les anime.

C'est une lettre d'un confectionnaire qui offrait à des commerçants et fabricants du II^e arrondissement de Paris, de la main-d'œuvre pénale.

2° Consommation par les administrations publiques de tous les travaux pénitentiaires. De cette façon, toute possibilité de concurrence de prix disparaît ; il ne reste plus que l'inévitable concurrence de quantité, qui pourrait, d'ailleurs, se trouver encore réduite par le palliatif suivant :

3° Diversification des travaux, répartition du personnel dans le plus grand nombre possible de spécialités (1) ; de cette façon, on suivra les aptitudes de chacun et l'on ne fera pas peser arbitrairement, sur telle ou telle branche de production, la concurrence d'une portion trop lourde du travail pénitentiaire ; répartie sur un grand nombre d'industries et réservée aux travaux administratifs, son action passerait complètement inaperçue (2).

« Sans vous parler des avantages que vous pourriez être susceptibles de trouver sur les prix de main-d'œuvre, il sera certainement intéressant pour vous de savoir que locaux, ateliers, magasins, sont mis gratuitement à votre disposition, qu'il n'y a aucune crainte de grève ou d'ennuis de ce genre à redouter ; que vous êtes assurés d'un travail constant, suivi et d'un rendement excellent, etc... »

Il est temps, n'est-il pas vrai, que cesse ce répugnant maquignonnage sur les pensionnaires de la Justice ?

(1) La loi pénitentiaire du Massachussets du 5 mars 1901 (*Bull. de l'Off. internat. du Travail*, année 1903, p. CI et 36) fixe le nombre maximum de détenus susceptibles d'être employés à chaque industrie et décide que dans tout établissement pénitentiaire contenant plus de 100 détenus, le nombre des détenus pouvant être employés à une même industrie ne devra pas dépasser 30 0/0.

Dans plusieurs Etats, en outre, un *label* spécial est apposé sur les produits du travail des prisons.

(2) Sans doute, cette organisation du travail entraînera des dépenses plus élevées (l'Etat doit-il attendre un gros profit du travail des prisonniers ?) et est d'autre part en contradiction avec la tendance qui se manifeste de plus en plus à mesure que l'on cherche à ne faire exécuter dans les prisons que des travaux administratifs.

C'est presque le principe inverse qui semble même prédominer aujourd'hui : au lieu de répartir le travail suivant la main-d'œuvre, on proportionne la main-d'œuvre au travail. V. ce que nous en disons plus haut (p.). Citons encore ce dialogue tenu à la Commission de régie directe du travail, le 11 mars 1900 :

« M. SCHAMECK (directeur de l'Administration pénitentiaire). — Combien avez-vous d'ouvriers relieurs ?

« M. LANTIN (directeur de la Maison centrale de Melun). — Cinquante. *Il y a possibilité de les augmenter suivant les besoins.* »

L'entrée même de travailleurs irréguliers dans le métier serait peu sensible, dans chaque profession, grâce à ces mesures, et les ouvriers auraient mauvaise grâce, alors qu'ils sont contraints de subir et qu'ils font place souvent cordialement auprès d'eux à l'ouvrier des campagnes et à l'ouvrier étranger, de réclamer des mesures de rigueur contre leur frère tombé, qu'ils repousseraient sans pitié dans le chômage et dans le crime.

Plus loin :

« M. BLANC. — En principe, toutes ces fournitures peuvent-elles être exécutées par l'Administration pénitentiaire ? »

« M. LANTIN. — *Il s'agit seulement de créer la main-d'œuvre nécessaire.* »

SECTION II

Le Travail des Ouvroirs

I. Les vices du travail des ouvroirs : spécialisation, ressources accessoires. — II. Quelques remèdes ; une tentative de relèvement des prix.

« Je me suis présentée dans la grande maison Sch..., déclare une ouvrière. On m'a répondu que l'on regrettait beaucoup de ne pouvoir me donner du travail, qu'on le donnait en quantité dans un couvent, et que, certainement, je ne m'arrangerais pas des prix qu'il donnait. » (1).

...Telle est la forme brutale sous laquelle les ouvrières se heurtent à la concurrence des couvents. On comprend quels ressentiments ont pu en naître.

Ne vit-on pas, en 1849, à Lyon, à Mâcon, à Saint-Etienne, des communautés religieuses fermées violemment par les ouvriers, et des ouvrières en chômage, conduites par quelques hommes, envahir successivement plusieurs couvents, les mettre littéralement à sac, brisant les métiers et les livrant aux flammes, ainsi qu'une grande quantité de soie (2) !

Pour être moins farouche, l'hostilité ouvrière n'en demeure pas moins vivace de nos jours. Après les Congrès ouvriers (3), les Congrès féministes (4) ont dénoncé, dans le travail des ouvroirs, la plaie du travail féminin ; les ouvrières

(1) *Eveil démocratique* du 8 décembre 1907.

(2) Cf. TIXERANT : *Le Féminisme à l'époque de 1848*, thèse, Paris, 1908, p. 143-144.

(3) Ils l'ont presque toujours associé à la réprobation qui vise le travail des prisons. (Cf. *supra*, p. 277, note 3.)

(4) « Les métiers de femmes aujourd'hui ne nourrissent pas les femmes, lit-on en tête d'un compte rendu, la concurrence la plus déloyale et la plus immorale est faite aux ouvrières par le travail des petites mains et par celui des prisonnières. Dès qu'il est en âge de marcher seul, l'enfant est le concu-

gémissent (1), et au Parlement lui-même, encore qu'il s'y mêlât bien des passions sectaires, la question eut son heure d'actualité (2).

Ces reproches sont-ils plus fondés que ceux adressés au travail des prisons ?

I. — LES VICES DU TRAVAIL DES OUVROIRS : SPÉCIALISATION, RESSOURCES ACCESSOIRES.

Ici encore, nous retrouvons la même funeste illusion, déjà signalée pour le travail des prisons, qui consiste à rendre le travail des couvents seul responsable de toutes les misères que subissent les malheureuses ouvrières de l'aiguille ; et, ici, l'influence des préjugés antireligieux ne fait que contribuer à exagérer cette illusion.

Néanmoins, il faut bien reconnaître, quelque pénible que soit l'aveu, bien souvent ces efforts admirables de générosité, par leur inexpérience économique, ont mérité quelques-uns des reproches qu'on leur adresse.

Plus encore que le travail des prisons, le travail des ouvroirs a eu le grand tort de spécialiser son personnel dans un nombre trop restreint de travaux et, le plus souvent, dans de pauvres métiers déjà encombrés (blanchisserie, broderie, confection, corsets, couture, fleurs, modes, peinture, repassage), où la concurrence était déjà très âpre. D'où il est résulté ce double inconvénient que, d'une part, l'influence de la production des ouvroirs a été plus sensible et, d'autre part, que

rent de sa mère. Ne sont-ce pas les fillettes exploitées dans les couvents et les orphelinats, les femmes internées qui ont ruiné les ouvrières de l'aiguille. » (Mme Marguerite DURAND, Préface du *Compte rendu du Congrès international de la condition et des droits de la femme*, Septembre 1900, cité par Poisson, *Le Salaire des femmes*, p. 159.)

(1) Cf. Les plaintes des ouvrières enquêtées par l'Office du Travail, *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, tome I, Paris, n^{os} 96, 111, 112, 317, 367.) Cf. Même les plaintes contre la concurrence commerciale de couvents établis à l'étranger (p. 28).

(2) Interpellation sur les établissements de bienfaisance privée. Chambre des Députés, séances des 23 et 31 mars, 1, 7 et 14 avril 1905, etc.

les assistées qui sont confinées dans ces travaux, n'ont devant elles que le plus précaire avenir économique.

On a voulu voir dans la concurrence des ouvroirs charitables la démonstration de la loi du salaire nécessaire et de l'action des salaires d'appoint, ces ouvroirs ne cherchant dans le travail de leurs protégés qu'un supplément à leurs ressources, constituées en majeure partie par des pensions et des dons. Quelque importance que nous attribuions à ce mécanisme, comme on le verra dans le chapitre suivant, nous croyons qu'il ne suffit pas toujours ici à expliquer les bas prix dont se contentent les établissements charitables ; le problème est plus complexe et nous nous trouvons bien souvent en face d'une situation toute inverse : des établissements cherchant dans le travail non l'accessoire, mais le principal de leurs ressources, et n'étant contraints de recourir aux subsides étrangers qu'à cause du faible rendement du travail de leurs pensionnaires.

Tous ceux, en effet, qui ont écrit sur l'organisation du travail dans les ouvroirs ont mis en lumière les déficits considérables auxquels ils sont obligés de faire face chaque année (1) et qui les entraînent, selon les cas, à deux attitudes économiques rigoureusement contradictoires : *a)* tantôt les directrices, cherchant avant tout à donner du travail à leur nombreux personnel inoccupé, qui est pour elles une charge pesante, accepteront de l'ouvrage à n'importe quel prix et seront bientôt à la merci des exigences des entrepreneuses ou des grands magasins ; *b)* tantôt, au contraire, la précarité de leurs ressources les incitera à rechercher les prix de commande les plus avantageux, et la production en masse qu'elles sont capables d'assurer leur créera une situation privilégiée auprès de l'entrepreneuse, ce qui les mettra en bonne posture pour refuser des salaires trop infimes.

(1) Alexandre FLEURQUIN : *Le Travail dans les ouvroirs*, thèse, Paris, 1899, p. 157 ; Henri JOLY : *Les Maisons du Bon-Pasteur, Réforme sociale*, 1901, tome II, p. 295. M. Joly évalue à 15 et même 20.000 francs par an le déficit du Bon-Pasteur de Sens.

C'est ce qui explique les observations assez contradictoires qui nous sont fournies : tantôt on nous montre les salaires payés dans les ouvroirs ne dépassant guère en moyenne 1 fr., et des rabais presque de moitié, consentis sur les prix des ouvrières libres (1), tantôt on nous signale des couvents maintenant résolument leurs prix et n'acceptant que du travail rémunérateur et assez soigné.

Il est donc fort malaisé de porter un jugement d'ensemble sur l'action dépréciatrice des couvents et ouvroirs.

Ce que l'on peut dire, d'une part, c'est que, encore que groupant dans l'ensemble un personnel assez important, mais cependant en décroissance par suite de l'application de la loi de 1901 (2), ils se trouvent assez diversement répartis et que, sur certains marchés de travail, où les salaires sont tout aussi misérables qu'ailleurs, ils occupent une trop faible place

(1) Un couvent accepte de faire pour 4 francs une chemise de femme pour laquelle une ouvrière demandait 7 franc pour trois jours de travail ; des tabliers de bonne sont acceptés à raison de 1 fr. 50 la douzaine au lieu de 1 fr. 80, etc.... (Cf. R. ESPINASSE : *L'ouvrière de l'aiguille à Toulouse, étude d'Economie sociale*. Paris, Auguste Picard ; Toulouse, Edmond Privat, 1907, p. 76.)

(2) Le nombre des établissements de bienfaisance relevés à la statistique de l'Inspection du travail, a passé de 1.307 en 1906 à 1.250 en 1907 et à 1.207 en 1908. Cependant le personnel est loin d'avoir subi un mouvement analogue : 49.909 personnes en 1906 ; 50.617 en 1907 ; 49.960 en 1908.

En voici la répartition en 1908 :

Enfants au-dessous de treize ans non munis du certificat	Garçons ..	2.388	
	Filles	14.201	16.589
Enfants de douze à treize ans munis du certificat	Garçons ..	133	
	Filles	461	594
Enfants de treize à dix-huit ans	Garçons ..	1.385	
— — — — —	Filles	18.171	19.556
Filles mineures de dix-huit à vingt et un ans			6.991
Filles majeures et femmes			6.230
Total			49.960

(Rapport de la Commission supérieure du travail en 1908, Journal officiel, 3 octobre 1909, Annexe, p. 1241.)

Mais qu'on le remarque, un grand nombre de ces assistés ne se livrent à aucun travail industriel proprement dit, soit qu'ils reçoivent un enseignement professionnel (les 16,589 enfants non munis de leur certificat d'études, par exemple), soit qu'ils soient employés à des travaux agricoles. Le chiffre de la population ouvrière des établissements de bienfaisance susceptible de peser sur la concurrence ouvrière est donc relativement peu important.

pour pouvoir être considérés comme la cause de l'avilissement des salaires (1). D'autre part, les grands magasins ne se montrent pas aussi avides qu'on veut bien le dire du travail des couvents, auquel ils reprochent son manque de variété, de propreté et de régularité, et ils préfèrent bien souvent s'adresser aux ouvrières libres, que l'on peut faire veiller et travailler le dimanche impunément, et parmi lesquelles on finit toujours par trouver de moindres exigences encore que de la part des couvents.

Enfin, on peut faire remarquer que la confection, le jouet, la fleur artificielle, etc., où ne sévit pas la concurrence des ouvroirs, connaissent cependant les mêmes salaires de misère que la lingerie.

Mais, par contre, cependant, on peut opposer aux couvents que, produisant par grandes quantités certains produits assez limités, il arrive que leurs prix risquent de devenir le plus souvent, le tarif normal de la profession. Comme une partie de leur production est concentrée dans des travaux grossiers et destinés en particulier à l'exportation, leur concurrence pèse sur les catégories les moins organisées et les moins habiles d'ouvrières, et y entraîne ou y maintient les conditions de travail les plus misérables.

II. — QUELQUES REMÈDES. — UNE TENTATIVE DE RELÈVEMENT DES PRIX.

La responsabilité de ces établissements est donc réelle si, on peut parler du moins de responsabilité lorsqu'on se trouve en face bien plutôt des victimes que des auteurs de la concurrence effrénée qui sévit sur toutes les industries féminines. Mais nous avons tort de mettre en cause les couvents, alors même qu'ils n'existeraient plus, et l'application de la loi sur les congrégations va sans cesse en diminuant le nombre, le

(1) C'est ainsi qu'à Toulouse, M. Espinasse estime qu'aujourd'hui les travailleuses des couvents sont une infime minorité : cent peut-être, sur les six mille lingères de la ville ! (p. 78).

problème subsisterait, car ce sont tous les ouvriers, les orphelins, les œuvres d'assistance par le travail, privés ou publics, laïques ou religieux, qui méritent les mêmes reproches. Or, personne n'osera proposer la suppression pure et simple de tous ces admirables instruments d'assistance et de relèvement ; la pitié s'y refuse autant que la prudence économique, car si l'on livrait, sans protection, sur le marché du travail, toutes ces orphelines, ces femmes abandonnées, misérables, sans ressources, il en résulterait une concurrence encore mille fois plus implacable et une dégradation de salaires que leur groupement en collectivité paralyse pour une certaine part.

Ce qu'il faut donc souhaiter, c'est que la direction de ces œuvres comprenne la grave responsabilité économique qui pèse sur elle et que, ne se contentant pas de sauver le petit troupeau de leurs protégées, elles se préoccupent encore, non seulement de ne pas nuire, mais encore de porter secours à l'immense masse souffrante des travailleurs libres, dont elles déterminent pour une large part la condition.

a) Une première mesure consisterait dans la diversification et le meilleur choix des travaux. Au lieu de se concentrer dans quelques branches seulement de la production, et de rendre presque impossible l'exercice de certaines professions aux travailleurs libres (1), il faudrait répartir la main-d'œuvre hospitalisée sur le plus grand nombre de branches possible. D'autre part, au lieu de confiner la main-d'œuvre fémi-

(1) C'est ainsi que les œuvres d'assistance par le travail parisiennes — malgré le nombre restreint de leurs hospitalisés, le caractère temporaire de leur séjour et le faible rendement de leur travail — sont parvenues à rendre impossible aux charbonniers la fabrication des margotins. (Cf. Lecoq : *L'assistance par le travail et les jardins ouvriers en France*, p. 376.) La plupart de ces œuvres s'étant rigoureusement spécialisées dans cette fabrication unique et ayant même parfois consenti des abaissements de prix, qui ont rendu à l'industrie libre la concurrence impossible. Il est juste cependant de signaler que certaines œuvres ne méritent pas ce dernier reproche et que, réservant leur production à une clientèle d'amis de l'œuvre, elles leur livrent les ligots à 6 fr. 40 le cent, tandis que dans le commerce ils sont vendus habituellement 5 fr. 40. Dans ce cas, si la concurrence de quantité subsiste, elle ne saurait véritablement soulever de récriminations légitimes.

nine dans les travaux à l'aiguille, c'est-à-dire de la vouer pour l'avenir aux salaires de famine que l'on sait, pourquoi ne pas l'orienter vers l'enseignement ménager, les travaux agricoles, ou quelques autres métiers féminins, plus rémunérateurs ?

b) Au lieu de contribuer à avilir les salaires, ces œuvres auraient encore le précieux pouvoir de les maintenir et même de les relever, en établissant entre elles un tarif uniforme de salaires qui ne tarderait pas à servir de base à la rémunération des autres travailleurs

M. d'Haussonville souhaitait naguère la constitution d'un « Syndicat des Congrégations » (1). Si, hélas ! nous ne sommes pas près de voir s'établir entre ces œuvres une entente permanente et si, entraînées par les nécessités de la lutte pour la vie, elles semblent, elles aussi, résister difficilement à la tentation de se disputer les commandes à coups de rabais, il faut signaler cependant un effort tenté par quelques œuvres d'assistance par le travail parisiennes, donnant du travail à domicile à des mères de famille, pour relever les salaires des ouvrières de la lingerie.

Dans un tableau publié par la *Ligue sociale d'Acheteurs*, nous relevons, par exemple, que la douzaine de serviettes (cousues à la main), tarifées par les maisons d'entreprises et les entrepreneuses 0 fr. 35, est payée par les œuvres d'assistance 0 fr. 75, 0 fr. 90 et jusqu'à 1 fr. 50 ; que des draps (à la main), payés par les entrepreneuses de 0 fr. 20 à 0 fr. 35, sont payés par ces œuvres 0 fr. 75, 1 fr. 50 et 2 fr. la paire ; tabliers (entrepreneuses 0 fr. 15, assistance par le travail 0 fr. 30 et 0 fr. 50) ; caracos de femmes (entrepreneuses 1 fr. 60 la douzaine, assistance par le travail 0 fr. 60 et 1 fr. la pièce) (2).

Sans doute, pour apprécier l'importance de ces chiffres, il faudrait pouvoir comparer la qualité des divers produits qui détermine une si grande différence dans la rémunération

(1) D'HAUSSONVILLE : *Salaires et Misères de femmes*, Paris, 1900, p. 42-44.

(2) *Bulletin de la Ligue sociale d'Acheteurs*, 2^e trimestre 1905, p. 68 et suivantes.

des travaux d'aiguille et savoir également dans quelle mesure l'œuvre a complété le prix qui lui a été payé par le grand magasin. Néanmoins, dès maintenant, si limité que soit cet effort, on peut dire que ces œuvres ont déjà maintenu leurs prétentions en face des entrepreneuses et relevé, dans l'esprit de celles qu'elles emploient, le prix du travail ; constituant ainsi, dans ce milieu inorganisé et où les points de solidarité sont si rares, un centre de résistance, un embryon d'organisation, elles sont un acheminement vers l'établissement d'un tarif uniforme qu'il serait bon qu'elles élaborassent en accord avec les Syndicats ouvriers.

c) Il est encore un point qui devrait attirer l'attention des œuvres de bienfaisance et où leur accord avec les Syndicats ouvriers ne serait pas moins utile, car leur inexpérience économique y est bien funeste : c'est la question du placement.

On constate souvent, en effet, dans les œuvres d'assistance par le travail, la situation suivante : l'ouvrier, après quelques semaines d'hospitalisation, est pressé par le désir de trouver une occupation normale ; l'œuvre, de son côté, est pressée de se décharger de son pensionnaire pour donner place à ceux qui attendent : il n'en faut pas davantage pour vouer le travailleur hospitalisé à ne rentrer dans l'industrie qu'à des conditions inférieures aux conditions normales, et, pour donner lieu de la part de certains employeurs à une immorale spéculation dont certains directeurs d'œuvres avisés se sont bien aperçu (1).

Nous avons déjà d'ailleurs attiré l'attention sur ce point en signalant l'exploitation dont sont victimes les enfants placés, dans les verreries, par certaines œuvres d'assistance (2)

On voit toutes les répercussions que peut avoir sur le mar-

(1) « Le directeur de La Chalmelle (colonie agricole de la Ville de Paris), dont les rapports sont toujours empreints d'une très grande exactitude et d'une profonde sincérité, faisait remarquer qu'il avait souvent à lutter, pour le placement de ses hospitalisés, contre la rapacité de certains patrons qui auraient voulu profiter de la situation précaire des colons pour les engager moyennant un salaire moindre que le taux normal. » (Marcel Lecoq : *L'assistance par le travail et les jardins ouvriers en France*, Giard et Brière, édit., 1906, p. 376-7.)

(2) Cf. *supra*, p. 62.

ché ouvrier l'organisation des établissements de bienfaisance qui, pour soulager quelques misères, risquent souvent d'en engendrer autour d'eux de nouvelles.

Il est à souhaiter que les directeurs de ces œuvres prennent enfin conscience de ces solidarités économiques dans lesquelles, qu'ils le veuillent ou non, ils se trouvent engagés, et qu'au lieu de ne s'offrir à elles que comme des instruments d'avilissement des prix, ils s'appuient eux-mêmes sur ce mécanisme, pour parachever leur œuvre et pour se faire les propulseurs du relèvement des salaires. Au lieu de les ignorer ou de les combattre, c'est à cette œuvre que les syndicats ouvriers devraient les encourager.

SECTION III

Le Travail des ouvriers militaires,
de l'Imprimerie Nationale, etc.

Terminons l'examen des protestations ouvrières contre les concurrences de l'extérieur, en citant encore quelques objets auxquels s'est appliquée l'inlassable activité réglementaire de certains Congrès.

Les ouvriers ne se plaignent pas seulement d'être supplantés, en temps de grève, par des militaires, mais ils s'en prennent en outre à la concurrence normale qui leur est faite par les ouvriers militaires des casernes. On se rappelle que le décret de 1848, cédant à ces réclamations, l'avait prosaite en même temps que celle des prisons et des couvents ; les syndicats ouvriers devaient continuer à les associer toutes dans une même réprobation.

En 1897, le neuvième Congrès corporatif se prononça pour son abolition (1), et à diverses autres reprises, on vit différents corps de métiers émettre le même vœu : les tailleurs (2), les métallurgistes (3), les cordonniers (4), les peintres (5) ; les

(1) Vœu du IX^e Congrès national corporatif, Toulouse (1897) : « Considérant que le travail fait par l'élément militaire dans les casernes porte un tort considérable aux ouvriers des corporations intéressées, le Congrès demande que les militaires ne soient plus employés à aucun travail, y compris les ouvriers des compagnies, auxquels tout salaire a été supprimé. » (*Compte rendu*, p. 120.)

Signalons encore la lutte que mène en ce moment même l'Union fédérative des travailleurs de l'Etat contre les dispositions de la loi militaire (art. 69 de la loi du 21 mars 1905), qui réservent, dans les établissements industriels de l'Etat, un certain nombre d'emplois aux sous-officiers rengagés.

(2) Protestation de la Chambre syndicale des tailleurs d'habits d'Indre-et-Loire au VIII^e Congrès national corporatif, Tours, 1896. (*Compte rendu*, p. 161.)

(3) Syndicat des métallurgistes. (*Ibid.*)

(4) Congrès de la cordonnerie, Paris, 1889. (*Associations professionnelles*, t. II, p. 62.)

(5) Vœu des peintres de Vanues et d'Orléans contre la main-d'œuvre militaire chez les particuliers et dans les établissements de l'Etat. II^e Congrès national de la Fédération des Travaillleurs du bâtiment, Saint-Etienne, 1908. (*Compte rendu*, p. 87.)

typographes, comme bien l'on pense, ne sont pas les derniers et ils se plaignent à la fois du travail des presses régimentaires et de la concurrence, analogue à celle que nous signalerons plus loin pour les ouvriers des arsenaux et les douaniers (1), que leur font des militaires qui s'embauchent chez des particuliers à leurs heures de liberté (2) ; tandis que les artistes musiciens s'indignent d'être concurrencés par des soldats, « comme s'ils étaient toujours en grève » (3).

Mais certaines professions ont été plus loin encore dans des prétentions de cet ordre et, l'on ne s'étonnera pas de trouver en première ligne l'exigeante corporation des typographes. Non seulement nous la voyons dénoncer l'Imprimerie Nationale qui enlève des travaux administratifs à l'industrie privée de province et qui exécute — ceci est en effet plus grave — des travaux sans sa firme pour des éditeurs particuliers (Ollendorf et Pelletan) (4), mais encore protester contre la mise en vigueur d'un nouveau tarif postal modifiant le tarif des circulaires et prospectus (5), et enfin — *the last and not the least* — s'élever contre les municipalités qui avaient eu l'audace de supprimer les distributions de prix (6).

(1) V. *infra*, p. 315 et suivantes.

(2) IX^e Congrès de la Fédération des Travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 257.

(3) Cf. *Revue syndicaliste*, octobre 1907, couverture ; IV^e Congrès des artistes musiciens, Paris, 1907. *Revue syndicaliste*, avril 1908, p. 288.)

En Angleterre, le 40^e Congrès des Trade-Unions de Grande-Bretagne et d'Irlande, Bath, septembre 1907, adoptait le vœu suivant : « Le Congrès condamne la conduite du gouvernement, qui autorise les musiques et musiciens de la Guerre et de la Marine à concurrencer les musiciens civils. Considérant qu'une foule de musiciens civils ont été ainsi privés de leur gagne-pain et ont perdu leur emploi, il invite son comité parlementaire à donner tout son appui au Syndicat des musiciens civils afin de mettre fin à la concurrence des musiciens de la Guerre et de la Marine. » (Cf. *Bull. de l'Off. int. du trav.*, année 1907, p. 602.) En janvier 1909, les journaux ont signalé une manifestation dans les rues de Londres des musiciens sans travail protestant contre la permission donnée à une musique militaire de se faire entendre dans un théâtre.

(4) IX^e Congrès de la Fédération des Travailleurs du Livre, Lyon, 1905. (*Compte rendu*, p. 342.)

(5) *Ibid.*, p. 357.

(6) *Ibid.*, p. 258.

C'est une manière de résoudre les problèmes, artistiques, budgétaires, pédagogiques, qui ressemble un peu à celle de cet orfèvre éphésien, fabricant de temples de Diane, qui prétendait juger et condamner la grande prédication chrétienne de saint Paul par cette seule considération qu'elle menaçait de porter tort à son commerce. Avec un tel raisonnement, on en arriverait à perpétuer et à justifier les pires abus et les pratiques les plus immorales, sous prétexte « qu'ils font marcher le commerce ! »



Quelque sacrée que soit cette défense du droit au travail, qui constitue le fondement et le caractère hautement moral et organisateur de l'action syndicale, on ne saurait la confondre avec ce corporatisme excessif qui, par ces protestations multipliées, finirait par discréditer son œuvre, rattachant peu-reusement la classe ouvrière aux institutions du présent dont elle tire sa subsistance.

Quelques-unes des dernières concurrences que nous venons de passer en revue, prisons, couvents, etc, représentent un principe de justice et de moralité supérieure qui ne saurait être sacrifié à des intérêts économiques, si respectables soient-ils. Il faut s'attacher sans doute à ce qu'elles n'aient pas un contrecoup funeste sur la situation des travailleurs, mais on ne saurait, sous prétexte qu'elles arrachent ainsi quelques travaux à l'industrie privée, condamner les prisonniers à l'oisiveté, disperser les orphelins et les assistés, maintenir à jamais les distributions de prix. Tous les abus et toutes les routines trouveraient leur consécration dans une telle philosophie.

CHAPITRE VII

LA DÉFENSE DU MÉTIER CONTRE LES "OUVRIERS IRRÉGULIERS"

I. Le maintien de la qualification du métier et la lutte contre les manœuvres et les aides. — II. La lutte contre les empiètements et la délimitation des métiers. — III. Les cumuls de métiers.

I. — LE MAINTIEN DE LA QUALIFICATION DU MÉTIER ET LA LUTTE CONTRE LES MANŒUVRES ET LES AIDES.

Ce n'est pas seulement contre l'intrusion d'éléments extérieurs à l'industrie que les ouvriers cherchent à se défendre ; ils poursuivent en outre le dessein d'assurer l'usage exclusif du métier aux seuls ouvriers réguliers, ayant fait l'apprentissage réglementaire.

Or, sous l'influence du machinisme et de la division du travail, des catégories de plus en plus nombreuses et diverses d'ouvriers sont aptes aux opérations simples, fragmentaires, uniformes, dont se compose l'industrie moderne. De toutes parts, des concurrences nouvelles surgissent autour du métier. En quelques mois, en quelques semaines, on s'improvise maintenant ouvrier, là où il fallait naguère des années de studieux apprentissage.

Désespérément, les ouvriers de métier cherchent à fermer la porte à ce peuple de manœuvres qui menace leur dignité de vie par leurs besoins réduits, et la qualification du métier par leur inexpérience.

C'est, en même temps qu'une hostilité toute intéressée, un véritable scandale moral qu'éprouve le vieil ouvrier de métier, en voyant un simple manœuvre, un servant de machine accomplir automatiquement une opération apprise

naguère au prix de tant d'années d'attention et d'efforts ; car, quel que soit le jugement qu'il porte sur le régime capitaliste dont il se dit l'esclave, le salarié moderne, l'ouvrier parisien surtout, conserve le goût et l'orgueil de son art.

Une des racines les plus profondes de l'hostilité ouvrière contre les machines, par exemple, se trouve, à n'en pas douter, dans cette « disqualification » qu'elles infligent à l'ancien ouvrier de métier (1).

C'est ce même désir de maintenir la « qualification du métier » (*the skill of the craft*) qui se retrouve dans l'opposition que manifestent les ouvriers, non seulement contre le machinisme, mais encore contre certains modes d'organisation du travail, qui ont également pour effet de détruire les barrières de métier et d'étendre le champ de la concurrence.

C'est ainsi que les ouvriers gantiers, par exemple, s'opposent énergiquement aux progrès, dans leur métier, de la division du travail qui, spécialisant chaque ouvrier dans une tâche de plus en plus simple, mettrait les vieux ouvriers du métier en compétition avec des manœuvres n'ayant pas reçu la même instruction technique qu'eux (2). Certains d'entre

(1) Voir par exemple les plaintes concordantes que font entendre les ouvriers mégisseries de toute la France à l'occasion de la crise aiguë que traverse en ce moment cette industrie : pour eux, « la crise résiderait principalement dans le déclassement des ouvriers. On recherche à obtenir un travail plus rapide pour abaisser le prix de revient, en n'employant plus les bons ouvriers un peu âgés, dont le savoir a fait cependant la réputation et la prospérité du métier... Ils attribuent cette mauvaise situation au développement du travail, aux machines, aux nouveaux procédés chimiques et mécaniques qui ont simplifié le travail et permis d'employer une main-d'œuvre à meilleur marché, des manœuvres ou des femmes à la place des ouvriers de métier. »

Cf. (Syndicats ouvriers de la Seine) : *Enquête sur le chômage dans la mégisserie et la tannerie*, *Bulletin de l'Office du Travail*, avril 1908, p. 351-352 ; (Ouvriers d'Annonay), *Id.* juin 1908, p. 562-563 ; (Ouvriers de Lyon), *Id.* mars 1909, p. 290 ; (Ouvriers de Romans), *Id.* mars 1909, p. 292 ; (Patrons de Paris), *Id.* février 1909, p. 171 ; (Patrons de Romans), *Id.* mars 1909, p. 291, etc...

(2) Cf. Sur l'hostilité des gantiers contre ce qu'ils appellent le travail au système (*Assoc. prof.*, tome II, p. 101, 108-109, 112, etc.) ; Léon CÔTE : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble* (p. 90 et suivantes, p. 117, 121).

Le deuxième Congrès de la *Fédération universelle des ouvriers gantiers*, Grenoble, 1893, adopta un vœu condamnant le travail au système, considérant « qu'il est préjudiciable à la corporation, qu'il est une cause d'infériorité manuelle ». (*Assoc. prof.*, tome II, p. 116).

eux répugnent même, pour ce motif, à tout travail en atelier (1).

Dans certaines Unions américaines — verriers, mouleurs de fer, cigariers — on interdit encore, pour la même raison, le travail par équipe, qui favoriserait naturellement la division du travail et, par conséquent, la *déspécialisation* des ouvriers (2).

Outre ces mesures générales, en Angleterre et aux États-Unis, où des traditions professionnelles et syndicales antérieures ont fortement marqué ce caractère d'ouvriers qualifiés (*skilled*), une série de précautions précises ont été prises par les Unions, pour ne pas laisser s'altérer cette différenciation technique et pour préserver le métier de toute pénétration extérieure.

Elles visent particulièrement les aides (*helpers*) qui, dans certaines industries, assistant les ouvriers qualifiés dans leur travail, risquent de s'initier peu à peu, insensiblement, aux divers procédés en usage dans le métier et pourraient devenir un jour des concurrents pour les ouvriers en pied (3).

Cette défiance contre les aides, qui dégénère parfois en la plus cynique exploitation, est l'un des plus attristants revers de l'unionisme anglais et américain (4).

(1) Cf. *supra*, p. 255.

(2) Cf. Walter-E. WEYL, and A.-M. SAKOLSKI : *Conditions of entrance to the principal trades* (Bulletin of the Bureau of Labor, Washington, n° 67, novembre, 1906, p. 750...).

(3) Nous avons déjà signalé une crainte analogue chez les ouvriers lithographes français et belges. (Cf. *supra*, p. 102.)

(4) Certains groupes d'ouvriers anglais payés aux pièces se comportent à leur égard comme de véritable tâcherons, tirant profit de la productivité de leurs aides, qu'ils paient au temps. Cf. D. SCHLOSS : *Les modes de rémunération du travail*, p. 126), rognant sur le temps de leur repas (Cf. D. LINDSAY MARTIN : *Soziale Praxis*, 19 novembre 1908), réduisant parfois, le jour de la paie, sans aucun avertissement préalable, le salaire convenu, etc... (Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 296).

On cite même le cas d'ouvriers qualifiés ayant fait alliance avec les employeurs contre leurs auxiliaires. Ces derniers ont dû constituer une Union spéciale (*Amalgamated shipyards helpers Association*) constamment dressée contre l'Union des ouvriers qualifiés pour en obtenir les plus élémentaires con-

Parmi les règlements syndicaux les plus courants, on peut citer ceux qui interdisent à l'ouvrier d'embaucher des aides (1) ou qui menacent de peines disciplinaires les membres du Syndicat, coupables d'avoir enseigné le métier à un manœuvre (2).

Dans certains métiers, il a bien fallu se résigner à accepter le concours d'aides et de manœuvres ; on voit alors les Unions adopter les réglementations les plus étranges. C'est ainsi que, dans quelques métiers du bâtiment et chez les plombiers, aux Etats-Unis, il existe certaines tâches et certains instruments réservés à la caste privilégiée des ouvriers *de métier* (*journeymen*), et qui doivent être considérés comme « tabou » par les aides et les manœuvres. C'est une conception fortement enracinée chez les maçons, par exemple, que l'usage de la truelle est un acte d'ouvrier qualifié — aux manœuvres suffit la pelle, qui marque un degré inférieur de

cessions : « Ils ont toujours en face d'eux, comme alliés des patrons, écrit M. André Fleury, les *shipbuilders*, pour lesquels une grève de leurs aides est une cause de suppression de travail. En 1892, à Sunderland, un conflit s'éleva entre les *helpers* et leurs patrons, ceux-ci firent venir, pour prendre la place des grévistes, des ouvriers agricoles des cantons de l'Ouest de l'Angleterre. Les *shipbuilders*, le jour de l'arrivée de ces *blacklegs*, firent l'office de constables pour les protéger, durant le trajet de la gare aux chantiers, contre les violences des *helpers*. Durant toute la grève, ils organisèrent dans les ateliers, où, comme c'est l'usage en Angleterre, se trouvaient logés les ouvriers qui remplaçaient les grévistes, des amusements pour les distraire. » (DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 243-244.)

(1) Etats-Unis : mouleurs en fer, cigariers, verriers souffleurs de bouteilles. Dans une convention passée par des verriers de Philadelphie en 1858, il est stipulé : « ...Nous ne travaillerons dans aucun établissement avec quelqu'un qui a un mouleur ou un finisseur ou un assistant pour la fabrication des bouteilles, ou des flacons, ou pour aucun autre objet que la cueillette du verre, à moins que cet assistant ne soit un ouvrier régulier ou un apprenti dans le métier. » *Bull. of the Bureau of Labor*, art. cit., p. 750.)

(2) Statuts de l'Association générale des ouvriers du fer, de l'acier et du fer-blanc (Etats-Unis), § 19 : « Si un membre du syndicat accepte d'enseigner son état à un manœuvre de l'un quelconque des métiers représentés dans ledit syndicat, il sera du devoir du comité de l'usine de le prévenir que le syndicat ne peut pas permettre une telle façon d'agir, et s'il persiste dans sa conduite, il sera mis en accusation et il sera chassé ou suspendu... » WILLOUGHBY : *La Corporation de l'Acier aux Etats-Unis*. — *Musée Social : Mémoires et Documents*, 1902, n° 2, p. 66.

dignité dans le métier — les maçons seuls ont le droit d'étendre le mortier sur un mur (1).

Enfin, dans d'autres cas, les Unions se bornent à réglementer uniquement l'accession au poste d'ouvrier qualifié : exigeant un certain stage, faisant subir certains examens et ne permettant la titularisation qu'au fur et à mesure des vacances ou que pour un nombre déterminé d'ouvriers chaque année (2). Nous nous trouvons ici en présence d'une réglementation de l'avancement analogue à celle qui fonctionne pour les employés des grandes administrations ou pour les fonctionnaires.

Au reste, cette tendance réglementaire des Syndicats se justifie parfaitement ici à l'égard de manœuvres qui risqueraient, par leur brusque irruption, de désorganiser le métier.

Dans plusieurs pays, d'ailleurs, aux Etats-Unis (3), en Allemagne (conventions collectives des ouvriers peintres, imprimeurs, relieurs, batteurs d'or, etc...) (4), les Syndicats, pour défendre le métier contre l'invasion de ces travailleurs au rabais, ont édicté une limitation proportionnelle des ouvriers non qualifiés, du même type que celle qui s'applique aux apprentis (5).

(1) Cf. Agréement entre la « *Local Bricklayers and Masons International Union* » et l'Association des employeurs (1900). — *Bulletin of the Bureau of Labor*, art. cité, p. 746.)

(2) Chez les couvreurs de Manchester (*Slatter's and Labourer's Society*) ; les fondeurs (*Steel Melters*) ; les verriers (*Flint-glass Makers*) ; les constructeurs de chaudières (*Society of Boilermakers*). — Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 499 et suivantes.

(3) *Dubuque Steam fitters agreement* (1903) : « L'ouvrier ajusteur peut se servir d'un aide qui a travaillé dans le métier un certain laps de temps, mais il ne peut pas avoir plus d'un aide ou d'un ouvrier lui faisant passer les tuyaux (*pipe hander*). Les aides ne doivent pas faire de petits travaux ou quelque autre ouvrage, si ce n'est sous la surveillance (*supervision*) d'un ouvrier ajusteur. Une infraction antérieure lui interdira d'être employé à nouveau dans aucun atelier unioniste. » (*Bulletin of the Bureau of Labor*, art. cité, p. 748.) Conventions analogues chez les électriciens.

(4) Jean LEROY : *Le contrat collectif de travail en Allemagne*, p. 111.

(5) De même encore, dans les fabriques autorisées par la législation australienne à employer des ouvriers âgés, infirmes ou lents à un tarif inférieur au salaire minimum établi, la proportion de ces demi-ouvriers, par rapport à l'ensemble du personnel, est étroitement limitée. Cf. Act. du 12 décembre 1905, sur les fabriques, de l'Etat de Victoria, art. 91, § 2 (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 204).

Mais, en Angleterre, certaines Unions aristocratiques d'ouvriers qualifiés vont plus loin, ces mesures protectrices ne leur suffisent pas, c'est une démarcation profonde qu'elles veulent établir entre elles et les *helpers*. De tout leur pouvoir, elles maintiennent de force ceux-ci dans la masse des ouvriers *unskilled* et refusent notamment de leur ouvrir les portes du Syndicat (1).

La défense économique se complique ici d'un esprit de monopole et d'un orgueil de caste, très caractéristiques de la mentalité de l'ouvrier anglais, qui corrompent et même entravent l'œuvre de défense économique. Certaines Unions s'en sont aperçues ; elles commencent à comprendre qu'elles ne pourraient pas laisser longtemps, ni sans danger, se constituer en dehors d'elles cette masse d'ouvriers *unskilled*, croissante avec les progrès du machinisme, et que la plus habile tactique est peut-être, à leur égard, comme à l'égard des femmes, de les absorber parmi les *skilled*, en élevant leur niveau moral et professionnel et en atténuant les différences de salaire (2). Le mouvement même de l'industrie moderne fera donc, ici encore, triompher à la longue la méthode d'assimilation sur celle d'exclusion.

(1) C'est le cas, par exemple, des fabricants de chaudières et des ouvriers de constructions navales (Cf. de ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 233-244). Pendant longtemps ce fut également la politique de l'Union des mécaniciens.

Rien n'est plus éloigné du tempérament français que de telles différenciations ouvrières. Et partout où il pouvait en exister quelques-unes, elles tendent à s'effacer. C'est ainsi, par exemple, qu'à l'origine, les statuts de la Chambre syndicale des ouvriers forgerons de Marseille (1878) contenaient cet article : « Art. 7. — Les aides ne seront admis que présentés par deux de leurs collègues, forgerons. » En 1895, cette distinction disparut et le titre même de cette organisation, subissant une modification caractéristique, se transforma en celui de « Chambre syndicale des ouvriers et aides-forgerons de Marseille ». Cf. *Assoc. prof.*, tome III, p. 244). Tout l'esprit syndical français est là.

(2) Tel est le revirement qui s'est notamment produit chez les mécaniciens (*Amalgamated engineers*) qui, après avoir pendant longtemps exclu de leur Union les manœuvres, servants de machines (*machinemen*) ont depuis quelques années, sous l'influence des plus jeunes membres de l'Union, mieux avertis des conditions actuelles de l'organisation syndicale, résolu de les admettre aux mêmes conditions que les *skilled*. (Cf. de ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 259-260.)

II. — LA LUTTE CONTRE LES EMPIÈTEMENTS ET LA DÉLIMITATION DES MÉTIERS.

En altérant les particularités techniques du métier, la transformation industrielle, en même temps qu'elle le rend accessible à tous, brise les barrières tutélaires qui isolaient jadis les métiers, spécialisaient leur fonction, les confinaient dans des tâches déterminées. Ces frontières se sont maintenant évanouies, certains travaux peuvent indistinctement être accomplis par plusieurs corps de métier et, entre ces divers compétiteurs, notre industrie moderne va voir se renouveler des querelles d'« empiètements », dignes de l'ère corporative.

C'est encore en Angleterre, à cause de l'esprit traditionnel des artisans et des progrès particulièrement rapides de la transformation industrielle, que le phénomène apparaît le plus nettement. Sidney et Béatrice Webb nous ont retracé les efforts des Unions d'ouvriers qualifiés pour défendre le monopole qu'elles s'arrogent sur certains travaux et leur lutte contre les empiètements (*overlap*) que favorisent et nécessitent parfois les transformations techniques de l'industrie moderne.

Ce sont les mécaniciens, simultanément en guerre avec les constructeurs de chaudières, les constructeurs de navire, les menuisiers, les ouvriers du cuivre, les plombiers, etc..., tandis que les constructeurs de chaudières se querellent avec les constructeurs de navires, les forgerons, les fondeurs, etc... (1).

Devant le métier envahi de toutes parts et la déspecialisation engendrée par le machinisme, les ouvriers qualifiés s'épuisent à maintenir de force les vieux cadres ou à en reconstituer de nouveaux.

Ce sont, tantôt des conflits qui éclatent brusquement en plein chantier au moment où une usurpation vient de se pro-

(1) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 508 et suivantes.

duire : entre 1890 et 1895, à Tyneside, on estime que dans un espace de trente-cinq mois, il n'y eut pas moins de trente-cinq semaines pendant lesquelles un métier ou l'autre refusait de travailler (1). A certaines périodes de crise, l'esprit de rivalité entre Unions surchargées de chômeurs atteint son paroxysme (2), et l'on en vit se livrant entre elles, pour le moindre prétexte, à de véritables actes de supplantages (3).

Tantôt, ces procès de délimitation revêtent une forme plus juridique : les Unions s'efforcent de remplacer les lignes de démarcation techniques disparues par de fortes lignes de démarcation syndicales, soit que, dans des accords conclus avec l'Union adverse, elles établissent une délimitation bien précise des ouvrages qui ressortissent à chacune des Unions (4), soit que, dans les conventions collectives qu'elles passent avec les employeurs, elles déterminent la répartition des tâches entre les divers corps de métiers (5).

(1) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 513.

(2) C'est ainsi que, pendant la dépression de l'industrie de 1879, on vit les constructeurs de navires en bois en lutte avec les constructeurs de navire en fer ; les mécaniciens lutter contre le monopole des constructeurs de chaudières ; les modelleurs s'élever contre les prétentions des charpentiers à faire certains modèles de la spécialité des mécaniciens ; à Glasgow, les fondeurs de laiton s'opposèrent à la pratique conservée par les fondeurs de fer de faire les grandes fontes de laiton dont les ouvriers en laiton ne pouvaient pas autrefois se charger, etc., etc... (Cf. WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, traduction française, p. 383-384).

(3) Cf. De nombreux cas de *black legging* de ce genre (WEBB : *Industrial Democracy*, p. 420).

(4) A la suite d'une grève survenue à Newcastle, en 1891, entre mécaniciens (*engineers*) et plombiers (*plumbers*), qui se disputaient dans cette ville la fabrication des tuyaux de fer, servant dans les machines à vapeur au passage de l'eau et de la vapeur, fabrication qui, jusqu'alors, avait été réservée aux mécaniciens et que certaines maisons voulaient confier aux plombiers qui pouvaient l'exécuter à un prix moins élevé, un règlement intervint entre les deux métiers pour établir une délimitation des ouvrages qui pouvaient être confiés à chacun des deux métiers. (Cf. de ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme*, p. 254).

(5) Convention entre l'Association des patrons et l'Association des ouvriers du district de Manchester et de Salford (1895) : « Aucune autre personne qu'un plâtrier ne sera autorisée à exécuter une partie quelconque du travail de plâtrerie. Ce travail comprendra le lattage ou tout procédé destiné à le remplacer, la mise en place des moulures d'ornement (qui doivent être faites également par

Ainsi commencent à se dégager les premiers traits de toute la philosophie ouvrière ; nous en tenons ici l'idée essentielle qui est cette croyance profonde, cette affirmation, à la fois de la raison et du sentiment, qu'un ouvrier, qu'un ouvrier adulte originaire du pays, qui a fait son apprentissage régulier, ou qui simplement travaille depuis longtemps dans un métier, a des *droits acquis* sur ce métier, qu'il doit pouvoir y gagner son pain sans être troublé par l'intrusion de gens étrangers à la profession et que l'ensemble des ouvriers de ce métier ont des droits privilégiés et égaux entre eux à y être employés. Telle est, en même temps, la justification de l'hostilité des ouvriers de métier contre les supplanteurs et la racine de l'idéal de répartition égalitaire du travail entre tous les ouvriers de la profession, qui est un des aspects les plus curieux de la pensée syndicale et que nous sommes, hélas ! obligés de renoncer à traiter ici (1).

L'esprit juridique des ouvriers anglais a donné parfois à l'idée de ce « droit au métier » une forme particulièrement précise :

« C'est notre devoir, dit notamment un leader unioniste, d'exercer le même soin et la même vigilance sur ce en quoi nous avons nos intérêts engagés, que le médecin qui possède un diplôme ou le littérateur qui est protégé par les droits de la propriété littéraire » (2).

Hélas ! la philosophie du travail de ces pauvres artisans est bien loin de la réalité industrielle présente, et c'est à

des plâtriers membres du syndicat), les travaux de ciment, la préparation des surfaces destinées au pavage en bois, le carrelage, les revêtements de muraille en faïence. On ne s'opposera pas à laisser exécuter par des cimentiers, les pavages et les marches. » *Ibid.*, p. 69-70.

(1) On en trouverait notamment des traces dans la politique syndicale à l'égard des heures supplémentaires du travail aux pièces, des primes à la production, du machinisme, etc...

(2) *Amalgamated Society of Engineers*. Cf. des déclarations analogues de l'*United Pattern Maker's Association* (1889), du *Liverpool delegate of Engineers* (1897), etc... (WEBB : *Industrial Democracy*, p. 514.)

l'expropriation, sans indemnité ni délai, que semble irrémédiablement voué le travail humain !...

III. — LES CUMULS DE MÉTIERS.

De même qu'il faut pour chaque besogne un seul genre d'ouvrier, il faut pour chaque travailleur une seule besogne. *One man, one job*, un homme, une tâche, dit une vieille maxime des Syndicats anglais.

C'est, en effet, une forme particulière de supplantage et d'empiètement, très répandue dans certaines professions et surtout dans certaines régions, que l'habitude que prennent quelques ouvriers d'aller faire, après leur journée de travail, des heures supplémentaires pour un second patron.

Les Syndicats anglais ont flétri bien souvent ces habitudes de *smooting*, de *foxing*, de *grasing*, comme ils les appellent.

Aussi, nombreuses sont les Unions qui édictent des interdictions comme celle-ci :

« Aucun membre ne pourra travailler des heures supplémentaires de façon systématique : ceci étant dirigé contre les membres dont l'habitude est d'aller travailler dans un autre atelier après avoir achevé leur journée dans celui où ils sont embauchés... » (1).

De même, en Allemagne, de nombreuses conventions collectives (couvreurs, peintres, ébénistes, potiers, tailleurs) interdisent la pratique de ce que les Allemands appellent le « bousillage » (*Pfuscharbeit*), travail exécuté les jours fériés par les ouvriers à leur propre compte ; toutefois, il semble bien ici que ce soient surtout les patrons qui aient cherché à se protéger (2).

(1) Règle 22, § 7 du règlement de la *National Union of Boot and Shoe Opératives* (ouvriers de la chaussure). (Cf. MANTOUX et ALFASSA : *La crise du Trade-Unionisme*, p. 130). Cf. Dans le même sens règlements de la *Manchester Union of Saddlers* (ouvriers selliers) et des *Wool Shear Benders and Grinders*, de Sheffield. (WEBB : *Industrial Democracy*, p. 440.)

(2) Quelques-unes de ces conventions collectives, en effet, stipulent que l'ouvrier qui s'est livré au bousillage doit dédommager le patron de la concurrence qu'il lui a ainsi faite, en lui abandonnant un tant pour cent sur ce qu'il a gagné. (Jean LEROY : *Le Contrat collectif de travail en Allemagne*, p. 109.)

Mais ces travaux supplémentaires font l'objet d'une particulièrement vive réprobation lorsqu'ils sont pratiqués dans des industries très différentes de celles dans laquelle l'ouvrier est habituellement employé, et entraînent ainsi le cumul permanent de plusieurs métiers par une seule personne.

On a vu, en Nouvelle-Zélande, des Syndicats organiser des manifestations contre un capitaine qui employait ses matelots à charger du charbon et infliger un blâme à un domestique qui troquait parfois la casaque du cocher contre le tablier du jardinier (1).

De nos jours, Maître Jacques aurait, on le voit, maille à partir avec son Syndicat.

En France, ce problème des travaux supplémentaires revêt, dans certaines régions, un caractère particulier et y entretient une irritation qui méritent d'être signalés.

Par un contre-coup imprévu de la réduction à huit heures de la journée de travail dans certains établissements de l'Etat, on a vu les ouvriers de ces établissements, notamment les ouvriers des arsenaux, au lieu de consacrer les heures de loisir, qui leur étaient ainsi accordées, à la vie familiale, à la vie syndicale ou à la vie civique, s'empresser de profiter de cet allègement de leur tâche pour aller prendre la place des ouvriers de l'industrie privée ou s'embaucher pour quelques heures chez des particuliers.

L'inspecteur du travail de la septième circonscription résumait ainsi, en 1902, les caractères du phénomène pour Brest et Lorient : « Les ouvriers du port, qui bénéficient aujourd'hui de la journée de huit heures, ont terminé leur travail à cinq heures du soir ; ils disposent matin et soir, sur-

(1) Cf. Albert MÉTIN : *Le Socialisme sans doctrines*, p. 76.

C'est dans l'industrie domestique que se relèvent en effet le plus fréquemment des cumuls de ce genre ; M. du Marrousssem ne nous dit-il pas que c'est pour empêcher que les femmes de la bourgeoisie ne transforment leurs femmes de chambre en couturières, que les couturières ont lancé la mode des robes compliquées, dont la confection exige l'habileté de professionnelles. (Cf. OFFICE DU TRAVAIL : *La petite industrie à Paris (salaires, durée du travail)*, tome II : *Le vêtement à Paris*, Paris, 1896, p. 478.)

tout dans la belle saison, d'un nombre d'heures assez élevé, qu'ils emploient à des travaux de toutes sortes. Les patrons peuvent donc trouver là une main-d'œuvre à bon marché, en sorte qu'ils payent leurs ouvriers à l'heure et, s'ils réduisent la journée à dix heures et demie, la journée est diminuée d'autant » (1).

On voit quel tort direct est causé par là aux ouvriers de l'industrie privée, non seulement en ce qui concerne leur droit au métier, mais encore relativement à leur salaire.

Ce travail des ouvriers des arsenaux en ville revêt les formes les plus diverses : à Brest, non seulement des ouvriers de l'arsenal s'improvisent coiffeurs au rabais, durant l'heure du repas de midi, dans la cour même de l'arsenal (2) ; mais il en est qui possèdent en ville un petit salon de coiffure, où ils opèrent eux-mêmes, durant leurs heures de liberté, et emploient, le reste du temps, un commis pour les remplacer (3). Les menuisiers et forgerons de l'arsenal vont, la journée finie, faire des « bricolages » chez des particuliers (4). A Lorient, on en signale qui sont cordonniers, charpentiers ou menuisiers ; à Cherbourg et à Toulon, ils s'embauchent chez des typographes ; à Brest et à Cherbourg, chez des mécaniciens ; ailleurs, ils se transforment en jardiniers ou en peintres (5).

A Saint-Malo, ce sont des douaniers qui, profitant de leur

(1) *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1902*, p. 175.

(2) Affranchis de la patente, ils peuvent faire des rabais sur les prix impossibles à soutenir par les coiffeurs de la ville : tandis que ceux-ci perçoivent au minimum 30 centimes pour les coupes de cheveux et 20 centimes pour les barbes, les prix des coiffeurs amateurs de l'arsenal sont de 15 et 10 centimes. (Cf. Jacques FONLUPT : *Eveil démocratique* du 21 février 1909.)

(3) DE SEILHAC : *Les ouvriers des arsenaux de la marine. — Questions pratiques de législation ouvrière*, année 1906, p. 134.

(4) *Ibid.*

(5) Cf. *Résultats de la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat. — Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1907, p. 33.

journée de repos, font aux ouvriers peintres de la ville une concurrence très sensible et qui provoqua, à plusieurs reprises, de très vives protestations. On évalue à une centaine, au moins, pour trois professions seulement : ouvriers peintres, menuisiers, jardiniers, le nombre des douaniers qui s'emploient ainsi d'une façon constante (1).

Rien n'échappe davantage à l'attention publique que cette concurrence, qui sévit cependant, on le voit, avec une grande intensité dans certaines régions. Si l'on pouvait faire à Paris des recherches sur les divers travaux accessoires auxquels se livrent les employés de l'Etat ou des grandes administrations privées, on ferait les constatations les plus surprenantes : non seulement on en trouverait qui sont garçons de magasin, employés de théâtre, concierges, mais encore ouvriers électriciens, plombiers, horlogers, menuisiers, seruriers, peintres, etc...

Ce n'est guère, cependant, que le travail en ville des ouvriers des arsenaux qui a été jusqu'ici dénoncé par la voix syndicale. Le mal était ici plus apparent et plus localisé.

Au cours d'une enquête sur la journée de huit heures dans les établissements de l'Etat, l'*Office du Travail* recueillit de nombreuses protestations de la part des professions atteintes (2). La *Fédération des Travailleurs du Livre* (3), la *Fédé-*

(1) Cf. Henri TEITGEN : *Ouest-Eclair* du 26 avril 1908.

Nous avons signalé plus haut que des militaires venaient également dans certaines professions, à leurs heures de liberté, concurrencer les travailleurs civils. (Cf. IX^e Congrès de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 357.)

(2) Ouvriers cordonniers, charpentiers, menuisiers de Lorient, ouvriers coiffeurs de Brest ; ouvriers typographes, mécaniciens, jardiniers de Cherbourg ; ouvriers métallurgistes de Brest (*Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1907, p. 33).

(3) Protestation auprès du ministre contre des ouvriers de l'arsenal de Toulon s'embauchant en ville comme typographes. Vœu du neuvième Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905 (*Compte rendu*, p. 357).

ration des ouvriers peintres (1), le Congrès de la *Confédération générale du Travail* à Amiens (2), diverses Bourses du travail ont protesté également, de leur côté, sans résultat, contre la concurrence au rabais de ces fonctionnaires-ouvriers.

Le deuxième *Congrès des travailleurs de l'Etat*, en 1904, eut beau se prononcer lui-même énergiquement contre ceux des siens qui allaient prendre le travail des ouvriers de l'industrie privée (3), toutes ces protestations et ces désaveux, pas plus que les prescriptions ministérielles (4), ne sont parvenus à faire cesser ces détestables pratiques et à rappeler les ouvriers des arsenaux au respect de la plus élémentaire solidarité ouvrière.

C'est là un phénomène de désorganisation économique dont on mesure la portée : au lieu de réclamer à leurs employeurs l'augmentation de salaire, qui peut leur être indispensable, ces travailleurs préfèrent aller arracher le travail et rogner les salaires de leurs camarades de l'industrie

(1) Congrès de la Fédération des ouvriers peintres, Grenoble, 1905. — *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1907, p. 33.

(2) Dixième Congrès national corporatif (Neuvième de la C. G. T.), Amiens, 1906. — *Compte rendu*, p. 180.

En 1907, la C. G. T. chercha également à intervenir auprès du Syndicat des ouvriers du port de Toulon, mais, semble-t-il, sans grand succès. (Cf. Une note assez ambiguë de la section des Bourses, signée P. Delesalle : *Voix du Peuple*, 21 juillet 1907).

(3) *Bulletin de l'Office du Travail*, janvier 1907, p. 33.

(4) En 1907, le ministre fut saisi de plaintes visant à la fois ces travaux accomplis en dehors des heures de présence à l'atelier et le cas d'ouvriers s'embauchant pendant les journées d'absence payées autorisées par les règlements. Dans le premier cas, le ministre ne pouvait que rappeler aux ouvriers civils des établissements militaires leur devoir de solidarité sans pouvoir agir directement ; pour le second cas, le ministre prescrivit aux chefs d'établissements de retirer l'autorisation d'absence accordée, dès qu'ils auraient connaissance d'abus semblables, et d'obliger le permissionnaire à reprendre immédiatement son service à l'établissement. (*Petit Temps*, 24 mars 1907.)

privée. On conçoit assez le dommage causé à ceux-ci (1), mais l'on ne discerne pas que, par une sorte de choc en retour, la situation même de ces ouvriers supplanteurs s'en trouvera aggravée. C'est là un fait très remarquable, sur lequel il nous faut maintenant attirer l'attention.

(1) M. de Seilhac, pour donner une idée de l'hostilité engendrée chez les ouvriers de la ville par cette concurrence, croit pouvoir écrire que l'on ne verrait pas « les ouvriers d'une ville où se trouve un port militaire prendre parti et se solidariser avec les ouvriers de l'arsenal dans une grève engagée par ceux-ci ». (DE SEILHAC, art. cité, p. 134).

CHAPITRE VIII

UNE CONCURRENCE INTESTINE ; LES REVENUS ACCESSOIRES

I. — Son mécanisme. — II. Sa vérification expérimentale : les enseignements économiques du travail à domicile.

Nous venons de voir le groupe des ouvriers réguliers tenter de défendre leur droit à la vie, leur droit au métier, parfois aussi leur droit au monopole, contre les usurpateurs du dehors : enfants, femmes, manœuvres, étrangers, travailleurs en chambre, prisonniers, assistés, militaires, etc... On pourrait croire qu'une fois ces fléaux conjurés, l'équilibre et la paix vont régner au sein du groupe professionnel, le métier va se trouver enfin *organisé*.

Hélas ! au moment même où le groupe des ouvriers réguliers voudrait se préparer à jouir de sa victoire sur les sous-concurrences extérieures, il ne tarderait pas à discerner en lui-même de subtils germes de désorganisation et de ruine. Et ici, plus que jamais, il se sentira désarmé : il ne s'agira plus, en effet, de rallier les intérêts dans un geste de défense, de coaliser les égoïsmes alarmés contre des envahisseurs du dehors, c'est entre compagnons d'atelier travaillant côte à côte, à la même tâche, sur le pied de la plus apparente égalité, que le conflit insidieux s'est glissé ! Et il touche aux intérêts les plus intimes, aux habitudes de vie les plus personnelles, aux pudeurs les plus légitimes. C'est sur les éléments les plus ténus de la vie de chacun que jouent maintenant les concurrences ouvrières, et l'on ne peut plus attendre aucun secours de la force et de la contrainte brutale, c'est toute une

pénétrante instruction économique à tenter, toute une difficile éducation de la solidarité à poursuivre.

Il s'agit, en effet, d'atténuer l'influence des inégalités qui subsistent entre travailleurs de même nation, d'égale habileté, et entre lesquels cependant les moindres différences d'habitudes se traduiront tôt ou tard par une altération profonde du statut général de la profession, après avoir passé longtemps inaperçues des intéressés eux-mêmes.

Et, qu'on le remarque bien, il ne s'agit pas de quelques circonstances exceptionnelles et secondaires, mais d'un mécanisme dont on n'a pas assez dégagé jusqu'ici, à notre sens, le rôle primordial, aussi bien dans la concurrence ouvrière que dans la concurrence industrielle et commerciale, en général (1).

(1) C'est ainsi que l'on n'aperçoit pas assez à quel point les conditions de la concurrence économique se trouvent faussées par la pratique des industries accessoires, des commerces accessoires, des cultures accessoires, en ce qui concerne notamment ces deux problèmes au sujet desquels la science économique a tant rendu grâce à la libre concurrence : la détermination des prix et l'action éliminatrice de la concurrence :

a) *La détermination des prix* : C'est un axiome de l'économie classique que, sous l'action de la concurrence, les prix tendent à baisser, mais s'arrêtent au niveau du coût de revient, laissant ainsi un juste profit au producteur. Or, la vie industrielle quotidienne, grâce à la pratique des industries accessoires, nous offre de nombreux cas où cette règle est violée et où la perturbation la plus funeste s'introduit par là dans l'économie : le prix des journaux à un sou est fixé non d'après le coût de revient — car cette modique somme ne représente guère plus que le prix du papier — mais d'après les ressources plus ou moins honnêtes que le journal attend de sa publicité ; le prix de nombreux articles, exposés dans les grands magasins, est artificiellement abaissé dans un but de réclame, grâce aux profits réalisés sur des articles voisins ; pour aborder un phénomène d'une portée plus générale, et qui offrirait de curieuses observations : le prix de certains produits agricoles, et notamment le prix du blé, se trouve fréquemment, par suite d'un régime de polyculture, notablement inférieur au coût de revient.

b) *L'action éliminatrice de la concurrence* n'est pas moins paralysée. C'est une des fonctions les plus salutaires que les économistes classiques attribuaient à la concurrence, que celle de débarrasser la vie économique de tous les incapables et les inutiles. Or, grâce à la pratique des industries et des commerces accessoires, se développe le parasitisme économique, et tel établissement non viable écarte le décret rigoureux qui devrait le frapper de mort... en ouvrant un rayon supplémentaire : le cas des boulangeries parisiennes, dépassant de beaucoup les besoins de la population et, d'autre part, ne pouvant élever le prix du pain, et qui recourent, pour subsister, à divers commerces accessoires : pâtisserie, épicerie, salons de thé, etc... nous est un exemple entre mille de ce pullulement parasitaire.

I. — SON MÉCANISME.

Cet ouvrier d'arsenal, ce douanier dont nous parlions dans un chapitre antérieur et qui, sa journée faite, va s'embaucher comme peintre, comme typographe, comme coiffeur, dans l'industrie privée, portera sans doute aux ouvriers de ces diverses professions un dommage précis, très apparent, et qui provoquera des protestations considérées comme légitimes ; mais ce que l'on aperçoit moins, en général, c'est l'es-pèce de choc en retour qu'une telle pratique déterminera sur la situation même de l'ouvrier qui en profite. Supposons, en effet, que la coutume se généralise, et voici un groupe d'ouvriers qui, au lieu d'exiger de leur profession principale un salaire suffisant à tous leurs besoins, compenseront l'insuffisance de leur salaire en recourant à des travaux accessoires. En cessant ainsi de combattre pour obtenir une hausse de salaire, ils contribueront à maintenir celui-ci à un niveau insuffisant pour nourrir ceux qui en attendent toute leur subsistance, et le mal ne fera que se consolider et s'étendre.

Voilà le fait, et il est gros de conséquence.

L'insuffisance du salaire fait rechercher les revenus accessoires et l'existence de revenus accessoires consolide l'insuffisance du salaire. Tel est le ressort intime qui commande la plupart des concurrences ouvrières et qui va éclairer et compléter tout le mécanisme que nous avons essayé d'exposer au cours de cet ouvrage.

Partout où le plus grand nombre des ouvriers sera pourvu de revenus accessoires, le taux du salaire principal tendra à s'abaisser dans la proportion même de l'étendue de ces ressources supplémentaires (1).

Telle est la règle dont nous allons essayer de montrer l'ap-

(1) Que l'on ne nous fasse pas dire qu'il suffit qu'un travailleur se livre à quelque menu travail supplémentaire ou reçoive quelque héritage pour qu'aussitôt sa rémunération professionnelle s'abaisse en proportion. Il s'agit là de phénomènes collectifs et non individuels, de même qu'il s'agit de *tendances* et non de *lois nécessaires*.

plication, en passant en revue diverses catégories de revenus accessoires, qui peuvent se présenter.

1° *Ressources personnelles.* — Stuart Mill observait que, dans certaines professions libérales et en particulier celle des lettres, la rémunération se trouve particulièrement peu élevée (1) ; sans doute, le phénomène ne s'étend pas à toutes les spécialités, mais il n'en est pas moins vrai que, partout où il se trouve de pareilles différences de ressources personnelles entre compétiteurs et où les « professionnels » qui attendent leur subsistance de leur travail, sont en concurrence avec des « amateurs » qui ne se livrent à ces travaux que par passe-temps ou vanité, la rémunération ne peut pas ne pas s'en ressentir.

On peut trouver une certaine application de cette règle dans la condition des clercs de notaires ou d'avoués qui, malgré les bénéfices considérables que réalisent la plupart des détenteurs de ces charges, malgré les longues années d'études qui sont exigées de la part des clercs (2), ne touchent fréquemment, à Paris, que des salaires de 50 et de 80 francs par mois et, vers trente ou quarante ans, doivent se contenter, comme maîtres-clercs dans une étude d'avoué, d'un traitement qui dépasse rarement 200 francs (3). C'est que les professionnels, qui ont besoin de leur salaire pour vivre, sont submergés ici sous le flot des « clercs amateurs », fils de famille, dont les exigences professionnelles et les dispositions psychologiques conditionnent le régime de toute la profession (4).

On trouverait encore des exemples du même genre dans la rémunération des gardiens de musées et de squares, des gar-

(1) STUART MILL : *Principes d'Economie politique*, Livre II, ch. XIV, § 4. (Effets de la concurrence de ceux qui ont des moyens d'existence.) 3^e édition, Guillaumin, 1873, t. I, p. 458.

(2) On voit ici en défaut la règle posée par Smith et ses successeurs, que le salaire varie suivant la difficulté ou la dépense qu'exige l'apprentissage.

(3) Cf. Albert NAST : *Clercs d'antan et d'aujourd'hui*, une brochure (collection de l'*Action populaire*), p. 11.

(4) On a signalé dans une enquête autrichienne en 1896 un phénomène analogue dans les salons de couture : à côté des « filles-apprenties » (*Lehr-*

çons de bureaux, etc., dont les traitements sont généralement infimes, parce que ces postes sont confiés, le plus souvent, à des militaires retraités ou à divers pensionnés qui y voient un simple supplément à leur pension de retraite.

Dans certains de nos ports militaires, on nous a signalé la concurrence des retraités des arsenaux qui, ne cherchant dans leurs salaires d'ouvriers ou d'employés qu'un simple supplément à leur pension, contribuent à maintenir, à un taux dérisoire, la rémunération des employés de bureaux (un employé de 25 ans y est payé souvent 50 francs par mois) (1).

2° — *Avantages complétant le salaire.* — « Tous les suppléments de salaire permettent à l'ouvrier d'accepter un salaire moindre, et c'est pourquoi ils finissent toujours par abaisser les salaires. » (2). Cette remarque de Stuart-Mill doit sans cesse éclairer l'analyse économique. Elle constitue une des plus fortes critiques que l'on puisse opposer à toutes les organisations tendant à compléter le salaire par des avantages annexes et, notamment, contre tout système, si loyal soit-il, de participation aux bénéfices ; il risque, en effet, en faisant espérer à l'ouvrier des gains accessoires, de l'amener à consentir plus aisément à une réduction de salaire — lui faisant ainsi abandonner la proie pour l'ombre.

L'attribution de maisons ouvrières à une partie du personnel de l'usine ou l'organisation d'économats (3) peuvent avoir des inconvénients analogues.

La pratique du pourboire, enfin, dans certaines professions (par exemple, chez les *mædchen*), il existe des « demoiselles-apprenties » (*Lerhrfräulein*). (CORNELISEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 245, note 2.) Si cette coutume arrivait à se développer, on ne tarderait pas à constater des effets identiques à ceux que nous indiquons.

(1) En 1906, à Lorient, les ouvriers du bâtiment réclamèrent dans une grève l'interdiction pour les patrons d'occuper les retraités de l'Etat. (Cf. *Statistiques des grèves* en 1906, p. 634.)

(2) STUART-MILL : *Principes d'Economie politique*, Livre II, ch. XII, t. II, p. 426-427.)

(3) Cf. l'intéressante enquête de l'Office du Travail sur les économats publiée récemment. (*Bulletin de l'Office du Travail*, novembre 1909, notamment p. 1205 et 1207.)

sions, aboutit au même résultat ; il ne demeure pas longtemps un avantage ajouté au salaire, mais il se substitue rapidement à lui (1), quand il n'aboutit pas à ce curieux renversement qu'on observe chez les garçons de café ou les ouvreuses de théâtre, qui paient au patron une taxe parfois fort élevée pour avoir le droit de travailler !...

3° *Travaux accessoires.* — La pratique de travaux accessoires, généralisée dans un groupe d'ouvriers déterminés, ne peut également qu'entraîner un abaissement du salaire principal ou, tout au moins, que consolider son faible taux antérieur.

C'est à lui que l'on peut attribuer, du reste, la faible rémunération des garçons de bureau des grandes administrations (V. Ch. VII, § III), des ouvriers des arsenaux (avec le travail de la terre), des concierges (avec les avantages complétant le salaire), des ouvriers à domicile (avec la concurrence des salaires d'appoint) (2).

(1) C'est ce qu'ont très bien compris les militants syndicalistes des Postes et Télégraphes, qui mènent depuis quelques années une vigoureuse campagne contre les étrennes des facteurs.

(2) Bien que la question n'ait pas été posée, le Recensement de la population française de 1901 a recueilli quelques indications sur les professions accessoires qui, pour incomplètes qu'elles soient, sont cependant intéressantes à noter.

79.607 chefs d'établiss., soit 27 00/00, pratiquent une profession accessoire.

15.521 ouvriers, soit 3 00/00, —

38.164 travailleurs isolés, soit 16 00/00.

(DIRECTION DU TRAVAIL : *Résultats statistiques du recensement général de la population en 1901*, t. IV. Résultats généraux, p. 315.)

Pour diverses professions, nous relevons les quelques chiffres suivants, relatifs aux ouvriers :

Industrie principale	Industries accessoires		
	Agriculture	Industrie	Transports, commerce
Agriculture	5.241, dont	4.187	377
Industrie du bois.....	1.113, dont	424	315
Textiles	958, dont	202	510
Mines	1.202, dont	352	480
Céramique, verrerie	590, dont	327	

(*Ibid.*, p. 794.)

Quelque incomplètes que soient ces indications, elle suffisent à montrer quelques-unes de ces alliances que nous signalions. Sans en mesurer l'importance, elles en révèlent au moins la réalité.

C'est encore ce phénomène qu'ont bien aperçu les ouvriers organisés, qui luttent de plus en plus contre la pratique des heures supplémentaires ou des travaux à emporter après le travail, qui, entre autres inconvénients, ont celui de permettre plus aisément une réduction du salaire principal par la perspective d'un gain accessoire.

4° *Revenus de la terre.* — Mais le travail agricole nous offre des exemples encore plus décisifs. C'est un phénomène nettement aperçu par Stuart Mill, que celui de l'influence déprimante que doit exercer, sur le marché du travail, la possession d'un lopin de terre par un groupe important de salariés.

Au premier abord, cette assertion peut paraître paradoxale, car on imagine volontiers que l'ouvrier possesseur d'un lopin de terre n'en sera que plus indépendant pour débattre les conditions de son travail.

A vrai dire, le problème est des plus complexes et nous offre des exemples contradictoires, car il ne s'agit pas là seulement de données quantitatives, mais encore de données qualitatives très fines, et où l'élément psychologique joue un rôle imprévisible.

Essayons, cependant, de dégager les grandes lignes de démarcation du phénomène. Stuart Mill distingue entre la propriété-revenu principal et la propriété-revenu accessoire :

« Je suis en même temps prêt à reconnaître, dit-il, que, dans quelques circonstances, la possession de la terre par la majorité des salariés, même sans propriété à la charge de payer une rente équitable, tendrait à l'élévation plutôt qu'à l'abaissement des salaires. Cela arrive lorsque la terre les rend, dans la limite de leurs besoins, indépendants du marché du travail.

« Il existe une grande différence entre la condition d'un peuple qui vit de salaires et auquel la terre n'offre qu'une ressource supplémentaire et celle d'un peuple qui vit de la terre et pour lequel le salaire n'est qu'un accessoire destiné à augmenter le bien-être...

« Les salaires ont grandes chances d'être élevés là où personne n'est forcé de vendre son travail...

« Les choses se passeraient tout autrement si la terre ou d'autres ressources ne fournissaient à l'ouvrier qu'une partie du nécessaire et le laissaient dans l'obligation de vendre son travail dans un marché déjà encombré. La terre ne servirait alors qu'à lui permettre d'accepter un salaire inférieur et de multiplier, jusqu'à ce que ce salaire fût descendu au point où on ne pût plus ni on ne voulût plus descendre. » (1).

C'est bien ainsi, dans son ensemble, que se présente le phénomène. Et dans les périodes de crise agricole, lorsque la petite propriété exploitée directement par le propriétaire est insuffisante à nourrir son exploitant, le phénomène se généralise et l'on voit le paysan s'embaucher quelques jours par semaine, comme journalier, chez les grands propriétaires voisins ou adjoindre à son travail agricole quelques travaux à domicile (2).

Le caractère mi-rural et mi-industriel de certaines catégories ouvrières suffit à nous expliquer des dépressions particulières de salaires, difficiles à comprendre sans cela.

Les ouvriers des arsenaux semblent nous en offrir un curieux exemple. On relève, pour eux, des salaires particulièrement bas et, malgré qu'un décret du 13 juin 1907 les ait considérablement relevés, ces ouvriers restent encore les moins favorisés des salariés de l'Etat. En effet, tandis que la moyenne de leurs salaires ressortit, d'après les calculs auxquels nous nous sommes livrés, à 4 francs environ, le salaire moyen des ouvriers des manufactures des tabacs atteignait, en 1907, 6 fr. 33, et celui des ouvriers des manufactures d'allumettes 6 fr. 94, et, pour les ouvrières, 4 fr. 26 (tabacs) et 5 fr. 28 (allumettes) (3).

(1) STUART-MILL : *Principes*... Livre II, ch. XII, § 4 (t. II, p. 426-427).

(2) En Belgique, où la situation des paysans est particulièrement précaire, VANDERVELDE nous a montré, dans son *Exode rural*, ces paysans — dont le visage bleui par la poudre trahit leur travail quotidien dans les mines — qui font travailler leur lopin de terre par un fermier voisin.

(3) *Les Manufactures de Tabacs et d'Allumettes de l'Etat en 1907*. — *Bulletin de l'Office du travail*, avril 1909, p. 391 et 394.

L'écart était encore plus grand avant le dernier décret, et l'on relevait, d'après M. Dagnaud, des salaires inférieurs de 30 à 90 0/0 à ceux des ouvriers des établissements de la Guerre et des Tabacs, et l'auteur ne semble pas apercevoir que ce qu'il nous présente comme l'effet et l'adoucissement de cette infériorité de salaires en est peut-être aussi précisément l'explication profonde ; il nous dit, en effet :

« Un certain nombre d'entre eux, moitié ouvriers, moitié paysans, possèdent un lopin de terre à la campagne, dans les environs du port ou à l'extrémité du faubourg, et, chez ceux-là, les joies du propriétaire adoucissent les privations de l'ouvrier mal payé. » (1).

C'est bien précisément cette situation anormale d'ouvriers cherchant à remédier à l'insuffisance de leur salaire, non en s'organisant pour réclamer un relèvement de tarif, mais en se procurant des ressources extrinsèques, qui est le plus redoutable germe de désorganisation pour un milieu professionnel.

C'est là le phénomène qui se cache sous les protestations que nous avons enregistrées plus haut, contre le travail des campagnes : le mal ne vient pas seulement de ce que le coût de la vie y est moins élevé, mais aussi et surtout de ce que les ouvriers industriels s'y livrent simultanément à l'agriculture.

Et cette situation n'agit pas seulement sur le salaire, mais sur d'autres conditions encore du travail. C'est ainsi, par exemple, que ces ouvriers-paysans non seulement pourront s'accommoder de salaires dérisoires, mais encore supporter

(1) DAGNAUD : *La condition des ouvriers des arsenaux*, p. 51.

Un autre exemple de spéculation sur le caractère mi-rural et mi-industriel de la main-d'œuvre nous est encore offert dans les arsenaux par les ouvriers en régie, ouvriers-manœuvres embauchés temporairement, sans être immatriculés et sans jouir des divers avantages accordés aux ouvriers en pied, et que la Direction navale, pour éviter leur immatriculation, qui serait de droit au bout de six mois, met périodiquement en chômage pour des périodes de deux et de trois mois. La plupart de ces ouvriers, habitant les campagnes voisines, s'accommodent assez bien de ce régime, mais les autres, qui n'ont pas ces ressources accessoires ?...

(Cf. *Eveil démocratique* du 19 janvier 1909.)

ront plus aisément les longs chômages, et l'on comprend quelle supériorité écrasante cela leur confère sur les ouvriers urbains !

C'est bien ce qu'avaient observé les premiers fondateurs de manufactures, et la pensée qui inspira Colbert lorsqu'il établit les premiers établissements industriels de préférence au milieu des campagnes (1). Les tendances les plus modernes de l'industrie rejoignent ces précurseurs, et ce sont d'identiques motifs qui poussent les tissages du Nord à transporter leurs métiers chez les ouvriers-propriétaires des profondes vallées vosgiennes (2).

L'allocation de lopins de terre à des ouvriers industriels pourrait avoir des résultats analogues, plus funestes même, que cette industrialisation des paysans. Et il est permis de croire que l'extension de la belle œuvre, si moralisatrice à tant d'égards, des Jardins ouvriers pourrait, dans certaines conditions, présenter cet inconvénient économique (3).

(1) Cf. Règlement du 23 août 1666. « Il désirait, nous dit M. des Cilleuls, que les cultivateurs pussent joindre à leur principale occupation un métier accessoire, afin de s'employer, pendant la mauvaise saison, et de fournir aux femmes et enfants, par une tâche simple, l'occasion d'un gain facile. » (DES CILLEULS : *Histoire et Régime de la grande industrie en France aux XVII^e et XVIII^e siècles*, p. 25.)

En 1765, l'intendant d'Amiens, Maynon d'Inveau, exprimait des idées analogues. Evoquant la misère des ouvriers des villes en temps de crise industrielle ou de maladie, il écrivait : « Au lieu que, s'ils étaient à la campagne, ils y auraient des ressources dans les espèces de travaux dont ils seraient encore capables ou dans les ressources de leurs familles... » (*Ibid.*, p. 96.)

(2) Le secrétaire de la Fédération des Syndicats ouvriers des Vosges signale que les ouvriers des vallées possèdent généralement un lopin de terre. (Cf. *Enquête parlementaire sur l'Industrie textile*, t. IV, p. 281.)

Les ouvriers mégissiers se sont plaints également à de nombreuses reprises de la concurrence redoutable que leur faisaient les campagnards, *petits propriétaires* :

« Nos patrons, pour se créer une armée de travailleurs de réserve, ne trouvaient rien de mieux que d'embaucher une quantité de gens de la campagne, en partie petits propriétaires, ayant des besoins moindres que nous, puisqu'ils avaient quelques revenus de leur lopin de terre, et les patrons, profitant de cette circonstance, les employaient à des prix dérisoires et au détriment des fils de mégissiers ». Déclaration du délégué de Chaumont au II^e Congrès de la Fédération universelle des Gantiers. Paris, 1894. (*Associations professionnelles*, t. II, p. 156.)

(3) Stuart-Mill, de son temps, prenait vivement à partie, pour cette raison, un système analogue : l'*allotment system*, qui voulait donner aux ouvriers la jouissance d'un lopin de terre. (Cf. *Principes*... L. II, ch. XII, § 4.)

Sans doute, ici se remarquera le double effet que nous signalions plus haut : dans certains cas, en cas de grève notamment, la possession d'un jardin fortifiera l'indépendance de l'ouvrier, lui permettra de supporter plus vaillamment le chômage et accroîtra, par conséquent, sa résistance aux exigences patronales. Mais, au contraire, si, dans une circonscription industrielle, l'usage venait à s'en généraliser, les salaires tendraient à s'abaisser en proportion de ces revenus accessoires qui ne constituent pas un avantage négligeable : on cite le cas d'un jardinier de Saint-Etienne qui a retiré deux cents francs des fleurs cultivées dans son jardin (1) ; d'autres vendent des primeurs, des fraises, des petits pois, ou encore des volailles, des œufs ;... bref, tant par l'économie directe qu'il permet de réaliser sur la consommation familiale que par ces divers profits accessoires, le résultat matériel du jardin peut atteindre jusqu'à 400 francs (2).

Si ceux qui ont écrit sur cette forme d'assistance, préoccupés exclusivement de la concurrence commerciale, reprochée si souvent aux autres œuvres d'assistance par le travail, n'ont pas aperçu le danger qu'elle pourrait un jour constituer pour la concurrence ouvrière (3), les ouvriers, par contre, semblent commencer à l'apercevoir dans certains cas. M. Louis Rivière s'attriste, en effet, de ce que le progrès des idées socialistes et le principe des huit heures, dans le Pas-de-Calais, aient fait « considérer comme un faux frère, comme un « fainéant », tout mineur qui cherchait à compléter par un travail supplémentaire l'insuffisance du salaire principal » (4).

(1) Louis RIVIÈRE : *La Terre et l'Atelier : Jardins ouvriers*, Paris, Lecoffre, 1904, p. 140, note 2.

(2) Marcel LECOQ : *L'Assistance par le travail et les Jardins ouvriers en France*, p. 348-349.

(3) « Aucune perturbation économique n'est à craindre, puisque ce sont les produits du jardin qui paient le salaire du jardinier et que ces produits sont le plus souvent consommés par le producteur. » Paul-J. BACQUET : *Jardins ouvriers de France*, thèse, Paris, 1906, p. 12. V. également : LECOQ, p. 350-351, p. 377.

(4) RIVIÈRE, p. 58.

Il semble que les termes mêmes dont se sert M. Rivière suffisent à montrer la clairvoyance économique de ces ouvriers et à justifier, d'un point de vue purement syndical, le mouvement de désaffection à l'égard des jardins, qui se manifeste dans certains bassins du Nord et du Pas-de-Calais (1).

5° *Travail des autres membres de la famille.* — L'organisation familiale est, dans l'économie ouvrière, une source de singulières contradictions, au premier abord déconcertantes. Nous avons eu occasion d'insister sur l'action néfaste que pouvait exercer, dans une circonscription déterminée, la prédominance d'ouvriers célibataires tendant à faire tomber le salaire au niveau de leurs besoins et rendant l'existence impossible aux pères de famille chargés de nombreux enfants. En temps de grève, le mécanisme se renverse, et ce sont les chefs de famille, pressés de rentrer à l'atelier, qui exercent une influence décisive sur l'issue des revendications ouvrières.

Mais, avec la croissance des enfants, voici qu'un autre phénomène va apparaître : tandis que les enfants en bas âge étaient une charge pour l'ouvrier, lorsqu'ils arrivent à l'âge de se livrer eux-mêmes au travail, ils augmenteront (au moment précis où les dépenses menaceront de devenir excessives), le chiffre des recettes, et bientôt même, pourront accroître d'une manière sensible les ressources de la famille.

De même, la femme pourra aider le mari dans son travail, ou être employée dans une fabrique voisine, ou tenir un petit commerce.

Dans tous ces cas, chaque fois que ce sera une règle assez généralement établie, dans une circonscription industrielle ou dans une profession, que les enfants et les femmes contribuent à alimenter par leur travail le budget familial, on verra le salaire des pères de famille — abstraction faite de la con-

(1) « Il y a là des faits relativement nouveaux, écrit-il, mais qui sont de nature à préoccuper tous ceux qui, à la suite de Le Play, préconisent l'alliance des travaux de l'atelier avec les industries rurales et manufacturières. (*Ibid.*, p. 59.)

Si cet idéal de Le Play dénote les louables préoccupations d'un moraliste, il n'est pas sans soulever de graves difficultés dans l'économie ouvrière moderne.

currence directe des salaires enfantins ou féminins — tendre à se réduire d'autant, et le salaire collectif de la famille tout entière tendre à se rapprocher du salaire moyen de l'homme travaillant seul dans une autre industrie.

Stuart Mill, qui a aperçu ce phénomène (1), citait l'exemple des tisserands au métier, dont les salaires globaux, pour toute la famille, étaient moindres, dit-il, que dans toute autre industrie (2). L'industrie à domicile, partout où elle s'exerce en industrie familiale, notamment dans les petits métiers d'artisans autonomes, nous offrirait encore des exemples analogues.

Au cas, d'ailleurs, où les membres de la famille aident l'ouvrier dans son travail, l'influence ne porte pas seulement sur le salaire, mais affecte aussi grandement les autres éléments de la concurrence : en allongeant, par exemple, la durée du travail, ou en en accroissant la quantité (3).

Il faut bien distinguer toutes les nuances du phénomène : c'est ainsi que lorsque le mari se livrera à un travail industriel et que la femme tiendra, par exemple, un petit commerce — épicerie, mercerie, etc... — comme cela est fréquent dans certaines régions minières, le salaire du mari pourra, sans doute, se prêter plus aisément à certaines réductions, mais, en temps de grève, cette infériorité disparaîtra, et sa force de résistance se trouvera, au contraire, beaucoup plus grande que celle des ouvriers qui n'ont que leur salaire pour vivre.

(1) « Toutes choses égales d'ailleurs, les professions les moins rétribuées sont celles dans lesquelles la femme et les enfants de l'ouvrier lui aident dans son ouvrage. » (*Principes*, t. I, p. 460.)

(2) *Ibid.*, p. 460-461.

(3) Cf. Le cas cité plus haut des tisserands des environs de Saint-Etienne, p. 270, note 1.

Cette forme de concurrence est apparue nettement à l'occasion de l'application de la loi sur le repos hebdomadaire, et elle a donné lieu à une circulaire du Ministre du Travail du 30 novembre 1906, qui s'exprime ainsi : Mon attention a été appelée par de nombreux commerçants sur la violation de la loi consistant pour un chef d'établissement à demander à ses parents le travail le dimanche et à accroître ainsi, sous une forme illégitime, l'activité de l'établissement, le dimanche, au détriment des commerçants locaux qui acceptent la loi. Je vous recommande de ne souffrir de ce chef aucun manquement. » (Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, décembre 1906, p. 1264.)

Si, par contre, la femme et les enfants sont employés dans la même industrie, ce correctif n'existe pas, et, dans ce cas, il est à penser que le salaire des ouvriers mariés aura tendance à diminuer, dans la mesure où le travail des autres membres de la famille sera développé. Ce n'est là, insistons-y, qu'une tendance, et il serait imprudent, selon nous, d'en rechercher une vérification probante à travers des statistiques d'ensemble (1), et d'affirmer que cet ajustement s'opère aussi rigoureusement que l'équilibre dans des vases communicants. On a pu, en effet, objecter à juste titre qu'il est des cas où le salaire total de toute une famille est sensiblement plus

(1) L'Office du Travail de Massachusetts a dressé, par exemple, en 1875, cette statistique fort intéressante, mais qui ne nous paraît pas péremptoire par elle-même.

	Gain annuel du père	Nombre de person- nes dans la famille	Femmes ou enfants travail- lant	Gain total de la femme et des enfants	Gain annuel total de la famille	Coût total de la vie
	dollars	—	—	dollars	dollars	dollars
Artisans (*)	752 36	4 3/4	1/4	69 04	821 40	772 21
Métallurgistes	739 30	4 1/2	1/3	90 51	829 81	723 »
Ouvriers du bâtiment..	721 32	4 1/2	1/3	73 »	794 32	740 03
Charretiers	630 02	5 1/2	1/2	105 »	735 02	729 04
Ouvriers en chaussures et en cuir.....	540 »	4 3/4	1	209 »	749 »	693 13
Manœuvres de la mé- tallurgie	458 09	5 1/2	1 1/18	256 08	714 17	697 92
Ouvriers techniques des fabriques (**)	572 10	5	1	250 35	822 45	755 04
Manœuvres de fabriques	386 04	6 3/4	1 1/2	284 08	670 12	638 99
Manœuvres des ou- vriers d'art (***)	433 06	5 9/10	1 1/10	232 02	665 08	642 08
Journaliers (****)	424 12	6 1/2	1 1/3	257 93	682 05	650 81

M. George GUNTON (*Wealth and Progress*, New-York, Appleton et Co, 1894, p. 170 et suiv.) dégage de ce tableau les conclusions suivantes :

« 1° La somme totale des gains de la famille moyenne prise dans une classe quelconque de salariés, est toujours proportionnée au coût de la vie de la famille moyenne de cette même classe.

« 2° Le salaire du père est réduit dans la proportion de la contribution apportée par la femme et les enfants.

« 3° L'étalon de vie et en conséquence le revenu total de la famille sont le plus bas dans les cas où la femme et les enfants contribuent le plus aux ressources du ménage.

« Ainsi, dit le rapport de l'Office du Travail, dans aucun des cas où le père est assisté par sa femme ou ses enfants, il ne gagne autant que les

élevé dans les industries où le père, la mère et l'enfant travaillent que dans celles où l'homme travaille seul (1). Et, de la comparaison que permet l'enquête de l'*Office du Travail* de 1891 sur les salaires dans l'industrie, il ressort que dans l'industrie textile, où le travail des femmes et des enfants est très développé (56 0/0), on rencontrait, pour onze heures et demie de travail, des salaires moyens de 3 fr. 45 pour les hommes et de 2 fr. 10 pour les femmes, tandis que dans la métallurgie, où le travail des femmes n'entre que dans la proportion de 7 0/0, les salaires masculins étaient de 4 fr. 10 et les salaires féminins de 1 fr. 55 (2). Il semblerait donc que, dans une circonscription textile où tous les membres de la famille

« autres ouvriers. Et il gagne le moins dans le cas où il est assisté par « sa femme et ses enfants. »

« Quelque paradoxale que puisse paraître cette constatation, elle est parfaitement naturelle et, à vrai dire, il n'en peut être autrement : là où la mère et les enfants vont à la fabrique, il est impossible que les besoins qui résultent de l'influence élevante de la vie sociale soient développés au même degré que là où la mère dirige le foyer et où les enfants vont à l'école.

« De même si nous prenons ensemble les ouvriers des fabriques de chaussures, de la métallurgie et du bâtiment, dans lesquels la proportion des enfants qui travaillent est seulement équivalente à 1 pour 3 familles, le gain moyen du père égale, à 7 dollars 42 cents près, le coût de la vie de la famille ; au contraire, pour les manouvriers des industries métallurgiques, pour les manouvriers de fabrique ou de métiers spéciaux, et pour les simples journaliers, parmi lesquels le nombre des enfants qui travaillent est égal à 1 1/4 pour chaque famille, le gain moyen du père est inférieur de 232 dollars 12 cents au coût de la vie de famille. Cette différence est d'autant plus grande que, parallèlement, ce coût de la vie est inférieur de près de 100 dollars à celui atteint par la famille de l'autre groupe. » (Cité par Paul BUREAU : *Le Contrat de travail. Le rôle des Syndicats professionnels*, p. 175-177.)

*) Ici figurent les ouvriers de l'ameublement, les ouvriers en voitures, les chapeliers, les ouvriers en figures, les tailleurs de pierre, les ouvriers en fouets.

**) Cette classe comprend spécialement les tisseurs et les filateurs.

***) Dans cette classe sont rangés les manœuvres employés dans les métiers visés dans la première classe.

****) Dans cette catégorie sont rangés notamment les manœuvres pour les travaux de construction, les journaliers employés dans les rues, les débardeurs des quais, les matelots, pêcheurs.

1) COLSON : *Cours d'Economie politique* ; Livre II, *Le Travail et les questions ouvrières*, p. 18-19.

2) OFFICE DU TRAVAIL : *Salaires et Durée du Travail dans l'Industrie française* (1891-1893), tome IV. Résultats généraux, tableau IV.

trouveraient à s'employer, leurs salaires cumulés constitueraient, en général, une somme supérieure à celle gagnée par l'homme seul dans une circonscription métallurgique — où les femmes ne peuvent être occupées. Mais nous nous refusons, là aussi, à fonder ou à détruire une théorie avec ces seuls chiffres abstraits, qui nous masquent les innombrables éléments qui influent sur l'intimité du phénomène et qui, par exemple dans le cas qui nous occupe, ne nous laissent pas apercevoir dans quelle mesure l'organisation syndicale propre aux ouvriers tisseurs, la syndicalisation des femmes aussi, ont pu influencer sur le salaire, et dans quelle mesure, d'autre part, les femmes d'ouvriers métallurgiques ne recourent pas, elles aussi, à des travaux accessoires (petit commerce, travaux agricoles, travaux d'aiguille à domicile, etc.) (1).

Et d'ailleurs, qu'on le remarque, l'induction tirée à première vue de ces statistiques serait-elle vraie, que notre théorie n'en subsisterait pas moins. Nous croyons avoir marqué, au cours de cet ouvrage que, quelque intérêt que nous ayons pris à dégager ces mouvements du salaire, nous ne prétendions pas en faire une loi nécessaire, dont le déterminisme ne saurait être altéré, mais de simples *tendances naturelles*, que les causes économiques les plus variées et les mobiles psychologiques les plus imprévus peuvent contribuer à paralyser, parfois même à briser.

Cette tendance, dans les cas de salaire familial, à réduire la rémunération de chacun, existe, nous l'avons montré, au moins sous cette forme que, la femme ayant initialement eu recours au travail pour compenser l'insuffisance du salaire du mari, le salaire de ce dernier se fixera à ce niveau inférieur et rencontrera ensuite les plus grandes difficultés à s'élever.

C'est ce que savent bien les patrons, et l'on en voit qui, pour pouvoir mieux maintenir les salaires de leurs ouvriers à un taux peu élevé, s'efforcent d'embaucher également leurs femmes et leurs enfants (2) ou s'occupent de leur procurer

(1) V. précisément les cas cités plus loin, p. 236, note 1 et 345, note 3.

(2) C'est ce que semble indiquer, par exemple, un rapport de l'Inspection du travail hollandaise en 1901, encore que, pour l'industrie briquetière, le

eux-mêmes des travaux de lingerie ou de confection à exécuter à domicile (1).

Mais, si cette tendance du salaire collectif de la famille à s'abaisser au niveau du salaire général de l'ouvrier seul peut rencontrer parfois une certaine complicité de la part des employeurs, elle se heurte, par contre, à la résistance des ouvriers, inspirée des mobiles psychologiques les plus divers et les plus imprévus ; c'est ainsi que, récemment, à la suite de l'installation, dans un petit village de Seine-et-Marne, d'un atelier coopératif d'habillement fondé par des sillonnistes, les salaires des ouvrières en confection, subissant une hausse considérable, s'élevèrent jusqu'à 3, 4 et même 5 francs par jour. Les ouvriers de la région, poussés par je ne sais quel orgueil de sexe, s'indignèrent de voir leurs femmes toucher des salaires supérieurs aux leurs et, ne voulant pas, disaient-ils, être « entretenus par elles », réclamèrent, à leur tour, à leurs patrons, une augmentation de salaire ! (2).

On voit combien subtil et rempli d'imprévu est le jeu de tous ces mécanismes économiques que nous examinons. C'est que l'homme y est engagé tout entier, avec ses croyances, ses sentiments, ses caprices même, et que c'est lui qui, librement, les utilise dans le sens de ses desseins. C'est une vue qu'il

phénomène se complique de la nécessité particulière de recruter de la main-d'œuvre :

« Déjà dans un rapport précédent, écrit l'inspecteur de la province d'Utrecht, il a été relevé que le fabricant ne loue pas le travail de l'homme, mais le travail de la famille entière. Nous avons déjà noté l'exemple d'une bonne qui avait dû abandonner son service parce qu'elle était réclamée par le fabricant chez qui travaillait son père ; cette fois, j'ai eu connaissance du fait suivant que je dois au chef d'une fabrique de machines : un garçon travaillant chez lui comme apprenti et ayant beaucoup de goût pour l'industrie des machines, fut réclamé par le fabricant de briques, chez qui travaillait son père, sous menace, en cas de refus, de chasser le père de son habitation. » (Cf. Christian CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du Travail salarié*, p. 314, note.)

(1) Dans certaines régions de forges, les patrons organisent eux-mêmes des ouvroirs.

D'autre part, M. Cotelle écrit : « *De concert avec les industriels*, le directeur du Louvre envoie l'ouvrage de basse confection et le fait achever, à leurs moments de loisir, par les épouses, les mères ou les filles d'ouvriers. » (*The Sweating system*, p. 187-188.)

(2) Cf. *Eveil démocratique* du 7 novembre 1909.

nous faut toujours avoir présente à l'esprit. Sans doute, à ce contact avec l'économie concrète, l'économie abstraite perd de sa simplicité et de sa rigidité, mais elle y gagne en vérité et en vie, et ce sont là, nous semble-t-il, des qualités que ne doit point mépriser l'économiste.

6° *Le salaire du vice.* — Dans ces profondeurs obscures de la vie économique, où s'élaborent tant de germes inaperçus d'inégalité et, par conséquent, de concurrence, les sources les plus pures voisinent, hélas ! avec les plus souillées dans une collaboration destructrice. Après les répercussions de la solidarité familiale, voici l'influence du vice infâme.

Un cercle infernal semble dominer le travail féminin : les salaires de misère engendrent la prostitution, et la prostitution généralisée engendre les salaires de misère...

Tous ceux qui ont écrit sur les industries féminines n'ont pu que constater ce lien étroit :

« Comparez, dit Louis Bonnevey, la moralité générale des ouvrières qui travaillent dans les industries de luxe, où les salaires sont ordinairement rémunérateurs, avec celle des malheureuses filles qui, sur le tulle, le corset, la culotte, la chemise, doivent se contenter de 75 centimes à 1 franc par jour, et vous verrez la différence. » (1).

Et l'implacable solidarité, par laquelle celles qui se livrent à la débauche entraînent dans le vice celles qui veulent rester pures, n'est pas un mythe impressionnant inventé pour les besoins de notre argumentation, mais des enquêteurs, au-dessus de tout soupçon, nous ont décrit le moment tragique et précis où intervenait, dans certains cas, cette pression infâme (2).

(1) LOUIS BONNEVEY : *Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, p. 91.

(2) M. CHARLES FUSTER, dans une étude sur l'ouvrière à Berlin (*Revue féministe*, octobre 1895, p. 15), rapporte ce dialogue auquel il a assisté :

« Mais, monsieur, dit une pauvre ouvrière en sanglotant, vous savez bien que je ne peux pas ; je ne peux pas vivre et payer mon fil, ma lumière et le tramway avec ce que vous m'offrez. »

« — Que voulez-vous ? répondit le patron, j'ai la concurrence des autres patrons, moi ! Il faut bien que je profite de celle qu'il y a entre vous. »

Ne sait-on pas encore qu'il existe certains emplois dans la mode parisienne pour lesquels il n'est offert aucun salaire, les jeunes filles qui les occupent devant, par le genre de vie et la toilette afférents à cet emploi, trouver aisément à se procurer d'autres ressources.

On voit jusqu'à quels éléments subtils se glissent les concurrences ouvrières, et l'influence de ces inégalités est à ce point étendue et appréciable qu'un économiste a pu y voir la cause de la différence qui existe dans les industries féminines entre le salaire des grandes et des petites villes, au profit des petites villes (1).

7° *Les secours de bienfaisance.* — Il n'est pas jusqu'à l'influence des plus généreuses démarches de la bienfaisance, qui ne doive être notée ici, tant est sensible l'appareil économique que nous examinons.

Quelque déconcertant que cela puisse paraître, il est des cas où l'assistance risque d'aggraver le sort de ceux mêmes qu'elle pensait secourir, ou, du moins, de porter atteinte aux

Il y a une quantité de femmes qui gagnent de l'argent autrement, c'est à vous de savoir comment, et qui reviennent à nous dans les mauvais moments ou simplement pendant une partie de la journée. Elles ne demandent presque rien. Elles ont toujours le soir pour compléter.

« — Mais, monsieur, je ne peux pourtant pas... »

« Le patron, ajoute M. Fuster, hausse les épaules en me disant :

« — Que voulez-vous que j'y fasse ? Cela me désole, mais il faut passer par là. On ne m'achètera pas les corsages un pfennig de plus parce qu'ils seront cousus par d'honnêtes femmes. » cité par George MÉNY : *Le Travail à bon marché*, p. 184.)

Et Mme la comtesse de Villermont (*Le Mouvement féministe*, Paris, 1904, tome I), denonce cette cynique invitation du gérant d'un grand magasin parisien qui, aux jeunes filles qui se présentent, soit pour avoir de l'ouvrage, soit pour entrer comme demoiselles de rayon ou caissières dans les magasins, ne pose que cette question brutale :

« — Avez-vous un protecteur ?... »

« Et si la pauvre, rougissante ou offensée, répond non, il lui tourne le dos et va à une autre, en disant :

« — En ce cas, mademoiselle, impossible de vous prendre ; vos gages sont trop minces pour vous faire vivre et nous ne voulons pas de gens tristes ou qui meurent de faim. Quand vous aurez choisi un ami, vous pourrez revenir. » (Cité par Charles Poisson : *Le Salaire des Femmes*, p. 200.)

(1) René GONNARD : *La Femme dans l'Industrie*, p. 98, note.

compagnons de travail de l'assisté, destinés à devenir bientôt ses compagnons de misère.

M. Gunton remarque que, « quand l'ouvrier anglais recevait des secours de la paroisse en plus de son salaire, son revenu provenant de ces deux sources réunies n'était pas plus élevé qu'il ne fut plus tard, lorsque, après la suppression des secours de la paroisse, le salaire fut seul à le fournir » (1).

Mais l'on a pu saisir plus directement encore l'action déprimante de certains secours, et l'on a cité le cas de pauvres femmes, spéculant sur les quelques francs du bureau de bienfaisance ou sur les bons de la Conférence de Saint-Vincent-de-Paul pour concurrencer au rabais leurs compétitrices ne jouissant pas de ces ressources exceptionnelles et ne pouvant s'accommoder des prix ainsi acceptés (2).

Dans certaines maisons de fleurs et de plumes, on en est même arrivé, paraît-il, à baser la rémunération du travail en tenant compte de ce complément indispensable des secours d'assistance ! (3).

Voilà quelles influences subtiles et variées à l'infini s'exercent secrètement sur le salaire, le modifiant dans sa profondeur, sans que rien semble en paraître à la surface.

Nous avons là comme la clef de toute l'économie ouvrière, vue sans doute mouvante et complexe, mais profonde aussi comme la vie.

C'est là qu'il faut chercher, selon nous, le secret du salaire. Nous en avons déjà fait apercevoir l'importance primordiale dans la question si controversée de l'infériorité du salaire féminin.

(1) GEORGE GUNTON : *Wealth and Progress*, p. 220. Cf. BUREAU : *Le Contrat de Travail*, p. 174, note 2.)

(2) GEORGE MÉNY : *Le Travail à bon marché*, p. 76.

(3) « Dans l'article camelote — toujours fabriqué à domicile — les salaires sont si réduits qu'on nous a cité telle ou telle maison dont les administrateurs s'emploient à faire obtenir à ces ouvrières des secours étrangers. Ils en font valoir l'importance et les décident à prendre une tâche que, même la plus noire misère, ne pourrait les déterminer à accepter à cause de sa faible rétribution. » (*Ibid.*, p. 84.)

Si nous voulons en avoir une illustration plus précise et plus saisissante, si nous voulons voir en mouvement toutes ces forces que nous avons ici décomposées, nous n'avons qu'à nous pencher sur l'abîme du travail à domicile pour y apercevoir ce tourbillon de mort.

II. — SA VÉRIFICATION EXPÉRIMENTALE : LES ENSEIGNEMENTS ÉCONOMIQUES DU TRAVAIL A DOMICILE.

Jusqu'ici, lorsque nous avons présenté le travail à domicile, c'était sous ses formes les plus simples et, alors même qu'il se compliquait de la concurrence des campagnes, il semblait ne pas pouvoir être dégradé au-dessous d'un certain niveau de vie correspondant au moins au strict nécessaire de **ces ouvriers des campagnes**.

Mais voici que l'intervention du simple petit fait de la concurrence des salaires d'appoint va réaliser ce phénomène paradoxal *d'une catégorie d'ouvriers que ne protège même plus la « loi d'airain » et dont la rémunération s'abaisse au-dessous du niveau des besoins les plus strictement indispensables*.

Nous allons en comprendre aisément la raison :

Voici ce que nous apprend l'enquête de l'Office du Travail sur l'industrie de la lingerie à domicile parisienne, en ce qui concerne la situation de famille des ouvrières enquêtées :

Sur 510 réponses : 258 ouvrières, soit 50 0/0, sont mariées ; 169, soit 33 0/0, sont veuves ou divorcées ; 83, soit 16 0/0, sont célibataires (1).

Examinons d'abord la situation de ces femmes mariées, qui sont dans une inquiétante proportion par rapport aux femmes isolées obligées de trouver dans leur salaire de lingerie la satisfaction de tous leurs besoins et parfois — pour les veuves, les divorcées, les abandonnées — ceux de un ou plusieurs enfants.

(1) OFFICE DU TRAVAIL : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, tome I, Paris, 1907, p. 731 et suivantes.

Les ouvrières mariées, dans la proportion de 40 0/0 (103 sur 253), n'ont pas d'enfants. Leurs charges familiales sont donc de ce chef réduites au minimum ; elles se trouvent dans une situation analogue à celle des ouvrières isolées, avec cette circonstance aggravante qu'elles sont aidées par les gains de leur mari.

Sur 211 maris : 73 sont ouvriers ; 20 employés de commerce et d'administration ; 23 employés et ouvriers de services publics ; 29 employés dans les transports, chemins de fer, omnibus ; 47 journaliers ; 6 gardiens de la paix ; 13 appartiennent à des professions diverses. C'est-à-dire, si l'on retranche les ouvriers, les journaliers et les professions inconnues un ensemble important (35 0/0) d'emplois, relativement sûrs et bien rémunérés.

Aussi la quote-part pour laquelle les ressources de la femme entrent dans le budget familial est-elle restreinte : pour 138 cas observés (65 0/0), on l'évalue à 10 0/0 au plus dans 24 cas ; de 11 à 20 0/0 au plus dans 55 cas et de 20 à 30 0/0 dans 35 cas.

D'autre part, sur l'ensemble des ouvrières enquêtées, (540, sans distinction de situation de famille), on en trouve 101 faisant des travaux autres que la lingerie : 44 sont concierges ; 11 font des ménages ; 46 font des travaux divers.

Parmi les ouvrières vivant seules, un quart environ supplémentent le gain que leur procure la lingerie par d'autres travaux ou des secours.

Et alors, on se demande ce que peuvent devenir ces trois autres quarts : ceux qui devraient constituer le noyau normal du métier : les femmes isolées, orphelines, veuves ou abandonnées, cherchant dans le travail de la lingerie toute leur subsistance et qui se trouvent, ici, écrasées à la fois par une majorité d'ouvrières, aidées par les gains de leur mari et par un important groupe d'autres ouvrières, tirant des ressources supplémentaires de travaux ou de secours extérieurs.

Nous retrouvons déjà ici deux des éléments que nous

avons discernés plus haut : les travaux accessoires et les salaires familiaux ; les autres éléments ne sont pas davantage absents.

Nous avons relevé dans un précédent chapitre le mouvement caractéristique qui entraîne les travaux de lingerie vers les campagnes. Ce déplacement n'a pas seulement pour cause l'infériorité naturelle de l'étalon de vie rurale, mais encore la nécessité où sont certains petits propriétaires de compléter leur gain agricole insuffisant. C'est donc moins parce que la vie y est meilleur marché, que les entrepreneurs de lingerie s'adressent aux femmes de la campagne — car il y aurait là encore quelque limite — que parce que celles-ci ne cherchent à satisfaire par les travaux d'aiguille qu'une part restreinte de leurs besoins, qui varie de l'une à l'autre et peut être réduite aisément.

Ce n'est pas à des femmes isolées habitant la campagne, mais aux fermières, aux ouvrières agricoles que l'on s'adresse : Les magasins du Louvre font faire les tabliers, les blouses, le linge commun en Touraine, à des femmes qui se livrent aux travaux des champs et ne cherchent là qu'un simple supplément (1). A Lyon on signale un avilissement de prix pour les travaux de mouchetage, chenillage, broderie sur tulle, provenant de ce que les entrepreneurs confient une partie de ces travaux à des fermières des environs (2).

Et encore, ces ménagères, ayant quelques ressources étrangères, sont dans une relative indépendance à l'égard de l'entrepreneur et peuvent parfois refuser les propositions qu'elles jugent trop abusives (3) ; mais il n'en est plus de

(1) TH. COTELLE : *Le sweating system*, p. 194. Cf. *supra*, p. 264, note 1.

(2) BONNEVAY : *Ouvrières lyonnaises travaillant à domicile*, p. 22 ; COTELLE, p. 195.

(3) « Un magasin de blanc d'une grande ville de l'Ouest avait proposé à une famille de cultivateurs de confectionner des chemises de coton pour hommes au prix de 1 fr. 75 la douzaine. La famille en question, qui comprend onze enfants, possède trois jeunes filles, couturières, allant chaque jour travailler dans une maison différente pour y faire n'importe quel ouvrage de couture. Le travail qu'on leur demandait d'exécuter eût pu être achevé pen-

même lorsqu'il s'agit de ces catégories d'ouvrières rurales qui acceptent ces mêmes travaux par distraction, comme passe-temps durant les longues heures de rêverie solitaire auxquelles elles sont astreintes, ou encore pour satisfaire aux besoins de leur coquetterie. Si minime qu'il soit, ce gain sera toujours le bienvenu et il semble qu'il n'y ait ici presque plus de limite où doive s'arrêter l'avilissement des prix.

Ce sont les bergères de certains cantons d'Auvergne qui confectionnent des dentelles grossières pour un salaire de 0 fr. 30 ou de 0 fr. 40 par jour (1). Dans le Cher on signale des régions entières où l'on voit des femmes ou des jeunes filles effectuant des travaux de lingerie tout en gardant les bestiaux (2) ; quand ce ne sont pas, comme dans les Vosges, de petits bergers eux-mêmes, qui, pour rompre la monotonie de leurs longues solitudes, brodent auprès de leurs troupeaux... (3)

Ici nous avons atteint le type du véritable « salaire d'appoint » : celui qui ne satisfait que des désirs superflus, celui que les Allemands appellent le *Nadelgeld* (argent pour les épingles) et qui, ne touchant à aucun besoin vital, est susceptible de subir les pires réductions.

Aussi est-ce vers lui que le travail à domicile se rue, et c'est la raison pour laquelle, par un mouvement qui semble en contradiction avec le précédent, nous le voyons parfois rebrousser chemin, délaisser les campagnes elles-mêmes pour revenir dans les villes, mais c'est pour y chercher une clientèle moins exigeante encore.

On a souvent cité le cas de ces femmes de la petite bourgeoisie, femmes d'employés, femmes de fonctionnaires, effec-

dant les veillées d'hiver. Elles le refusèrent néanmoins, jugeant trop mauvaises les propositions du magasin. » (COTELLE, p. 198.) On signale des cas de résistance analogues dans la campagne lyonnaise, pour des pièces de broderie.

(1) POISSON : *Le salaire des femmes*, p. 58-59.

(2) OFFICE DU TRAVAIL : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, t. II, p. 10 (Mareuil, Saint-Bardel), p. 11 (Saint-Amand), etc...

(3) COTELLE : p. 199 ; BONNEVAY, p. 46.

tuant à n'importe quel prix des travaux de lingerie ou de broderie pour accroître quelque peu le luxe de leur « home » ou donner des ressources à leur coquetterie (1).

Et l'on a même pu révéler de curieux cas de rapacité bourgeoise qui rappellent le temps où certaines familles romaines, pour maintenir leur rang, transformaient au foyer leurs esclaves, qu'elles n'avaient pas les moyens de conserver oisifs, en véritables ouvriers industriels (2).

(1) L'inspecteur du travail de Bourges rapporte que des femmes de Bourges « prennent à façon le travail suivant : elles rabattent les coutures d'une chemise, montent les manches, froncent le col, à raison de 0 fr. 25 la paire ; elles arrivent ainsi, en travaillant sans relâche, à gagner 0 fr. 40 par jour. Et ces salaires, ajoute-t-il, sont d'autant plus avilis, ce sont d'autant plus des salaires de misère, que certaines familles presque dans l'aisance n'hésitent pas à prendre du travail de lingerie à façon. » (*Rapports sur l'application des lois réglementant le travail en 1904*, p. 32-33.)

Dans la finission et la broderie des gants, à Grenoble, Léon COTE rapporte que « des femmes d'employés de commerce, voire de fonctionnaires, exécutent en cachette ces divers travaux, qui leur sont procurés discrètement par quelque personne de leur connaissance. Elles acceptent pour leur tâche des salaires dérisoires, qui ne constituent pour elles qu'une sorte d'argent de poche qu'elles utilisent à la fin du mois pour s'acheter quelque objet de toilette. C'est du moins ce qu'elles disent aux personnes qui sont dans la confidence. » (*L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, p. 178, note 3.)

Aux Etats-Unis, cette concurrence se fait même sentir jusque dans la grande industrie, et nombreuses sont les jeunes filles ou les femmes qui, ayant quelque aisance dans leur famille, acceptent d'entrer à l'atelier et de s'y livrer aux travaux les plus pénibles, pour s'assurer leur indépendance ou pour gagner les dollars nécessaires à la satisfaction de leurs besoins de luxe, à leur goût du plaisir ou à la constitution de leur dot. La présence des ouvrières amateurs, ne travaillant que pour le superflu, est une des plus redoutables causes de concurrence et d'insolidarité pour le prolétariat féminin américain. (Cf. Mmes J. et M. VAN VORST : *L'ouvrière aux Etats-Unis*, traduct. franç., Paris, Juven, p. 36, 58-61, 89, 168, etc...)

(2) « Certaines dames exploitent leurs domestiques en les obligeant à broder ou à finir des gants à leurs moments perdus, sans que ces pauvres filles touchent jamais le fruit de ce travail supplémentaire. Nous pourrions citer des exemples de ces faits, que nous réprouvons. En présence, un jour, d'une dame qui se trouvait dans ce cas, nous lui avons très respectueusement demandé si les gages de ses domestiques étaient sensiblement augmentés de ce fait. « Mais, pas du tout, nous fut-il répondu : j'ai une femme de chambre » et une cuisinière ; le soir, je pourrais les occuper aux raccommodages et « n'aurais pas à les payer à part pour cela ; je préfère leur donner des bou-
« tonnières et des rabattages ; pour elles, c'est la même chose, et cela me
« dédommage un peu des dépenses qu'elles m'occasionnent. Je ne pourrais
« pas y tenir, monsieur, si je ne les faisais pas travailler les gants ; je serais
« obligée de renvoyer l'une des deux, la pauvre malheureuse serait bien avan-
« cée. C'est dans leur intérêt tout cela. » (Léon COTE : *L'industrie gantière et l'ouvrier gantier à Grenoble*, p. 178, note 3.)

Faut-il encore noter l'influence de la concurrence des filles de mauvaise vie (1) afin qu'aucun élément de dégradation ne manque au salaire des parias du travail à domicile.

Mais si les dernières catégories de concurrentes que nous venons de signaler peuvent sembler nécessairement assez limitées, il en est d'autres aussi nuisibles et qui, celles-là, sont indéfiniment extensibles : ce sont les femmes d'ouvriers et d'employés...

Les distributeurs d'ouvrage recherchent avec soin les femmes dont les maris gagnent de hauts salaires et qui, par conséquent, seront moins exigeantes : on les voit s'installer de préférence « dans les faubourgs extérieurs, tout auprès des chantiers, des usines, des gares de marchandises, à proximité d'une agglomération de femmes de hauts ouvriers, d'employés... » (2) ; ou encore ils recherchent les centres industriels où les femmes ne trouvent que difficilement à s'employer et l'on verra les grands magasins s'adresser avec prédilection aux femmes d'ouvriers métallurgistes (3).

Et il nous faudrait énumérer presque toutes les professions pour y trouver trace de cette conquête progressive du *sweating system* étendant sans cesse ses prises vers des catégories de moins en moins exigeantes d'ouvrières déjà assurées par ailleurs du nécessaire et ayant assez de loisirs d'autre part pour se livrer à un effort vraiment productif : femmes

(1) « On nous a signalé, et nous avons tenu à vérifier, écrit Léon Côte, qu'un grand nombre de filles de mauvaise vie arrivent à se procurer également du travail de finissage ou de broderie, qu'elles exécutent tandis qu'il fait grand jour. » (*Ibid.*)

(2) OFFICE DU TRAVAIL : *La petite industrie (salaires, durée de travail)*. Tome II, *Le vêtement à Paris*, p. 666.

(3) Cf. *Supra*, p. 334-336 ; COTELLE, *Le sweating system*, p. 187 : « De concert avec les industriels, le directeur du Louvre envoie l'ouvrage de basse confection et le fait achever à leurs moments de loisirs, par les épouses, les mères ou les filles d'ouvriers. » — OFFICE DU TRAVAIL : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, t. II, p. 230 : « Les ouvrières vues à Meucherat (Cher) étaient, le plus souvent, femmes de tanneurs ; celles d'Aubigny, femmes de journaliers ou d'ouvriers agricoles ; à Saint-Florent, on a trouvé de nombreuses femmes ou filles ou sœurs d'ouvriers métallurgistes. »

de gendarmes (1), femmes de cavaliers de manège de l'Ecole de Saumur (2), femmes de sous-officiers de Saint-Cyr, gardes-barrières, etc., etc., autant d'éléments désorganiseurs introduits peu à peu dans la concurrence.

Faut-il s'étonner dès lors des salaires de famine et de prostitution, relevés par tant d'enquêtes officielles ou privées, et qui gravitent pour d'innombrables métiers à domicile — lingerie, confection, fleurs, jouets, etc... — autour de 10 *centimes par heure* ?

Or, la cause profonde de cette terrifiante misère, ce ne sont pas les prisons ou les couvents, ni même les entrepreneuses que dénoncent tour à tour les ouvrières mal informées, mais la plaie particulière du travail féminin : la concurrence de femmes satisfaisant, par leur salaire, des besoins de quantité et de qualité différentes.

La concurrence trouve alors à se prendre à des étalons de vie variés presque sans limite, et il faudra, suivant le mécanisme que nous avons dégagé que, sur le salaire établi soit sur les degrés les plus extrêmes de la misère, soit sur les besoins les plus réduits ou les plus superflus, l'ouvrière professionnelle, chargée de famille et qui cherche dans ce métier la subsistance de chaque jour, trouve moyen de vivre.

Dix centimes par heure ! Jamais on ne trouvera plus tragique illustration du mécanisme des ressources accessoires.

Toute la leçon du travail à domicile se dégage, riche d'enseignements économiques sur le jeu de la concurrence appliquée au travail humain.

La concurrence joue ici librement, sans contrepoids ni

(1) « Dans cette région (Sarthe), on cite le cas d'une localité possédant une brigade de gendarmerie, où toutes les femmes de gendarmes font de la lingerie ; les gendarmes aident au travail en cousant les boutons. Dans ces conditions, le gain journalier obtenu par l'ouvrière n'atteint que rarement 0 fr. 75. » (*Ibid.*, p. 741.)

(2) Poisson : *Le salaire des femmes*, p. 141 (couture, lingerie, dentelle).

barrières, c'est le domaine de l'atomisme social (1). C'est le moment d'observer ce jeu de la concurrence à l'état pur et de nous demander si elle réalise les rassurantes prédictions des économistes.

a) Les économistes libéraux nous l'avaient montrée, éliminant impitoyablement les incapables, débarrassant activement le marché industriel de toutes les entreprises non viables.

Et voici qu'elle nous apparaît entretenant et développant le parasitisme, favorisant les organisations les plus malsaines de travail : des industries entières, destinées à la mort, se soutiennent et subsistent en semant la mort autour d'elles, en recourant à l'exploitation la plus éhontée du travail humain et, loin que l'intensification de la concurrence et du progrès industriel détermine leur élimination, elle ne fait que perfectionner leurs instruments d'exploitation et qu'étendre le mal à de nouvelles victimes.

b) Certains marxistes, poussant à l'extrême la pensée du maître, nous l'avaient montré, simplifiant l'économie, concentrant les entreprises et les ramenant à l'unité, et voici que le microcosme du travail à domicile nous montre le mouvement industriel se compliquant, se diversifiant à l'infini ; la concentration commerciale et capitaliste se doublant d'une véritable dissémination industrielle : le travail en chambre concurrençant victorieusement, à coups de misère, la fabrication en atelier (2).

(1) Ce petit fait lui sert à nos yeux de symbole : *Dans les maisons de gros, il est presque toujours défendu aux ouvrières, qui attendent pour livrer, de parler entre elles.*

De cette façon, elle ne peuvent se communiquer le prix qu'elles touchent, et la maison évite toujours avec soin de donner des prix à l'une quand une autre est présente.

(2) Et, qu'on le remarque, l'élévation du coût de revient et la difficulté de la surveillance, qui devraient normalement constituer un obstacle à l'extension de cette organisation, semblent même ici être presque complètement éludées, grâce au développement de l'entreprise poussée à plusieurs degrés et dont les bénéfices, loin de constituer une charge pour l'établissement distributeur d'ouvrage, sont purement et simplement prélevés sur le gain de l'ouvrière qui, en dernière analyse, est la seule à soutenir, avec sa misère, tout le poids de cet immense édifice parasitaire.

c) Les écrivains de l'économie libérale saluaient la baisse des prix comme un fruit gagné sur les intermédiaires inutiles éliminés sous la poussée salubre de la libre concurrence, ou sur les résistances des forces naturelles vaincues par le génie triomphant de la science... Et voici que l'industrie à domicile nous montre les merveilles de bon marché, la démocratisation des prix, tant vantée par les économistes, achetées par les larmes et le sang de pauvres femmes agonisant dans des mansardes.

Voilà la contribution scientifique que l'expérience de l'industrie à domicile apporte à l'étude de la libre concurrence.

Elle n'éclaire pas moins la théorie du salaire :

a) Est-ce la *productivité du travail* qui détermine le salaire quand nous voyons l'habileté et l'activité fiévreuse de ces merveilleuses dentellières ou de ces diligentes lingères récompensées d'un salaire dont ne voudrait pas un manœuvre ?

b) Est-ce l'*utilité* de leur travail — alors que c'est précisément la confection des objets les plus indispensables au vêtement humain qui connaît les plus dérisoires salaires ?

c) Est-ce le *fonds des salaires* — alors que les établissements les plus opulents contribuent comme les plus précaires à constituer cette classe de parias ?

d) Est-ce le *prix* — alors que les broderies luxueuses ou les fleurs délicates, qui n'ont pu empêcher celles qui les faisaient de mourir de faim, sont affichées à prix d'or dans les magasins ?

e) Est-ce même la *surabondance* et l'*absence de qualification professionnelle* des concurrentes qui ramène le salaire sous la règle de la loi d'airain — lorsque nous voyons, ici, le salaire s'abaisser au-dessous même de ce qui est nécessaire à la vie, dépasser en horreur tragique les plus sinistres prophéties de Malthus ou de Lasalle ?

Il y faut quelque chose de plus, qui lui donne toute sa souplesse et toute sa désolante portée et dont le travail à

domicile semble nous offrir la formule presque définitive : C'est le *jeu de la concurrence sur des inégalités de besoins, variant presque à l'infini et indéfiniment compressibles, car elles ne reposent pas seulement sur des différences d'âge de sexe ou de race, qui présenteraient au moins quelque fixité, mais sur des différences dans les dispositions psychologiques et morales et dans l'aménagement de la vie privée de chacun.*

Nous touchons ici le ressort même des sous-concurrences ouvrières, si variées, que nous avons vues se dérouler au cours de cet ouvrage, et l'on aperçoit sur quels éléments on devra agir, si l'on veut en tarir la source profonde.

TROISIÈME PARTIE

LES ÉTAPES

DE LA

CONTRAINTES SYNDICALE

CHAPITRE PREMIER

DE LA CONCURRENCE A LA SOLIDARITE

I. — La notion de classe et le fondement des morales de solidarité devant les faits. — II. — La genèse de l'idée syndicale.

I. — LA NOTION DE « CLASSE » ET LE FONDEMENT DES MORALES DE SOLIDARITÉ DEVANT LES FAITS.

Nous connaissons maintenant la réalité ouvrière, telle qu'elle nous est donnée. Il faut reconnaître que ce n'est pas sous cet aspect que l'on a coutume de nous la présenter.

A force de retenir l'attention sur l'opposition consacrée par le régime économique actuel entre salariants et salariés, les écrivains socialistes et syndicalistes ont contribué à accréditer cette croyance que le seul antagonisme profond dans la vie sociale repose sur la lutte des classes et que les conflits entre ouvriers, signalés par les anciens économistes classiques, se sont, depuis lors, résolus spontanément dans l'enthousiasme d'une action collective, dans l'élan de communes révoltes.

Nous pensons qu'après notre analyse des concurrences ouvrières, rien n'apparaît plus irréal que cette notion de classe, un peu simpliste, construite par les théoriciens socialistes.

Karl Marx et ses disciples nous avaient montré d'une part la concentration capitaliste rejetant dans les rangs du prolétariat les producteurs indépendants de l'ancienne éco-

nomie ; et, d'autre part, le régime du grand atelier moderne, éduquant, façonnant, disciplinant, cette immense armée de travailleurs, forgeant automatiquement la solidarité ouvrière, levier miraculeux de la transformation sociale.

Déjà, l'observation économique a mis dans une lumière définitive l'échec de la première de ces deux prédictions marxistes : au lieu de la prolétarianisation croissante des masses, elle a révélé l'opposition des classes s'atténuant, le prolétariat se différenciant, par suite de la constitution d'une classe intermédiaire — directeurs techniques, ingénieurs, agents commerciaux, contremaîtres — organe essentiel et caractéristique de la grande industrie elle-même, « classe tampon » dérochant au prolétariat le meilleur de ses énergies et rattachant plus étroitement sa fortune — *malgré son caractère de classe salariée* — aux destinées du patronat qu'à celles du prolétariat ouvrier (1). L'analyse toute matérialiste des marxistes n'avait pas prévu ces transformations psychologiques !...

Il restait à démontrer la duperie de la seconde affirmation ; c'est à quoi nous avons voulu contribuer, pour notre faible part, dans cette étude.

Ce n'est plus aux frontières du prolétariat que nous avons relevé des défections, constaté des différenciations, brisant l'unité ouvrière ; mais c'est au sein même du prolétariat producteur.

Sous cette magique entité : la « classe », autour de laquelle ont été brodés, en ces dernières années, par quelques théoriciens syndicalistes, de si séduisants et imaginaires essais de psychologie collective, nous avons discerné des antinomies redoutables. La solidarité ouvrière loin de se présenter comme le produit naturel et nécessaire de l'agencement scientifique, hautement perfectionné, de l'atelier moderne, nous est apparue minée, compromise, démembrée par des rivalités intestines, que l'organisation capitaliste, loin de dériver, entretient et aggrave.

(1) Cf. BERNSTEIN : *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*.

En même temps que la modification essentielle que subit, par là, la notion de classe, on aperçoit la ruine de toutes les doctrines qui pensaient trouver, dans des faits purement économiques : tels que la division du travail, la discipline de l'atelier moderne, ou la communauté de misère des victimes du capitalisme, un fondement suffisant pour établir une morale de solidarité.

Nous ne leur opposons plus, ici, seulement, en effet, la difficulté logique qu'il y a pour de telles doctrines à nous faire passer de la constatation d'une solidarité physique entre les individus à une obligation morale de solidarité, à nous élever de la solidarité-fait à la solidarité-devoir ; c'est le fondement même de la solidarité, tel que l'on a coutume de nous le présenter, qui chancelle ici et se brise en fragments antagonistes.

Sans doute, une certaine interdépendance physique nous est révélée, et toute notre étude n'en a été que la longue illustration, mais cette interdépendance ne s'est présentée à nous que sous une forme toute négative : la concurrence, et ne nous a pas laissé apercevoir la règle *expérimentale* qui la consacrerait : l'intérêt économique des uns semblant en opposition irréductible avec celui des autres.

L'harmonie sociale ne naîtra donc pas, spontanément, de cette interdépendance économique ; ce n'est qu'un idéal moral qui pourra l'apporter du dehors au domaine de la simple expérience. Celui-ci nous offrira bien, sans doute, des déterminismes et des interdépendances, mais ils y seront ce qu'est le mécanisme de l'association des idées et de l'habitude pour notre vie morale : levier émancipateur ou carcan de servitude, selon le sens de l'effort moral qui l'utilise. De même, les solidarités que nous révèle la vie économique, pourront être le point d'appui d'une ascension fraternelle de tous, ou un instrument de guerre dont les plus habiles se servirent pour exploiter les plus faibles.

II. — LA GENÈSE DE L'IDÉE SYNDICALE.

Il existe, cependant, au milieu de cette universelle concurrence, des points de solidarité dont il nous faut chercher la genèse : c'est la coalition ouvrière en temps de grève, c'est le groupement syndical.

Ce sont là des faits qui dénotent une remarquable évolution de la pensée ouvrière, à laquelle on ne prête pas assez attention tant on est familiarisé avec eux.

Dans tout groupement d'hommes un peu étendu, règne, tout d'abord, l'insolidarité et ce n'est que par un long effort moral et que par un progrès scientifique continu que les relations se compliquent et que des rapports d'union de plus en plus précis et étendus s'établissent entre eux. La vie ouvrière n'a pas été soustraite à cette loi générale : à l'origine domine l'individualisme : la dispute du travail.

Cette lutte, que nous venons de retracer entre groupes rivaux — les ouvriers réguliers du métier se défendant contre des envahisseurs qui menacent de leur arracher le travail — c'est au sein même du groupe des ouvriers réguliers, divisés par un âpre esprit de rivalité, qu'elle a tout d'abord existé, chacun étant, non l'associé mais le rival de son compagnon de travail. C'est cet état d'esprit qui caractérise encore certains groupes d'ouvriers payés aux pièces, c'est surtout la phase primitive où en sont restés certains milieux instables et mal éduqués : les milieux féminins notamment, et en particulier ceux de la mode et ceux de la lingerie à domicile.

Comment, de cet état originaire de concurrence, la pensée ouvrière a-t-elle pu s'élever jusqu'à un idéal de solidarité, jusqu'à l'esprit syndical ?

Certains ont cru pouvoir expliquer cette transformation profonde, par le fait de la concentration des travailleurs, en grand nombre, dans un même atelier, conséquence du machinisme.

Les causes de l'apparition de la cohésion ouvrière sont, selon nous, plus subtiles et reposent au moins autant sur une transformation morale que sur une transformation économique. Nous croyons pouvoir en discerner deux principales :

a) L'existence de certains intérêts *permanents*, communs entre les travailleurs.

b) La conscience de ces intérêts communs et de leur supériorité morale sur l'intérêt immédiat de chacun.

a) Le simple fait de l'agglomération de nombreux travailleurs dans une même entreprise ne suffit pas à créer entre ceux-ci des intérêts communs permanents.

L'exemple des ouvriers et employés des industries de l'alimentation est à ce point de vue très caractéristique. Voici des travailleurs — les commis-épiciers par exemple — qui se trouvent réunis dans des établissements parfois considérables, et entre lesquels, cependant, la solidarité professionnelle est encore très faible. C'est qu'elle se heurte ici à une disposition psychologique qui en ruine le fondement : l'espoir pour chacun de s'évader du salariat, la possibilité, pour la plupart, de s'établir à leur compte. On ne vieillit guère, en effet, dans le métier de commis épicier : les employeurs voulant conserver un personnel toujours jeune, vers vingt-cinq ou trente ans il faut que le commis épicier cherche un nouveau métier ; et, le plus souvent, jusqu'à ces dernières années, il pouvait espérer acheter lui-même un petit fonds d'épicerie et désertier le prolétariat. On comprend, dès lors, qu'entre ces travailleurs, les intérêts communs et permanents n'existaient guère ; chacun ne s'occupant que d'assurer sa situation personnelle et ayant, pour cela, moins besoin de l'appui de ses compagnons momentanés de travail, que de l'aide et de la bienveillance de son patron, dont il espérait gagner les bonnes grâces, afin de pouvoir un jour compter sur son crédit, dans les moments difficiles.

Ce n'est qu'au fur et à mesure que — par suite de la concentration du commerce de l'épicerie et du pullulement des petits établissements — les conditions de vie du petit com-

merce de l'épicerie sont devenues plus précaires, que des capitaux plus importants ont été nécessaires pour monter une maison, et qu'en même temps l'extension des grandes entreprises a multiplié le nombre des commis, que s'est constitué un prolétariat de l'épicerie, que des intérêts communs et permanents sont nés entre travailleurs, voués définitivement au salariat et privés désormais de l'espoir de pouvoir accéder au patronat.

C'est un phénomène analogue que l'on peut observer chez les ouvriers boulangers : autrefois, les garçons entraient jeunes dans le métier, travaillaient avec le patron, en épousaient la fille et s'établissaient. Comment aurait pu naître, dans de pareilles conditions, le moindre groupement syndical ?

Aujourd'hui, les fonds de boulangerie se vendent 100,000, 200,000 et parfois jusqu'à 500,000 francs ; les économies du pauvre « geindre » n'y suffisent plus, les fonds sont achetés par des jeunes gens n'appartenant pas à la profession, mais ayant des capitaux, tandis que se constitue un prolétariat d'ouvriers boulangers et qu'apparaît peu à peu l'organisation syndicale (1).

Dans les milieux féminins, des causes plus générales encore d'instabilité entravent l'éclosion de l'esprit syndical : ce n'est pas ici l'accession au patronat, mais l'espoir du mariage qui fait considérer comme provisoire, à la grande majorité des travailleuses, le métier auquel elles se livrent et empêche des liens permanents de s'établir entre elles. Dans certains métiers, l'hostilité masculine accroît encore cette instabilité. Mais partout, au contraire, où la femme est établie définitivement dans le métier nous voyons disparaître l'individualisme et les combinaisons personnelles avec l'employeur, pour faire place à la cohésion syndicale et à l'action collective (2).

C'est donc moins, on le voit, *l'agglomération des travail-*

(1) C'est une évolution analogue que l'on pourra constater dans quelques années pour les clercs de notaire.

(2) V. notamment *supra*, p. 173-174.

leurs que la constitution d'un prolétariat ayant perdu l'espoir d'accéder au patronat, qui est la condition nécessaire à l'apparition de l'esprit syndical ; ce n'est pas la machine, mais la plus ou moins grande difficulté d'accession au patronat qu'offre le régime économique.

Nous avons, dans la boulangerie, l'exemple d'une industrie non concentrée et sans machines, et où, cependant, est en train de se constituer un prolétariat.

Mais voici une confirmation, plus typique encore, que nous offre l'évolution du travail au Moyen-Age : c'est le cas de Syndicats antérieurs au machinisme et à la concentration, nés seulement des difficultés d'accession à la maîtrise.

Tant que le compagnon fut associé au travail de son patron et conserva l'espoir d'accéder à la maîtrise, la solidarité ouvrière existe à peine ; la rivalité divise les compagnons ; chacun, pour se hisser au patronat, solidarise ses intérêts avec ceux de la classe des maîtres et se place en opposition avec ses compagnons de travail d'aujourd'hui, qui risquent de devenir ses rivaux de demain. Mais, lorsque l'accès à la maîtrise devint plus difficile, que la formalité du chef-d'œuvre se compliqua abusivement, que l'on avantagea ouvertement les fils des maîtres, en les exemptant des taxes qui pesaient lourdement sur le pauvre compagnon, lorsqu'enfin l'extension des affaires exigea la mise de capitaux plus considérables : les compagnons, se voyant évincés définitivement de la maîtrise et destinés à rester ouvriers toute leur vie, séparèrent leurs intérêts d'avec ceux de leurs maîtres. A la fraternelle collaboration d'autrefois, succéda une démarcation de plus en plus accusée entre les maîtres et les compagnons. Et, bientôt, une organisation distincte : le compagnonnage, dressa, contre les corps de métiers privilégiés, la revendication des intérêts prolétariens.

Ainsi donc, on le voit, ce n'est, à proprement parler, ni la machine, ni même la concentration industrielle qui sont les causes déterminantes de l'apparition d'organisations permanentes entre les salariés ; mais la *perte de tout espoir*

d'avancement économique, la constitution d'un salariat à vie (1).

b) Mais, suffit-il que les ouvriers ne puissent plus accéder individuellement au patronat, pour qu'ils aient conscience d'intérêts communs entre eux et qu'ils s'y sacrifient. Sans doute, la même lourde règle pèsera sur eux et les maintiendra dans une commune servitude ; mais les esclaves peuvent s'entr'aider fraternellement dans leur misère ou s'entre-dévorer. Les trahisons dont les ouvriers se plaignent si vivement en temps de grève ne sont-elles pas la preuve que certains d'entre eux peuvent avoir plus d'intérêt à gagner les faveurs du patron et à seconder ses desseins, qu'à rester unis à leurs camarades malheureux. Il est maints privilèges, grâce à l'organisation du travail aux pièces notamment, qui sont compatibles avec la règle du salaire uniforme pour un même travail, qui domine l'atelier moderne. S'il s'agit de la réduction de la durée du travail, on constatera la même divergence d'intérêts : tandis que certains réclameront l'établissement de la journée de dix heures et du repos hebdomadaire, d'autres rechercheront avidement les heures supplémentaires et se plaindront des mesures légales récentes qui les privent du supplément de salaire que leur procurait le travail du dimanche.

Ainsi donc, partout, les intérêts ouvriers peuvent se trouver en contradiction ; la solidarité économique, qui lie les

(1) Sidney et Béatrice WEBB nous apportent de précieuses confirmations de cette thèse, dans leur *Histoire du Trade-Unionisme* :

« Les premières Associations permanentes de salariés en Angleterre, disent-ils, précèdent le système manufacturier d'un demi-siècle et se rencontrent dans les métiers exercés uniquement par le travail à la main. » (p. 29.)

Le développement de la division du travail, le prix élevé de la matière première ou de l'outillage suffisent à faire apparaître le groupement syndical : c'est le cas des tailleurs de Londres et de Westminster, des tisseurs de soie de Spitafields, des batteurs d'or, des ouvriers bonnetiers, des ouvriers couteliers, etc... (p. 30-38).

D'autres classes de travailleurs manuels qualifiés, qui n'avaient aucune chance de devenir patrons, comme les maçons, par exemple, réussirent également de bonne heure à former des Associations durables (p. 8).

L'industrie anglaise contemporaine ne nous offrirait pas des exemples moins probants (voir le cas des pièceurs de filatures de coton de Lancashire, *ibid.*, p. 7).

travailleurs les uns aux autres, ne nous apparaît pas avec ce caractère d'évidence et de nécessité qui ferait que tous la reconnaîtraient et s'y subordonneraient spontanément.

Sans doute, l'analyse scientifique démontrera l'étroite interdépendance des travailleurs d'une même entreprise ou d'une même circonscription, qui fait que l'un d'eux ne peut accepter un salaire inférieur ou une plus longue durée de travail, sans contraindre, du même coup, tous ses camarades à en faire autant. Mais, si le régime uniforme de l'atelier nous montre que le sort de tous ne pourra s'améliorer que par un effort solidaire, il ne nous dit pas que le sort de chacun ne pourra pas s'améliorer par un effort individuel et c'est cette possibilité de recourir à des combinaisons personnelles que voudront toujours s'assurer un grand nombre d'ouvriers indépendants. Ici nous touchons au problème moral du syndicalisme.

Le syndicalisme pourra bien, par la simple méthode d'observation, révéler au travailleur le jeu des solidarités dans lesquelles il est engagé, mais cela ne suffira pas ; il lui faudra encore influencer, non seulement son esprit, mais son cœur, pour lui faire reconnaître l'intérêt supérieur de l'œuvre collective. Et il ne suffira pas de la lui montrer comme la résultante de *la volonté du plus grand nombre* — qui nous dit que la majorité des travailleurs est convaincue de l'utilité du repos du dimanche, de la diminution des heures de travail, de l'égalité des salaires, etc. ? — mais comme représentant un idéal supérieur de justice et de solidarité. Tant que l'on n'aura pas obtenu cette *conviction morale*, l'action collective est impossible. Tant que l'on n'a pas cette idée d'un idéal de solidarité que s'est *librement assigné* le prolétariat, on peut en arriver à mettre en doute l'existence même d'intérêts communs entre les travailleurs (1) ; on ne peut, en

(1) On sait assez en quels termes les représentants de la bourgeoisie, à l'époque révolutionnaire, ont voté l'abolition des assemblées d'ouvriers et artisans de même état et profession, dans un décret des 14-17 juin 1791, où nous lisons :

« Art. 2. — Les citoyens de même état et profession, entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque,

tout cas, ni comprendre, ni justifier les mesures réglementaires par lesquelles il tend à le réaliser au détriment de la liberté individuelle.

Tant que l'on se tient, en effet, sur le terrain des intérêts, la liberté individuelle du travail est inviolable. Chacun est le meilleur juge de ce qu'est son intérêt. S'il plaît à celui-ci de travailler le dimanche, ou de rester à l'atelier quand ses camarades sont en grève, on peut essayer de le persuader, mais on ne saurait, au nom de son *intérêt*, le lui interdire ; et, s'ils restaient logiques avec eux-mêmes et ne professaient pas je ne sais quelle brutale doctrine du droit des plus forts et des plus violents, les matérialistes du syndicalisme révolutionnaire devraient ici rejoindre les points de vue des juristes individualistes.

Il en est tout autrement si l'on fonde avec nous la notion d'intérêts communs, non sur la somme des intérêts individuels — ils sont, nous l'avons vu, trop divergents et contradictoires pour qu'ils puissent légitimement se ramener à une unité obligatoire — mais sur un idéal supérieur de justice et de fraternité, supérieur et extérieur à la collectivité elle-même. La liberté du travail ne peut alors se présenter comme intangible dans toutes ses manifestations ; car entre un *intérêt individuel* et un *idéal moral* il n'y a plus de commune

ne pourront, lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer de président, ni secrétaire ou syndic, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs *prétendus intérêts communs*. »

Et, à la veille même de la loi du 20 mars 1884 reconnaissant les Syndicats professionnels, on pouvait lire, sous la plume d'un économiste libéral, ces observations :

« Entre les gens qui exercent le même commerce, qui pratiquent la même industrie, où sont les intérêts communs ? J'en vois bien peu en dehors de la prospérité générale de ce commerce, de cette industrie, et encore, y aurait-il des restrictions à faire sur ce point, car il arrive rarement qu'une industrie puisse prospérer également en tous lieux : les centres, les foyers où elle s'exerce se font réciproquement concurrence et les « prétendus intérêts communs » se changent en intérêts antagonistes. Ce qui arrive pour les centres industriels ou commerciaux se produit *a fortiori* pour les individus : qui dit confrère dit concurrent. Les intérêts entre eux sont semblables mais rarement communs... Quant aux intérêts *communs* des ouvriers entre eux, je les considère comme problématiques. » (Arthur MANGIN : *Les Syndicats ouvriers et les prétendus intérêts communs des gens de même profession*.) (*Economiste français*, 9 février 1884, p. 156, col. 2.)

mesure ; et un intérêt matériel, si respectable soit-il, ne saurait faire obstacle à la justice sociale.

C'est à cette conception d'un idéal moral commun, supérieur aux intérêts, que s'élèvent peu à peu les classes ouvrières, et qu'elles devront s'élever plus complètement encore si elles veulent justifier toute l'activité nouvelle qui s'imposera, à ce moment, à l'organisation syndicale.

Cette révolution morale accomplie, en effet, il faudra incarner dans la réalité cet idéal de justice et d'égalité et c'est alors que les solidarités économiques, que nous avons relevées, réclameront l'intervention d'une contrainte qui vienne les faire servir au dessein poursuivi. C'est alors que le Syndicat ne se bornera plus à grouper momentanément les travailleurs, en temps de grève, contre leurs patrons, mais qu'il s'attachera, en outre, à réglementer l'activité économique tout entière, à limiter rigoureusement les concurrences que les travailleurs se font entre eux.

C'est là un aspect de l'action syndicale qui échappe trop souvent. Certains arrêts de jurisprudence, intervenus il y a quelques années et tendant à refuser de considérer le Syndicat comme *intéressé* à l'observation des conventions collectives ou à nier que le Syndicat ait à intervenir dans des différends entre ouvriers (1), trahissaient cette méconnaissance grave du réseau complexe de solidarités qui lie les travailleurs les uns aux autres et qui réclame l'intervention syndicale.

De même, certains économistes qui s'attachent à énumérer les multiples fondations d'assistance ou d'éducation issues du Syndicat (bibliothèques, cours professionnels, bureaux de placement, caisses de secours mutuels, de chômage, secours de route, sociétés coopératives de consommation, de crédit, etc...) (2) passent complètement sous silence sa

(1) Cf. Arrêt de la Cour d'Appel de Lyon dans l'affaire Oberlé, 2 mars 1894 : (Dalloz, 1894, II, p. 306).

(2) PIC^e : *Traité élémentaire de législation industrielle. Les lois ouvrières*, 3^e édition, p. 415-416 ; PESSIERUX : *Etude monographique des créations syndicales. Les créations syndicales dans la région lyonnaise*, thèse, Lyon, 1907 ; MARTIN-SAINT-LÉON : *Le compagnonnage*, p. 368-372 ; etc...

remarquable activité réglementaire, sa fonction économique et morale la plus caractéristique : la limitation de la concurrence entre ouvriers.

C'est cette fonction que nous allons achever de mettre en lumière dans les quelques pages qui vont suivre.

Il ne suffira pas de s'indigner de cette contrainte que le syndicalisme fait de plus en plus peser sur les travailleurs. Toute vie collective nécessite une réglementation. Mais celle-ci n'est légitime que dans la mesure où, d'une part, elle traduit des solidarités réelles et où, d'autre part, elle est au service d'un idéal moralement et socialement désirable. Les dures servitudes patriotiques ne reposent pas sur un autre fondement. Il nous faudra donc, pour la contrainte syndicale, nous demander de même, si elle traduit bien des solidarités réelles et si l'idéal qu'elle poursuit est bien socialement désirable. C'est à cette étude que nous allons consacrer nos deux prochains chapitres.

CHAPITRE II

TROIS PHASES DE LA POLITIQUE OUVRIÈRE

- I. — La lutte contre le nombre. — De l'émigration au néo-malthusianisme. — II. — L'imposition d'une règle commune : a) revendication d'un tarif uniforme ; b) extension du contrôle syndical à tous les autres éléments du contrat de travail. — III. — La tendance à l'obligation syndicale.

I. — LA LUTTE CONTRE LE NOMBRE.

DE L'ÉMIGRATION AU NÉO-MALTHUSIANISME.

La première solidarité qui s'imposa à l'attention des ouvriers, la plus simple, la plus objective, celle qu'avaient si fortement mise en relief les économistes de l'école classique, ce fut celle du nombre : la pression de la population sur le marché général du travail.

Chaque fois que les leaders ouvriers ont été fortement imprégnés de l'idée que le prix du travail est réglé par la loi de l'offre et de la demande, nous les voyons ramener toute leur politique à réduire l'offre du travail.

Ils la conçurent, tout d'abord, sous sa forme la plus simple, la plus directe.

Entre 1850 et 1860, il parut aux Unions anglaises qu'au lieu d'épuiser leurs caisses de secours à soutenir de nombreux chômeurs, un exutoire tout naturel s'offrait à elles, pour alléger le marché du travail : c'était d'exporter outre-

mer ce trop-plein de population (1). Un grand nombre d'entre elles constituèrent donc un fonds d'émigration et tentèrent l'impossible tâche d'épuiser une mer sans fond. Ce n'est que lorsqu'elles eurent constaté que les milliers de livres englouties dans cette entreprise n'avaient eu aucune influence visible sur la diminution de l'excédent de travail qu'elles se décidèrent à renoncer à leurs caisses d'émigration, qui avaient été, pendant dix années, un des organes essentiels de la plupart des Sociétés importantes (2).

Ne pouvant agir efficacement sur l'ensemble de la population, les Unions anglaises se résignèrent, suivies en cela par les Syndicats ouvriers de tous les pays, à borner leurs efforts à écarter du métier certaines catégories de travailleurs, tant pour réduire la quantité des concurrents que pour en contrôler la qualité.

Ce qu'a été, ce qu'est encore cette lutte incessante et multiple, nous avons tenté de le retracer tout au long de cet ouvrage, et nous n'en n'avons pas dissimulé les échecs. Malgré les règlements draconiens, les enfants inondent l'industrie, les femmes font la conquête du métier, les campagnards, les étrangers surchargent le marché du travail ; rares sont les îlots privilégiés qui ont résisté à cette marée triomphante, les métiers qui sont parvenus à entretenir la disette des bras (3).

(1) « Par exemple, si, dans un moment de dépression, vous avez 150 hommes sans travail, il recevront 1,015 livres par an ; et, en même temps, ils serviront aux patrons d'arme pour diminuer vos salaires ; en les envoyant en Australie à 20 livres par tête, vous en économisez 15 et vous les envoyez à l'aisance au lieu de les faire mourir de faim chez eux ; vous maintenez vos salaires en bon point, simplement en liquidant le surplus de travail hors du marché. » (Adresse d'adieu du secrétaire, *Flint glass Maker's Magazine*, août 1854. — WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 209, note 1.)

(2) Ce qui n'avait pas été, d'ailleurs, comme bien l'on pense, sans soulever de vigoureuses protestations de la part des *Trade-Unions* des Etats-Unis et des colonies d'Australie, envahis par ces émigrants.

(3) Certains syndicats essaient encore d'alléger le marché du travail par la constitution de fortes caisses de chômages, qui, en même temps qu'elles attirent de nombreux ouvriers vers le Syndicat par l'avantage qu'elles leur procurent, paralysent, en période de crise, la concurrence ouvrière. Mais cette politique, adoptée par certains Syndicats type « mutualiste », n'est possible que dans les professions fortement organisées et ayant un marché du travail

On est presque obligé de constater que ces mesures restrictives n'existent et, en tout cas, ne sont guère observées que là où la poussée de la masse ouvrière est faible ; mais, dès que celle-ci se manifeste avec quelque intensité, tout essai de contrôle est impossible ; les pauvres barrières défensives sont balayées.

...Et sur la classe ouvrière pèse à nouveau l'angoisse du nombre ; l'angoisse qui hantait Malthus et ses contemporains...

Ecoutez ces doléances d'un ouvrier :

« Y a pas à dire, nous, on ne gagne plus sa vie comme autrefois. Et il y en a qui disent qu'il ne faut plus de guerre !... Bien sûr que c'est une boucherie, je veux bien ! Mais tout de même, ça fait de la place ! *On est trop de monde*, voyez-vous ! » (1)

On sait le remède proposé à la misère ouvrière par presque tous les économistes classiques... Eux, qui condamnent, cependant, toute intervention artificielle de l'homme et s'en remettent avec confiance à l'action bienfaisante des lois naturelles, ils ont préconisé la plus redoutable des interventions, la plus antinaturelle : la limitation des naissances !...

Toute la politique ouvrière de Place se résumait ainsi :

« Toute suggestion qui ne tend pas à la réduction du nombre des travailleurs est inutile, pour ne pas dire plus. » (2)

Et Ricardo proclamait :

« C'est une vérité incontestable que l'aisance et le bien-être des pauvres ne sauraient être assurés, à moins qu'ils ne cherchent eux-mêmes ou que la législature ne les conduise à diminuer la fréquence des mariages entre individus jeunes et imprévoyants. » (3)

(1) Jacques VALDOUR : *La vie ouvrière, observations vécues*, p. 146.

(2) Paroles de Place, citées par Graham Wallace (*Life of Francis Place*). Place est l'auteur d'un livre paru en 1822 sur la population. (Cf. GIDE et RIST : *Histoire des Doctrines économiques*, p. 185, note 1.)

(3) RICARDO : *Principes d'Economie politique*, p. 81.

Et l'on trouve dans Stuart Mill, en maints endroits, cette affirmation « qu'il n'y a pas d'autre sauvegarde pour les salaires que la restriction du progrès de la population » (1).

Que ce soit Dunoyer (2), Joseph Garnier (3) ou Maurice Block (4)... partout les mêmes conseils.

Et ils n'ont été que trop entendus !

Trop peu hardis pour songer, avec les Unions anglaises du siècle dernier, à l'émigration, les Syndicats français attendent la diminution du nombre des concurrents de la plus lâche et de la plus dégradante tactique : l'abdication des devoirs de la paternité. L'égoïsme le plus cynique se donne libre cours sous le couvert du sophisme de la nécessité supérieure de réduire la concurrence ouvrière, et l'on peut redouter que n'arrive l'époque où, suivant le vœu de Stuart-Mill, l'ouvrier qui élèvera de nombreux enfants sera traqué par sa classe comme un traître à la solidarité ouvrière...

La méthode s'avoue ouvertement et fait des progrès alarmants (5). Dans les Bourses du travail, s'organisent des

(1) STUART-MILL : *Principes d'Economie politique*, Livre II, chap. XI, § 6, tome I, p. 413.

Cf. Chap. XIII, § 2, où il souhaite, à la suite de Sismondi, que l'opinion de classe impose cette idée « que la concurrence d'un trop grand nombre de bras est la cause principale de la misère... de telle sorte que chaque ouvrier estimant que tout homme qui a plus d'enfants que les moyens d'existence dont il dispose dans la société ne lui permettent d'en nourrir, lui fait tort personnellement et remplit seul une place qu'il devrait partager. » (p. 435-436.)

(2) DUNOYER : *La liberté du travail*, tome I, p. 390 : « Ils (les ouvriers) ne peuvent évidemment, lorsque leurs salaires sont trop faibles, se plaindre d'autre chose que de leur nombre, qui est trop grand relativement à celui des entrepreneurs qui les emploient. »

Aussi, Dunoyer, préfet de la Somme, dans une circulaire aux maires de son département, recommandait-il ouvertement à ses administrés « d'user de prudence dans l'union conjugale, en évitant, avec un soin extrême, de rendre leur mariage plus fécond que leur industrie ». (Cité par GRATRY : *La morale et la loi de l'histoire*, Paris, 1868, tome I, p. 223, note 3.

(3) *Du principe de population*, 2^e édition, Paris, Guillaumin, 1885.

(4) *Les progrès de la science économique depuis Adam Smith*, tome I, p. 583, tome II, p. 295.

(5) *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, tome II, p. 302 :

« M. JAURÈS. — Vos camarades de Roubaix nous ont dit que le nombre des naissances diminue.

« RENARD, secrétaire de la Fédération ouvrière de l'industrie textile. —

meetings, des *cours* de prophylaxie anticonceptionnelle ; dans certaines d'entre elles — à Brest, il y a quelques années — on a découvert tout un arsenal d'appareils suspects ; tandis que les organes corporatifs, presque sans exception, exposent ouvertement la thèse néo-malthusienne comme l'unique moyen de réduire l'armée de réserve du capital (1).

On voit combien périlleuse est cette politique de la lutte contre le nombre : elle semble n'éviter un péril économique qu'en sombrant dans les funestes défaillances morales.

II. — L'IMPOSITION D'UNE RÈGLE COMMUNE.

Avec la transformation profonde subie par l'industrie contemporaine et la disparition de l'apprentissage, les ouvriers syndiqués ont bien été contraints de s'apercevoir de l'inefficacité des exclusions. Obligés de se résigner à voir, le plus souvent, le métier envahi par une main-d'œuvre inférieure, tous leurs efforts ont dû se borner à empêcher que ces concurrents du dehors ne fussent employés à d'autres conditions que les leurs. La lutte contre la concurrence de quantité s'est transformée en une lutte contre la concurrence de qualité, a abouti à l'imposition d'une règle commune.

C'est à cette politique qu'en sont venues les Unions les

En raison des difficultés de l'existence, les ouvriers pratiquent la continence et cherchent à limiter le nombre de leurs enfants.

« M. JAURÈS. — La restriction des naissances commence donc à être pratiquée dans la classe ouvrière ? »

« V. RENARD. — Sur une vaste échelle. Qu'on nous donne le moyen d'élever des enfants et nous ferons de fortes familles. »

(1) *Bulletin de la Chambre syndicale typographique parisienne* (21^e section de la Fédération du Livre), janvier 1908 : « Plus il y a d'enfants, plus il y aura d'ouvriers plus tard, et, les progrès du machinisme aidant, les patrons ne manqueront pas d'offres de bras, etc... » Cf. *La Voix des verriers*, 1^{er} septembre 1908, 1^{er} décembre 1908, 1^{er} janvier 1909, etc... ; *L'ouvrier métallurgiste*, 1^{er} avril 1908 ; *L'Eveil des ouvriers en instruments de précision*, juin 1908 ; *L'Ouvrier imprimeur*, mai 1908 ; *Le Travailleur fougerais*, 1^{er} septembre 1907, etc., etc... (Cf. Louis MEYER : *La crise du syndicalisme, étude documentaire*, une brochure, Paris, édition du *Sillon*, 1909, p. 18-19.)

plus fortes, lasses de se débattre contre un envahisseur qu'elles ne parvenaient pas à éliminer.

On sait la politique des Unions anglaises, concentrant tous leurs efforts dans l'obtention d'une règle commune (*a common rule*) ; d'un tarif étalon (*a standard rate*) ; d'un jour de travail normal (*a normal day*), et du marchandage collectif (*collective bargaining*).

Quoique dans un esprit sensiblement différent, les méthodes des Syndicats français les mieux organisés se rapprochent de plus en plus de cette politique de l'Unionisme anglais.

C'est, en effet, une nécessité pressante qui s'impose aux travailleurs que la solidarité étroite qui lie le sort des uns à celui des autres, dans l'industrie contemporaine.

On peut dire qu'il n'existe plus de *contrats individuels* de travail, mais qu'un statut uniforme s'impose rigoureusement à tous.

Pour les salaires, nous avons essayé de le montrer, un tarif uniforme s'applique, non seulement aux ouvriers d'un même établissement, mais encore à tous ceux d'une même circonscription et, de proche en proche, à ceux du pays tout entier. Cette règle ne détruit pas seulement tout espoir de hausse individuelle de salaire (1), elle condamne en même temps toute acceptation par un ou plusieurs ouvriers d'un salaire inférieur au salaire commun.

M. Paul Bureau a fortement exprimé cette solidarité de l'atelier moderne, en ces quelques lignes :

« Lorsqu'un ouvrier travaille dans un atelier qui emploie

(1) « Tandis que, dans le petit atelier, l'ouvrier pouvait discuter avec son patron, seul à seul, les conditions de son engagement ; dans la grande usine, cela devenait impossible. Le directeur d'un vaste établissement ne fait guère de marchés de travail individuels avec ses ouvriers ; il les paie par catégories, par groupes, tant pour les ajusteurs, tant pour les monteuses. Je suppose que l'un d'eux vienne le trouver et lui réclame pour lui-même un salaire plus élevé, sa demande restera forcément sans effet, le patron lui répondra que tous ses camarades acceptent le même taux de rémunération, que s'il croit mieux faire, il peut chercher de l'emploi ailleurs... Toute démarche individuelle aboutit forcément à ce résultat négatif. » (DE ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 9-10.)

deux mille autres compagnons semblables à lui, il lui est impossible de soutenir que les conditions de son contrat de travail le concernent seul et que de même qu'il ne s'occupe pas des autres, il a le droit de demander qu'on ne s'occupe pas de lui. Une pareille affirmation ne sera jamais considérée que comme un enfantillage par ceux qui ont quelque connaissance des conditions du travail dans les grands ateliers, et tout au contraire est-il vrai de dire que la moindre diminution de salaire de vingt centimes par jour, acceptée par un seul employé, est une menace *directe, précise, immédiate*, dirigée contre le salaire de dix mille autres ouvriers de la même profession, travaillant dans la même circonscription (1). »

Les autres conditions de travail ne sont pas moins rigoureusement déterminées et la pratique, notamment, des règlements d'atelier solidarisent, malgré eux, les travailleurs, en leur imposant en bloc un ensemble de conditions toutes faites qu'il leur est, non seulement impossible de modifier individuellement, mais dont il leur est même, parfois, difficile de prendre une exacte connaissance.

Il s'agit de savoir si les travailleurs subiront passivement cette contrainte extérieure, que l'arbitraire patronal, soumis, lui-aussi, d'ailleurs, à la concurrence industrielle, leur impose, ou s'ils s'efforceront de briser cette règle de fer pour lui en substituer une autre, qu'ils auront librement forgée, et en laquelle s'exprimeront en même temps que ces nécessités économiques, leurs *desiderata* de justice et d'égalité.

C'est vers cette politique qu'évoluent de plus en plus les ouvriers organisés, avertis de l'illusion de liberté que cache le contrat individuel et résolus à instituer une règle imposant à tous des conditions identiques, violant sans doute la liberté théorique de chacun, mais pour assurer à tous la seule

(1) Paul BUREAU : *Le contrat collectif de travail* (Bulletin de la Semaine, 4 juillet 1906).

liberté, réelle et solidaire, dont ils puissent jouir dans le régime économique présent.

Aussi, voyons-nous les statuts syndicaux et les conventions collectives déterminer d'une façon de plus en plus précise l'ensemble des conditions du travail : salaire, durée, intensité...

Rien ne mérite davantage en particulier de retenir notre attention que la politique des salaires qui se fait jour dans les essais les plus récents de l'action syndicale.

A. — *Revendication d'un tarif uniforme.*

La formule de justice communiste : *De chacun selon ses forces à chacun selon ses besoins* n'a pas tardé à être reconnue intenable dans les conditions actuelles de la concurrence ouvrière ; n'est-ce pas, en effet, précisément sur cette inégalité des besoins que joue la concurrence dans le régime capitaliste, pour dégrader les salaires.

Dans l'organisation actuelle du travail, il faut donc une règle plus rigide et plus simple qui ne laisse place à aucun arbitraire et, réservant pour une société meilleure leur formule idéale de justice distributive, les ouvriers revendiquent seulement dans l'ordre économique présent l'application de cette règle d'équité élémentaire : *A travail égal, salaire égal* (1).

Sans doute, le régime capitaliste consacre bien cette règle de l'uniformité du salaire, mais c'est, on le sait, en prenant pour base les prétentions de la catégorie d'ouvriers la moins

(1) « L'égalité des salaires était un des postulats socialistes. Il a disparu. écrit M. Yves Guyot. Les trade-unionistes, les membres des Syndicats admettent fort bien l'inégalité des salaires entre professions, mais ils veulent l'égalité des salaires dans la profession. » (*Les conflits du travail et leur solution*, p. 249.)

Ceci prouve simplement que le postulat de l'égalité des salaires a cessé d'être un *idéal moral* — ce que l'on peut regretter en voyant se constituer, dans la classe ouvrière, des aristocraties privilégiées à côté de classes misérables de parias — pour n'être plus qu'une *exigence économique* qu'à défaut de leur cœur, leur bon sens pratique a suggéré aux ouvriers.

exigeante. Le syndicalisme prétend renverser ce mécanisme et s'il réclame l'égalité de salaire pour les femmes, les étrangers, les provinciaux, c'est l'égalité par en haut, ne donnant plus prise aux sous-concurrences ouvrières, mais instituant, au contraire, à leur profit une sorte de rente différentielle qui, par une justice meilleure, n'enrichirait plus les riches — comme la rente de la terre — mais améliorerait le *standard of life* des pauvres.

Pour paralyser le double mouvement de l'exode des ruraux vers la ville et de l'exode des travaux vers les campagnes, les professions les mieux organisées ont senti cette nécessité d'un tarif uniforme. Paradoxe économique qui consiste à faire payer le même salaire aux habitants de la campagne qu'à ceux de la ville, aux provinciaux qu'aux Parisiens, mais, nous espérons l'avoir montré, mesure de défense syndicale indispensable.

Chez les typographes, qui sont, on le sait, si éprouvés par la concurrence provinciale et campagnarde (1), la question de l'unification des salaires fait l'objet de préoccupations constantes. En même temps que la suppression de la concurrence que se font les patrons, grâce aux écarts considérables de tarifs qui existent parfois d'une localité à l'autre — de 0 fr. 35 à 0 fr. 60 le mille de lettres, par exemple — ils en attendent deux autres avantages : d'abord plus de stabilité dans les petits centres, et, par conséquent, atténuation de la concurrence que les provinciaux et les campagnards émigrants viennent apporter sur le marché urbain ; et ensuite, et par la même raison, diminution du nombre des apprentis : les patrons des petits centres n'étant, le plus souvent, amenés à faire des apprentis que pour remplacer les ouvriers adultes attirés de plus en plus vers les grandes villes et leurs hauts salaires (2).

(1) Cf. *Supra*, p. 117-118, 153, 270.

(2) Cf. *Rapport Champeau*, sur l'unification des salaires par régions, au IX^e Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 26.

Les statuts de la Fédération se donnèrent tout d'abord pour but (Art. I^{er}, § 3.) « d'établir un tarif aussi uniforme que possible pour toute la France ».

Mais il fallut abandonner, provisoirement du moins, une pareille tâche et, en 1905, on décida de se borner tout d'abord à « établir par régions un tarif proportionnel suivant l'importance et les conditions de la vie de chaque localité (1). »

Chez les typographes belges, l'unification des salaires de la province et de la capitale est également à l'ordre du jour (2).

Quant aux imprimeurs allemands, leur célèbre tarif général, renouvelé en 1907, a bien essayé lui aussi d'établir un salaire minimum pour tout le territoire, mais il n'a pu s'en tenir à cette rigidité, et il lui a fallu consentir à laisser au bureau du contrat collectif le pouvoir de réduire ce minimum de 3 marks dans les centres de moins de 6.000 habitants (3).

Les mêmes tendances au tarif uniforme se retrouvent encore chez les lithographes français (4). Mais c'est dans l'industrie textile que la question se pose avec le plus d'acuité.

Autour de chaque centre urbain, s'étend toute une redoutable concurrence campagnarde (5), qui met en péril tout effort de revendication et les conventions collectives mêmes des travailleurs urbains. L'expérience du tarif d'Armentières

(1) IX^e Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, Lyon, 1905, *Compte rendu*, p. 43.

(2) Cf. VANDERVELDE : *Enquête sur les Associations professionnelles*, tome I, p. 93-94.

(3) § 4. Cf. Jean LEROY : *Le contrat collectif de travail en Allemagne* ; Annexe, p. 232.

(4) Deuxième Congrès national lithographique, Lyon, 1894 :

« Le Congrès, considérant qu'il y a lieu de remédier à l'émigration du travail d'une ville dans une autre, émigration produite par les énormes différences sur les tarifs existants ; que pour atteindre ce but il est nécessaire d'établir par toute la France un tarif minimum uniforme de la journée de travail, adopte en principe le minimum de huit francs, etc... (*Assoc. prof.*, tome I, p. 693.)

(5) Cf. *Supra*, p. 267-270, 275.

de 1889, *violé parce qu'il ne s'appliquait qu'à Armentières* (1), est, à cet égard, très caractéristique ; au reste, tous les grands mouvements grévistes du textile (celui de 1903, celui de ces derniers mois), ont tous eu pour point de départ la diversité des tarifs et la proximité, à côté des villes industrielles, d'usines installées en pleine campagne (2).

Aussi, dans le Nord, aussi bien que dans l'Isère, la Loire ou le Rhône, le mouvement d'unification des tarifs est-il général dans l'industrie textile (3).

On voit quelle tendance invincible pousse toutes les professions à se défendre contre l'inégalité des tarifs (4) ; si elles n'ont, jusqu'ici, tenté que quelques uniformisations des tarifs par régions, il est dans la logique rigoureuse du système — et c'est là le but nettement affirmé par plusieurs (5) — d'en arriver à l'établissement, dans chaque profession, d'un *tarif uniforme pour toute la France*, seul moyen efficace de conjurer l'exode des travaux vers les régions à bas salaires.

Nous savons quelles objections un pareil dessein soulèvera de la part des économistes. Nous les avons déjà entendues, chaque fois que l'on a proposé l'établissement d'un minimum de salaire obligatoire, fût-ce même pour telle catégorie spéciale et tout particulièrement misérable de travailleurs.

Sans doute, on peut redouter l'exode des travaux à l'étran-

(1) Cf. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, 1904, p. 297-298. PETITCOLLOT : *Etude sur les Syndicats ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille*, p. 331.

(2) Cf. DE SEILHAC : *Les grèves des textiles dans le Nord* (*Revue populaire d'Economie sociale*, 5 décembre 1903, p. 241).

(3) Cf. *Supra*, p. 275, note 1.

(4) Nous pourrions citer encore les verriers (XI^e Congrès national de la Fédération nationale des travailleurs du Verre, Albi, 1906. *Compte rendu*, p. 61) ; les ouvriers du chevreau glacé (statuts de la Chambre syndicale de la Seine, art. 17, Cf. *Assoc. prof.*, tome II, p. 217) ; les ouvriers tailleurs de Paris (statuts de 1867, art. 20, *ibid*, p. 618).

(5) Cf. Statuts de la Fédération des travailleurs du Livre, avant 1905 ; vœu du II^e Congrès lithographique ; déclaration d'un délégué au IX^e Congrès national de la Fédération des travailleurs du Livre, *Compte rendu*, p. 32 ; etc...

ger, les fraudes des employeurs, de connivence avec les ouvriers, mais toutes les mesures légales de protection ouvrière elles-mêmes en sont là. Sans doute, encore une conséquence douloureuse pourra en résulter : la concurrence ne pouvant plus s'exercer sur les salaires s'exercera sur la capacité de rendement, et, puisque, pour un même travail, on ne pourra plus payer moins, on exigera, pour un même salaire, une productivité plus grande (1). Dans tous les milieux où l'expérience d'un salaire uniforme a été réalisée (en Australie (2), en France dans les commandites égalitaires de journaux) (3), on a vu apparaître une sélection rigoureuse.

Malgré ces objections, nous ne croyons pas que l'on puisse davantage repousser les tentatives des ouvriers pour établir un tarif uniforme, si impraticable qu'en paraisse la généralisation et la rigoureuse application, que l'établissement d'un minimum de salaire fixé par des Conseils tels qu'en ont organisés l'Australie et l'Angleterre.

Nous croyons qu'un certain *empirisme* est nécessaire en matière sociale et que lorsqu'on constate, soit la détresse où se trouvent les misérables travailleurs en chambre, soit le redoutable péril dont la concurrence de la province, des campagnes et de la main-d'œuvre étrangère menace les travail-

(1) C'est ce que reconnaissent formellement, d'ailleurs, Sidney et Béatrice WEBB, en montrant la supériorité de la méthode de la *Commun rule* sur la restriction du nombre : « Elle ne limite pas l'intensité de la compétition ou la liberté du patron d'en profiter. Tout ce qu'elle fait est de transférer dans le marché la pression d'un élément sur un autre, du salaire sur le travail, du prix sur la qualité. » (*Industrial Democracy*, p. 716.)

(2) A propos de l'application du tarif minimum fixé par le Conseil de la confection, à Melbourne, M. MÉTIN écrit : « Les patrons ont accepté ce tarif, mais ils demandent à celui qui travaille à la journée une tâche plus considérable qu'autrefois : 18 à 20 pantalons, par exemple, au lieu de 16. Tous les inspecteurs constatent que la tâche quotidienne a été augmentée et que les ouvriers maladroits risquent de ne plus trouver d'emploi. » (*Le socialisme sans doctrines*, p. 142.) Cf. également p. 143, et, pour le Conseil de la chaussure et celui de l'ébénisterie, p. 144.

Cf. V. S. CLARK : *Labor conditions in New-Zeland* (*Bull. of the Bureau of labor* ; Washington, 1903).

(3) *Ass. prof.* T. I, p. 760-761 ; BOUDET : *La Commandite et son rôle social* (*Mouvement socialiste*, 15 avril 1905, p. 505). CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE : *La Commandite*, une brochure, 1905, p. 13.

leurs des villes, un effort, même grossier, vers l'égalisation et la fixation des salaires se justifie, dans la mesure où il réussit.

Quant à l'élimination des ouvriers incapables ou âgés, elle peut être aisément enrayée, et les Syndicats et les législations qui ont établi un minimum de salaire ont su y pourvoir (1).

B. — Extension du contrôle syndical à tous les autres éléments du contrat de travail.

Mais, il ne s'agit pas seulement de conjurer la dépression du salaire ; l'ensemble des conditions du travail n'est pas moins menacé par les sous-concurrences ouvrières.

Fournir un effort plus long ou plus intensif, pour un identique salaire, n'est pas porter une atteinte moins directe au « prix du travail » que de consentir un salaire inférieur pour une même tâche, et les arrangements de cette nature ne peuvent pas davantage être abandonnés au contrat individuel.

Aussi, les revendications d'une réduction légale des heures de travail et de l'établissement du repos hebdomadaire prennent-elles de plus en plus un caractère collectif.

Sur ce point encore, la liberté individuelle se trouve con-

(1) Les ouvriers typographes ont créé un type *mixte* de commandite, qui a précisément pour but de permettre aux inhabiles de trouver à s'employer. (Cf. : *brochure citée*, p. 13-15.)

En Allemagne, certains contrats collectifs prévoient des « salaires d'invalides ». Cf. Jean LEROY : *Le Contrat collectif de travail en Allemagne* (p. 116) et le projet de contrat des plâtriers de Cassel : § 2 b), *ibid.* (Annexe, p. 251.)

Enfin, les législations australiennes fixant un minimum de salaire consacrent en général un chapitre spécial au salaire des *ouvriers âgés, infirmes ou lents*. Voici, par exemple, la disposition adoptée par la législation sur les fabriques de l'Etat de Victoria (Act du 12 décembre 1905) :

« Art. 99. — S'il est établi, de façon jugée satisfaisante par l'Inspecteur en chef, qu'une personne, en raison de son âge, de sa lenteur ou de ses infirmités, n'est plus en état de trouver du travail au salaire minimum fixé par un Comité spécial, l'inspecteur en chef pourra, en pareil cas, accorder à cet ouvrier âgé, infirme ou lent, pour une durée de douze mois, l'autorisation de travailler moyennant un salaire (dont le taux sera fixé par l'autorisation) inférieur audit salaire minimum. Cette autorisation pourra être indéfiniment renouvelée, etc... » (Cf *Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1907, p. 203.)

trainte ; c'est que, sur ce point, pas plus que sur aucun autre, un individu ne peut prétendre se faire un statut personnel, et que, tôt ou tard, un allongement de la journée de travail ou le travail du dimanche, accepté par l'un d'eux, ne tardera pas à devenir la règle imposée à l'atelier tout entier.

Mais, les exigences de la solidarité professionnelle ont été poussées plus loin et, dans les milieux parvenus à une éducation syndicale plus avancée, la même hostilité se manifeste à l'égard des heures supplémentaires qui, elles aussi, portent atteinte au statut commun et risquent, en outre, de servir de prétexte au patron pour faire accepter plus aisément une réduction du salaire de la journée normale.

On voit quelle fine solidarité l'analyse économique nous révèle entre les travailleurs !

Et il nous faudrait encore signaler la lutte contre le travail aux pièces, que mène si ardemment l'ensemble des Syndicats français et qui, entre autres motifs, repose sur la concurrence intestine que ce mode de rémunération entretient chez les travailleurs, en stimulant les ouvriers les plus forts ou les moins scrupuleux à accepter de travailler plus longtemps ou à une vitesse plus grande, ou à surveiller un plus grand nombre de métiers, et à établir ainsi un étalon de travail qui finira par devenir la règle de l'atelier tout entier (1).

Ainsi le régime syndical tend de plus en plus à régler souverainement le salaire, la durée du travail, le mode de rémunération, la productivité même de ses membres.

Et ceci nous révèle un remarquable déplacement de la contrainte. A l'origine, les groupements ouvriers se défendent contre les concurrences extérieures : enfants, femmes, ouvriers non qualifiés, mais, au sein de la profession, règne un individualisme absolu : chacun augmente à sa guise son bien-être personnel, recourt aux heures supplémentaires, règle

(1) Nous ne pouvons traiter dans cet ouvrage toute cette série de solidarités qui mériteraient une étude spéciale, allant depuis la lutte contre les heures supplémentaires et le travail aux pièces jusqu'à la politique de restriction de la production, la question des deux métiers et l'opposition au machinisme, et qui nous amènerait jusqu'à la curieuse philosophie du *partage du travail*, qui domine l'effort syndical contemporain.

comme il l'entend, grâce au travail aux pièces, sa productivité (1) ; puis, lorsque le métier ne peut plus se défendre contre les concurrences de l'extérieur, l'arrangement individuel disparaît pour faire place à la règle commune, la contrainte syndicale apparaît, s'imposant tout d'abord aux seuls syndiqués, puis tendant à élargir sans cesse son empire et à régler la collectivité tout entière.

C'est cette tendance vers l'élargissement du contrôle syndical et le sentiment très vif de la nécessité d'une certaine cohésion professionnelle qui devaient faire apparaître ce problème nouveau et très aigu de la vie ouvrière quotidienne ; les rapports entre syndiqués et non syndiqués.

III. — LA TENDANCE A L'OBLIGATION SYNDICALE.

Nous n'avons pas à parler ici des conflits qui éclatent en temps de grève entre les grévistes et ceux que la langue pittoresque des ouvriers des deux mondes baptise, tour à tour : *jaunes, renards, sarrazins, kroumirs, scabs, rats, black legs*, etc... Les raisons de cette hostilité sont trop compréhensibles, et ce problème a déjà fait l'objet d'études très approfondies, auxquelles nous nous rallions pleinement (2).

Mais, ce que l'on aperçoit moins, ce sont les raisons qui font que cette hostilité se prolonge même en temps de paix.

Il ne suffit pas de s'indigner au nom du principe de la liberté individuelle contre cet ostracisme qui ne va pas, parfois, sans quelque brutalité ; il faut encore essayer d'en pénétrer la raison économique profonde.

(1) C'est à ce stade qu'en sont restées un certain nombre de vieilles Unions anglaises d'ouvriers qualifiés.

(2) Parmi les études qui ont le plus nettement, à notre sens, montré l'impossibilité d'une conciliation entre la liberté de la grève et la liberté du travail, voir notamment : J.-Paul BONCOUR : *Les Rapports de l'individu et des groupements professionnels*, thèse, Paris, 1900 (alias : *Le Fédéralisme économique*) ; Paul BUREAU : *Le Contrat de travail, le rôle des Syndicats professionnels*. Chapitre IX : *La prétendue tyrannie syndicale sur les ouvriers non syndiqués et Le Droit de grève et la liberté du travail* (*Revue de Métaphysique et de Morale*, janvier 1908, et inséré dans *Le Droit de grève* (leçons professées à l'École des Hautes Etudes sociales).

Pour le comprendre, il faut bien avoir toujours présent à l'esprit quel est le rigoureux régime de solidarité qui lie, dans le métier, les ouvriers les uns aux autres, et dont dépend non seulement le salaire, mais les éléments les plus ténus de la situation quotidienne à l'atelier : il ne s'agira pas seulement de ne pas travailler plus longtemps, ni plus vite que les camarades, il faudra encore avoir la même attitude, presque les mêmes sentiments à l'égard de la discipline, du règlement d'atelier, du patron lui-même. Ce ne seront plus seulement les *conditions physiques du travail* qui seront en jeu, mais les plus délicates questions de dignité, de *point d'honneur ouvrier*. Et l'on comprend, dès lors, que le Syndicat ne puisse pas se contenter d'un simple conformisme extérieur, mais qu'il ait encore besoin d'obtenir *une intime cohésion morale* de tous les travailleurs.

De là l'hostilité contre les non-syndiqués, dont la présence — quand bien même ils ne se rendent coupables d'aucune trahison véritable — n'en introduit pas moins dans l'atelier un élément d'incertitude et de trouble éventuel, sur lequel le Syndicat n'exerce aucun contrôle, ni statutaire ni moral, et qui risque de devenir plus facilement, entre les mains du patronat, l'entraîneur dont il a besoin pour faire adopter un nouveau régime de production et souscrire à de nouvelles conditions de travail : travail aux pièces, accélération de vitesse, machinisme, etc... Pour avoir longtemps souffert de cette menace (1), le Syndicat, dès qu'il se sent assez puissant pour espérer être obéi, apporte tout son effort à éliminer de l'atelier ce germe dissolvant.

Les ouvriers syndiqués font encore, à ces « côtoyeurs »,

(1) M. Paul BUREAU montre très justement qu'à côté de la violence que l'on voit, il y a celle que l'on ne voit pas : « Le nombre est grand des ouvriers qui, en face d'une injustice patronale certaine ou d'un salaire véritablement dérisoire et insuffisant, voudraient et devraient déclarer la grève et en sont empêchés par la veulerie plus ou moins égoïste de leurs camarades du même atelier ou des autres ateliers. Sans doute, en cette hypothèse, on ne constate aucune violence extérieure, aucune voie de fait, aucune brutalité matérielle, et notre quiétude pharisaïque, toujours prompte à préférer l'ordre apparent et la tranquillité à la justice véritable, se tient pour satisfaite ». (*Revue de Métaphysique et de Morale*, art. cité, p. 122.)

un autre grief, d'ordre moral, celui-là, qui est de bénéficier de tous les avantages conquis par le Syndicat, sans s'associer aux charges et aux risques de la bataille commune.

Aussi, partout où l'organisation syndicale est arrivée à un degré suffisant de développement, voyons-nous les ouvriers syndiqués refuser de travailler avec des ouvriers non syndiqués, mettre à l'index les ateliers où ils travaillent et réclamer leur exclusion sous peine de grève, lorsqu'un patron cherche à en introduire.

Le « terrorisme des Trade-Unions », qui fit le cauchemar de l'Angleterre vers 1860, n'avait pas seulement pour but de faire trembler les maîtres par les mises à sac des usines, les bris de métiers et les incendies ; mais il s'exerçait, d'une manière non moins violente (arrêts de machines, enlèvement d'outils, explosions de boîtes à poudre, violences personnelles, pouvant aller jusqu'au meurtre), à l'égard des ouvriers dont la cotisation au Club était en retard (1).

Si la pratique de la liberté a débarrassé les « serfs à demi émancipés » d'alors de quelques-unes de ces odieuses pratiques, elle n'a pas désarmé leur hostilité, qui s'exprime encore, dans tous les pays industriels, par les paroles les plus violentes à l'égard des non syndiqués, et parfois même par les plus révoltantes brutalités (2).

(1) Cf WEBB : *Histoire du Trade Unionisme*, p. 276 ; COMTE DE PARIS : *Les Associations ouvrières en Angleterre*, p. 4-20.

(2) Un unioniste anglais des plus modérés, M. Georges HOWEL, écrit : « L'homme qui va dans le camp ennemi contre ses camarades mérite d'être fusillé sans merci ». (*Le Passé et l'Avenir des Trades-Unions*, p. 84. Voir également p. 144.)

Vous lisons dans un appel de William CRAWFORD, homme de confiance des mineurs du Durham : « Vous devez au moins être conséquents. Pendant que vous refusez de descendre et de monter avec ces ouvriers (les non-unionistes), vous allez à la fosse et vous en revenez, vous rentrez et vous sortez avec eux, et, même souvent, vous travaillez avec eux. Vous vous mêlez à eux chez vous en tenant votre verre de bière, dans vos chapelles, et vous priez côte à côte avec eux dans vos réunions de prières. Le temps est venu de parler clairement sur le sujet... Choisissez de vous mêler à ces hommes au puits, comme vous le faites partout ailleurs, ou mettez-les à l'ostracisme toujours et partout. Révéléz-les comme des compagnons indignes de vous et de vos fils, comme des gars indignes de vos filles. Qu'ils soient flétris comme Caïn du signe

Les métiers du bâtiment sont, dans les principaux pays industriels, ceux chez lesquels l'exclusivisme est le plus enraciné et le plus rigoureusement appliqué. Aux États-Unis, le système de « l'atelier fermé », de « l'atelier unioniste », est particulièrement rigoureux : à Chicago, aucun maçon ne peut espérer être embauché s'il n'appartient à l'Ordre Uni (1), et, au cas où un ouvrier « irrégulier » serait trouvé sur un chantier unioniste, une grève de sympathie de tous les corps de métiers voisins ne tarderait pas à le faire déguerpir (2). A Londres, il en est de même chez les tailleurs de pierre et les maçons : quand un ouvrier se présente, on lui demande à quelle loge de l'Union il appartient et, s'il ne peut répondre, il est aussitôt expulsé, non sans quelque rudesse, par les ouvriers unionistes (3). En France même, dans les métiers du

de la malédiction comme indignes d'entrer dans des sociétés ordinaires, honnêtes et respectables, etc... (Cf WEBB : *Histoire du T. U.*, p. 318, note 1.)

Un unioniste américain, qui blâme vivement d'ailleurs l'égoïsme brutal des règlements des Unions anglaises, écrit : « Par-dessus tout, l'unioniste américain est révolutionnaire dans sa manière de conduire la guerre du travail. Dans une conversation privée, les unionistes expriment bien rarement des regrets sur les meurtres de jaunes ; chaque année, des centaines sont tués, des milliers blessés par des membres de l'Union, toutes les mesures légales sont prises pour rendre la vie impossible aux jaunes, sont mises en pratique et publiquement approuvées par l'Union. (E. WALLING : *Le Syndicalisme en Amérique*, (Mouvement socialiste, juin 1907, p. 543.) Cf. VIGOUROUX, p. 23, 244 ; LEVASSEUR, T. I, p. 286 et suivantes.

En France, sans aller jusqu'au meurtre, les violences contre les non-syndiqués ne sont pas moins fréquentes dans les métiers parisiens du bâtiment, en particulier ; voici, par exemple, une de leurs « communications syndicales ».

« Les camarades sont avertis une dernière fois que ceux qui ne seraient pas à jour de leurs cotisations seront impitoyablement chassés des chantiers. Déjà, la revision des cartes fédérales a commencé, et la chasse aux renards a produit les meilleurs résultats. Avis en est donné aux camarades qui ne seraient pas désireux de faire connaissance avec les douceurs sans égales que procurent les cornouillers, manches de pelles et pioches, nerfs de bœuf, chaussettes à clous, machines à bosseler. » (Communication des ouvriers fumistes. « Mouvement social » de l'*Humanité*, 15 mai 1909.) En langage vulgaire, chaussettes à clous veut dire chaussures, et machines à bosseler, poings. »

Cf. des communications analogues des cimentiers (*Ibid.*, 28 octobre 1908) ; des terrassiers (4 novembre 1908) ; des briqueteurs (6 novembre 1908) ; des maçons (16 décembre 1908), etc.

(1) V. VIGOUROUX : *La Concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, p. 92.

(2) *Ibid.*, p. 88, p. 257.

(3) V. DE ROUSIERS : *Le Trade Unionisme en Angleterre*, p. 89, 92.

bâtiment, notamment depuis la période d'agitation qui a marqué l'année 1908, le contrôle des cartes fédérales, sur les chantiers parisiens, donne lieu, chaque jour, à des expulsions sur la brutalité desquelles nous avons déjà attiré l'attention. C'est un cas assez rare dans la vie ouvrière française, où la puissance syndicale est encore si peu développée. Mais, dans son impuissance à pouvoir contrôler le métier, elle se venge d'autant plus cruellement sur les individus, sur ceux surtout qui ont déserté ses rangs ; le célèbre cas de l'ouvrier Joost, dont le Syndicat des ouvriers imprimeurs sur étoffes de Bougoin-Jallieu réclamait le renvoi dans tous les ateliers où il parvenait à s'embaucher — non pas qu'on lui reprochât d'accepter un salaire ou des conditions de travail inférieures aux conditions syndicales, mais *par le seul fait* qu'il ne payait pas ses cotisations au Syndicat — a posé nettement devant l'opinion française le cas qui nous occupe (1).

En Angleterre, où l'esprit corporatif a plus fortement pétri les habitudes de la classe ouvrière, l'ostracisme revêt plus souvent un caractère collectif et impersonnel et consiste dans la mise en interdit des ateliers non-unionistes. C'est d'un usage courant dans de nombreux métiers, constructeurs de chaudières, constructions navales (2), mines, verreries (3), etc... Au reste, le plus souvent, dans ces grandes Unions, l'exclusion est si complète qu'elle cesse d'être apparente :

« Il est, en fait, aussi impossible à un *plater* (poseur de plaques) ou à un *riveter* (poseur de rivets) non-unioniste de

(1) Cour de Grenoble, 28 octobre 1890 ; Cour de Cassation, 22 juin 1892 ; DALLOZ, 1892, I, 449 ; SIRRY, 1893, I, 41.

En 1895, un ouvrier, Burnichon, fut de même privé d'ouvrage pendant deux ans pour avoir refusé d'adhérer au Syndicat des ouvriers robinettiers de Lyon, groupant 270 syndiqués sur les 285 ouvriers de la profession. Cf. Cour de Lyon, 15 mai 1895 ; DALLOZ, 1895, II, 310.

Voir de nombreux cas de ce genre dans Paul BONCOUR, *ouv. cité*.

(2) De ROUSIERS : *Le Trade-Unionisme en Angleterre*, p. 245.

(3) WEBB : *Industrial Democracy*, p. 213-214.

Les *Flint Glass Makers*, notamment, s'expriment ainsi : « Nous ne devons pas hésiter à dire que, avant qu'un patron n'engage un unioniste, il doit balayer tous les non-unionistes hors de ses locaux... Partout où nous l'avons demandé, cela a été fait ».

prendre du travail dans un chantier de constructions navales de Tyneside que de louer une maison à Newcastle sans payer ses impôts (1). »

On peut dire que si, en d'autres pays ou pour d'autres professions, un pareil exclusivisme n'existe pas ; c'est, tout simplement, que les Associations ouvrières ne sont pas assez fortes pour l'imposer. Mais, partout où, soit à cause d'habitudes corporatives et d'un métier peu étendu, soit grâce à des moyens de contrôle particulièrement efficaces, le monopole syndical est possible, nous le voyons apparaître.

Nous le retrouvons, en quelque manière, aux deux extrémités de la vie syndicale : à l'arrière-garde, dans les petits métiers à types corporatifs, où certains auteurs ne croyaient y découvrir qu'une survivance appelée à disparaître, et à l'avant-garde, dans les professions les plus progressives, maniant l'arme nouvelle et perfectionnée de la convention collective ou de la commandite.

Ce n'était guère que dans les petits métiers, naturellement fermés, que l'on signalait, naguère, des essais de Syndicats obligatoires : en France, les gantiers (2) et les diamantai-

(1) *Ibid.*, p. 215.

(2) A Niort, à Chaumont, à Millau, existe un véritable monopole de fait. (Cf. Quatrième Congrès national de la Fédération des ouvriers gantiers de France. *Le Gantier*, 15 juillet 1908, p. 4.) Le contrat collectif des ouvriers de Millau, passé avec leurs patrons, stipule dans son article premier : « Aucun ouvrier ne pourra être admis à l'atelier s'il ne fait la preuve qu'il fait partie du Syndicat. » (*Le Gantier*, 15 décembre 1908, et *La Statistique des grèves en 1905*, p. 657.)

D'autres spécialités des Cuirs et Peaux manifestent des tendances analogues : le deuxième Congrès de la Fédération nationale des Syndicats des ouvriers mégissiers de France, Paris, 1894, adopta à l'unanimité la résolution suivante :

« 1° Dans chaque localité, les noms des non-syndiqués seront affichés au bureau du Syndicat et annoncés dans chaque réunion générale ;

« 2° Dans chaque atelier, n'avoir aucun rapport avec eux ; en un mot, les isoler aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur ;

« 3° Pour l'apprentissage de leurs enfants, leur appliquer un tarif supérieur à celui des enfants des syndiqués. » (*Ass. prof.*, T. II, p. 157.)

Les statuts de la Chambre syndicale et Société de solidarité des ouvriers cordonniers dits en réparation (1^{er} mars 1889) disposent :

« Art. 22. — Sera mis à l'index tout patron qui occuperait deux ouvriers dont l'un ne serait pas syndiqué. » (*Ibid.*, t. II, p. 50.)

res (1) ; en Belgique, les chapeliers (2), les teinturiers (3), les typographes (4) ; en Suisse, les brodeurs (5), etc...

Mais voici que la pratique des conventions collectives est venue ranimer au cœur des Syndicats ouvriers le désir du monopole, ou plutôt, leur en a fait sentir la nécessité. Le Syndicat a besoin de la convention collective et la convention collective a besoin du Syndicat. Or, si la convention n'assure pas un privilège au groupement syndical, celui-ci risque de se dissoudre : tous les travailleurs, indistinctement, pouvant jouir des avantages consacrés par la convention, la plupart d'entre eux se retireront peu à peu du Syndicat pour ne plus avoir à verser de cotisations, tout en continuant à travailler chez les mêmes patrons, aux mêmes conditions que les syndiqués. C'est tout à la fois l'existence du Syndicat et, inéluctablement, celle de la convention qui se trouvent donc intéressées à la constitution d'un privilège syndical (6).

(1) Une convention des diamantaires de Saint-Claude (1905, art. 7) stipule que huit ouvriers renégats devront travailler dans un local séparé et se soumettre au régime du Syndicat. (*Statistique des grèves en 1905*, p. 585.)

L'Union des diamantaires d'Amsterdam offre, d'ailleurs, l'exemple le plus complet de métier fermé entièrement soumis au contrôle syndical.

La question se posa il y a quelques années (1904-1905), de savoir si l'on devait laisser entrer dans le métier les anciens ouvriers diamantaires. On se décida à les admettre, mais comme simples « ouvriers admis » et non comme membres de l'Union, afin de ne pas leur donner un droit régulier au métier et de n'en faire qu'une concession provisoire. De plus, l'ouvrier désirant travailler ainsi comme « ouvrier admis » doit se rendre avec quatre témoins (diamantaires) au siège de l'Union, pour y subir un interrogatoire, tandis que les témoins doivent déclarer que l'ouvrier en question a travaillé auparavant dans le métier de diamantaire.

(Cf. CORNELISSEN : *Théorie du salaire et du travail salarié*, p. 544-545, note.)

(2) L'Union philanthropique des chapeliers interdit, sous peine de radiation, à ses membres de travailler avec des ouvriers ne faisant pas partie de la Société. (VANDERVELDE : *Enquête sur les Ass. prof.*, T. I, p. 27.)

(3) L'article premier du règlement intérieur des Teinturiers décide : « Tout ouvrier ne faisant pas partie de l'Union des Teinturiers ne sera pas admis dans nos ateliers. » (*Ibid.*, p. 55.)

(4) *Ibid.*, p. 70.

(5) Voir Raoul JAY : *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*, Paris, Larose, 1893 : Une corporation moderne.

(6) Le problème est le même pour la forme si séduisante d'organisation du travail qu'est la commandite.

V. à cet égard la très intéressante discussion ouverte récemment devant

C'est ce qu'ont bien compris les ouvriers imprimeurs allemands et, dans le contrat spécial qu'ils conclurent, en 1906, avec l'Union patronale, ils avaient obtenu l'insertion d'une clause exigeant l'embauchage exclusif d'ouvriers adhérents à la Fédération ouvrière (1) ; mais, à la suite d'une violente campagne d'opinion menée contre ce contrat, ils durent capituler et accepter, en 1907, de modifier le texte primitif et de se borner à stipuler que « les membres de l'Union patronale ne doivent employer que des ouvriers fidèles au tarif » (2).

Mais, il est d'autres cas où les ouvriers sont parvenus à faire accepter leur prétention ; l'article premier du contrat collectif fameux conclu en 1906 entre la « Itala », Société industrielle d'automobiles, et la Fédération métallurgique de Turin porte, en effet :

« Tout le personnel nécessaire à la Société « Itala », pour tous les travaux divers dans ses ateliers, à l'exception des chauffeurs, y compris les chefs d'équipe, sera fourni par la Fédération nationale des métallurgistes, qui se charge de procurer ledit personnel à la demande de la Société, dans la proportion nécessaire aux diverses branches de la métallurgie... » (3).

C'est là la consécration d'un véritable monopole de la main-d'œuvre qui semble préparer tout naturellement les voies à la commandite syndicale.

Mais les ouvriers australiens ont obtenu une plus complète

la Chambre des députés au sujet de l'article premier du règlement intérieur de la commandite de l'imprimerie nationale, stipulant : « Ne pourront faire partie de la commandite que des syndiqués. » L'ordre du jour adopté aboutit à la reconnaissance du droit des commanditaires de ne se recruter qu'entre syndiqués. (Chambre des députés, 1^{re} séance du 2^d décembre 1909 ; *Journal officiel* du 23 décembre 1909, p. 3642-3649, 3653-3655.)

(1) § 4. Cf. Jean LEROY : *Le contrat collectif de travail en Allemagne*, Annexe B, p. 242.

(2) *Ibid.*, p. 246. Voir également p. 22, 104.

(3) Cf. Marcel NAST : *Des conventions collectives relatives à l'organisation du travail*. Annexe, p. 347. Cette convention ne put d'ailleurs avoir qu'une existence éphémère, la caution stipulée pour les ouvriers n'ayant pu être versée.

satisfaction encore : ils sont parvenus à faire consacrer, non seulement par les patrons, mais encore d'une certaine manière par la loi elle-même un droit de préférence en faveur des ouvriers syndiqués.

Grâce au fonctionnement des Conseils de conciliation et des Cours d'arbitrage, les ouvriers syndiqués se sont vus délivrer, selon l'autorisation expresse de la loi (1), de véritables titres juridiques au privilège.

Dans leurs sentences en effet, partout où ce privilège paraît être la coutume du métier, les Conseils et les Cours se montrent, en général, disposés à accorder aux syndiqués le droit de préférence qu'ils réclament, se contentant seulement d'ajouter, parfois, la restriction suivante : « pourvu que les syndiqués soient aussi bons ouvriers que les autres ». On cite, notamment, des sentences de ce genre en Nouvelle-Zélande, chez les ouvriers en chaussure, les épiciers, les peintres, les fondeurs, etc... (2).

Aux Nouvelles-Galles du Sud, sur les vingt-deux premiers *agreements* faits conformément à la loi, vingt contenaient une clause de préférence. Aussi, la Cour d'arbitrage n'a-t-elle pu que se montrer très favorable par la suite à sa généralisation (3).

(1) Nouvelles-Galles du Sud : Loi sur l'arbitrage industriel, 10 décembre 1901 (art. 36, b). « La Cour, dans sa sentence... pourra... ordonner, en ce qui concerne les relations entre membres d'une Union industrielle d'ouvriers et d'autres personnes offrant leurs services en même temps, que lesdits membres soient préférés aux autres ouvriers, toutes choses égales d'ailleurs, etc... » (Cf. *Annuaire de la Législation du travail*, 5^e année, 1901, p. 236.)

Fédération australienne (*Commonwealth*), loi fédérale, 15 décembre 1904 (art. 40). Cf. *Annuaire légis. du trav.*, 8^e année, 1904, p. 283.

(2) MÉTIN : *Le Socialisme sans doctrines*, p. 170-171. Pour les ouvriers en chaussures, la Cour repoussa la proposition des patrons : « Les industriels ne feront pas de différence entre les membres du Syndicat des ouvriers de la chaussure de Nouvelle-Zélande et les non-syndiqués », pour reproduire le texte même de la proposition des syndiqués : « Les industriels emploieront (*shall employed*) les membres de la Fédération des Travailleurs en chaussures de Nouvelle-Zélande de préférence aux non-syndiqués. »

(3) NOGARO : *L'Arbitrage obligatoire et la propagation du Contrat collectif en Australasie*, p. 62 et note. A Sydney, les patrons boulangers se sont engagés à n'employer que des syndiqués ; une convention analogue existe pour les dockers.

On le voit, nous semblons marcher à grands pas vers le Syndicat obligatoire (1), et ce ne sont pas seulement les préjugés surannés de petits métiers d'ancien régime qui nous y ramènent, mais les pratiques les plus modernes et les plus perfectionnées du contrat de travail, dans la grande industrie, qui nous y entraînent.

Nous n'avons pas à retracer ici toutes les manifestations doctrinales et pratiques de cette tendance (2), ni, non plus, les nombreux échecs que rencontrent, hélas ! les syndiqués qui voient si souvent leur bonne volonté et leur dévouement réduits à néant par l'insouciance ou l'égoïsme des « còtoyeurs ».

Nous n'avons voulu, ici, que dégager la tendance économique universelle qui pousse le syndicalisme à étendre sans cesse le champ de ses réglementations et à s'assurer le contrôle absolu du marché du travail.

(1) On devrait, selon nous, réserver cette qualification de « *Syndicat obligatoire* » aux tentatives faites pour contraindre les non syndiqués à adhérer au Syndicat, soit par des menaces, la mise à l'index, etc... soit en assurant au Syndicat une sorte de monopole de fait.

C'est à tort que l'on l'étend parfois à des tendances tout à fait différentes, par exemple à l'organisation, préconisée par certains, de sortes de corps de métiers où seraient inscrits obligatoirement tous ceux qui pratiqueraient le métier, mais où, au sein de cette organisation légale de la profession, l'adhésion aux Syndicats qui pourraient se constituer resterait facultative. On se trouverait alors en face d'une organisation analogue à l'Inscription maritime, et c'est d'« *organisation légale de la profession* » et non de « *Syndicat obligatoire* » qu'il faudrait ici parler.

De même le cas où il ne s'agit pas de rendre obligatoire l'adhésion au Syndicat, mais seulement l'observation de ses réglementations, devrait être exclu de cette qualification et porter le nom, soit de *réglementation professionnelle obligatoire*, soit de *convention collective obligatoire*, etc...

(2) Cf. J.-Paul BONCOUR : *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, thèse, Paris, 1900 [alias : *Le Fédéralisme économique*, Paris, Alcan, 1901] ; FAVON : *Organisation professionnelle : Syndicats obligatoires*, Genève, 1893 ; Raoul JAY : *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*, Paris, Larose, 1893 ; *L'organisation du travail par les Syndicats professionnels* (*Revue d'Economie politique*, 1894) ; *L'évolution du régime légal du travail* (*Revue politique et parlementaire*, 1897) ; *Une forme nouvelle d'organisation du travail par les groupements professionnels* (*Revue d'Economie politique*, 1901) ; Henri LORIX : *L'Organisation professionnelle et le Code du travail*, une brochure, Bloud, 1907.

CHAPITRE III

L'AVENIR DES RÉGLEMENTATIONS SYNDICALES

LE RÔLE DES CONVENTIONS COLLECTIVES

En France, c'est moins à rendre le Syndicat obligatoire qu'à imposer le respect de ses réglementations que vise l'action ouvrière.

Les syndicalistes français tiennent à conserver au Syndicat toute sa spontanéité, toute son ardeur combative, et ils tiendraient en médiocre estime des recrues qui ne lui viendraient que pour pouvoir s'embaucher plus aisément, à moins que, comme cela se produit partout où le Syndicat est parvenu à se constituer un monopole, ce ne soient les patrons qui inscrivent eux-mêmes d'office au Syndicat les ouvriers qu'ils embauchent, dans la crainte d'une mise à l'index de leurs ateliers.

Il faut même aller plus loin et dire que, dans un pays comme le nôtre, où le syndicalisme, à cause même du tempérament idéaliste de notre race, ne se limite jamais à être un pur organe professionnel, mais est en même temps un centre de propagande animé d'un certain esprit, rien ne serait plus redoutable que de le voir tendre à se rendre obligatoire et à faire reposer sur lui seul les réglementations économiques. La souveraineté ne s'impose pas, elle doit naître de la confiance. Et le Syndicat représentant toujours, en France, quoi qu'il en ait, certaines tendances philosophiques, sociales, politiques, particulières, il serait à craindre qu'il ne cherchât à faire peser sur la classe ouvrière une discipline extra-écono-

mique qui compromettrait l'autorité même des réglementations professionnelles.

Pour éviter tout caractère vexatoire, pour devenir non plus une arme aux mains d'une coterie, mais un essai de réglementation générale et objective de la profession, il est souhaitable que, dans l'état actuel de l'organisation syndicale française, la lutte contre les sous-concurrences ouvrières — inspirée sans doute et appuyée par l'action syndicale, mais embrassant un champ plus vaste qu'elle — revête un caractère intersyndical et se présente à la classe ouvrière entière comme une discipline impersonnelle, s'efforçant seulement de traduire les rigoureuses interdépendances qui unissent les hommes sur le terrain économique et ne réduisant leur indépendance que pour les arracher à l'esclavage de la concurrence et à l'écrasement des forces naturelles.

Et c'est bien dans cette voie que, grâce à la pratique des conventions collectives relatives à l'organisation du travail, semblent s'orienter de plus en plus les Syndicats.

On aperçoit mal, selon nous, toute la portée de ces conventions — nous dirions volontiers leur fonction essentielle et spécifique — lorsqu'on les montre seulement portant remède à l'inégalité de forces qui existe entre l'ouvrier isolé et le patron — le patron collectif le plus souvent — qui l'embauche.

Leur originalité est ailleurs : c'est d'être le seul instrument efficace de réglementation de la concurrence ouvrière dont disposent actuellement les Syndicats.

Nous ne connaissons guère que M. Raoul Jay qui ait attiré sur ce point l'attention autant qu'il convenait :

« Pour nous, écrit-il, le rôle essentiel du contrat collectif de travail, c'est de régler la concurrence entre ouvriers et la concurrence entre patrons. »

Et il fait ressortir comment, seul, le contrat collectif ferme ainsi toutes les issues par où pourrait se réintroduire la concurrence :

« La coalition ouvrière, l'entente des ouvriers, remarque-t-il, ne peut que régler la concurrence entre ouvriers ; la

coalition patronale, l'entente des patrons, ne peut que régler la concurrence entre patrons. Le contrat collectif lie et solidarise les deux réglementations. » (1).

Et, par la jonction de ces deux réglementations utilitaires, s'introduit dans l'économie un nouveau principe moral : l'idée de « concurrence loyale ».

De même que, entre nations belligérantes, la conscience moderne réclame la constitution d'un « droit des gens », de même, dans la lutte industrielle, tous les procédés ne peuvent plus être admis comme légitimes : l'emporter sur un concurrent en spéculant sur la faiblesse des femmes et des enfants, en se procurant des ouvriers au rabais, c'est lui faire une *concurrence déloyale* (2) ; s'embaucher, pour un ouvrier, chez un employeur, à un tarif inférieur à celui réclamé par les syndiqués, c'est faire à ceux-ci une *concurrence déloyale*. Grâce à la pratique des conventions collectives, ce sont là des notions qui pénètrent peu à peu dans l'esprit des employeurs et des ouvriers les plus individualistes.

(1) RAOUL JAY : *Le Contrat collectif de travail* (Revue d'Economie politique, 1907), extrait, p. 16.

(2) Un intéressant essai de traduction législative de cette notion de concurrence déloyale a été tenté par la législation australienne.

Nous relevons en effet dans les lois confédérales de 1906 et 1907, sur la protection des industries australiennes, les dispositions suivantes :

« Art. 4. — 1) Quiconque... conclut des ententes ou adhère à des ententes...

« b) Dans le dessein de ruiner ou de léser, par une concurrence déloyale (*unfair competition*) une industrie australienne dont l'existence, dans des conditions répondant équitablement aux intérêts des producteurs, des travailleurs et des consommateurs, contribue à la prospérité de la Confédération, se rend coupable d'une infraction. — Amende 500 livres sterling.

« Art. 6. — 1) ...La concurrence est, jusqu'à preuve contraire, présumée déloyale dans les cas suivants :

« a) Quand le défendeur est un trust

« b) Quand la concurrence doit entraîner vraisemblablement ou entraîne effectivement une *rémunération insuffisante* dans les industries australiennes ;

« c) Quand la concurrence doit entraîner vraisemblablement ou entraîne effectivement une *désorganisation profonde* (*substantial disorganization*) des industries australiennes ou des *congédiements d'ouvriers*. »

Et dans les définitions que, suivant la coutume anglaise, elles donnent des termes employés, nous lisons (art. 3) :

« Insuffisante rémunération du travail » (*inadequate remuneration for labour*) désigne une *rémunération insuffisante*, ou une *prolongation exagérée de la durée du travail ou des conditions de travail ou d'embauchage qui sont indûment désavantageuses* (*unduly disadvantageous*) pour les travailleurs. » (*Bulletin de l'Office international du Travail*, année 1908, p. 221.)

Des clauses de ce genre s'y rencontrent fréquemment :

« Tout fabricant qui sera reconnu avoir donné à un ouvrier un prix de façon inférieur au tarif et ne respectera pas les conditions énoncées prend, par les présentes, l'obligation de verser une somme égale à trente fois le rabais qu'il aura imposé...

« D'autre part, l'ouvrier qui aura, de connivence avec un fabricant, accepté une façon inférieure au tarif minimum ou le paiement de son travail en nature sera passible d'une amende double de la réduction, qui sera versée à la caisse ouvrière de la région. » (1).

Ainsi apparaît l'idée d'une organisation *loyale* du travail. Et c'est là, en dehors de leur efficacité économique, le grand mérite des réglementations syndicales et qui suffit, selon nous, à en justifier la rigueur : c'est qu'elles tendent à *moraliser la concurrence* et à élaborer une sorte de morale et d'honneur professionnels, qui, au milieu de l'âpre lutte pour le pain quotidien, rappellent à tous les exigences supérieures de la morale universelle.

Sans doute, nous savons à quelle difficulté se heurte cette interdiction du travail au rabais, tant de la part d'une jurisprudence abusée par les sophismes d'un individualisme abstrait (2), que de la part des employeurs qui, malgré l'intérêt évident qu'ils auraient à l'application d'un régime commun à tous les établissements, ne comptent que sur l'action ouvrière pour faire appliquer les conventions chez leurs concur-

(1) Convention des tisseurs d'Avesnes-lez-Aubert, 12 septembre 1906 (art. 11 et 12). (*Statistique des grèves et des recours à l'arbitrage en 1906*, p. 712.)

(2) On sait comment, en particulier, la Cour de Cassation a décidé que dans le cas d'un tarif collectif passé entre un syndicat et certains fabricants, il était possible aux ouvriers et patrons bénéficiaires d'y déroger, par contrats individuels à un tarif inférieur.

« Attendu, dit l'arrêt du 16 décembre 1908, qu'aucun principe de droit ne s'oppose à ce que les ouvriers et patrons bénéficiaires d'un tarif collectif tel que celui de 1904 dérogent par des contrats individuels à ce tarif qui n'a aucun caractère d'ordre public ; qu'il suit de là que le Tribunal civil de Nîmes, en appliquant la règle de la liberté des conventions a justifié légalement sa décision, etc... » (*Bulletin de l'Office du Travail*, février 1909, p. 182.)

rents (1), ou même répugnent à la fixation d'un tarif uniforme, préférant s'exposer aux risques d'une liberté effrénée, et d'une concurrence pleine d'aléas plutôt que de renoncer à la possibilité de jouer sur les inégalités de tarif entre établissements et de spéculer sur la main-d'œuvre au rabais.

Mais, malgré ces résistances, il y a dans cette idée d'un tarif uniforme, une tendance logique qui finira par s'imposer tôt ou tard.

**

Et cette seconde fonction du Syndicat et de la convention collective, si peu aperçue jusqu'ici : la réglementation de la concurrence est appelée à prendre des développements imprévisibles et à faire passer au second plan celle qui retint tout d'abord l'attention : l'établissement de l'égalité entre les parties dans le contrat de travail. Le caractère même de l'action syndicale et ses méthodes en seront profondément transformés.

Comme le remarque M. Raoul Jay, « l'extension donnée au contrat collectif du travail devra être fort différente, suivant qu'on l'envisage comme un procédé de réglementation de la concurrence ou seulement comme un moyen de rendre possible la discussion du contrat de travail entre le chef d'un grand établissement et ses ouvriers » (2).

(1) Nous avons déjà signalé cette singulière attitude des patrons ne comptant que sur la grève ouvrière pour paralyser la concurrence interpatronale (p. 69, note 1, et p. 275, note 1).

« Alors que les patrons — remarque V. Renard, à propos de la grève actuelle des textiles — alors que les patrons devraient former des ligues ou des cartels contre ceux d'entre eux qui sabotent les prix — sarrazins d'un autre genre, — qu'ils devraient poursuivre, boycotter, mettre en quarantaine comme de simples pestiférés, ce sont les ouvriers déjà réduits à la portion congrue, par le jeu des circonstances — parce que premières victimes — qui sont obligés de sortir des usines, de suspendre tout travail, pour faire cesser la lutte, la concurrence interpatronale. » (*Humanité* du 29 novembre 1909.)

Cela nous reporte aux scandales de cette époque d'anarchie industrielle qui marqua le début du XIX^e siècle en Angleterre et où la désorganisation était poussée si loin qu'« il fut prouvé, devant la Commission Hume, qu'en 1818, certains propriétaires de fabriques de Bolton suggérèrent aux ouvriers tisseurs l'idée de se concerter pour cesser de travailler chez ceux qui payaient au-dessous du prix courant ». (WEBB : *Histoire du Trade-Unionisme*, p. 83.)

(2) *Loc. cit.*, p. 20-21.

Dans le second cas, en effet, il peut lui suffire de grouper la majorité des ouvriers ; dans le premier, une tendance inéluctable le poussera à les englober tous.

Partout, en effet, où les organisations ouvrières ont fortement pris en main l'établissement de conventions collectives, le champ d'application de celles-ci a tendu à s'élargir irrésistiblement, à devenir obligatoire pour les employeurs ou les ouvriers n'ayant pas figuré au contrat, à devenir une véritable *réglementation générale de la profession* (1).

(1) La convention des tisseurs à la main d'Avesnes-lez-Aubert déclare : « Le tarif minimum et les conditions de travail dont la teneur suit... seront applicables à tous les fabricants syndiqués ou non... » (Cf. *Statistique des grèves en 1906*, p. 712.)

En Angleterre, M. de Rousiers remarque que « les Unions d'ouvriers du bâtiment ont toutes en vue le marché collectif de travail ». « Le plus curieux, ajoute-t-il, c'est que ces traités prennent un peu partout le caractère d'un règlement général, obligeant même les personnes qui n'ont pas été parties contractantes. Les administrations publiques, les municipalités en tiennent souvent compte dans les travaux qu'elles font exécuter. » (*Le Trade-Unionisme*, p. 71.) Cf. WEBB : *Industrial Democracy*, p. 209 et s.

En Allemagne, cette tendance à l'élargissement du contrat collectif se trouve même favorisée par les patrons. (Cf. *Typographie française*, 1^{er} janvier 1905 ; Jean LEROY : *Le Contrat collectif de travail en Allemagne*, p. 131-134.)

Aux Etats-Unis, il existe d'énormes conventions collectives s'étendant à toute une industrie et qui sont revisées toutes ensemble une fois par an.

« Le 30 juin, à minuit au plus tard, le travail s'arrête dans toutes les aciéries et laminiers qui sont « sous la juridiction » de l'Association amalgamée, sans avertissement préalable. Les manufacturiers en profitent pour effectuer les travaux de réparations. Le 1^{er} juillet, les différents comités s'abouchent avec les comités nommés par les quatre syndicats de manufacturiers qui ont l'habitude de traiter avec l'Association. Les hommes ne retournent au travail que lorsqu'un télégramme du président annonçant la signature de tous les contrats est arrivé dans leur loge. » (VIGOUROUX : *Concentration des forces ouvrières*, p. 272-273.)

En Australasie, l'organisation des Conseils de conciliation et d'arbitrage permet aux intéressés de rendre cette extension obligatoire.

Voici, par exemple ce que décide la loi néo-zélandaise du 10 octobre 1908 : « Art. 67. — Si le tribunal considère comme prouvé qu'un accord industriel (conclu avant ou après l'entrée en vigueur de la présente loi) lie la majorité des patrons de l'industrie à laquelle il s'applique dans le district où il a été conclu, il peut, s'il le juge convenable et sur la demande de l'une des parties intéressées dans l'accord ou d'une personne liée par l'accord, décider que ce dernier sera étendu à tous les patrons exerçant ladite industrie dans le district ou devant l'exercer à une époque quelconque après le prononcé de cette décision. Tous ces patrons sont considérés dès lors comme parties intéressées dans l'accord et sont liés par lui tant qu'il reste en vigueur. » (*Bulletin de l'Off. internat. du Travail*, année 1908, p. 494) ; Cf. NOGARO : *L'Arbitrage obligatoire et la propagation du Contrat collectif*, 1903, p. 125, 126, 127.

Nous pensons que c'est à cet instrument strictement économique, pouvant s'étendre au delà du syndicat et risquant moins que lui de se laisser aller à des vexations abusives, assez souple d'autre part pour se plier aux nécessités de l'industrie que les travailleurs devront de plus en plus confier le soin de lutter contre les sous-concurrences ouvrières. Grâce à lui, les réglementations syndicales trouveront une efficacité qu'elles n'ont jamais connue et perdront quelques-unes des étroitesse corporatistes qui les discréditent. Elles se placeront en pleine vie économique et, mieux que par des velléités impuissantes d'exclusion, elles pourront, tant par l'imposition d'un tarif uniforme que par une limitation proportionnelle, défier avantageusement la concurrence des enfants, des femmes, des étrangers, des campagnards et des demi-ouvriers...

Pour être plus exactement ajustée aux nécessités économiques et à l'abri de toute vexation abusive, la contrainte que l'on avait espéré éliminer de la vie sociale, n'en reparait donc pas moins sous la poussée du syndicalisme contemporain, tout comme au temps des réglementations corporatives du Moyen-Age. Et cette reconstruction de l'édifice réglementaire n'en est encore, selon nous, qu'à ses débuts...

C'est qu'il y aurait folie à vouloir établir une liberté absolue dans un domaine où la nature nous a fait enchaînés les uns aux autres et où l'analyse scientifique nous relève chaque jour de nouvelles solidarités.

La seule question qui se pose est de savoir si l'on subira, sous le masque de la liberté, le jeu déréglé, arbitraire et cruel de la concurrence déchaînée ou si, préférant le bon grain des réalités à la paille des mots, on acceptera le joug des contraintes forgées par la main des hommes comme autant d'instruments de libération à l'égard de cette « invisible tyrannie des choses », dont parle Louis Blanc.

V. également dans le sens de cette extension des conventions collectives les observations de M. l'abbé Lemire et de M. Raoul Jay à la séance du 16 février 1907 de l'Association nationale française pour la Protection légale des Travailleurs. (*Le Contrat de Travail*, Paris, Alcan et Larose, 1907, p. 39 et suivantes.)

Nous voudrions avoir contribué à imposer aux esprits, par cet ouvrage, dont nous sentons, hélas ! plus que quiconque, la faiblesse, que lorsque la liberté du travail se confond avec les meurtrières sous-concurrences ouvrières que nous avons vues se dérouler ici, l'hésitation n'est plus possible, et que c'est d'une question de vie ou de mort qu'il s'agit, non seulement pour le prolétariat, mais pour le corps social tout entier.

Mais si légitime et si nécessaire que nous estimions cette œuvre de défense, elle ne va pas sans un péril : c'est qu'à fortifier ainsi leurs réglementations contre les catégories les plus misérables de leurs frères, les travailleurs des professions les mieux organisées n'en arrivent à fermer leur cœur à la pitié, à restreindre les bornes de la solidarité ouvrière aux limites de leur monopole et à laisser se constituer, en dehors et au-dessous d'eux, un misérable « cinquième Etat », écarté de partout, repoussé brutalement dans le chômage et l'inorganisation.

Sans doute, le bien-être des professions privilégiées favorise le progrès général de la classe ouvrière, ouvre la voie aux travailleurs moins bien organisés, leur fait concevoir la possibilité même d'un niveau de vie plus élevé, d'une existence plus confortable et plus digne, mais ce n'est qu'à condition que les professions privilégiées tendent les mains vers leurs frères déshérités et ne les repoussent pas plus avant dans leur misère ; qu'elles cherchent à les gagner à la vie syndicale et à étendre jusqu'à eux la solidarité ouvrière, mais ne se hérissent pas, non seulement des indispensables barrières économiques, mais encore de l'indifférence de cœur de l'égoïsme satisfait.

La terre classique de l'Unionisme est aussi celle des horreurs de Whitechapel et des pitoyables cortèges des sans-travail, nous ne parvenons pas à l'oublier.

Mais nous ne voulons pas désespérer du généreux tempérament traditionnel du syndicalisme français ; nous avons confiance !

« Les ouvriers français apparaissent encore comme de grands idéalistes, chaque fois que l'on parvient à briser la

gangue d'égoïsme étroit et médiocre dont le positivisme athée est parvenu à recouvrir leur cœur. Ils s'enthousiasmeront plus facilement encore pour un rêve et même pour une chimère que pour une simple et immédiate augmentation de salaire. Sans doute, ils lutteront énergiquement pour sortir de l'état de misère imméritée dans lequel sont encore plongés beaucoup d'entre eux, mais ils sauront aussi combattre pour autre chose que pour eux-mêmes. Ils ne copieront pas la sagesse et la prudence bourgeoise des capitalistes, et s'ils veulent que l'avenir leur appartienne, ils placeront au-dessus même de leurs intérêts de profession et de classe la Justice et la Vérité. » (1)

(1) MARC SANGNIER : Le Syndicalisme conservateur (*La Lutte pour la Démocratie*, p. 66).

Vu : *Le Président de la Thèse*,

RAOUL JAY.

Vu : *Le Doyen*,

CH. LYON-CAEN.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE

ET TABLES

ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE SOMMAIRE

SUR LES

CONCURRENCES OUVRIÈRES

OBSERVATION. — C'est, à la fois, l'inconvénient et, nous voulons le croire, l'utilité d'une étude comme la nôtre, que de rassembler des faits, épars dans les documents les plus divers.

On ne saurait donc présenter ici une liste, ni de tous les documents intéressant notre question, ni même de tous ceux que nous avons dépouillés.

Nous n'avons voulu mentionner que ceux qui nous ont paru les plus riches de suggestions ou de faits.

INFORMATION GÉNÉRALE

Ouvrages doctrinaux

BEAUREGARD (Paul). — *Essai sur la théorie du salaire ; la main-d'œuvre et son prix*, Paris, Larose, 1887.

BLANC (Louis). — *Organisation du travail*, 4^e édition, Paris, Cauville, 1845. (La première édition a paru en 1839.)

BUREAU (Paul). — *Le contrat de travail, le rôle des Syndicats professionnels*, Paris, Alcan, 1902.

COLSON. — *Cours d'économie politique, professé à l'École nationale des Ponts et Chaussées*. Livre II : *Le Travail et les questions ouvrières*, Paris, Gauthier-Villars et Alcan, 1901.

- CORNELISSEN. — *Théorie du salaire et du travail salarié*. Paris, Giard et Brière, 1908.
- DUNOYER (Charles). — *De la liberté du travail ou simple exposé des conditions dans lesquelles les forces humaines s'exercent avec le plus de puissance*, 3 vol. Paris, Guillaumin, 1845.
- GRIFFUELHES (Victor). — *L'action syndicaliste*, une brochure, (Bibliothèque du Mouvement socialiste), Paris, Marcel Rivière, 1908.
- GUESDE (Jules). — *La loi des salaires et ses conséquences*, Paris, Librairie du Parti socialiste, 4^e édition, 1906.
- GUNTON (George). — *Wealth and Progress*, New-York, Appleton and C^o, 1894.
- GUYOT (Yves). — *Les conflits du travail et leur solution*, Paris, Bibliothèque Charpentier, 1903.
- MALTHUS. — *Principes d'Economie politique*, Paris, Guillaumin, 1846.
- MARSHALL (Alfr.). — *Principes d'Economie politique*, traduct. Sauvaire-Jourdan, Paris, Giard et Brière, 1907.
- MARX (Karl). — *Le Capital*, Livre I^{er}, traduct. Roy, Paris, 1872.
- MOLINARI (De). — *Les Bourses du Travail*, Paris, Guillaumin, 1893.
- PIC (Paul). — *Traité élémentaire de législation industrielle, Les lois ouvrières*, 3^e édition, Paris, Rousseau, 1908-1909.
- RAYNAUD (Barthélemy). — *L'idée de concurrence en Economie politique, étude d'histoire des idées économiques*. (*Revue d'Economie politique*, octobre 1903.)
- RICARDO. — *Principes de l'Economie politique et de l'Impôt*. Ch. II, § V. (Collection des Grands Economistes.) Paris, Guillaumin, 1847.
- SCHLOSS (David). — *Les modes de rémunération du travail*, traduct. Rist, Paris, Giard et Brière, 1902.
- SCHMOLLER. — *Principes d'Economie politique*, traduct. Platon et Polack, Paris, Giard et Brière, 1908.
- SIMIAND (François). — *Le salaire des ouvriers des mines de charbon en France. Contribution à la théorie du salaire*, Paris, Cornély, 1907.
- SMART. — *La répartition du revenu national*, traduct. Guérault, Paris, Giard et Brière, 1902.
- SMITH (Adam). — *Recherches sur la nature et les causes de la Richesse*

des Nations. — Livre I, Ch. VIII. — Edit. Garnier, Paris, Guillaumin, 1859.

STUART-MILL (John). — *Principes d'Economie politique, avec quelques-unes de leurs applications à l'Economie sociale*, traduct. Dussard et Courcelle-Seneuil, 5^e édit., Paris, Guillaumin, 1873.

TURGOT. — *Réflexions sur la formation et la distribution des richesses*, édition Daire, Paris, Guillaumin, 1844.

Enquêtes & Monographies

I. — FRANCE

BAR. — *L'Organisation et l'Action syndicales dans la Typographie française. Patrons et Ouvriers*, thèse, Paris, 1907.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS (Session de 1904, annexe n° 1922). — *Procès-verbaux de la Commission chargée de procéder à une enquête sur l'état de l'industrie textile et la condition des ouvriers tisseurs*, déposés par M. Gustave Dron, 5 vol.

CÔTE (Léon). — *L'Industrie gantière et l'Ouvrier gantier à Grenoble*, thèse, Dijon, 1902 ; et un vol., Paris-Grenoble, 1903.

ENQUÊTE SUR LE CHOMAGE DANS LA MÉGISSERIE ET LA TANNERIE (*Bulletin de l'Office du Travail*, 1908-1909).

FACDOUEL. — *La Fédération française des Travailleurs du Livre*, thèse, Lyon, 1904.

GIDE (Charles). — *Economie sociale, Les Institutions du Progrès social au début du XX^e siècle*, Paris, Larose, 1905.

L'ÈVESQUE (Ch.). — *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemins de fer*, thèse, Paris, 1907.

MEYER (Louis). — *La crise du syndicalisme, étude documentaire*, une brochure, Paris, édition du Sillon, 1909.

OFFICE DU TRAVAIL. — *Les Associations professionnelles ouvrières* :
Tome I. — *Agriculture, Mines, Alimentation, Produits chimiques, Industries polygraphiques*, 1899.

Tome II. — *Cuir et Peaux, Industries textiles, Habilllement, Ameublement, Travail du Bois*, 1901.

Tome III. — *Métaux, Céramique et Verrerie*, 1903.

Tome IV. — *Bâtiment, Transports et Industries diverses*, 1905.

L.

- *La Petite Industrie (Salaires, durée du travail)* ; Tome I : *L'Alimentation à Paris*, 1893 ; Tome II : *Le Vêtement à Paris*, 1896.
 - *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail*, un vol. annuel, 1893-1907.
 - *Résultats statistiques du Recensement des industries et professions* (Dénombrement général de la population du 28 mars 1896), tome IV. Résultats généraux, 1902.
 - *Résultats statistiques du Recensement général de la population effectué le 24 mars 1901*, tome IV. Résultats généraux, 1906.
 - *Salaires et durée du travail dans l'industrie française*, 4 vol., 1893-1908.
 - *Statistiques des grèves et des recours à la conciliation et à l'arbitrage*, un vol. annuel, 1890-1907.
- PETITCOLLOT. — *Etude sur les Syndicats ouvriers de l'industrie textile de l'arrondissement de Lille*, thèse, Paris, 1907.
- DE SEILHAC. — *Contrats collectifs* (Musée social, Mémoires et Documents, année 1908, n° 9).
- VALDOUR (Jacques). — *La Vie ouvrière, observations vécues*, Paris, Giard et Brière, 1909.

CONGRÈS NATIONAUX CORPORATIFS

- I^{er} Congrès national corporatif des Syndicats ouvriers, Lyon, 1886, Compte rendu officiel.
- II^e Congrès national des Syndicats ouvriers de France, Montluçon, 1887, Compte rendu officiel.
- III^e Congrès national des Syndicats ouvriers de France, Bordeaux, 1888, Compte rendu officiel.
- IV^e Congrès national corporatif, Calais, 1890, Compte rendu manuscrit.
- V^e Congrès national des Syndicats et groupes corporatifs des ouvriers de France, Marseille, 1892, Compte rendu recueilli dans les Archives de la Bourse du Travail de Marseille, Paris, Marcel Rivière, 1909.
- VI^e Congrès national des Syndicats de France, Nantes, 1894, Compte rendu officiel.
- VII^e Congrès national corporatif, Limoges, 1895, Compte rendu officiel.
- VIII^e Congrès national corporatif, Tours, 1896, Compte rendu officiel.

- IX^e Congrès national corporatif* (III^e de la C. G. T.), Toulouse, 1897,
Compte rendu officiel.
- X^e Congrès national corporatif* (IV^e de la C. G. T.), Rennes, 1898,
Compte rendu officiel.
- XI^e Congrès national corporatif* (V^e de la C. G. T.), Paris, 1900,
Compte rendu officiel.
- XII^e Congrès national corporatif* (VI^e de la C. G. T.), Lyon, 1901,
Compte rendu officiel.
- XIII^e Congrès national corporatif* (VII^e de la C. G. T.), Montpellier,
1902, Compte rendu officiel.
- XIV^e Congrès national corporatif* (VIII^e de la C. G. T.), Bourges, 1904,
Compte rendu officiel.
- XV^e Congrès national corporatif* (IX^e de la C. G. T.), Amiens, 1906,
Compte rendu officiel.
- XVI^e Congrès national corporatif* (X^e de la C. G. T.), Marseille, 1908,
Compte rendu officiel.

Congrès nationaux de la Fédération des Cuirs et Peaux.

Congrès nationaux de la Fédération des Ouvriers métallurgistes.

Congrès nationaux de la Fédération textile.

Congrès nationaux de la Fédération des Travailleurs du Bâtiment.

Congrès nationaux de la Fédération des Travailleurs du Livre.

Congrès nationaux de la Fédération des Travailleurs du Verre.

Etc.

(Archives du Musée social.)

II. — PAYS ETRANGERS

Annuaire de la Législation du Travail, publié par l'Office du Travail de Belgique, 1897-1907.

Bulletin de l'Office international du Travail, 1902-1909, Paris, Berger-Levrault. — Berne, Francke. — Iéna, Fischer.

Recueil de Rapports sur les conditions du travail dans les pays étrangers adressés au ministre des Affaires étrangères : Allemagne, Autriche-Hongrie, Danemark, Espagne, Etats-Unis, Grande-Bretagne,

Italie, Pays-Bas, Portugal, Russie, Suède et Norvège, Suisse,
12 fascicules, Paris-Nancy, Berger-Levrault, 1890-1891.

1° Allemagne et Autriche

- BRANTS. — *Le régime corporatif au XIX^e siècle dans les Etats germaniques ; Etude de législation sociale comparée*, Louvain, Peeters.
— Paris, Lecoffre. — Bruxelles, Schepens, 1894.
- DUPIN. — *Du mouvement syndical ouvrier dans l'industrie allemande*, thèse, Paris, 1902, et un vol. Rousseau.
- LEROY (Jean). — *Le contrat collectif de travail en Allemagne*, thèse, Paris, 1909.
- LOUIS (Paul). — *La corporation autrichienne (Musée social ; Mémoires et Documents, année 1904, n° 10)*.
- THOMAS (Albert). — *Le syndicalisme allemand*, une brochure (Bibliothèque socialiste, n° 12).
- TONDEUR-SCHEFFLER. — *Les Syndicats ouvriers en Allemagne (Musée social ; Mémoires et Documents, année 1902, n° 4)*.
- TURMANN (Max). — *Syndicats ouvriers allemands*, une brochure (Collection de l'Action populaire).

2° Angleterre

- ALFASSA (Maurice). — *Les Trade-Unions en 1902, leur situation, leur politique (Musée social ; Mémoires et Documents, année 1903, n° 3)*. V. Mantoux et Alfassa.
- COMTE DE PARIS. — *Les Associations ouvrières en Angleterre* (7^e édition), Paris, 1884.
- DROLSART (Marie). — *Les Trade-Unions féminines en Angleterre (Correspondant, 25 février 1899)*.
- HOWEL (Georges). — *Le passé et l'avenir des Trade-Unions (Trade-Unionism New and Old)*, traduct. Ch. Le Cour Grandmaison, Paris, Guillaumin, 1892.
- LINDSAY-MARTIN. — *Die Arbeitslosigkeit in England und ihre Ursachen (Soziale Praxis, 19 nov. 1908)*.
- MANTOUX et ALFASSA. — *La crise du Trade-Unionisme*, Paris, Rousseau, 1903.

ROUSIERS (Paul de). — *La question ouvrière en Angleterre*, Paris, Firmin-Didot, 1895.

— *Le Trade-Unionisme en Angleterre* (en collaboration avec MM. de Carbonnel, Festy, Fleury et Wilhelm), Paris, Colin, 1897.

SCHULZE-GAVERNITZ. — *La grande industrie*, Paris, Guillaumin, 1896.

WEBB (Sidney et Béatrice). — *Histoire du Trade-Unionisme*, traduct. Métin, Paris, Giard et Brière, 1897.

— *Industrial Democracy*, 2 vol., London, Longmans, Green and C^o, 1897.

3° Australasie

DESCHARS (Charles). — *L'organisation du travail en Australie* (*Revue politique et parlementaire*, septembre 1908).

LEROY-BEAULIEU (Pierre). — *Les nouvelles Sociétés anglo-saxonnes, Australie et Nouvelle-Zélande, Afrique australe*, Paris, Colin, 1897.

MÉTIN (Albert). — *Le Socialisme sans doctrines : Australie et Nouvelle-Zélande*. Paris, Alcan, 1901. [*Alias* : OFFICE DU TRAVAIL. — *Législation ouvrière et sociale en Australie et Nouvelle-Zélande*, 1901.]

NOGARO. — *L'arbitrage obligatoire et la propagation du contrat collectif en Australasie*, thèse, Paris, 1906.

VIGOUROUX. — *L'évolution sociale en Australasie*, Paris, Colin, 1902.

4° Belgique

DECHESNE (Laurent). — *Les Syndicats ouvriers belges*, Paris, Larose, 1906.

— *L'avènement du régime syndical à Verviers*, Paris, Larose, 1908.

MAHAIM (Ernest). — *Etudes sur l'Association professionnelle*, dissertation inaugurale, Faculté de droit de l'Université de Liège, Liège, Vaillant-Carmane, 1891.

ROYAUME DE BELGIQUE. MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DU TRAVAIL : OFFICE DU TRAVAIL. — *Les salaires dans l'industrie gantoise*, I. *Industrie cotonnière*, Bruxelles, 1901.

VANDERVELDE. — *Enquête sur les Associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique*, 2 vol., Bruxelles, Imprimerie des Travaux Publics, 1891.

— *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, Alcan 1903.

- VARLEZ. — *La Fédération ouvrière gantoise* (*Musée social*, janvier 1899).
 — *Quelques pages d'histoire syndicale en Belgique* (*Musée social*,
Mémoires et Documents, année 1902, n° 3).

5° Etats-Unis d'Amérique

- CLAUDIO-JANET (Pierre). — *Les Chevaliers du Travail* (*Musée social*, 1899).
- COMMISSION INDUSTRIELLE MOSELY. — *Les conditions de la vie économique et sociale de l'ouvrier aux Etats-Unis*, traduct. Maurice Alfassa, Paris, Giard et Brière, 1904.
- LEVASSEUR. — *L'ouvrier américain*, 2 vol., Paris, Larose, 1898.
- VAN VORST (Mmes J. et M.). — *L'ouvrière aux Etats-Unis*, traduct. Doumic, Paris, Juven.
- VIALATTE. — *L'industrie américaine*, Paris, Alcan, 1908.
- VIGOUROUX. — *La concentration des forces ouvrières dans l'Amérique du Nord*, Paris, Colin, 1899.
- WALLING (W.-E.). — *Le Syndicalisme en Amérique* (*Mouvement socialiste*, mai-juin 1907).
- WEYL (Walter-F.) and SALKOSKI (A.-M.). — *Conditions of entrance to the principal trades* (*Bulletin of Bureau of Labor*, Washington, n° 67, November 1906).
- WILLOUGHBY. — *La corporation de l'Acier aux Etats-Unis* (*Musée social*, *Mémoires et Documents*, année 1902, n° 2).
- WRIGHT (Carroll-D.). — *L'évolution industrielle des Etats-Unis*, traduct. F. Lepelletier, Paris, Giard et Brière, 1901.

6° Japon

- SAÏTO-KASHIRO. — *La Protection ouvrière au Japon, projet de loi et enquête personnelle*, Paris, Larose, 1900.
- SAUTTER (Emmanuel). — *Le développement industriel et commercial du Japon et la main-d'œuvre japonaise* (*Musée social*, *Mémoires et Documents*, année 1907, n° 13).
- VIALATTE. — *L'avenir économique du Japon*, Paris, Marcel Rivière, 1907.

INFORMATION SPÉCIALE

1° Concurrence des enfants

CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL (session de 1902), *Apprentissage*, Rapport de M. Briat, Enquête et Documents, Paris, Imprimerie Nationale, 1902.

— Onzième session, novembre 1902, *Compte rendu*, Paris, Imprimerie Nationale, 1902.

ENQUÊTE OUVRIÈRE SUR LA CRISE DE L'APPRENTISSAGE (*Mouvement socialiste*, 1908).

GEMAHLING (Paul). — *Le travail des enfants dans l'industrie française*, une brochure (Collection de l'Action populaire).

OFFICE DU TRAVAIL. — *L'apprentissage industriel*, Rapport sur l'apprentissage dans l'Imprimerie, 1899-1901.

— *Rapports sur l'application des lois réglementant le travail*.

2° Concurrence des femmes

BRAUN (Lily). — *Le problème de la femme, son évolution historique, son aspect économique*, traduct. Madeleine Murlon, Edmond Bernheim, S. Braun, L. Réau, Ch. Andler, Tome 1^{er}, Paris, Cornély, 1908.

BRUNHES (Mme Henriette Jean-). — *Le mouvement syndical féminin, ses causes sociales et son extension présente* (*Réforme sociale*, 1^{er} juin 1905), et extrait.

DRONSART (Marie). — *Les Trade-Unions féminines en Angleterre* (*Correspondant*, 25 février 1899).

GEMAHLING (Paul). — *La femme ouvrière et la maternité*, une brochure (Collection de l'Action populaire).

GONNARD (R.). — *La femme dans l'industrie*, Paris, Colin, 1906.

LÉROY-BEAULIEU (Paul). — *Le travail des femmes au XIX^e siècle*, Paris, Bibliothèque Charpentier, 1888.

LEWINSKI (Jan-St.). — *La maternité et l'évolution capitaliste* (*Revue d'Economie politique*, 1909).

POISSON (Ch.). — *Le salaire des femmes*, Paris, Librairie des Saints-Pères, 1906.

RIVIÈRE (Emmanuel). — *Le travail de la femme dans l'industrie typographique*, une brochure, Blois, 1898.

3° Concurrence des étrangers

AUBERT (Louis). — *Problèmes californiens* (*Revue de Paris*, 15 juillet 1907).

— *Les Etats-Unis et la colonisation japonaise* (*Revue de Paris*, 15 août 1907).

— *Les Japonais, le Canada et l'Amérique du Sud* (*Revue de Paris*, 1^{er} novembre 1907).

CAILLEUX (Edouard). — *La question chinoise aux Etats-Unis et dans les possessions des puissances européennes*, Paris, Rousseau, 1898.

GONNARD (René). — *L'émigration européenne au XIX^e siècle, Angleterre, Allemagne, Italie, Autriche-Hongrie, Russie*, Paris, Colin, 1906.

LE FEBVRE (Yves). — *L'ouvrier étranger et la protection du travail national*, thèse, Paris, 1901.

L'EVESQUE (Charles). — *La mobilisation du travail et le transport des ouvriers par chemins de fer*, thèse, Paris, 1907.

MAS (Emile). — *La main-d'œuvre étrangère en France* (*Revue politique et parlementaire*, mars 1904).

MONNIER. — *Les Indésirables*, Paris, Larose, 1907.

SALVY. — *L'immigration aux Etats-Unis et les lois fédérales*, thèse, Paris, 1908.

VANDERVELDE. — *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, Alcan, 1903.

4° Concurrence des ouvriers en chambre

AFTALION. — *Le développement de la fabrique et le travail à domicile dans les industries de l'habillement*, Paris, Larose, 1906.

BARRAULT (H.-E.). — *La réglementation du travail à domicile en Angleterre*, thèse, Paris, 1906.

BONNEVAY. — *Les ouvrières lyonnaises travaillant à domicile, Misères et Remèdes*, Paris, Guillaumin, 1896.

COTELLE. — *Le Sweating System, étude sociale*. Angers, Siraudeau, 2^e édit., 1904.

ESPINASSE. — *L'ouvrière de l'aiguille à Toulouse, étude d'Economie sociale*, Paris, Auguste Picard. — Toulouse, Edmond Privat, 1907.

EVEIL DÉMOCRATIQUE. — 8 décembre 1907 et 8 mars 1908.

FAGNOT. — *La réglementation du travail en chambre* (Collection de l'Association nationale française pour la Protection légale des travailleurs), Paris, Alcan, 1904.

MAROUSSEM (Du). — *La question ouvrière*, Tome II : *Ebénistes du faubourg Saint-Antoine* ; — Tome III : *Le jouet parisien*, Paris, Rousseau, 1891-1894.

MÉNY. — *Le travail à bon marché, enquêtes sociales*, Paris, Bloud, 1907.

MONOD (Wilfrid). — *La confection à domicile à Rouen et... ailleurs*, Paris, Librairie protestante, 1905.

OFFICE DU TRAVAIL. — *La Petite Industrie (salaires, durée du travail)*, Tome II : *Le Vêtement à Paris (1890)* (par MM. du Maroussem et Barat).

— *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, Tome I : *Paris*, 1908 ; — Tome II : *Cher, Allier, Loir-et-Cher, Indre, Maine-et-Loire, Sarthe*, 1908.

POISSON (Ch.). — *Le salaire des femmes*, Paris, Librairie des Saints-Pères, 1906, *passim*.

SAYOUS. — *L'entre-exploitation des classes populaires à White-Chapel* (*Musée social, Mémoires et Documents*, année 1902, n° 5).

5° Concurrence des ouvriers des campagnes

GUILLOU (Jean). — *L'émigration des campagnes vers les villes et ses conséquences économiques et sociales*, Paris, Rousseau, 1905.

OFFICE DU TRAVAIL. — *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, Tome II : *Cher, Allier, Loir-et-Cher, Indre, Maine-et-Loire, Sarthe*, Paris, Imprimerie Nationale, 1908.

RENARD (V.). — *Dans le textile, unifions nos tarifs* (Humanité, tribune syndicale, 3 mai 1909).

VANDERVELDE. — *L'exode rural et le retour aux champs*, Paris, Alcan, 1903.

Cf. *Enquête parlementaire sur l'industrie textile*, 1904. *Rapports sur*

l'application des lois réglementant le travail ; Bonnevay ; Cotelle ; Mény ; Poisson ; etc.

6° Concurrence des prisons, des ouvroirs, etc.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS. — *Rapports annuels faits au nom de la Commission du budget chargée d'examiner le projet de loi portant fixation du budget général.* (Services pénitentiaires.)

CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE. — *Le Travail dans les prisons. L'Imprimerie de la Maison Centrale de Melun. Son développement, ses travaux, sa concurrence*, une brochure de G. Sergent, Paris, 1909.

COLOMBAIN. — *La concurrence pénitentiaire en France (travail des prisons, travail libre)*, thèse, Lyon, 1904.

FLEURQUIN (Alexandre). — *Le travail dans les ouvroirs à Paris*, thèse, Paris, 1899.

GLEYSSES. — *De l'organisation du travail dans les prisons et du pécule des détenus*, thèse, Toulouse, 1904.

LECOQ (Marcel). — *L'assistance par le travail et les jardins ouvriers en France*, Paris, Giard et Brière, 1906.

MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR. — *Statistique pénitentiaire pour l'année 1907*, exposé général sur la situation des services et des divers établissements, présenté à M. le Ministre de l'Intérieur par M. Schrameck, Melun, imprimerie administrative, 1908.

PRÉVOST (Eugène). — *L'assistance par le travail, ses principes, ses inconvénients* : rapport à la Société internationale pour l'étude des questions d'assistance.

ROUX. — *Le travail dans les prisons et en particulier dans les maisons centrales*, thèse, Paris, 1901.

Cf. Cotelle ; Mény ; Poisson.

7° Concurrence des ouvriers irréguliers.

OFFICE DU TRAVAIL. — *Notes sur la journée de huit heures dans les établissements industriels de l'Etat*, Paris, Imprimerie Nationale, 1906.

SEILHAC (de). — *Les ouvriers des arsenaux de la Marine. (Questions pratiques de Législation ouvrière et d'Economie sociale, année 1906.)*

WEYL (Walter-E.) and SALKOSKI (A.-M.). — *Conditions of entrance to the principal trades* (Bulletin of Bureau of Labor, Washington, n° 67, November 1906).

8° Concurrence des revenus accessoires.

BUREAU (Paul). — *Le contrat de travail, le rôle des Syndicats professionnels*. (Ch. VI : La démonstration de la loi des salaires par les faits économiques.) Paris, Alcan, 1902.

DAGNAUD. — *De la condition des ouvriers des arsenaux de la Marine*, Paris, Giard et Brière, 1904.

GUNTON (George). — *Wealth and progress*, New-York, Appleton and C°, 1894.

STUART-MILL. — *Principes d'Economie politique* (L. II, Ch. XII et XIV).

VAN VORST (Mmes J. et M.). — *L'ouvrière aux Etats-Unis*, traduct. Doumic, Paris, Juven.

Cf. Office du Travail : *Enquête sur le travail à domicile dans l'industrie de la lingerie*, T. I et II ; Cotelle ; Mény ; Poisson, etc., *passim*.

9° Souveraineté syndicale et conventions collectives.

ASSOCIATION NATIONALE FRANÇAISE POUR LA PROTECTION LÉGALE DES TRAVAILLEURS. (quatrième série). — *Le contrat de travail*, Paris. Alcan et Larose, 1907.

BOUDET. — *La Commandite et son rôle social* (Mouvement socialiste, 15 avril 1905).

BUREAU (Paul). — *Le contrat de travail, le rôle des Syndicats professionnels*, Paris, Alcan, 1902.

— *Le droit de grève et la liberté du travail* (*Revue de métaphysique et de morale*, janvier 1908) et in « *le Droit de grève* », leçons professés à l'Ecole des Hautes Etudes Sociales, par MM. Gide (Ch.), Berthélemy (H.), Bureau (P.), Keüfer, Perreau, etc., Paris, Alcan, 1909.

CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE. — *La Commandite*, une brochure de G. Sergent, 1905.

DIRECTION DU TRAVAIL. — *Annuaire des Syndicats professionnels*, 16 vol., Paris, Berger-Levrault.

- DOUARCHE. — *Des conventions collectives relatives aux conditions du travail*, thèse, Paris, 1907.
- JAY (Raoul). — *Etudes sur la question ouvrière en Suisse*, Paris, Larose, 1893.
- *L'organisation du travail par les Syndicats professionnels* (*Revue d'Economie politique*, 1894) et extrait, Larose, 1894.
 - *Une forme nouvelle d'organisation du travail par les groupements professionnels* (*Revue d'Economie politique*, 1901) et extrait, Larose, 1901.
 - *La protection légale des travailleurs* (Ch. IV : La protection légale des travailleurs et l'organisation professionnelle), Paris, Larose, 1904.
 - *Le contrat collectif de travail* (*Revue d'Economie politique*, 1907), extrait, Paris, Larose, 1907, et une brochure : *Qu'est-ce que le contrat collectif de travail*, collection *Science et religion*, n° 502, Bloud.
- LARONZE. — *La représentation des intérêts collectifs et juridiques des ouvriers dans la grande industrie*, thèse, Paris, 1905.
- LORIN (Henri). — *L'Organisation professionnelle et le Code du travail*, une brochure, Paris, Bloud, 1907.
- NAST (Marcel). — *Des conventions collectives relatives à l'organisation du travail*, thèse, Paris, 1907, et un vol. Rousseau, 1908.
- PAUL-BONCOUR (J.). — *Les rapports de l'individu et des groupements professionnels*, thèse, Paris, 1900. [Alias : *Le Fédéralisme économique*, Paris, Alcan, 1901.]
- RAYNAUD (Barthélemy). — *Le contrat collectif de travail*, thèse, Paris, 1901.
-

INDEX ALPHABÉTIQUE

A

ACCIDENTS DU TRAVAIL. — V. *Loi de 1898*.

ÂGE D'ADMISSION DES ENFANTS. — 59, 60.

AGRICULTURE. — V. *Paysans ouvriers, Provinciaux, Campagnards. Régime agricole, Revenus accessoires, Salaires d'appoint*.

AIDES. — 307, 310.

ALIMENTATION. — enfants : 57 ; -- étrangers : 194 ; -- esprit syndical : 357, 358.

ALLEMAGNE. — limitation du nombre des apprentis : 92, 93 ; -- syndicalisation des femmes : 176, 177 ; -- émigration : 189 ; -- ouvriers étrangers : 192 ; -- limitation des non-qualifiés : 309 ; -- cumul de travaux : 314 ; -- unification des tarifs : 374.

ALLOTMENT. — revenu accessoire : 289.

ALLUMETTES (*Manufactures d'*). — enfants : 50 ; -- femmes : 32, 171 ; -- syndicalisation des femmes : 172.

AMATEURS (*ouvriers*). — V. *Cumul des métiers, Salaire d'appoint*.

AMEUBLEMENT (*ouvriers de l'*). — limitation du nombre des apprentis : 81 ; -- avis aux parents : 82.

ANGLETERRE. — réglementation de l'apprentissage : 88, 92, 97 ; -- hérité professionnelle : 107, 108 ; --

idée du métier fermé : 90, 104 ; -- travail des femmes : 126, 160, 173, 176, 179 ; -- travail des ouvriers étrangers : 191, 216, 218 ; -- libre-échange ouvrier : 229, 231 ; -- travail à domicile : 256, 257, 260 ; -- conseils de salaires : 260 ; -- non-qualifiés : 307, 310 ; -- délimitation des métiers : 311, 313 ; -- cumul de travaux : 314 ; -- émigration ouvrière : 365, 366 ; -- non-syndiqués : 381, 383 ; -- V. *Trade-Unions*.

APPRENTISSAGE. — allongement de la durée : 65, 66 (par les patrons) ; -- 96, 99 (par les ouvriers) ; -- 116 (inconvenients) ; -- escroquerie à l'apprentissage : 66 ; -- crise de l'apprentissage : 53, 55, 56, 67, 68 ; -- V. *Droits d'entrée, Ecoles professionnelles, Egoïsme ouvrier ; -- Enfants : Enseignement du métier, Hérité professionnelle, Limitation du nombre des apprentis, Loi de 1900, Métier fermé, Salaire minimum*.

ARMÉE DE RÉSERVE *du Capital*. — 12, 13, 15, 20, 27, 365, 369.

ARSENALX (*Ouvriers des*). — travaux accessoires : 316 ; -- campagnards : 327.

ASIATIQUE (*Main-d'œuvre*). — V. *Chinois, Japonais*.

ASSISTANCE (*Œuvres d'*). — placement d'enfants : 62 ; -- assistance par le travail : 298, 299 ; -- V. *Secours de bienfaisance*.

ATELIERS DE FAMILLE. — V. *Domicile (Travail à)*.

(1) Je dois cet Index alphabétique à la collaboration de mon excellent ami Maurice Ernst.

AUSTRALASIE. — limitation du nombre des apprentis : 93, 95 ; -- salaire minimum : 99, 100 (enfants), 180, 181 (femmes), 215 (étrangers), 259, 260, 278 (travailleurs à domicile), 377 (ouvriers âgés) ; -- lutte contre l'immigration : 191, 213-216 ; -- protectionnisme ouvrier : 228, 229 ; -- limitation du nombre des ouvriers non qualifiés : 309 ; -- privilège syndical : 387 ; -- idée de concurrence loyale : 391 ; -- V. *Conventions collectives. Spécial Boards.*

AUTOMOBILE (*Ouvriers de l'*). — fa-
çonniers : 245.

B

BATIMENT (*Ouvriers du*). — V. *Briquetiers, Charpentiers, Couvresseurs, Maçons, Menuisiers, Plâtriers, Tailleurs de pierre, Terrassiers* ; -- V. aussi : *Conventions collectives, Violences syndicales.*

Beauregard (Paul). — 15, 137, 179.

BELGES (*immigrants*). — enfants : 63 ; -- statistique ouvrière : 193, 195, 199 ; -- influence sur les conditions du travail : 218, 231, 234 ; -- passeurs de frontières : 198, 202 ; -- usines de belges : 202.

BELGIQUE. — emploi des enfants : 70 ; -- réglementation de l'apprentissage : 92 ; -- hérédité professionnelle : 108 ; -- idée du métier fermé : 102 ; -- travail des femmes : 161, 163 ; -- trains ouvriers : 37, 40, 199, 272, 273 ; -- unification des tarifs : 374 ; -- V. *Belges immigrants.*

Benoît-Malon. — 24.

BESOINS. — notion de besoins : 32, 137, 138 ; -- besoins moraux : 29, 32 ; -- différences de quantité et de qualité : 15, 16, 28, 32, 138, 140, 196, 200, 219, 223-225, 263, 323-349 ; -- V. *Charges de famille, Salaire d'appoint, Salaire familial, Revenus accessoires.*

BIENVENUE (*Droits de*). — V. *Droits d'entrée.*

BIJOUTIERS. — limitation du nombre des apprentis : 87 ; -- salaire égal pour les femmes : 179 ; -- travail à domicile : 242, 259.

Blanc (Louis). — 20, 396.

BLANCHISSERIE. — femmes : 131 ; -- travail à domicile : 242 ; -- travail des ouvriers : 294.

BONNETERIE. — femmes : 131, 134, 179 ; -- travail à domicile : 242, 248, 249, 254.

BOULANGERIE. — enfants : 52, 94, 100 ; -- salaire minimum : 100 ; -- esprit syndical : 358.

BOYCOTTAGE. — des produits fabriqués par immigrants : 214 ; -- V. *Label.*
Cf. *Mise à l'index.*

BRIQUETTERIES. — enfants : 60 ; -- femmes : 133 ; -- travail familial : 335.

BRIQUETEURS. — 210, 382.

BRISERS de grève. — V. *Sarrasinage.*

BRODERIE (*Industrie de la*). — femmes : 185 ; -- travail à domicile : --251 ; travail des campagnes : 265 ; -- travail des prisons : 286 ; -- travail des ouvriers : 294 ; -- syndicat obligatoire : 385.

BROSSERIE. — enfants : 251 ; -- femmes : 132, 178 ; -- travail à domicile : 242, 251, 259 ; -- travail des prisons : 280, 281.

Bureau (Paul). — 27, 230, 334, 339, 371, 379, 380.

C

CAMPAGNARDS *immigrants*. — 271-274.

CANADA. — lutte contre l'immigration : 212.

- CAOUTCHOUC (*Industries du*).** — femmes : 132, 134.
- CAP (*Colonie du*).** — emploi d'ouvriers étrangers : 213.
- CARTONNAGE.** — enfants : 52 ; -- femmes : 127, 132, 185 ; -- travail des prisonniers : 280, 289.
- CECCALDI (*Amendement*).** — Cf. *Passeurs de frontières*.
- CÉLIBATAIRES (*Ouvriers*).** — 28, 196.
- CHAMBRE (*Ouvriers en*).** — V. *Domicile (Travail à)*.
- CHAPELIER (*Loi*).** — 362.
- CHAPELIERS (*Ouvriers*).** — réglementation de l'apprentissage : 80, 91, 98 ; -- hérédité professionnelle : 108 ; -- femmes : 161 ; -- étrangers : 195 ; -- travail à domicile : 242, 251 ; -- syndicat obligatoire : 385.
- CHARGES DE FAMILLE.** — 28, 331 ; -- V. *Célibataires ; Salaire familial*.
- CHARPENTIER.** — limitation du nombre des apprentis : 90, 93, 107 ; -- étrangers : 194, 210 ; -- ouvriers amateurs : 316.
- CHAUSSURES (*Ouvriers en*).** — enfants : 52, 56 ; -- limitation du nombre des apprentis : 83 ; -- femmes : 116, 127, 131, 158, 159, 161, 178 ; -- ouvriers étrangers : 191-192 ; -- travail à domicile : 242, 243, 248, 259 ; -- travail des prisons : 280, 281 ; -- cumul des travaux : 314 ; -- privilège syndical : 387.
- CHINOIS immigrants.** — 190, 191, 197, 202, 205, 209, 210, 213-223, 225.
- CHÔMAGE.** — 50, 85, 145, 233, 366 ; -- V. *Armée de réserve*.
- CIGARIERS.** — V. *Tabacs*.
- CITÉS-JARDINS.** — immobilisation de l'ouvrier : 38.
- CLASSE (*Notion de*).** — 354, 355, 359, 361.
- CLERCS d'officiers ministériels.** — salaires : 323 ; -- esprit syndical : 358.
- COIFFEURS (*Ouvriers*).** — limitation du nombre des apprentis : 93 ; -- exclusion des femmes : 161 ; -- ouvriers amateurs : 316.
- COLBERTISME.** — travail des femmes : 129 ; -- usines rurales : 329.
- Colson.** — 14, 34, 225, 334.
- COMMANDITE.** — 376, 377, 385, 386.
- COMPAGNONNAGE.** — 359.
- CONCENTRATION industrielle.** — esprit syndical : 356-360.
- CONCURRENCE.** — libre concurrence : 3, 4, 6, 7, 321-346, 348, 391-397 ; -- particularités de la concurrence ouvrière : 14-16 ; -- idée de concurrence loyale : 391-392 ; -- régularisation de la concurrence et opinion patronale : 69, 275, 393.
- CONDITIONS DU TRAVAIL.** — influence des enfants : 69, 70 ; -- influence des femmes : 147-149 ; -- influence des étrangers : 196-198, 201, 224 225 ; -- influence du travail à domicile : 246 ; -- réglementation par convention collective : 347 ; -- V. *Durée du travail, Salaires*.
- CONFECTION.** — V. *Vêtement ; Lin-gerie*.
- CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL.** — limitation du nombre des apprentis : 86, 122 ; -- travail des étrangers : 220 ; -- protectionnisme ouvrier : 221-235 ; -- ouvriers des arsenaux : 318.
- CONFISEURS.** — hérédité professionnelle en Belgique : 108 ; -- brutalité contre les enfants : 112 ; -- travail à domicile : 242, 251.
- CONSEILS DE SALAIRES.** — V. *Special-Boards*.
- CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.** — limitation du nombre des apprentis : 30, 87.

CONSTRUCTEURS *de chaudières*. — aides : 309, 310 ; -- délimitation des métiers : 312 ; -- non-syndiqués : 383.

CONSTRUCTIONS NAVALES (*Ouvriers des*). — aides : 308, 310 ; -- délimitation : 312 ; -- non-syndiqués : 383.

CONTRAT DE TRAVAIL. — inégalité des parties : 17 ; -- fixation d'autorité des conditions : 19 ; -- égalité des parties : 390, 393.

CONVENTIONS COLLECTIVES. — limitation du nombre des apprentis : 123 ; -- emploi des femmes : 167, 181 ; -- travail des étrangers : 219, 228 ; -- travail des non-qualifiés : 309 ; -- délimitation des métiers : 312 ; -- cumul de travaux : 314 ; -- unification des tarifs : 167, 374, 375 ; -- salaires d'invalides : 377 ; -- conditions du travail : 377-379 ; -- syndicat obligatoire : 384-387 ; -- réglementation de la concurrence : 390-395.

CONVENTIONS INTERNATIONALES. — travail des étrangers : 209, 227, 228.

COOLIES. — V. *Chinois et Japonais*.

CORDONNIERS (*Ouvriers*). — travail à domicile : 257 ; -- travail des prisons : 280, 281 ; -- ouvriers militaires : 302 ; -- ouvriers amateurs : 316.

CORPORATIONS AUTRICHIENNES. — limitation du nombre des apprentis : 93 ; -- lutte contre le travail à domicile : 253.

COURS D'ARBITRAGE EN AUSTRALIE. — 94, 95.
Cf. *Special-Boards*.

Couteliers de Sheffield. — 89, 107.

COUVENTS. — V. *Ouvroirs*.

COUVREURS. — non-qualifiés : 309.

CUIRS ET PEAUX. — V. *Chaussures (Ouvriers de la)*, *Gantiers*, *Mé-
gisiers*...

CUMUL DE MÉTIERS. — 315, 316, 325, 341.

CUMUL DE TRAVAUX. — 314-315.

D

Darwin. — 4.

DÉCRETS MILLERAND. — 221.

DÉLIMITATION *des métiers*. — V. *Empiètements*.

DENTELLIÈRES. — statistique : 131, 185 ; -- travail à domicile : 242 ; -- travail des prisons : 286.

DERNIER OUVRIER *nécessaire (Le)*. — déterminant le taux des salaires : 26 et suiv.

DÉSPECIALISATION. — 42 ; V. *Division du travail*, *Machinisme*.

DIAMANTAIRES. — enfants : 81 ; -- femmes (salaire égal) : 178 ; -- syndicat obligatoire : 385.

DIVISION DU TRAVAIL. — lutte contre la division du travail : 306 ; -- influence de la division du travail : Cf. *Déspecialisation*, *Machinisme*.

DOMICILE (*Travail à*). — statistique : 242, 243, 247-252 ; -- causes : 243-244 ; -- salaires : 247, 346-349 ; -- influence du travail des prisons : 286, 289 ; -- influence des ouvroirs : 297, 299 ; -- travail à finir chez soi : 251, 252, 326 ; -- travail à domicile et emploi des enfants : 251 ; -- et emploi des étrangers : 196, 219, 255 ; -- et industrialisation des campagnes : 263-266, 342-343 ; -- constitution d'un salaire familial : 332, 336 ; -- mécanisme des revenus accessoires : 340, 349 ; -- V. *Esprit syndical* ; *Loi de 1900* ; *Special-Boards* ; *Suppléances*.

DOUANES. — V. *Protectionnisme ou-
vrier* ; *Usines d'étrangers*.

DROITS D'ENTRÉE. — 103, 105.

Dunoyer. — 358.

DURÉE *du travail*. — réduction et salaires : 30 ; -- réduction et cumul de métiers : 315 ; -- allonge-

ment de la durée pour les enfants : 64, 69 ; -- pour les étrangers : 214, 215 ; -- pour les ouvriers à domicile : 247-252 ; -- réglementation syndicale : 377-379.

E

EBÉNISTES. — enfants : 81, 94 ; -- femmes : 133, 185 ; -- ouvriers étrangers : 191, 194, 217, 219 ; -- fabrication à l'étranger : 204, 205 ; -- protectionnisme ouvrier : 232 ; -- travail à domicile : 242, 243, 255, 256, 259 ; -- fabrication en province : 270 ; -- travail des prisons : 280 ; -- cumul de travaux : 314.

ÉCOLES professionnelles. — 103, 161.

ÉCONOMATS. — immobilisation du travail : 38 ; -- revenu accessoire : 324.

ÉGALITÉ des salaires. — V. *Unification des tarifs*.

ÉGOÏSME des ouvriers. — adultes : 97, 111, 112 ; -- hommes : 155, 168, 169 ; -- femmes : 169, 170 ; -- qualifiés : 307, 310, 396, 397 ; -- combinaisons personnelles avec l'employeur : 141, 308, 360, 361, 378, 379.

ÉLIMINATION des incapables. — 376, 377.

ÉMIGRATION. — statistique : 188, 190 ; -- causes : 188 et suivantes ; -- arme syndicale : 365, 366 ; -- V. *Régime agricole*.

EMPIÈTEMENTS. — travail féminin et travail masculin : 130 ; -- métier à métier : 311, 319.

ENFANTS. — 47-124 ; -- V. *Age d'admission ; Apprentissage ; Assistance (Œuvres d') ; Égoïsme ouvrier ; Enfants assistés ; Enfants étrangers ; Limitation du nombre des apprentis ; Loi de 1898, Loi de 1900 ; Néo-Malthusianisme ; Salaire familial ; Salaire minimum ; Suppléances ; Usines d'enfants*.

ENFANTS ASSISTÉS. — V. *Assistance (Œuvres d')*.

ENFANTS ÉTRANGERS. — 63, 64.

ENSEIGNEMENT du métier (*Interdiction de l'*). — aux enfants : 101, 103 ; -- aux femmes : 161, 162 ; -- aux manœuvres : 308.

ESPRIT SYNDICAL. — genèse : 356-363 ; -- influence sur la hausse des salaires : 34 ; -- femmes : 140, 141, 177-179, 358 ; -- étrangers : 235-237 ; -- travailleurs à domicile : 254, 346, 347 ; -- petits établissements : 261, 262.

ÉTATS-UNIS. — réglementation de l'apprentissage : 95-96, 98 ; -- idée du métier fermé : 102 ; -- emploi des femmes : 126, 128 ; -- lutte contre l'immigration : 190, 196, 207, 211, 212 ; -- protectionnisme ouvrier : 228 ; -- lutte contre les ouvriers non qualifiés : 307-309 ; -- lutte contre les ouvriers non-syndiqués : 382.

ÉTRANGERS (*Ouvriers*). — 187-239 ; -- V. *Belyes, Chinois, Confédération générale du Travail ; Enfants étrangers ; Exclusion, Italiens, Japonais ; Loi de 1898 ; Passeurs de frontières ; Salaire minimum ; Sarrasinage ; Solidarité internationale ; Suppléances ; Syndicalisation ; Usines à l'étranger*.

ÉVICTION. — par les machines : 116 ; -- des hommes par les femmes : 142-146.

EXCLUSIONS. — enfants : 101-105 ; -- femmes : 150-163, 252 ; -- étrangers : 206-216, 222-228 ; -- travailleurs à domicile : 254-258 ; -- campagnards : 104, 106 ; -- aides : 308 ; -- non-syndiqués : 381-384.

F

FAÇONNIERS. — V. *Domicile (Travail à)*.

FAMILLE. — V. *Charges de famille et Salaire familial*.

FEMMES (*Travail des*). — 126-186 ;
-- V. *Conditions du travail ; conventions collectives ; Egoïsme ouvrier ; Empiètements ; Enseignement du métier ; Esprit syndical ; Exclusion ; Loi de 1900 ; Machinisme ; Ouvroirs ; Salaire ; Salaire d'appoint ; Salaire familial ; Salaire minimum ; Sarrasinage ; Suppléances ; Syndicalisation ; Syndicats féminins ; Travail à domicile ; Travail aux pièces ; Unification des tarifs ; Usines de femmes.*

FERBLANTIERS-BOITIERS. — limitation du nombre des apprentis : 80 ; -- exclusion des femmes : 158 ; -- travail à domicile : 242.

FILATURE. -- V. *Textile.*

Fileurs de Gand. — 70.

FLEURS artificielles. — travail à domicile : 242, 251 ; -- travail des prisons : 286 ; -- travail des ouvroirs : 294.

FONDS DES SALAIRES (*Théorie du*). — 8, 10, 11, 348.

FORGERONS. — enfants : 98, 108 ; -- femmes : 133 ; -- étrangers : 240 ; -- aides : 310 ; -- ouvriers amateurs : 316 ; -- salaire familial : 336.

G

GANTTIERS (*Ouvriers*). — réglementation de l'apprentissage : 82, 83 ; -- hérédité professionnelle : 106, 108 ; -- emploi des femmes : 131, 154, 255 ; -- protectionnisme ouvrier : 234 ; -- travail à domicile : 242, 243, 254, 255 ; -- travail dans les campagnes : 266, 267 ; -- travail d'ouvriers amateurs : 344, 345 ; -- division du travail : 306 ; -- syndicat obligatoire : 384.

GRÈVE. — limitation par la grève ouvrière de la concurrence interpatronale : 69, 275, 393 ; -- V. *Maisons ouvrières ; No Syndiqués ; Sarrasinages.*

Griffuelhes. — 122.

Guesde (Jules). -- 24.

Gunton. — 27, 333, 339.

Guyot (Yves). — 230, 372.

H

HELPERS. — V. *Aides.*

HÉRÉDITÉ professionnelle. — 104, 105-108.

HEURES SUPPLÉMENTAIRES. — 141 ; -- cumul de travaux : 314 ; -- revenu accessoire : 326 ; -- réglementation syndicale : 378.

HOMESTEAD. — immobilisation de l'ouvrier : 38 ; -- revenu accessoire : 329.

HORLOGERS (*Ouvriers*). — limitation du nombre des apprentis : 80 ; -- travail à domicile : 242, 249.

HOUILLE BLANCHE. — immobilisation du travail : 40.

I

IMMIGRANTS. — V. *Campagnards. Etrangers, Provinciaux.*

IMMOBILISATION DU TRAVAIL. — V. *Maisons ouvrières, Mobilisation, Economats, Participation aux bénéfices, Tour de France.*

IMPRIMERIE. — V. *Typographes (Ouvriers).*

IMPRIMERIE NATIONALE. — 283, 303, 386.

IMPROVERS. — 94.

INDIVIDUALISME OUVRIER. — V. *Egoïsme ouvrier.*

INDIVIDUALISME PATRONAL. — 69, 275, 393.

ITALIE. — émigration : 190 ; -- V. *Usines à l'étranger.*

ITALIENS immigrants. — enfants : 63, 64 ; -- statistique ouvrière : 193, 195 ; -- influence sur les condi-

tions du travail : 191, 218, 219, 224, 225, 226, 227, 234, 237, 294 ; -- syndicalisation : 237 ; -- usines d'Italiens : 203, 204.

J

JAPON. — emploi des enfants : 49, 50 ; -- emploi des femmes : 126, 133, 142.

JAPONAIS *immigrants*. — 191, 197, 209, 212, 223 ; -- syndicalisation : 236, 239 ; -- usines de Japonais : 204, 205.

JARDINS OUVRIERS. — revenu accessoire : 329-331.

JAUNES. — V. *Chinois, Japonais; Sarrasinage*.

Jay (Raoul). — 261, 385, 388, 391, 395.

JOURNÉE de 8 heures, *Journée de 10 heures*. — V. *Durée du travail*.

L

LABEL. — protection du travail national : 209, 214 ; -- travail des prisons : 291.

Lassalle (Ferdinand). — 22 et suivantes.

LÉGISLATION DU TRAVAIL (*Influence de la*). — sur le travail des femmes : 58, 144, 145 ; -- sur le travail à domicile : 244, 247-252 ; -- sur les petits établissements : 262, 267 ; -- V. *Loi de 1898, Loi de 1900*.

Leroy-Beaulieu (Paul). — 6, 126, 130, 138.

LIBERTÉ DU TRAVAIL. — 362, 379, 395, 396 ; -- V. *Exclusions, Mise à l'index, Violences syndicales*.

LIBRE-ÉCHANGISME. — V. *Protectionnisme*.

LIMITATION du nombre des apprentis. — 73-96 ; -- éludée par le travail à domicile : 254 ; -- éludée

dans les petits établissements : 117, 261 ; -- éludée par les prisonniers libérés : 286, 287 ; -- V. *Apprentissage, Enfants*.

LIMITATION PROPORTIONNELLE des enfants. — V. *Apprentissage* ; -- des étrangers : 220, 221, 227 ; -- des non-qualifiés : 309.

LINGERIE (*Ouvrières de la*). — 131 ; -- travail à domicile : 242, 248, 249, 342, 343 ; -- confection à la campagne : 264, 266 ; -- travail des prisons : 280, 281, 286 ; -- travail des ouvriers : 294, 299 ; -- cumul de métiers : 341 ; -- salaire d'appoint : 343-346.

LINIÈRE (*Industrie*). — enfants : 52 ; -- femmes : 131 ; -- étrangers : 195.

LINOTYPISTES (*Grève des*). — 146 ; -- V. *Typographes*.

List (Frédéric). — 235.

LITHOGRAPHES. — limitation du nombre des apprentis : 81, 91 ; -- idée du métier fermé : 102, 103 ; -- admission des femmes : 162, 163 ; -- unification des tarifs : 374.

LOI D'AIRAIN. — 22 et suiv.

LOI DU 9 AVRIL 1898. — influence sur le travail des enfants : 59 ; -- influence sur l'emploi des étrangers : 200.

LOI DU 30 MARS 1900. — influence sur l'emploi des enfants : 56 et suiv. ; -- influence sur l'emploi des femmes : 58, 144, 145 ; influence sur l'extension du travail à domicile : 247-251.

LOIS NATURELLES. — 23, 24.

M

MACHINISME. — et emploi des enfants : 47, 255 ; -- et disqualification : 195, 306 ; -- et échec des réglementations : 117 ; -- et emploi des femmes : 126, 129, 145, 255, 306 ; -- et loi de 1900 : 127 ; -- et développement du travail en

- chambre : 245 ; -- et genèse de l'idée syndicale : 356, 360 ; -- V. *Eviction*.
- MAÇONS. — limitation du nombre des apprentis : 81, 90 ; -- allongement de l'apprentissage : 98 ; -- femmes : 133 ; -- ouvriers étrangers : 194 ; -- ateliers de famille : 252 ; -- non-qualifiés : 308, 309 ; -- non-syndiqués : 382.
- MAISONS OUVRIÈRES. — immobilisation du travail : 38 ; -- en cas de grève : 39 ; -- revenu accessoire : 324. V. *Homestead*.
- Malthus*. — 4, 5, 11, 22, 25, 143.
- Marx* (Karl). — 12, 13, 347, 353.
- MÉCANICIENS. — réglementation de l'apprentissage : 67, 78, 95 ; -- travail en chambre : 245 ; -- idée du métier fermé : 309, 310, 311, 312, 316.
- MÉGISSIERS. — réglementation de l'apprentissage : 84, 85, 103, 104 ; -- hérédité professionnelle : 106 ; -- femmes : 127, 164 ; -- protectionnisme ouvrier : 234 ; -- emploi des campagnards : 272, 329 ; -- lutte contre le machinisme : 306.
- MENUISIERS. — limitation du nombre des apprentis en Angleterre : 90, 104 ; -- ouvriers étrangers : 194 ; -- travail à domicile : 242, 243 ; -- ouvriers des arsenaux : 316 ; -- douaniers : 217 ; -- V. *Ebénistes*.
- MÉTALLURGISTES. — enfants : 79 ; -- femmes : 127 ; -- ouvriers étrangers : 194, 195 ; -- travail à domicile : 242 ; -- ouvriers militaires : 302 ; -- non-qualifiés : 308 ; -- salaires : 334 ; -- distribution de lingerie aux femmes : 345 ; -- néo-malthusianisme : 369 ; -- syndicat obligatoire en Italie : 386 ; -- conventions collectives : 386, 394.
- MÉTIER FERMÉ (*Idée du*). — 90, 101-108, 157-162, 168, 305-313 ; -- inapplicable à cause des campagnards : 117-118, 121 ; -- des femmes : 148 ; -- des prisonniers libérés : 287, 288, 291 ; -- des assistés : 300 ; -- V. *Apprentissage*, *Droit d'entrée*, *Empiètements*, *Enseignement de métier* (*interdiction de l'*), *Hérédité professionnelle*, *Machinisme*, *Non-Qualifiés*.
- MEUBLE (*Ouvriers du*). — V. *Ameublement* (*ouvriers de l'*) ; *Ebénistes*.
- MILITAIRES (*Ouvriers*). — 302-303.
- MINEURS. — salaire aux pièces : 30 ; -- chômage : 30 ; -- égoïsme ouvrier : 112 ; -- étrangers : 194, 237 ; -- protectionnisme ouvrier : 233 ; -- campagnards, briseurs de grèves : 274 ; -- non-syndiqués : 383.
- Mineurs du Durham et du Northumberland*. — 112.
- MINIMUM de salaire. — V. *Salaire minimum*.
- MISE A L'INDEX. — des non-syndiqués : 381, 384.
Cf. *Boycottage*.
- MOBILISATION du travail. — rôle : 36-40, 273 ; -- inconvénients pour les salariés : 37 ; -- inconvénients pour les patrons : 40 ; -- V. *Tour de France*.
- MOULEURS. — réglementation de l'apprentissage : 98, 116 ; -- non-qualifiés : 307, 308.
- MUSICIENS (*Artistes*). — ouvriers militaires : 303.

N

- NÉO-MALTHUSIANISME. — 367-369.
- NON-QUALIFIÉS (*Ouvriers*). — 305-310 ; -- et travailleurs étrangers : 217, 218.
- NON-SYNDIQUÉS. — 379-388 ; -- V. *Sarrasinage*.
- NOUVELLES-GALLES DU SUD. — V. *Australasie*.
- NOUVELLE-ZÉLANDE. — V. *Australasie*.

O

OUVRIERS AGÉS. — élimination par enfants : 71 ; -- salaire minimum : 376, 377.

OUVROIRS (*Travail dans les*). — 293-301.

P

PALISSONNEURS. — V. *Mégissiers*.

PARAPLUIES (Montage des). — travail à domicile : 242, 243, 249.

PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES. — immobilisation du travail : 38 ; -- revenu accessoire : 324.

PASSEURS DE FRONTIÈRES (Ouvriers). — 198-202.

PÂTISSERIE. — enfants : 52, 57, 80.

Patten. — 235.

PAYSANS. — *Ouvriers* : 263-271 ; -- immobilisation : 38-40 ; -- revenus accessoires : 327-329 ; -- indépendance : 326, 330, 342 ; -- unification des tarifs : 275, 370-372.

PEINTRES (*Ouvriers*). — ouvriers étrangers : 219 ; -- ouvriers militaires : 302 ; -- non qualifiés : 309 ; -- cumul de travaux : 314 ; -- ouvriers des arsenaux : 316, 317 ; -- douaniers : 317.

PETITS ÉTABLISSEMENTS. — V. *Apprentissage, Conditions du travail, Esprit syndical, Réglementation du travail*.

PIÈCES. — V. *Salaire aux pièces, Travail aux pièces*.

Place. — 367.

PLÂTRIERS. — 210, 312.

PLOMBIERS. — réglementation de l'apprentissage : 98, 116 ; -- non qualifiés : 308 ; -- empiètements : 311.

POPULATION. — ses variations : 8-

12 (doctrine classique) ; 12, 13 (K. Marx) ; -- principe de population : 22, 25 ; -- densité : 188 ; -- influence sur émigration : 188-189 ; -- V. *Armée de réserve, Néomalthusianisme*.

POURBOIRE. — revenu accessoire : 325.

PRISONS (*Travail des*). — 276-293.

PRODUCTIVITÉ *et salaire*. — 34, 135, 137 (hommes et femmes) ; -- 348 (travail à domicile) ; -- V. *Salaires*.

PROPRIÉTAIRES (*Ouvriers*). — V. *Homestead, Maisons ouvrières, Paysans-ouvriers*.

PROSTITUTION. — et exclusion de la femme du travail : 182 ; -- revenu accessoire : 337, 345.

PROTECTIONNISME OUVRIER. — 217, 228-235.

Proudhon. — 14.

PROVINCE (*Travail en*). — 263-275 ; -- action sur l'emploi des femmes : 152, 153 ; -- unification des tarifs : 275, 373-377 ; -- V. *Campagnards immigrants, Paysans-ouvriers, Provinciaux immigrants, Unification des tarifs, Usines aux champs*.

PROVINCIAUX immigrants. — 271-274.

Q

QUALIFIÉS (*Ouvriers*). — V. *Non-qualifiés, Egoïsme ouvrier*.

QUEENSLAND. — V. *Australasie*.

R

RÉGIME AGRICOLE. — et émigration : 189.

RÈGLEMENT D'ATELIER. — 13, 148, 371.

RELIEURS (*Ouvriers*). — enfants : 52 ; -- femmes : 185 ; -- travail à domicile : 251 ; -- non-qualifiés : 309.

RENVOIS *d'enfants et de femmes*. — V. *Loi du 30 mars 1900*.

REPOS HEBDOMADAIRE. — et salaire : 30 ; -- et travail familial : 305 ; -- réglementation syndicale : 377-378.

REVENUS ACCESSOIRES. — 320-349 ; -- V. *Cumuls de métiers, Cumuls de travaux, Economats, Maisons ouvrières, Participation aux bénéfices, Paysans-ouvriers, Pourboire, Salaire d'appoint, Salaire familial, Prostitution*.

Ricardo. — 11, 22, 367.

RUSSES immigrants. — 190, 191, 196, 197.

S

SABOTS (*Creusage des*). — travail à domicile : 242, 243.

SALAIRE. — théorie du salaire : 21-36 ; -- salaires masculins et salaires féminins : 137-142, 179, 180 ; -- influence des différences de salaires : 68, 69, 70 (enfants), 167 (femmes), 191, 196, 197, 225-227 (étrangers), 244-247 (ouvriers en chambre), 267 et suiv. (campagnards), 283-287, 289 (prisonniers), 296 (assistés) ; -- V. *Besoins, Fonds des salaires, Loi d'airain, Productivité, Unification des tarifs*, etc...

SALAIRE D'APPOINT. — femmes : 139, 343-346 ; -- fortune personnelle : 323 ; -- pensionnés : 325 ; -- pourboires, 325 ; -- ouvriers-paysans : 324, 327, 342, 343 ; -- prostitution : 337 ; -- V. *Revenus accessoires, Salaire familial*.

SALAIRE AUX PIÈCES. — et notion de journée : 30 ; -- et unification des tarifs : 167 ; -- V. *Travail aux pièces*.

SALAIRE FAMILIAL. — 331-337, 340-342 ; -- contribution de l'enfant :

51 ; -- influence sur la rémunération de la femme : 139, 183, 340-342.

SALAIRE MINIMUM. — pour les enfants : 99, 106 ; -- pour les femmes : 180, 181 ; -- pour les étrangers : 215, 220 ; -- pour les travailleurs à domicile : 257, 259, 376 ; -- pour les ouvriers âgés ou lents : 377 ; -- V. *Elimination des incapables, Special Boards, Unification des tarifs*.

SALAIRE NÉCESSAIRE. — Théorie : hausse au-dessus : 34 ; -- baisse au-dessous : 35.

SARRASINAGE. — femmes : 145, 149, 169 ; -- étrangers : 202, 221 ; -- campagnards : 274 ; -- soldats : 302 ; -- ouvriers de métiers voisins : 313 ; -- V. *Non-syndiqués, Solidarité internationale des travailleurs*.

J.-B. Say. — 18, 23.

Schmoller. — 7.

SECOURS de bienfaisance. — revenus accessoires : 338, 339.

SÉLECTION naturelle. — 5, 212.

SERRURIERS (*Ouvriers*). — travail à domicile : 242, 248 ; -- trav. pénitentiaire : 280.

Sismondi. — 368.

SKILLED. — V. *Qualifiés*.

Smith (Adam). — 9, 10, 17, 27 et suivantes, 61, 88 89.

SOTERIE (*Ouvriers de la*). — femmes : 131 ; -- trav. à domicile : 243.

SOLIDARITÉ. — V. *Egoïsme ouvrier, Esprit syndical, Individualisme, Syndicalisation*.

SOLIDARITÉ (*Morales de*). — 355.

SPECIAL BOARDS. — 93, 94, 99, 181, 216, 259, 260, 376, 387, 394.

STANDARD OF LIFE. — 32 sequ, 223-225 ; -- V. *Besoins*.

STUART-MILL. — 4, 9, 14, 23, 132, 323, 324, 326, 329, 332, 368.

SUPPLANTAGE. — V. *Sarrasinages*.

SUPPLÉANCES. — enfants et femmes: 162, 163; -- étrangers et femmes: 128; -- Chinois et Japonais: 204; -- travail à l'atelier et travail en chambre: 241, 247-251.

SWEATING-SYSTEM. — V. *Travail à domicile*.

SYNDICALISATION. — des femmes: 15, 167-170, 170-176, 184, 185; -- des étrangers: 236, 237; -- des non-qualifiés: 310; -- V. *Esprit syndical*, *Syndicat obligatoire*.

SYNDICATS. — V. *Confédération générale du travail*, *Esprit syndical*, *Non-syndiqués*, *Syndicalisation*, *Syndicats féminins*, *Syndicats obligatoires*, *Trade-Unions*, et les nombreuses professions citées.

SYNDICATS FÉMININS. — 169, 171, 172, 176.

SYNDICAT OBLIGATOIRE (*Idee du*). — 379-388.

T

TABACS (*Manufactures des*). — emploi des femmes: 132; -- syndicalisation: 171, 177; -- label contre étrangers: 209; -- machinisme: 307, 308.

TAILLEURS. — V. *Vêtement*.

TAILLEURS DE PIERRES. — 210, 242.

TAPIS (*Fabrique de*). — enfants: 57; -- idée du métier fermé: 102; -- étrangers: 201; -- travail à domicile: 249.

TARIF UNIFORME. — V. *Unification des tarifs*.

TEINTURIERS. — hérédité professionnelle en Belgique: 108; -- femmes: 131; -- étrangers: 204; -- travail à domicile: 242; -- syndicat obligatoire: 385.

TERRASSIERS. — ouvriers étrangers: 194, 225; -- briseurs de grèves campagnards: 274; -- non-syndiqués: 382.

TEXTILE (*Ouvriers du*). — salaires: 135, 167, 179, 268, 269, 334, 335, 392; -- emploi des enfants: 48, 56, 70, 91; -- hérédité professionnelle: 107; -- égoïsme ouvrier: 112; -- emploi des femmes: 126, 127, 131, 132, 135, 160, 167, 179; -- syndicalisation des femmes: 171, 172, 173, 174, 177; -- emploi d'ouvriers étrangers: 194, 197, 198-201; -- usines à l'étranger: 203, 204; -- libre-échange ouvrier: 234; -- travail à domicile: 242, 251; -- usines rurales: 39, 267-270, 329; -- travail des prisons: 277, 280, 281; -- restriction des naissances: 368; -- unification des tarifs: 275, 374, 375.

TISSERANDS. — travail aux pièces: 31; -- immobilisation rurale: 40; -- travail à domicile: 243; -- V. aussi *Textile*.

Tisseurs d'Avanches-lez-Aubert. — convention collective: 392, 394.

TONNELIERS. — réglementation de l'apprentissage: 81, 116; -- idée du métier fermé: 102; -- travail à domicile: 242.

TOUR DE FRANCE. — et salaires: 40.

TRADE-UNIONS AMÉRICAINES, *leur politique*. — lutte contre la main-d'œuvre asiatique: 207-212; -- violences syndicales: 382. V. *Etats-Unis*.

TRADE-UNIONS ANGLAISES, *leur politique*. — égoïsme vis-à-vis des enfants: 97, 112; -- vis-à-vis des femmes: 175; -- vis-à-vis des non-qualifiés: 396; -- libre-échange ouvrier: 216-218, 229-231; -- propagande pour l'émigration: 365, 366; -- violences syndicales: 381, 382; -- V. *Angleterre*.

TRAINS OUVRIERS. — mobilisation du travail: 37, 40; -- ouvriers passant la frontière: 199; -- concurrence des provinciaux et campagnards: 272, 273.

TRAVAIL A DOMICILE. — V. *Domicile (Travail à)*.

TRAVAIL AUX PIÈCES. — influence des femmes: 148; -- influence des étrangers: 191, 193; -- influence du travail à domicile: 245, 254; -- réglementation syndicale: 378.

TRAVAIL PÉNITENTIAIRE. — V. *Prisons (Travail des)*.

TROLE. — 255.

TUILLERIE. — enfants: 56; -- femmes: 133.

Turgot. — 22.

TYPOGRAPHES (*Ouvriers*). — enfants: 52, 53, 56, 69; -- limitation du nombre des apprentis: 74-78, 79, 91, 92, 95; -- avis aux parents: 82; -- allongement de l'apprentissage: 97-98; -- usines d'enfants: 57; -- femmes: 132, 134, 135, 145, 148, 149, 154, 169; -- exclusion de la femme: 152-157, 160, 162, 165, 183; -- syndicalisation: 153, 156, 175; -- usines de femmes: 154; -- travail en province: 152, 153, 270, 373, 374; -- travail des prisons: 280, 281, 282, 288; -- ouvriers militaires: 303; -- ouvriers des arsenaux: 316-317; -- imprimerie nationale: 303; -- non-qualifiés: 309; -- néo-malthusianisme: 367; -- unification des tarifs: 373, 374, 376; -- syndicat obligatoire: 385, 386; -- commande: 376, 377, 385, 386.

U

UNIFICATION DES TARIFS. — hommes et femmes: 164-167, 178; -- ouvriers en chambre et ouvriers en atelier: 260, 261; -- ville et campagne: 275, 370-372; -- V. *Élimination des incapables, Salaire aux pièces, Salaire minimum*.

UNSKILLED. — V. *Non-qualifiés*.

USINES A L'ÉTRANGER. — 203-205.

USINES AUX CHAMPS. — 266-270.

USINES D'ENFANTS. — 57.

USINES D'ÉTRANGERS. — 202, 210.

USINES DE FEMMES. — 154.

USINES PÉNITENTIAIRES. — 281.

V

VANNERIE. — travail à domicile: 242, 243; -- travail des prisons: 286.

VERMICELLIERS. — 134.

VERRIERS (*Ouvriers*). — enfants: 61, 62; (4 enfants étrangers et assistés: 63, 64; -- limitation du nombre des apprentis: 79, 90, 91; -- brutalité ouvrière: 112, 113); femmes: 133, 185; -- ouvriers étrangers: 194; -- protectionnisme ouvrier: 232; -- non-qualifiés: 307, 308, 309; -- néo-malthusianisme: 369; -- unification des tarifs: 375; -- non-syndiqués: 383.

VÊTEMENT (*Confection de*). — enfants: 100; -- femmes: 131; -- ouvriers étrangers: 195, 219; -- travail à domicile: 242, 243, 248, 249; -- travail à finir chez soi: 251; -- lutte contre le travail à domicile: 252, 257, 258; -- travail des campagnes: 264-265; -- salaire minimum: 259-260; -- travail des prisons: 280, 286; -- travail des ouvriers: 294; -- ouvriers militaires: 302; -- cumul de travaux: 314; -- cumul de métiers: 315.

VICTORIA (*État de*). — V. *Australasie*.

VIOLENCES SYNDICALES. — 381-383.

« WAGE-FUND ». — V. *Fonds des salaires*.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIERE PARTIE

Théorie générale de la concurrence ouvrière

	Pages
CHAPITRE PREMIER. -- <i>L'optimisme darwinien et la concurrence ouvrière</i>	3
CHAPITRE II. — <i>La pression de la population sur les salaires</i>	8
I. — Les mouvements naturels de la population dans la doctrine classique	8
II. — L'armée de réserve du capital, chez Karl Marx....	12
III. — Les particularités essentielles de la concurrence ouvrière	14
CHAPITRE III. — <i>La concurrence ouvrière et la théorie du contrat de travail</i>	17
I. — L'inégalité des parties lors de l'engagement.....	17
II. — Le problème spécial de la détermination du taux des salaires	21
CHAPITRE IV. — <i>Les tendances générales du mouvement industriel et la concurrence ouvrière</i>	36
I. — Remarques sur la mobilisation et l'immobilisation du travail	36
II. — L'instabilité de l'industrie et la déspecialisation de l'ouvrier	41

DEUXIEME PARTIE

Les sous-concurrences ouvrières

	Pages
CHAPITRE PREMIER. — <i>La concurrence des Enfants</i>	47
SECTION PREMIÈRE. — <i>L'envahissement du métier</i>	47
I. — Causes générales de l'emploi des enfants dans l'industrie	47
II. — Le travail des enfants dans l'industrie française contemporaine	51
a) Son étendue, ses mouvements ; les répercussions de la loi de 1900.....	51
b) Procédés tendant à accroître la main-d'œuvre enfantine : — Fraudes sur l'âge ; — Recrutement d'enfants assistés ou étrangers ; — Accroissement de la durée du travail ; — Allongement de la durée de l'apprentissage ; — L'escroquerie à l'apprentissage	59
c) La véritable crise de l'apprentissage.....	67
III. — Influence du travail enfantin sur les conditions du travail des adultes.....	68
SECTION II. — <i>La Défense ouvrière</i>	72
I. — La limitation du nombre des apprentis par les syndicats français	73
II. — La limitation du nombre des apprentis dans quelques pays étrangers	88
III. — Mesures complémentaires de la limitation.....	96
a) Allongement de la durée de l'apprentissage	96
b) Minimum de salaire.....	99
IV. — Mesures tendant à fermer l'entrée du métier.....	101
a) Refus d'enseigner le métier.....	101
b) Etablissement d'un droit d'entrée.....	103
c) Hérité professionnelle.....	105

	Pages
SECTION III. — <i>Appréciation des mesures de défense ouvrière..</i>	109
I. — La brutalité ouvrière à l'égard des enfants.....	111
II. — Critiques adressées à la limitation du nombre des apprentis	114
III. — Efficacité et avenir des mesures de limitation du nombre des apprentis.....	118
 CHAPITRE II. — <i>La concurrence féminine.....</i>	125
SECTION PREMIÈRE. — <i>L'entrée des femmes à l'atelier.....</i>	125
I. — Ses causes.....	125
II. — Caractères et étendue du travail féminin dans l'in- dustrie moderne	129
III. — L'infériorité des salaires féminins. — Recherche d'une théorie explicative.....	133
IV. — L'influence de l'emploi des femmes dans l'industrie sur l'emploi des hommes et les conditions générales du travail	142
 SECTION II. — <i>La Défense ouvrière.....</i>	150
I. — L'entrée de la femme dans la typographie et la résis- tance syndicale.....	151
II. — Tactiques de certains syndicats tendant à interdire à la femme l'accès de la profession.....	157
a) L'exclusion pure et simple.....	157
b) L'interdiction d'enseigner le métier.....	161
c) Une exception : des ouvriers favorisant l'entrée de la femme dans le métier.....	162
III. — Tactiques nouvelles : l'admission conditionnelle de la femme	164
a) Les exigences masculines : à travail égal, salaire égal	164
b) La syndicalisation des femmes.....	167
c) L'action légale : efficacité d'un minimum de salaire.	180

	Pages
CHAPITRE III. — <i>La concurrence des ouvriers étrangers..</i>	187
SECTION PREMIÈRE. — <i>Les progrès de l'immigration dans les pays industriels</i>	187
I. — Causes économiques de l'émigration et de l'immigration	188
II. — La question du travail étranger en France.....	192
a) Main-d'œuvre résidante	192
b) Ouvriers passant la frontière.....	198
c) Briseurs de grèves.....	202
d) Usines françaises à l'étranger.....	203
SECTION II. — <i>La Défense ouvrière.....</i>	206
I. — La lutte contre la main-d'œuvre jaune.....	206
a) La politique d'exclusion aux États-Unis.....	206
b) L'Australie fermée	212
II. — Les mesures contre l'immigration et l'opinion ouvrière anglaise	216
III. — Les ouvriers français et le travail étranger.....	218
IV. — Les armes de la protection du travail national.....	222
a) Le principe de la politique d'exclusion.....	222
b) La défense douanière contre les pays à bas salaires : Un protectionnisme ouvrier.....	228
c) La syndicalisation des étrangers et la solidarité internationale des travailleurs.....	235
CHAPITRE IV. — <i>Ouvriers en chambre et ouvriers en atelier</i>	244
SECTION PREMIÈRE. — <i>Le mouvement actuel d'extension du travail en chambre.....</i>	240
I. — Ses causes, ses caractères.....	240
II. — Son influence sur les conditions générales du travail en atelier	244
III. — Son influence sur le statut légal du travail.....	247
SECTION II. — <i>La défense ouvrière.....</i>	253
I. — Essais de campagnes syndicales.....	253

	Pages
II. — Conseils de salaires.....	258
III. — Hostilité des syndicats contre les petits établissements	261
CHAPITRE V. — <i>La concurrence provinciale et campagne</i>	263
I. — L'exode du travail à domicile vers les campagnes....	263
II. — Les usines aux champs.....	266
III. — L'exode rural et l'envahissement du marché urbain..	271
CHAPITRE VI. — <i>Prisons-usines, couvents-ouvriers, soldats-ouvriers</i>	276
SECTION PREMIÈRE. — <i>Le travail pénitentiaire</i>	276
I. — Les plaintes ouvrières.....	276
II. — Importance réelle du travail pénitentiaire.....	278
a) Concurrence générale	278
b) Usines pénitentiaires	281
III. — Mécanisme de l'avisement des salaires dans l'organisation actuelle du travail pénitentiaire.....	283
IV. — La concurrence des prisonniers libérés.....	287
V. — La légitimité du travail des prisonniers. Ses conditions indispensables	288
SECTION II. — <i>Le travail des ouvriers</i>	293
I. — Les vices du travail des ouvriers : spécialisation, ressources accessoires	294
II. — Quelques remèdes. — Une tentative de relèvement des prix	297
SECTION III. — <i>Le travail des ouvriers militaires, de l'Imprimerie nationale, etc.</i>	302
CHAPITRE VII. — <i>La défense du métier contre les « ouvriers irréguliers »</i>	305
I. — Le maintien de la qualification du métier et la lutte contre les manœuvres et les aides.....	305

	Pages
II. — La lutte contre les empiètements et la délimitation des métiers	311
III. — Le cumul des métiers.....	314
 CHAPITRE VIII. — <i>Une concurrence intestine : les revenus accessoires</i>	
I. — Son mécanisme.....	322
II. — Sa vérification expérimentale : les enseignements économiques du travail à domicile.....	340
 TROISIEME PARTIE 	
CHAPITRE PREMIER. — <i>De la concurrence à la solidarité.</i>	353
I. — La notion de classe et le fondement des morales de solidarité devant les faits.....	353
 Les étapes de la contrainte syndicale 	
II. — La genèse de l'idée syndicale.....	356
 CHAPITRE II. — <i>Trois phases de la politique ouvrière</i>....	365
I. — La lutte contre le nombre. — De l'émigration au néo-malthusianisme	365
II. — L'imposition d'une règle commune.....	369
a) Revendication d'un tarif uniforme.....	372
b) Extension du contrôle syndical à tous les autres éléments du contrat de travail.....	377
III. — La tendance à l'obligation syndicale.....	379
 CHAPITRE III. — <i>L'avenir des réglementations syndicales.</i> — <i>Le rôle des conventions collectives</i>.....	389
 ESSAI BIBLIOGRAPHIQUE SOMMAIRE SUR LES CONCUR- RENCES OUVRIERES	401
INDEX ALPHABETIQUE	415
TABLE DES MATIERES	427

Composition exécutée à l'Union Linotypiste
(Association d'ouvriers syndiqués)
22, rue Serpente, Paris-VI*



Imprimerie Générale
des Arts, du Commerce et de l'Industrie
11, rue Molière, Paris-I^{er}
